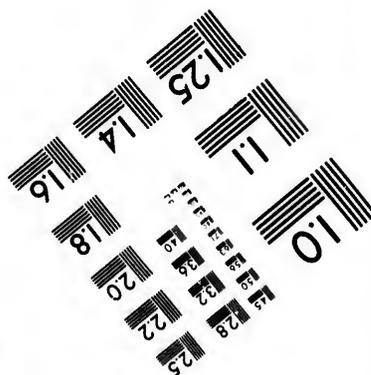
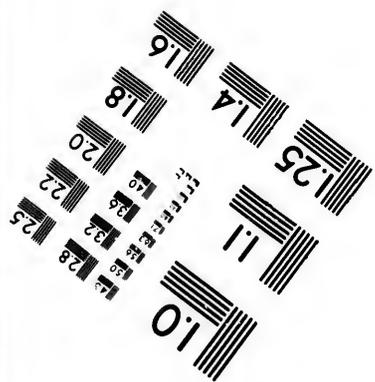
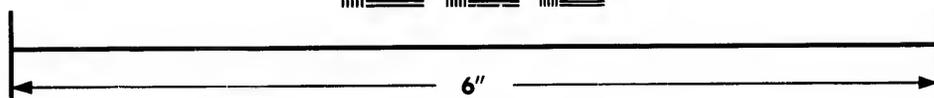
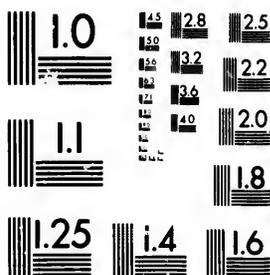


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

15 28
16 32
18 22
20

**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

11
10

© 1982

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distortion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées.
- Additional comments:/
Commentaires supplémentaires:

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- Only edition available/
Seule édition disponible
- Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
					✓						

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

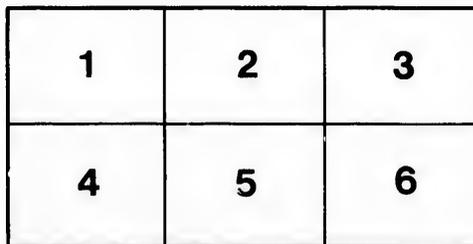
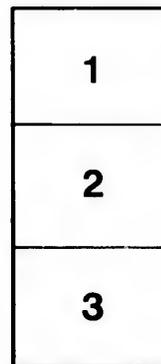
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▽ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▽ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

re
détails
es du
modifier
er une
filmage

es

e

errata
d to

t
e pelure,
on à

32X

A

A

ANNALES HISTORIQUES

DE LA RÉVOLUTION

DE L'AMÉRIQUE LATINE.

D

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE, DEPUIS LA PAIX DE WESTPHALIE JUSQU'À NOS JOURS, par Henri WHEATON; traduite en espagnol et augmentée. 2 vol. in-8°. Paris, 1861.

COLLECTION HISTORIQUE COMPLÈTE DES TRAITÉS, CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, précédée d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, de tableaux statistiques, d'un dictionnaire diplomatique, avec une notice historique sur chaque traité important.

Cet ouvrage est divisé en trois périodes :

La première comprend l'époque coloniale ; 6 vol. in-8°.

La seconde commence à la révolution et se termine à la reconnaissance par l'Europe des États indépendants de l'Amérique latine ;

La troisième embrasse l'époque qui s'est écoulée depuis l'indépendance de ces États jusqu'à nos jours.

A .
P

(D)

272

ANNALES HISTORIQUES
DE LA RÉVOLUTION
DE L'AMÉRIQUE LATINE,

ACCOMPAGNÉES
 DE DOCUMENTS A L'APPUI.

DE L'ANNÉE 1808 JUSQU'A LA RECONNAISSANCE PAR LES ÉTATS EUROPÉENS
 DE L'INDÉPENDANCE DE CE VASTE CONTINENT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE,
 MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE FRANCE,
 DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;
 DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA.



TOME DEUXIÈME.



PARIS,

LIBRAIRIES DE

A. DURAND, Rue des Grès, 7.	GARNIER FRÈRES, Rue des Saints-Pères, 6.	L. HACHETTE & C ^o , Boulevard S ^t -Germain, 77.
--------------------------------	---------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------

ESPAGNE,

LIBRAIRIE DE C. BAILLY-BAILLIÈRE,

MADRID, PLAZA DEL PRÍNCIPE ALFONSO, 8

1864.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Cet ouvrage forme la *seconde période* de la *Collection historique*
des Traités de l'Amérique latine, du même auteur.

Séria
den
27
la c
situ
tado
la r
gobi
pue
—

Un
situac
revolu
con 3
Orien
en ac
Org
Aires
Martin

(4) V
1º, pág

PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1812.



PARTE HISTÓRICA (1).

Séria complicacion. — Reaccion capitaneada por Alzaga: su plan. — Rademaker, enviado del Brasil, llega á Buenos Aires; armisticio firmado el 27 de mayo; Rademaker ordena la evacuacion de Montevideo. — Aborta la conjuracion del 1º de julio. — El conspirador Alzaga es ahorcado. — La situacion política se agrava. — Batalla de Tucuman y sus grandes resultados. — Necesidad de una asamblea constituyente. — Causa excitante de la revolucion del 3 de octubre. — Formacion de un triunvirato ó nuevo gobierno. — El nuevo gobierno auxilia á Belgrano. — Transaccion propuesta por Goyeneche. — Carta de Belgrano. — Contestacion del primero. — Posiciones de ambos ejércitos á fines del año 1812.

Una séria complicacion vino á aumentar los peligros de la situacion, en marzo de 1812, y á amenazar la existencia de la revolucion. Un ejército portugues, fuerte de 4,000 hombres, con 36 piezas de artillería, ocupó la campaña de la Banda Oriental en combinacion con la plaza de Montevideo, cubriendo en actitud hostil la márgen izquierda del Uruguay.

Organizábase activamente en el seno de la misma Buenos Aires una tremenda reaccion capitaneada por el Español D. Martin Alzaga, disponiendo para ello de diez mil compatriotas

1812.

Séria complicacion
que sobrevino.

Reaccion
capitaneada
por Alzaga.

(1) Véase la parte histórica de los años 1808, 1809, 1810 y 1811, tomo Iº, pág. 73, 116, 145 y 272.

1812.

suyos, entre los cuales figuraban algunos sujetos que poseían cuantiosos bienes de fortuna. Una escuadrilla sutil de 500 hombres se mantenía frente á Buenos Aires, y apenas aguardaba la explosión para tomar parte en favor de los conjurados. Un ejército portugués, con 50 transportes reunidos en el Uruguay, también se hallaba listo para trasladarse al teatro de los sucesos, cuando fuese preciso.

Plan
de los conjurados.

El plan de los conjurados era el de exterminar una parte de la población nativa de mayor influencia, y hacer que preponderase el elemento español, para organizar un gobierno independiente, en relación con las cortes reunidas en Cádiz.

Pretendiendo locamente los conspiradores no solo una restauración sino una verdadera conquista, tenían preparado el golpe para el día 5 de julio. ¡Vamos intentos! porque el triunfo de la revolución estaba decretado y era infalible.

Llegada
de Rademaker
á Buenos Aires
con objeto
de ajustar
un armisticio.

Á la sazón llegó á Buenos Aires (el 26 de mayo) el teniente coronel D. Juan Rademaker, enviado extraordinario del príncipe regente de Portugal, que tenía su asiento en el Brasil. Su misión era ajustar un armisticio con el gobierno, haciendo retirar en consecuencia los Portugueses que interceptaban el paso del Uruguay, sirviendo de antemural á la plaza de Montevideo.

Constante política
de la corte
del Brasil.

La política de la corte del Brasil respecto de los negocios del Rio de la Plata había sido siempre vacilante y contradictoria, y siempre había estado subordinada á la política de la Inglaterra. Esta, aunque aliada á la España, simpatizaba con la revolución sud-americana, por exigírselo así sus intereses comerciales; y á esta circunstancia se debió que la Inglaterra se opusiese al primer bloqueo que pretendieron poner los Españoles á las costas de Buenos Aires, y la retirada de los Portugueses que en 1811 invadieron el Estado Oriental para hacer levantar el sitio de Montevideo puesto por los patriotas. Para oponerse á estas hostilidades, los marinos y los agentes ingleses en el Brasil y en el Plata hacían valer la mediación que habían propuesto al gobierno español en Cádiz, y que este había aceptado, con el fin aparente de restablecer la paz entre la metrópoli y sus colonias. Con estos antecedentes se comprenderá que la misión de Rade-

maker para ajustar un armisticio, en momentos tan premiosos para Buenos Aires, era un nuevo triunfo de la influencia inglesa. El embajador de la Gran Bretaña en Rio Janéiro, que lo era siempre lord Strangford, bajo el pretexto especioso de esa mediacion, pero en realidad con el objeto de asegurar á la Inglaterra un gran mercado en el Rio de la Plata, exigió y obtuvo que el Brasil se mantviese neutral en la guerra entre Buenos Aires y Montevideo, y en conformidad de esta exigencia fué enviado Rademaker para ajustar el armisticio.

Ese armisticio era de grande interes para el gobierno de Buenos Aires, pues le importaba la caida de Montevideo; por esto fué que se apresuró á celebrarlo la misma noche que llegó el enviado (el 26 de mayo), anunciándolo al siguiente dia.

Cumpliendo el armisticio, Rademaker ordenó inmediatamente al general del ejército portugues, D. Diego de Souza, que evacuase á la mayor brevedad el territorio oriental; y el gobierno patriota, por su parte, ordenó á Sarratea activase su marcha para ir á poner sitio á Montevideo. El general portugues, que simpatizaba con la conspiracion tramada, contestó de una manera evasiva; y aunque Rademaker reiteró de un modo terminante la orden de evacuacion, el movimiento retrógrado del ejército portugues no comenzó sino despues que fué sofocada la conjuracion de Alzaga.

Esta conjuracion iba á estallar en la noche del 1º de julio, pero ese mismo dia habia sido denunciada al gobierno. D. Bernardino Rivadavia, que hacia parte de este, apoyado por su colega el Dr. Chiclana, dictó las medidas convenientes para hacer abortar el movimiento, entre las cuales mandó formar un proceso para averiguar el hecho y sus autores. Estas medidas dieron felizmente el resultado que se buscaba, pues desde las doce de la noche de aquel mismo dia comenzaron las ejecuciones de los conjurados mas comprometidos, habiendo sido ahorcado dos dias despues D. Martin Alzaga, que era el alma de aquella trama diabólica.

El mal aspecto político de Buenos Aires al comenzar el año de 1812, por causa de las tramas de que acaba de hablarse y del

1812.

La mision de Rademaker era un nuevo triunfo de la influencia inglesa.

El 27 de mayo fué celebrado el armisticio.

Rademaker ordena la evacuacion de Montevideo.

Época en que comenzó á efectuarse.

Aborta la conjuracion del 1º de julio.

Es ahorcado D. Martin Alzaga.

La situacion del norte agravaba

1812.

el aspecto político
de Buenos Aires.Gran peligro
de la situación.Invisible protección
de la revolución.Batalla
de Tucuman.
Su gran resultado.

estado de la Banda Oriental, se agravaba con la situación desesperada á que hacía frente Belgrano en las provincias del norte. Verdaderamente, no era de esperarse que las miserables reliquias del vencido ejército del Alto Perú detuviesen la marcha triunfante del ejército de Goyeneche, que contaba con fuerzas cuádruplas. Invadiendo el general D. Pio Tristan las provincias de Salta, Tucuman y Jujuí (1), á la cabeza de un ejército de mas de tres mil hombres de línea con diez cañones de montaña, y haciéndose dueño de su extenso territorio, estaba el enemigo en disposición de levantar un ejército mayor que el que podía oponérsele, remontando su caballería con naturales de aquellas localidades, nacidos — digamos así — con instintos favorables á la guerra. Tal era el gran peligro de la situación.

Pero así como la Providencia velaba por los destinos de la capital, haciendo abortar la conjuración del 1º de julio, y permitiendo un desenlace ventajoso de la cuestión de Montevideo, así también velaba por la suerte de la revolución sud-americana, seriamente comprometida en las operaciones militares que iban á realizarse á fines del año.

En efecto, la gloriosa batalla de Tucuman, obtenida el 24 de setiembre por el ejército patriota á las órdenes del general Belgrano, sobre el ejército realista á las del general Tristan, salvó para siempre los destinos de la revolución sud-americana. Sin esa batalla, dada por su jefe contra la voluntad del gobierno mismo, que le ordenaba retirarse á todo trance, *aun cuando la fortuna se declarase por sus armas*, muy fácil le habria sido al ejército enemigo, reforzado por Goyeneche, ponerse de acuerdo con Montevideo (que con el dominio que tenia de las aguas podia desembarcar de 1,000 á 1,500 hombres de buenas tropas en cualquier punto del Paraná), hacerse fuerte en todo evento en Santa Fe, y circunscribir la revolución al solo territorio de

(1) Al estallar la revolución, componian una sola provincia, con la denominación de Salta. Aquellas tres provincias, con el territorio de Tarija, forman el país conocido en la historia de la conquista con el nombre genérico de Valle de Calchaquí, habitado en otro tiempo por una raza guerrera, no ménos indomable que la de Arauco.

Buenos Aires. No en balde, pues, llamóse desde entónces á Tucumán — *sepulcro de la tiranía* (1).

Si el triunfo de las armas de Buenos Aires en Tucumán dió indisputablemente resultados favorables á la causa de la independencia sud-americana, también fué de notable trascendencia en el giro de la política interior del país. Ese triunfo ejerció grande influencia en la revolucion pacífica que hacía tiempo se operaba en las ideas, revolucion que las exigencias crecientes del espíritu democrático hacían inevitable. El *tríunvirato*, sucesor de la junta gubernativa degenerada, cuya principal misión era la de vigorizar la acción del gobierno para hacer frente á los enemigos exteriores y dominar las dificultades interiores, no respondía ya á esas exigencias. La opinión quería una asamblea suprema que fijase la constitucion del poder, y generalizase la revolucion, haciéndola mas popular.

Todas las provincias, pues, anhelaban por la reunion de un congreso supremo, para reemplazar el réjimen provisorio y arbitrario que cada día iba desacreditándose mas. Ese congreso habia sido convocado el 25 de mayo; pero esa promesa tan halagüeña siempre se habia ido postergando, y ya se concebía que al no cumplirse se hacía inevitable una revolucion.

Comprendiendo esto, el gobierno de los *tríunviros* empezó á realizar esa promesa, por medio de la circular del 3 de junio dirigida á los ayuntamientos de las villas y ciudades, con objeto de acelerar la reunion de un congreso general de las Provincias Unidas, que sancionase una constitucion. El hecho de dirigirse á los cabildos, haciéndoseles la indicacion de que uno de los objetos de la asamblea era formar un plan de eleccion, dice claramente que ella debia constituirse sobre la base de la eleccion municipal, compuesta de apoderados de los cabildos, nombrados por ellos sin intervencion directa del pueblo.

El 6 de octubre se reunió la asamblea; pero lo que se ha dicho sobre su organizacion, bastó para que se le augurase muy corta vida; así fué en efecto. Los manejos y arbitrariedades que

(1) Véase la descripción de esta batalla en las *Memorias póstumas* del general PAZ, tomo 1º, pág. 24 á 51.

1812.

Necesidad de una asamblea constituyente.

Ansiaban por ella todas las provincias.

Circular para su convocatoria.

El pueblo no tenía intervencion directa en el nombramiento de los diputados.

Reunion de la asamblea.

1812.	se cometieron en su seno, con objeto de dar preponderancia en el gobierno al partido que habia sucumbido, fué la causa excitante del movimiento revolucionario del 8 de octubre, plan que habia excogitado el partido de los descontentos, ó sea el liberal. Púsose Monteagudo, que era su jefe, de acuerdo con el coronel D. José de San Martín y el sarjento mayor D. Carlos María de Alvear, como tambien con los demas que mandaban fuerzas de la guarnicion.
Causa excitante de la revolucion del 8 de octubre.	
Representacion del pueblo al cabildo.	Congregado, pues, el pueblo aquel dia en la plaza, bajo la proteccion de la fuerza armada, elevó una representacion al cabildo, firmada por mas de cuatrocientos notables, pidiéndole reasuniese la autoridad delegada por el pueblo el 22 de mayo de 1810, procediese á suspender la asamblea, é hiciese cesar al gobierno en sus funciones; creando ademas un nuevo poder ejecutivo provisorio, con el deber de convocar inmediatamente un congreso general.
Su objeto.	
Triunvirato ó nuevo gobierno.	El <i>triumvirato</i> nombrado por el cabildo para desempeñar el nuevo gobierno, se compuso del Dr. D. Juan José Passo, D. Nicolas Rodríguez Peña, y D. Antonio Alvarez Jonte. Por ausencia del segundo, ocupó provisoriamente su puesto D. Francisco Belgrano, hermano del general. Entró este triumvirato inmediatamente á ejercer sus funciones, dando por base á todos sus actos el principio de la soberanía popular. Uno de los primeros fué el decreto del 24 de octubre, convocando el deseado congreso. El gobierno combinó un sistema mixto de eleccion indirecta, segun el cual cada ciudad, dividida en ocho cuarteles, debia nombrar un elector, <i>popularmente y en alta voz</i> ; correspondiendo á los ocho electores que resultasen hacer el nombramiento del diputado, en consorcio del ayuntamiento de la ciudad. Determinó se nombrasen cuatro diputados para la capital, <i>por su mayor poblacion é importancia política</i> , dos para cada provincia, y uno para cada ciudad de su dependencia, con excepcion de la de Tucuman, á la que por sus recientes servicios se concedió el privilegio de elegir dos. Posteriormente se acordó á los emigrados de las ciudades de Salta y de Jujui ocupadas por el enemigo la facultad de nombrar un diputado cada una de ellas.
Su regla de accion.	
Decreto convocando el congreso.	
Sistema mixto de direccion indirecta.	

El nuevo gobierno se apresuró á proporcionar al general Belgrano los elementos necesarios para que utilizase la reciente victoria de Tucuman. Esta medida se hacía tanto mas necesaria, cuanto que los restos del ejército realista que habia sido vencido allí, se atrincheraban en la ciudad de Salta, no perdiendo Tristan la esperanza de tomar nuevamente la ofensiva.

Tal vez observando Goyeneche la particular atención del nuevo gobierno hácia las provincias del norte, fué que se dirigió el 18 de octubre al virey de Lima, manifestándole la conveniencia de proponer una transacción á los patriotas. Por su parte, Belgrano escribía al mismo tiempo á Goyeneche, con el aparente objeto de invitarlo á que dejase en libertad á los pueblos, á fin de nombrar diputados para un congreso general que resolviese la cuestión pacíficamente, pero con especialidad para hacerle conocer toda la extensión del desastre del 24 de setiembre, que suponía pudiese ocultarle Tristan. En realidad, Belgrano tenía el propósito sincero de terminar la guerra.

Goyeneche contestó á Belgrano, proponiéndole por su parte la paz sobre la base de la constitución española recién promulgada por las cortes, diciéndole por conclusión: « Si Vuestra Señoría quiere saber el voto público, pregunte de oficio á sus cabildos y corporaciones—¿qué desean? Yo daré curso á sus oficios, y le satisfaré con el voto de la nobleza, del clero, regulares y comerciantes, que son la parte de donde dimana el orden y el equilibrio trastornado. » — El general patriota cerró esta estéril negociación, declarando que solo á los pueblos competía aceptar ó rechazar la constitución española, ó darse la ley que quisiesen obedecer, agregando: « Retírese Vuestra Señoría con sus bayonetas á la otra parte del Desaguadero, y entónces preguntaré á los cabildos y corporaciones — ¿qué es lo que desean? »

Al finalizar el año de 1812, el ejército patriota se hallaba casi listo para tomar la ofensiva contra el enemigo. Este permanecía atrincherado en Salta, al frente de una fuerza como de 2,500 hombres desmoralizados, fuera de la guarnición de Jujuí y de otros refuerzos que debían incorporársele.

1812.

Auxilio
del nuevo gobierno
á Belgrano.

Sobre
una transacción
entre Belgrano
y Goyeneche.

Contestacion
que le dió este.

Posiciones
de ambos ejércitos
á fines
del año de 1812.

DOCUMENTOS.

CAMPAÑA DEL ALTO PERÚ.

DOCUMENTOS RELATIVOS AL NOMBRAMIENTO DE BELGRANO PARA GENERAL
EN JEFE DEL EJÉRCITO AUXILIAR DEL ALTO PERÚ.

(Mss. originales.)

I.

*Extracto del oficio del gobierno nombrando á Belgrano general
en jefe.*

1812.
Orden á Belgrano
para entregar
el mando
de un regimiento.

Ha determinado el gobierno con maduro exámen confiar á Vuestra Señoría el mando en jefe del ejército del Perú, previéndole que luego que reciba este oficio, entregue el del regimiento y de ese puesto al teniente coronel D. Gregorio Perdriel, y sin pérdida de momento parta por la posta á su destino, y puesto á la cabeza de aquella division, ciña sus operaciones á las instrucciones anteriormente comunicadas al general Puyrredon, á las inclusas reservadas, y á las que dicte la necesidad.

II.

Instruccion reservada á que se hace referencia en el anterior oficio.

Prescripcion
de una retirada,
en una
contingencia.

Se sabe por cartas interceptadas de Goyeneche á Abascal, que reúne aquel todo su ejército y viene á ocupar la provincia de Salta, debiendo emprender su marcha á mediados de enero. Esto hará sin duda que nuestro ejército retrograde; pero que sobre todo conviene no exponer las fuerzas. En tal caso es necesario hacer la retirada en el mejor orden, destruyendo cuanto pueda ser útil al enemigo, para dificultar sus marchas y recursos.

Se cuidará mucho de retirar con tiempo los útiles de la fábrica del Tucuman.

Concentracion
de la fuerza.

Se tratará de reunir y tener siempre la fuerza concentrada, llamando la atencion del enemigo para que se debilite á medida que se extienda en sus conquistas.

III.

Instrucciones comunicadas á Puyrredon y á Belgrano al mismo tiempo, y de que se hace igualmente mención en el oficio que antecede.

1812.

Siendo indudable que Goyeneche con la fuerza de tres mil hombres trata con empeño de ocupar á Salta, y que Vuestra Señoría con la de su mando no puede resistir al ataque de una accion campal, procurará Vuestra Señoría verificar con todo su ejército una retirada, que ofendiendo vigorosamente al enemigo, y conservando el honor de nuestras armas, le haga sentir los esfuerzos que le oponen los hombres decididos á sostener la libertad de la patria.

Orden de retirarse.

No se designa á Vuestra Señoría el paraje donde haya de atrincherarse para detener los pasos ambiciosos de Goyeneche sobre nuestro territorio, porque fiando en sus conocimientos, se deja á su arbitrio la eleccion de este punto militar, que segun las circunstancias reuna las ventajas de una defensa segura, y de la mayor dificultad para que el enemigo emprenda ulteriores movimientos que lo hagan dueño de posesiones de preferencia, de que en mejores dias será preciso desalojarlo. Vuestra Señoría sabe bien que en los lugares que deje á su espalda, y que ha de transitar el enemigo, deben quitarse todos cuantos recursos podrian favorecer sus marchas. La patria es preferible á las lágrimas de los que se creen infelices por medidas de tal naturaleza.

Eleccion de un punto estratégico.

Los esfuerzos de Vuestra Señoría y las valientes tropas del ejército de su mando son las que han de contener por ahora los progresos del enemigo, porque no será posible facilitar á Vuestra Señoría con la prontitud que desea este gobierno todos los auxilios que prepara para derrotar completamente á Goyeneche.

Necesidad de contener al enemigo.

Si la superioridad de las fuerzas de este le hicieren dueño de Salta, y sucesivamente emprendiese, como es de esperar, la ocupacion del Tucuman, tomará Vuestra Señoría anticipadas

Sobre trasportar á Córdoba la fábrica de fusiles.

1812.

dísposiciones para transportar á Córdoba la fábrica de fusiles que se halla en aquel punto; y á fin de asegurar así aquellos útiles, como la artillería, tropas y demas concerniente á su ejército, se espera de Vuestra Señoría activará la construccion de las dos chatas (1) que propone á este superior gobierno.

Amplia
autorizacion.

Despues de las demostraciones que tiene Vuestra Señoría dadas de su amor á la causa de nuestra libertad, este gobierno no considera necesario recomendarle de nuevo el interes sobre las disposiciones que debe tomar contra Goyeneche, y convenido de sus conocimientos, le faculta para que, con concepto á las prevenciones indicadas, opere libremente segun las críticas circunstancias en que se halle.

Buenos Aires, febrero 27 de 1812.

DOCUMENTOS

RELATIVOS Á LAS COMBINACIONES MILITARES ACORDADAS EN 1811 Y 1812
ENTRE LA CORTE DEL BRASIL Y LAS TROPAS ESPAÑOLAS EN EL
ALTO PERÚ.

(Mss. auténticos.)

OFICIO DE LA PRINCESA CARLOTA Á GOYENECHE

INCLUYÉNDOLE LA ÓRDEN PARA QUE LAS TROPAS BRASILEÑAS LO AUXILIASEN.

Reprobacion
del tratado
con la junta
de Buenos Aires.

No he podido ménos de mirar con total desagrado el tratado de pacificacion, á que con notable debilidad ha accedido el virey Elío con la junta ejecutiva de Buenos Aires. Apareciendo la mala fe de las facciones á la simple vista de cada uno de los capitulos de aquella convencion, es por demas entrar en expli-

(1) Se refiere á una especie de barcas chatas, ó mas bien, á unas balsas de cajones calafateados, que Puyrredon habia propuesto al gobierno construir en el rio Pasaje, para tener franca la retirada por este rio, que en la estacion de las lluvias rara vez da vado

caciones sobre unos principios que, por cualquier aspecto que se miren, no presentan mas que motivos y causas de nuevas discordias, la continuacion de la guerra civil, y el desdoro de las armas del rey y de la nacion. En tales circunstancias creo de mi deber rogarte y encargarte que emplees todos tus esfuerzos en llegar cuanto ántes á Buenos Aires, y acabes de una vez con aquellos pérfidos revolucionarios, con las mismas ejecuciones que practicaste en la ciudad de la Paz.

Dios te guarde muchos años.

Palacio del Rio Janéiro, á 23 de noviembre de 1811.

La infanta CARLOTA JOAQUINA DE BORBON.

S. S. — Despues de haber escrito esta, alcancé la adjunta orden cuyo duplicado te remito, para que por él pidas al general Sousa los auxilios que precisas para sujetar á los rebeldes y obligarlos á cumplir con su deber.

Orden para pedir auxilios.

D. José Manuel Goyeneche.

Es copia : GOYENECHÉ.

COPIA DE LA ÓRDEN

Á QUE HACE REFERENCIA LA PRINCESA CARLOTA EN LA CARTA QUE ANTECEDE.

Sua Alteza Real o principe regente nosso senhor he servido que Vossa Senhoria tanto que tiver conseguido dos gobernadores de Montevideo e Buenos Aires as justas e moderadas reparações que já lhe participarão e ao enviado de Sua Magestade Catholica n'esta còrte o marquez de Casa Irujo, haja de se retirar logo para o territorio e dominios de Sua Alteza Real, pôndose de acordo com os generaes Vigodet e Goyeneche, authorizando Sua Alteza Real a V. S. para que só se demore si os mesmos generaes assim o exigirem.

Orden de retirarse.

O que participo a V. S. para que assim o execute de

1812. ordem e em nome de Sua Alteza Real o principe regente nosso senhor.

Deos guarde á V. S.

Palácio do Rio Janeiro, em 1º de dezembro de 1811.

CONDE DE LINHARES.

S. D. Diego Sousa.

Es copia : GOYENECHÉ.

OFICIO DEL GENERAL SOUZA Á GOYENECHÉ

EN CONSECUENCIA DE LO ANTERIOR, OFRECIÉNDOLE SU COOPERACION PARA ATACAR
Á BUENOS AIRES.

EXCMO. SENHOR :

Sobro necesidad
de acelerar
una marcha.

Habendo entrado o anno pasado neste territorio á testa das tropas portuguezas, que o principe regente meu soberano destinou a consolidar a pacificação perturbada pelo governo de Buenos Aires, vejo agora con summo desgosto irem repetir-se as hostilidades, e tal vez principiarem nos do Estado do Brasil, sem que as diligencias de S. E. Sr. capitão general das Provincias do Rio da Prata, nem tambem as minhas proprias podessem atalharlas.

A junta d'aquelle governo, precipitada nos abismos das desordens, já não escuta razão.

E pois preciso que V. E. acelere a sua marcha, e proseguindo a carreira dos seus triumphos venha corralos na cidade de Buenos Aires, para cujo fim se le convienem algumas das minhas forzas militares, caso a ese tempo aqui existão, podera dirigi-me as suas insinuações, na firme certeza que as intenções do principe regente de Portugal se destinão a segurar a integridade dos dominios e dos interesses do senhor D. Fernando VII.

Por esta occasião de comunicar a V. E. o espirito das leaes ordens que tenho de S. A. R. meu amo, aproveito tão feliz

oportunidade de apresentar a V. E. os profundos respetos e atenta consideração con que sou

1819.

De V. Ex., etc., etc.

D. DIEGO DE SOUSA.

Quartel general de Maldonado, 20 de fevereiro 1812.

Es copia : GOYENECHÉ (1).

FRAGMENTO DE LA INSTRUCCION

Que dió D. Cornelio Saavedra á su apoderado en el juicio de residencia que se le formó (en 1814), en la cual da noticias de los proyectos de independencia y coronacion de la princesa Carlota en Buenos Aires ántes de la revolucion.

(Ms. autógrafo.) (2)

Lo que sigue es personal y respectivo á mi solo individuo.

Como nada es mas contrario al espíritu é ideas, no solo del pueblo de Buenos Aires, sino de todos los que componen las Provincias Unidas, que sujetarse á dominacion extranjera; para hacer odiosa mi persona á la multitud, tomaron mas á salvo el arbitrio de imputarme el crimen de partidario de la señora infanta de España D^a Carlota Joaquina, esposa del príncipe regente de Portugal. Para hablar acerca de esta falsa imputacion, es preciso tomar las cosas desde su origen.

Imputacion
que se le hizo.

8. Despues de los sucesos de Bayona y prision del señor

(1) Los originales de estos documentos, autorizados con la firma de Goyeneche, fueron tomados en la batalla de Salta en el equipaje del general Tristan, y existen en el *Archivo general*, en el legajo de *Correspondencia interceptada al enemigo desde 1810 á 1812*.

(2) La *introduccion* íntegra de que poseemos una copia autorizada por Saavedra, y cuyo autógrafo existe en poder de sus descendientes, tiene la fecha de 3 de agosto de 1814, y fué escrita en San Juan de la Frontera, donde á la sazón se hallaba confluado aquel. (MITRE.)

1812.

Tentativas
y reclamo
de la infanta
Doña Carlota.

D. Fernando, rey de España, sabe V. que principiaron las tentativas y reclamos de aquella señora y manifiestos que pasó de sus derechos á todos los jefes, audiencias, cabildos, eclesiásticos y seculares, obispos y arzobispos, y aun personas particulares de toda la América, sus pueblos y ciudades. Sabe V. tambien que á proporcion que se aumentaban los peligros de la España, crecía nuestra desconfianza contra los jefes y mandones de aquel tiempo, recelando justamente, en el tiempo del gobierno de la regencia, que su fin era sujetar á la América á que siguiera la suerte de la España. Tambien sabe V. que en estos tiempos, por huir y evitar aquellos males, muchos de nuestros celosos Americanos, interesándose en el bien de la madre patria, pensaron en que se reconociese por regenta del reino á dicha señora infanta D^a Carlota Joaquina, que se le dirigieran papelones y cartas, entablando algunos directamente correspondencia con dicha señora.

Promotores
de las ideas
sobre reconocer
á Doña Carlota
por regenta.

9. Los principales promotores de estas ideas es sabido fueron en aquel entónces el finado Dr. D. Juan José Castelli, D. Hipólito Viéytes, el Dr. D. Mariano Moreno, y otros, mandando sus pliegos y correspondencia á la corte del Brasil por mano de D. Nicolas Peña á su hermano D. Saturnino. Estas mismas ideas se propagaron á los pueblos interiores, y en todos ellos es sabido hubo secuaces y partidarios de la opinion. Se escribieron varios papeles promoviéndola.

Diálogo
de Don Manuel
Belgrano.

El diálogo que V. veria entre un Español americano y otro europeo, fué obra de D. Manuel Belgrano. Aquel otro papel, que fué causa y origen de los trabajos de D. Francisco Argerich en tiempo del virey D. Baltasar Hidalgo de Cisneros, se dió á luz en el Perú, y su autor se dijo ser el Dr. D. Manuel García. El P. fraile Francisco Chambo, que era otro de los corifeos de la opinion, mantenía correspondencia con dicha señora, por conducto de su secretario el Dr. Présas. En una palabra, ella se extendió por muchas partes, y tuvo adictos y secuaces. Se aumentó y fomentó mucho mas despues que se supo el nombramiento de Cisneros para virey del Rio de la Plata. El fin é ideas de estos conatos no era otro que hacer á

la América independiente de la España europea, y constituirla en Estado.

10. En todo este cúmulo de cosas yo ni soñaba, ni tronaba : oía, sabía y callaba, hasta que D. Manuel Belgrano me habló directamente sobre este asunto, entregándome una carta de dicha señora, de fecha segun me acuerdo 28 de junio de 1809, en que me decia, que por D. Felipe Centucei estaba cerciorada de los buenos servicios que habia hecho á su hermano el señor D. Fernando VII y real casa de Borbon; que me mantuviese fiel á ella, esperando que cuando volviese á ocupar el trono aquel rey, ella los haria presente para que fuesen premiados. Entónces fué que signifiqué á Belgrano mi conformidad á sus ideas, mas excusáronme de dar la cara para promoverlas, ni propagarlas, asegurándole no sería opositor á ellas; y si, me conduciría por el camino que los demas llevasen. Á pocos dias de este suceso, D. Hipólito Viéytes, á las once de la noche, se presentó en mi casa, trató de convencerme de los males que estábamos expuestos á sufrir si la América seguia la suerte de la España; que esta no podia resistir al poder de Napoleon que la atacaba, y de consiguiente íbamos á ser dominados por la Francia; que no nos quedaba otro recurso que tomar, en tan apuradas circunstancias, que erigir á nuestra América en Estado independiente de la España europea, y que esto se conseguiria fácilmente reconociendo á la señora infanta de España D^a Carlota Joaquina de Borbon, única heredera libre, por regenta del reino, y llamándola viniese en persona á Buenos Aires á tomar posesion de dicha regencia; que esta idea tenia á su favor á todos los verdaderos Americanos y gente sensata de todos los pueblos; que el clero secular y regular, al momento de asomarse á las playas del Rio de la Plata dicha señora, le predicaria por las calles y plazas como legítima sucesora de su hermano cautivo, y exhortaria á los ciudadanos á prestarle obediencia, con otras muchas cosas mas que añadió en comprobacion de su opinion. — Cuando concluyó su discurso le dije : « Ya el Sr. D. Manuel Belgrano ha hablado conmigo de estos negocios, y estamos de acuerdo que yo con mi cuerpo de pa-

1812.

Contenido
de una carta.Conformidad
con las ideas
de Belgrano.

Contestacion.

1812.

tricios, tan léjos de hacer oposicion al proyecto, lo seguiremos ; pero que de ningun modo queria dar la cara, ni promoverlo por mi parte, y ménos firmar papel ni cartas que se dirigiesen á dicha señora. Que esto mismo le contestaba á él, y que no dudase eunpliria lo que decia. » Manifestó complacencia de esta mi disposicion, y quedamos acordes y conformes.

El mismo asunto.

11. Con arreglo á ello jamas papel alguno relativo á este negocio, y es cierto como de fe, no se verá letra ni firma mia en ningun tiempo. D. Francisco Argerich, si quiere decir verdad, informará que poco ántes de la llegada de Cisnéros, me suplicó á nombre del P. Chambo, fuese una noche á su celda. En efecto lo verifiqué con el mismo Argerich : en su presencia me habló de estas materias : le signifiqué mi avenimiento con Belgrano y Viéytes en los términos que dejo expresados, y me negué absolutamente á firmar un papel que queria dirigir á nombre mio.

Decadencia
de la opinion.

12. Pasado el tiempo, y viendo que la señora infanta no realizaba sus promesas de venir á Buenos Aires, como lo habia ofrecido; que Cisnéros ya estaba en Montevideo, y llano su recibimiento al mando superior de estas provincias; y expuestos á ser sacrificados nosotros por él, como se nos amenazaba descaradamente por nuestros émulos los Europeos del motin de 1° de enero, empezó á resfriarse la opinion, y de grado á grado decayó hasta el extremo de olvidarse.

DOCUMENTOS

RELATIVOS AL ORIGEN DE LA ESCARAPELA Y DE LA BANDERA ARGENTINA.

(Mss. originales.)

OFICIO DE BELGRANO AL GOBIERNO

PROPONRIENDO LA ADOPCION DE UNA ESCARAPELA NACIONAL, Y DECRETO
DEL GOBIERNO RECAIDO EN ÉL.

EXCMO. SEÑOR,

Parece llegado el caso de que Vuestra Excelencia se sirva

declarar la escarapela nacional que debemos usar, para que no se equivoque con la de nuestros enemigos, y no haya ocasiones que puedan sernos de perjuicio; y como por otra parte observo que hay cuerpos del ejército que la llevan diferente, de modo que casi sea una señal de division, cuyo nombre, si es posible, debe alejarse, como Vuestra Excelencia sabe, me tomo la libertad de exigir de Vuestra Excelencia la declaratoria que ántes expuse.

Dios guarde, etc.

Rosario, 13 de febrero de 1812.

MANUEL BELGRANO.

Excmo. gobierno de las Provincias del Rio de la Plata.

DECRETO.

Sea la escarapela nacional de las Provincias Unidas del Rio de la Plata de color blanco y azul celeste, y comuníquese al gobernador intendente: circúlese igualmente á los generales, etc., etc. — Se circuló (1).

Colores
de la escarapela.

OFICIO DEL GENERAL D. JUAN MARTIN PUYRREDON
AL GOBIERNO,

SOBRE LA ADOPCION DE LA ESCARAPELA CELESTE Y BLANCA (2).

EXCMO. SEÑOR,

Se hará notoria en el ejército de mi mando la superior orden de Vuestra Excelencia de 18 del anterior para que se use por

Malos efectos
de esas nimias
innovaciones.

(1) Este decreto, que nunca ha sido publicado (como tampoco los demas documentos), está copiado del borrador que existe en la carpeta original, que forma parte del legajo del archivo general, titulado: *Regimientos de la campaña de la Banda Oriental*, 1812.

(2) Este oficio es copiado del libro copiador de oficios del ejército del Perú,

1812. las tropas de la patria la escarapela nacional de dos colores blanco y azul-celeste, quedando abolida la roja. Si le fuera permitido á mi experiencia, representaria con ella la impresion que producen nimias innovaciones en unos pueblos que aun no se hallan en estado de gustar de los síntomas de la independencia y se resienten de cualquiera inoportuna que conciben, en la jurada representacion de Fernando VII, mucho mas en circunstancias tan criticas de retrógrado y debilidad. Pero Vuestra Excelencia está mas al alcance de lo que conviene desplegar, variar y promulgar, sin reducir por ahora los acuerdos y refrenar los discursos públicos al sumo objeto de la seguridad de la patria, y sin desmentir los principios de nuestra instalacion con perjuicio de la opinion y crédito que influyen en los progresos del sistema.

Dios, etc.

Campamento general de Yatasto, marzo 19 de 1812.

OFICIO DEL GENERAL BELGRANO AL GOBIERNO

ANUNCIÁNDOLE HABER ENARBOLADO UNA NUEVA BANDERA, COMPUESTA DE LOS COLORES DE LA ESCARAPELA ARGENTINA.

EXCMO. SEÑOR,

Salva en la batería
de la
Independencia.

En este momento, que son las seis y media de la tarde, se ha hecho salva en la batería de la Independencia, y queda con la dotacion competente para los tres cañones que se han colocado, las municiones y la guarnicion.

He dispuesto para entusiasmar las tropas y á estos habitantes, que se formen todas aquellas, y las hablé en los términos de la copia que acompaño.

que de letra de Belgrano se halla en poder de su familia, y que se titula : *Cuaderno 2º, superior gobierno*. Empieza el 3 de diciembre de 1811 y termina el 28 de abril de 1812.

Siendo preciso enarbolar bandera, y no teniéndola, la mandé hacer celeste y blanca, conforme á los colores de la escarapela nacional : espero que sea de la aprobacion de Vuestra Excelencia.

Rosario, 27 de febrero de 1812.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO (1).

Excmo. gobierno superior de las Provincias del Rio de la Plata.

1812.

Sobra enarbolar la bandera.

PROCLAMA ADJUNTA AL ANTERIOR.

Soldados de la patria : en este punto hemos tenido la gloria de vestir la escarapela nacional que ha designado nuestro excmo. gobierno : en aquel, la batería de la Independencia, nuestras armas aumentarán las suyas. Juremos vencer á los enemigos interiores y exteriores, y la América del Sur será el templo de la independencia y de la libertad.

En fe de que así lo jurais, decid conmigo : ¡ Viva la patria !

Señor capitán y tropa destinada por la primera vez á la batería Independencia ; id, posesionaos de ella, y cumplid el juramento que acabais de hacer.

Juramento de vencer á los enemigos.

OFICIO DE BELGRANO

DANDO CUENTA AL GOBIERNO DE HABER CELEBRADO EL SEGUNDO ANIVERSARIO DEL 25 DE MAYO, BENDICIENDO Y HACIENDO JURAR SOLEMNEMENTE LA BANDERA CELESTE Y BLANCA.

EXCMO. SEÑOR,

He tenido la mayor satisfaccion de ver la alegría, contento y entusiasmo con que se ha celebrado en esta ciudad el aniversario de la libertad de la patria, con todo el decoro y esplendor

(1) La contestacion á este oficio se encontrará incluida en la del 27 de

1812
Satisfaccion
por la celebracion
del aniversario
de la libertad.

de que ha sido capaz, así con los actos religiosos de vísperas y misa solemne con *Te Deum*, como la fiesta del alférez mayor D. Pablo Mena, cooperando con sus iluminaciones propias á su regocijo.

Manifestacion
del patriotismo
de la tropa.

La tropa de mi mando no ménos ha demostrado el patriotismo que la caracteriza: asistió al rayar el día á conducir la bandera nacional, desde mi posada, que llevaba el baron de Hølemberg, para enarbolar en los balcones del ayuntamiento, y se anunció al pueblo con quince cañonazos.

Bendicion
de la bandera
nacional.

Concluida la misa, la mandé llevar á la iglesia, y tomada por mí la presenté al Dr. D. Juan Ignacio Gorriti, que salió revestido á bendecirla, permaneciendo el presidente, el cabildo y todo el pueblo en la mayor devocion en este santo acto.

Salvas y vivas.

Verificada que fué, la volví á manos del baron para que se colocase otra vez donde estaba, y al salir de la iglesia se repitió otra de igual número de tiros con grandes vivas y aclamaciones.

Juramento
de sostener
la bandera.

Por la tarde se formó la tropa en la plaza, y fui en persona á las casas del ayuntamiento, donde este me esperaba con su teniente gobernador: saqué por mí mismo la bandera y la conduje acompañado del expresado cuerpo, y habiendo mandádose hacer el cuadro doble, habié á las tropas, segun manifiesta el nº 1, las cuales juraron con todo entusiasmo, al son de la música y última salva de artillería, sostenerla hasta morir.

Júbilo popular.

En seguida, formados en columna, me acompañaron á depositar la bandera en mi casa, que yo mismo llevaba en medio de aclamaciones y vivas del pueblo, que se complació de la señal que ya nos distingue de las demas naciones, no confundiéndonos igualmente con los que á pretexto de Fernando VII tratan de privar á la América de sus derechos, y usan las mismas señales que los Españoles subyugados por Napoleon.

Á la puerta de mi posada hizo alto la columna, formó en

junio (pág. 27). El proyecto de contestacion en la carpeta es de letra de Rivadavia. En una tira de papel que se encuentra dentro de la carpeta, se lee lo siguiente, de letra de Herrera: « El oficio del señor Belgrano sobre » haber enarbolado la bandera blanca y celeste en la bateria Libertad, y la » contestacion del gobierno, está en poder del Sr. Luca. Agosto 16. »

batalla, y pasando yo por sobre las filas la bandera, puedo asegurar á Vuestra Excelencia que ví, observé el fuego patriótico de la tropas, y tambien oí en medio de un acto tan sério murmurar entre dientes : « Nuestra saugre derramarémos por esta bandera.... »

No es dable á mi pluma pintar el decoro y respeto de estos actos, el gozo del pueblo, la alegría del soldado, ni los efectos que palpablemente he notado en todas las clases del Estado, testigo de ellos : solo puedo decir que la patria tiene hijos que sin duda sostendrán por todos medios y modos su causa, y que primero perecerán que ver usurpados sus derechos.

Las tropas de la vanguardia que se hallaban en Humahuaca al mando del mayor general interino D. Juan Ramon Balcarec, han hecho sus demostraciones públicas de regocijo, y oido á su jefe segun la copia número 2, festejando el dia de nuestra libertad con evoluciones militares, toros, sombras chinescas, en que han tenido parte todos aquellos naturales, que bendicen al Todopoderoso por el goce de sus derechos.

En Salta igualmente, segun me avisa el gobernador con fecha del 26, se ha celebrado el aniversario con todo esplendor y magnificencia correspondiente á un pueblo entusiasmado y amante de su libertad, y me dice, que las corporaciones civiles y eclesiásticas han desempeñado sus deberes, haciendo ostentacion de su patriotismo ; por cuya razon he mandado les dé las gracias de un modo público.

Bien puede, Señor excmo., tener nuestra libertad todos los enemigos que quiera ; bien puede experimentar todos los contrastes, que en verdad nos son necesarios para formar el carácter nacional : ella se cimentará sobre fundamentos sólidos, que la justicia administrada por Vuestra Excelencia sabrá colocar para el bien y felicidad de los pueblos de estas provincias.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Jujuí, 29 de mayo de 1812.

MANUEL BELGRANO.

Excmo. superior gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

1812.

Decision de las tropas.

Gozo inefable.

Regocijo de la vanguardia.

Celebracion del aniversario en Salta.

Lisonjero porvenir de la patria.

PROCLAMA NÚMERO 1º

Á QUE SE HACE REFERENCIA EN EL ANTERIOR OFICIO.

1812.

En los annales
de la historia
será siempre
memorable
el 25 de mayo.

MANUEL BELGRANO, general en jefe, al ejército de su mando. Soldados, hijos dignos de la patria, camaradas míos : dos años há que por primera vez resonó en estas regiones el eco de la libertad, y él continúa propagándose hasta por las cavernas mas recónditas de los Andes; pues que no es obra de los hombres, sino del Dios omnipotente, que permitió á los Americanos que se nos presentase la ocasion de entrar en el goce de nuestros derechos : el 25 de mayo será para siempre memorable en los anales de nuestra historia, y vosotros tendreis un motivo mas de recordarlo, cuando, en él por primera vez, veis la bandera nacional en mis manos, que ya os distingue de las demas naciones del globo, sin embargo de los esfuerzos que han hecho los enemigos de la sagrada causa que defendemos, para echarnos cadenas aun mas pesadas que las que cargabais. Pero esta gloria debemos sostenerla de un modo digno, con la union, la constancia y el exacto cumplimiento de nuestras obligaciones hácia Dios, hácia nuestros hermanos, y hácia nosotros mismos; á fin de que la patria se goce de abrigar en su seno hijos tan beneméritos, y pueda presentarla á la posteridad como modelos que haya de tener á la vista para conservarla libre de enemigos y en el lleno de su felicidad. Mi corazon reboza de alegría al observar en vuestros semblantes, que estais adornados de tan generosos y nobles sentimientos, y que yo no soy mas que un jefe á quien vosotros impulsais con vuestros hechos, con vuestro ardor, con vuestro patriotismo. Sí, os seguiré, imitando vuestras acciones y todo el entusiasmo de que solo son capaces los hombres libres para sacar á sus hermanos de la opresion. ¡ Ea pues! soldados de la patria, no olvidéis jamas que nuestra obra es de Dios, que él nos ha concedido esta bandera, que nos manda que la sostengamos, y que no hay una

Pondera
la grandeza
de la obra.

sola cosa que no nos empeñe á mantenerla con el honor y decoro que le corresponde. Nuestros padres, nuestros hermanos, nuestros hijos, nuestros conciudadanos, todos, todos, fijan en vosotros la vista y deciden que á vosotros es á quienes corresponderá todo su reconocimiento, si continuais en el camino de la gloria que os habeis abierto. Jurad conmigo ejecutarlo así, y en prueba de ello repetid : ; Viva la patria !

Jujui, 25 de mayo de 1812.

MANUEL BELGRANO.

1812.

CONTESTACION DEL GOBIERNO

AL OFICIO DE BELGRANO EN QUE ESTÁ VACIADA LA CONTESTACION, REPRESENTIÉNDOLE POR HABER ENARBOLADO LA BANDERA CELESTE Y BLANCA.

Cuando en 3 de marzo último se hallaba Vuestra Señoría en la batería del Rosario, se le dijo lo que sigue :

« Se ha impuesto esta superioridad por el oficio de Vuestra Señoría de 27 del pasado, de haber quedado expedita la batería que nombra de la Independencia y de lo demás que ha practicado, con el objeto de entusiasmar la tropa de su mando. Así la situación presente, como el orden y consecuencia de principios á que estamos ligados, exige por nuestra parte, en materias de la primera entidad del Estado, que nos conduzcamos con la mayor circunspeccion y medida ; por eso es que las demostraciones con que Vuestra Señoría inflamó á la tropa de su mando, esto es, enarblando la bandera blanca y celeste, como indicante de que debe ser nuestra divisa sucesiva, las cree este gobierno de una influencia capaz de destruir los fundamentos con que se justifican nuestras operaciones y protestas que hemos sancionado con tanta repeticion, y que en nuestras comunicaciones exteriores constituyen las principales máximas políticas que hemos adoptado. Con presencia de esto y de todo lo

Trascripcion
de una contestacion
relativa
á la batería
de la
Independencia.

1812.

demas que se tiene presente en este grave asunto, ha dispuesto este gobierno que sujetando Vuestra Señoría sus conceptos á las miras que reglan las determinaciones con que él se conduce, haga pasar como un rasgo de entusiasmo el suceso de la bandera blanca y celeste enarbolada, ocultándola disimuladamente y subrogándola con la que se le envía, que es la que hasta ahora se usa en esta fortaleza, y que hace el centro del Estado; procurando en adelante no prevenir las deliberaciones del gobierno en materia de tanta importancia y en cualquiera otra que, una vez ejecutada, no deja libertad para su aprobacion, y cuando ménos, produce males inevitables, difíciles de reparar con buen suceso.»

Reprobacion
de su conducta.

Comparando, pues, este gobierno el contenido de este oficio con el de Vuestra Señoría de 29 de mayo próximo pasado y la copia número 1 adjunta, le ha herido una sensacion, que solo pudo suspender el precedente concepto de sus talentos y probidad. Los impulsos grandes que de cualquier punto de una esfera se arrojen hácia su centro, ¿qué mas pueden hacerle que oscilarla y excentricarla? Tales, pues, son los efectos de los procedimientos de Vuestra Señoría en parte. Los que constituyen esta superioridad, que hace el centro ó punto en que gravitan los grandes negocios que el sistema de las relaciones que han de formar ó aproximar á la dignidad de un Estado á unos pueblos informes y derramados á distancias extraordinarias, pero que con sobrada justicia y oportunidad se han avanzado y esfuerzan en constituirlo, no pueden contenerse sino en el punto de un celo enérgico pero prudente. Á Vuestra Señoría le sobra penetracion para llegar con ella al cabo de la trascendencia de tal proceder: el gobierno, pues, consecuente á la confianza que ha depositado en Vuestra Señoría, deja á Vuestra Señoría mismo la reparacion de tamaño desórden; pero debe igualmente prevenirle que esta será la última vez que sacrificará hasia tan alto punto los respetos de su autoridad, y los intereses de la nacion que preside y forma, los que jamas podrán estar en oposicion á la uniformidad y órden.

Vuestra Señoría á vuelta de correo dará cuenta exacta de lo

que haya hecho en cumplimiento de esta superior resolucion.

1812.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 27 de junio de 1812.

Al general en jefe Manuel Belgrano.

RÉPLICA DE BELGRANO

AL OFICIO QUE ANTECEDE.

Reservado.

EXCMO. SEÑOR,

Debo hablar á Vuestra Excelencia con la ingenuidad propia de mi carácter, y decirle, con todo respeto, que me ha sido sensible la reprension que me da en su oficio de 27 del pasado, y el asomo que hace de poner en ejecucion su autoridad contra mí, si no cumplo con lo que se manda relativo á la bandera nacional, acusándome de haber faltado á la prevencion del 3 de marzo, por otro tanto que hice en el Rosario.

Se manifiesta
sentido
por la reprension
anterior.

Para hacer ver mi inocencia, nada tengo que traer mas á la consideracion de Vuestra Excelencia, que en 3 de marzo referido no me hallaba en el Rosario; pues, conforme á sus órdenes del 27 de febrero, me puse en marcha el 1º ó 2 del insinuado marzo, y nunca llegó á mis manos la contestacion de Vuestra Excelencia que ahora recibo inserta; pues á haberla tenido, no habria sido yo el que hubiese vuelto á enarbolar tal bandera, como interesado siempre en dar ejemplo de respeto y obediencia á Vuestra Excelencia, conociendo que de otro modo no existiria el orden, y toda nuestra causa iria por tierra.

Man fiesta
su inocencia.

Vuestra Excelencia mismo sabe que sin embargo de que habia en el ejército de la patria cuerpos que llevaban la escarapela celeste y blanca, jamas la permití en el que se me puso á mandar, hasta que viendo las consecuencias de una diversidad

Circunstancia
en que adoptó
la escarapela
celeste y blanca.

1812. tan grande, exigi de Vuestra Excelencia la declaracion respectiva.

En seguida se circuló la órden, llegó á mis manos; la batería se iba á guarnecer, no habia bandera, y juzgué que sería la blanca y celeste la que nos distinguiria como la escarapela, y esto, con mi deseo de que estas provincias se cuenten como una de las naciones del globo, me estimuló á ponerla.

Vengo á estos puntos, ignoro, como he dicho, aquella determinacion, los encuentro frios, indiferentes y tal vez enemigos; tengo la ocasion del 25 de mayo; y dispongo la bandera para acalorarlos y entusiasmarlos, ¿y habré por esto cometido un delito? Lo sería, Excmo. Señor, si, á pesar de aquella órden, yo hubiese querido hacer frente á las disposiciones de Vuestra Excelencia; no así estando enteramente ignorante de ella; la que se remitiria al comandante del Rosario, y la obedeceria, como yo lo hubiera hecho si la hubiese recibido.

Ofrece deshacer
la bandera.

La bandera la he recogido, y la desharé para que no haya ni memoria de ella, y se harán las banderas del regimiento n.º 6 sin necesidad de que aquella se note por persona alguna; pues si acaso me preguntaren por ella, responderé que se reserva para el día de una gran victoria por el ejército, y como esta está léjos, todos la habrán olvidado, y se contentarán con lo que se les presente.

Desagrado
de los Indios
por las insignias.

En esta parte Vuestra Excelencia tendrá su sistema; pero diré tambien, con verdad, que como hasta los Indios sufren por el rey Fernando VII, y les hacen padecer con los mismos aparatos que nosotros proclamamos la libertad, ni gustan oír nombre de rey, ni se complacen con las mismas insignias con que los tiranizan.

Se resigna
á cualquier
sufrimiento.

Puede Vuestra Excelencia hacer de mí lo que quiera, en el firme supuesto de que hallándose mi conciencia tranquila, y no conduciéndome á esa, ni otras demostraciones de mis deseos por la felicidad y glorias de la patria otro interes que el de esta misma, recibiré con resignacion cualquier padecimiento; pues no será el primero que he tenido por proceder con honradez y entusiasmo patriótico.

Mi corazon está lleno de sensibilidad, y quiera Vuestra Exce-

lencia no extrañar mis expresiones, cuando veo mi inocencia y mi patriotismo aperebidos en el supuesto de haber querido afrontar sus superiores órdenes, cuando no se hallará una sola de que se me pueda acusar, ni en el antiguo sistema de gobierno, y mucho ménos en el que estamos, y que á Vuestra Excelencia no se le oculta cuánta especie de sacrificios he hecho por él.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Jujui, 18 de julio de 1812.

Excmo. Señor,
MANUEL BELGRANO.

Excmo. gobierno de las Provincias del Rio de la Plata.

Decreto marginal :
Archívase (de letra de Rivadavia).

1812.

Protesta en favor
de su inocencia.

NOTICIAS DEL GENERAL BELGRANO

RELATIVAMENTE Á COCHABAMBA (1).

OFICIO DEL GENERAL BELGRANO.

EXCMO. SEÑOR,

Regresando de Pulmamarca para la quebrada del Toro con el objeto de tomar conocimientos de las posiciones que presenta el país, tuve la satisfaccion de encontrar en el Rio Blanco al capitan D. José Báras, que venia de extraordinario de la valerosa provincia de Cochabamba.

Su correspondencia extensa me ha hecho retroceder á este cuartel general, y he llegado á las dos de esta tarde, á fin de poderme imponer de ella y contestar al prefecto, al comandante de armas, cabildo secular, y otros jefes que de las demas provincias interiores me han escrito, y varias personas particulares.

Un extraordinario
de Cochabamba.

Regreso
de Belgrano
al cuartel general
de Campo Santo.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1812

Pero deseoso de no retardar la plausible noticia de sus esfuerzos, doy parte á Vuestra Excelencia de que se halla con un ejército respetable, bien disciplinado, y que pasaba D. Mariano Antezana, prefecto, á atacar á Oruro, y seguir á estrechar al enemigo, á consecuencia del acuerdo celebrado en junta de guerra.

Con el correo dirigiré á Vuestra Excelencia todos los papeles y documentos que merezcan su atencion : entretanto, asegúrese Vuestra Excelencia de la adhesion, union y obediencia que presta á su superioridad la leal y digna provincia de Cochabamba.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general del Campo Santo, 17 de abril de 1812.

EXCMO. SEÑOR,
MANUEL BELGRANO.

Excmo. gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

SEGUNDO OFICIO DEL GENERAL BELGRANO.

EXCMO. SEÑOR.

Le acompaña
unas cartas
interceptadas
de Goyeneche.

Las cartas de Goyeneche que acompaño en otro de esta fecha, me han dado la bastante idea para adelantar el ejército cuanto me sea posible, al mismo tiempo que las noticias y estado de Cochabamba y demas provincias, en que se trabaja con empeño y ardor por la causa de la patria : porque creo que con estar á las inmediaciones del enemigo, le distraigo su atencion, y divido sus fuerzas, que segun me avisa el comandante Arze no exceden de cuatro mil hombres, de los cuales dos mil reclutas.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general del Campo Santo, 17 de abril de 1812.

EXCMO. SEÑOR,
MANUEL BELGRANO.

Excmo. gobierno de las Provincias del Rio de la Plata.

TERCER OFICIO DEL GENERAL BELGRANO.

EXCMO. SEÑOR;

Remito á Vuestra Excelencia un cañoncito, dos granadas de mano, y una bala de los arcabuces que usa el ejército de Cochabamba á falta de fusiles : todo esto prueba el ardor de aquellos patriotas : si las demas provincias hicieran otro tanto, muy pronto se acabarían los enemigos interiores, y temblarían los que nos acechan.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general del Campo Santo, 17 de abril de 1812.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO.

Excmo. gobierno superior de las Provincias
Unidas del Rio de la Plata.

*Explicacion del cañon y la granada de que se valen
los bravos Cochabambinos.*

El cañon es de estaño bastantemente reforzado : su longitud de 9 pulgadas, su calibre de dos onzas ; y su peso de cinco libras dos onzas. El oido tiene un grano de bronce : se coloca sobre una horqueta á la que van asegurados los muñones, situada aquella al frente, y su altura correspondiente al hombro del individuo, los que formados hacen de aquel el mismo uso que del fusil.

La granada será del calibre próximamente de á dos : está engarzada con unos anillos de cuero, y en sus extremos inferiores asido por medio de nudos un trozo de cáñamo de longitud de una vara ; se arrojan á la distancia de una cuadra como si fuese con una honda, pudiendo tambien verificarlo por otros diferentes movimientos, correspondiendo la espoleta á la distancia

1812.

á que las arrojan : en la parte inferior tiene una pequeña abra por donde se introduce su carga, y queda cubierta con una mada de cáñamo, que viniendo desde la boca remata en lo interior, asegurando la espoleta.

CUARTO OFICIO DEL GENERAL BELGRANO.

EXCMO. SEÑOR,

Noticias sabidas
por las cartas
interceptadas.

Las tres adjuntas cartas de D. José Manuel Goyeneche fueron interceptadas con otras varias por D. Mateo Centeno, comandante de la Angostura.

Vuestra Excelencia se impondrá por ellas de la comunicacion del obispo de Salta con los enemigos, y en consecuencia le pasé ayer mismo, desde el punto en que las leí, la órden que señalo con el núm. 1, y al prefecto la del núm. 2.

Generalmente se me habia dicho que este prelado era contrario á la sagrada causa de la patria; que de su casa salian las noticias mas funestas; y que se empeñaba en el desaliento, y por consiguiente en la desunion.

Efectos
que produjeron
en el ánimo
del general
Belgrano.

Mi ánimo, propenso siempre á pensar bien de todos, no me daba lugar á persuadirme de tales excesos; pero en el momento que he visto las cartas de Goyeneche no he podido contenerme; pues veía expuesta la seguridad de las armas, habiendo esta clase de sugetos que se destinan á su ruina por unos medios tan rastroeros, y que con su ejemplo arrastran la multitud ignorante, y siempre propensa á respetar esta elevada y santa clase de la sociedad.

El clero me ha hecho la representacion que señala el núm. 3, y decreté lo que aparece al pié de ella : el mismo obispo me escribe la del núm. 4, á que he contestado con el del núm. 5.

Creo que será de la aprobacion de Vuestra Excelencia esta providencia; porque de otro modo no es posible arrancar estos males, que tantos perjuicios nos causan, atribuyendo á debili-

dad nuestra y miedo todo lo que es moderacion y dulzura.

1812.

Con algunos otros he de ejecutar otro tanto, aunque calle el decreto de seguridad por algunos instantes; pues de otro modo no puedo responder de la seguridad de mis operaciones militares, ni del ejército que Vuestra Exceclencia me ha confiado.

Dios guarde á Vuestra Exceclencia muchos años.

Cuartel general del Campo Santo, 17 de abril de 1812.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO.

Excmo. superior gobierno de las Provincias
Unidas del Rio de la Plata.

OFICIO DEL GENERAL BELGRANO

AL ILMO. OBISPO DE SALTA.

ILMO. SEÑOR,

En el término de veinte y cuatro horas se pondrá Vuestra Señoría Ilustrísima en marcha para la capital de Buenos Aires, pidiendo todos los auxilios precisos, pero á su costa, al prefecto de esa, á quien, con esta fecha, imparto la orden conveniente.

Su orden para que el obispo de Salta compareciese ante el prefecto.

Dios guarde á Vuestra Señoría Ilustrísima muchos años.

Estancia del Rio Blanco, 16 de abril de 1812.

MANUEL BELGRANO.

Ilmo. señor obispo de Salta.

OFICIO DEL GENERAL BELGRANO

AL PREFECTO DE SALTA.

Con esta fecha prevengo al Ilmo. señor obispo de esa ciudad que en el término de veinte cuatro horas se ponga en marcha

Anunció hecho á esta autoridad

1812.

para la capital de Buenos Aires, y que pida á Vuestra Señoría todos los auxilios precisos, pero á su costa para verificarla. Hago á Vuestra Señoría responsable de la falta de cumplimiento de esta mi orden, para lo cual no habrá excusa que valga.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Estancia del Río Blanco, 16 de abril de 1812.

MANUEL BELGRANO.

Señor prefecto de Salta.

Es copia : MANUEL DORREGO, *secretario de guerra*.

CARTA DEL GENERAL GOYENECHÉ AL VIREY DE LIMA (1).

Potosí, 19 de febrero de 1812.

EXCMO. SEÑOR,

Sobre interrupcion
de los correos.

Mi venerado general y mi buen amigo : he interrumpido la salida de los correos ordinarios, porque los Indios apostados de Oruro hasta aquí en los cerros y cumbres avisan con humaderas el paso de indefensos y correos, y salen á degollarlos, cometiendo execraciones que aturde; y cuando la fuerza es respetable, no asoman, y esta no puede moverse cada quince días por evitar el cansancio de la tropa, los gastos que hace, la relajacion en la disciplina y la desercion; y así aunque se halle Vuestra Excelencia sin carta mía en mas de dos correos no lo extrañe, y la falta es que no hay novedad, pues si la hubiera, las noticias serian repetidas y no faltarían.

Mencion
de la batalla
de Suipacha.

Hasta el dia queda en mi poder la carta de 13 de diciembre de Vuestra Excelencia, y aunque el último convoy de Oruro las condujo, hasta enero no he tenido de Vuestra Excelencia : en aquel recibí la que en copia acompaño del caballero Fleming, que ruego á Vuestra Excelencia la haga insertar en la *Gaceta*, en honor de la delicadeza de aquel digno Ingles, y del que me redunda : me obsequió con una armadura que no quiero refe-

(1) Estos documentos y las notas son tomados de la *Gaceta de Buenos Aires* de 1812.

rir: ¡ qué conducta! La batalla de Suipacha, de que di cuenta á Vuestra Excelencia, ha sido terrible de funesta para los Portefios: no ha quedado uno de estos hasta Jujuí (1), y por noticias voladas aseguran que evacuan este punto y Salta, y van para el Tucuman, sin haberles quedado mas que 200 hombres en todo, y estos aterrizados y atonitos (2): han perdido en la accion 300 soldados, y 25 oficiales entre muertos y heridos, y de los primeros han dejado en Yavi 138 (3): los prisioneros los he vestido á mis expensas, y los he enviado á sus casas llenándolos de favores y obsequios, para que cuenten á sus casas el manejo que tengo con ellos (4). No he querido mover el ejército de Suipacha por no serme conveniente alejar mis comunicaciones, pero refuerzo aquella vanguardia de un modo inexpugnable, se le acaban de incorporar tropas de Cinti y el dia 13 salió el marques de Tojo con tropas nuestras para posesionarse de Tarija, y alistar 800 hombres de caballería que aumenten las fuerzas (5).

De Salta avisó el obispo que las capitulaciones de Elío son fictas: lo cierto es que los pliegos para Vuestra Excelencia y para mí no han venido, é ignoro absolutamente el estado de aquella capital, de la que hemos cogido gacetas hasta 26 de noviembre: en la batalla del 12, en que dicen que los sucesos del Perú los han puesto al borde del precipicio: mas creo que

Capitulaciones
de Elío.

(1) Nuestras avanzadas existen en el pueblo de Móxos.

(2) Estas son noticias propiamente *voladas*. Nuestro ejército consta de mas de 1,500 soldados con armas de fuego y 1,000 lanceros, sin contar con 10 piezas de artillería con su correspondiente número de artilleros. Si este gran general hablára verdad en las comunicaciones á su jefe, diria la causa real y efectiva de nuestra aparente retirada: *intelligenti pauca*.

(3) La accion de Suipacha hará siempre honor á nuestras armas: los muertos fueron 26, los heridos (que todos se retiraron al cuartel general) 107; los contusos 2 y 1 prisionero. Véase la *Gaceta extraordinaria* de 8 de febrero.

(4) No hay mas oficial prisionero que el capitan D. Feliciano Hernández, á quien conserva en Potosí, y mal pudo obsequiar prisioneros que no hizo. Véase la *Gaceta* citada.

(5) La valerosa provincia de Tarija ha dado y está dando las pruebas mas positivas de su adhesion á la gran causa de la libertad americana. No se publican sus servicios y auxilios por no comprometer á los patriotas.

1812.

Vuestra Excelencia haya penetrado á esta fecha mas por mar que yo aquí por la absoluta interrupcion de los caminos.

Exigencia
de recursos
pecuniarios.

La falta de mita hace descaecer en un todo á Potosí, por mas que me sacrificio en sostener el ramo de minería: mis cuidados son inmensos, y nada habrémos conseguido, si Vuestra Excelencia no me envia socorros pecuniarios que no hay de donde sacarlos, y mil hombres de conscripcion, que á nada les toca á esas provincias para reemplazo del ejército, que en los ocho meses que hace pisa estas desgraciadas provincias, ha sostenido doce acciones sangrientas, que, unidas á la desercion, efecto de la inconstancia, lo han disminuido sensiblemente, y en mis graves aflicciones me causa sensacion el ver que Vuestra Excelencia no calcule mi situacion, y me provea cereiorado de mis repetidas instancias en la materia, y que nada puedo contar con las gentes de por acá, cada dia mas sanguinarias y rebeldes.

Ejecucion
de seis negros.

La víspera de carnaval mandé ahorcar seis negros que atentaban á la seguridad del ejército y á mi vida, y ya he adoptado el rigor para mandar (1): dos mas tendrán igual suerte mañana por seductores.

Regreso
de una fuerza.

Astete regresó aquí de Chayanta con la mitad de la fuerza con que salió: ha perdido en su viaje mas de 300 hombres en desertores y sacrificados á su impericia; y habiéndose encontrado con el insurgente Arze, que mandaba vándalos de Cochabamba, pudo haberlo batido, y entró en conferencia con él, con tratamiento de señoría, se hicieron mutuos cumplimientos, y se despidieron con este deshonor: igual suerte tienen todas las armas y divisiones que no están á mi vista: estoy lleno de indignacion de esta mengua: pobre de mí, ¡cuándo querrá Dios que deje estos cargos con que ya no puedo!

Sustracion
de unos Indios.

Los presos que enviaba con el oficial Calvo á Arica fueron

(1) Este es el sentimiento natural de los agentes de la tiranía española, y ya se ve que la misericordia de que intenta jactarse era una añagaza y una pérfida simulacion para vengarse de los patriotas, cuando se considerase en seguridad. No, no lograrás tus intentos, hijo desnaturalizado de la América del Sud.

quitados por los Indios en el rio Márquez, matando á Calvo y cinco de los soldados de la escolta: la muerte de este oficial ha sido por inobediente é insubordinado, pues al dia siguiente que salió de aquí, le avisé no fuese por aquel camino, que estaba tomado de Indios y le envié derrotero seguro: me acusó el recibo y de quedar en ejecutarlo, y lo hizo al contrario, dirigiéndose por el mismo que yo le reprobaba, y le sucedió este acaso; está bien muerto. He leído con vergüenza la ridícula y mezquina declaracion que ha decretado la junta de real hacienda de 3 mil pesos de gratificacion sobre el mal contado sueldo de 6 mil que disfruto, y ojalá que alguno de esos señores que ha dictaminado así, quisiera hacerse cargo de mi plaza con esta asignacion, que es un pasaporte para robar, lo cual no es adaptable á mi decoro y manejo; y así he resuelto no conformarme con esta ruin declaratoria, y representar por el conducto de Vuestra Excelencia y directamente al rey, pidiendo se me abonen 18 mil pesos, que es lo que he gastado en un año, pues no hay una razon para que yo me empeñe despues de haber reconquistado la América: estoy igualmente pronto á quedar sin sueldo, con tal que se me releve por otro jefe: me avergüenzo de escribir á Vuestra Excelencia en materia tan odiosa para mi carácter, pero veo que no puedo adelantar nada con el gran Lima.

El envío de tropas para el reemplazo urge mucho: no lo demore Vuestra Excelencia; no hay general que pueda sostener conquistas sin refuerzos: la guerra sigue tenaz, obstinada y sangrienta: si no se piensa en mí, todo desaparece: yo trabajo á matarme, no descanso, y no hay mas órgano que yo: hay ratos que deseo morir de un balazo segun mi aburrimento, porque todo gravita sobre mí: hablo con mi corazon, el que siempre es de Vuestra Excelencia y se lo asegura su mejor amigo

Q. S. M. B.

Excmo. Señor,

JOSÉ MANUEL DE GOYENECHE.

Excmo. Señor virey D. José Abascal.

P. D. — Mil finezas á la linda Ramoncita.

Urge por el envío
de tropas.

1812.

Sobre la suspension
de los correos.

En otra escrita desde Potosí en 19 de febrero á su hermano D. Mariano, le dice lo siguiente : Mi Mariano y mi amado hermano, tus últimas cartas han sido de 22 de diciembre y 9 de enero, y ha sido preciso un convoy fuerte de tropas para conducir las, porque los perros indios de Chayanta y el Despoblado, situados en las cumbres, con humaderas se anuncian el paso de correos ó indefensos para degollarlos, pues no les dan cuartel, y cuando es fuerza respetable, nadie asoma por los caminos; y siendo esta costosa en su envío, y relajando la disciplina con desercion, he resuelto que ya no sigan los correos su curso antiguo, y así aunque estos faltasen en muchas y repetidas veces, no deberás tener el menor cuidado, y siempre que haya un motivo grande que lo exija, irá con el competente resguardo, y en lo demas depon todo cuidado, y siempre atribuye la falta á lo dicho, y no á las mentiras é insulseces de los ociosos.

Conducta de Astete.

Reservado. — D. Pablo Astete se ha portado muy mal : pudo haber acabado con Arze en Chayanta, y no lo hizo : ambos se tuvieron miedo, y se saludaron, y pasaron : fuera de mi vista nada valen; ha perdido la mitad de su batallon, y con la otra ha llegado aquí como un Jíidas.

Noticia sobre
la muerte
de Casco Calvo.

En otra escrita á su padre en la misma fecha, despues de reproducirle el contenido de la anterior, le dice : el sobrino de Casco Calvo pereció por inobediente : le envié al camino la ruta segura por donde debia dirigirse, dejando precisamente la del Despoblado, donde le anunciaba motines de Indios; me acusó su recibo, y que lo ejecutaria puntualmente, y con este engaño tomó el mismo camino que yo le reprobaba : fué muerto, y con los 12 fusiles que se tomaron, han hecho varias averias los Indios en los pueblos del tránsito.

En Lima han tenido la sucia mezquindad de declararme 3 mil pesos de aumento sobre mi sueldo de 6 mil pesos : á esto se ha reducido la generosidad de aquellos magnates, que me ha impacientado, pues no sufraga mis gastos.

Por hoy no ocurre nada mas : incluyo copia duplicada de las

cartas que me ha escrito el comandante ingles : sé que la señora Carlota me ha escrito una carta, felicitándome por la batalla de Guaqui, y dándome gracias por el interes que tomo en la suerte de su dinastía (1) : esta fué interceptada por los insurgentes de la Laguna y enviada á Jujuí; el marques de Yavi supo su contenido y lo avisó á Tristan.

1812.

Copia duplicada de unas cartas.

DECRETO

SOBRE LA PROHIBICION DE LA INTRODUCCION DE ESCLAVOS.

Por obsequio á los derechos de la humanidad afligida, á la conducta uniforme de las naciones cultas, á las reclamaciones de las respetables autoridades de esta capital, y á la consecuencia de los principios liberales que han proclamado y defienden con valor y energía los pueblos ilustres de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, acordó el gobierno con fecha de 9 de abril último el siguiente decreto, que en la presente manda publicar.

Consideracion preliminar.

ART. 1º. Se prohíbe absolutamente la introduccion de expediciones de esclavatura en el territorio de las Provincias Unidas.

Prohibicion relativa al tráfico de esclavos.

ART. 2º. Las que lleguen dentro de un año contado desde el dia 25 del corriente mes de mayo, se mandarán salir inmediatamente de nuestros puertos.

Término para la salida de los esclavos.

ART. 3º. Cumplido el año, serán confiscadas las expediciones de esta clase que arriben á nuestras costas; los esclavos que conduzcan se declararán en estado de libertad, y el gobierno cuidará de aplicarlos á ocupaciones útiles.

Confiscacion.

(1) Ya está visto que los madones de las regencias proceden de acuerdo para entregarnos á una potencia extranjera; en cambio se les darán vireinatos, y nosotros serémos colonos de los colonos portugueses, ó, lo que es lo mismo, esclavos de los esclavos de aquella nacion, si no sabemos preferir la muerte á esta vergonzosa ignominia.

1812.
Observancia
de este decreto.

ART. 4º. Todas las autoridades del Estado quedan estrechamente encargadas de la observancia y ejecucion del presente decreto, que se publicará y circulará, arclivándose en la secretaría de gobierno.

Buenos Aires, á 15 de mayo de 1812.

FELICIANO ANTONIO CHICLANA. — BERNARDINO DE RIVADAVIA. — NICOLAS HERRERA, *secretario*.

OFICIO DEL SUPERIOR GOBIERNO

AL CAPITAN GENERAL DE MONTEVIDEO,

SOBRE LA REALIZACION DE LAS AGRESIONES PORTUGUESAS.

Realizacion
de las agresiones
portuguesas.

Se han realizado al fin los fundados temores de las miras hostiles de los Portugueses, que ha manifestado á Vuestra Señoría este gobierno en su correspondencia anterior. Por el oficio y partes que ha dirigido el general Artigas con fecha de 24 de diciembre, y que en copia se acompañan, se instruirá Vuestra Señoría de la conducta escandalosa de las divisiones portuguesas que con sus agresiones han precipitado ya á nuestras armas á todas las consecuencias de un rompimiento. El general Artigas ha batido uno de sus destacamentos que tuvo la osadía de insultar á nuestras tropas, y encendido el fuego de la guerra contra las intenciones pacíficas de Vuestra Señoría y de este gobierno: sabe Dios cuáles serán sus resultas. Este inesperado suceso ha paralizado las disposiciones que se tomaban para enviar nuestro ejército á las provincias interiores, en la buena fe de que los Portugueses se retirarian á sus fronteras con arreglo al tratado de pacificacion, y que seria permanente la concordia y alianza de Montevideo y Buenos Aires.

El general Artigas
pide auxilios.

Pide el general Artigas todos los auxilios de este gobierno para resistir los ataques de una division, de que era parte el

destac
el cam

El
demor
no ser
furore
sobre
cho d
Vuest
octubr
que el
gues,
de ag
Urugu
se hal
se pre
su hor
nacion
obede
gacion
los es
gobier
de su
ocupa
adelar
siemp
de su
y nun
de la
Dio

Buc

Al ca

destacamento derrotado, y que aceleraba ya sus marchas sobre el campamento de aquel general.

El gobierno, convencido de la necesidad de socorrerlo sin demora, ha dictado las providencias correspondientes; porque no sería justo abandonar aquellas familias que le siguen á los furoros de un extranjero empeñado en realizar sus conquistas sobre el territorio español contra todos los principios del derecho de las gentes. Para contener su orgullo, solo resta que Vuestra Señoría, con arreglo al artículo 17 del tratado de 20 de octubre último, nos franquee los auxilios necesarios, á no ser que el poder de su influjo pueda conseguir del general portugueses, que, suspendiendo toda hostilidad y retirando sus tropas de aquellos puntos, deje á Artigas en libertad para pasar el Uruguay, y situarse en el territorio de esta jurisdiccion, como se halla estipulado. No duda el gobierno que Vuestra Señoría se prestará á una solicitud en que está solemnemente empeñado su honor, la dignidad de ambos pueblos, los intereses de la nacion española, y los derechos del rey á quien hemos jurado obedecer. La agresion extranjera es tan notoria como la obligacion de Vuestra Señoría de concurrir á rechazarla con todos los esfuerzos de su poder, poniendo á disposicion de este gobierno las fuerzas navales y cuanto necesite para la conduccion de su ejército, en el caso que el general portugues insista en ocupar nuestros campos, atacar nuestras divisiones, y llevar adelante la hostilidad y la conquista. De otro modo le quedará siempre al gobierno la satisfaccion de haber hecho cuanto estuvo de su parte para evitar los desastres de una guerra desoladora, y nunca tendrá que responder de sus resultados ante el tribunal de la nacion.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 1º de enero de 1812.

FELICIANO ANTONIO CHICLANA. — MANUEL DE SARRATEA. — JUAN JOSÉ PASSO. — BERNARDINO RIVADAVIA, *secretario*.

Al capitán general D. Gaspar Vigodet.

1812.

Medidas tocante á esto.

OFICIO DEL CAPITAN GENERAL DE MONTEVIDEO

AL SUPERIOR GOBIERNO.

EXCMO. SEÑOR,

1812.

No da asenso
á las quejas
exageradas
del general Artigas.

Estoy muy distante de dar como Vuestra Excelencia asenso á las relaciones de D. José Artigas contenidas en los oficios de Vuestra Excelencia de 28 de diciembre del año próximo pasado, y 1º del que empieza. Sus quejas son exageradas, y parto propio de su orgullo y mala fe que le caracteriza, y tiene demasiado acreditada en todos sus pasos, particularmente desde la suspensión del sitio, á que hizo la mayor resistencia y oposicion con sus parciales, que suscribieron los diferentes recursos de que dió cuenta á Vuestra Excelencia su diputado D. José Julian Pérez. Cada dia vivo mas convencido de las intenciones de este enemigo de la comun tranquilidad, así como de la certeza de las atrocidades que comete frecuentemente contra los hombres de honor y probidad que residen en la comprension de mi mando. Sus armas principales son el terror y la seduccion con que ha logrado usurpar y arrebatat todo género de propiedades, y revolucionar con varias publicaciones sediciosas los pueblos de esta Banda, á cuyos habitantes persigue con mas empeño y rigor que ántes, para que se le reunan y contribuyan á sus infames proyectos con toda clase de auxilios, que ofrece recompensar bajo la garantía y decidida proteccion con que cuenta de Vuestra Excelencia, y en prueba de ella y de la satisfaccion que asegura disfrutar, ha hecho manifesto el título con que Vuestra Excelencia le ha distinguido de teniente gobernador de Misiones, que se hallaba tambien resuelto á ocupar.

Su conducta
y designios.

Con estos y otros datos, que no me dejan que dudar de la criminal conducta del referido Artigas, ni de sus firmes ideas en sostenerse y conservarse en esta Banda con sus tropas contra lo estipulado en el artículo 20; en nada ménos debo pensar que en procurar la ejecucion del artículo 11, hasta tanto que

Vuestro
religio
el con
portug
el prog
tambie
de los
manifi
Aun
de Art
la cul
aliado
y atro
Ambo
de los
rémos
hostil
eficac
tratad
gobie
Sin
reina
yo ca
que l
y en
tivas
gene
torio
tropi
mi c
De
está
torio
son
ticia
y 14

Vuestra Excelencia no me acredite haber cumplido por su parte religiosamente los pactos con que se halla todavía ligado. Por el contrario, estoy determinado no solo á dejar obrar al ejército portugues contra el rebelde Artigas y sus secuaces, para cortar el progreso de los enormes perjuicios que han ocasionado, sino tambien á impedir con todos mis arbitrios el paso á esta Banda de los auxilios que Vuestra Excelencia ha acordado remitir con manifiesta transgresion del artículo 7.

Aun cuando no fueran fantásticas, sino efectivas, las quejas de Artigas contra los Portugueses, deberia imputarse á sí mismo la culpa como origen y verdadero causante de ellas, y no á estos aliados, que no hacen otra cosa que defenderse de sus insultos y atropellamientos contra los derechos de su gobierno y el mio. Ambos estamos conformes en la desconfianza y justos recelos de los movimientos de este insurgente, y de acuerdo caminaremos en rechazarle ofensivamente sus primeras tentativas hostiles, si Vuestra Excelencia no pone los medios oportunos y eficaces para que se contenga, y escrupulosamente guarde el tratado de pacificacion, como se ha hecho por parte de este gobierno.

Sin hacer un agravio manifiesto á la amistad y alianza que reina felizmente entre nuestra nacion y la portuguesa, no seré yo capaz de dudar como Vuestra Excelencia de la buena fe con que han venido las tropas de esta á auxiliar á la fiel Montevideo, y en cuyo justo concepto me afianza, entre otras pruebas positivas, la pronta disposicion en que me ha protestado hallarse el general D. Diego de Sousa para dejar enteramente libre el territorio español al momento que yo le avise estar allanados los tropiezos y dificultades que le han obligado á permanecer de mi consentimiento en esta jurisdiccion.

De lo expuesto conocerá Vuestra Excelencia que en sus manos está que se realice la retirada del ejército portugues á sus territorios, y la feliz conclusion de la obra comenzada. Para ello no son necesarias otras providencias que las que reclamé con justicia de Vuestra Excelencia por mis oficios de 28 de noviembre y 14 de diciembre últimos. Si Vuestra Excelencia no encuentra,

1812.

Su influencia
en las agresiones
de los Portugueses.

Disposicion
de Don Diego
de Souza
á dejar libre
el territorio español.

Providencias
para que se retire
el ejército
portugues.

1812. como espero, dificultades en esto, ménos las tengo yo para dar al instante las disposiciones que me corresponden y desea Vuestra Excelencia, con el grande objeto de reconcentrar nuestra union y concordia á que aspiro, y por que tanto me he desvelado.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, y enero 6 de 1812.

Excmo. Señor,
GASPAR VIGODET.

Excma. junta gubernativa de Buenos Aires.

OFICIO DEL SUPERIOR GOBIERNO

AL CAPITAN GENERAL DE MONTEVIDEO.

Actos
de hostilidad
del capitan general
de Montevideo
contra
Buenos Aires.

Cuando este gobierno apuraba todas sus consideraciones para conservar con ese pueblo la amistad y armonía sancionada en el tratado de pacificacion de 20 de octubre último, se ha precipitado Vuestra Señoría al extremo de hostilizar á esta capital, bloqueando sus puertos sin precedente declaracion ni motivo para un rompimiento tan escandaloso. Todo el mundo es testigo que miéntras por nuestra parte se cumplian las condiciones estipuladas, no daban los Portugueses ni aun señal de retirarse, que era el objeto primordial de nuestras negociaciones. El ejército de la patria levantó el sitio sin la menor demora; la mayor parte de su fuerza vino á esta capital, y una pequeña division al mando del general Artigas marchó á pasar el Uruguay para defender á los pueblos de Misiones de nuevos insultos. La animosidad de los Portugueses le puso en la dura precision de rechazar uno de sus destacamentos, pidiendo auxilios á este gobierno para evadir el golpe con que le amenazaban las divisiones extranjeras, que al efecto se reunian. Si este gobierno no procediera de acuerdo con la sinceridad de sus intenciones, habria tomado desde luego aquellas medidas cautelosas que

dicta e
trario.
Señoría
viando
cedente
sidad d
agresio
dejando
interpo
toda ho

No e
natural
buena f
tremo e
hostil,
tereses
videnei
respect
estrech
pañá, y
saccion
perfecta
los des
ses de
tecimie
Los en
mente
ternos
nuestr
ó su di
los den
dad de
tan ya
hubier
El g
pitado

dicta en semejantes casos la mala fe. Pero sucedió todo lo contrario. El gobierno con conocimiento del diputado de Vuestra Señoría preparó los socorros que pedía el general Artigas, enviando un expreso para comunicar á Vuestra Señoría los antecedentes que daban mérito á esta urgente medida, y la necesidad de que se le auxiliase por ese gobierno para rechazar una agresion extranjera, conforme á los artículos del tratado, y dejando en el arbitrio de Vuestra Señoría el temperamento de interponer su influjo, para que suspendiendo los Portugueses toda hostilidad, acelerasen su retirada, como estaba pactado.

No es fácil comprender el motivo por que un paso de esta naturaleza, que llevaba en sí el carácter de la verdad y de la buena fe, pudo exaltar el ánimo de Vuestra Señoría hasta el extremo de contestar con oficio lleno de insultos, y con un hecho hostil, cuyas consecuencias pueden ser las mas fatales á los intereses de la nacion. Por nuestra parte se tomaban aquí las providencias mas activas para la devolucion de los esclavos á sus respectivos dueños, se expedian al general Artigas las mas estrechas órdenes para que influyese en el sosiego de la campaña, y acelerase las marchas á la línea demarcada en las transacciones: se observaba con el diputado de ese gobierno la mas perfecta unidad, dándole cada dia pruebas muy repetidas de los deseos de conciliar la alianza de ese pueblo con los intereses de la integridad territorial, para prevenir cualquiera acontecimiento desgraciado en la Península. Pero todo fué vano. Los enemigos del Estado, que lo son de Vuestra Señoría igualmente que de este gobierno, han conseguido al fin comprometernos en una guerra exterminadora, que dejando asoladas nuestras provincias, tendrá por resultado la conquista del país, ó su division en manos extranjeras con perjuicio irreparable de los derechos del rey, de los intereses nacionales, y de la felicidad de unos pueblos que en el estado de su infancia manifestan ya la grandeza de que serían capaces si la guerra civil no hubiera decretado su exterminio.

El gobierno ha dicho ántes que Vuestra Señoría se ha precipitado; porque en efecto cree que la resolucion no ha sido me-

1812.

Juramento
gratuitos.

Y mal aconsejados.

1812.

ditada, y sí aconsejada por algunos hombres egoistas, que en la esperacion de algun premio de la corte del Brasil no pierden ocasion de inclinar la balanza en favor de aquella potencia. Una simple ojeada sobre los antecedentes y consecuencias de la medida bastarán para convencer á Vuestra Señoría y á los hombres que aman la felicidad de su patria.

Subre los auxilios
pedidos
por Artigas.

¿ Cuáles son los motivos por que Vuestra Señoría se opone al envío de los socorros que solicita el general Artigas? No puede ser otro ciertamente que el temor de que aumentando nuestro ejército convierta despues su fuerza contra esa plaza; pero este recelo no tiene el menor fundamento. Prescindamos de la respetabilidad del tratado, y suponga Vuestra Señoría con nuestros enemigos que procedemos de mala fe : con todo siempre será inverificable el proyecto que se tome; porque siendo cierto que los Portugueses, en el caso de retirarse, se estacionáran en la línea de su frontera, vendrian sobre nuestra division en el instante que hiciese algun movimiento retrógrado al territorio de esa provincia, quedando por consiguiente anulados nuestros proyectos. Si aun se teme la menor distancia de nuestra posicion con respecto á la que tomarán los Portugueses, el gobierno ha dicho á Vuestra Señoría y se lo repite, que en verificando aquellos su retirada, pasará Artigas el Uruguay, y marchará á situarse en el campo de esta jurisdiccion, cuyo punto es en mayor distancia que la que hay desde el Yaguaron, en donde probablemente harán alto las tropas portuguesas.

Comprueba
la mala fe
de los Portugueses.

Veamos ahora los resultados, y entremos por asentar que los Portugueses han avanzado á nuestro territorio de mala fe, á pesar del empeño que muestra Vuestra Señoría en sostener lo contrario en su último oficio. Es preciso que no nos preocupemos en un negocio de tanta gravedad. Vuestra Señoría sabe que el diputado Dr. D. Juan José Passo, que pasó á esa plaza en los primeros momentos de nuestras desavenencias políticas, manifestó por dos veces y con reiteradas protestas al gobernador Soria, á D. Cristóbal Salvañach y al comandante de marina, los avisos originales del embajador marques de Casa Irujo sobre las miras de conquista con que se preparaban los Portugue-

ses á
á la p
gestio
le env
los de
propu
Vuest
ral Se
en qu
nía de
fuerza
festas
del ge
Señor
vienen
tras ca
en Mal
han re
pueblo
fuerzas
esta co
Señorí
en con
ble es
dimier
gun s
rando
pañá y
este c
una pe
miento
esta B
guerra
ciosa,
'isface
el tem

ses á invadir nuestro territorio, cuya prevencion hizo tambien á la provincia del Paraguay. Sabe Vuestra Señoría tambien las gestiones que hizo la infanta doña Carlota para que ese cabildo le enviase diputados, y venir con ese pretexto y el de sostener los dominios del rey, su hermano, á ocupar esa plaza, cuya propuesta fué altamente rechazada por el gobierno de España : Vuestra Señoría sabe y ha visto los oficios originales del general Sousa, y del representante de la Carlota D. Felipe Contucci, en que se exigió de esta capital el reconocimiento de la soberanía de aquella señora en este continente, ofreciendo unir sus fuerzas á las nuestras para rendir esa plaza en caso que manifestase alguna oposicion al proyecto, interceptando la marcha del general Elío para entregarlo en nuestras manos. Vuestra Señoría está fundamentalmente instruido de las familias que vienen con el ejército portuguez, del robo que hacen de nuestras caballadas y haciendas, del empeño con que se hace correr en Maldonado la moneda de aquella nacion, de los refuerzos que han recibido, del interes que muestran en guarnecer nuestros pueblos, y la eficacia que manifiestan en que todas nuestras fuerzas pasen á esta capital. ¿ Y Vuestra Señoría puede creer que esta conducta es compatible con la buena fe? ¿ Puede Vuestra Señoría persuadirse que tanto interes, tantos gastos invertidos en conducir y sostener en nuestros campos un ejército respetable es solo un obsequio á la plaza de Montevideo, ó un comedimiento desinteresado en favor de la nacion española, que segun sus mismos papeles está ya en su último período, asegurando la imposibilidad de que vuelva nuestro monarca á España y la necesidad de desconocerlo, aun cuando se realizase este caso hipotético? ¿ Puede Vuestra Señoría imaginar que una potencia que ha sido siempre rival de nuestro engrandecimiento; que ha solicitado con el mayor ardor la posesion de esta Banda Oriental; que insensiblemente nos ocupó en las guerras anteriores, y aun en plena paz una porcion la mas preciosa, ha de dejar que se le escape la mejor oportunidad de satisfacer sus deseos y sus miras ambiciosas? ¿ Y es posible que el temor de este suceso no imponga en el ánimo de Vuestra Se-

1812.

ñoría, cuando tanto se resiente de la existencia en el Uruguay de una pequeña division de Españoles, acaso el único respeto que contiene la ejecucion de los proyectos de los limitrofes? ¿Y quiere Vuestra Señoría que se la deje abandonada, para que destruida por los Portugueses, no tengamos despues otro arbitrio que sucumbir á la ley que tratan de imponernos? Desconocer estos principios sería cerrar los ojos á la luz. Vuestra Señoría no crea que la campaña se tranquilice mientras existan en el territorio los Portugueses. Sus vecinos ven su fuerza, conocen sus miras, no hallan en esa plaza un ejército que los contenga, temen y huyen despavoridos á refugiarse á la division del general Artigas, abandonando sus hogares hasta que cesen sus justos recelos. Este gobierno no trepida en asegurar á Vuestra Señoría que en el momento que se retiren los Portugueses, volverán todos á sus casas, sucederá el sosiego, y despertará la industria que tiene adormecida la guerra civil. Entretanto no hay que esperar la tranquilidad, todo será desolacion, y nuestros enemigos se gozarán en nuestra ruina.

Dura necesidad
en que se vió
el gobierno.

Si á esto agrega Vuestra Señoría los males de la nueva guerra á que nos ha provocado, no hay ya que esperar felicidad en nuestros dias. El clamor á la vista de los corsarios ha sido universal. Los espíritus exaltados se preparan á todos los horrores, y el gobierno por una justa represalia y escuchando el grito de la opinion pública, se ha visto en la dura necesidad de proceder a la requisicion ó indagacion interina de todas las propiedades españolas, Lima, esa plaza y sus dependencias, para tener recursos con que sostener la guerra que Vuestra Señoría acaba de declarar á las Provincias Unidas. Los pueblos creen ofendida su dignidad, y han jurado repararla ó dejar de existir. Nuestro territorio va á ser envuelto en la sangre preciosa de sus hijos, la España á perder una de sus mejores provincias, y la humanidad á resentirse de los desastres que á todos nos amenazan. Todo sucederá si no se adopta el último recurso que aun nos queda, que es por parte de Vuestra Señoría ordenar la retirada de los Portugueses hasta sus fronteras, y por la nuestra exigir las marchas de la division de Artigas hasta la línea

de d
ses
Es
cons
ha p
chos
para
los p
confli
neces
todos
si con
inter
sus m
mund
por su
y esp
dades
Dios
Buen

Al capi

RECE

Ayer
maker
príncipe

de demarcacion, que se hará inmediatamente que los Portugueses se acerquen á los confines de nuestra frontera.

Esta proposicion no tiene otro objeto que evitar las funestas consecuencias de unas hostilidades á que Vuestra Señoría nos ha provocado. Medios nos sobran para sostener la guerra muchos años. Los patriotas se apresuran á pedir armas y destino para vengar su dignidad ofendida, y Vuestra Señoría sabe todos los recursos que sugiere la desesperacion en los apuros del conflicto. Solo teme este gobierno los males generales que van necesariamente á resultar de una rivalidad particular, y que todos llorarémos despues con un arrepentimiento estéril. Pero si contra lo que debe esperarse de la razon, de la justicia y del interes público, se obstina Vuestra Señoría en la ejecucion de sus medidas, Vuestra Señoría responderá de sus resultas, y el mundo verá que el gobierno de Buenos Aires nada ha omitido por su parte para libertar á los pueblos de la América del Sud, y especialmente á los habitantes de esa Banda, de las calamidades terribles en que Vuestra Señoría los precipita.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, 15 de enero de 1812.

FELICIANO ANTONIO DE CHICLANA. — MANUEL
DE SARRATEA. — JUAN JOSÉ PASSO. — BERNARDINO RIVADAVIA, *secretario*.

Al capitan general y gobernador de Montevideo.

RECEPCION DEL ENVIADO EXTRAORDINARIO DE PORTUGAL,
DON JUAN RADEMAKER,

POR EL GOBIERNO SUPREMO.

(Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.)

Ayer llegó á esta capital el teniente coronel D. Juan de Rademaker en clase de enviado extraordinario de Su Alteza Real el príncipe regente de Portugal. Fué recibido en el muelle por

1812.

Proposicion
de que se retiren
las fuerzas
portuguesas.

Recepcion
del enviado
extraordinario.

1812.

uno de los edecanes del gobierno superior, y conducido al palacio de la fortaleza, en donde se le tenia ya preparado el correspondiente alojamiento. Á las 7 de la noche pasó el secretario de Estado á cumplimentarlo, y anunciarle la audiencia que le acordaba el gobierno en la sala de su despacho. Pasó inmediatamente el enviado, y fué recibido por Su Excelencia con las mayores demostraciones de estimacion y de aprecio. Reconocidos sus diplomas y abierta la sesion, expuso que las miras de Su Alteza Real no tenian otro objeto que restablecer sólidamente las relaciones de paz, amistad y buena armonía entre ambos territorios; que á este fin se habia anticipado Su Alteza en comunicar sus órdenes al general D. Diego de Sousa, para que con todo su ejército y sin pérdida de instantes se retirase á las fronteras portuguesas; que lo suponía ya en marcha, mediante á que habia remitido los pliegos en la semana anterior; y que para formar y sancionar los tratados de la negociacion, pedía á nombre de Su Alteza el príncipe regente, que cesasen las hostilidades entre ambos ejércitos, y no se embarace la retirada del portugues á su territorio. Al mismo tiempo presentó un oficio del embajador de Su Majestad Británica cerca de Su Alteza, en que interponía la mediacion y la garantía del rey de la Gran Bretaña sobre la firmeza y validacion de los tratados que se celebren. El gobierno, fiel á sus principios, y para dar una prueba positiva de que las armas victoriosas de la patria no tienen otro objeto que abatir el orgullo de los tiranos, y defender con honor la libertad y la independencia civil de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, ha venido en conceder el armisticio, y mandar retirar nuestras tropas del territorio portugues, interin se concluye la negociacion, y se ratifican los tratados con intervencion de las autoridades respectivas, de que instruirá inmediatamente á los pueblos para su inteligencia y satisfaccion.

Buenos Aires, 27 de mayo de 1812.

FELICIANO ANTONIO CHICLANA. — JUAN MARTIN DE
PUYREDON. — BERNARDINO RIVADAVIA. —
NICOLAS HERRERA, *secretario*.

ARMISTICIO

CELEBRADO ENTRE EL EXCMO. SUPERIOR GOBIERNO PROVISIONAL DE
LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA

Y EL TENIENTE CORONEL DON JUAN RADEMAKER,

Enviado al efecto por Su Alteza Real el príncipe regente de Portugal.

Habiendo oido el excmo. gobierno de estas provincias cuanto tenia que proponerle el enviado de Su Alteza el príncipe regente de Portugal, despues de examinadas sus credenciales y poderes necesarios para negociar, y habida la suficiente discusion, concluyó Su Excelencia con el dicho plenipotenciario el siguiente tratado :

1812.

ART. 1º. Cesarán inmediatamente las hostilidades entre las tropas de Su Alteza Real el príncipe regente de Portugal ú otros cuerpos armados portugueses, y las tropas ú otros cuerpos armados de la dependencia del excmo. gobierno provisional de estas provincias ; y al efecto se mandará con toda la diligencia posible el correspondiente aviso de este ajuste y convencion á los excmos. generales en jefe de los respectivos ejércitos.

Cesacion
de hostilidades.

ART. 2º. Se observará un armisticio ilimitado entre los dos ejércitos, y en el caso de que por algunas circunstancias infelices (que no pueden preverse, y que no permita Dios que sobrevengan) fuese necesario recurrir á las armas, quedan obligados, recíprocamente y en fuerza de este armisticio, los excmos. generales de los ejércitos opuestos en pasarse los respectivos avisos de la rotura de esta convencion, tres meses ántes de poder romperse de nuevo las hostilidades; esperando muy sinceramente que esta cláusula, de pura cautela, en ningun tiempo será necesaria.

Duracion
y extension
de este armisticio.

ART. 3º. Luego que los excmos. generales de los dos ejércitos hayan recibido la noticia de esta convencion, darán las órdenes necesarias, así para evitar toda accion de guerra, como para

Órdenes
para hacer efectivo
este armisticio.

1812.

retirar las tropas de sus mandos, á la mayor brevedad posible, dentro de los límites del territorio de los dos Estados respectivos: entendiéndose estos límites aquellos mismos que se reconocian como tales ántes de empezar sus marchas el ejército portuguez hácia el territorio español: y en fe de que quedan inviolables ambos territorios en cuanto subsista esta convencion, y de que será exactamente cumplido cuanto en ella se estipula, firmamos este documento para su debida constancia, en Buenos Aires, á veinte y siete de mayo de mil ochocientos doce.

De órden de Su Excelencia el superior gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, como su secretario de guerra y hacienda é interino de gobierno y relaciones exteriores.

(L. S.) NICOLAS HERRERA.

(L. S.) JUAN RADEMAKER.

NOTA OFICIAL

DEL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DEL PRÍNCIPE REGENTE,
que sirvió de ratificacion al armisticio.

EXCMOS. SEÑORES,

Ratificacion
del armisticio
por el príncipe
regente
de Portugal.

Hace pocos dias que por conducto de una embarcacion de guerra inglesa recibí la respuesta de Vuestras Excelencias, fecha 17 de julio pasado, sobre el resultado de la comision del teniente coronel Juan Rademaker; y habiendo entónces llevado á la presencia de Su Alteza Real el príncipe regente de Portugal, mi amo, la convencion del armisticio que allí se ajustó entre ese gobierno y aquel negociador portuguez, en 26 de mayo, se dignó Su Alteza Real aprobar los términos de aquella convencion, cuyos saludables efectos tuvieron luego su ejecucion, pues que habiendo cesado las hostilidades entre los dos ejércitos, las tropas portuguezas comenzaron sin pérdida de tiempo su retirada para dentro de sus respectivos límites, del modo que el

rigor d
podido

Esper
por un
tajas qu
vándose
que tant
vecinas
que se r
saria all
á Vuest
de renov
tinguida
tras Exc
Palacio

Excmos
gubernati

(Este a

La noti
Vuestra E
rorosa co
del corrie
oficiales d
Ellos, en
me han f

rigor de la estacion y alguna falta de transportes se lo han podido permitir.

1812.

Esperando, pues, Su Alteza Real que á este paso se sigan, por un efecto de la buena fe con que él se dió, todas las ventajas que con este arbitrio se procuraron á los dos países, renovándose aquellas relaciones de amistad y buena inteligencia que tanto conviene á los recíprocos intereses de dos naciones vecinas y unidas por vínculos tan sagrados, ha determinado que se retire el negociador portugues, como que no es ya necesaria allí su permanencia; y ordenándome que así lo participe á Vuestras Excelencias, tengo yo con esta gustosa ocasion la de renovar á Vuestras Excelencias las protestas de la mas distinguida consideracion con que tengo el honor de ser de Vuestras Excelencias mayor y mas seguro servidor.

Retiro
del negociador
portugues.

Palacio del Rio de Janéiro, á 13 de setiembre de 1812.

Conde DE GALVEAS.

Excmos. Señores presidente y vocales de la junta gubernativa de Buenos Aires.

(Este armisticio se llevó á efecto en todas sus partes.)

OFICIO DEL PRESIDENTE SARRATEA

AL GOBIERNO SUPERIOR.

La noticia del castigo espectral impuesto por la rectitud de Vuestra Excelencia al caudillo y principales motores de la horrorosa conspiracion descubierta en esa capital la noche del 3 del corriente, ha llenado del mas tierno júbilo á los jefes y oficiales de los cuerpos de linea que se hallan á mis órdenes. Ellos, en medio de los trasportes y efusion de su inocente gozo, me han felicitado por el incremento saludable con que acaba de

Enhorabuena
por el castigo
de los promotores
de una
conspiracion.

1812. robustecerse la causa de la libertad, efectos debidos á la infatigable vigilancia del gobierno que la sostiene. Por mi conducto quieren se trasmitan á Vuestra Excelencia estos sentimientos, que hacen resaltar su honor y zelo patriótico, y yo me formo un agradable deber de verificarlo así, elevando en nombre de estos ilustres guerreros á la consideracion de Vuestra Excelencia las mayores seguridades de que una severa disciplina, constancia en los trabajos, conformidad en las privaciones y vigor en las fatigas de la guerra, segundarán siempre las altas empresas de Vuestra Excelencia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Salto Chico, julio 16 de 1812.

Excmo. Señor,
MANUEL DE SARRATEA.

Excmo. gobierno superior provisional de las
Provincias Unidas del Rio de la Plata.

OFICIO DEL MISMO

AL GENERAL DEL EJÉRCITO PORTUGUES.

*Vióse un informe
al general
del ejército
portugues.*

Tengo el honor de dirigir á Vuestra Excelencia el adjunto pliego, que acabo de recibir entre otros que me ha remitido el gobierno superior de las Provincias Unidas. Yo debo instruir á este á la mayor brevedad posible (pues así me lo recomienda) de la determinacion que tomase Vuestra Excelencia en vista de las prevenciones que le haga el enviado teniente coronel D. Juan de Rademaker en su comunicacion oficial. Para cumplirlo, espero que Vuestra Excelencia tenga la dignacion de indicarme con precision y claridad si se compromete á retrogradar á su territorio, ó insiste en permanecer dentro de los límites del nuestro, ya sea bajo algun nuevo ó igual motivo que los anteriores. He mandado detener el correo extraordinario que ha

de con
Exceles
con la
Teng
tos, y l
lencia s
S
Excmo.

Na re
coronel
para re
esta me
Deos
Qua

Sou
cativo.

Excmo.

La ca

de conducir la contestacion; y espero del honor de Vuestra Excelencia que con concepto á esto arregle y me dirija la suya con la posible aceleracion.

1812.

Tengo la honra de ofrecer á Vuestra Excelencia mis respetos, y la muy alta consideracion con que soy de Vuestra Excelencia su mas atento servidor.

Salto Chico, julio 9 de 1812.

MANUEL DE SARRATEA.

Excmo. señor D. Diego de Sousa.

CONTESTACION DEL GENERAL PORTUGUES.

Na resposta incluzo á carta que V. E. me remeteo do tenente coronel João Rademaker, lhe participo que me fico aprontando para regressar con brevidade ás fronteiras do meu governo; e esta mesma resposta dou a de V. E. datada em 9 do corrente.

Deos guarde a V. E. muitos annos.

Quartel general na barra do arroio S. Francisco,
em 11 de julho de 1812.

Sou com o mais profundo respeito, de V. E., muito atento cativo.

D. DIEGO DE SOUSA.

Excmo. Senhor D. Manuel de Sarratea.

Es copia :

PEDRO FELICIANO DE CAVIA, *secretario*.

OTRO OFICIO DEL PRESIDENTE SARRATEA

AL SUPERIOR GOBIERNO.

EXCMO. SEÑOR,

La carta oficial, que en copia certificada acompaño á Vuestra

1812.
Acompañándolo
una carta
sobre la retirada
de los Portugueses.

Excelencia, le instruirá de las noticias que me comunica el comandante de las fuerzas de observaciones de la derecha, Don Hilarion de la Quintana, en orden á la retirada que han iniciado los Portugueses. Con anticipacion de cinco y tres dias habia ya recibido por dos conductos distintos, pero ambos exactos, iguales avisos; y como á mas de la fe que ellos me merecen, los veo ahora rectificadas por el del enunciado comandante, no me queda duda alguna sobre su realidad.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Salto Chico, julio 16 de 1812.

Excmo. Señor,
MANUEL DE SARRATEA.

Excmo. gobierno provisional de las Provincias Unidas
del Río de la Plata.

PARTE OFICIAL

Á QUE SE REFIERE EL ANTECEDENTE OFICIO.

Parte de la retirada
de los Portugueses.

El oficial encargado para observar los movimientos de los Portugueses, en este instante, que son las 4 de la tarde, me da parte de haberse retirado todos los Portugueses, que estaban acampados en la costa del Arroyo de San Francisco, y entre varias carretas que seguian la tropa, marchaba á la retaguardia un coche que, segun me presumo, será el del general Sousa.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Campamento de la division observadora sobre
la derecha del Uruguay, julio 13 de 1812.

HILARION DE LA QUINTANA.

Excmo. señor D. Manuel de Sarratea.

Es copia de que certifico :

PEDRO FELICIANO DE CAVIA, *secretario*.

CARTAS D

DIRIGID

El señor
En aqu
mi person
lizar los v
das del go
Janairo, y
me escribi

« Présas
que todo h
facto de Si
lindo, como
de todos los
aquí; pues
malicias y
los inocent
ántes qued
cartas que
tevideo y E
buenas cal
mejor su fi
patria. El I
sabes lo qu

(1) Esta cla
en donde las
tiempo.

(2) Apodo

(3) Apodo

CARTAS DE LA PRINCESA DOÑA CARLOTA JOAQUINA DE BORBON

DIRIGIDAS DESDE EL JANÉIRO Á SU SECRETARIO, D. JOSÉ PRÉASAS,
EN CÁDIZ.

El señor Présas las precede de los siguientes renglones :

1812.

En aquellos tiempos la princesa tenia fija toda su atencion en mi persona, persuadida sin duda que yo solo era capaz de realizar los vehementes deseos con que aspiraba á obtener las riendas del gobierno de España. Á los pocos dias de mi salida del Janéiro, y cuando no habia rebalsado aun las costas del Brasil, me escribió la siguiente carta :

DOCUMENTOS.

« Présas, me alegraré que hayas hecho muy buen viaje, y que todo haya ido bien, y que abran ahí bien los ojos con este facto de Sicilia : *¿ qué tal regente tenia la España en mi tio? Era lindo, como siete mil otros (1) : yo no sé qué ha dado en la cabeza de todos los reyes.* Dios me conserve la mia, como la tengo hasta aquí; pues que cada dia conozco mejor el mundo y todas las malicias y cabalas de que se sirven los malos para engañar á los inocentes; pero espero que á mí no me han de engañar; y ántes quedaré sin camisa que hacer una accion vil. Remito las cartas que han venido para tí y juntamente las *gacetas* de Montevideo y Buenos Aires (que son lindas mismo parto de aquellas buenas cabezas). Cada dia van aquellos malditos mostrando mejor su fidelidad á Fernando VII y su adhesion á la madre patria. El Dr. Pastoriña (2) se va declarando muy bien (tú bien sabes lo que yo te dije que era peor que el Dr. Trapallada (3),

(1) Esta cláusula es referente al viaje que hizo el duque de Orleans á Cádiz, en donde las cortes extraordinarias no le permitieron permanecer por mucho tiempo.

(2) Apodo que la princesa puso al conde de Galbeas, ministro de Estado.

(3) Apodo que Su Alteza puso al conde de Lináres.

1812.

digo Barafunda, pues hacia la suya á la llamada); ahora acaba de enviar á Buenos Aires (no sé debajo de qué título) á Juan Rademaker á tratar no sé qué negocios : yo no he sabido nada sino despues de cuarenta y ocho horas de haber salido él por la barra afuera, que me lo dijo el médico Acevedo, pero no me dijo nada mas, creyendo que yo lo sabia todo; y por no dar mi brazo á torcer de que yo no sabia nada, quedé en ayunas : hagan lo que quieran, como no han de ver letra mia, todos sabrán que yo no entro en semejantes negocios ; pues yo ya hace mucho tiempo que escribí al gobierno de España, que no diese por válido lo que se dijese que yo decia ; pues todo era falso lo que no fuese escrito todo ó firmado de mi propia mano : vuelvo á decir que hagan lo que quieran, pues que cuantas mas de las suyas hagan mejor me hacen.

» Rio de Janéiro, y 28 de abril de 1812. »

« Présas, remito las *gacetas* de Buenos Aires, Montevideo y juntamente las dos de aquí, en las cuales verás la inesperada noticia de la muerte de mi sobrino (1)... Se me olvidaba decirte que ahora se trataba de enviar á mi sobrino á Lisboa, con pretexto de viajar para su salud ; pero era para si lo introducian en España : y Dios, que ha quitado todos los estorbos que me podian hacer mal, lo quitó á él de este mundo. Te remito el certificado que me envió Vigodet (2); él me dice que está esperando tropa de ahí, y la necesita mucho.

» Rio de Janéiro, 10 de junio de 1812.

» P. S. Remito la lista de los libros. »

(1) Continúa esta carta con una larga relacion de la enfermedad y remedios que se aplicaron al infante don Pedro Carlos, los cuales fueron todos inútiles.

(2) Don Gaspar Vigodet, mariscal de campo de los reales ejércitos, capitán general y gobernador de las Provincias del Rio de la Plata, etc., etc. — Los importantes servicios hechos al rey y á la nacion por el Dr. don José Présas, secretario particular de la serenísima señora doña Carlota Joaquina de Borbon, princesa del Brasil, le hacen acreedor á los mayores elogios y á los premios mas sobresalientes, que, en virtud de su particular mérito, quiere concederle Su Majestad. — El referido Dr. Présas ha servido, desde

« Présas
plicado, y
todos aque
He recibid
3 de agoste
no puedo
cada de pe
obra del n
grandes (e
hago nada
hacer felon
de consegu
verme fuer
que la int
Yo mando
los meses
junio acá.
en Botafog
y gracias á
mis buen
euencia de
del que est
todas las t
pecho, los
y muy flac

mi ingreso á
auxiliase des
interesante, y
tro soberano.
del interes p
de este herói
de los prínci
mi mano y r
que por él h
pronto éxito
en Montevide
señor secreta

1812.

« Présas, recibí tus cartas de 7 y 21 de julio, principal y duplicado, y las de 3, 6 y 21 de agosto, y juntamente las cartas de todos aquellos individuos que tú me acusas que me remitias. He recibido juntamente tus dos confidentiales de 21 de julio y 3 de agosto, y quedo cereiorada del contenido de todas; pero no puedo responder por menudo, porque aun estoy muy delicada de pecho. La retirada de don Pedro (conde de Palmela) es obra del mismo autor que te quitó de aquí, y ha hecho actos grandes (este fué lord Strangford). Yo estoy en mi rincón, y no hago nada, porque creo que prometieron y juraron al diablo hacer felonias, y ver si me matan con disgustos; pero no lo han de conseguir, ellos que revienten malditos. Lo que yo quiero es verme fuera de aquí. Apruebo los pasos que has dado, y cree que la intriga no tiene cabimiento porque sé lo que tú eres. Yo mando orden á Juan de los Santos para que te mande todos los meses tu mesada, y que satisfaga todas las que te deben de junio acá. Yo aquí estoy mudada de sitio, desde 4 de agosto, en Botafogo, en la chacara del abad de los monjes benedictinos, y gracias á Dios estoy mejor: yo, cuando vine aquí, venia con mis buenos principios de tísica, porque me quedó en consecuencia de un ataque fortísimo de pecho que tuve en mayo, del que estuve del todo muerta, calentura continúa, crecimientos todas las tardes con sudores de madrugada, tos con dolor de pecho, los gargajos muy malos, y á veces con sangre muy ronca y muy flaca; pero á los diez ó quince dias de aquí estar, ya no

mi ingreso á este gobierno, del mas activo y eficaz agente para que se nos auxiliase desde aquella corte; ha mantenido conmigo la correspondencia mas interesante, y me ha dado en ella repetidas pruebas de su celo, lealtad á nuestro soberano, y patriotismo en defensa de nuestra justa causa, como tambien del interes particular que como buen Español se ha tomado por las glorias de este heróico pueblo y exterminacion de los insurgentes. Así que, guiado de los principios de justicia, he mandado expedir este certificado, firmado de mi mano y refrendado del secretario interino de esta capitanía general, para que por él haga constar en todo tiempo que se ha debido á su eficacia el pronto éxito de nuestras solicitudes de auxilios en la corte del Brasil.— Dado en Montevideo, á 16 de abril de 1812. — Gaspar Vigodet — Por ausencia del señor secretario: Antonio Fernández Villamil.

1812.

tenia crecimientos ni sudores, y al mes no tenia tos ni dolor de pecho, ni ronquera: ahora tengo muy delicado el pecho y la obstruccion de hígado; pero el médico Corcovado me está dando algunos remedios que me van haciendo bien; pero dice que es preciso mucho tiento conmigo, porque estoy muy delicada, y si me diese remedios fuertes, que me mataba.

» Botafogo, 3 de diciembre de 1812 (1). »

CARTA DEL SR. PRÉSAS Á LA PRINCESA DOÑA CARLOTA.

Modo cómo Présas rehusa los servicios de la princesa doña Carlota y la donativa de sus alhajas á Montevideo.

SEÑORA,

Ciega confianza
de la infanta
Doña Carlota
en su secretario
Présas.

Desde el momento que tuve el honor de entrar en el real servicio de Vuestra Majestad Imperial y Real, creí que todos mis conatos y esfuerzos debian ser empleados en desempeñar con exactitud y celo los negocios é importantes comisiones que desde principios del año de 1808 tuvo la dignacion de confiar á mi cuidado. La multitud de objetos que todos á la vez se presentaron á la justa consideracion de Vuestra Majestad Imperial y Real en aquella infausta época, parecia exigir la cooperacion de muchas manos y la reunion de grandes conocimientos; pero Vuestra Majestad Imperial y Real, convencida de que la reserva y el secreto son de ordinario los que garantizan el feliz éxito de tales negocios, rehusó siempre la intervencion de toda otra persona sin permitir mas que el que se copiasen los papeles ménos significantes por el canónico español, á quien fué preciso despedir á los pocos meses, por las justas causas que dió para no merecer la mas mínima confianza.

(1) PRÉSAS, *Memorias de la princesa doña Carlota.*

Sol
en la
Vuest
vacion
Españ
contin
sario p
ticular
existia
familia
guía, e
su real
jedad l
don Peo
de su a
tidos de
lados á l
La ma
la guerr
existenci
tiempo q
la corte ó
por dicho
Napoleon
pelearon
la Católica
Imperial
hermanos
aquella h
No fué
tantes de
Vuestra M
con los vi
arzbispos
y eclesiást
fué un fue

Solo habia yo empezado, y solo tuve que continuar despues en la ejecucion del vasto plan que la sabiduria y prevision de Vuestra Majestad Imperial y Real habia trazado para la conservacion y defensa de los derechos de su casa y real familia de España, que con tanta perfidia habia aprisionado el opresor del continente de Europa. En una crisis tan calamitosa era necesario poner en noticia de los reyes, de los pueblos, y muy particularmente de los Españoles de ambos mundos, que aun existian representantes de tan desgraciada y desventurada familia, á quienes, segun las leyes fundamentales de la Monarquía, correspondia la corona de Castilla. Al efecto, extendí por su real órden dos manifiestos, uno en nombre de Vuestra Majestad Imperial y Real, y otro en nombre del serenísimo infante don Pedro, los que habiendo merecido su real aprobacion y la de su augusto esposo, fueron inmediatamente impresos y remitidos de oficio al supremo gobierno de España, y por mí circun dados á las autoridades de América.

La mayor parte de los Españoles, y casi todos los que hacian la guerra, no solo ignoraban estos derechos, sino tambien la existencia de Vuestra Majestad Imperial y Real, por el largo tiempo que habia mediado desde la época en que habia dejado la corte de Madrid para pasar á la de Lisboa. Mas apenas vieron, por dichos manifiestos, que existia libre de las asechanzas de Napoleon una infanta de España, se reanimó su espíritu y pelearon con valor y constancia en defensa del trono de Isabel la Católica, con la esperanza de que algun dia Vuestra Majestad Imperial y Real podria reemplazarla en defecto de sus augustos hermanos, y dar á la nacion española los dias de gloria con que aquella heroína distinguió su feliz reinado.

No fué ménos favorable el efecto que produjeron en los habitantes de los dominios de América y Asia las insinuaciones de Vuestra Majestad Imperial y Real, la correspondencia entablada con los vireyes, capitanes generales y gobernadores; con los arzobispos, obispos y audiencias, que ejercian la autoridad civil y eclesiástica desde Mississipi hasta el archipiélago de Filipinas; fué un fuego eléctrico que excitó en sus espíritus el mas acen-

1812.

Préns hace conocer por dos manifiestos los derechos de la princesa á la corona de Castilla.

La lectura de ellos estimula la constancia de los Españoles.

Igual efecto produjo en los habitantes de América y Asia.

1812.

Buenos Aires
fué la primera
á dar el ejemplo
de rebelion.

drado patriotismo, que acreditaron de un modo indudable, remitiendo á la metrópoli los muchos millones de pesos con cuyo auxilio se sostuvo la guerra de independenciaci n en la Península.

Mas la fidelidad americana, atacada por la seducccion de algunos descontentos y sediciosos, y por el influjo extranjero, muy en breve empezó á vacilar, y so pretexto de que la España estaba perdida, pretendieron los novadores y demagogos elegir un gobierno independiente de la madre patria. Buenos Aires, que tanto se habia distinguido cuatro años ántes en sostener y defender los derechos de España contra las dos invasiones que inútilmente intent  en 1806 la Inglaterra para sujetarla   su dominio, fué el punto donde tuvieron principio las convulsiones políticas de América.

  la vista de aquellas ocurrienias, Vuestra Majestad Imperial y Real se vió en la precisa necesidad de entablar un plan de pacificación y extender sus relaciones   todo el ámbito de la América del Sur; mas sus consejos y persuasivas, si bien demoraron por algun tiempo que se propagase el contagio de la revolución, al fin se vió que los insurgentes de Buenos Aires avanzaban sus puestos hácia la importante plaza de Montevideo, cuyos jefes y el ayuntamiento imploraban diariamente la poderosa proteccion de Vuestra Majestad Imperial y Real. Entónces la ejecución de sus reales disposiciones necesitaba de muchos individuos, pues parecia imposible que uno solo pudiese estar al despacho diario de los negocios, y cuidar al propio tiempo de la remesa de víveres y pertrechos de guerra, como fueron la cuerda mecha y la compra del armamento, de fusiles, pistolas y sables, que con permiso de vuestro augusto esposo, concedido en 26 de julio de 1811, se embarcaron para Montevideo en el mismo puerto del Rio Janéiro.

Auxilios dados
  Montevideo,
dejando
burladas
las intrigas
del ministro ingles

No se limitó el celo y patriotismo de Vuestra Majestad Imperial y Real con proporcionar   la plaza de Montevideo estos auxilios, sino que quiso satisfacer los justos deseos que de antemano le habia manifestado el gobernador de aquella plaza de obtener una imprenta, y esta despues de muchos pasos y de las

varia
cons
para
Stran
teme
Aires
patro
En
habia
Inglat
pasar
sin ob
sent  o
6.000
cioso y
conside
consecu
de mon
ministro
exigiese
su carga
dicho m
embargo
los incor
esta prov
reclamar
cho debi
gues no o
Inglaterra
con su c
Majestad
injusticia
real nomb
tad Imper
en su vista
gantin fue
2  P

varias conferencias que tuve con el ministro de Estado se pudo conseguir, y tambien fué remitida con la actividad que convenia para dejar burladas las intrigas del ministro de Inglaterra, lord Strangford, que se oponia decididamente á semejante remesa, temeroso de los efectos que produciria contra los de Buenos Aires, de quienes se habia declarado abiertamente protector y patrono.

En el mismo año de 1811, el bergantin ingles *Caridad*, que habia salido con bandera española de uno de los puertos de Inglaterra, con el despacho interino del cónsul español, para pasar á Cádiz en demanda de real patente, continuó su viaje sin obtener este documento tan esencial, y su capitán se presentó con nuestro pabellon en el Janéiro, trayendo á su bordo 6.000 fusiles para el gobierno disidente de Buenos Aires. Noticioso yo de este hecho, lo elevé inmediatamente á la augusta consideracion de Vuestra Majestad Imperial y Real, y en su consecuencia se dignó darme las órdenes para que sin pérdida de momento lo pusiese en noticia del marques de Casa Irujo, ministro entónces de España en aquella corte, con el fin de que exigiese del gobierno portugues el embargo de este buque con su cargamento; sobre cuyo asunto se pasaron varias notas por dicho marques, y sus reclamaciones fueron contestadas con el embargo que solicitaba. Lord Strangford, aunque sabia bien los incontestables principios en que se fundaba la justicia de esta providencia, no tuvo embarazo en pedir su revocacion, y reclamar como propiedad inglesa la que por toda razon de derecho debia ser considerada como española. El ministerio portugues no obstante decidió la cuestion en favor del ministro de Inglaterra, mandando que se devolviese á su capitán el buque con su cargamento. Entónces fué que no pudiendo Vuestra Majestad Imperial y Real tolerar que se ajase con tan notoria injusticia el pabellon español, me ordenó que extendiese en su real nombre una nota, que, copiada despues por Vuestra Majestad Imperial y Real, y puesta en manos del príncipe, fué servido en su vista revocar esta última providencia y mandar que el bergantin fuese puesto á disposicion del ministro de España. para

1812.

Llegada
á Rio Janéiro
del bergantin
Caridad
con arma
para Buenos Aires.

Embargo
de su cargamento;
reclamacion
de lord Strangford.

1812.

que lo remitiese al tribunal del almirantazgo de Montevideo, quien por sentencia formal lo adjudicó á la real marina española, y su importe ascendia á muchos miles de pesos fuertes.

Pero de todos los negocios, el que ofreció mas dificultades fué sin duda la impetracion del auxilio que reclamaban incesantemente los generales Elío y Vigodet, cuando llegaron á tener noticia cierta y positiva de que tarde ó temprano debian ser atacados por los de Buenos Aires. Su justa demanda no podia ser indiferente al patriotismo de Vuestra Majestad Imperial y Real, razon suficiente para que hiciese todos los esfuerzos posibles y sacrificase hasta su amor propio, humillándose personalmente para pedir y lograr del príncipe su esposo una orden á fin de que el general don Diego de Sousa marchase desde el Rio Grande, con los 6,000 hombres que estaban á su mando, á socorrer la plaza de Montevideo. Mas de dos meses se invirtieron en poner corriente este asunto, cuya resolucion dificultaba sobremanera la real palabra que el príncipe tenia otorgada á lord Strangford, de que jamas se mezclaria en los disturbios suscitados en el Rio de la Plata. La reserva con que se trato este asunto, y el convencimiento que conseguimos en nuestras conferencias, Vuestra Majestad Imperial y Real con su augusto esposo, y yo con el ministro de Estado el conde de Lináres, coronaron al fin esta empresa, y la orden fué expedida. Restaba solamente recogerla del despacho del príncipe, diligencia que Vuestra Majestad Imperial y Real habia practicado ya varias veces, aunque sin fruto, porque el respeto con que su augusto esposo miró siempre al gobierno ingles lo tenian indeciso á entregarla. Entónces fué que para inclinar á Vuestra Majestad Imperial y Real á que por última vez la reclamase, vista su justa repugnancia en hacerlo, consideré oportuno el recordarle la triste situacion de sus augustos hermanos prisioneros en Francia, y de nuestros compatriotas que sacrificaban sus vidas en defensa de su rey y de nuestra comun patria, cuya reflexion enterneció y vigorizó de tal modo á Vuestra Majestad Imperial y Real, que al instante pasó al despacho del príncipe, de quien recibió la orden que fué por mí remitida á dicho general, y la

S. M. pide
á su esposo
que envíe
el auxilio
de 6,000 hombres
á Montevideo.

Primeras
dificultades
y su buen éxito.

pla
los
que
E
hab
nici
prot
circu
jante
los s
era
ducir
dese
hubie
racion
Majes
sus m
con su
las ver
emplea
tenerm
oficios
haber l
les hab
con su
nada ni
se atrev
Estos
Imperial
intrigas
campo
sobre cie
convidad
misma p
que, bajo
príncipe.

plaza de Montevideo se libertó por entónces de caer en poder de los de Buenos Aires; pero no estaba libre de las necesidades á que la habia reducido el largo sitio que acababa de experimentar.

El general Vigodet y los capitulares de aquel ayuntamiento, habiendo apurado ya todos los recursos para mantener la guarnicion de la plaza, se vieron precisados á implorar de nuevo la proteccion de Vuestra Majestad Imperial y Real, y esto fué en circunstancias en que no habia de qué disponer. Dar á semejante peticion una respuesta negativa, á mas de ser contrario á los sentimientos de su magnánima generosidad y patriotismo, era muy peligroso por las consecuencias que esta podia producir en el espíritu de los defensores de Montevideo, que viéndose desamparados de Vuestra Majestad Imperial y Real, hubieran decaido de ánimo y entregádose quizá á la desesperacion. Para evitar, pues, este fatal suceso, convino Vuestra Majestad Imperial y Real con mi dictámen, y se desprendió de sus mas preciosas alhajas, las que remití al general Vigodet con su real órden, para que de acuerdo con el ayuntamiento las vendiese, y con su producto se pagase á la tropa y demas empleados. Este hecho generoso y medida política no dejó de tenerme en continuo disgusto y zozobra hasta que recibí los oficios del general Vigodet y ayuntamiento, con la noticia de haber llegado á su poder los brillantes y demas alhajas que yo les habia remitido. Entónces fué que cesaron de mortificarme con su crítica los intrigantes, que, sin ser capaces de hacer nada ni de tomar sobre su responsabilidad la mas mínima cosa, se atreven á criticar las medidas mas acertadas.

Estos fueron, Señora, los que pusieron á Vuestra Majestad Imperial y Real en la precision, para desvanecer y frustrar sus intrigas y proyectos, de mandarme á todo escape á la casa de campo del cónsul general ingles Gambier, para conferenciar, sobre cierto asunto, con un personaje que en aquel día estaba convidado á comer allí, y á mi regreso, que verifiqué con la misma precipitacion porque así convenia, tuve la desgracia de que, bajo los balcones de palacio, y á la presencia del mismo príncipe, que accidentalmente se hallaba en uno de ellos,

1812.

La infanta envia
sus alhajas
en socorro
de los sitiados.

Conferencia
de Présas
con un alto
personaje
en casa
del cónsul ingles.

1812.

cayese mi caballo y yo debajo de él, quedando por momentos sin sentido y todo bañado en sangre, tal cual Vuestra Majestad Imperial y Real me vió cuando subí á su aposento á dar la cuenta del favorable resultado de mi comision. Mas de veinte dias pasé sufriendo agudos é intensos dolores en el brazo derecho, los que apénas me dejaban dormir una hora seguida en cada noche, y despues sentí por mucho tiempo, y aun ahora experimento novedad siempre que hay variacion de tiempo.

Intriga
del gabinete
británico.
Destierro
de Prósas.

La intriga logró al fin que, por una reclamacion formal hecha á vuestro augusto esposo por el gabinete británico, fuese yo separado del servicio de Vuestra Majestad Imperial y Real, y mandado salir de la corte del Brasil, cuya extraordinaria é injusta medida tuvo sin duda por objeto principal el privarla del único agente que tenia para la ejecucion de sus regias disposiciones, dirigidas todas á mantener la integridad de la Monarquía Española, y auxiliar á los dignos y beneméritos defensores del trono de San Fernando.

Su partida
para Cádiz.

En las críticas circunstancias en que se hallaba vuestro augusto esposo con la Inglaterra á principios de 1812, exigia la política que accediese á lo que entónces le pedia el gabinete británico, y así era inevitable mi salida, y toda oposicion á ella hubiera sido inútil y vana. Convencida Vuestra Majestad Imperial y Real de esta verdad por las reflexiones que entónces la hice y que tuvo la bondad de escuchar, se conformó en que saliese del Janéiro, y me dió sus órdenes para que pasase á Cádiz, con el fin de que estando á las inmediaciones del gobierno español, que en aquella época se habia guarecido en aquel punto, pudiese yo continuar allí en la ejecucion de sus regias instrucciones.

Completo
desinteres
en sus servicios
á la infanta.

Pero ántes de llevar mas adelante esta verdadera y sucinta relacion histórica de mis servicios y de la conducta política que observó Vuestra Majestad Imperial y Real con la España y con nuestros compatriotas, durante el cautiverio de sus augustos hermanos, séame permitido hacer una pequeña digresion para manifestarla y recordarla al propio tiempo lo que entónces la hice presente, esto es, el desprendimiento con que miré mis

prop
rial
á su
Es
bleci
que
puer
lo pr
venia
ban e
ser an
con e
acons
sus es
que to
por cie
macen
entónce
pero al
que au
puesto
me, y
modo d
si yo le
Vuestra
general
cargame
Buenos
compron
y esto b

(1) Todo

propios intereses para atender á los de Vuestra Majestad Imperial y Real, y servirla con la dignidad y decoro que correspondia á su grandeza y alta categoría.

Es público y notorio que en el año 1809 ya estaban establecidas en el Rio Janéiro poderosas casas de comercio inglesas, que no pudiendo introducir sus manufacturas por sí en el puerto del Rio de la Plata, por estar aun vigentes las leyes que lo prohibian, se veían precisadas á venderlas á los Españoles que venian de aquellos puntos. La primera diligencia que practicaban estos al saltar en tierra era la de presentármeme, unos por ser amigos ó condiscípulos, otros por recomendaciones, y todos con el fin de que les informase del estado de la plaza, y les aconsejase lo que podia convenirles para hacer con feliz éxito sus especulaciones. Tres de estas casas, que habian observado que todos los Españoles iban á verme, me ofrecieron el cuatro por ciento de cuanto vendiesen á los que yo dirigiese á sus almacenes, diligencia á la verdad de poco trabajo, y que podia entónces haberme producido muchos miles de pesos fuertes; pero al cabo era ejercer en cierto modo el oficio de corredor, que aunque noble creí que no era decoroso al distinguido puesto de su secretario particular con que acababa de honrarme, y Vuestra Majestad Imperial y Real aprobó entónces mi modo de pensar. Otra de estas casas me ofreció seis mil duros, si yo le proporeionase una pequeña carta de recomendacion de Vuestra Majestad Imperial y Real dirigida al virey y capitan general Liniers, para que permitiese la introduccion de un cargamento muy interesante que habia dispuesto remitir á Buenos Aires. Pero semejante carta en aquellas circunstancias comprometia sobremanera á Vuestra Majestad Imperial y Real, y esto bastaba para que yo despreciase semejante propuesta (1).

(1) Todo lo demas es relativo á asuntos enteramente personales de Présas.

1813.

Ofrecimiento
hecho á Présas
por algunos
comerciantes
ingleses.

Su rechazo
y aprobacion
de la infanta.

CORRESPONDENCIA TOMADA Á LOS ENEMIGOS
EN LA GLORIOSA ACCION DEL TUCUMAN.

CARTA DEL VIREY ABASCAL Á GOYENECHE.

(Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.)

Lima y agosto 10 de 1812.

1812.

Expresion
de sentimientos.

Mi estimadísimo amigo : sea muy bien llegado Vmd. con su triunfante ejército á Chuquisaca, y á sus manos la represa de correos que estaban arrinconados en la Paz ; y desembarazada la obstruccion del camino, nos podremos hablar con la frecuencia ordinaria ; gracias á la energía y bien combinada expedicion con que Vmd. ha hecho entrar en su deber á todos los pícaros revolucionarios con el menor posible derramamiento de sangre, en cuyo particular como en todos vamos conformes en nuestro modo de pensar : horroriza la que ha corrido en el reino de Méjico sin haber conseguido mas que nosotros ; no falta quien critique nuestra lenidad, pero nos debe importar muy poco, porque si con ella conseguimos el fin, ¿ qué mas se puede pretender de nosotros ?

Continuacion
de la ruta hasta
Salta.

Ahora contemplo preciso continuar la ruta hasta el interesante punto de Salta, para lo cual considero suficientes 2 mil hombres, con otro cuerpo intermedio de 1 mil situado en Suipacha, Mojo, ó la Quiaca, segun convenga, por su localidad, adelantándose un destacamento de 500 hombres al rio del Pasaje, desde donde pueden hacer correrías hasta San Miguel, de cuya suerte se estrecha á Buenos Aires de un modo, que dentro de poco tiempo no les quedarán recursos para mantener 2 mil hombres : Vmd. dirá para su colete que receto largo, pero que no envío el agente principal para mantener la guerra, se'bre lo cual no puedo ménos de repetir lo que le tengo dicho : esas provincias son ricas y pingües, y por lo mismo es razonable y justo que paguen lo que

han dilapidado y hecho gastar, no debiendo temer nada de parte de ellas, por el modo con que Vmd. las ha encadenado y puesto fuera de alcance de volver á revolucionar, especialmente si Vmd. ha dejado á los Cochabambinos á pié, quitándoles las armas, sobre cuyo particular me escribe Lombera haber muchos trabajos; pues aunque ofrecieron entregarlas, y aprehender á los cabecillas de la rebelion, ni á lo uno ni á lo otro se mueven de modo alguno, ántes por el contrario en sus semblantes y gestiones se manifiesta el fuego de reincidencia que arde en sus corazones: por esto, y por lo interesante que es la presencia de Vmd. en Potosí para estar á la inmediacion de cualquiera novedad, al fomento de la minería y casa de moneda, y á activar los socorros de toda especie que pueda necesitar la vanguardia, soy de opinion que Vmd. se conserve en dicho punto céntrico del país reducido, enviando un jefe de su mayor confianza que dirija las fuerzas avanzadas.

Para que Vmd. se satisfaga de mi situacion en asunto á caudales, le acompaño copia de un oficio con que ántes de ayer me han saludado los oficiales reales, segun el cual se necesitan al pié de 400 mil pesos para pagar el tercio que cumple en fin de este mes, y satisfacer deudas y libranzas de urgente cancelacion, no existiendo en las cajas mas que 6 mil y pico de pesos, habiendo agotado todos los recursos; pues el consulado, minería y compañía de Filipinas se echan por tierra por no encontrar arbitrios, y los gremios los dejó Rico reducidos á cantidad negativa. Por estas mismas causas no se hubiera podido verificar la expedicion contra Quito, si el nuevo presidente Móntes no hubiese andado de casa en casa pidiendo un empréstito de limosna, con cuya humillante diligencia ha podido juntar 100 mil pesos, con los que cuento se halle á estas horas en aquella rebelde capital, ó algo mas allá, pues mi ánimo es que con la contribucion que se le eche, páse á la provincia de Pástos, que, segun noticias tengo, le esperan con los brazos abiertos: de allí á la de Popayan, y de allí á la de Calí, con lo que pondrá á Santa Fe en la mayor consternacion, capaz de hacerla volver en sí, si por la parte de Santa Marta de algun modo se le estrecha:

1812.

Necesidad
de auxilios
monetarios.

1812.

esto lo dificulto mucho, porque todos quieren que el Perú sea el solo que les saque la espina; lo que si fuese dable conseguir, sería un honor eterno para nosotros y para este fidelísimo reino.

Acompaño la adjunta carta de Alonso, y copia de mi respuesta; por aquella verá Vmd. que por allá han abierto los ojos, y los malsines ahogado sus pérfidios sentimientos: quisiera que á mis satisfacciones acompañasen las de Vmd., para que fuesen aquellas completas; pero debo asegurarle que en cuanto esté de mi parte, no perderé la menor ocasion de proporcionárselas.

Buen aspecto
de los asuntos
de la Península.

Los asuntos de la Península caminan mejor que nunca, segun verá Vmd. por las *gacetas* de la regencia que acompaño: hace muchos correos que al tiempo de escribir á Vmd. se me olvida hacerle una justa reconvenccion sobre no haber pedido cosa alguna para ese amanuense que tiene escritas mas resmas de papel que producen las fábricas de Capelládas: se lo recomiendo á Vmd., pues me compadece el que el infeliz no haya pretendido por su conducto alguna cosa que le acomode.

No pueden ir hoy los despachos que ofrecí el correo pasado, porque al tiempo de firmarlos me encontré con una ensalada italiana, que me ha puesto en precision de hacer que se rehagan para el inmediato. Incluyo el oficio que Vmd. desea sobre el bendito Rivero.

Documentos
apócrifos.

Cuanto dicen las *gacetas* de Buenos Aires que Vmd. me incluye, lo tengo por tan apócrifo é impudente como la carta de Belgrano escrita á Valle de Tojo, en el estilo que han aprendido de Napoleon y sus satélites los revolucionarios de todas partes, quienes como aquel no reparan en publicar una noticia, aunque conozcan que á la media hora se ha de falsificar.

Quisiera no dejar de hablar con Vmd., pero el tiempo me estrecha, y le aseguro que no sé cómo tiene cabeza para tanto su afectísimo amigo y servidor.

JOSÉ ABASCAL.

Señor D. José Manuel de Goyeneche.

Mi
entra
tus sá
janza
gloria
dados
paz de
sivos p
tus sál
esos A
En e
repique
gracias
correos
Cuzco,
manga
regocijo
Escri
dole tu
leyese,
en todo
Cuan
aprobad
benemé
grado de
grande,
lo estim
Va la
seguirá
quisaca

CARTA DE GOYENECHÉ A TRISTAN.

Potosí, 8 de setiembre, á las 12 del día.

Mi amado hermano y sin igual primo : ¿ qué quieres que mi entrañable y fino amor te diga del juicio, órden y concierto de tus sábias medidas, y felices resultados? Dios te crió á semejanza de mi corazón é ideas para alivio de nuestras familias, gloria de tu mejor amigo que soy yo, y descanso de mis cuidados : él te prospere y lléne de bendiciones para consolidar la paz de nuestros hogares, y consuelo mio : recibe los mas expresivos plácemes de mi corazón, que ha rebotado de júbilo al ver tus sábias resoluciones, y la singular de seguir los alcances de esos Atilas, cuyo nombre tan justamente les apropias.

En el acto que recibí tu extraordinario de 28 hubo salva y repiques, y ayer cesaron las rogativas con una solemne misa de gracias en que hubo gran concurso : seguidamente salieron correos para Oruro, Plata, Cochabamba, Santa Cruz, Paz, Puno, Cuzco, Arequipa, Lima, y órden al Cuzco de pasarlo á Guamanga y Huancabellca : en todas partes se llenarán de un regocijo inexplicable debido todo á los talentos de mi Pio.

Escribí á mi prima Joaquinita por el extraordinario, incluyéndole tu confidencial del 28, y apertoria á Domingo para que la leyese, y siguiera su curso, y yo haré tus veces para informarles en todos los correos de tu preciosa salud.

Cuanto propongas en favor de las tropas de tu mando será aprobado, y te pido de oficio la promoción : en cuanto á tu benemérita persona, va en copia lo que digo al virey para tu grado de brigadier, teniendo la dicha de destinarte mi uniforme grande, que está intacto, y basta que haya sido mio para que tú lo estimes.

Va la declaración de Escobar, es curiosa : Socasa salió hoy, y seguirá con fuerte escolta con los caudales : el batallón de Chquisaca ya salió para Tupiza, está á tus órdenes.

1812.

Expresion
de cariño.Entusiasmo
y júbilo.Envío
de los caudales.

1812.

La carta que me envías de N. es puro miedo suyo : no hay la menor novedad por estas provincias ni los caminos á esa : voy á situar 100 hombres de fusil en Mojo, y espero que nuestras comunicaciones estarán francas.

Requisitorias
contra
Manco Capac.

Han ido requisitorias á todas partes en busca de Manco Capac : como haya entrado en la ratonera no escapa. Muy luego te enviaré cinco arrobas de chocolate fresco de Mójos, que de pepita te estoy labrando sin canela, y poco tostado, que es como tú lo tomas : le acompañará un juego de servilletas y mantel para diario ; quisiera enviarte mi corazón ; créelo, mi fiel primo.

Demoro contestar á tu extraordinario porque vaya con él la correspondencia del Perú, que aguardo esta tarde, y diré de ella á continuación lo que traiga.

Cobra
de un tributo.

Ya empezamos á cobrar el tributo por presentaciones voluntarias de los Indios : cada vez se solida mas la tranquilidad y el órden : ¡ oh si en Buenos Aires se pensára con juicio, qué oportunidad para hacer una paz eterna y lucrativa bajo las bases propuestas por mí á Puyrredon ! Puede que ahora hablen viéndose apurados y apoyados de puras mentiras y falsedades : este paso que has dado nos acerca mucho á una conclusion : así opino. El diario militar que me has enviado está excelente : á Dios, mi Pio, tuyo sin límites hasta el sepulcro.

Tú
JOSÉ MANUEL.

P. D. El pasar por las armas al inicuo Puebla es forzoso por reincidente, incorregible y audaz. Avisame el nombre de Olañeta, y cuerpo adonde quieres que se le dé el despacho de capitán. Llega el correo del Perú : las adjuntas te instruirán de su contenido, no demoro un punto su salida, ni envío papeles. Murió Remon en la Paz.

Mi a
samo q
publica
alcance
tuyo de
ral, y p
tu juicio
apertori
para qu
partes, p
pobre e
pable to

Van e
del últim
por extr
pañá, pu

Lastra
embarcán
y 40 hor
hago en
tropas, ¿

Te cre
bernador
he vacila
el tiempo
testé que
Remon v
tierra : s
correo la

OTRA CARTA DE GOYENECHÉ A TRISTAN.

11 de setiembre.

Mi amado hermano y sin igual primo : tus cartas son el bálsamo que me vivifica, y celebrára vieras mi corazón al leerlas, y publicar en público tus sábias y cuerdas resoluciones : ayer hice alcance al correo del Perú que salió la noche ántes con el parte tuyo del tres, y gran manifiesto que ha merecido la opinion general, y para mi cálculo es pieza religiosa y diplomática digna de tu juicio, y sensatos sentimientos : fué el pliego que lo conduce apertorio á Domingo, y mi hermano, y encargo oficial al virey para que me envíe muchos impresos, para que corra á todas partes, pues merece : solo en la parte que á mí toca elevas mi pobre clase á un grado que no merezco, pero en ti es disculpable todo cuanto hace referencia á mí.

Van esos tres paquetes de *gacetas* con sus nemas, y la carta del último correo del virey, que por contestarla no te la envié por extraordinario : las *gacetas* de Lima, y de marzo de España, puedes hacer que corran.

Lastra me avisa de Cádiz que en el navío *Salvador* quedaban embarcándose 4 compañías de tropa muy escogida para Lima, y 40 hombres de caballería de asamblea : ya á esta fecha los hago en el Callao, y se me ofrece la de decir, si á Lima envían tropas, ¿ con cuánta mas razon no enviarán á Montevideo ?

Te creo complacido al leer que he nombrado á Plata por gobernador de Salta : conoces su juicio, desinterés y honor : no he vacilado un punto en la eleccion ; es el mas acomodado para el tiempo, y eriollo : Medéiros está muy aborrecido, le contesté que ahora se necesitan militares en los mandos : el pobre Remon vino á morir en la Paz, y Domingo le costeó el entierro : su pobre numerosa familia me traspasa. Va con este correo la mantelería de Mójos que te prometí, y el obsequio de

1812.

Satisfaccion
que le ocasiona
su corres-
pondencia.

Embarco
de tropas
para Lima.

Nombramiento
de Plata
para gobernador
de Salta.

1812.

Domingo á ti con órden que si encuentran á el convoy de la Plata de Ontaneda, se lo entreguen para su seguridad.

Vengan en hora buena los indultados Larramendi y Astete, y tengo gusto reserves el plano que te obsequió el primero, que en tus manos es urgente, y en las mías no. Este Larramendi puede saber mucho de los Portugueses, Buenos Aires y Montevideo.

Anuncia
que Héras
está en marcha
para Tupiza.

Si envias las mulas que prometes, las pasaré á Villégas para mensaje. Hoy está Héras en mitad de camino para Tupiza desde Chuquisaca; te has olvidado de ese batallon que lo supones todo de reclutas: no es así, de los fundadores tiene 300 mitad Arequipa, y la otra Paucartambo: 200 Cínteños, y Tarijeños bellamente disciplinados y maniobrereros, y todo él con vestuario nuevo y armamento listo; lo pongo á tus órdenes, para que ordenes, si lo crees conveniente, su reunion ó apostadero en algun punto, y si lo ordenas y te parece conveniente, situar toda tu fuerza en el Túcuman, saldré yo con Picoaga para Tupiza ó Salta, sobre lo que me darás tu dictámen, pues ya tomo medidas para ponerme en marcha.

El ahuyentarlos y dispersarlos cuanto se pueda es utilísimo para meter el temor en Buenos Aires, y obligarlos á una transaccion que no veo léjos con tu amago y empuje, pero conviene ó reforzar mas la vanguardia volante de operaciones, ó acercarse para sostenerla á una jornada: podemos concluir la guerra en lo que queda de año.

Envío
de unos elementos
de guerra.

Socasa te lleva la pólvora y piedras. Famoso es el fusil americano, pero deben salir muy costosos: supe que mil y mas de estos habian recibido con número mayor de pistolas y sables. Mucho placer me causa que la tropa te dé gusto, y esté animada y contenta: todo se debe á tu manejo y atractivo. Mucho me compadezco al ver el peso que llevas en tanto ramo, pues solo tu energía y presencia facilita todo.

Dios te dé fuerzas y salud para gloria de tu amado hermano que te idolatra.

Tú

JOSÉ MANUEL.

OFICIO

Una
guerra e
no pued
dido por
lias des
campos,
cada la i
de las o
ataca los
este pre
incalcula
cortamos
al bien
de la mis

La div
único re
precaver
de la nac
quistador
pueblo an
vitud. Co
con la gu
jero. Pero
de persua
gloria de
y victorio
sistir á su

OFICIO DEL SUPERIOR GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS
UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA

AL GOBIERNO DE MONTEVIDEO.

EXCMO. SEÑOR.

Una cadena de sucesos extraordinarios ha mantenido la guerra entre dos pueblos de una misma nacion, y sus estragos no pueden recordarse sin sentimiento. Nuestro territorio invadido por una fuerza extranjera, los pueblos alligidos, las familias desoladas, perseguidos los ciudadanos, desierto nuestros campos, abandonados los talleres, obstruido el comercio, sofocada la industria, tales han sido los resultados de la divergencia de las opiniones. Vuestra Excelencia conoce que la guerra civil ataca los intereses de la España, no ménos que á la felicidad de este precioso continente, y que sus fatales consecuencias son incalculables, si los depositarios del poder de los pueblos no cortamos en tiempo los males que les amenazan, sacrificando al bien general los resentimientos particulares y los respetos de la misma autoridad.

La division ha sido origen de la guerra, y la unidad es el único remedio que ofrece el estado de las circunstancias para precaver sus efectos sanguinarios sin perjuicio de los intereses de la nacion: porque si la España sucumbe á la fuerza del conquistador, ¿cuáles son las ventajas que debe prometerse el pueblo americano de esta funesta rivalidad? La muerte ó la esclavitud. Constituidos en debilidad, agotados todos los recursos con la guerra civil, seríamos la presa de un conquistador extranjero. Pero si triunfa de sus crueles enemigos, ¿quién será capaz de persuadirse que las provincias ultramarinas renuncien á la gloria de constituir una parte integrante de una nacion grande y victoriosa? Y aun cuando lo intentasen, ¿cómo podrian resistir á su poder? Unáuse los pueblos, y establezcan su sistema

1812.

Successor
que han alimentado
la guerra civil
entre
ambos pueblos.

Funestos efectos
de la rivalidad.

1812.

provisorio, para ser de la España si se salva, ó para salvarse si sucumbe. Nadie puede reprobár un paso en que se afianza el interes de la nacion española, y se consulta el bien y la seguridad de este continente, que es á lo que puede aspirar un gobierno justo y liberal.

La nacion española
no está vinculada
en la regencia.

Vuestra Excelencia sabe cuánto es peligrosa la situacion actual de la Península, y difícil la reconquista de sus provincias; y ya se ve que no estaria en los términos de la prudencia, ni en el órden de los intereses políticos de la nacion, influir en la destruccion de los pueblos americanos, solamente por sostener la autoridad de un gobierno vacilante. La nacion, Señor general, no está vinculada á la regencia. Bien puede esta desaparecer, y realizarse la conquista de la Península: siempre existirá la nacion española en este hemisferio, si sus pueblos unidos reconocen un mismo soberano, y gobernados por una constitucion sabia y justa adquieren la fuerza necesaria para resistir las miras ambiciosas de sus enemigos; pero si continúa la division, su pérdida es inevitable. Montevideo y Vuestra Excelencia han hecho ya cuanto exige el honor y la virtud. Desde nuestra pacificacion con la corte del Brasil, ha quedado esa plaza abandonada á sus solos recursos; el ejército portuguez camina á su territorio: la mejor armonia con Su Alteza Real el príncipe regente de Portugal forma una de las bases de nuestro sistema: refuerzos militares son muy pocos los que puede enviar el gobierno de España en medio de sus apuros y atenciones: las armas de la patria ocupan ya la Banda Oriental del Uruguay, y están prontas á seguir sus marchas; ¿ por qué, pues, se ha de rechazar en estas circunstancias un avenimiento equitativo, la unidad de los dos pueblos, el único arbitrio que puede librar á tantas familias beneméritas de los horrores y estragos de la guerra civil? Aun cuando el valor de Vuestra Excelencia y el entusiasmo de ese noble vecindario consigan rechazar el asalto de nuestras tropas, nada mas se habria conseguido que destruímos recíprocamente, prolongar los males de la discordia, comprometer mas y mas la seguridad y la existencia de estos países, y hacer mas funesto el encono que ha producido la

conju
Toc
jea de
cidad
las le
utilida
que a
congre
emple
ciudad
protes
Gran E
Dign
venide
como t
pliego
que fue
sus dip
conven
á la bu
Excelen
de resp
nidad, y
su cará
eficacia
tantes d

Dios g

Bueno

Excmo

conjuracion intentada por algunos Españoles en esta capital.

Todo clama por una perfecta unidad, y el gobierno se lisonjea de que Vuestra Excelencia, como tan interesado en la felicidad de ese pueblo, no despreciará un arbitrio justificado por las leyes de la necesidad, fundado sobre los principios de la utilidad pública, y propuesto sobre las condiciones equitativas que acompañan á esta insinuacion. Montevideo tendrá en el congreso la representacion de una provincia; se respetarán los empleos y las propiedades, será inviolable la seguridad de sus ciudadanos; y si la España triunfa de sus enemigos, el gobierno protesta de volverla en el mismo estado bajo la garantía de la Gran Bretaña.

Dígnese Vuestra Excelencia fijar la consideracion sobre lo venidero, y aceptar este arbitrio que le propone el gobierno como tan interesante á ambos pueblos, á cuyo fin envia este pliego con el capitán D. José María de Echáuri; y en caso de que fuese admitido por Vuestra Excelencia, mandará el gobierno sus diputados, suficientemente autorizados, sancionando la convencion de un modo solemne. Si el resultado corresponde á la buena fe de sus intenciones, será inexplicable; si Vuestra Excelencia desaira la proposicion, agregará este nuevo sacrificio de respetos á los que tiene ya hechos por el interes de la humanidad, y acreditará con este nuevo testimonio la moderacion de su carácter, la sinceridad de sus intenciones benéficas, y la eficacia de sus deseos por el sosiego y felicidad de los habitantes de la América del Sud.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, agosto 28 de 1812.

FELICIANO ANTONIO CHICLANA. — JUAN MARTIN DE
PUYRREDON. — BERNABINO RIVADAVIA. — NICO-
LAS HERRERA, *secretario*.

Excmo. señor D. Gaspar de Vigodet.

Es copia: HERRERA.

1812.

Todas
las circunstancias
exigen la unidad.

Sobre envío
de diputados.

CONDICIONES

1812. Que se obliga á observar inviolablemente el gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata con respecto á la plaza de Montevideo y sus dependencias, en el caso que se una á esta capital reconociendo como los demas pueblos su autoridad.

Condiciones
ofrecidas.

1° Se echará un velo sobre los asuntos pasados, y ningun individuo podrá ser ni juzgado ni reconvenido por su anterior oposicion al sistema de las Provincias Unidas, sea cual haya sido su resistencia.

2° Todos los vecinos conservarán sus bienes y derechos en su integridad.

3° Todos los habitantes de aquella dependencia gozarán de la libertad civil, seguridad individual y demas ventajas como los demas ciudadanos del Estado.

4° Los empleados civiles, políticos, militares y eclesiásticos gozarán la posesion tranquila de sus empleos.

5° El comercio será libre para hacer su giro con todas las naciones del mismo modo que el de la capital.

6° Se respetarán todas las propiedades de aquellos vecinos, y se restituirán las que hayan sido secuestradas por disposiciones anteriores de este gobierno.

7° Montevideo tendrá como provincia su representacion nacional en el congreso, en la constitucion, y en el gobierno que se establezca.

8° Todos los Españoles expatriados con motivo de la revolucion y conjuraciones volverán á la posesion y dominio de sus bienes y derechos, quedando sin efecto las providencias de precaucion y seguridad que medita este gobierno con respecto á los opuestos á la libertad del país.

9° Todos los militares, incluidos los jefes de la plaza y los empleados sueltos que se hallan en ella, gozarán sus sueldos íntegros por el Estado, hasta que haya proporecion de colocarlos, quedando en su arbitrio permanecer en el país, ó regresar á

Españ
Estado

10°
oficial
librem

11°
de 1,50

12°
tuir la
siempre

ocupan

13°
culos d

Gran B
de aque

La ho
nado los
mis sent
está pon
encendie
lo exigen
criminal

Sus al
dena la j
sin envil
á su nae
Montevid
sus esfue
cho cuan

2°

España, ó á otro punto, en cuyo caso serán costeados por el Estado, y tratados con la dignidad y decoro correspondiente.

1812.

10° Los buques de guerra quedarán en Montevideo, si sus oficiales se conforman en continuar sus servicios, ó marcharán libremente donde les acomode.

11° La plaza tendrá un gobernador militar y una guarnicion de 1.500 veteranos.

12° El gobierno se obliga del modo mas solemne á restituir la plaza de Montevideo en el estado en que se le entregue, siempre que la España llegue á triunfar de los enemigos que ocupan casi todo el territorio.

13° El gobierno se sujeta al cumplimiento de todos los artículos de esta convencion bajo la garantía del embajador de la Gran Bretaña cerca de la corte del Brasil, como representante de aquella nacion.

Es copia : HERRERA.

CONTESTACION DEL GENERAL VIGODET.

La horrible calamidad á que Vuestra Excelencia ha condenado los pueblos de las Provincias del Rio de la Plata excitan mis sentimientos, y commueven la humanidad; en sus manos está poner fin á los desastres y terminar la guerra civil, que ha encendido el furor de las pasiones. Los intereses de los pueblos lo exigen así, pero Vuestra Excelencia no debió hacerse mas criminal al invitarme al convenio.

Sus absurdas proposiciones, las desecha el honor, las condena la justicia, y las execra el carácter español, que no sabe, sin envilecerse, permitir se le propongan traiciones á su rey y á su nacion. Vuestra Excelencia conoce la dignidad del heroico Montevideo, conoce sus recursos, y debe temer el resultado de sus esfuerzos; y si Vuestra Excelencia ha confesado que ha hecho cuanto exige el honor y la virtud, debió saber tambien

Son inaceptables
sus proposiciones.

1812.

que la virtud y el honor me deben ser inseparables y conducirme al triunfo, sobre el deshonor y el crimen del sistema que se ha empeñado sostener, con el sacrificio de las preciosas vidas de sus hermanos.

La pertinacia
del gobierno priva
de inmensos bienes
á Montevideo.

La felicidad de estas provincias es el objeto primario del carácter que revisto; la nacion ha decretado su libertad é independencia en ambos mundos, y sancionado su prosperidad. Reflexione Vuestra Excelencia sobre la responsabilidad que ha contraido con sus pueblos, y calcule sobre los inmensos bienes de que priva á estos la pertinacia de ese gobierno.

Se le invita
á jurar
la constitucion
de la Monarquía
Española.

La sabia y benéfica constitucion de la Monarquía Española, de que remito á Vuestra Excelencia seis ejemplares, la convencerán de la injusticia con que declama contra las deliberaciones del congreso y la regencia del reino. Si Vuestra Excelencia entrase en sus deberes, y meditase sobre el origen funesto de las desdichas, que es preciso evitar para ser justos, entónces me hallará pronto para estrechar la union entre ambos pueblos, del mismo modo que Montevideo está unido con toda la nacion: decídase Vuestra Excelencia á jurar la constitucion de la Monarquía, y decide así la libertad é independencia de la América del Sud.

No es tiempo ya de alucinar á los desgraciados pueblos de esas provincias con la ficcion de la pérdida de España. Dos años y medio hace que ese gobierno la supuso para constituirse, haciéndoles que creyeran no existia, sino dominada de los Franceses; Vuestra Excelencia, aunque lo oculta, sabe que la nacion española existe en su mayor parte libre, y con gloria, y que existirá triunfante á pesar de todos sus enemigos. La fidelidad del valiente Montevideo, á quien tengo el honor de mandar, permanecerá tambien eternamente, y las amenazas de Vuestra Excelencia le hacen mas inmortal. Yo seria invencible, si no tuviesen la carrera de mis dias otros enemigos con quien combatir, que con las tropas que tanto decantó Vuestra Excelencia en oficio de 28 del próximo pasado agosto.

En obsequio de la sociedad, he añadido esta prueba mas de moderacion contestando al referido oficio, para indicar tambien

mis in
habita
Dios

Al excm

OFICIO

Con e
males de
y desean
pacíficas,
bitrio de
con esta
que acom

Baste y
lares, reu
Vuestra E
noce cuán
tar sus fa
no se vea
un estado
paso es hi
este gobie
acaso mañ
Vuestra E
lias, sobre

mis intenciones y mis deseos por el sosiego y felicidad de los habitantes de estas provincias.

1812.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, y setiembre 4 de 1812.

GASPAR VIGODET.

Al excmo. gobierno de Buenos Aires.

Es copia : HERRERA.

OFICIO DEL SUPERIOR GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS
UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA

AL EXCMO. CABILDO DE MONTEVIDEO.

EXCMO. SEÑOR,

Con el importante objeto de evitar la continuacion de los males de la guerra civil entre los pueblos de una misma nacion, y deseando este gobierno dar una prueba de sus intenciones pacíficas, ha determinado proponer á Vuestra Excelencia el arbitrio de unidad y conciliacion que incluye el oficio que se sa con esta fecha al excmo. señor capitán general de esa plaza, y de que acompaña copia para instruccion de Vuestra Excelencia.

Motivo
para proponer
el arbitrio
de unidad
y conciliacion.

Baste ya de rivalidad; y sofocados los resentimientos particulares, renazca la paz y la tranquilidad entre los hermanos. Vuestra Excelencia, como padre de ese benemérito pueblo, conoce cuánto importa apagar el fuego de la discordia, para cortar sus fatales efectos, y que individuos de una misma nacion no se vean repentinamente privados de sus propiedades, y en un estado de nulidad política. Crea Vuestra Excelencia que este paso es hijo de la moderacion y de la humanidad, y que si este gobierno se halla hoy en circunstancias de proponerlo, acaso mañana no estará en su arbitrio el aceptarlo. Díguese Vuestra Excelencia volver los ojos de padre sobre tantas familias, sobre tantos vecinos beneméritos, que tal vez podrán ser

Importancia
de ese paso.

1812.

víctimas inocentes del rigor de una oposicion, y que afligidos con el peso de una situacion desventurada, culparán á sus magistrados, que despreciaron la ocasion de hacerlos felices. En las manos de Vuestra Excelencia y su poderoso influjo queda el decidir de la suerte de ese noble vecindario, y el gobierno se lisonjea de un éxito feliz sobre los sentimientos benéficos de Vuestra Excelencia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, agosto 28 de 1812.

FELIGIANO ANTONIO CHIGLANA. — JUAN MARTIN DE PUYRREDON. — BERNARDINO DE RIVADAVIA. — NICOLAS HERRERA, *secretario*.

Al excmo. cabildo de la ciudad de Montevideo.

Es copia : HERRERA.

CONTESTACION DEL CABILDO DE MONTEVIDEO.

EXCMO. SEÑOR,

Indignacion
que causaron
las proposiciones

El papel que Vuestra Excelencia ha enviado á este cabildo con fecha 28 de agosto último, junto con las copias autorizadas del oficio remitido al digno jefe superior de las Provincias Unidas del Rio de la Plata y artículos propuestos para un nuevo acomodamiento entre este y ese gobierno, en caso de unirse ambos pueblos, ha causado en los miembros de este ayuntamiento la mayor commocion de ánimos que es imaginable. La justa indignacion se apoderó de ellos, é impelidos del honor y del nuevo entusiasmo que caracteriza este valiente y generoso pueblo, declamaron unánimes contra las halagüeñas y seductoras frases con que Vuestra Excelencia pretende ahora persuadir los vehementes deseos que le asisten, para evitar los desastres y desgracias de la guerra civil, cuando ese y el anterior gobierno solo han dirigido sus deliberaciones antipolíticas por

los p
potisi
de su
cular
Excel
con i
mas e
el ven
conoc
el fue
poderi
Es y
Vuest
quier
los ind
sus bic
es evic
ante D
los inf
países,
ambos
rebelion
tos hijo
Si Vt
res de la
y obsti
nizas; e
use de a
todo su
tes de
plaza. I
tenga en
roso del
de influj
las gloria
se ha con

los principios detestables del encono, de la rivalidad y del despotismo, sacrificando víctimas inocentes á placer de su furor, de sus pasiones, y de sus intereses y engrandecimientos particulares. Son infinitos los ejemplos y los desengaños que Vuestra Excelencia ha dado al universo, para que ahora se le considere con ideas pacíficas y sereno ánimo de conciliación : de las mismas expresiones con que Vuestra Excelencia ha querido dorar el veneno de sus intempestivas é irritantes proposiciones, se conoce el sistema que abriga un gobierno que aspira á propagar el fuego devorador de la discordia, y á extender su vacilante poderío.

Es verdad que son incalculables los males de la guerra que Vuestra Excelencia ha hecho y hace á los pueblos libres que no quieren sujetarse á su capricho y criminal partido; es cierto que los individuos de una misma familia pueden verse privados de sus bienes, y en estado de una absoluta nulidad política; pero es evidente que Vuestra Excelencia es el único responsable ante Dios, los hombres y la ley, de la sangre que se vierte y de los infortunios que alligen á la humanidad de estos hermosos países, teatro de la paz y la concordia entre los Españoles de ambos mundos, hasta que apareció la hidra ponzoñosa de la rebelion mas inaudita é inhumana que han fomentado los ingratos hijos de nuestra España.

Si Vuestra Excelencia realmente pretende que cesen los rigores de la guerra civil, penétrese de la sagrada opinion que sigue, y obstinadamente seguirá este pueblo, hasta reducirse á cenizas; condúzcase con el lenguaje de la pureza y sencillez no use de artificios y amenazas, que solo sirven para conocer en todo su carácter, y para amedrentar espíritus débiles, diferentes de los fuertes que existen dentro de los muros de esta plaza. Desengáñese Vuestra Excelencia, salga de su error, y tenga entendido que este cabildo, aunque padre tierno y amoroso del benemérito vecindario que encierra Montevideo, no ha de influir, ni ha de permitir de ningun modo que se manchen las glorias que ha adquirido, las honras y preeminencias con que se ha coronado para contener los esfuerzos de la actual revolucion.

1812.

Hace responsable
de todos
los infortunios
al gobierno
de las
Provincias Unidas.

El cabildo
no permite
que se manchen
las glorias
de Montevideo.

1812.
Se invita
al gobierno
á que jure
la constitucion
española.

Si Vuestra Excelencia quiere apartar de sí la nota de pertinaz, y ponerse en la senda de conciliar la quietud y la prosperidad de estas provincias, reconozca las autoridades legítimas y soberanas de la nación, jure la constitucion política de la Monarquía, que ya está sancionada, y llame á su seno al jefe que debe regir y gobernar el reino : de otro modo excusadas son contestaciones, y reiterar propuestas insultantes al decoro de este pueblo y de la nación española, que triunfante y gloriosa, cuando Vuestra Excelencia la pinta y denuncia por exánime y agonizante, existe y existirá á pesar y despecho de sus crueles enemigos.

La constancia y fidelidad de este puebl' no tiene excedente, y esta corporacion, órgano de su decidida.. voluntad, y de los que la componen, concluye con decir á Vuestra Excelencia que lo complace de su estado, y que mira con total desprecio el tono insultante con que se ha producido.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Sala capitular de Montevideo, setiembre 4 de 1812.

CRISTÓBAL SALVAÑAG. — FRANCISCO DE LAS
CARRERAS. — CARLOS CAMUSO. — JOSÉ
MANUEL ORTEGA. — JUAN VIDAL Y BA-
TALLA. — FELIZ SÁENZ. — ANTONIO AGELLO.
— JUAN ANTONIO FERNÁNDEZ DE LA SIERRA.
— IGNACIO MUJICA. — MANUEL VICENTE
GUTIÉRREZ.

Excmo. gobierno de Buenos Aires.

Es copia : HERRERA.

QUE LOS CO

ART. 1.
el bloque

ART. 2.
España,

y contra
dos.

ART. 3.
cucion tod
ricanos, y
presentaci
diputados

ART. 4.
libre, con

ART. 5.
dores, etc.
peos.

ART. 6.
tracion en
juntamente
de los cab
tambien el

ART. 7.
representac
reconocerá
diencia y fi

(1) Véase
1812, tomo V

BASES DE CONCILIACION

QUE LOS COMISIONADOS INGLESES PROPUSIERON A LAS CORTES PARA LA PACIFICACION DE LAS COLONIAS ESPAÑOLAS (1).

ART. 1º. Cesacion de todo acto de hostilidad mútua, incluso el bloqueo entre España y la América Española.

ART. 2º. Amnistía y olvido general, de parte del gobierno de España, de todo acto hostil de los Americanos contra España y contra los Europeos españoles y sus autoridades y empleados.

ART. 3º. Que se confirmen por las cortes y se pongan en ejecucion todos los derechos declarados ántes en favor de los Americanos, y que estos tengan una completa, justa y liberal representacion en las cortes, y se elijan inmediatamente sus diputados por los pueblos de América.

ART. 4º. Que la América tenga un comercio enteramente libre, con cierto grado de preferencia á los Españoles.

ART. 5º. Que los empleos de América, de vireyes, gobernadores, etc., se confieran indistintamente á Americanos y Europeos.

ART. 6º. Que el gobierno interior de América y su administracion en todos sus ramos quede al cuidado de los cabildos, juntamente con el jefe de la provincia, y que los individuos de los cabildos sean elegidos por los pueblos, pudiendo ser tambien elegidos Europeos que estén avecindados y arraigados.

ART. 7º. Que la América, puesta ya en el ejercicio de su dicha representacion en las cortes y de todos sus demas derechos, reconocerá por su soberano á Fernando VII, y le jurará obediencia y fidelidad.

1812.

Cesacion de hostilidades.

Amnistía.

Derechos declarados en favor de los Americanos.

Comercio libre.

Empleos.

Cabildos.

Reconocimiento de Fernando VII.

(1) Véase *Correo brasiliense*, nº 51. — *El Español*, nº 23, setiembre de 1812, tomo V, fº 392. — *Historia de Méjico*, etc., per Don L. Alaman.

1812. ART. 8°. Que la América reconocerá tambien entónces la soberanía que en representacion de Fernando VII reside en las cortes, que han de ser constituidas con la representacion completa de América.
- Relaciones con la Península. ART. 9°. Que la América se obligará á mantener una mútua comunicacion seguida y la mas sincera con la Península.
- Cooperacion de la América contra la Francia. ART. 10°. Que la América se obligará tambien á unirse con los aliados de España, para obrar con el mayor esfuerzo, á fin de libertarla del poder de la Francia.
- Auxilios que dará. ART. 11°. Que la América se obligará tambien á mandar socorros liberales á la Península, para la guerra contra el enemigo comun, — la Francia.

OFICIO DE LORD STRANGFORD

AL SUPERIOR GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA.

EXCMO. SEÑOR,

De mi parte
la correspondencia
del capitán
Fleming.

Puedo distintamente, y en nombre y por orden de mi corte, desmentir en la forma mas auténtica la correspondencia del capitán Fleming del navío *Estandarte*, que fué publicada en la *Gaceta de Buenos Aires* de 3 de enero de este año, asegurando á Vuestra Excelencia que aquel oficial no tenia derecho alguno de hacer semejantes declaraciones, ni de entrar en tales materias, habiendo sido mandado únicamente para la costa oriental de este continente, para llevar á Europa los caudales que se deseasen transmitir, tanto de cuenta del gobierno, como de los particulares.

Lisonjeándome que Vuestra Excelencia sabrá apreciar la franqueza y candura que dicta esta comunicacion, aprovecho

esta op
niento
Dios
Río d

Excmo.
del P

Escri
para qu
pormen
gentes
pero de
sensibil
la ener
ejército
nos han
esta ciu
á referir
general
respeto
muchos
atencion
puede a

(1) Tou

esta oportunidad para renovar á Vuestra Excelencia mis sentimientos de la mas alta consideracion y respeto.

1812

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Río de Janéiro, setiembre 13 de 1812.

Excmo. Señor,
STRANGFORD.

Excmo. gobierno superior de las Provincias
del Río de la Plata.

PARTE QUE DA EL GENERAL BELGRANO

DE LA BATALLA DE TUCUMAN

Y DE LOS SUCESOS QUE LA PRECEDIERON (1).

EXCMO. SEÑOR,

Escribir la historia de la gloriosa accion del 24 del presente para que Vuestra Excelencia tuviese un conocimiento de sus pormenores, exige un tiempo que las muchas atenciones urgentes y de la mayor importancia no me permiten emplear; pero deseoso de no defraudarle el placer que debe llenar de sensibilidad su corazon al observar por mi sincera relacion la energía, el zelo, el valor á prueba de los individuos, del ejército y de todo el heroico paisanaje de las provincias que nos han acompañado, muy particularmente el de Jujui, Salta, esta ciudad, y Santiago del Estero, me contraigo en lo posible á referir á Vuestra Excelencia cuanto se ha ejecutado, así en general como en particular, por salvar la patria y poner en respeto sus armas, bien que previendo que se me escaparán muchos hechos, muchas singularidades, todas dignas de la atencion de Vuestra Excelencia; pero que ya mi memoria no puede abarcar.

Parte detallada
de la accion
del 24
de setiembre.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1812. Por mis partes anteriores sabe Vuestra Excelencia que el enemigo me perseguía; su número no lo había podido fijar, porque las relaciones variaban segun el modo de ver de mis espías; pero observada la resolucion de todos los individuos del ejército y de cuantos patriotas vinieron á sus banderas, de morir ó vencer, me decidí á sostener las armas, sin tener consideracion á las fuerzas que la tiranía dirigia contra nosotros, y ya el número de ellas no fijaba mi atencion, sino la direccion que traían.

Varió esta por los diferentes caminos que presenta un campo, que aunque cubierto de bosques, tiene sin embargo diversos rumbos que se dirigen á esta ciudad por donde puede viajarse fácilmente con un ejército, venciendo los obstáculos que hay, que no son de gran entidad.

Reunion
de las fuerzas.

Había preparado el campo de batalla al norte de esta ciudad, y el 23, por los partes que se me dieron, tuve allí la tropa dispuesta para recibir al enemigo, que habiendo acercado sus avanzadas hasta poco mas de un cuarto de legua de mi posicion, retrogradaron, y fueron á reunirse á Tafi Viejo con el grueso del ejército.

Noticia
sobre el enemigo.

Al dia siguiente, esperando que volviesen á tomar el camino real, me situé en el expresado campo á las dos de la mañana; pero á las 7 de ella se me avisó venia por el camino de la costa del bosque, y en efecto bajó hasta el manantial sur-oeste de esta ciudad, y se dirigió por ese rumbo al campo de las Carreras.

Orden
de ataque.

Ya me había situado en él, y conocida la marcha del enemigo puse el ejército á su frente, observando sus maniobras, y disposiciones para formarse, y ántes que pudiera verificarlo, mandé desplegar en batalla mis divisiones y que atacase la infantería á la bayoneta, y avanzase la caballería que cubria mis alas; reforzando con parte de la division de reserva del ala derecha.

Fuga
de la mayor parte
del enemigo.

Se ejecutó con el mayor denuedo, despues de unos seis ú ocho tiros de cañon, que abrieron claros en la línea enemiga, en tanto grado, que en 16 minutos del fuego mas vivo, se logró destrozar al enemigo y consecutivamente apoderarse de su artillería, municiones, bagajes, equipajes, poner en vergonzosa fuga la

mayor pa
encarniza
titud que

Con est
reserva co
garon á
enemigo,
tras yo tr
avanzar.

El enem
orillas de
y se atrevi
núm. 1º,
Vélez, seg

En estos
la vista, y
acuerdo co
nientos, e
de sangre,
que alligia
todos aque

Así fué c
caballos, y
cuya maña
mi correspo
que no se d
coronel D. .
con el ofi
Abascal D.
intervini
conferencia
orden al ma
el enemigo
que mi espí
sacrificado l

Mi espera

mayor parte, que se persiguió por la caballería con el mayor encarnizamiento, el cual no dió lugar á rehacerla con la prontitud que se requería para concluir con todo el ejército enemigo.

Con este motivo las divisiones de infantería y el cuerpo de reserva con una parte del ala izquierda de la caballería se replegaron á la ciudad, llevándose prisioneros, municiones del enemigo, cañones, 12 carretas, y otros muchos objetos, mientras yo trataba de reunir la caballería que había mandado avanzar.

El enemigo replegó parte de sus restos, y se acercó á las orillas de la ciudad con el intento de no manifestar su debilidad, y se atrevió á intimar la rendición, en los términos de la copia núm. 1.º, á que contestó mi segundo el mayor general Díaz Vélez, según la copia núm. 2.º.

En estos momentos me acerqué con la caballería á ponerme á la vista, y resolví no continuar la acción, así por ponerme de acuerdo con las fuerzas de la plaza para los ulteriores movimientos, como por evitar que continuase la horrorosa efusión de sangre, que ya presentaba el campo cubierto de cadáveres que afligía el corazón mas duro, mucho mas al observar que todos aquellos desgraciados eran nuestros hermanos alucinados.

Así fué que me retiré para dar algun descanso á la tropa y caballos, y el enemigo quedó en su posición hasta el día 25, en cuya mañana habiendo vuelto á sus inmediaciones, teniendo mi correspondencia libre con la plaza, y siguiendo mi idea de que no se derramase mas sangre americana, dispuse mandar al coronel D. José Mólde, segundo teniente de patriotas decididos, con el oficio núm. 3.º para el mayor general del ejército de Abascal D. Pio Tristan, quien me contestó con el núm. 4.º; é interviniendo alguna idea de que podría acercarse á tener una conferencia conmigo, suspendí todo movimiento hostil, y di órden al mayor general para que no se atacase, á ménos de que el enemigo no lo hiciera; porque confieso á Vuestra Excelencia que mi espíritu estaba afligido con tanto Americano como había sacrificado la tiranía por sostener las cadenas de la esclavitud.

Mi esperanza salió vana, y despues de anochecer fuí con la

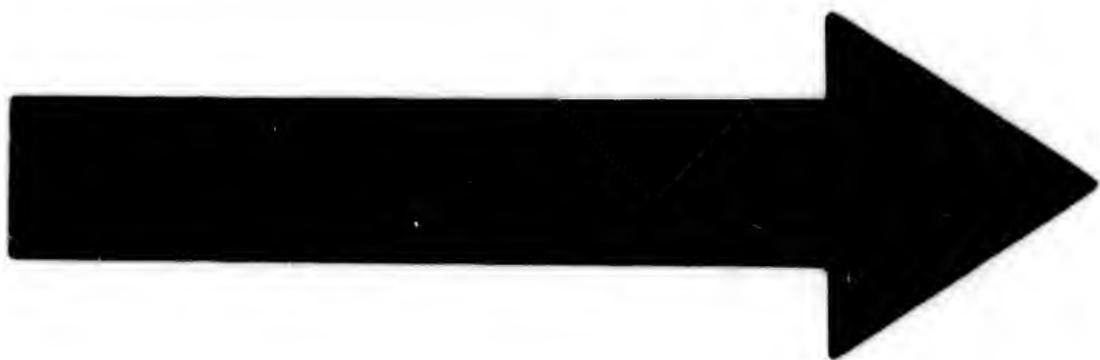
1812.

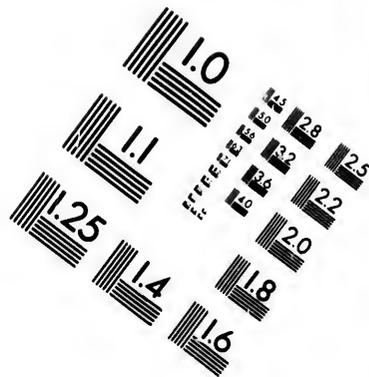
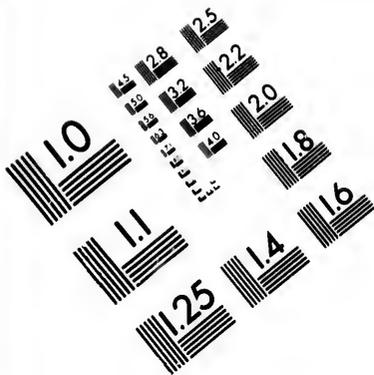
Prisioneros.

Intimacion de rendicion por el enemigo.

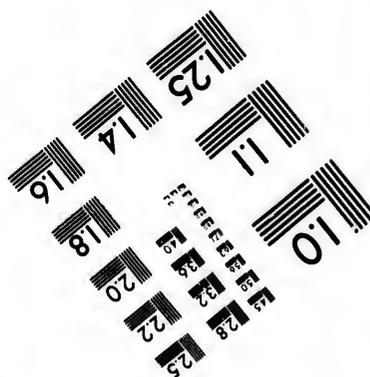
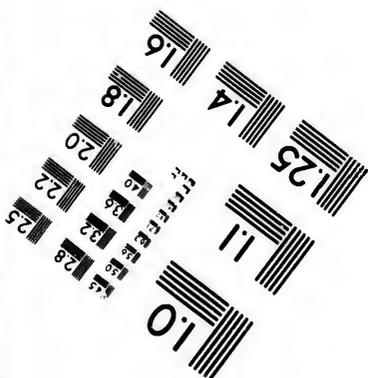
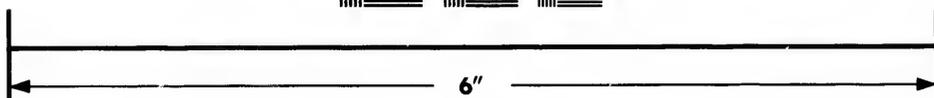
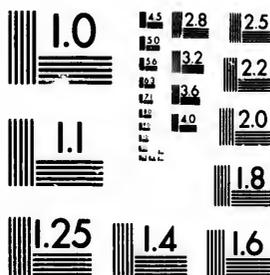
Suspension de la acción.

Preliminares para una conferencia.





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

1.5
2.0
2.5
3.0
3.6
4.5
5.6
7.1
9.0
11.2
14.0
18.0
22.5
28

1.5
2.0
2.5
3.0
3.6
4.5
5.6
7.1
9.0
11.2
14.0
18.0
22.5
28

1812.

No tuvieron
efecto.

caballería al manantial para lograr algun descanso ; pero ya con la determinacion de esperar alguna insinuacion del jefe enemigo hasta las 10 de la mañana siguiente, ó en caso contrario finalizar la accion por los medios de la guerra, y librarnos de los trabajos y fatigas que sufríamos.

Fuga del enemigo.

Pero el jefe enemigo prefirió á toda amigable proposicion, á todo medio de conciliacion, que acaso habria concluido la guerra civil en que la tiranía nos tiene envueltos, el huir vergonzosamente, llevándose los tristes restos de su ejército que va perseguido por una division que he puesto al mando del mayor general, y que diariamente hace prisioneros, y obliga al abandono de cuanto les ha quedado, y es de presumir que se disuelva enteramente, segun lo amedrentada que va la tropa, y de que me hallo con positivas noticias.

Botin.

Los estados adjuntos núm. 5, 6, 7 y núm. 8 dan á Vuestra Excelencia un conocimiento exacto de cuanto se les ha tomado, de sus muertos, heridos y prisioneros, sin traer á consideracion lo mucho que han pillado algunos de la tropa y paisanaje, y durante la persecucion del enemigo cayó bajo sus manos ; y asimismo los muertos, heridos y dispersos que ha tenido el ejército de mi mando.

Fuerzas respectivas.

La fuerza del enemigo era de 3,000 hombres de toda arma, con 13 piezas de artillería de á 4, 2 y 1, mientras la del ejército que le oponia no llegaba á 4,600 hombres *con cuatro piezas de á 6*, entre los cuales apenas se cuentan 300 viejos soldados ; pero animados hasta el mas nuevo recluta, y el paisano que habia venido de su hogar á la camorra, como ellos dicen, de un espíritu patriótico, y de un fuego tan vivo para vencer, que no es dable á mi pluma poderlo pintar, para que se conozca en todo su lleno : solo puedo compararlos á los defensores de Buenos Aires, y reconquistadores de Montevideo, Maldonado, y la Colonia en 1807.

Heroicidades
del ejército
de Belgrano.

Por esta comparacion vendrá Vuestra Excelencia en conocimiento de las heroicidades que se habrán ejecutado hasta por nuestros tambores y por los paisanos que nunca se habian hallado en acciones de guerra, y ni aun tenian idea del silbido

de las
debe a
los ree
de la C
dineros
cluirlos
los hor
la patri
Quisi
recorda
dable,
de pasa
obtenge
Los l
Santiag
esta ciu
esfuerzo
que Tuc
cho, y
de Dios
El ór
mando
compon
Juan Sa
D. Anto
del sub
los tiro
D. José
La im
de mi
jento m
dores en
varría,
ayudant
mayor
nes, pri

de las balas : son muchos los hechos particulares; pero lo que debe admirar es el órden, la subordinacion y el entusiasmo de los reclutas de infantería de la Quebrada del Volcan, de Jujuí, de la Quebrada de Toro y de Salta, que pisaban los efectos y dineros de los enemigos, sin atenderlos por perseguirlos y concluirlos : jóvenes todos, que por primera vez experimentaban los horrores de la guerra, pero que su deseo de la libertad de la patria se les hacía mirar con fria indiferencia.

Quisiera estampar sus nombres para que la posteridad los recordase con la veneracion que es debida; mas esto no es dable, y me contentaré con que en la lista de revista que han de pasar, queden con la nota honrosa que merecen para que obtengan en su tiempo las atenciones de la patria.

Los hijos de Jujuí y Salta que nos han acompañado, los de Santiago del Estero y los Tucumanos, que desde mi llegada á esta ciudad me dieron las demostraciones mas positivas de sus esfuerzos y empeño de libertar la patria, comprometiéndose á que Tucuman fuese el sepulcro de la tiranía, han merecido mucho, y no hallo cómo elogiarlos : á todos parecia que la mano de Dios los dirigia para llenar sus justos deseos.

El órden del ejército fué el siguiente : la artillería volante al mando del baron de Olenberg, y las cuatro piezas de que se componia al del capitan D. Francisco Villanueva, teniente D. Juan Santa María, teniente D. Juan Pedro Luna, y teniente D. Antonio Giles : las municiones en dos carretillas al cargo del subteniente D. José Velázquez : todos cumplieron su deber, los tiros que hicieron fueron acertados : sirvió de ayudante D. José María Paz.

La infantería formaba tres columnas : la primera al mando de mi ayudante D. Carlos Forest, capitan del número 1, sargento mayor interino del número 6, y comandante de cazadores en tres secciones, al mando del capitan D. Ramon Echevarría, del primer teniente de cazadores del número 1º mi ayudante D. Jeronimo Helguera, y D. Bias Rójas, ayudante mayor del número 6; la segunda al mando de D. Ignacio Warnes, primer comandante del número 6, y sus secciones al de

1812.

Órden
del ejército.
La artillería.

La infantería.

1812.

los capitanes D. Manuel Rafael Rusi, D. José María Sempool y D. Melchor Tellería; la tercera al mando de D. José Superi, comandante de pardos, y sus secciones al de los tenientes D. Ramon Manriño, D. Bartolomé Ribadera, y capitán D. Antonio Visnara : en esta columna estaba de comandante de guerrillas el subteniente graduado de teniente D. Tadeo Lerdo.

La caballería.

La division de caballería que formaba el ala derecha al mando del teniente coronel D. Juan Ramon Balcarce, y sus secciones al del capitán de húsares D. Cornelio Zelaya, del sarjento mayor de Tariza D. Pedro Antonio Flóres, y teniente de voluntarios D. Rudesindo Alvarado : la division del ala izquierda al mando del teniente coronel graduado comandante interino de húsares D. José Bernáldes, y sus secciones del capitán D. Francisco Paula Castellános, y al de los capitanes de milicias D. Fermín y D. Nicolas Vaca.

El cuerpo de reserva.

El cuerpo de reserva al mando del teniente coronel D. Manuel Dorrego, y sus secciones al del capitán D. Estéban Figueroa, teniente D. Miguel Sagarnaga, y el capitán D. Manuel Inocencio Pesoa : la division de caballería de ala al mando de D. Diego González Balcarce, sarjento mayor y comandante interino de dragones, y sus secciones al de los capitanes D. Antonio Rodríguez, D. Domingo Arévalo y teniente D. Rufino Valle.

El comandante de la plaza.

La plaza la dejó al mando del comandante de artillería D. Benito Martínez con el subteniente de artillería D. Juan Zebállos, seis piezas, un piquete de infantería y parte de mi compañía de patriotas decididos, compuesta de los de Cochabamba y Chayanta que formaban mi escolta á las órdenes del teniente coronel D. Manuel Muñoz y Terrázas : dicha compañía la tuve dividida en los cuerpos de húsares y dragones, destinando los hijos del Tucuman á los primeros, y los de Salta y Jujuí á los últimos : su comportamiento y esfuerzos por el mejor servicio correspondieron á todas nuestras esperanzas, y la patria se complacerá siempre con hijos tan beneméritos que todo lo abandonaron, sujetándose á la vida mas estricta del soldado por salvarla.

Ya o
el últi
se han
comen
me ha
ánimo
teniente
D. Dán
ayudan
teniente
Son t
toda su
Dorrego
niciones
mismo
Araoz, c
de las P
brado.

Me se
mas ind
valor de
que he
para hac
lo exigie
Dios g
Tuc

Exemo. s
del Rio

Ya dije á Vuestra Excelencia en mi parte del 26 que desde el último individuo del ejército hasta el de mayor graduacion se han comportado con el mayor honor y valor ; pero debo recomendar muy particularmente al coronel D. José Módles, que me ha acompañado en todo, me ha ayudado y manifestado un ánimo heroico, y el deseo de salvar la patria ; á mi edecan el teniente coronel D. Francisco Pico, y ayudantes el capitán D. Dámaso Bilbao, y teniente D. Manuel de la Vaquera, á los ayudantes del mayor general capitán D. Eustoquio Módles y teniente D. Alejandro Heredia.

Son tambien de un mérito distinguido D. Carlos Forest con toda su division de cazadores que tomó 3 cañones, D. Manuel Dorrego con su division de reserva que tomó el resto y las municiones, y entre ambas la mayor parte de los bagajes : asimismo lo es el comandante segundo del número 6 D. Miguel Araoz, que sin embargo de hallarse todavía herido de la accion de las Piedras, ha trabajado con empeño y su valor acostumbrado.

Me sería preciso nombrar á todos los jefes y oficiales y demas individuos del ejército, que han manifestado su honor y valor decidido, si hubiese de complacerme á mí mismo por lo que he visto, por lo que se me ha informado, pero lo dejaré para hacerlo por separado en las ocasiones que los interesados lo exigieren para su satisfaccion.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Tucuman, 29 de setiembre de 1812.

Excmo. Señor,

MANUEL BELGRANO.

Excmo. superior gobierno de las Provincias Unidas
del Rio de la Plata.

1812.

Conducta
valerosa
del ejército.

Recomendaciones.

OFICIO DEL MAYOR GENERAL TRISTAN.

1812.
Intimacion
de rendicion.

Paso á hacer presente al comandante del Tucuman, ó jefe del ejército que se halla en ella, que si no se rinde á las tropas del rey en el término de 2 horas, pego fuego á la ciudad y le hago responsable de los males que resultan : si se rinden, saldrán con los honores de la guerra, y se recibirá de mí el trato de un Americano que ama á sus paisanos como á sí mismo, deseando cesen tantos horrores en que nos envuelven mal entendidos sistemas.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Arrabal del Tucuman, 24 de setiembre, á las
4 horas 20 minutos de la tarde.

Pio TRISTAN.

RESPUESTA DEL SEÑOR DÍAZ VÉLEZ.

No se accede

He recibido el oficio de Vuestra Señoría con la sorpresa que es respectiva á la intempestiva rendicion que se me intima en el término de 2 horas. Nuestras tropas vencedoras, que reunen en triunfo 354 prisioneros, 120 mujeres, 18 carretas de bueyes, todas las municiones de fusil y cañon, 8 piezas de artillería, 32 oficiales y 3 capellanes, eran acreedoras al partido mas ventajoso que proporciona al vencedor la derrota del enemigo. Si Vuestra Señoría se halla con la energía de que se lisonjea para atacar, tema en el resultado los consiguientes de unas armas vencedoras justamente irritadas. Nuestra caballería en número superior á las fuerzas de Vuestra Señoría, al mando de mi digno general en jefe el señor brigadier D. Manuel Belgrano, que corta á Vuestra Señoría toda retirada, concluirá el corto resto de los despojos que quedan á su mando ; y solo serán sus ruinas el cuadro en que se eleve el estandarte de nuestra libertad : puede

Vuestra
pueblo,
pueblos
respeto
ménos c
Dios g
Plaza d

Señor c

OFICIO

¿ Se de
sangre de
situacion
en cuyos m
se les pon
su carácter
estratos, r
van á sus
propia pat
camaradas
naturaleza

Dios gua
Alrededor

Señor ma

Vuestra Señoría incendiar como promete todas las casas del pueblo, pero esta infracción de los mas sagrados derechos de los pueblos le será á Vuestra Señoría eternamente sensible, sin respeto á todos los que hasta aquí han venerado las naciones ménos cultas.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Plaza del Tucuman, y setiembre 24 de 1812.

EUSTOQUIO ANTONIO DÍAZ VÉLEZ.

Señor coronel D. Pio Tristan.

1812.

OFICIO DEL SEÑOR GENERAL D. MANUEL BELGRANO

AL MAYOR GENERAL TRISTAN.

¿ Se deleita aun Vuestra Señoría con la dolorosa efusion de sangre de tanto desgraciado hermano nuestro, y con su actual situacion de prisioneros envueltos entre el llanto y la tristeza, en cuyos momentos confiesan su engaño y los desastres en que se les pone? Si no es así, como me lo presumo, pues conozco su carácter y honrosos sentimientos, y si no quiere ver mayores estragos, ríndase Vuestra Señoría, cese la guerra civil, y vuelvan á sus hogares para no tomar jamas las armas contra la propia patria los que van á tener igual suerte que la de sus camaradas; así sera la humanidad socorrida como se debe, y la naturaleza no gemirá ya de tantos horrores.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Alrededores del Tucuman, 23 de setiembre de 1812.

MANUEL BELGRANO.

Señor mayor general del ejército de Lima D. Pio Tristan.

Intimacion
de renlirse.

RESPUESTA DEL MAYOR GENERAL TRISTAN.

1812.
No la admito.

Si la naturaleza gime de los horrores de una guerra civil, cúlpese al gobierno que iniciándola obliga al ejército del rey por su conducta á proporcionar con las armas la verdadera paz y concordia en nuestra patria. No se engaña Vuestra Señoría cuando conociendo mi carácter y sentimientos cree me horro- rizan los estragos, persuádase Vuestra Señoría que su ejército los ha sufrido mayores que el que mando, y que los mutuos prisioneros quieren decirse engañados. Reunidos mis jefes, é impuestos del de Vuestra Señoría de hoy, han sido conmigo de unánime parecer contestarle, que el ejército del Alto Perú no admite ni admitirá nunca, miéntras exista un solo hombre, proposiciones vergonzosas y repugnantes en su situacion, que los individuos que le componen prefieren la muerte á la igno- minia; cerciorado de esto tome Vuestra Señoría el partido que guste, pues mi general en jefe y yo hemos dado repetidas pruebas de los deseos de una feliz terminacion, á la que siem- pre me hallará Vuestra Señoría dispuesto, si es de un modo decoroso y permanente.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Arrabales del Tucuman, y setiembre 25 de 1812.

PIO TRISTAN.

Señor general en jefe del ejército de Buenos Aires,
D. Manuel Belgrano.

Es copia : MANUEL JOSÉ DE LA VAQUERA.

La c
la oprin
sus her
El ad
nador i
Arenál
ejecucio
sucedid
Ve,
la causa
virtudes
America
Dios g
Tucum

Excmo. s
del Rio

Hoy, á
yugo de l
cuartel y
recaido en

OFICIO DEL SEÑOR GENERAL D. MANUEL BELGRANO

AL SUPERIOR GOBIERNO.

EXCMO. SEÑOR ,

La ciudad de Salta ha despedazado por sí misma el dogal que la oprimia, y ha hecho ver á las Provincias del Rio de la Plata, sus hermanas, que para ser libres basta querer serlo.

1812.

Valor
y patriotismo
de los Salteños.

El adjunto oficio, que en este instante he recibido de su gobernador interino el digno Español D. Juan Antonio Alvarez de Arenáles, dará á Vuestra Excelencia el conocimiento de la ejecucion y de la prudencia con que se ha dirigido, pues no ha sucedido desgracia alguna.

Veo, Señor Excmo., la mano del Todopoderoso protegiendo la causa santa de la patria, haciendo desplegar en sus hijos virtudes de la union y constancia que se apoderan de todo Americano, y la tiranía no existirá mas entre nosotros.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Tucuman, 2 de octubre de 1812.

Excmo. Señor,
MANUEL BELGRANO.

Excmo. superior gobierno de las Provincias Unidas
del Rio de la Plata.

OFICIO DEL GOBERNADOR INTERINO DE SALTA

AL SEÑOR GENERAL.

Hoy, á las 5 de la mañana, ha logrado esta ciudad sacudir el yugo de las armas que le oprimian asaltando gloriosamente el cuartel y centinelas de su guarnicion : por el órden regular ha recaido en mí provisionalmente el gobierno, y considerando que

Parte de la accion
de Salta.

1812.

puede convenir á Vuestra Señoría esta noticia, tengo el honor de participársela, y la satisfaccion de no haber sucedido desgracia alguna, cuando con las mayores véras y sinceridad me repito á sus órdenes, de quien las espero con ansia para todo ulterior procedimiento en su obsequio.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Salta, 28 de setiembre de 1812.

JUAN ANTONIO ALVAREZ DE ARENALES.

Señor brigadier general D. Manuel Belgrano.

Es copia : MANUEL JOSÉ DE LA VAQUERA.

BANDO DEL GENERAL BELGRANO

PUBLICANDO EL PARTE DE TRISTAN SOBRE LA BATALLA DE TUCUMAN, EN QUE ESTE CONDENABA Á MUERTE AL QUE PROPALASE SU DERROTA.

(Ms.) (1).

D. MANUEL BELGRANO, brigadier de los ejércitos de la patria, coronel del regimiento n° 4, y general en jefe del ejército auxiliar del interior, etc.

Consideracion preliminar.

Por cuanto hace tres dias que ha llegado á mis manos por un conducto inesperado un oficio original de D. Pio Tristan, mayor general del ejército del virey de Lima, en que con fecha 28 de setiembre último, desde el lugar de las Lagunas mas acá del Arenal, le describe al marques del Valle de Tojo, entónces gobernador de Salta, la gloriosa accion del 24 del mismo, cuyo tenor es el siguiente :

Ordene sean aprehendidos los propagadores de noticias falsas sobre la accion del 24 de setiembre.

« He llegado á saber con la mayor extrañeza que algunas » partidas cortas de mi ejército, que venian en custodia de los » equipajes, fueron cortadas por los enemigos en la memorable accion del 24, y que unidos estos dispersos con otros

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por B. MITRE.

» cobardes que faltaron á su obligacion, van esparciendo por
 » donde transitan noticias falsas, contrarias al valor de mis
 » tropas, y capaces de ocasionar en los pueblos sensaciones
 » nada favorables á la sagrada causa que con tanta gloria defen-
 » demos : en esta virtud prevengo á Vuestra Señoría que con
 » la mayor energía tome las mas activas providencias para
 » conseguir sean aprehendidos todos estos cobardes, que para
 » paliar su infame proceder divulgan noticias tan contrarias á
 » lo sucedido, poniéndolos en buena seguridad y custodia, y
 » avisándome de los que se aprehendan, para ordenar á Vues-
 » tra Señoría lo que convenga.

» Mis graves ocupaciones me han impedido poder instruir á
 » Vuestra Señoría de lo ocurrido en aquel dia, el mas glorioso
 » que han tenido las armas del rey en estos países, y para que
 » Vuestra Señoría quede inteligenciado, y todo ese fiel vecin-
 » dario satisfecho, haré solo un breve resúmen de todo : — Sobre
 » mi marcha y en el orden de batalla en que caminaba, rompió
 » el fuego el enemigo, y al momento mis valerosas tropas ata-
 » caron con tanto ardor, que en ménos de media hora, con la
 » toma de tres cañones tuve envueltos á los enemigos, que de
 » rodillas imploraban clemencia. En este crítico momento, se
 » puso en fuga, sin haber recibido un solo tiro, la cobarde
 » çaballería de Tarija, dejando un flanco abierto, por donde
 » introducida la enemiga, produjo en mis batallones algun
 » desórden, que me obligó á replegarme un trecho, perseguido
 » por los mismos que poco ántes estaban ya rendidos; pero
 » habiendo organizado otra vez mis batallones, volví al ataque,
 » que no quisieron esperar los enemigos, y los encerré á balazos
 » en las trincheras de la ciudad, tirando sobre ella, llenándola
 » de terror y espanto, sin que nadie hubiese tenido valor para
 » oponerse á las valientes tropas de mi mando. Posesionado del
 » campo de batalla, y acantonado mi ejército en las goteras de
 » la ciudad, se pasearon mis soldados dos dias por las calles
 » inmediatas á la plaza, y como llegára á entender que trataban
 » de incendiaria y entrar á degüello, habiendo ya empezado á
 » poner por obra lo primero en algunos ranchos, con el fin de

1812.

Resúmen
de lo ocurrido
en ese
memorable dia.

1812.

Retirada
sobre el Rosario.Prevencon
de que serán
ahorcados
los propagadores
de noticias falsas.

» evitar tanto estrago á esta ciudad rebelde, que aunque se hizo
 » acreedora á él tiene muchos inocentes, y por guardar cons-
 » tantemente los principios de lenidad que siempre han carac-
 » terizado á las vencedoras tropas del rey, determiné retirarme
 » sobre el Rosario, ó Pasaje, y lo voy verificando hasta el dia,
 » en que ya llevo cuatro de camino sin que me haya incomo-
 » dado ni dejado verse la menor partida de enemigos. La pér-
 » dida que estos han tenido es la mayor y mas considerable,
 » pues de solo muertos de sus mejores tropas quedaron en el
 » campo mas de seiscientos, siendo mucho mas excesivo el
 » número de heridos, prisioneros y dispersos: nuestra mayor
 » pérdida ha consistido en los dispersos que hemos tenido de
 » los reclutas, algunos prisioneros y muy pocos muertos, con
 » algunos equipajes perdidos, á los que acometió el enemigo, de
 » manera que estos triunfaron de parte de nuestros equipajes
 » indefensos, y nosotros destrozamos todos sus batallones y
 » fuerza armada. De todo lo que me ha parecido conveniente ins-
 » truir á Vuestra Señoría para que publicándolo por bando en
 » toda la jurisdiccion de su mando, se den en toda ella las mas
 » solemnes gracias al Señor de los ejércitos por las victorias que
 » nos concede en cuantas acciones se nos presentan, y para que
 » todos los fieles vasallos del rey queden cerciorados de la
 » verdad, y les sirva de satisfaccion. Como es muy factible
 » que las voces falsas que han corrido algunos nada adictos á
 » nuestra justa causa, se hayan producido contra ella de pala-
 » bra, y aun con obras, encargo á Vuestra Señoría que sin
 » pérdida de momento haga circular sus órdenes, haciendo en-
 » tender á todos sus súbditos, que cualquiera, sin distincion de
 » clase, que vierta expresiones seductivas, dé noticias falsas, ó
 » infiera el mas leve agravio á los individuos de mi ejército,
 » que pudieran andar dispersos, ó que sabiendo dónde están
 » no den parte de ellos, sin mas proceso, y justificado que sea,
 » serán ahorcados irremisiblemente, procurando Vuestra Seño-
 » ría celar sobre estos puntos con el mayor rigor, y avisándome
 » de cuanto ocurra. Es igualmente urgente y de necesidad que
 » á la mayor brevedad me remita Vuestra Señoría la compañía

» del cap
 » como p
 » muclio
 » veinte
 » de Tr
 » Salta.

Por ta
 han sido
 principal
 nadamen
 el dolo y
 men una
 con que
 gion sant
 engaño y
 rias, exa
 falsamen
 proteccion
 ricanos,
 ocasiones
 los jefes
 quese por
 los lugar
 cuarto de
 sidad de
 Cuartel

Publico

» del capitán D. Fernando Aramburu, para que sirva al ejército
 » como prácticos de los caminos. Dios guarde á Vuestra Señoría
 » muchos años. C. de las Lagunas ántes del Arenal,
 » veinte y nueve de setiembre de mil ochocientos doce. — Pio
 » de Tristan. — Señor marques de Tojo, gobernador de
 » Salta. »

1812.

Por tanto y para que todos los habitantes de este pueblo que han sido testigos oculares del resultado de aquella accion, y principalmente aquellos que hasta ahora se manifiestan obstinadamente nuestros rivales, porque no han llegado á conocer el dolo y perfidia de los enemigos de la causa de la patria, formen una idea justa é infalible de la irreligiosidad é impudencia con que aquel jefe, abusando de lo mas sagrado á nuestra religion santa, trata de alucinar á todos los pueblos y atraerlos con engaño y seduccion á la red del cautiverio, figurándoles victorias, exagerándoles el valor y número de sus tropas, ostentando falsamente religiosidad, simulando buena fe, prometiéndoles proteccion, y aparentando humanidad y amor á todos los Americanos, al mismo tiempo que por todas partes y en todas ocasiones designa la conducta de nuestro gobierno y la de todos los jefes que tenemos el honor de estar á sus órdenes, publíquese por bando á son de caja en la forma de estilo, fíjese en los lugares acostumbrados, y pásese el original por ocho dias al cuarto del oficial de mi guardia para que se satisfaga la curiosidad de cuantos deseen verlo.

Se manda publicar
 este bando.

Cuartel general del Tucuman, 15 de enero de 1813.

Firmado : M. BELGRANO.

D. TOMAS MANUEL DE ANCHORENA, *secretario*.

Publicóse por mí el mayor de campo en dicho dia, mes y año.

FRANCISCO CASTELLÁNOS.



PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1813.



PARTE HISTÓRICA (1).

- 1813.** Movimiento del ejército patriota: noticia de la victoria del Cerrito. — Asamblea general constituyente. — Belgrano y su ejército marchan para Salta: batalla de Salta. — Tristan capitula. — Se concede un armisticio á Goyeneche. — Derrota de Vilcapujio. — Responsabilidad de Belgrano. — Desastre de Ayouma. — Orden de procesar á Belgrano.

Movimiento
del ejército
patriota.

Desde el 12 de enero de 1813 comenzó á moverse el ejército patriota, y para el 11 de febrero habia pasado el rio Pasaje, en cuya márgen septentrional se detuvo su jefe, el general Belgrano.

Noticia
de la victoria
del Cerrito.

Próximo á vadear el rio Pasaje, Belgrano habia recibido noticia de la victoria del Cerrito, alcanzada por el coronel D. José Rondeau el 31 de diciembre del año anterior, al frente de los

(1) Véase la parte histórica de los años 1803 y siguientes, tomo I^o, pág. 73, 116, 145 y 272, y tomo II, pág. 5.

muros de Montevideo, sitiado á la sazón por el ejército destinado á la Banda Oriental.

1813.

El día 30 de enero, por la noche, comenzaron á reunirse, en comision preparatoria, los diputados que debían componer la asamblea. Estos pertenecían al partido demócrata ó liberal, que había obtenido un espléndido triunfo en el campo eleccionario. Á pesar de que faltaban algunos para el *quorum*, resolvieron los presentes constituirse desde luego en poder soberano, procediendo á su solemne instalacion.

Comision preparatoria de la asamblea.

Es justo mencionar algunos de los ilustres miembros de la asamblea. Entre los electos, figuraban en su seno los señores doctores D. Bernardo Monteagudo y D. Pedro José Agrelo, D. Carlos María Alvear, D. Valentin Gómez, D. Vicente López, fray Cayetano Rodríguez, el P. Perdriel, Charroarin, fray Ignacio Castro Bárros, Viéytes, Sarratea y Mólides.

Algunos de sus miembros.

Al siguiente día, la comision preparatoria se instaló solemnemente con el título de *asamblea general constituyente*, trasladándose en cuerpo á la iglesia á prestar el juramento de «promover los derechos de la causa del país, con tendencia á la felicidad comun de la América,» — nueva fórmula de la cual se suprimió estudiosamente todo lo relativo á vasallaje del rey de España. Quedó, pues, concentrada desde entónces en esta asamblea toda especie de autoridad, como lo declaró por su decreto del mismo día. Partiendo de esta base, el congreso dictó sábias medidas para organizar el país bajo un régimen liberal.

Asamblea general constituyente.

Después de haber prestado el juramento de obediencia á la soberana asamblea, el ejército de Belgrano, el día 13 de febrero, se puso en marcha ese mismo día, saliendo del norte del río Pasaje, en direccion á Salta, en donde estaba el enemigo. Los dos ejércitos se hallaban á la vista el 19.

Salida del ejército de Belgrano para Salta.

El día 20 tuvo lugar la batalla de Salta, memorable eternamente en los anales de la independencia argentina. Á tiempo que el general Belgrano organizando un asalto formal sobre la plaza, se disponía á intimar rendicion á Tristan, resolvió este pedirle una capitulacion, por juzgar inútiles todos los esfuerzos que hacía para defenderse.

Batalla de Salta.

ATA.

del Cerrito. —
ejército marchan para
de un armisticio
dad de Belgrano.
no.

erse el ejército
rio Pasaje, en
el general Bel-

ia recibido no-
oronel D. José
l frente de los

es, tomo 1º, pág.

1813.
Tristan pi
capitulacion.

El parlamentario realista, que lo fué el coronel La Hera, se presentó y dirigió su proposición á Belgrano, el cual le contestó diciendo que estaba dispuesto á otorgar á Tristan una honrosa capitulación, á cuyo efecto exigía que cesase el fuego que hacían sus fuerzas, ejecutando su ejército otro tanto. En efecto, el fuego se suspendió por ambas partes, y en la tarde se ajustaron las capitulaciones, en cuyo cumplimiento el ejército realista desocupó la plaza al día siguiente, haciendo una prolija entrega de todo al vencedor, y poniendo en sus manos, para finalizar el acto, la real insignia que simbolizaba la conquista y un vasallaje de 300 años.

Concesion
de un armisticio
á Goyeneche.

Belgrano concedió además á Goyeneche un armisticio de 40 días, con la única excepción de que el ejército realista no haría movimiento alguno, y que sería sin perjuicio de la ocupación de la provincia de Clúchas por las armas patriotas. El virey de Lima se negó á confirmar este armisticio.

Desgraciada
batalla
de Vilcapujio.

El 1° de octubre tuvo lugar una batalla en Vilcapujio, entre el ejército patriota y el realista, cuya suerte fué desfavorable al primero. En ella perdieron los patriotas todo su parque, artillería, mas de 400 fusiles, y sus mejores jefes. También quedaron en el campo como 300 cadáveres de los vencedores de Tucuman y Salta, con muchos prisioneros; salvando únicamente mil hombres, entre los reunidos en Macha y Potosí, y habiéndose dispersado todo el resto. La victoria, por parte de los Españoles, fué debida á circunstancias fortuitas: y esa victoria se escapó de los Argentinos, porque no hubo uno que la dirigiese en el momento crítico, ya fuera para ponerse á la cabeza de la persecución del centro y la derecha, ya para sostener el ala izquierda, vigorosamente atacada por las mejores tropas del enemigo. La fatalidad de perder este costado sus mejores jefes influyó mucho en la derrota, y salva en parte la responsabilidad de Belgrano.

Responsabilidad
que pesará siempre
sobre Belgrano.

Á pesar de todo esto, siempre pesará sobre Belgrano la responsabilidad de no haber aprovechado las circunstancias favorables que le brindó el enemigo, ántes de trabarse el combate; la mas seria aun, de haber dejado escapar un triunfo por no

hallarse opo
que se deci
berse puest
mas le aseg

El 14 de
Ayouma, —
armas arge
capujio, fue
grano ántes
Se le hace
faltas de su
tuna, y de
acertada pa
tado la der

El gobie
de 1813, n
el arreglo
Belgrano p

ACORDADA

SOBRE

El seño
Buenos Ai
el de la va

ART. 1°
plaza de S
ahora en l
Rio de la

hallarse oportunamente presente en ninguno de los puntos en que se decidía la suerte de la batalla; y sobre todo, la de haberse puesto en posición de no poder evitarla, cuando dos días más le aseguraban la victoria.

El 14 de noviembre tuvo lugar otra terrible batalla, — la de Ayouma, — cuyo resultado fué igualmente desfavorable á las armas argentinas. Este revés, mas severo acaso que el de Vilcapujio, fué debido en gran parte á la ciega confianza de Belgrano ántes de la batalla, y á sus errores en el curso de ella. Se le hace el cargo de no haberse sabido aprovechar de las faltas de su contrario, para atacarlo en una circunstancia oportuna, y despues, el de no haber tomado ninguna disposición acertada para neutralizar las maniobras que dieron por resultado la derrota.

El gobierno dictó un decreto, con fecha 27 de diciembre de 1813, mandando que la *comision directiva* nombrada para el arreglo de los negocios del Alto Perú, procesase al general Belgrano por las derrotas de Vilcapujio y Ayouma.

1813.

Desgraciada
batalla
de Ayouma.

Orden
de procesar
á Belgrano.

DOCUMENTOS.

CAPITULACION

ACORDADA ENTRE EL GENERAL BELGRANO Y EL CORONEL DE LA HERA, EN LA
TABLADA DE SALTA,

SOBRE LA RENDICION DEL EJÉRCITO DEL GENERAL TRISTAN.

El señor general D. Manuel Belgrano, jefe del ejército de Buenos Aires, y el coronel D. Felipe de la Hera, encargado por el de la vanguardia del Perú, han acordado lo siguiente:

Art. 1°. El ejército del Perú saldrá, mañana á las 10, de la plaza de Salta con todos los honores de la guerra, quedando ahora en la posición que ocupan las tropas de las Provincias del Rio de la Plata. Á las tres cuabras rendirá las armas, y se

Manera de efectuar
la rendicion.

1813.

entregarán con cuenta y razon, como igualmente artillería y municiones.

Juramento
de los rendidos.

ART. 2º. El general, los jefes y demas oficiales prestarán juramento de no volver á tomar las armas, y por todos los soldados del ejército, á quienes les concede el señor general Belgrano que puedan restituirse á sus casas, como las Provincias Unidas del Rio de la Plata, en las que se comprenden las de Potosí, Chárca, Cochabamba y la Paz.

Restitucion
de prisioneros.

ART. 3º. Se conviene el general Belgrano en que se le restituyan los oficiales y soldados prisioneros que hay en la plaza y territorio que se evacua, y pide que el general Tristan estimule á su general en jefe para el canjé de los prisioneros hechos en las diferentes acciones de guerra desde la del Desaguadero inclusive.

Garantias.

ART. 4º. Serán respetadas las propiedades así de los individuos del ejército como de los vecinos, y á nadie se molestará por sus opiniones políticas, en que se incluyen los oficiales, ó vecinos de cualquier otro lugar.

Caudales
públicos.

ART. 5º. Los caudales públicos quedarán en tesorería bajo cuenta y razon que deberán presentar los ministros de hacienda.

Retiro
de un cuerpo
de tropa.

ART. 6º. El cuerpo de tropa que se halla en Jujui deberá retirarse sin causar perjuicio alguno en su tránsito al interior, llevando sus armas.

ART. 7º. El general Belgrano conviene en que el general Tristan haga un expreso á su general en jefe remitiéndole copia de este tratado.

Y para su mayor validacion lo firmaron en la Tablada de Salta, á 20 de febrero de 1813.

MANUEL BELGRANO. — FELIPE DE LA HERA.

Ratificado por mí y el consejo con los demas oficiales de graduacion de teniente coronel inclusive arriba, en la noche del mismo dia 20.

PIO DE TRISTAN. — INDALECIO GONZÁLEZ DE SOGASA.
— PABLO DE ASTETE. — JOSÉ MÁRQUEZ DE LA

DE LA VICTO

Ex

El ejército
el Pasaje, y
las Provinc
esta capital
modo digno
favor del C
sentan, red

Desde a
á las 6 de
fuerza reun
del 14 con
ser sentido

El suces
llegó desfi
das del ejé
noche del
que á torr

(1) Tomad

PLATA. — MANUEL DE OCHOA. — FRANCISCO DE PAULA GONZÁLEZ. — JUAN TOMAS MOSCOSO. — BUENAVENTURA DE LA ROCA. — JOSÉ SANTOS. — FRANCISCO DE NORIEGA. — FRANCISCO CAVERO. — ANTONIO VÁRGAS.

1813.

Es copia : DR. ANCHORENA.

PARTE OFICIAL

DE LA VICTORIA OBTENIDA POR EL EJÉRCITO PATRIOTA SOBRE EL DE LIMA,
CERCA DEL VALLE DEL GALLINATO (1).

EXCMO. SEÑOR,

El ejército se propuso en el rio del Juramento, en otro tiempo el Pasaje, venir á celebrar el reconocimiento de la soberanía de las Provincias del Rio de la Plata, arrojando á los tiranos de esta capital; pues cabalmente esto es lo que ha sucedido de un modo digno de los Americanos libres, que mediante el decidido favor del Cielo, á proporcion de los obstáculos que se les presentan, redoblan su empeño para vencerlos.

Desde aquel punto escribí á Vuestra Excelencia el dia 12, y á las 6 de la tarde emprendí la marcha á la Ciénega con toda la fuerza reunida; seguí á la Cabeza del Buey, y en la mañana del 14 con motivo del parte número 1º continué á Cóbos sin ser sentido del enemigo.

El suceso de la avanzada á que se refiere el expresado parte llegó desfigurado á su noticia, y entre si era una de las partidas del ejército, ó el todo, llegué á Castañáres con aquel en la noche del 17 sin encontrar mas impedimentos que las aguas que á torrentes cayeron sobre nosotros desde Cóbos, y un re-

Propósito
del ejército.

Marcha
para la Ciénega.

Llegada al punto
de Castañáres.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1813.

tazo de camino tan pésimo que el empeño y constancia de mis bravos camaradas supo vencer, cuando los baqueanos creían imposible su tránsito : ello es que las doce piezas de artillería que he arrastrado, y cincuenta carretas, pasaron felizmente. y en la mañana del 18 todo estaba reunido en el punto de Castañáres, y aun el enemigo no lo creía.

Me habia propuesto sorprenderlo totalmente hasta entrar por las calles de la capital ; las aguas me lo impidieron, y ya fueron indispensables otros movimientos ; pues que habíamos sido descubiertos, respecto á que fué preciso dar algun descanso á la tropa, y proporcionarle que secase su ropa, limpiar sus armas, recorrer sus municiones y demas.

Situación
en el valle
de Gallinato.

Así se ejecutó, hasta que á las 11 de la mañana del 19 salí con el ejército de Castañáres, y me dirigí á su pampa aproximándome á esta, hasta situarme á las inmediaciones de Gallinato, con cuyo movimiento logré descubrir la fuerza enemiga, y las diferentes posiciones que tomó con sus guerrillas y avanzadas : en los choques con estas y aquellas, las de este ejército compuestas de los dragones se comportaron muy bien hasta desalojarla de los lugares que ocupaban por mi costado derecho, desde donde descubrian mis movimientos.

Hasta que oscureció permanecí en aquella situacion, y luego reuní en masa sobre la columna del centro las cuatro restantes de ambos costados, destinando á la custodia de las carretas los cuerpos de reserva tanto de infantería y caballería, y no quise valerme de las granadas por no perjudicar tal vez á las personas oprimidas por la tiranía, ni hacer destrezos en un pueblo que no tenia la culpa de que se abrigasen en él nuestros enemigos.

En esa noche el agua fué abundantísima, y gloria eterna á los soldados de la patria, que guardaban su arma y municiones con un cuidado grandísimo, prefiriéndolas á sí mismos, sufriendo el mojarse y estar á toda intemperie ántes que permitir se les inutilizasen los medios de ofender á los tiranos.

Órdenes dadas.

Así es que amanecieron empapados el dia 20 : mas benigno el cielo empezó á despejarse, y nos dió lugar para que las tro-

pas se s
reuní á n
jefe del a
ala izqui

Cerca
cuatro de
ron su m
que form
halládon
cion tan
sen en u

El ene
garete qu
de San B
las inne
hombres
izquierda

Mareba
cazadores
mando de
sostener
que una s
miento m
de San B
varez, y
la caballe
medio de
cambio d
é hizo hu
giarse en
heridos, y

Solo se
su frente
fin con lo
ejército y
llanueva,

pas se secáran, alistar las armas y comer; concluido esto, reuní á mi segundo el mayor general D. Eustoquio Díaz Vélez, jefe del ala derecha, y al coronel D. Martin Rodríguez, jefe del ala izquierda, y les di mis órdenes para ir al enemigo.

Cerca de las 12, formadas las columnas de ataque, llevando cuatro de ellas á su retaguardia 8 piezas de artillería, empezaron su marcha con tanta exactitud en sus distancias las cinco que formaban la línea, que cuando se les mandó desplegar, hallándonos á medio tiro del cañon de á 6, hicieron la evolucion tan perfectamente y con tanta serenidad, como si estuviesen en un ejercicio doctrinal.

El enemigo nos esperaba formado en batalla al norte del Tagarete que llaman de Tineo, y apoyaba su ala derecha al cerro de San Bernardo, habiendo avanzado por la falda de este hasta las inmediaciones de Gallinato, su guerrilla de mas de 200 hombres favorecida de la zanja ó tagarete que corre al pié, y la izquierda la sostenia con su caballería.

Marchando el ejército á él, hice adelantar dos compañías de cazadores del batallon que formaba la cabeza, y salieron al mando de su comandante D. Manuel Dorrego á las que mandé sostener con la caballería del ala derecha, y entre tanto dispuse que una seccion del cuerpo de reserva que lo formaba el regimiento núm. 1º fuese á atacar la guerrilla que estaba en la falda de San Bernardo, como lo verificó al mando de D. Silvestre Alvarez, y por este medio, y el movimiento retrógrado que hizo la caballería enemiga, avanzando toda la línea del ejército en medio del fuego mas horroroso que hacia el enemigo, hizo un cambio de frente á retaguardia, y arrolló cuanto se le presentó. é hizo huir vergonzosamente á las líneas del enemigo á refugiarse en la plaza, dejando el campo cubierto de cadáveres y heridos, y muchos ahogados en el Tagarete.

Solo se mantuvieron auxiliados del cerro, bosque, y zanja de su frente, las guerrillas y el real de Lima y Paucartambo, pero al fin con los fuegos del cuerpo de reserva y el ala izquierda del ejército y las piezas de artillería mandadas por el capitán Villanueva, que fué contuso, y el ayudante de dragones D. José

1813.

Marcha precipitada.

Formacion del enemigo.

Marcha del ejército hácia él.

Combate.

Fuga del enemigo.

1813.

María Paz, tuvieron que ceder el puesto, huir unos, y rendirse otros, y dejarnos el campo de batalla por nuestro, en términos de ser batidos por la parte norte de la plaza de que distábamos tres cuadras á lo mas, sin otro obstáculo que vencer el Tagarete, que corre por su frente.

Entrada
en la ciudad.

Entretanto el ala derecha y parte del centro con el comandante D. José Superi, dos piezas al mando del benémerito y valiente teniente de artillería Luna, en la persecucion del enemigo entró en la ciudad, y se apoderó de la iglesia y convento de la Merced; habiendo echado pié á tierra los dragones; se tomaron varias calles y las alturas hasta cuadra y media de la plaza, así con los piquetes de cazadores al mando de su sarjento mayor Echevarría, pardos número 6 al mando de su comandante Pico, y escuadron de dragones que habia en ellas al mando de D. Cornelio Zelaya como el resto de cazadores al mando de D. Manuel Dorrego y los que habia en la línea del núm. 6 al mando de D. Cárlos Forest, y dos piezas mas al mando del subteniente de artillería Rabago, á quienes envié á reforzar la Merced y puntos mas adecuados.

Parlamento.

Acosado el enemigo y temeroso de su total ruina, previno la intimacion que le iba á hacer, y me envió un parlamentario cuyo resultado lo sabe Vuestra Excelencia por el tratado que le remití con fecha del mismo 20 á la noche, á que me movió el que no se derramase mas sangre, y dar una prueba al mundo entero de los deseos de beneficencia que animan á Vuestra Excelencia y á cuantos dependamos de su sabio gobierno, y no ménos á nuestros hermanos alucinados de que solo aspiramos á su bien, y de ningun modo á su ruina y exterminio.

Duracion
del combate.

La accion duró tres horas y media, y ha sido muy sangrienta tanto en el campo como en las calles de la ciudad: los enemigos se han comportado con mucha energía y valor; pero tuvieron que ceder al ardor, fuego y entusiasmo patriótico de las tropas del ejército de mi mando, que sin desordenarse llevaba la destruccion y la muerte por do quiera que acometia. No hallo, Excmo. Señor, expresiones bastantes para elogiar á los jefes, oficiales, soldados, tambores y milicias que nos acompañó del

Tucuman
igualmente
cia urbana
lo condujo
envuelto
solo romp
montaba,
referido.

Formé
seis column
cuatro esc
la 1ª cons
mandante
el sarjento
las seccion
Manuel Ró
rilo Correa
de su com
mayor D.
D. Inocen
davia; la
niente cor
llon del ex
D. Manuel
Isuandi y
batallon d
mayor D.
D. Francis
las Fernán
batallon n
D. Benito
cio Beldor
José Laur
mando de
rino de tod
pitan D. R

Tucuman al mando de su coronel D. Bernabé Araoz; como igualmente los hijos de Salta al mando del coronel de la milicia urbana, creada por mí, D. Apolinar Figueroa, cuyo ardor lo condujo á tanta inmediacion del enemigo que se encontró envuelto con él, recibió un sablazo del general Tristan, que solo rompió su casaca; y este, á merced del buen caballo que montaba, logró escapársele, segun el mismo Tristan me lo ha referido.

Formé el ejército del modo siguiente; dividí la infantería en seis columnas, conservando la caballería en su formacion de cuatro escuadrones: cinco columnas componia la línea, á saber: la 1ª consistía en el batallon de cazadores al mando de su comandante teniente coronel D. Mar del Dorrego, y su segundo el sarjento mayor interino del mismo D. Ramon Echeverría, y las secciones al de los capitanes D. Pedro Suaristi Equino, D. Manuel Rójas, D. Juan Anderson, D. Francisco Bústos y D. Cirilo Correa; la 2ª era el batallon de pardos y morenos al mando de su comandante D. José Superi, y su segundo el sarjento mayor D. Joaquín Lemoine, y sus secciones al de los capitanes D. Inocencio Pesoa, D. Ramon Mauriño y D. Bartolomé Rivadavia; la 3ª al mando del comandante interino del núm. 6 teniente coronel D. Francisco Pico, se componia del primer batallon del expresado regimiento, y sus secciones al de los capitanes D. Manuel Rafael Ruiz, D. Melchor Tellería, D. Pedro Domingo Isnandi y D. Juan Pardo de Zela; la cuarta la formaba el segundo batallon del denominado regimiento al mando de su sarjento mayor D. Carlos Forest, y sus secciones al de los capitanes D. Francisco Antonio Zempol, D. José Antonio Pardo, D. Nicolas Fernández y D. José Manuel Gutiérrez Blanco; la 5ª era el batallon núm. 2 al mando de su comandante teniente coronel D. Benito Alvarez, y sus secciones al de los capitanes D. Patricio Beldon, D. Marcelino Lezica, D. Francisco Guillermo y D. José Laureano Villégas: el tercer escuadron de dragones al mando de su comandante D. Cornelio Zelaya, comandante interino de todo el regimiento, y las secciones, la primera al del capitán D. Rufino Valles, la 2ª y 3ª al de los tenientes D. Joa-

1813.

Detalles
sobre la formacion
del ejército.

4813.

quin Ochoa y D. José Olivéras, cubrían el ala derecha del ejército : el primer escuadron del mismo al mando del capitán D. Antonio Rodríguez, y sus secciones, la 1ª al del capitán D. Bernardo Delgado, la 2ª al del teniente D. Mariano Unzueta, y la 3ª al del alférez D. Gregorio Itamain, cubrían la ala izquierda.

La 6ª columna, que se componía del regimiento núm. 1º al mando de su teniente coronel D. Gregorio Perdríel, y su segundo el sarjento mayor D. Francisco Tollo, dividido en cuatro secciones al mando de los capitanes D. Silvestre Alvarez, D. Mariano Díaz, D. Vicente Silvá, y D. Luciano Cuenea, formaba el cuerpo de reserva de infantería, y el de caballería lo componían dos escuadrones de dragones al mando el uno del comandante y sarjento mayor interino D. Diego González Balcarce, y sus secciones al de los capitanes D. Gavino Ibáñez, D. Juan Manuel Mallan y el alférez D. Lorenzo Lugónes ; y el otro al mando del capitán D. Domingo Arévalo, y sus secciones, la 1ª al mando del teniente D. Juan Paz, la 2ª del capitán D. Alejandro Eredía, y la 3ª del alférez D. Juan José Jiménez; agregué para la acción á los escuadrones de milicias del Tucuman del mando del coronel D. Bernabé Araoz, y D. Jerónimo Zelarayan, con quienes estuvo el capitán de dragones D. José Valderrama.

Las piezas de artillería del ala derecha estuvieron al mando del teniente D. Antonio Giles; las del centro al mando del teniente D. Juan Pedro Luna, y el subteniente D. Agustín Rabago, las del ala izquierda al mando del capitán D. Francisco Villanueva; las cuatro del cuerpo de reserva al mando del comandante capitán D. Benito Martínez y D. José María Paz.

Muertos, heridos
y prisioneros.

Los estados adjuntos núm. 1º á 7 manifiestan los muertos, heridos y prisioneros del enemigo hechos en el campo de batalla que retengo, y los muertos, heridos y contusos del ejército : asimismo demuestran la artillería, armas de chispa y blancas, las municiones de aquellas, y las banderas entregadas por el enemigo en el acto de rendir las armas el día 21; advirtiéndose que en el campo de batalla se les quitaron 4 piezas, dos banderas de division, y varias cargas de municiones así de artillería como de fusil.

No p
individu
solo no
contuso
nuar en
sin igua
desde m
á la vis
que ha p
que se n
sultado

El zel
D. Enst
anticipa
mandé á
rio del J
Excelenc
después
línea has
tar su he
retirarse
no ménos

Tambie
coronel D
en la ma
he puesto
del ejérci
entrado e
sádome l
Excelenci
ha contin

Los con
den que h
que salió
Forest, D
tuso; los

No puedo asegurar á Vuestra Excelencia qué cuerpo ni qué individuo haya sobresalido mas que otro; solo diré: que á uno solo no he visto volver la cara, y que á muchos aun heridos y contusos, tanto jefes como oficiales y tropa, los he visto continuar en la accion con un empeño indecible, y con una energía sin igual: el campo limpio y despejado con un suave declive desde mi posición hasta la plaza me ha proporcionado hallarme á la vista de todo, en todos los instantes de la accion; de lo que ha pasado en las calles de la ciudad, lo sé por los partes que se me daban por los auxilios que remití, y por el feliz resultado que me presentó el demedo de los que las ocuparon.

El zelo, la vigilancia y actividad de mi 2º el mayor general D. Eustoquio Díaz Vélez en las marchas y buenas disposiciones anticipadas para la subsistencia de las tropas, desde que le mandé á tomar el mando de las divisiones que marchaban al rio del Juramento, son muy dignas de la atencion de Vuestra Excelencia, no ménos que su valor en la accion, en que, aun despues de herido, se mantuvo con toda energía, recorriendo la línea hasta que las fuerzas le faltaron, habiendo sabido ocultar su herida de la tropa, hasta que vista por mí le obligué á retirarse: le recomiendo á Vuestra Excelencia encarecidamente, no ménos que á la consideracion de nuestros conciudadanos.

Tambien debo hacer presente á Vuestra Excelencia que el coronel D. Martín Rodríguez ha desempeñado los encargos que en la marcha desde el rio del Juramento, donde se me reunió, le puse á su cuidado, y asimismo el mando del ala izquierda del ejército, habiéndose comportado en la accion con valor, y entrado en la ciudad, dado sus disposiciones acertadas, y avisádome lo oportuno; es acreedor á las atenciones de Vuestra Excelencia por su buen servicio y el zelo y actividad con que ha continuado en las comisiones que tiene á su cuidado.

Los comandantes de division, á quienes nombro segun el órden que ha tenido la formacion del ejército, D. Manuel Dorrego que salió contuso, D. José Superi, D. Francisco Pico, D. Carlos Forest, D. Benito Alvarez; D. Gregorio Perdriel, tambien contuso; los de dragones D. Cornelio Zelaya, D. Diego González

1813.

Bravura
del ejército.Recomendacion
de Díaz Vélez.El, de Don Martín
Rodríguez.El, de otros
oficiales.

1813.

Balcarce, D. Antonio Rodríguez y D. Domingo Arévalo con los respectivos oficiales de todas las divisiones, son acreedores á las consideraciones de Vuestra Excelencia por su valor y por su zelo en conservar la disciplina y subordinacion, despues de una accion tan gloriosa en que el soldado se cree autorizado para el desenfreno.

Mis ayudantes D. Ignacio Warnes, D. Francisco Castellános, D. Jerónimo Elguera, D. Manuel Vaquera, D. Manuel Toro, D. José María Lahora, D. José Mammel Vera; los oficiales de los cuerpos que estaban á mis órdenes para comunicarlas, D. Francisco Escobar de cazadores, que murió llevando una á la guerrilla de mi costado derecho, D. Manuel Morilla de pardos, D. Pedro Tórres del núm. 6, D. Luis García del núm. 2, D. Antonio Segovia del núm. 1, D. Gregorio Madrid de dragones, que salió herido en un muslo, y D. Juan Saicho de artillería, se han desempeñado muy á mi satisfaccion.

Los ayudantes del mayor general, capitanes D. Marcelino Cornejo, que salió herido, D. Hipolito Videla, el cañete del núm. 1.º D. Domingo Díaz, y D. Rudesindo Alvarado; los del jefe del ala izquierda D. Rafael Rocabado, y D. Francisco Echáuri, han servido con toda actividad y eficacia, y merecido los elogios de sus jefes y atencion mia.

No debo olvidar á los capellanes del núm. 1, Dr. D. Roque Illéscas; del núm. 2, D. Juan José Castellános; del núm. 6, D. Romualdo Gemio y D. José María Ibarburu; de pardos, D. Celedonio Molina, al de dragones, Dr. D. Gregorio Tellería, al de dragones de la milicia patriótica del Tneuman, Dr. D. Miguel Araoz, han ejercido su santo ministerio en lo mas vivo del fuego con una serenidad propia, y han sido infatigables en sus obligaciones.

Tambien merece el cirujano del núm. 1, D. Matías Ribero, mi memoria y aprecio; las circunstancias hicieron que se hallase solo en la accion, y debo manifestar á Vuestra Excelencia que no perdió un instante en proporeionar á los heridos los auxilios de su facultad, en cumplir exactamente con sus obligaciones.

No
riosa p
preven
mento
y que
asegur

Dios

Cu

Excmo.
de

CARTA

SOBR

Amig
él lo di
mento;
verdad
que vu
donde
nuestra
camino
general
veo que
habrá
perturb
Yo c

(4) To

1818.

No cesaria, Excmo. Señor, de hablar de una accion tan gloriosa para las armas de la patria, y cuyas consecuencias es fácil prever, si no temiese molestar á Vuestra Excelencia; diré solamente que el Dios de los ejércitos nos ha echado su bendicion, y que la causa justa de nuestra libertad é independencia se ha asegurado á esfuerzos de mis bravos compañeros de armas.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Salta, 27 de febrero de 1813.

Excmo. Señor,
MANUEL BELGRANO.

Excmo. supremo gobierno de las Provincias Unidas
del Rio de la Plata.

CARTA DEL GENERAL BELGRANO AL DOCTOR CHICLANA

SOBRE LA CAPITULACION DE SALTA Y OTROS PUNTOS DE INTERES.

(Ms. autógrafo.)(1).

Amigo mio: mil cosas me rodean que no me dejan escribir: él lo dije á V. mi modo de pensar acerca de guarnicion y armamento; tal vez á V. no le acomode, pero créame que es la verdad y que es el camino que debemos seguir, si no queremos que vuelvan á renovarse escenas lastimosas en el interior, donde hay mas resentidos y con mas razon que en Salta: nuestra conducta aquí es la que ha de enseñar á los de allá el camino que han de seguir; no le quisiera á V. con la idea tan general contra los Sarracenos: los aborrezco como V.; pero veo que no es posible acabar con todos, y si esto es así, ¿no habrá un medio de atraerlos, ó cuando ménos hacer que no perturben la tranquilidad pública?

Yo creo de buena fe, que no hay tanto malo como se piensa,

Confirma
el contenido
de una carta.

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general don B. MITRE.

1813. y observo que aun los que nos sirven son tildados: si hacen algo á favor, se dice ahora quieren ser patriotas; si se callan, tal vez por vergüenza, al instante salimos con que están obstinados; si rien, ¡ oh! están alegrándose de nuestras desgracias: nuestros patriotas están revestidos de pasiones, y en particular la de venganza: es preciso contenerla, y pedir á Dios que la destierre: porque, de no, esto es nunca acabar y jamas verémos la tranquilidad: si esos bribones que V. me cita hacen algo en contra de la salud de la patria, ¿ por qué no los castiga V. ? Póngales espías, examine sus pasos, y por Dios castíguese publicando los delitos. Yo aseguro que se contendrán todos con un solo ejemplar; en lugar de V., los llamaría, les daría alguna confianza de lo que puede darse. Entraría en conversaciones con ellos, los comprometería tambien; un jefe fácilmente se atrae á los vecinos; porque todos gustan hablar con él, y que les hable; si V. no presta oídos mas que á los patriotas, le llenarán la cabeza de espereos, y le acalorarán como me sucede muchas veces á mí mismo; pero luego doy lugar á la reflexion, observo las consecuencias y me detengo de hacer disparates; algunos he hecho ántes de ahora por mi lijereza de que estoy arrepentido; V. sabe cuál es mi lenguaje, y que siempre digo lo que siento: lo mismo que V. dice de él; ¡ quien pensará! ¡ quién creerá! me escribe otro por la capitulacion y que por qué no hice degollar á todos, cuando estoy viendo palpablemente los efectos benéficos de ella: rectitud, justicia, mi amigo, con el patriota y antipatriota, y una voz de V. será respetada.

¿ Cómo quiere V. meterse á publicar bando contra las mujeres? Déjelas V. que lleven el pelo como les dé la gana, haga V. poner en ridículo la moda, y verá como se la quitan: si lo tienen por distintivo de antipatriotismo, mañana se pondrán otro, y á cada momento andará V. con bandos, y al fin nada conseguirá con desdoro de su autoridad. Yo me acuerdo que siendo niño quisieron ridiculizar en Buenos Aires la moda de los moños en la cabeza, y se los pusieron á los toros, y así las mujeres los abandonaron; las mujeres muchas veces hacen y dicen por charlar con las de su sexo, tengan ó no opinion. Basta.

mi amigo

Adios!

Jujui,

Señor D.

EXTRA

CON MO

En un lo
BELGRANO,
recientes ó
cuando los
documento
para esclar
aciones de
sion direct
en el año
Ugarteche,
componian
vasio Posá
tenor del d

« Siendo
las desgrac
interiores,
Belgrano, I
mision bas
que sin pé
competente

(1) Tomado

mi amigo, tengo mucho que escribir á Buenos Aires y al Perú.
Adios, etc.

1813.

Jujui, 18 de abril de 1813.

MANUEL BELGRANO.

Señor D. Feliciano Antonio Chiclana.

EXTRACTOS DEL PROCESO FORMADO Á BELGRANO

CON MOTIVO DE LAS DERROTAS DE VILCAPUJIO Y AYOUMA (1).

(Ms. original.)

En un legajo del archivo general, que lleva por título GENERAL BELGRANO, 1814, se halla el proceso formado á Belgrano por sus recientes derrotas, pues en este año se dió principio á él, aun cuando los sucesos corresponden al anterior. El título de este documento es como sigue: Año de 1814. — *Sumaria actuada para esclarecer qué causas influyeron en el mal resultado de las acciones de Vilcapujio y Ayouma.* — Fué formada por la *comision directiva* encargada del arreglo del Alto Perú, y nombrada en el año anterior con acuerdo de la asamblea: la componia Ugarteche, Fonte y Justo José Núñez, secretario. El gobierno le componian, al mandar formar el proceso, Juan Larrea, Gervasio Posádas, Nicolas Peña, y secretario Manuel Moreno. El tenor del decreto es como sigue, copiado del original.

Sobre el sumario
formado
á Belgrano.

« Siendo sumamente importante el averiguar los motivos de las desgracias sucedidas al ejército destinado á las provincias interiores, en sus dos últimas acciones al mando del general Belgrano, ha venido el gobierno en dar á Vuestra Señoría la comision bastante, como se confiere por la presente orden, para que sin pérdida de tiempo proceda á realizar la averiguacion competente sobre las referidas desgracias, analizando por todos

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general don B. MITRE.

1813.

medios la conducta de los jefes que dirigieron las referidas acciones, qué disposiciones tomaron para conseguir su buen éxito, con qué probabilidad las emprendieron, cuál fué su conducta, y qué causas hayan influido en su mal resultado, dando cuenta Vuestra Señoría inmediatamente de todo.

» Buenos Aires, diciembre 27 de 1813.

» JUAN LARREA. — GERVASIO POSÁDAS. — NICOLAS R. PEÑA.

» MANUEL MORENO, *secretario*.

» A la comision destinada á las provincias interiores. »

Análisis de la sumaria.

Día
en que comienza
el sumario

Declaracion
de Don José María
Lorenzo.

La comision empieza á actuar en Tucuman, en 12 de enero de 1814, pidiendo informe á Díaz Vélez y Perdriel, y ordenando se tomen declaraciones á los oficiales que se hallan presentes.

Al fº 1º vuelto, empieza la declaracion del capitán *D. José María Lorenzo*.

Al fº 2: « Que las disposiciones que vió tomar en Potosí » hasta la salida de las tropas, fueron la de un continuado » ejercicio militar por mañana y tarde: la de salir las divisiones » en órden, habiéndolo ejecutado la primera el 5 de setiembre, » y sucesivamente las demas, con intermedios de dos á tres » días, hasta el lugar que llaman Lagunillas, donde se reunió » y de allí marchó á la pampa de Vilcapujio. »

Al fº 2 vuelto: « Que la fuerza efectiva era segun su cálculo » de 3,500 hombres de las tres armas, en consecuencia de la » escandalosa desercion de cerca de 800 hombres (?) que tuvieron » en Potosí, ántes de la salida del ejército. Que solo 2,000 era » tropa vieja con que se podía contar, y los otros 1,500 reclutas. » que á pesar de ser bien instruidos, no se habian hallado en » accion alguna. Que la infantería y artillería estaba muy bien » dotada en armamento y municiones, pero que la caballería » estaba muy mal montada, por cuyo motivo no pudo operar » como debia. »

Al fº
» era la
Al fº
» del g
» señal
» durar
Al fº
» del n
» nº 8º
» reven
Al fº
» se m
» carga
» como
» desor
» que s
» seccie
» neta,
» carga
Al fº
» de lo
» reple
» parte
Al fº
» dond
» vario
» garon
» camp
» sed.
» diero
» grup
Al fº
» 1,000
» que v
» De P
» 200

Al nº 3, preguntado sobre la opinion del ejército, dijo: « Que » era la mayor confianza en la victoria. »

Al nº 4: « La señal de alarma era un cañonazo en la tienda » del general. El 1º de octubre, de 5 y media á 6, se hizo la » señal replegándose las avanzadas, que habian sido reforzadas » durante la noche, y el enemigo bajaba en desfilada. »

Al nº 4 se dice: « Solo quedó el cuerpo de reserva compuesto » del nº 1º, á veinte y cinco pasos de distancia á retaguardia del » nº 8º. Rompió el fuego la artillería con sus granadas, 8 no » reventaron. »

Al nº 4 vuelto: « En este estado (envuelta el ala izquierda) » se mandó desplegar el cuerpo de reserva, y estando á la » carga con los enemigos, trató de refugiarse á él el nº 8, y » como le faltasen los jefes, se mantuvieron en un peloton » desordenado delante de la línea del de reserva, y por mucho » que se quiso oblicuar á la izquierda, solo pudo ejecutarlo la » seccion que mandaba el que declara, que cargando á la bayo- » neta, al poco tuvo que desistir de ello, pues los enemigos » cargaban por ver la dispersion del 9. »

Al nº 5: « En esta situacion se observó una llamada general » de los demas cuerpos del costado derecho, y trataron de » replegarse hácia ellos, que ya se hallaban en el cerro la mayor » parte. »

Al nº 5 vuelto: « Que se replegó al cerro de la derecha, » donde encontró al general con alguna tropa y oficiales de » varios cuerpos, que serian como 300 hombres, con lo cual car- » garon tres veces á paso de ataque, para volver á recuperar el » campo de batalla: pero estaba fatigada la tropa y muerta de » sed. Que estuvieron hasta las tres de la tarde, en que empren- » dieron retirada á Macha, y en el camino encontraron varios » grupos. »

Al nº 6 vuelto: « Que en Macha se reunirian como 800 á » 1,000 veteranos de Chuquisaca (mandados por Ortiz Ocampo) » que vinieron caballos y municiones y seis piezas de á uno. » De Polen vino Díaz Vélez con los otros veteranos; del Valle » 200 reclutas, y Zelaya con los Cochabambinos. »

1813.

El ejército
opinaba
por la victoria.

Orden
para que desplegasen
el cuerpo
de reserva.

Llamada general
de los demas
cuerpos.

referidas
su buen
el fué su
resultado.

NICOLAS

enero de
ordenando
esentes.
n D. José

en Potosí
continuado
divisiones
setiembre.
los á tres
se reunió

su cálculo
ancia de la
e tuvieron
2,000 era
reclutas.
hallado en
muy bien
caballería
do operar

1813.

Al f.º 7: « La tropa bien mantenida de viveres y se le dió » una buena cuenta — *la artillería era de lo mas malo*, por pe- » queña y por su mal estado : — la caballería, por el contrario, » lo mejor que se habia visto. »

Al f.º 7 vuelto, calcula « que la pérdida del enemigo fué de » 900 entre muertos y heridos (lo que es exagerado). »

Al f.º 8: « Que se avanzó á Ayouma para impedir que lo » tomase el enemigo. »

Se avistó
el enemigo.

Al f.º 8 empieza lo relativo á Ayouma: « El 14 por la ma- » ñana, se avistó el enemigo á distancia de 6 á 7 cuabras *al* » *frente*, luego formó su línea *al flanco derecho de los patriotas*, » que tomó la *altura de ese costado*, y rompió el fuego por espa- » cio de *una hora*, sin que pudiese ser ofendido por el inferior » calibre de nuestra artillería. »

Al f.º 8 vuelto: « Que la línea patriota avanzó en algui » desórden á causa del terreno con zanjas y escalinatas. El » ala izquierda patriota, compuesta del 1.º y 5.º, arrolló al ene- » migo y tomó su artillería; todo lo demas fué derrotado por » la tropa de los cerros, y por la metralla enemiga que operaba. »

Al f.º 8 vuelto: « Que bajaron y cortaron nuestra línea, » que se puso en fuga. »

Al f.º 9 vuelto: « Que á la señal de la bandera del general » (presenciada ya la derrota), se le reunieron como 150 hom- » bres con armas, con los que llegó á Potosí. »

Causa
de la pérdida
de Vilcapujio.

Al f.º 9: « Que la intencion de Belgrano era internarse en » Potosí. Segun él, la causa de la pérdida de Vilcapujio fué no » haber sido apoyada la izquierda, y haberse tocado llamada, » cuyo origen no se sabe; y en la Ayouma, la superioridad de » la artillería enemiga, la altura ventajosa que ocuparon, no » haberse aprovechado el momento en que desfilaba su ejército » para operar, y el mal terreno que impidió obrar á la caba- » llería, ademas de no ocupar las alturas que eran la llave del » campo. »

Declaracion
del capitán
José Cerezo.

Declaracion del capitán *José Cerezo*, al f.º 9 vuelto empieza.

Al f.º 10: « Que la fuerza nuestra en Vilcapujio sería como » 3,500 hombres (en lo que está conforme con Lorenzo), lo

» mismo qu
» llería esta
» ella fusil
» que todos

Al f.º 11
» línea de l
» campaña,
» *la izquier*

» cuya oper
» su frente,

Al f.º 12 :
» enemigo l
» cerro de C
» una llama

» quién lo n
» y una div
» jefes á m
» cargó tard

Al f.º 12
» señaló tre
» en Macha

dados, 9,40
» ántes de

Al f.º 12
» una de un
» desconten

fusil y lan
» de línea.

» migo en C
» 800 homb

» nada Belgr
Al f.º 14 vu

» de Macha

Al f.º 15 :
» fué reserva

» solo se ob

» mismo que en todo lo demas conforme, incluso que la caballería estaba mal montada, añadiendo que unos llevaban en ella fusiles y otros machetes, sables, carabinas, etc.; pero que todos contaban con la victoria. »

1813

Al 1º 11 vuelto : « Que mandaron (los jefes) desplegar en línea de batalla todo el ejército, al frente de las tiendas de campaña, y despues ordenaron que la línea toda desfilase *por la izquierda, porque la del enemigo iba tomando la derecha*, cuya operacion se practicó para poder tomar el paso y salir á su frente, como se verificó. »

Despliegue en batalla.

Al 1º 12 : « Triunfante el centro y la derecha, tomando al enemigo la artillería de su izquierda, que fugaron hasta el cerro de Condo, cuyas faldas ocupaban, en cuyo caso se tocó una llamada, sin que hasta el presente se sepa fijamente quién lo mandó tocar. Entónces cargó el ala derecha enemiga y una division de caballería (Castro), y le faltaron los dos jefes á nuestra ala izquierda (Beldon y Alvarez), que el nº 4 cargó tarde, porque no tuvo orden para hacerlo á tiempo. »

Toque de llamada.

Al 1º 12 vuelto : « Que Belgrano despues de la derrota señaló tres puntos de reunion, Macha, Llocalla y Potosi. Que en Macha se reunian como 1,700 veteranos, como 900 *decidos*, 9,400 Indios con macanas al mando de Cárdenas. Que ántes de Ayouma tendria el ejército como 3,000 hombres. »

Al 1º 12 vuelto : « Que se le dieron dos breves cuentas, la una de *un peso* y la otra de cuatro pesos, lo que los tenia descontentos. La caballería (dice) bien montada y armada con *fusil y lanza*, pero poco instruida, á excepcion del regimiento de línea. Despues de Vilcapujio, calcula la pérdida del enemigo en 600 entre muertos y heridos. Que despues recibió 800 hombres de refuerzo, sacando guarniciones. Que no hizo nada Belgrano para dividir las fuerzas enemigas. »

Al 1º 14 vuelto : « Que se miró con descontento el movimiento de Macha á Ayouma. »

Al 1º 15 : « La conducta del general ántes y durante la accion fué reservarse á sí la facultad de dar órdenes, mandando que solo se observasen las suyas, y prohibiendo á los otros jefes

Conducta de Belgrano ántes y despues de la accion.

1813. » el dar ninguna, añadiendo á pena de la vida, que ningun
» soldado se atreviese á quitarla á los enemigos rendidos, y
» señalando por punto de reunion la bandera donde él se ha-
» llase. »

Al f.º 15 vuelto: « Que la causa de la pérdida de las acciones
» es la ninguna pericia del general, *su despótico modo de tratar*
» *oficiales y tropas*, á su imprudencia en no calcular sobre el
» número del enemigo, á no querer tomar consejo de nadie,
» que razonaba todo por sí, etc. »

Declaracion del sarjento mayor D. Benito Martínez que em-
pieza al f.º 16: « Que ántes de Vilcapujio habia seguridad en la
victoria. »

Al f.º 16 vuelto: « Que camparon en línea, á la falda de un
» gran cerro, que cubria la retaguardia, apoyadas las alas á
» otros cerros en los costados, y resguardados los frentes de
» cada regimiento con su respectiva vanguardia, á mas de las
» avanzadas de caballería y costado. »

Formacion
de columnas
de ataque.

Al f.º 17: « Que al cañonazo de alarma inmediatamente se
» formaron por los regimientos columnas de ataque, y cam-
» biando de direccion por la izquierda salieron á presentar la
» batalla al enemigo en otro cambio de direccion *por la derecha*,
» por cuyo flanco de nuestro campamento bajó aquel en línea. »

Al f.º 17 vuelto: « Que cuando empezaron á destrozarse el
» centro y la izquierda enemiga, *vino de la izquierda el general*
» *animando á la tropa*, á que se contestó con; *Viva la patria!* »
y despues de estar conteste en las demas con las otras decla-
raciones, añade: « Hasta que se tocó llamada *por orden del*
» *sarjento mayor* de cazadores, entónces jefe de division D. Ra-
» mon de Echeverría, no obstante las recomendaciones que el
» capitan del mismo, entónces sarjento mayor interino D. José
» Antonio Cano, y el que declara le hicieron en circunstancias
» que el mismo declarante traía en las ancas de su caballo al
» referido Cano por cansado. »

Al f.º 18: « Que una parte de la tropa se sentó cansada y
» dispersa, y al reunirla observaron que *el ala izquierda destro-*
» *zada* se habia replegado al gran cerro. »

Al f.º 19,
» Que en lo
» salvadas p
» y Potosí.
mente las

los que con

Al f.º 19,
1.500 hombr

Al f.º 20

» observó f

» que en la

» que Belgr

Al f.º 20:

á hacer fosc

guerra. La p

de los dos

su vez al n

nada de est

á 500 enem

pié se apo

nuestra lin

bajase y t

zando por la

sobre la iz

resultando

rada, tomá

Declaraci

f.º 21 vuelt

guntas.

Al f.º 23

» que com

» ejemplo

Al f.º 24:

» pujio y r

» ir á Ayu

Informe

Al f.º 19, calcula en 1,000 los veteranos reunidos en Macha.
 « Que en los primeros dias no habia mas municiones que las » salvadas por cada soldado, y despues vinieron de Cochabamba » y Potosí. » En los ejércitos *mandaba el ex-general* personalmente *las evoluciones*, y serian como 3,000 de todas armas los que componian el ejército.

Al f.º 19, calcula la pérdida del enemigo en Vilcapujio en 1,500 hombres (!!), y despues cree no tuvo refuerzo.

Al f.º 20, al marchar para Ayouma, dice : « Que nunca » observó falta de ánimo ni de disposicion para otra accion; » que en la junta de guerra se oponian los jefes á la accion, y » que Belgrano dijo respondia con su cabeza. »

Al f.º 20 : « Que en Potosí (despues de Ayouma), se empezaron á hacer fosos al rededor de la Moneda, y que hubo junta de guerra. La pérdida de Vilcapujio la atribuyen (dice) á la muerte de los dos jefes del n.º 8, que envolvió al regimiento y á su vez al número 4, que venia en su auxilio porque no vió nada de esto. Que por el que respecta á Ayouma, el que 400 á 500 enemigos se posesionaron de la altura de un cerro, á cuyo pié se apoyaba *la derecha patriota y flanqueándola* obligó á nuestra línea á cargar al enemigo, de que resultó que este bajase y tomase nuestra retaguardia con un vivo fuego, forzando por la maniobra del flanqueo al regimiento n.º 6 á cargarse sobre la izquierda, á que lo obligaban los Pardos y Morenos; resultando un claro que facilitó al enemigo el cortarles la retirada, tomándoles muchos prisioneros. »

Declaracion del capitán D. Mariano Díaz, que empieza al f.º 21 vuelto : Contesta como los demas en las primeras preguntas.

Al f.º 23 : « Que el n.º 4 formaba á retaguardia del n.º 8, » que componia la izquierda : que esta se envolvió y con su » ejemplo arrastró á la reserva, que venia en su auxilio. »

Al f.º 24 : « Que la caballería estaba mal montada en Vilcapujio y regular en Ayouma; que la tropa estaba animosa para » ir á Ayouma. »

Informe de D. Gregorio Ignacio Perdriel de fecha 12 de

1813.

Cálculo
aproximado
de los veteranos
reunidos
en Macha.

Pérdida
del enemigo
en Vilcapujio.

A lo que
se atribuye
la pérdida
de Vilcapujio.

Declaracion
del capitán
D. Mariano Díaz.

1813. enero de 1814. Perdríel mandaba el n.º 4.º de reserva, y por consecuencia su declaracion es importante por lo que respecta á Vilcapujio.
- Informe de D Gregorio Ignacio Perdríel. « Que el 27 de setiembre entró el ejército patriota en la pampa de Vilcapujio y formó sobre el rio que corre norte á sud dando frente al oeste.
- Entrada del ejército en la pampa de Vilcapujio. » El 28, se trasladó á la falda del cerro, á su retaguardia.
- Orden de marchar columnas paralelas en masa. » En esta formacion (*columnas paralelas en masa*) mandó el general marchasen las columnas por el flanco izquierdo, y movida toda la masa, observando las distancias correspondientes, hizo alto á poco rato el regimiento de mi mando, y siguió el todo hasta formar el costado izquierdo en distancia de 40 á 50 pasos á mi vanguardia.....
- Orden de avanzar la reserva. » En este estado (herido Alvarez y muerto Baldon) me ordenó el mayor general avanzase, oblicuando, con el cuerpo de reserva, que hasta entónces sufría los fuegos enemigos á pié firme, en auxilio del costado izquierdo. Lo hice con la celeridad que el caso exigia, mas á muy poca distancia me ví precisado á suspender mis fuegos por no concluir con el n.º 8, que los hacía en retirada desordenada. El enemigo aprovechó francamente los suyos, y sus efectos causaron la total dispersion del costado izquierdo, quien por no tener un jefe que lo dirigiese, cargó en fuga precipitada sobre el cuerpo de reserva, y lo confundió en su ruina. Que la mayor parte del 4.º y 8.º eran reclutas.....
- Funesto resultado de la pérdida de la artillería. » La dispersion y el terror que infundió en la tropa la pérdida de toda nuestra artillería fué tan excesivo, que todo empeño en su reunion fué infructuoso.
- Incorporacion del mayor general. » El 6 de noviembre (en Macha) se incorporó el mayor general con 500 soldados del ejército. (Se habian venido 400 reclutas del Valle Grande — buenos jinetes.) El 7 el coronel Zelaya con 400 Cochabambinos de lanza, todo como 3,400 hombres. sin contar los naturales de Chayanta, cobardes, armados de garrotes.....
- Era general el concepto de que. » En este estado, era en el concepto de algunos jefes moralmente imposible el feliz resultado de ella (*la batalla*), y por

» consigu
 » del cap
 » sobre r
 » decisiva
 » directa
 » efecto c
 Dice qu
 la provin
 asaltar es
 pasar á la
 las tropas
 esta idea a
 pos. y « r
 » de dar
 trastorno
 En cuanto
 vias, los r
 puestas, y
 mente, y c
 por atacar.
 efecto á Or
 tan larga
 » materia
 » solo resp
 » que esta
 la marcha
 migo; baj
 escabroso,
 » ria. » —
 allí su artil
 gió al flanc
 posicion y
 Orden d
 N.º 6. —
 N.º 1.º. —
 Reserva

« consiguiente de opinion contraria, mas como era pública la
 » del capitán general, y tambien la oposicion al mayor general
 » sobre retirarse con toda la fuerza á Potosí, y evitar una accion
 » decisiva, no hubo uno de estos que se atreviese á manifestarle
 » directamente al jefe, temiendo de que se atribuyese á un
 » efecto de cobardía (voz general en tales casos). »

Dice que propuso á Díaz Vélez evitar la accion, tomando por la provincia de Chayanta, dirigirse á las Pampas de Oruro, asaltar esta villa, tomar los depósitos y guarnicion, en seguida pasar á la Paz y demas puntos, entretener al enemigo, movilizar las tropas y apoyar los movimientos de la costa. Que propuesta esta idea á Belgrano, convocó junta de guerra de jefes de cuerpos, y « manifestó las ventajas que en su concepto resultaban » de dar la accion, » por las débiles fuerzas del enemigo, y trastorno de la retirada, ademas de la seguridad de la victoria. En cuanto al plan de Perdriel, le opuso la dificultad de las lluvias, los malos caminos, la tropa descalza, las armas descompuestas, y el no tener tiendas de campaña. Se discutió largamente, y despues de varios debates en que unos se decidieron por atacar, y *la mayor parte por retirarse á Potosí, ó en su defecto á Oruro, temiendo en vista lo exhausto de la nacion por tan larga guerra, en caso de una desgracia.* « Se concluyó la » materia con la contestacion del general : *que su cabeza era » solo responsable á la nacion del buen ó mal éxito de la accion » que estaba resuelto á presentar.* » En la noche se emprendió la marcha para Ayouma. En la mañana del 14 se avistó al enemigo; bajó al campo en bastante desórden por un desfiladero escabroso, « *que no le permitia, ni aun traer montada su artillería.* » — Formó sus batallones al abrigo de un cerrito, montó allí su artillería, formó su ejército, traslomó el cerrito, se dirigió al flanco derecho de los patriotas, y sin oposicion tomó una posicion ventajosa (*la altura*) por nuestra derecha.

Orden de los patriotas, segun Perdriel :

Nº 6. — Al centro.

Nº 1º. — Costado izquierdo.

Reserva : Escolta de infantería y caballería.

1813.

se penleria
la batall.

Propuso
á Diaz Vélez
evitar la accion.

Orden
de los patriotas.

1813.

Reserva : Compañía de piqueros de infantería.
Caballería de línea, á la derecha de la línea.
- Lanceros de Cochabamba, á la izquierda.

Posiciones
que tomó
el enemigo.

El enemigo tomó (á nuestra derecha) las alturas del cerro por donde pasa *el camino de Macha á Ayouma*, y se aproximó á toque de marcha, hasta distancia competente en que un pliegue del terreno ocultaba mucha parte de su línea. « Rompió el fuego de artillería, que sufrió nuestro ejército *por mas de media hora sin disparar con fusil*, hasta que los que habian ocupado el cerro elevado hicieron una descarga de fusilería, oblicua á nuestro costado derecho. En este acto hizo nuestro general señal de avance, y lo efectuó con el mayor denuedo nuestra línea, aunque no con orden, por no permitirlo la desigualdad del terreno. »

El costado izquierdo llegó á las manos, y conseguí doblar al enemigo : el centro y la izquierda se vieron entre dos fuegos, y fueron rotos ántes de hacer uso de la bayoneta.

Informe
de Díaz Vélez.

Informe de Díaz Vélez, que empieza en la foja 32 y acaba en la foja 38, de abril de 1814.

Juicio sa reflexion.

« Nada es mas difícil que establecer apreciaciones, efectos ciertos y determinadas causas que en la varia combinacion de los sucesos de la guerra se han debido muchas veces á unos mismos principios, la derrota y la victoria. En tanta oscuridad é incertidumbre sirve de pretexto á la confianza imprudente para emprender, sin mas medida ni otra regla que la de encomendar á la fortuna ciega la obra de la prevision, de la energía y del esfuerzo.

La optica
á la conducta
de Belgrano.

« Yo atribuyo en grande este principio á la inmadura determinacion del Sr. capitán general, que lo era entónces del ejército auxiliar D. Manuel Belgrano, de aventurar una accion decisiva que diera un día mas de gloria á nuestra patria. « Agrega que la calidad de la tropa era mala, el armamento, etc., que dos tercios eran reclutas, algunos de un mes y dos (*el tercio*) faltaban fusiles, y cabalgaduras, para *el civico* regimiento de Campo.

Que 200 hombres de caballería iban á pié desde Jocala.

» Muchos
» misma
» se repa
» llamas.
» Que e
» Form
» á Condo
» en la fal
» Á las
» Form
» Luego
» ral mare
» el cuerpo
» del nº 8,
» Atacó
» rompien
» calada, a
» deshecha
» Mas fa
» nuestra i
» nº 1º), q
» como lo
» y muerto
» reemplaz
» emprend
» su desór
» El terre
» cortado n
» Me situé
» donde se
» pasar ad
» Que cons
Macha. De
en Yocala
habiéndose
Lo hizo ret
2º p.

» Muchos arrieros desaparecieron ántes de las 9 leguas, y en la
 » misma distancia desertaron como 100 soldados. Los Indios
 » se repartieron á lomo los bagajes, y otros se llevaron en
 » llamas.

» Que el 27 de setiembre llegó el ejército á Vilcapujio.

» Formó el campamento de *sur á norte*, presentando el frente
 » á Condo-Condo: allí permaneció el 27 y 28, y el 29 se situó
 » en la falda del cerro inmediato (1º 34).

» Á las 6 de la mañana se avistó el enemigo (1º 34).

» Formaron los patriotas columnas en masa, paralelas.

» Luego, á vista de la direccion del enemigo, mandó el gene-
 » ral marchar las columnas por el flanco izquierdo, *quedando*
 » el cuerpo de reserva á distancia de *sesenta pasos* á retaguardia
 » del nº 8, que componia el costado izquierdo (1º 34).

» Atacó el ejército español, y Belgrano desplegó á su frente,
 » rompiendo fuego la artillería, avanzando la línea á bayoneta
 » calada, arrollando el centro y la izquierda española, que huyó
 » deshecha, hasta los correos del frente (Condo).

» *Mas fuerte el enemigo en su derecha*, logró ventajas sobre
 » nuestra izquierda; que entónces él ordenó á la reserva (al
 » nº 1º), que cargase por la diagonal, en proteccion del nº 8;
 » como lo verificó. Pero herido gravemente Alvarez (D. Benito)
 » y muerto el mayor Beldon, y otros dos capitanes que les
 » reemplazaron, oida una llamada general en nuestra línea,
 » emprendió una retirada precipitada el nº 8º, envolviendo en
 » su desórden al nº 1º.

» El terror se apoderó del corazon de los reclutas, y quedando
 » cortado nuestro campo, se dispersaron en distintos rumbos....

» Me sitné con los que me obedecieron en un cerro inmediato,
 » donde se apersonó el general, que me impartió la órden de
 » pasar adelante al propio objeto (reunir). »

Que consignó la reunion de 400 hombres, con que llegó á
 Macha. De allí se trasladó á Potosí el 4 de octubre, y encontró
 en Yocalla al coronel Araoz con 500 hombres que habia reunido,
 habiéndosele desertado como 300 por el terror de la derrota.
 Lo hizo retirar luego, sabiendo que Olañeda venia á cortarlo,

1813.

Fuerza
que iba á pié.

Llegada
á Vilcapujio.

Órden de marchar.

Rómpeo el fuego.

Órden
de que cargase
la reserva.

Terror y dispersion
de los reclutas.

Fuerza
con que llegó
el general
á la Macha.

1818.

y se le incorporó en Potosí con 240 hombres. En Potosí logró reunir como 800.

Orden de dejar
una guarnición
en Potosí.

Le ordenó el general Belgrano (*después de Vilcapujio, hallándose Díaz Vélez en Potosí*) dejase 250 hombres de guarnición en Potosí, y con el resto fuese á Macha, adonde llegó con 500 soldados. Allí encontró como 3,000 hombres escasos, contando con los 400 Cochabambinos de Zelaya, y otros tantos del Valle, que formaban un cuerpo nuevo, denominado *escorta del general*, de infantería y caballería al mando del teniente coronel Azebey.

Junta de guerra.

Después de la propuesta de Perdriel, pidió al general reuniese junta de guerra. Oída la propuesta de Díaz Vélez, la junta opinó en mayoría que era mas conveniente la retirada á Potosí. « El general cerró la sesión diciendo que su cabeza respondía á la nación de los resultados.

Avistase al enemigo.

» Se avistó el 14 (el enemigo), bajó al campo sin guardar formación por lo escabroso de un desfiladero, llevando desmontada su artillería. Formó sus batallones al pié de un morro, *por cuya cima* vino en marcha con su artillería montada, tomando libremente una posición ventajosa.

Desplegue
de las fuerzas
de Belgrano
en columna.

» El campo nuestro desplegó sus columnas; formaba su línea de batalla :

» Cazadores y pardos derecha.

» N° 6. centro.

» N° 4. izquierda.

» La artillería se colocó en los morros que habia entre el n° 6, n° 4 y la línea de cazadores.

» La reserva las 5 compañías y dichas: 3 de infantería con fusiles y lanzas (piqueros) y dos de caballería montados en mulas, con lanzas.

Toma
de las alturas
del cerro
por el enemigo.

» Entretanto el enemigo nos tomó las alturas del cerro, nos cortó la retirada de Macha, y se aproximó con el ejército formando su línea. Rompió su fuego de artillería, y el nuestro sufrió mas de 400 tiros á bala rasa, sin que pudiese usar de sus piezas, porque no alcanzaban. Se descargó del cerro sobre nuestra derecha.—Ataque general—en desorden los farrucos. Unos llegaron y vencieron la izquierda nuestra; los

Ataque general.

» otros
» cargó
» comp
» Zelay
» Zamu
» litaron
como 40
La co
que no
resulta
poner c
« Ocurr
» con el
» la reo
» perjui
(Aqui

MEMOR

Habié
cia desde
Buenos A
hecho, —
tubre de
presenta
del Rio c
Esa es
acreditad
de 13 de

» otros ántes de llegar estuvieron entre dos fuegos. El enemigo
 » cargó sobre el 4° (que habia vencido), y fué nuestra derrota
 » completa. Gracias á la bizarría de los coroneles D. Cornelio
 » Zelaya, D. Diego Balcarce, y teniente coronel D. Máximo
 » Zamudio, que con los repetidos avances de su caballería faci-
 » litaron la retirada de los dispersos. » Que llegaron á Potosi
 como 400, con los cuales se retiraron á Jujuí.

1813.

La comision directiva, con fecha 23 de febrero de 1814, dice
 que no activó mucho el sumario por la desmoralizacion que
 resultaba de procesar á un general en el mando, haciendo de-
 poner contra él á sus subalternos, que tal vez se retraerian.
 « Ocurrió ademas (dice) haberse significado el brigadier Belgrano
 » con el general San Martin, que siendo tan precisa y urgente
 » la reorganizacion del ejército, que debian retardarla, con
 » perjuicio de la causa. »

Causa
 que impidió
 á la junta directiva
 activar
 el sumario

(Aquí concluye la sumaria.)

MEMORIA PRESENTADA AL CONGRESO DEL PARAGUAY

POR EL D^r D. NICOLAS DE HERRERA,

Comisionado del gobierno de Buenos Aires.

Habiéndose colocado el Paraguay en estado de independen-
 cia desde el primer momento de su revolucion, el gobierno de
 Buenos Aires hizo en 1813 una tentativa para modificar aquel
 hecho, — que ya habia reconocido por el tratado de 12 de oc-
 tubre de 1814, — induciéndole á nombrar diputados que le re-
 presentasen en el congreso general de las Provincias Unidas
 del Rio de la Plata.

Pasos inútiles
 para
 la reincorporacion
 del Paraguay
 al antiguo vireinato.

Esa espinosa mision fué confiada al Dr. D. Nicolas Herrera,
 acreditado cerca del gobierno del Paraguay por carta credencial
 de 13 de marzo de 1813.

1813.

Sus instrucciones le prevenian que — « en caso que, contra » los deseos, se negase aquella junta á remitir diputados á la » asamblea, podria adoptarse el pensamiento de decidirla á que » al ménos enviase un diputado *cerca del gobierno.* »

Ambas proposiciones fueron perentorias y sucesivamente rechazadas, á pesar de la habilísima conducta del negociador.

El Dr. Herrera tuvo que retirarse del Paraguay, *temiendo por su propia vida*, segun lo comunicó oficialmente al gobierno de Buenos Aires.— Tal era la universal reprobacion con que era recibida por los Paraguayos la idea de reincorporarlos á las otras provincias del antiguo vireinato !

La Memoria que publicamos fué presentada al congreso del Paraguay, entónces reunido, por el Dr. Herrera ; y nos complace en considerarla como documento de la capacidad política y diplomática de aquel compatriota nuestro (1).

REFLEXIONES POLÍTICAS.

Question sobre la conveniencia de enviar del Paraguay representantes á la asamblea general.

¿ Conviene á la provincia del Paraguay enviar sus representantes á la asamblea G. C. ? Hé aquí una cuestion importante y digna de la meditacion de los Paraguayos ilustrados que aman la felicidad de su precioso país. Es notorio que el gobierno de Buenos Aires ha convocado una asamblea ó congreso general de todos los pueblos de las Provincias del Rio de la Plata, y que el S. P. E. ha enviado á la del Paraguay un ministro autorizado, solicitando su concurso á esta corporacion augusta ; pero no todos están en el conocimiento de los motivos de necesidad y utilidad pública que han dictado esta sabia medida. Sobre esta consideracion y sin otras miras que las del bien y felicidad de

(1) Tomado de la *Biblioteca del Comercio del Plata*, por D. ANDRÉS LÁMAS. Montevideo.

la patria, he resuelto escribir estas reflexiones, para que en un negocio de tanta trascendencia no ocupe el error el lugar que corresponde á la verdad y la justicia.

Cuando una nacion sacude el yugo ignominioso de la esclavitud, siempre es un pueblo el que da la alarma y algunas almas fuertes las primeras que corren en medio de los riesgos á buscar la muerte ó la libertad. Si la fortuna se muestra adversa, el martirio de los héroes que dieron el primer paso á la salvacion de su patria, deja un ejemplo digno de imitacion á la virtud de su gloriosa descendencia. Si se presenta favorable, auxilian la empresa todos los hombres libres. En estos instantes de confusion y riesgo, solo se atiende á la necesidad del momento, y las autoridades que se nombran para dirigir el proyecto y remover los obstáculos que vigorosamente opone la tiranía, solo revisten el carácter de provisorias hasta tanto que, vencidos los peligros, pueden los pueblos unirse y dictar pacíficamente su constitucion y sus leyes.

Este es el orden de los sucesos que ofrece la historia de las naciones, y el que se ha visto suceder en nuestra feliz revolucion.

Buenos Aires dió el primer paso á la independencia del sud: la Providencia protegió visiblemente sus justas miras. Fueron depuestas las autoridades de una nacion extraña que habia dejado de existir, y se eligió un gobierno provisional, que, destruyendo los esfuerzos de algunos hombres que á costa de nuestra libertad intentaban eternizar un mando que habia caducado, acelerase el momento en que los pueblos pudieran reunirse por medio de sus representantes para formar una constitucion sabia, dictar las leyes convenientes á la seguridad y prosperidad del Estado, y fijar por estos medios su independencia civil y política.

Al cabo de cerca de tres años de fatigas y vicisitudes, se consiguió al fin con el auxilio de todos los pueblos disipar la única fuerza enemiga que llamaba los cuidados de la patria, quedando reducidos los tiranos despues de las gloriosas jornadas de San Lorenzo, Tucuman, Montevideo y Salta á la dura

1813.

Reflexiones
históricas.Buenos Aires
inició
la independencia
sud-americana.

Primer triunfo.

1813.

alternativa de rendirse ó perecer en el recinto de sus débiles atrincheramientos.

Primeros pasos
para constituir
el país.
Convocatoria
de una asamblea.

En estas circunstancias, libre ya la patria de enemigos capaces de imponerle, y con un ejército poderoso y triunfante, nadie podia dudar que era llegado el caso de constituir el país, y sacarlo del estado vacilante de una administracion precaria, en que ni los pueblos tienen leyes para gobernarse, ni los gobiernos una regla fija que ponga límites á su poder. Á este fin el pueblo de Buenos Aires, fiel á sus principios, mandó convocar una asamblea general de los representantes de los pueblos, como se habia prometido en los momentos primeros de la revolucion, dictando su gobierno para las elecciones de diputados una forma provisional hasta que la constitucion acuerde las solemnidades de estos actos para lo venidero.

Invitacion
al Paraguay
en este sentido,
por medio
de un enviado.

Como la provincia del Paraguay se ha mantenido independiente y con un gobierno provisorio hasta la reunion del congreso general, se consideró de justicia convidarla á tomar una parte en la soberanía de las Provincias Unidas, y en la constitucion que fijará la suerte de esta porcion feliz de la América del Sud. Al efecto se le envió un ministro que le informase del espíritu de esta medida, y de la necesidad de adoptarla, para participar en igualdad de las ventajas del sistema.

Parece desde luego indisputable la utilidad que debe proporcionar al Paraguay su incorporacion en la soberanía nacional; pero como no es fácil reducir las verdades políticas á una demostracion matemática, y por otra parte ha enseñado la experiencia que la energía de las pasiones suele á veces insinuarse aun contra principios evidentes, no será fuera de propósito tratar el asunto con toda la extension que demanda su gravedad é importancia.

Impotencia
de las Provincias
del Plata
para existir
separadamente.

Que ninguna de las Provincias del Rio de la Plata puede ni se halla en estado de existir por sí sola y formar un imperio, es una de aquellas verdades que no pueden desconocerse de buena fe. Sin poblacion, sin artes, sin industria, sin ilustracion, ó es necesario vivir errantes como las naciones nómades, ó renunciar á una independencia que no puede sostenerse. Si los hon-

bres se ap
mas; si h
prospera,
faltan con
extraccion
límitrofe a
mercado p
es necesar
soldado; p
buciones.
fuera de t
estado de
quió á la
hasta la e

Supong
incorpora
recursos,
luta. Exar
y pesand
de utilida
separacion

Es con
guay con
Estado :
miga. En
contingen
riqueza p
porque l
ademas c
tencion d
interior
ciones d
de sus re
calidad d
nacion e
deracion

bres se aplican á la guerra en un país naciente, faltan las armas; si hay armas, faltan hombres para la agricultura; si esta prospera, falta el comercio interior, porque no hay cambios, y faltan consumidores. Si se adopta el comercio exterior, no hay extraccion de frutos, porque los derechos que exige la nacion limitrofe arrancan la preferencia que aquellos debieran tener en mercado público. Si se han de guardar los límites territoriales, es necesario tener ejércitos: no hay ejércitos si no se paga al soldado; y si se paga, es necesario arruinar al país con contribuciones. Por cualquier aspecto que se mire la proposicion, es fuera de toda duda que ninguna provincia por sí sola se halla en estado de ser una nacion independiente. Permitaseme, en obsequio á la claridad que tanto interesa, un ejemplo que convence hasta la evidencia.

Supongamos que la provincia del Paraguay se negase á la incorporacion en el Estado general, y que, fiada en sus propios recursos, quisiera existir por sí sola en una independencia absoluta. Examinemos qué sería en este caso su situacion venidera, y pesando las ventajas y los inconvenientes hallarémos la razon de utilidad ó perjuicio que debe reportar de su incorporacion ó separacion del sistema.

Es consiguiente que en esta suposicion debia quedar el Paraguay con respecto á las demas Provincias Unidas en un solo Estado: ó como nacion aliada, ó como neutral, ó como enemiga. En el primer caso, tendria que obligarse á prestar un contingente de tropas ó de dinero proporcional á su poblacion y riqueza para subvenir á los gastos de la guerra de la libertad; porque lo demas no pasaria de una alianza nominal. Tendria ademas que sostener los gastos de su administracion y manutencion de las tropas necesarias para consultar la tranquilidad interior y seguridad exterior del Estado. Todas estas erogaciones debian recaer sobre la provincia sola. ¿Y los ingresos de sus rentas bastarian á cubrir tan enormes atenciones?... La calidad de aliada no la excluiria tampoco del concepto de una nacion extranjera: y de aquí es que, aun cuando por consideracion á los contingentes que sufragase se le acordará alguna

1813.

Ejemplo
para demostrarlo.

Demostracion
respecto
al Paraguay,
bajo
tres supuestos.
Primero,
como nacion
aliada.

1813.

rebaja de derechos en la introduccion de sus frutos, siempre sería relativamente á los que paga el extranjero, sin quedar por eso al nivel de lo que contribuye el comercio interior de provincia á provincia. Y si hoy que el Paraguay goza de todas las consideraciones de provincia unida, no podrian tal vez todas sus rentas sufragar aquellos gastos, ¿ cómo podria ejecutarlo cuando el aumento de derechos arrancase la utilidad que debia prometerse el cultivador, ó disminuyese proporcionalmente el consumo? ¿ Y si el gobierno de las Provincias Unidas, con el objeto de fomentar el cultivo del tabaco en sus pueblos, prohibiese la introduccion del que produce el Paraguay?... Es verdad que á proporcion cargaria la provincia sus derechos sobre lo que se introduce de Buenos Aires, pero como el valor de lo que extrae el Paraguay es mas de un duplo mayor que el de los retornos, siempre vendria á recaer el perjuicio sobre esta provincia. Fuera de que, si se grava la internacion de los efectos de Buenos Aires, subirá aquí el precio de las mercaderías, porque el comerciante carga siempre sobre el género que vende el valor de los derechos que contribuye. De consiguiente será menor el consumo, menor la introduccion y menor el producto de los derechos y de las rentas de la provincia. Y en estas circunstancias disminuido el comercio y paralizada la industria, ¿ podria el Paraguay desempeñar los deberes de la alianza y conservar su rango de nacion independiente?

Segundo,
como nacion
neutral.

En el segundo caso de la neutralidad, sería consiguiente considerar á la provincia al nivel de las demas potencias extranjeras en todas sus relaciones políticas y comerciales. El tabaco pagaria entónces seis pesos de derechos en arroba, como se exige al tabaco del Brasil. La yerba contribuiria con un treinta y tres por ciento que pagan los géneros extranjeros; y las maderas sufragarian el derecho que se regula á las que introducen las demas naciones. ¿ Y podria entónces el Paraguay concurrir en el mercado con el tabaco negro y habano que introduce el extranjero? ¿ No se disminuiria considerablemente el consumo de su yerba? ¿ No estaria en el órden de las probabilidades que, en igualdad de precios, se acostum-

brasen las
por un pri
cio de algu
del Paragu
para mante
nistracion
límites ter
podria la
nacion sin
indigencia
fértil de la
comercio
suncion p

El terce
en los int
vincias Un
Pero si la
¿ podria e
pueblos? ¿
los inmen
duradera?
Y aunque
sufrir los
su parte l
vincia pue

Pero yo
misma to
en cualqu
su situaci
á un pode
poderoso.
de ellos b
y vacilan
Paraguay
naciones
Paraguay

brasen las Provincias Unidas á preferir el té? Y si el gobierno, por un principio de política, decretaba la prohibicion del comercio de alguno de estos ramos, ¿cuál sería entónces la situacion del Paraguay? ¿Qué recursos le quedaban al infeliz labrador para mantener su familia y contribuir á los gastos de la administracion pública, y de una fuerza armada que guardase los límites territoriales é hiciese respetar la neutralidad? ¿Cómo podria la provincia en este conflicto sostener el carácter de nacion sin reducir á todos sus habitantes á los horrores de la indigencia, y convertir en un erial espantoso el territorio mas fértil de la América del Sud? Todo país á quien se obstruye su comercio viene al fin á recibir la ley, ó á morir de una concusion política.

El tercer caso lo considero muy remoto. No está ciertamente en los intereses del Paraguay declararse enemigo de las Provincias Unidas, con quienes tiene exclusivamente su comercio. Pero si la ceguedad llegase hasta el punto de un rompimiento, ¿podria esta provincia resistir las fuerzas unidas de tantos pueblos? ¿Tiene acaso las armas, la artillería, los generales y los inmensos recursos que se necesitan para sostener una guerra duradera? Y si quedaba vencida, ¿qué suerte podia prometerse? Y aunque consiguiera repeler la invasion, ¿dejaría por eso de sufrir los males funestos que aquella produce aun teniendo de su parte la victoria? ¿Cuánto tiempo pasaria ántes que la provincia pudiera repararse de un año solo de hostilidades!

Pero yo quiero suponer que la provincia encontrára en sí misma todos los recursos para desempeñarse por algun tiempo en cualquiera de los casos propuestos, siempre sería incierta su situacion venidera: porque ó las Provincias Unidas sucumben á un poder extranjero, ó se forman en Estado independiente y poderoso. No hay medio entre estos extremos, y en cualquiera de ellos basta una ojeada reflexiva para conocer cuán expuesta y vacilante sería en todos tiempos la existencia política del Paraguay. Los pequeños Estados nunca están bien al lado de naciones poderosas, y muchos años habrian de pasar ántes que el Paraguay pudiera elevarse al nivel del Brasil ó de la nueva nacion

1813.

Tercero,
como nacion
enemiga.

Alternativa forzosa.

1813.

de las Provincias Unidas. Pero si estas doblan la cerviz á la antigua metrópoli, ó á un extranjero, que á la sombra de nuestras divisiones emprenda la conquista, claro está que el Paraguay no podria resistir á la fuerza á que hubiesen sucumbido las demas Provincias Unidas.

Verdadera
situacion
de las Provincias
del Plata.

Es preciso que no nos preocupemos en un negocio de tanta trascendencia. Las Provincias del Rio de la Plata se hallan en el caso que en otro tiempo varios pueblos de la Europa y América. Quiero decir, en la necesidad de ser esclavas por otros tres siglos, ó de unirse estrechamente para ser libres, prestarse mutuamente todos sus auxilios para resistir cualquiera invasion extranjera, y establecer una autoridad soberana para que dirija la union y constituya el país sobre las bases de una perfecta igualdad civil. De otro modo, es del todo imposible subsistir por mucho tiempo sin una constitucion fija, sin leyes, y sin autoridad suprema, cuyos decretos sirvan de guia á la conducta de los pueblos y de los magistrados. La division seria el resultado de esta situacion vacilante y precaria; y debilitados todos en la desunion, á la vuelta de algun tiempo vendrian á ser la presa de un conquistador, ó el patrimonio exclusivo de algun ambicioso astuto y feliz. Sentados estos principios, creo que sin mucha dificultad pueden demostrarse las siguientes proposiciones.

Demostracion
de unas
proposiciones.

PRIMERA. « El envío de diputados á la A. G. C. está fundado » en principios de notoria justicia. » Del mismo modo que el pueblo de Buenos Aires se comprometió á convocar una asamblea general de todas las provincias luego que lo permitiesen las circunstancias, se obligó la provincia del Paraguay á enviar su representante á aquel congreso, y entrar en una sociedad comun con todos los pueblos del Rio de la Plata. Una estipulacion tan solemne ya se ve que produce una obligacion de justicia. ¿ Qué no se hubiera dicho de Buenos Aires, si despues de las últimas victorias del Perú, que hicieron desaparecer todos los riesgos de bulto, hubiese intentado perpetuarse en su gobierno provisorio, desentendiéndose de convocar el congreso prometido? Cuando ménos habríamos creído que la libertad

pública cor-
rencia que l
de sus pacto
sus represen

Por otra
bienes de la
rehusar su
asegurarle a
tenido dura
gozando sin
industria, ¿
risueño, se
Estado, ren
dencia de la
provincia en
derable par

SEGUNDA.

» convenie
» grande in
ciones sost
fuerza física
se forma de
respectabilid
sus ejército
fuerza física
de todas la
valor á nue
migos? Co
de la Plata
dencia, reg
atreve con
¿ Pensarán
subyugarn
¿ fiarian á
publicado
sobre nues

pública corria un inminente riesgo. ¿Y se miraria con indiferencia que la provincia del Paraguay, rompiendo la solemnidad de sus pactos, se negase en las mismas circunstancias á enviar sus representantes á la asamblea?

Por otra parte, si la provincia del Paraguay participa de los bienes de la libertad, ¿sobre qué principio de justicia podrá rehusar su concurso á la consolidacion del sistema que debe asegurarle aquellas mismas ventajas? Si el Paraguay se ha sostenido durante los peligros en una situacion puramente pasiva, gozando sin embargo de las conveniencias de su comercio é industria, ¿será justo que cuando todo presenta un horizonte risueño, se niegue tambien á tomar parte en los negocios del Estado, renunciando la gloria de haber contribuido á la independencia de la América del Sud? ¿Qué es lo que va á perder la provincia en adquirir por medio de la incorporacion una considerable parte en la soberanía nacional?

SEGUNDA. « El envío de diputados á la asamblea general es » conveniente á la causa pública de todas las provincias, y de » grande importancia á la consolidacion del sistema. » Las naciones sostienen su independencia politica, no solo por la fuerza física, sino tambien por la fuerza moral. El concepto que se forma de una nacion le da regularmente mayor grado de respetabilidad exterior que las consideraciones que se tienen á sus ejércitos. El envío de diputados no aumenta, es verdad, la fuerza física del Estado, pero ¿quién duda que la representacion de todas las provincias en un congreso general debe dar otro valor á nuestra opinion hasta en el concepto de nuestros enemigos? Constituidos en un cuerpo todos los pueblos del Rio de la Plata, empeñados en sostener á toda costa su independencia, regidos por una autoridad soberana, ¿quién es el que se atreve con pequeños recursos á intentar nuestra conquista? ¿Pensarán entónces las cortes de Cádiz enviar mil hombres para subyugarnos? Los Españoles que aborrecen nuestra causa ¿farian á estos recursos el logro de sus esperanzas? ¿No han publicado mil veces en sus periódicos que apoyan sus triunfos sobre nuestras divisiones? ¿Qué esperamos pues para hacernos

1813.

Conveniencia
de enviar
diputados
á la asamblea.

1813. respetables en la unidad? ¿ó queremos que se repitan en nuestro suelo las trágicas escenas de Quito y Carácas? Mas si las provincias encuentran en la incorporacion del Paraguay un auxilio moral para concluir la grande obra de la independencía, ¿ con qué justicia podrá negarlo cuando en ello no se perjudican sus intereses?

Ese envío
conviene mas
al Paraguay
que á las demas
provincias.

TERCERA. « El envío de diputados á la asamblea general es » mas útil á la provincia del Paraguay que á todas las demas » provincias. » Toda medida que proporcione á un pueblo mayor riqueza, le es mas útil, y en tanto un pueblo es rico, en cuanto lo sean los vecinos que lo componen; porque la riqueza de los pueblos como la de los Estados es la suma de las riquezas particulares de sus individuos. Enviando los diputados queda la provincia incorporada. La incorporacion le da de justicia derecho á la igualdad civil. De consiguiente gozará de todas las prerogativas del comercio interior, y nunca podrá ser gravada con otros impuestos que aquellos que contribuyen las demas provincias en una exacta proporción. El tabaco solo pagará los doce reales establecidos con respecto á los demas pueblos de la comunidad. La yerba, madera y demas frutos girarán libremente y con solo el gravámen que corresponda al que sufren las demas producciones nacionales. Y como la provincia del Paraguay por la abundancia y preciosidad de sus frutos hace un comercio duplo con proporción á las otras, percibirá de consiguiente una doble utilidad por medio de la incorporacion; es decir, que se hallará tan rica y opulenta en cincuenta años como sus compañeras en un siglo.

No es esto solo. Incorporada la provincia, todos los gastos de su administracion y tropa deben salir del fondo general del Estado, cuando ahora recaen inmediatamente sobre ella sola. Si en la situacion actual, ó en la que se constituirá el Paraguay declarándose nacion, pagarian sus habitantes directa ó indirectamente trescientos mil pesos al año, por ejemplo, en el caso de la incorporacion, apénas contribuiría la cuarta ó sexta parte de esta cantidad. Considérese pues ¡ qué progresos no haría la industria y riqueza territorial del Paraguay, cuando libre de la

mayor parte
demás prov

Mas: la i
respetabilid
carla sin at
dida contar
Su gobiern
autoridades
sello de la
su poder, l
la constituc
encuentra c

CUARTA.

» no solo c
» también
vincia del P
testable á l
Un militar
sulto tendra
verá premi
literato pod
vecino pac
dadanos pe
seguros de
vincia se a
ranzas pue
brillante?
la capital;
provincias
se puede
drian ser
aplicarán á
seguridad
llos ramos
comercian
bres emin

mayor parte de los gastos públicos corriera á la par con las demas provincias en sus relaciones mercantiles!

Mas : la incorporacion dar  á la provincia un grado mayor de respetabilidad interior y exterior. Ninguna potencia podrá atacarla sin atentar contra la integridad del Estado; y si es invadida contará para su defensa con todas las fuerzas de la Union. Su gobierno tendrá tambien mayor estabilidad, porque las autoridades erigidas segun las formas constitucionales llevan el sello de la soberania : si el magistrado traspasa los límites de su poder, hay una autoridad que lo castiga como infractor de la constitucion ; si el pueblo quiere olvidarse de sus deberes, se encuentra con el freno de la ley.

CUARTA. « El env o de diputados   la asamblea constituyente no solo es útil en general   la provincia del Paraguay, sino » tambien en particular   sus habitantes. » Incorporada la provincia del Paraguay, tienen sus habitantes un derecho incontestable   los empleos de la administracion pública del Estado. Un militar de mérito ir    mandar una columna. El jurisculto tendrá opcion   una magistratura. El sacerdote benemérito verá premiados sus servicios en alguna dignidad eclesiástica. El literato podrá aspirar á los grandes empleos de la nacion; y el vecino pacífico, el honrado labrador, el artista y todos los ciudadanos podrán dedicar sus hijos   las armas     las letras, seguros de que progresarán segun su mérito. Pero si la provincia se aisla en sí misma, erigiéndose en nacion,   qué esperanzas pueden quedar   los Paragnayos de hacer una carrera brillante? En donde toda la administracion est  circunscrita   la capital; en donde no hay universidades, ni tribunales, ni provincias, ni gobiernos, ni ejércitos, ni diplomacia,   qué salida se puede proporcionar   tantos jóvenes beneméritos, que podrian ser con el tiempo las delicias de su patria? Muchos se aplicarán   la agricultura y comercio; pero sobre que no hay seguridad (en el caso de la separacion) de que prosperen aquellos ramos, claro está que no todos han de ser agricultores y comerciantes. La diversidad de inclinaciones forma los hombres eminentes en todas las carreras; pero si falta un estímulo

1813.

Y es útil
en particular
  sus habitantes.

1813. á la aplicacion, no hay que esperar tener varones grandes capaces de desempeñar las altas comisiones del Estado. Si los jóvenes sobresalientes, siguiendo el impulso de su genio, se sitúan en las demas provincias, tienen que renunciar para siempre su país, y ya se ve que no habria mayor desgracia para un Americano que verse en la necesidad de considerarse como extranjero en el centro mismo de la América. Que se calcule, pues, si la gloria de una independencia efimera es preferible á las grandes ventajas que debe proporcionar la incorporacion de todas las provincias en un Estado libre, cuya soberanía resida esencialmente en todos los pueblos y representativamente en la asamblea de sus eligidos.

Objecion.
Se resuelve.

Pero tal vez se me dirá, que si se mandan diputados pierde el Paraguay su independencia y se sujeta á Buenos Aires. Este es un error comun que conviene deshacer. La A. G. no es una autoridad de Buenos Aires sino de todas las provincias. En Buenos Aires hay un gobierno y un tribunal de justicia, cuya jurisdiccion no pasa los límites de su territorio. La asamblea es una corporacion compuesta de los diputados de todas las provincias y de una jerarquía superior á todas las autoridades. Por consiguiente tan léjos está el Paraguay de someterse á Buenos Aires, que por la inversa teniendo una parte en la soberanía se constituye superior á todos los pueblos y se pone en circunstancias de velar no solo sobre su libertad, sino tambien sobre la independencia civil y política del Estado. ¿ En qué pues se hace consistir esa independencia? ¿ Es acaso porque el Paraguay enviando sus diputados se compromete en cierto modo á obedecer la constitucion que dicta la asamblea? Por estos principios ni los Estados Unidos, ni la Inglaterra, ni país alguno habria en la tierra que no estuviese subyugado. Es cosa bien rara que haya quien califique de esclavitud aquello mismo en que las grandes naciones hacen consistir su libertad. Si la constitucion y las leyes se forman por el sufragio de los pueblos, ellos son los que las establecen, y nada es mas distante de la violencia que aquello que se hace por una voluntad espontánea. Muy al contrario: una

constitucion
ser el balm
que cada u
por un sen
servar la d
garantice l
tónces es c
tiranía, ma
procament
necesidad
propia.

Es verd
Aires, tal
poderoso ó
cualquier
proceda de
armada, f
misma fac
leguas de
Un pueblo
puede asp
reyes al d
racion po
convocar
cuidan de
libertad s
ciones en
se presta
sus leyes.
intereses.
auxiliará
ticia. El
el grito d
su vida p
tares son
quién pu

constitucion sancionada por el voto comun de los pueblos debe ser el baluarte mas firme de su libertad civil : porque ya se ve que cada uno de los representantes, aunque no fuera mas que por un sentimiento de conveniencia individual, aspirará á conservar la de su comitente : pero si no hay una constitucion que garantice los derechos de los pueblos y de los ciudadanos, entónces es cuando puede temerse con fundamento el riesgo de la tiranía, mas no cuando todos los pueblos comprometidos recíprocamente en fuerza de un pacto solemne se hallan en la necesidad de defender la libertad del vecino por conservar la propia.

Es verdad, se me dirá : pero si la asamblea existe en Buenos Aires, tal vez será violentada en sus resoluciones por el influjo poderoso de las armas. La posibilidad de este riesgo existe en cualquier punto que resida la asamblea, suponiendo que se proceda de mala fe. Si Buenos Aires, contando con la fuerza armada, formase el proyecto de tiranizar los pueblos, con la misma facilidad lo haria dentro de su recinto que á doscientas leguas de distancia. Pero este reparo es el mas injusto de todos. Un pueblo que convoca la asamblea de todas las provincias no puede aspirar á subyugarlas. El primer paso que han dado los reyes al despotismo ha sido siempre la disolucion de toda corporacion popular. Los que tratan de oprimir los pueblos, léjos de convocarlos para que autoricen el decreto de su esclavitud, solo cuidan de enubrir sus pérfidos designios con el ropaje de una libertad simulada. Creer que Buenos Aires abriga estas aspiraciones en el acto en que llama la representacion nacional, y que se presta el primero á conocer su soberanía y besar el sello de sus leyes, es suponerlo muy atrasado en el conocimiento de sus intereses. Imaginar que los militares del ejército de la patria auxiliarán las miras de un tirano, es hacerles la mayor injusticia. Ellos son ciudadanos armados : los primeros que dieron el grito de la independencia, y los que tantas veces han expuesto su vida por arrojar á los despotas mas allá del Océano. Los militares son en la mayor parte hijos de otras provincias. ¿ Y quién puede pensar que suscribirán á la subyugacion igno-

1813.

Otras.
Se resuelven.

1813.

miniosa de sus pueblos?... Pero si la fuerza armada violentase las resoluciones del congreso, ¿no está en la voluntad de las provincias rechazar una constitucion en que no hubiera presidido la libertad de los sufragantes?

Independiente de esto: es cosa sabida que la A. C. se ha reunido en Buenos Aires con el objeto de atender mejor á todos los riesgos y dictar sin demora las providencias convenientes á la seguridad del Estado. Pero si se contempla útil que mude de residencia, ¿á quién toca determinarlo? Es claro que á la misma asamblea constituyente, porque en todas partes la residencia de los cuerpos soberanos es el resultado de una ley constitucional. Y si las provincias no envian diputados, ¿cómo ha de haber congreso? y sin congreso, ¿quién es el que debe decidir sobre este asunto? Y ¿será justo y racional que por evitar estas apariencias de infundados recelos nos estemos en la inaccion, aislados en nuestros pueblos, y sin consultar á nuestra seguridad futura, exponiendo la suerte de nuestros hijos á una contingencia fatal?

Si me replicáran: todo eso está muy bien, pero aun existen riesgos de bulto: ignoramos el éxito de la guerra de España, y no tenemos necesidad de comprometernos en un caso desgraciado. Yo no puedo persuadirme que este sea reparo para un Americano patriota. El que abrigue estos bajos sentimientos, que renuncie á nuestra sociedad y vaya á alojarse en la region de los esclavos. Por lo mismo que se aumentan los riesgos, deben en proporeion crecer nuestros esfuerzos. Pero nada es mas incierto que ese fantasma de peligros con que se trata de alucinar á los incautos para hacerlos desmayar en la mas gloriosa de todas las empresas. La España se halla ocupada militarmente por los Franceses. El gobierno de Cádiz no tiene recursos ni aun para su propia defensa. Las provincias españolas comprometidas con el reconocimiento de la nueva dinastía, se ven en la necesidad de sostener su partido, y cuando por un milagro abandonasen los Franceses la Península, una nueva guerra civil haria aun mas lastimosa su situacion actual. ¿Ni quién puede imaginarse que las naciones comerciantes de la

Europa tole
América vo
España? Pe
Despnes de
nigas, ten
comercio flo
exaltacion,
pueblos y la
rana que ri
á la capital
indisoluble,
opresores;
aventureros
que aspirab
fuego de lo
disolucion.
pendiente ó

Bueno es
mos seguro
otras provi
reparo, es
pasa repent
asambleas s
Atentos los
una autori
riesgos pue
que revista
hay una re
asamblea,
diputados s
reunida la
dades con
dero. Esto
con la liber
todas las c
dividiesen

Europa tolerasen indiferentes que las ricas producciones de la América volviesen á girar bajo el monopolio tiránico de la España? Pero ¿ á qué perder el tiempo en reflexiones inútiles? Despues de haber deshecho en todas partes las fuerzas enemigas, teniendo ya un ejército aguerrido y victorioso, un comercio floreciente y el espíritu público en el mayor grado de exaltacion, nada tenemos que temer sino la desunion de los pueblos y la falta de una constitucion y de una autoridad soberana que rija sabiamente el Estado. Si Quito se hubiera unido á la capital de Cundinamarca para formar un cuerpo de sociedad indisoluble, no habria sucumbido á la tirania de sus antiguos opresores; ni Carácas hubiera sido la presa de un puñado de aventureros, si la mania de una independencia prematura á que aspiraban todas sus provincias no hubiese encendido el fuego de los partidos, y precipitado el país en los horrores de la disolucion. Unámonos de buena fe, y nuestro destino será independiente del éxito de la guerra de España.

Bueno está todo eso, me responderán; pero nosotros no estamos seguros de la libertad y legalidad de los diputados de las otras provincias en su nombramiento. Para satisfacer á este reparo, es necesario tener presente que en los países en que se pasa repentinamente de la esclavitud á la libertad, las primeras asambleas siguen siempre el carácter de los primeros gobiernos. Atentos los pueblos á la urgencia del momento, se someten á una autoridad interina y provisoria, hasta que vencidos los riesgos pueda consultarse la instalacion de un poder legitimo que revista el sufragio universal de los ciudadanos. Como no hay una regla antecedente para la convocacion de la primera asamblea, se hace necesario que la eleccion de los primeros diputados se sujete tambien á una forma provisoria, hasta que reunida la corporacion fije por una ley constitucional las calidades con que hayan de solemnizarse estos actos en lo venidero. Esto es lo que ha sucedido al gobierno de Buenos Aires con la liberalidad que permitian las circunstancias. Mandó que todas las ciudades y villas, en sus respectivas jurisdicciones, se dividiesen en cuarteles; que los vecinos de cada cuartel eli-

1813.

giesen un elector, y que estos electores unidos con los ayuntamientos respectivos eligiesen libremente sus diputados á la asamblea general. Así se ha hecho, y yo no veo razon alguna para tachar esta forma de anti-liberal.

Es verdad que algunos literatos de crédito de Buenos Aires han sido electos por algunos pueblos del interior, pero esto mismo prueba la libertad de las elecciones. Tambien el pueblo de Buenos Aires nombró para sus representantes á D. Manuel de Luzuriaga, y al Dr. D. José Julian Pérez; el primero natural de Lima, y el segundo de Tarija: la ciudad de Jujuí al Dr. D. Pedro Vidal, de Montevideo: la de Mendoza al Dr. Montea-gudo, de Tucuman: la de Córdoba á D. Juan Larrea, de Barcelona: la de Catamarca al Dr. Ugarteche, del Paraguay: y los pueblos orientales á los Dres. Fonseca y Ribarola, de Buenos Aires; sin que por esto se diga que aquellas ciudades han sido violentadas ni ménos celosas de su libertad civil. Como la obra de constituir un país es la mas delicada y difícil, han cuidado los pueblos de elegir para esta importante comision á los ciudadanos patriotas, ilustrados y virtuosos, sin mirar al lugar de sus nacimientos.

Ciertas funciones
generales
inherentes
á la asamblea.

Pero concedamos por un instante que ha faltado la libertad en las elecciones, ¿á quién toca conocer la legalidad ó ilegalidad de estos nombramientos? Claro está que á la misma asamblea constituyente; porque en estos asuntos no puede ni debe estarse á la opinion particular de un pueblo ó de una provincia, sin trastornar todos los principios de la sociedad, y autorizar el desórden y la disolucion. Pero si no van diputados, no habrá congreso ni quien enmiende los vicios que se observen en estos actos, los mas importantes de la libertad pública. De consiguiente, venimos á tocar la necesidad del envío de diputados, ó el escollo de vivir desunidos sin ley, sin regla y sin sistema.

Muy bien, se me podrá decir: está desde luego fundada en principios de conveniencia y justicia la necesidad que tiene el Paraguay de enviar sus diputados á la A. G. C. de las Provincias Unidas, y ningun Paraguayo que haya reflexionado sobre los verdaderos intereses de su país puede desconocerla de

buena fe
que se r
diputado
Paraguay
guay ha
el espaci
jas de su
pendenc
del contr
de este a
agoten s
estén ya
enemigos
tucion, e
entónces
rará esta
gasto, sin

Exami
consulta
gloria del
la existen
que el Pa
mirse á
dos sus e
represent
formar u
mas: elig
de evitar
de convo
diputados
La Banda
autoridad
diputados
de sus re
ve que p
se decide

buena fe : pero no hay para qué precipitarnos : esperemos á que se rinda Montevideo, y cuando ya estén incorporados los diputados de los demas pueblos, marcharán entónces los del Paraguay á cerrar el congreso general. Como si se dijera : El Paraguay ha estado en una expectativa indiferente de la revolucion el espacio de mas de tres años : ha gozado de todas las ventajas de su comercio sin haber concurrido á la guerra de la Independencia, miéntas los otros pueblos, fluctuando en medio del contraste de opuestas alternativas, han sufrido los estragos de este azote funesto de la humanidad. Dejémosles pues que agoten sus recursos en la conclusion de la empresa, y cuando estén ya vencidos los riesgos, cuando se hayan disipado los enemigos, cuando estén preparados los trabajos de la constitucion, cuando en fin haya sucedido la calma á la tempestad, entónces enviaremos nuestros diputados, entónces se incorporará esta provincia para gozar de las ventajas de la libertad sin gasto, sin peligro y sin fatigas.

Examinemos, pues, si el que aconseja tan vergonzoso egoismo consulta en su dictámen el bien general de la nacion, ni la gloria del pueblo paraguayo, ni la conservacion de su honor, ni la existencia feliz de las familias que le componen. Nadie duda que el Paraguay en su primer congreso decretó soberanamente unirse á la causa de la independencia del Sud, sostener con todos sus esfuerzos el sistema de la libertad general, y enviar sus representantes á la asamblea de las Provincias Unidas, para formar una sociedad comun con todos los pueblos. Aun hizo mas : eligió en aquel acto su diputado con el objeto, sin duda, de evitar toda retardacion en su asistencia. Ha llegado el caso de convocarse el congreso general. Todos los pueblos envian sus diputados á medida que van sacudiendo el yugo de la opresion. La Banda Oriental y las provincias del Perú han reconocido la autoridad de la A. G. C. y se ocupan del nombramiento de sus diputados para tener parte en la soberanía nacional. Las actas de sus reconocimientos circulan en nuestros periódicos, y ya se ve que prestando su obediencia al poder soberano del congreso, se deciden positivamente á la incorporacion, porque recono-

1813.

cer la soberanía de la asamblea, y negarse á participar de su autoridad por medio de sus representantes, sería una renuncia expresa de su independencía civil. Y ¿sería justo, sería conforme á los principios de la buena fe y al honor del pueblo paraguayo, que hallándose la provincia libre de todo embarazo y en plena posesion de su libertad civil y mercantil, intentase ahora retardar el envío de sus representantes á la asamblea general? ¿Se satisfaría de este modo á las determinaciones del primer congreso, y á las estipulaciones del tratado de 11 de octubre? ¿Está en el orden de la justicia y de la equidad decir á los otros pueblos del Rio de la Plata : « So-
 » mos hermanos, todos caminamos á un solo fin : trabajad en la
 » grande obra de la independencía, sacrificad por ella vuestros
 » intereses : derramad vuestra sangre y la de vuestros hijos;
 » y cuando vuestros gloriosos esfuerzos hayan allanado todos
 » los peligros, cuando empiece el país á gozar de una paz ven-
 » turosa, entónces nos prestaremos á la incorporacion enviando
 » nuestros diputados : entretanto, contentaos con nuestras
 » promesas, dejándonos en cambio la continuacion de nuestro
 » comercio libre? » ¿Es esta la estrecha alianza y la sociedad
 comun que ofreció el Paraguay á las demas provincias? Y ¿se-
 ría compatible este procedimiento con la equidad y la buena fe?
 ¿No creeria todo el mundo que la provincia del Paraguay, á la
 sombra de una simulada fraternidad, solo trataba de aprove-
 charse del sacrificio de sus compatriotas, ó que vacilante en el
 sistema de la independencía que ha jurado sostener, esperaba en
 el sosiego de una cobarde neutralidad ver el semblante de los
 resultados para tomar despues sus resoluciones.

Pero supongamos que se desatienda la fuerza de estas reflexiones, ¿qué seguridad tiene el Paraguay de que se le admita á la incorporacion cuando, destruidos todos los riesgos, se halle consolidado el sistema, constituido el Estado y asegurada la independencía política de la nacion? ¿No es mas probable que corriera entónces la suerte de la Georgia en los Estados Unidos de la América del Norte? Hablo de aquella provincia americana á quien su indiferencia á los principios de la revolucion costó el

sacri-
 tervin-
 la Ind-
 conta-
 tuacio-
 tiemp-
 está v-
 recom-
 Com-
 ductor-
 misma-
 traréis
 sament-
 Se trat-
 la nacio-
 de la su-
 del nom-
 moria le-
 conceid-
 Washin-
 » dia la-
 » la vez
 » cipal
 » apoyo
 » terior-
 » esa m-
 » ver q-
 » con m-
 » bilitar-
 » de vuc-
 » mas co-
 » teriore-
 » celo pú-
 » interes-
 » particu-
 » é inva-

sacrificio de reconocer despues una constitucion en que no intervino, pagando proporcionalmente los gastos de la guerra de la Independencia. Pero aunque esto no sucediese, ¿ puede acaso contar el Paraguay con la libertad de su comercio durante la situacion pasiva? Y sin esa libertad, ¿ cuál sería al cabo de algun tiempo la suerte de tantas familias laboriosas, cuya existencia está vinculada al producto anual que les retribuye la tierra en recompensa de sus sudores?

Compatriotas : escuchad con desconfianza los discursos seductores de los enemigos domésticos que nos asechan, y en su misma resistencia á la incorporacion de esta provincia encontraréis un nuevo motivo para sancionarla. Examinad cuidadosamente estos pensamientos ántes de fijar vuestras resoluciones. Se trata del negocio mas importante : de la independencia de la nacion, de la felicidad ó desgracia de vuestro precioso país, de la suerte futura de vuestros hijos, y de la gloria permanente del nombre americano. No separéis un instante de vuestra memoria los saludables consejos que daba en otro tiempo á sus conciudadanos, y casi en las mismas circunstancias, el inmortal Washington. « Amigos, les decia, os es muy apreciable en el » dia la unidad de gobierno que os constituye una nacion, y á » la verdad justamente la apreciáis ; pues es la columna principal del edificio de vuestra verdadera independencia, el » apoyo de vuestra tranquilidad interior, de vuestra paz exterior, de vuestra seguridad, de vuestra prosperidad y de » esa misma libertad que tanto amáis. Pero como es fácil pre- » ver que por diferentes motivos y diversos puntos se trabaje » con mucho empeño y se empleen muchos artificios para debilitar el convencimiento de esta verdad ; siendo esto el punto » de vuestro baluarte político, contra el que se han de dirigir con » mas constancia y actividad las baterías de los enemigos interiores y exteriores (aunque muchas veces con la capa de » celo público), es de mucha importancia que sepais bien cuánto » interesa vuestra union nacional á vuestra felicidad general y » particular ; que fomentéis un afecto cordial hácia ella habitual » é invariable, acostumbrándoos á hablar de la union como

1813.

Saludables
consejos.Los que
en idénticas
circunstancias
daba Washington
á sus
conciudadanos.

1813.

» de la egida de vuestra prosperidad y seguridad política... Es
 » absolutamente indispensable un gobierno general para que
 » vuestra union sea permanente y eficaz. Las alianzas entre las
 » partes, por ligadas que sean, no la pueden reemplazar, porque
 » inevitablemente experimentarán las infracciones é interrup-
 » ciones que han sucedido en todos los tiempos y países.....
 » Miéntas cada parte de vuestro territorio encuentra un interes
 » inmediato en la union, todas las partes combinadas bajo un
 » centro de administracion no pueden dejar de hallar en la
 » masa reunida de medios mayor fuerza, mayores recursos,
 » mayor seguridad contra los peligros exteriores, una interrup-
 » cion ménos frecuente de su tranquilidad por las naciones
 » extranjeras, y, lo que es de mayor valor, la union os liber-
 » tará de las divisiones domésticas que afligen con tanta fre-
 » cuencia á los países vecinos, que no están unidos bajo un
 » solo gobierno soberano : disensiones que su propia rivalidad
 » bastaria para excitarlas, y que las alianzas extranjeras, las
 » amistades é intrigas, el espíritu de faccion y las cabalas de
 » un ciudadano ambicioso, las fomentarian produciendo en la
 » guerra civil la disolucion del Estado. Compatriotas : no aban-
 » doneis jamas el principio de la unidad nacional sobre el fun-
 » damento de la unidad de gobierno, mirad con indignacion
 » las primeras insinuaciones de cualquiera tentativa que se
 » haga para separar una parte del país de las demas, ó para
 » debilitar los lazos sagrados que actualmente nos unen. »

Asuncion del Paraguay, setiembre 30 de 1813.

OFICIO

CON QUE ACOMPAÑÓ LAS ANTECEDENTES REFLEXIONES EL DIPUTADO

D. NICOLAS HERRERA.

SEÑORES DIPUTADOS AL MUY HONORABLE CONGRESO DE LA PROVINCIA.

SEÑORES,

El supremo poder ejecutivo de las Provincias Unidas me ha
 enviado cerca de vuestro gobierno para anunciar á la provincia

Don N. Herrera
 expone
 su mision.

la convoc
 que la Au
 forma de
 civil; y la
 sufragios
 de la pat
 mi mision
 ciones, co
 demas pu
 en la unio
 sion es sic
 unidad si
 quimera p
 bicion par
 deberes d
 rable conq
 he determ
 utilidad p
 sion. Digi
 sería é im
 Las pro
 en otro ti
 sus votos
 libre é in
 justas esp
 tad y de
 de todos
 vuestro il
 venir los
 nombre a
 error, de
 viucia os
 desde lue
 todos mo
 que pued
 Memoria,

la convocacion y reunion de la S. A. G. C. ; la necesidad de que la América del Sud, constituyéndose en nacion, se dé una forma de gobierno bajo los sanos principios de la libertad civil; y la oportunidad é importancia del concurso de vuestros sufragios en la corporacion augusta que va á fijar los destinos de la patria. Hé aquí, ciudadanos representantes, el objeto de mi mision : grande, elevado y tan digno de vuestras aprobaciones, como lo ha sido de las solicitudes del patriotismo de los demas pueblos. Una larga experiencia ha hecho conocer que en la unidad consiste la fuerza de los Estados, y que la division es siempre el origen funesto de las guerras civiles. No hay unidad sin constitucion, y sin constitucion la patria es una quimera política, la libertad un fantasma de que se vale la ambicion para afianzar el trono del despotismo. Mas para llenar los deberes de mi encargo que por fijar la atencion de tan honorable congreso sobre los verdaderos intereses de la provincia, he determinado remir en la adjunta Memoria los principios de utilidad pública que sirven de norte al desempeño de mi comision. Dignaos, Señores , de recomendarlos á una meditacion seria é imparcial.

Las provincias que en union con la del Paraguay formaban en otro tiempo un solo vireinato, esperan el cumplimiento de sus votos por la misma unidad para formar una sola nacion libre é independiente. No querais, Señores, defraudar sus justas esperanzas; el interes es uno : es el interes de la libertad y de la independecia comun : es de todos los pueblos, de todos los ciudadanos. Yo ofenderia la justificacion de vuestro ilustrado celo, si os recordára la necesidad de prevenir los artificios seductores de los enemigos de la gloria del nombre americano, y de precaveros contra las sugestiones del error, de los resentimientos y de las pasiones. Cuando la provincia os ha confiado la decision de su suerte futura, puede desde luego prometerse el acierto de vuestras resoluciones. De todos modos, yo estoy prente á satisfacer las dudas ó reparos que puedan deducirse contra las proposiciones de la adjunta Memoria, y espero en este caso de vuestra bondad me conce-

1813.

Ofrece resolver
las dudas
contra las
proposiciones
de su Memoria.

1813. dais permiso para hablar ante vuestra presencia respetable, á fin de que mejor instruidos de las grandes ventajas de la incorporacion de esta provincia en la soberanía nacional, podais asegurar mejor el acierto de vuestros decretos en el mas grave de todos los negocios que se habrán presentado á vuestra suprema deliberacion. Como ignoro el carácter que reviste y tratamiento que corresponde á este muy honorable congreso, he usado en esta nota del que está admitido por el ceremonial de las naciones libres, hasta tanto que os dignéis publicar vuestras declaraciones en este punto, para que me sirvan de guia en las comunicaciones ulteriores.

Soy, Señores, con la mayor consideracion vuestro mas atento y obligado servidor.

NICOLAS DE HERRERA.



Concentraci
la logia de
misticio g
Artigas. —
— Alvear
confiada á
de los rea
vimiento ;
de Montev
Fernando
Rivadavia

El año d
el sistema
blea la ne
de dictar u
efecto, la a
ejecutivo

(1) Véase l
73, 116, 145

PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1814.

PARTE HISTÓRICA (1).

Concentraci3n del poder en un director supremo : Posádas. — Influencia de la logia de Láutaro. — Aspecto de la América. — Proposici3n de un armisticio general. — San Martin marcha al ejército del Perú. — Rebelion de Artígas. — Creacion de una escuadra : Brown. — Toma de Martin Garcia. — Alvear continúa el sitio de Montevideo. — Malogro de la negociacion confiada á los señores Gómez y Echevarría. — Combate naval. — Derrota de los realistas. — Capitulacion de Montevideo. — Artígas se pone en movimiento ; sus consecuencias. — D. Nicolas Rodríguez. Peña , gobernador de Montevideo. — San Martin , gobernador de Cuyo. — Política del rey Fernando VII. — La anarquía. — Sarratea en el Brasil é Inglaterra. — Rivadavia y Belgrano en Europa : sus instrucciones.

1814.

El año de 1814 se inició con innovaciones trascendentales en el sistema de gobierno. El *triumvirato* hizo presente á la asamblea la necesidad de concentrar el poder en una sola mano, y de dictar una constitucion mas análoga á las circunstancias. En efecto, la asamblea resolvió, con fecha 22 de enero, que el poder ejecutivo se concentrase en una sola persona, reformando en

Concentraci3n
del poder
en un director
supremo.
Consejo de Estad .

(1) Véase la parte histórica de los años 1808 y siguientes, tomo I^o, pág. 73, 116, 145 y 272, y tomo II, pág. 5 y 104.

1813.

Posádas
es nombrado
director.Influencia
de la
*Logia de Láutaro.*Proposicion
de un amnistia
general.San Martin
pasa al ejército
del Perú.

Rebelion de Artigas.

Su proscripcion
y destitucion
de cargo
y honores.

consecuencia el estatuto provisorio vigente, y disponiendo además que se asociase al gobierno un consejo de Estado compuesto de nueve vocales. Para ejercer la primera magistratura del país, fué elegido por unanimidad de sufragios el ciudadano D. Gervasio Antonio Posádas, con el título de director supremo de las Provincias Unidas, el cual se instaló el 31 de enero, despues de haber prestado el juramento correspondiente en manos del presidente de la asamblea.

Este nombramiento fué obra del influjo de la *Logia de Láutaro*. Esta sociedad secreta habia cooperado eficazmente al movimiento del 8 de octubre de 1812, influido poderosamente en la eleccion del triunvirato, que fué su consecuencia, y conquistado los principales miembros de la asamblea. Al finalizar el año de 1813, la enunciada logia era la suprema reguladora de la política interna.

La primera medida política que propuso el director á la asamblea, fué una amnistía general, manifestando el elevado propósito de utilizar en bien de la patria las capacidades de todos sus hijos. Despues de lo cual contrajo el gobierno toda su atencion á los asuntos de la guerra.

El general San Martin habia sido nombrado para mandar el ejército del Perú (16 de diciembre), á donde marchó con el n° 7 de infantería (700 libertos) y parte de su regimiento de granaderos. Pero la atencion mas inmediata y mas urgente era reclamada por el sitio de Montevideo. El ejército argentino, que habia quedado siendo inferior en número, habia tenido que retirar la línea de bloqueo hácia el Cerrito. Artigas, el caudillo de las malas pasiones, dominado por la ambicion del mando, estaba en abierta lucha con el general Rondeau, hostilizando al ejército patriota por todos los medios á su alcance.

El director expidió, el 11 de febrero, un decreto de proscripcion contra este funesto propagador de la anarquía, fundado en su conducta y en su defeccion; se le destituía del cargo y honores que le habia conferido el gobierno de las Provincias Unidas, y se ponía á precio su cabeza.

Bien examinada la situacion respectiva de los beligerantes,

se reconoció
mientras n
era necesari
que habia te
que habia si
peñaba una
por los sul
buques mer
para el ser
dos bergant
buques y o
pronta para
puesta de lo

Fragata *A*
comandante
comandante
comandante
goleta *Fort*

Hacia tres
mercante in
en la ensen
enérgico, li
rosteros, fo
españoles le
lejos de des
dores, y no

Estos era
ministro Lar
pido Irland
coronel, y e
de la escuad

La escuad
taba de cat
armados, on
tevideo; la
guerra, á la

se reconoció que la plaza de Montevideo sería inexpugnable mientras no pudiera ser investida por agua, para cuyo efecto era necesario organizar una escuadra. El único buque de guerra que habia tenido el gobierno era el queche *Hiena*, de 18 cañones, que habia sido arrebatado por sorpresa en 1812, mientras desempeñaba una comision á Patagónes, y conducido á Montevideo por los sublevados. El ministro procedió á comprar entre los buques mercantes que habia en el puerto los mas aparentes para el servicio de guerra; una fragata rusa de 350 toneladas, dos bergantines ingleses y una goleta americana. Armados estos buques y otros menores con rapidez, el 7 de marzo estuvo pronta para dar la vela la primera escuadra argentina, compuesta de los siguientes buques:

Fragata *Hércules*, 32 cañones, 200 hombres; bergantin *Zéfiro*, comandante King, 18 cañones, 120 hombres; bergantin *Nancy*, comandante Such, 40 cañones, 80 hombres; goleta *Julieta*, comandante Seavers, 7 cañones, 60 hombres; cañonera *Tortuga*; goleta *Fortuna*; falúa *San Luis*.

Hacia tres años que habia llegado al Rio de la Plata un buque mercante ingles, que por descuido del piloto habia naufragado en la ensenada. Su capitan, dotado de un espíritu aventurero y enérgico, habia hecho varias expediciones en pequeños barcos roteros, forzando el bloqueo de Buenos Aires. Los cruceros españoles le apresaron dos de sus contrabandos; pero el capitan, lejos de desanimarse, se ofreció para perseguir á los bloqueadores, y no tardó en dar abordaje á una de sus cañoneras.

Estos eran los antecedentes que llamaron la atencion del ministro Larrea, para confiar el mando de la escuadra al intrépido Irlandés GUILLERMO BROWN; se le dió la patente de teniente coronel, y enarboló su insignia en la fragata *Hércules*, como jefe de la escuadra de Buenos Aires.

La escuadra española estacionada en el Rio de la Plata constaba de catorce buques de guerra, y ocho á diez mercantes armados, organizados en dos divisiones; la mas fuerte en Montevideo; la otra, compuesta de seis buques menores y tres de guerra, á las órdenes del general Romarate, anclada bajo los

1814.

Creacion
de una escuadra.

Primeros hechos
de Brown.

Recibe la patente
de teniente coronel
y de jefe
de escuadra.

Estado
de la escuadra
española en el
Rio de la Plata.

1814.

fuegos de las baterías de la isla de Martín García, que pocos meses ántes habia ocupado una fuerza enviada de Montevideo.

Primer ataque
sobre
Martín García
y su rechazo.

El comodoro argentino empezó sus operaciones por la escuadrilla de Romarate, dando la vela en direccion de Martín García, el 8 de marzo. El 11 atacó al enemigo en sus posiciones, y fué rechazado con pérdida; la estrechez del canal no permitia maniobrar libremente á los agresores; baró el *Hércules*, los otros capitanes no secundaron los esfuerzos del jefe y se mantenian fuera de tiro, mientras la capitana, acuchillada á balazos, perdía dos oficiales, 45 muertos y 50 heridos. Recompuesta la *Hércules* á la lijera y al frente del enemigo, pidió Brown á la Colonia un refuerzo, viniendo inmediatamente á su bordo 45 dragones mandados por el teniente Oroño. Entónces organizó una partida de desembarco de 150 hombres, y en la madrugada del 16, dió asalto á la isla bajo de un nutrido fuego de cañon de ambas partes. El triunfo de Brown fué completo; se apoderó de las baterías de tierra, y Romarate, levando anclas, se puso en fuga remontando el Uruguay, de donde no volvió á salir sino para rendirse.

Segundo ataque,
y toma de la isla.

Despues de este feliz ensayo, el gobierno aumentó su marina con los siguientes buques:

Inaccion
de la escuadra
realista delante
de Montevideo.

Corbeta *Belfast*, de 18 cañones, comandante Oliver Russell, 2º en el mando; corbeta *Agréable*, de 16, comandante Lemaire; goleta *Trinidad*, de 12, comandante Angel Wack. La escuadra zarpó á mediados de abril para bloquear el puerto de Montevideo. La marina española, no obstante su superioridad en calidad, en fuerza y en el número de cañones, sufrió sin moverse durante un mes aquella humillacion, en cuyo tiempo el comodoro argentino hizo porcion de presas cargadas de bastimentos para la plaza, que se hallaba escasa de todo.

Continuacion
del sitio
de esa plaza
por el
general Alvear.

D. Carlos Alvear, general en jefe del ejército de la capital, estableció un campo de instruccion en los Olivos, donde fueron disciplinados los regimientos de libertos de nueva creacion. La ocupacion de Martín García dejaba franco el paso para reforzar el sitio de Montevideo, lo que en efecto se hizo activamente,

embarcando
general del

Esta res
malogro de
Buenos Air
dicion que

D. Manue
ciar un arm

Lord Stra
residente en

el arreglaron

recibido en

gobierno en

luchar con

contra el ej

indisputable

negociacion

para atacar

Gómez y D.

de guerra in

entabló el 1º

los comision

asistiesen a

(que habien

era dueño

Buenos Air

de regreso

En tal si
medio que
pues el bloq
negociadore

Los mari

de las arma

dero, y se c

ñola, á las

corbetas, el

embarcándose una segunda division al mando de Alvear como general del ejército de operaciones.

Esta resolucion enérgica fué tomada en consecuencia del malogro de una negociacion pacífica que tentó el gobierno de Buenos Aires en los momentos mismos en que salia la expedicion que venció á Romarate y se apoderó de Martin García.

D. Manuel de Sarratea habia sido enviado al Janéiro á negociar un armisticio.

Lord Strangford le puso en contacto con el ministro español residente en aquella corte, D. Juan del Castillo y Carroz, y con él arreglaron un proyecto de suspension de hostilidades, que fué recibido en Buenos Aires á principio de marzo. La posicion del gobierno era en extremo delicada, porque no solo tenia que luchar con el gobernador de Montevideo, sino que defenderse contra el ejército del virey de Lima, cuya preponderancia era indisputable desde la derrota de Ayounia. Por todo esto abrió la negociacion con Vigodet, al mismo tiempo que se preparaba para atacarlo por mar y por tierra. Los doctores D. Valentin Gómez y D. Vicente Echevarría fueron enviados en un buque de guerra ingles al puerto de Montevideo, y la negociacion se entabló el 1º de abril. Oidas las proposiciones de Buenos Aires, los comisionados de Vigodet declararon que era necesario que asistiesen al tratado diputados del general Pezuela y de Artigas (que habiendo vencido á Quintana y Hølemborg en Entre Rios, era dueño absoluto de ese territorio), oyendo lo cual, los de Buenos Aires cerraron la conferencia, y el 16 de abril estuvieron de regreso en la capital.

En tal situacion no podia perderse tiempo ni quedaba otro medio que activar las operaciones de la guerra. Se estableció pues el bloqueo de Montevideo, y tres dias despues de regresar los negociadores, marchó el primer refuerzo de tropas para el sitio.

Los marinos españoles se decidieron al fin á tentar la suerte de las armas, y el 14 de mayo al amanecer dejaron su fondeadero, y se dirigieron sobre los bloqueadores. La escuadra española, á las órdenes de Soria, se componia de una fragata, dos corbetas, el queche *Hiena* (ántes de Buenos Aires), tres bergan-

1814.

Malogro de una negociacion entablada en el Brasil por Sarratea.

Mision de Sarratea al Brasil.

Posicion critica del gobierno de las Provincias Unidas.

Malogro de la negociacion confiada á los señores Gómez y Echevarría.

Se estrecha el bloqueo de Montevideo.

La escuadra española acepta el combate.

1814.

tines y seis buques menores armados; sin contar la fuerza de estos últimos, tenían en sus buques mayores 444 cañones y 4,120 hombres.

Táctica
del comodoro
Brown.

Brown se puso en retirada con el objeto de atraer el enemigo á mayor distancia de sus recursos; cuando tuvo el viento en su favor, viró sobre el enemigo y trabó un combate que duró media hora. Al día siguiente la escuadra española fué perseguida por la argentina, y aquella esquivó el combate. El 16 de mayo se reunió á esta la zumaca *Itati*, con seis cañones, y como era de muy buena marcha, Brown se trasladó á ella para hostilizar mas de cerca al enemigo; una bala de cañon le fracturó una pierna. El valiente marino se hizo conducir á la *Hércules*, y tendido en la cubierta dirigia la persecucion de los buques enemigos. Á las diez de la noche la fragata logró penetrar en la retaguardia enemiga, seguida de cerca por el *Belfast* y el *Zéfiro*; y abordando los tres á otros tantos buques españoles, los rindieron y se apoderaron de la corbeta *Neptuno*, de 28, y de los bergantines *Palomo*, de 18, y *San José*, de 16.

Una bala de cañon
le fractura
una pierna

Toma
de tres buques
españoles.

Otros tres
se incendian
en la costa
del Cerro.

En medio de la confusion, los otros buques se alejaron, mientras el queche *Hiena*, donde el jefe español tenia su insignia, se mantenía distante del combate. El 17 por la mañana Brown renovó la persecucion, logrando dejar cortados tres buques españoles, que fueron á encallar en la costa del Cerro, donde sus tripulaciones los entregaron á las llama's: mientras la *Hércules* seguía al resto de los fugitivos hasta el tiro de cañon de la plaza (1).

El general Vigodet
propone
un armisticio
al jefe
de la escuadra
patriota.

El mismo día en que Brown realizaba esta proeza, llegaba al sitio de Montevideo el nuevo general del ejército de tierra, hombre verdaderamente afortunado, en cuyas manos ponía este triunfo naval el laurel de la victoria, aun ántes de conocer el campo de batalla. — El general Vigodet, volviendo ahora sobre sus pasos, envió el 18 un parlamentario al jefe de la escuadra, á proponerle el armisticio que habia rehusado en marzo. —

(1) Véase el parte del comodoro Brown, comandante en jefe de las fuerzas marítimas de las Provincias Unidas, pág. 171.

Brown son
sell el mar
tió con las
Aires, en
siasmo pú

Con los
sitiador se
mero tenía
jas que ha
la peste de
Vigodet no
las armas
su posicion
de la nego
gada. Los
junio de 18
plaza debia
dad de dep
dria con lo
enviada á I
nicion salie
general Alv
su entrada

Aquella
de Artigas,
y habia es
unirse con
tra los por
sion lijera
tró el Dr.
exigirle qu
Alvear sig
sion de aq

(1) Véase

Brown sometió el caso á su gobierno, y dejando al capitán Russell el mando del bloqueo aumentado con la corbeta *Halcon*, partió con las tres naves apresadas y 417 prisioneros para Buenos Aires, en donde fué recibido con las demostraciones de entusiasmo público á que era acreedor por su conducta heroica.

Con los refuerzos llevados por el general Alvear, el ejército sitiador se componia de mas de cinco mil hombres. Igual número tenia el de Montevideo, á pesar de las considerables bajas que habian sufrido los regimientos venidos de España por la peste de escorbuto que se propagó entre ellos. El general Vigodet no se animó á hacer por el lado de tierra la prueba de las armas que tan malos resultados le dió en el mar; y como su posicion se hacia cada dia mas insostenible, adoptó la via de la negociacion, que le facilitó el general Alvear desde su llegada. Los comisionados de ambos generales firmaron el 20 de junio de 1814 la capitulacion de Montevideo, por la cual esta plaza debia ser entregada al gobierno de Buenos Aires, en calidad de depósito, hasta la resolucion del rey; la guarnicion saldría con los honores de la guerra, entregaria sus armas y sería enviada á España. En consecuencia de esta capitulacion, la guarnicion salió á situarse en el Arroyo Seco; el 22 tomó posesion el general Alvear del castillo del Cerro, y en la tarde del 23 hizo su entrada en la plaza (1).

Aquella misma noche supo el general Alvear que el teniente de Artigas, Fernando Otorguez, se habia aproximado á la ciudad, y habia escrito á los jefes de la fuerza capitulada, excitándolos á unirse con él, tomar la campaña y romper las hostilidades contra los porteños. Alvear, sin perder tiempo, salió con una division lijera en busca de los anarquistas; en su marcha le encontró el Dr. Revuelta, que venia en comision de Otorguez, á exigirle que pusiera Montevideo en manos del *ejército oriental*: Alvear siguió adelante, y en la noche del 25 cayó sobre la division de aquel caudillo, poniéndola en completa derrota.

(1) Véase la capitulacion.

1814.

Capitulacion
de Montevideo.

Artigas rompe
las hostilidades
contra
el ejército porteño.

Derrota
de Otorguez,
teniente de Artigas.

1814.

Arresto
del general
Vigodet
y desarme
de los capitulados.

El general regresó á la plaza, y fundándose en las sospechas que tuvo de que el general realista trataba de unirse á la caballería de Artigas, y caer sobre su ejército de sorpresa, mandó al general Vigodet en calidad de arrestado á bordo de la corbeta argentina *Belfast*, y el 28 desarmó á los capitulados, los aseguró en calidad de prisioneros de guerra, declaró que la plaza habia sido ocupada á discrecion y tomó posesion de la escuadra anclada en el puerto (1).

Resultados
obtenidos
por la toma
de Montevideo.

El resultado de esta operacion fué la mas valiosa conquista para la suerte de la revolucion : 3,154 hombres de línea, entre ellos los regimientos españoles de Lorca, América, Provincia, Albuera y Madrid ; 2,186 de milicia ; 176 cañones de bronce y 159 de fierro, el resto de la escuadra con 210 piezas de artillería ; la escuadrilla de Romarate, que se habia refugiado en el Rio Negro ; 8,200 fusiles y un abundante acopio de toda clase de articulos de guerra. Ademas de este material de guerra, que venia á llenar los desprovistos depósitos de los patriotas, Buenos Aires adquirió con la caída de Montevideo su tranquilidad futura. No contando con la base de esa fortaleza, el gobierno español desistió de enviar nuevas fuerzas al Rio de la Plata, y el empuje que se hubiera podido dar entónces á la revolucion habria sido inmenso, si no hubiese sido el obstáculo que vino á crear la anarquía promovida por Artigas en nombre del principio federativo, bajo cuya sombra se ocultaba una desenfrenada ambicion de mando absoluto.

Trofeos obtenidos
por el ejército
y las recompensas
que le
son otorgadas.

El 7 de julio fueron presentadas al director las ocho banderas tomadas á los cuerpos de línea desarmados ; el gobierno acordó un grado á todos los oficiales de la escuadra, y regaló al coronel Brown la fragata *Hércules*, teatro de sus hazañas : al ejército se le dieron escudos y medallas, con la leyenda : *La patria reconocida á los libertadores de Montevideo* ; y la asamblea declaró á todos « beneméritos de la patria en grado heróico. »

El presidente del consejo de Estado, D. Nicolas R. Peña, fué

(1) Véase la exposicion que hace el general Alvear de su conducta en la rendicion de Montevideo.

nombrado
definitivam
al Dr. Gas
vear salió
muy luego
gobierno n
das revocó
expedido c
rango de c
comandant

El gene
Janéiro en
fueron dist
cialmente
ejército in
San Martín
aquel man
de brigadie

En agos
por el vire
tidos arma
que iban á
Martín par
fuese á or
la invasio
vincia hal
dola de la
coronel D
Mendoza,

Entreta
cautiverio
primer m
constituci

(1) Véase
lugar en C

nombrado para ir á tomar el mando político de la provincia definitivamente agregada á las de la Union, llevando por asesor al Dr. Gaseon, y por secretario á D. M. Moreno. El general Alvear salió con algunas fuerzas en persecucion de Artigas; pero muy luego entraron en arreglos pacíficos, sometiéndose este al gobierno nacional. En consecuencia de lo cual el director Posadas revocó por decreto de 17 de agosto el bando de proscripcion expedido contra Artigas el 11 de febrero, se le devolvió su rango de coronel del regimiento de blandengues, y se le nombró comandante general de la Campaña Oriental.

El general Vigodet fué enviado con su estado mayor á Rio Janéiro en la corbeta nacional *Nancy*. Los soldados prisioneros fueron distribuidos en los diferentes cuerpos del ejército, y especialmente en el número 9, que inmediatamente fué enviado al ejército interior, que se reorganizaba en Tucuman. El general San Martín habia pedido su relevo, y fué enviado á tomar aquel mando el general Rondeau, á quien con esto y el grado de brigadier se le consoló de su separacion de Montevideo.

En agosto llegó á Chile un nuevo refuerzo de tropas enviado por el virey de Lima. Como aquel país estaba dividido en partidos armados, el gobierno de Buenos Aires previó la derrota que iban á sufrir, y el 28 de ese mes marchó el general San Martín para que en clase de gobernador de la provincia de *Cuyo* fuese á organizar en Mendoza un tercer ejército que oponer á la invasion que era natural esperar por aquel lado (1). Esa provincia habia sido creada el 29 de noviembre de 1813, separándola de la de Córdoba, y se nombró su primer gobernador al coronel D. Juan F. Terrado. Se compusó de los territorios de Mendoza, San Luis y San Juan.

Entretanto, en el mes de mayo, Fernando VII, despues de su cautiverio de seis años, habia tomado posesion del trono, y su primer medida habia sido declarar sin fuerza ni valor alguno la constitucion del año 1812, reprobando expresamente la política de

1814.

D. Nicolas R. Peña
es enviado
como gobernador
de esa plaza.

Sumision
de Artigas.

El general
Vigodet
es enviado
al Janéiro
con su
estado mayor.

El general Rondeau
marcha
para Tucuman.

San Martín
es nombrado
gobernador
de Cuyo.

Política del rey
Fernando VII.

(1) Véase la *Parte histórica* relativa á los acontecimientos que tuvieron lugar en Chile y que precedieron á la batalla de Chacabuco.

1814.

los gobiernos que en su ausencia le habian conservado y defendido su corona. Todas las esperanzas del partido liberal de España venian así por tierra desde el primer dia de la restauracion del monarca. Los amigos de la libertad fueron perseguidos en la Península, y las colonias no podian esperar mas del rey que el castigo de lo que él llamaria crimen de lesa-majestad (1).

Época crítica
de la revolucion
argentina.

La revolucion argentina se hallaba pues en un momento crítico al terminar el año de 1814. Los malos elementos que hasta entonces habian concurrido al movimiento general empezaban á manifestarse, como las espumas impuras que suben á la superficie del mar en medio de la tempestad. La lucha social empezaba; — la sociedad, trabajada por la guerra, se descomponia, se disolvia; las ambiciones bastardas alzaban impúdicamente la frente; la virtud cívica se relajaba; el resorte de la autoridad estaba destemplado; el espíritu militar se desmoralizaba; el tesoro estaba agotado; las ideas republicanas fluctuaban; y la fuerza moral de la revolucion, desvirtuada, no podia suplir á la fuerza física de que carecia.

Aspecto
de las
Provincias Unidas.

Sin embargo, en medio de tantos desastres y amenazas, solo las Provincias Unidas del Rio de la Plata permanecian de pié, vestidas con las armas del guerrero, aunque vertiendo sangre de sus heridas y destrozadas por las facciones interiores.

Tristísimo cuadro
del resto
de la América
del Sur.

En cuanto al resto de la América, el cuadro era verdaderamente desconsolador. La caída de Napoleon permitia á la España disponer de sus recursos para auxiliar á los que bajo el pendon real combatian en América, de Méjico hasta Arauco. Fernando VII, libre de su cautiverio y restituido al trono de sus mayores, aprestaba en Cádiz una expedicion de 15,000 hombres, destinada contra el Rio de la Plata. La revolucion de Chile sucumbia gloriosamente en Rancagua, y millares de emigrados atravesaban los Andes, huyendo de la persecucion del enemigo. En Quito, abatido caía el pendon republicano. En Carácas, se eclipsaba la estrella del libertador Simon Bolívar, y la revolucion venezolana era sepultada bajo los humeantes

(1) Véase la *Historia Argentina*, por D. Luis DOMÍNGUEZ, pág. 331-350.

escombros del pueblo de Maturin, bañados con sangre americana. En Méjico triunfaban por todas partes los realistas. Lima continuaba siendo el gran centro político y militar de la reaccion, y aunque amenazada por la revolucion del Cuzco, se disponia á reforzar el ejército de Chile con el objeto de atacar á las Provincias Unidas por la cordillera, á cuyo pié disciplinaba el general San Martin unos cuantos reclutas, núcleo del inmortal ejército de los Andes, que debia llevar la bandera argentina hasta la línea del Ecuador. El horizonte se nublabá por el lado del Brasil, cuyo gobierno parecia dispuesto á cooperar con Fernando VII en su lucha contra las Provincias Argentinas.

Después de la toma de Montevideo habian surgido serias dificultades en el interior. Los patriotas no solo tenían que combatir con los ejércitos realistas, sino con el horrible monstruo de la anarquía. Una revolucion social, sin plan, sin objeto, operada por los instintos mas brutales de las multitudes, habia levantado con estrépito y osadía el pendon de la guerra civil, y era una tercera entidad enemiga á un mismo tiempo de patriotas y realistas. Al frente de este elemento se pusieron caudillos oscuros, caracteres viriles fortalecidos en las fatigas campestres, acostumbrados al desorden y á la sangre, sin nociones morales, rebeldes á la disciplina de la guerra civil, que acaudillaron aquellos instintos enérgicos y brutales que rayaban en el fanatismo. El famoso D. José Artigas fué su encarnacion: imágen y semejanza de la democracia bárbara, el pueblo adoró en él su propia hechura, y muchas inteligencias se prostituyeron á la barbarie. Tal fué el tipo de los caudillos de la *federacion* en el Rio de la Plata, mentido lema con que las ambiciones locales y las pretensiones de peor linaje han mantenido hasta hoy en continuos vaivenes á muchos pueblos de la América del Sur, desde que resonó en ellos el primer grito de independencia.

En tal estado, el gobierno pensó en buscar aliados exteriores á la revolucion. Á este fin resolvió mandar comisionados á Europa, con el objeto de negociar por medio de la Inglaterra el reconocimiento de la independencia, abriendo negociaciones con la corte de España para un arreglo pacífico; y tratar con la

1811.

Dificultades
interiores
después de la toma
de Montevideo.

Una comision
á Europa.
Su objeto

1814.

corte de Portugal en el Brasil, que se manifestaba dispuesta á intervenir en alianza con Fernando VII.

Anarquía
entre los hon. bres
de la revolucion.

Cuando una revolucion apela á la diplomacia buscando en ella la salvacion, es señal evidente de que empieza á perder la fe en sus propios recursos, y esto es lo que sucedió á la revolucion argentina al finalizar el año de 1814. El cansancio de la lucha, el espectáculo del desorden, los contrastes sufridos, la actitud amenazadora de la España y el aislamiento á que estaban reducidas las Provincias Unidas, eran causas bastantes para hacer desesperar á los mas débiles, y hacer dudar del triunfo á los mas fuertes; añádase la fluctuacion de las ideas políticas en los hombres pensadores que dirigian la revolucion, lo que contribuía no poco á desmoralizar el espíritu público. Todos marchaban á la independencia y querian la libertad, pero se difería en los medios, ó sea en cuanto á la forma de gobierno. Las masas insurreccionadas querian la *federacion*, pero la federacion de los tiempos primitivos, sin mas ley ni regla que la de los caudillos que habian elevado. Los hombres que aspiraban á fundar la libertad en el orden, opinaban por la *monarquía constitucional* como la única capaz de dar estabilidad á la revolucion, conjurando la tempestad que la amenazaba; y apoyaban tambien esta idea los hombres que por conviccion simpatizaban con la monarquía, á cuyo número pertenecía el director supremo. El lema de los demócratas era *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*, y esta era la opinion instintiva de los ejércitos.

Identidad de fin :
diversidad
de medios.

Bandera
de las turbas.

La de los hon. bres
moderados.

Lema
los demócratas.

La negociacion
confiada
á Sarratea
se desarrolla
en el Janéiro.

La negociacion seguida por Sarratea en el Janéiro, desde diciembre de 1813, habia venido desarrollándose durante el año 14, en la tentativa de armisticio hecha por Buenos Aires en abril, y en la capitulacion de Montevideo de 20 de junio. Lord Strangford, que era quien conducía esos trabajos, escribió al gobierno de Buenos Aires, luego que Fernando ocupó el trono, excitándolo para ponerse en relacion con el soberano.

quien se protestaba en los documentos pública lealtad y adhesion, por medios de diputados que fueran á darle explicaciones sobre los sucesos pasados. Envió esta nota con D.

Saturnino
exponer
mientos.

El dire
que pasa
abrir ese
ingles qu
pas no co
seguridad
con los d
en que ha
las pasion

Antes
petente a
por ley de
ron á Eu
haberse d
Medrano.

Rivada
porque du
sólidas, e
los prosél
por esto
para que
mision co
de recaba
cialmente
siones tr
posible, c

Las in
en públi
España, y
al rey las
de los vi
de que te
« Dejar d

Saturnino R. Peña, persona de su confianza, el cual debía exponer verbalmente los medios de ejecucion de estos pesamientos.

El director Posádas ordenó á Sarratea, á mediados de 1814, que pasase á Inglaterra á estudiar los medios y la posibilidad de abrir ese camino á la conciliacion, y contestó al embajador ingles que enviaria los diputados, no á solicitar perdon de culpas no cometidas, ni un olvido humillante de lo pasado, sino la seguridad de las pretensiones de estos pueblos, compatibles con los derechos de la corona, y la cesacion de las calamidades en que habian envuelto al continente americano la insensatez, las pasiones y la ambicion de sus antiguas autoridades.

Antes de abrir estas negociaciones, el director pidió la competente autorizacion á la asamblea general, que le fué acordada por ley de 29 de agosto. Entónces preparó la mision que llevaron á Europa los señores Rivadavia y Belgrano, despues de haberse declarado impedido para desempeñarla el Dr. D. Pedro Medrano.

Rivadavia y Belgrano participaban de las ideas de monarquía, porque dudaban que se pudiese fundar la república sobre bases sólidas, en vista de los excesos de la democracia bárbara, y de los prosélitos con que contaban las ideas monarquistas, sin que por esto se modificasen sus creencias. Esto sin duda influyó para que el gobierno se fijase en ellos, al nombrarlos en una mision cerca de las cortes de Inglaterra y España con el objeto de recabar de ellas el reconocimiento de la independencia, especialmente de la primera; haciendo á la segunda algunas concesiones transitorias, á fin de obtener una paz ventajosa si era posible, ó ganar tiempo en todo caso.

Las instrucciones no podian ser muy latas, y se dividieron en públicas y reservadas. Las ostensibles eran referentes á la España, y en ellas se encargaba á los comisionados presentasen al rey las quejas de la América contra la opresion y los vicios de los vireyes, limitándose á oír proposiciones, en el concepto de que todo arreglo debía reposar sobre las bases esenciales :
« Dejar en los Americanos la garantía de lo que se estipulase, y

1814.

Sarratea pasa á Inglaterra.

Contestacion del director Posádas á lord Strangford.

Rivadavia y Belgrano marchan para Europa.

Rivadavia y Belgrano monarquistas. Por qué.

Instrucciones que llevaron á Europa.

1814.

» presentar lo pactado al exámen de las provincias, en asamblea de sus representantes. »

Preveccion
que contenian
las reservadas
respecto
á negociacion
de monarquía.

En las instrucciones reservadas se prevenia á los comisionados que su primordial objeto era « asegurar la independencia » de la América, » negociando el establecimiento de monarquías constitucionales en ella, ya fuese con un príncipe español, si se podía, ya con uno ingles ó de otra casa poderosa, « si la » España insistia en la dependencia servil de las provincias, » añadiendo, « se tuviese muy presente en el desempeño de la » comision, que las miras del gobierno, sea cual fuese el estado » de la España, solo tenian por objeto la independencia política » del continente, ó á lo ménos la libertad civil de las provincias. » Para el logro de estos objetos se les previno se pusiesen previamente de acuerdo con lord Strangford en Rio Janéiro, y que procediesen en la seguridad de ser apoyados por el gabinete ingles.

Orden de ponerse
de acuerdo
con lord Strangford,

Partida
de los comisionados
para Rio Janéiro.

Los dos comisionados aceptaron la mision que se les encomendaba, y el 28 de diciembre de 1814 dieron la vela con destino á Rio Janéiro. Llegados á este punto, se reunió á ellos poco despues D. Manuel José Garcia, nombrado comisionado confidencial cerca de la corte del Brasil con el objeto de cooperar á sus trabajos. Por él supieron los notables cambios que habian ocurrido en las Provincias Unidas.

DOCUMENTOS.

SOBRE LA CAPITULACION DE MONTEVIDEO.

PROCLAMA DEL SUPREMO DIRECTOR DE LAS PROVINCIAS UNIDAS.

HABITANTES DE LAS PROVINCIAS UNIDAS :

Es llegado el tiempo de satisfacer la curiosidad que excitau justamente en vosotros unas medidas importantes que fué neces-

sario prep

Impelido
por mis ar
guerra, pr
consejo de
de honor y
opusieron
diputados
mas alta i
fe con que
tributaba á

Los prin
raron confi
el desenga
el gobiern
ciencia un
entrar fran
ridades re
josos de n
en intrigas
á la paz y
querido pr
charse con
usar del le
lo mismo d
y que desl
Estado.

En vista
diputados
rada les a
acompañad
propuestas
principios
siempre el
conociera
puerta á t

sario preparar en silencio y emprender con circunspeccion.

Impelido por las insinuaciones de ministros respetables, y por mis ardientes deseos de hacer cesar las calamidades de la guerra, propuse al gobierno de Montevideo, con acuerdo de mi consejo de Estado, una suspension de hostilidades, sobre bases de honor y justicia. Cualesquiera que fuesen los obstáculos que opusieron el decoro y la delicadeza, yo no trepidé en enviar diputados á la plaza de Montevideo, porque creí siempre de mas alta importancia dar esta prueba incontestable de la buena fe con que propendia á la paz, y del honor y deferencia que tributaba á los ministros mediadores.

Los primeros pasos de esta interesante negociacion inspiraron confianza de un suceso favorable: pero no tardó mucho el desengaño. Desvío, lentitudes, pretextos, todo hizo ver que el gobierno de Montevideo buscaba en el tiempo y la impaciencia un motivo especioso de inutilizar el proyecto. En vez de entrar francamente en unas negociaciones garantidas por autoridades respetables, y sacar de ellas los partidos mas ventajosos de un modo noble y decoroso, ha fundado sus esperanzas en intrigas y manejos de agentes oscuros. Léjos de coadyuvar á la paz y al órden tan necesarios á la felicidad pública, ha querido provocar los combates por una política insidiosa, mancharse con discursos sediciosos indignos de un magistrado, y usar del lenguaje de una audacia tímida, que parece desmentir lo mismo que siente, lenguaje que no puede engañar á nadie, y que deshonorando al que lo adopta, nada de útil produce al Estado.

En vista de una comportacion tan inesperada ordené á mis diputados se despidiesen y regresasen para la Colonia. Á su retirada les alcanzó un pasaporte del gobierno de Montevideo, acompañado de un oficio, en el cual separándose de las bases propuestas para el armisticio, fija otras tan chocantes con los principios de la razon y de la política, que desacreditarian para siempre el buen juicio del general de aquella plaza, si no se conociera que ellas son formadas con el objeto de cerrar la puerta á toda medida de pacificacion.

1814.

Sobre suspension
de hostilidades.

No tuvo efecto
por la conducta
insidiosa
del gobierno
de Montevideo.

Este propuso
unas bases
especiosas.

1814.

Y á la verdad, ¿ cómo pudo persuadirse el gobernador de Montevideo que se le enviaban diputados para estipular las condiciones de una entrega ó de una completa sujecion á su voluntad? ¿ Ni cómo podia creer mas seguras las palabras de un caudillo disidente á quien él mismo desprecia, que los serios compromisos de los ministros mediadores y del gobierno de las Provincias Unidas? Ello es que despues de haber agraviado altamente á las autoridades interesadas en la negociacion, ha encendido mas violentemente la guerra civil en la campaña de Montevideo, ha apresurado la completa aniquilacion de sus riquezas, y ha engrosado el torrente de males que precipita sobre nosotros la guerra.

No queda
otro recurso
que el de las armas.

Padres de familia, comerciantes, hacendados é individuos de todas clases, así lo que componeis estos pueblos, como los que sois víctimas inocentes dentro de los muros de Montevideo; si veis desvanecer vuestras fortunas, desfallecer á vuestras familias, ó perecer á vuestros queridos hijos en los campos de batalla, no me atribuyais unas desgracias que quisiera evitar á costa de mi propia vida: decid ¿ quién ha defraudado vuestras esperanzas, quién provoca á la guerra, quién ha cerrado la puerta que acaba de abrirse á la paz y al reposo? Vuestra respuesta es el único alivio que siente mi corazon en este duro compromiso. Yo nada mas he podido hacer. Yo he hecho por la paz algo mas de lo que debió esperar el capitán general de Montevideo. Si él, por obligacion ó por voluntad, cierra los oidos á las voces de la razon; si nada vale, en su concepto, ni la autoridad respetable de los ministros mediadores, ni las ventajas que le ofrece el armisticio, ni las lágrimas de los infelices que condena á todo género de males, ni la ruina de tantos honrados ciudadanos. ¿ qué recurso queda sino el de las armas?

La paz
es una condicion
indispensable.

La paz es necesaria á nuestra existencia, y cuando ella no puede negociarse, es forzoso conquistarla. No puede llamarse paz la servidumbre: ella es un estado de verdadera guerra: una sumision injusta y vergonzosa como la que se exige de vosotros, ¿ qué haria mas que eternizar las inquietudes y las revoluciones? El odio y las desconfianzas encontrarian siempre

pretextos p
inevitable.

Yo no s
razon hab
vuestra lib
honor, la
sostendrán
sacrificar
exponerse
eterno pro
nos dará u
que sea la
igualmente
sino en cu
contra la r

Fortaleza

1°. Bue
las tropas
Monarquía
extraordin
lidad al r
vidad á la

2°. A
Buenos A
lenuidad

pretextos para nuevas violencias, y la desolacion del país sería inevitable.

Yo no suscribiré jamas á semejantes condiciones. Ninguna razon habrá que me decida á sacrificar vuestros derechos y vuestra libertad. Vosotros no podeis consentirlo. Y pues que el honor, la justicia y una necesidad irresistible así lo exigen, sostendremos la guerra hasta el último extremo. Vale mas sacrificar una vez con gloria los bienes y la existencia, que exponerse á una muerte infame y prolongada. El Ser Supremo, eterno protector de la justicia, coronará nuestros esfuerzos; él nos dará una tranquilidad estable y duradera. Pero cualquiera que sea la fortuna de nuestras armas, mis votos por la paz serán igualmente ardientes: la victoria misma no me será apreciable, sino en cuanto acerque el término de esta lucha de las pasiones contra la naturaleza.

Fortaleza de Buenos Aires, 1º de mayo de 1814.

GERVASIO ANTONIO DE POSADAS

BASES DE PACIFICACION

PROPUESTAS POR EL GOBIERNO DE MONTEVIDEO.

1ª. Buenos Aires y todos los pueblos sujetos á su gobierno con las tropas de sus ejércitos jurarán la constitucion política de la Monarquía Española, sancionada por las cortes generales y extraordinarias de la nacion, y prestarán el juramento de fidelidad al rey D. Fernando VII, y durante su ausencia y cautividad á la regencia del reino nombrada por las mismas cortes.

2ª. Á los quince dias de notificado el tratado se publicará en Buenos Aires la constitucion, y se hará la jura con toda la solemnidad posible, y en todos los pueblos sujetos á aquel go-

1814.

Por parte
de Buenos Aires
no se aceptan
las bases
propuestas.

Buenos Aires
jurará la
constitucion
española.

Esta será publicada
y jurada.

1814.

hierno lo ejecutarán á los quince dias de habérseles intimado nuestro fraternal avenimiento. Desde entónces no se reconocerán otras autoridades que las designadas en la constitucion, y que hayan sido nombradas por la regencia del reino.

Arreglo
de la administracion
pública.

3^a. Se arreglará conforme á los principios de las dos bases precedentes cuanto corresponde á los ramos político, eclesiástico, militar, civil y de hacienda, para lo cual deberán venir autorizados plenamente los diputados del gobierno de Buenos Aires, quienes estipularán con los nombrados por el Sr. capitán general de estas provincias todo lo que pueda contribuir á la prosperidad comun, y á la seguridad inviolable de todos los habitantes sujetos ahora al gobierno de Buenos Aires. En inteligencia que si algunos de los empleados actuales no fueren confirmados en sus empleos, se les tendrá toda consideracion para emplearles en lo sucesivo, señalándoles entretanto una pension para su decente subsistencia.

Garantías
individuales.

4^a. Verificada la union fraternal de todos los pueblos sujetos al gobierno de Buenos Aires con el resto de la Monarquía bajo las dos primeras bases, quedan en el acto sepultadas las divisiones anteriores. Por consiguiente, nadie será molestado, ni perseguido por las opiniones que hubiere tenido, defendido, ó escrito : y no residiendo facultades en ningun otro magistrado para garantir esta promesa sino en el Sr. capitán general de estas provincias, ofrece solemnemente en nombre del rey el Sr. D. Fernando VII, conforme á las altas y extensas facultades que le ha conferido la regencia del reino, guardar, cumplir, y hacer guardar y cumplir el tratado que se estipule, el cual tiene en esta parte la misma validacion que si fuese pactado delante del gobierno nacional, cuya autoridad ejerce el Sr. capitán general exclusivamente en las Provincias del Rio de la Plata.

Montevideo, 12 de abril de 1814.

GASPAR VIGODET.

Es copia : HERRERA.

Comand
AL SECC

Para q
premo di
Señoría q
lavela del
de las cor
bergantine
de Castro.
sar y cond
ha abortad
dencia, qu
de mi man
ble y Zéfir
Trinidad.
la accion, s
lo consegu
herido, po
mente la co
migo, que
vaba consig
chiándose e
la tarde car
su retirada
viento cont
dras tuvier
legua, y así

(1) Tomado

PARTE DEL CORONEL D. GUILLERMO BROWN,

Comandante en jefe de las fuerzas marítimas de las Provincias Unidas,

AL SECRETARIO DE ESTADO ENCARGADO DEL ARMAMENTO NAVAL (1).

Á bordo de la *Hércules*, al frente de Montevideo,
19 de mayo de 1814.

Para que lo ponga Vuestra Señoría en noticia del excmo. supremo director, tengo el mayor placer en participar á Vuestra Señoría que el 14 del corriente al amanecer zarpó y se hizo á la vela del puerto de Montevideo la escuadra enemiga, compuesta de las corbetas *Mercurio*, *Mercédes*, *Neptuno* y *Paloma*, de los bergantines *San José*, *Hiena* y *Cisne*, una goleta, la balandra de *Castro*, el falucho *Fama* y lugre *San Carlos*, resuelta á apresar y conducir á su puerto la que yo mando : mas su empresa ha abortado, sin duda porque así lo ha querido la Divina Providencia, que todo lo encamina á lo mejor. La pequeña escuadra de mi mando constaba de las corbetas *Hércules*, *Belfast*, *Agréable* y *Zéfir*, bergantín *Nancy*, goleta *Juliet*, y zumaca *Santísima Trinidad*. Desde luego me propuse no empeñar inmediatamente la acción, sino darla á una distancia regular de Montevideo ; y lo conseguí solo con la pérdida de dos hombres muertos y un herido, por medio de un falso ataque que sostuvo principalmente la corbeta *Hércules*. El viento escaso proporcionó al enemigo, que se hallaba auxiliado por grandes lanchones que llevaba consigo, una ventaja que luego no me pesó, porque aprovechándose de ella el enemigo hizo rumbo al E., y como por la tarde cambiase el viento, me hallé en proporción de cortarle su retirada, á la que se manifestaba muy inclinado. Como el viento continuase del S. E. y creciese la marea, ambas escuadras tuvieron que fondear á distancia una de otra como de una legua, y así permanecieron algo al E. del Bucco hasta las 8 de

1814.

Partida
de la escuadra
enemiga
del puerto
de Montevideo ;
su objeto.

Falso ataque.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1814

la noche, á cuya hora zarpamos y nos mantuvimos al S. sin perdersenos de vista en toda la noche, por medio de anteojos al intento. Los enemigos siempre inclinados á huir, y nosotros á seguirlos.

El queche *Hiena*, que estaba á la cabeza de la escuadra, estuvo á tiro de fusil de la *Hércules*, mas aprovechándose de su mucho andar, despues de haber recibido dos andanadas á metralla y bala, se largó y separó de sus compañeros. En él se descubria distintivo de jefe, y no obstante esto se complació en huir. Ocupamos la mañana del 15 en perseguir al enemigo con vientos flojos, y á remolque los buques. Á la una de la tarde anclaron las dos escuadras, y á las 8 de la noche como fuese oscura, y el viento se llamase al N. E., el enemigo se levó y corrió cuanto el viento lo permitia. Á las 10, cuando aclaró, se llenó de desesperacion la gente de mi escuadra, porque no vió la enemiga; zarpamos, y navegamos en vuelta de Isla de Flóres, mas no continuamos en este rumbo. Así que amaneció el 16, no creo que hubiese uno en la escuadra que no se llenase de placer al descubrir la enemiga al E. Poco despues una zumaca mandada por el capitan Torreros se descubrió tan inmediata al enemigo que solo pudo salvarse por milagro, porque si hubiesen estado resueltos á esperarlos, debian haberla apresado: pero no, ellos se mantuvieron dirigiéndose al queche, acortando de vela de cuando en cuando, esperando los buques que se hallaban á barlovento á los que estaban sotaventados. Á la una de la tarde se reunió á la escuadra la zumaca: la *Agréable* y el *Nancy* se mantenian á distancia. Á las 2 nos pusimos en seguimiento del enemigo á remolque y con poco viento, miéntras él procuraba evitar por todos los medios posibles que los alcanzásemos. En este estado, haciendo fuego cuando la distancia lo permitia, continuaron la caza la *Hércules*, *Belfast*, *Zéfir*, dos zumacas y goleta *Juliet*, hasta las 10, en cuya hora hallándose á la cabeza de nuestros buques la *Hércules*, alcanzó á los buques enemigos que se hallaban á retaguardia, les hizo dos descargas, y puso aquella parte de la escuadra enemiga en tal confusion que á pocos minutos el bergantin *San José* y las corbetas *Nep-*

tuno y *Pe-*
presente
pocas vid
mas desgr
niga apro
buques re
gó á su p
diligencia
que solan
que naveg
el *Hércule*
tiro de ca

El berg
que no p
y el puer
fué apres
ciones se
la *Agréab*
tiempo de
cias del
sobre un
habia pro
mos en la
sido arma

Sea de
mente qu
represali
crueldad
hombres
que por l

Los pr
número
cion al d

El au
los infor
rable.

tau y *Palomo* se rindieron, teniendo la satisfacción de hacer presente al ánimo sensible de S. E. que se han perdido muy pocas vidas; á la verdad, por nuestra parte no hemos tenido mas desgracias que las del día 14. El resto de la escuadra enemiga aprovechó el momento en que tomábamos posesion de los buques rendidos, y á favor de la oscuridad de la noche se dirigió á su puerto, hasta donde fueron perseguidos, con la posible diligencia; y si el *Mercurio*, la *Fama*, y el lugre que fueron los que solamente pudieron ganarlo, por entónces hubiesen tenido que navegar una legua mas, los 3 habrían sido apresados por el *Hércules*, que como el mas á vanguardia les dió caza hasta tiro de cañon de la plaza.

El bergantín *Cisne*, la balandra de *Castro* y una goleta, viendo que no podían escaparse porque el *Hércules* estaba entre ellos y el puerto, se vinieron á la playa al S. O. del Cerro, en donde fué apresada la goleta, y quemados los otros dos. Las tripulaciones se refugiaron al Cerro. Por un efecto de su poco andar, la *Agréable* y el *Nancy* no pudieron reunirse á los demas á tiempo de tomar parte en la accion. De este modo las Provincias del Rio de la Plata han conseguido una completa victoria sobre una fuerza enemiga muy superior, que nada ménos se habia propuesto que cortar el pesuezo á todos los que estábamos en la escuadra, á cuyo fin la tripulacion de la suya habia sido armada con largos cuchillos, cosa que apénas puede creerse.

Sea de esto lo que fuere, debo recomendar muy particularmente que sean tratados como prisioneros de guerra. Usar de represalias sería debilidad, y perdonarles será generosidad. La crueldad se aumenta por actos de su misma naturaleza. Estos hombres deben ser enseñados, mas bien por el buen ejemplo que por la retaliacion.

Los prisioneros son en número de 500 poco mas ó ménos. El número de oficiales de una y otra clase es inmenso en proporcion al de marineros y soldados.

El armamento que se ha tomado lo ignoro aun, pero segun los informes que he recibido parece que es en número considerable.

1814.

Rendicion
de parte
de la escuadra
enemiga.

Completa victoria
de las Provincias
del Rio de la Plata.

Prisioneros.

Armamento.

1814.

El enemigo está bien anclado y amarrado en el puerto.

Su Excelencia el general Vigodet me ha dirigido en el falucho *Pama* un parlamento al dia siguiente de la accion, que incluye original, y en copia mi contestacion y la del pasaporte que he concedido al queche para que paso á esa. El edecan de Su Excelencia que vino conduciéndolo me propuso un canje de prisioneros á que no he accedido. Yo espero que mi conducta en este particular será aprobada por Su Excelencia en el supuesto de que mi ánimo ha sido acertar.

Felicitando á Su Excelencia por este suceso, y recomendando á su generosidad los comandantes, oficiales, marineros y soldados de la escuadra de mi mando, tengo el honor de ser de Vuestra Señoría su sincero obediente servidor.

GUILLERMO BROWN.

Sr. D. Juan Larrea, secretario de Estado
en el departamento de hacienda, y
encargado del armamento naval del
Estado.

PARLAMENTO DIRIGIDO POR EL GENERAL VIGODET

AL COMANDANTE GENERAL BROWN.

Solicita si está
autorizado
para entrar
en negociaciones
de paz.

Circunstancias que esencialmente al paso que fijan mi atencion por una consecuencia necesaria de los principios que me caracterizan, se han presentado no solo con posterioridad al tiempo en que el gobierno de Buenos Aires me invitó, á fines de marzo, por medio de sus diputados, al ajuste de un armisticio, sino aun á la accion ocurrida ántes de anoche, entre una parte de nuestras fuerzas navales y las que dependientes de aquel bloquean hace dias este puerto, las cuales están enlazadas con las noticias sobre manera agradables que he recibido de nuestra Península, por la polacra que ayer tarde logró anclar en

esta rada,
otra parte
ría, en raz
objeto de
depende y
ciacion, qu
actualidad
contestacio
diputados
deres. Inl
bien con r
muy grato
bros desgr
acerca de
tregua por
mutuamen
pongo hal
mérito á e
esté autori
las propues
para el bu
al efecto de

Con tal
á Dios lo g

Monte

Sr. comand
de Buen

esta rada, y confirman las que con poca anterioridad habia por otra parte recibido, me impulsan á dirigirme á Vuestra Señoría, en razon de considerarlo jefe de las expresadas fuerzas, con objeto de investigar si se halla facultado por el gobierno de que depende y reconoce, para efectuar con esta plaza aquella negociacion, que tal vez por el nuevo órden de cosas pudiera en la actualidad felizmente concluirse; en cuyo caso, precedida su contestacion ó aviso sobre el asunto, procederia á nombrar los diputados que, previo el exámen y cambio de los respectivos poderes, hubieran de ocuparse de las consiguientes discusiones, bien con relacion al todo de las ideas que hallo justo, y me es muy grato promover en obsequio de la humanidad, entre miembros desgraciadamente discordes de una misma familia, bien acerca de ajustar y convenir la cesacion de hostilidades y una tregua por el término que pactásemos, bajo las condiciones que mutuamente pareciesen razonables, dentro del cual me propongo hablar al gobierno de Buenos Aires del asunto que da mérito á este; y en el caso de suceder que Vuestra Señoría no esté autorizado, ó se resuelva á la adopcion de una ú otra de las propuestas medidas, espero se sirva remitirme un pasaporte para el buque y diputados que medito enviar á Buenos Aires, al efecto de que deyo hecha la conveniente indicacion.

Con tal motivo, felicito la salud de Vuestra Señoría y ruego á Dios lo guarde muchos años.

Montevideo, 18 de mayo de 1814.

GASPAR VIGODET.

Sr. comandante de las fuerzas maritimas
de Buenos Aires D. Guillermo Brown.

CONTESTACION DEL COMANDANTE BROWN.

À bordo de la *Hércules*, delante de Montevideo,
19 de mayo de 1814.

EXCMO. SEÑOR,

1814.
Condicion
para entrar
en negociaciones
de paz.

He tenido el honor de recibir el parlamento de Vuestra Excelencia, y en su contestacion debo decir á Vuestra Excelencia en nombre de mi gobierno, que hasta que sean entregados á las armas de Buenos Aires Montevideo, sus fortalezas, arsenales, buques de guerra, y toda propiedad pública, no se admitirán condiciones algunas.

Las propiedades de los particulares y las personas serán respetadas, y á los militares concedido que entreguen sus armas, segun se acostumbra en rendiciones á discrecion. La humanidad lo requiere así de Vuestra Excelencia.

D. José Obregon, ayudante de campo de Vuestra Excelencia, me ha pedido un canje de prisioneros, al que por ahora no puedo acceder, pero tanto de esto como de lo demas el gobierno será informado lo mas presto posible.

Con respeto, tengo el honor de suscribirme, excmo. Señor,
De Vuestra Excelencia muy obediente servidor.

GUILLERMO BROWN.

Estado de los oficiales de mar y tierra y demas clases inferiores que han sido tomados prisioneros por la escuadra de Buenos Aires sobre las aguas de Montevideo, el día 17 del mes de America de 1814.

Oficiales de marina.	10
Id. mayores.	18
Id. de tierra.	5
Capellanes	2

Cañones de

—

—

—

—

Carronadas

Buenos A

Omitimo
guerra y na
ciso llenar
hemos limi

PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

177

Cirujanos.	2
Sarjentos.	7
Cabos.	20
Soldados.	178
Marineros.	153
Calafates.	6
Carpinteros	7
Guardianes	7
Contra maestres.	2
Total.	417

1814.

Armamento.

Cañones de á	48	8	Fusiles,	210
—	24	7	Piedras de chispa,	200
—	9	16	Libras de pólvora,	1,650
—	8	32	Barriles de id. ,	12
—	4	10	Pedreros de lastre,	10
Carronadas de á	6	2	Cartuchos de fusil,	2,500

Buenos Aires, junio 3 de 1814.

BERNARDO VÉLEZ, *secretario del gobierno-intendencia.*

Constitimos individualizar un inmenso número de artículos de guerra y navales que contienen los inventarios, pues sería preciso llenar varias páginas á este propósito: por lo mismo nos hemos limitado á extractar lo principal.

OFICIO DEL CORONEL DON CÁRLOS DE ALVEAR,
GENERAL EN JEFE DEL EJÉRCITO SITIADOR DE MONTEVIDEO,
AL SUPREMO DIRECTOR DE LAS PROVINCIAS UNIDAS.

1814.

Sobre la entrega
de Montevideo
en virtud
de una capitulación.

EXCMO. SEÑOR,

Á esta hora, que son las tres y média de la tarde, acaba de entregarse por capitulación la plaza de Montevideo al ejército de mi mando. En consecuencia, pasado mañana debe ya tremolar el pabellon de la libertad en la fortaleza del Cerro, y el día siguiente daré á Vuestra Excelencia desde aquella ciudad el correspondiente parte de las circunstancias que la premura del tiempo no me permite ahora describir. Entretanto sera Vuestra Excelencia verbalmente informado de ellas por el señor coronel del regimiento núm. 3, D. Domingo French, con quien anticipo este aviso para satisfaccion de Vuestra Excelencia y de los habitantes de esa heróica capital.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general en el Miguelete, junio 20 de 1814.

Excmo. Señor,
CÁRLOS DE ALVEAR.

Excmo. supremo director de las Provincias Unidas.

SEGUNDO OFICIO DEL MISMO.

EXCMO. SEÑOR,

Participa la toma
de posesion
de la fortaleza
del Cerro.

Son las diez de la mañana, y acaba de tomarse posesion por las tropas de mi mando de la fortaleza del Cerro, en que ya flamea la bandera de la patria, y á fin de que con la brevedad posible llegue á noticia de Vuestra Excelencia, hago despachar este pliego en alcance del coronel D. Domingo French, para que

lo condu
Dios
Cuarto

Excmo

Las tr
ha digu
guarneci
presenci
tiranía;
potismo
libertad
de subor
á quien
sus anti

El reg
á tomar
tantas v
gonos de
gimiento
núm. 8.
resto de
rable con
los peligr
trada, y
cimienta

lo conduzca á manos de Vuestra Excelencia para su satisfaccion.

1814.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general en el Miguelete, junio 22 de 1814.

Excmo. Señor,
CÁRLOS DE ALVEAR.

Excmo. supremo director de las Provincias Unidas.

TERCER OFICIO DEL MISMO.

EXCMO. SEÑOR,

Las tropas del ejército de la patria que Vuestra Excelencia se ha dignado poner bajo mi mando se hallan en esta misma hora guarneciendo las fortalezas de la ciudad de San Felipe. Á su presencia desaparecieron para siempre los instrumentos de la tiranía; y aquel pueblo que por tanto tiempo sacrificó al despotismo su valor y su constancia entre cadenas, hoy recibe á sus libertadores con toda la sorpresa que debe producir el ejemplo de subordinacion y disciplina de estas tropas á unos habitantes á quienes se habia inspirado el mayor horror hácia ellas por sus antiguos opresores.

El regimiento de infantería núm. 6 fué el primero que entró á tomar posesion de la ciudadela, bajo cuyos fuegos acreditó tantas veces su intrepidez. Un escuadron de los valientes dragones de la patria le seguia. Á esto los brillantes y bravos regimientos de granaderos de infantería el núm. 2, núm. 3, núm. 8, núm. 9, granaderos montados, y sucesivamente el resto del ejército. La moderacion y aquella serenidad inalterable con que todos ellos acostumbraron á marchar delante de los peligros distinguia esencialmente el acto de su pacifica entrada, y felicitando á Vuestra Excelencia por este dichoso acaecimiento debido á sus sábias disposiciones, quedo en comuni-

Las fortalezas de San Felipe están guarnecidas por el ejército patriota.

Detalles sobre lo mismo.

1814.

carle con la brevedad posible las circunstancias para que no me dan lugar las atenciones de este grande día.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Fortaleza de Montevideo, junio 23 de 1814.

Excmo. Señor,

CÁRLOS DE ALVEAR.

Excmo. supremo director del Estado.

DON CÁRLOS MARÍA DE ALVEAR,

CORONEL DEL REGIMIENTO NÚM. 2, INSPECTOR Y GENERAL EN JEFE DEL EJÉRCITO DEL ESTE DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA.

HABITANTES DE MONTEVIDEO :

Recomienda
el olvido
de lo pasado.
Ofrece tranquilidad
y paz.

El período fatal de la guerra y los desastres han terminado ya. Apártese del orden de los tiempos su funesta memoria, y sepultando en el silencio mas profundo los sucesos marcados con la desolacion y la sangre, entren á ocupar ese lóbrego vacío los deliciosos días de la paz, de la union y la fortuna. Habitantes : reposad tranquilos en el seno de vuestras familias inocentes. Volved al centro de vuestras relaciones. Las tropas del ejército de mi mando os recibirán en sus brazos con la mas estrecha fraternidad. Nadie será osado de perturbar vuestro sosiego injustamente. Su disciplina y su carácter de humanidad, tantas veces acreditado, no darán margen al menor disgusto. Yo espero que la comportacion de este noble vecindario sea análogo á mis deseos.

Fortaleza de Montevideo, junio 23 de 1814.

ALVEAR.

CAPITULACION DE MONTEVIDEO.

PLENOS PODERES

OTORGADOS POR EL GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS AL GENERAL
D. CARLOS ALVEAR.

El supremo director de las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

1814.

Por cuanto siendo tan grande la confianza que me merece la persona del coronel Don Carlos Alvear, general del ejército de estas provincias sobre Montevideo, y considerando la utilidad que resultará en que este jefe se halle completamente autorizado por mi parte para tratar y emprender cualquier género de negociaciones, estipulaciones ó convenios con los autorizados, súbditos y habitantes de la plaza sitiada, he venido en conferirle mis plenos poderes al objeto expresado: por tanto hago saber á cuantos el presente vieren, ó puedan ser informados de su contexto, que el referido general Alvear está autorizado completamente para tratar á nombre mio, y empeñando las altas facultades que por eleccion de los pueblos residen en mi persona, con el capitán general de Montevideo, su cabildo, autoridades civiles, militares y vecinos estantes y habitantes en aquella plaza; y que reconoceré por válidos todos los convenios y negociaciones que celebráre bajo este respecto, sean de la clase que fueren, sin otra restriccion que la precisa de obtener mi sancion suprema en los casos que la naturaleza de los negocios la requiera, y sea de esperarse. A cuyo efecto le he hecho expedir el presente diploma, firmado de mi mano, sellado con el sello de las armas del Estado, y refrendado por mi secretario en el departamento de gobierno.

Diploma.

Dado en la fortaleza de Buenos Aires, á 28 de mayo de 1814.

GERVASIO ANTONIO DE POSADAS.
NICOLAS DE HERRERA.

PLENO PODER

DADO POR EL GENERAL DON GASPAR VIGODET Á SUS COMISIONADOS

1814.

Poder con arreglo
á ciertas
instrucciones.

Por la presente confiero el mas pleno y amplio poder á los señores diputados D. Juan de Várgas, D. José Azevedo, D. Miguel Antonio Vilardebó y D. José Gestal, para tratar con el señor comandante general de las tropas de Buenos Aires con arreglo á las instrucciones que al efecto les tengo dadas, reservándome la facultad de ratificar lo que pactasen.

Montevideo, junio 20 de 1814.

GASPAR VIGODET.

PROPOSICIONES

QUE SE HACEN AL SEÑOR COMANDANTE GENERAL DEL EJÉRCITO SITIADOR DE ESTA PLAZA DE MONTEVIDEO DON CÁRLOS ALVEAR, PARA SU ENTREGA, POR LOS DIPUTADOS QUE SUSCRIBEN, AUTORIZADOS LEGAL Y PLENAMENTE POR EL SEÑOR CAPITAN GENERAL DE ESTAS PROVINCIAS, D. GASPAR VIGODET, PARA EL EFECTO (1).

Entrega
de la plaza
de Montevideo.

ARTÍCULO 1º Y PRELIMINAR. Antes de entrarse á tratar de los subsecuentes de esta convencion, y por preliminar de todos ellos, ha de entenderse y sancionarse que la plaza de Montevideo

(1) Esta capitulacion no se llevó á efecto. El general Vigodet protestó desde el Janéiro ante el gobierno de Buenos Aires, por la falta de cumplimiento á ella por parte del jefe vencedor; el gobierno de Buenos Aires pidió á este explicaciones; y el general Alvear publicó una exposicion en noviembre de 1814 con todos los documentos relativos, en que negó la existencia de tal capitulacion y calificó las *proposiciones* negociadas como un ardid de guerra de que se valió para apresurar la caida de una plaza que ya estaba para rendirse, ahorrando así las desgracias de la guerra civil, y salvando su ejército de la posicion peligrosa en que el general Vigodet queria ponerlo en combinacion con las fuerzas de Otorquez. — El esclarecimiento de este punto pertenece á la historia.

se entregar
dicion de
Española,
siendo par
virtud el se
los Alvear
al firmar c
honor por
samente ta

ART. 2.
solo en cali
á España
tratan las
plenipoten
Sarratea, c

ART. 3.
que no es
legios y ar

ART. 4.
de la clase
quedar est
vender sus
restituirse
acomode y
nando VII
Españas, y
— Conced

ART. 5.
ó territori
tumbran p
antes de l
impuestos
— Será tr
vilegiados.
dinuria pe
niones po

se entregará al gobierno de Buenos Aires bajo la expresa condicion de que este reconocerá la integridad de la Monarquía Española, y por su legítimo rey el señor D. Fernando VII, siendo parte de ella las Provincias del Rio de la Plata, en cuya virtud el señor comandante general del ejército sitiador D. Carlos Alvear ha de hacer ese reconocimiento en nombre de aquel al firmar este convenio, y obligarse bajo su fe y palabra de honor por sí y por las tropas de su mando á cumplir religiosamente tan sagrada y solemne promesa. — *Concedido.*

1814.

ART. 2. La enunciada entrega de la plaza ha de considerarse solo en calidad de depósito, y verificada que sea, ha de remitir á España el gobierno de Buenos Aires los diputados de que tratan las bases acordadas en el Janéiro entre nuestro ministro plenipotenciario D. Juan del Castillo y Carroz y D. Manuel de Saratea, con el objeto en ellas indicado. — *Concedido.*

Dicha entrega se considerará en depósito.

ART. 3. Se conservará á todo ciudadano, á mas de su religion, que no es punto de controversia, todas sus haciendas, privilegios y armas. — *Concedido.*

Sobre religion y propiedades.

ART. 4. Se concederá un año de término á todo ciudadano, sea de la clase que fuere, y prescindiendo del estado en que puedan quedar estas provincias, para que si asi le acomodase pueda vender sus bienes, tanto muebles como raíces; y se le permitirá restituirse con su producto á España, ú otro destino que le acomode y reconozca por su legítimo monarca al señor D. Fernando VII, y en su ausencia y cautiverio la regencia de las Españas, nombrada por las cortes generales de la Monarquía. — *Concedido.*

Concesion de un término para vender bienes.

ART. 5. No se exigirán á los habitantes de la plaza y su término ó territorio jurisdiccional mas contribuciones que las que acostumbra pagar ó se les han exigido por el gobierno peninsular ántes de las presentes desavenencias; ni se les cargarán nuevos impuestos e. comestibles, mercaneias ú otros frutos del país. — *Será tratado Montevideo como cualquiera pueblo de los mas privilegiados, y no se le podrá imponer ninguna contribucion extraordinaria por cualesquiera que hayan sido sus sentimientos, ú opiniones políticas.*

Qué contribuciones se exigirán á los habitantes de la plaza.

1814.

Irresponsabilidad
de que gozan
por ciertas
opiniones y actos.

ART. 6. Ni por sus opiniones, ni por sus escritos ó acciones que ántes de este convenio hayan tenido ó ejecutado los ciudadanos existentes en esta plaza y sus dependencias contra el gobierno de Buenos Aires, ó bien contra las tropas ó territorio que lo reconocen, ha de hacerse á aquellos cargo alguno, ni la menor reconvenion, ó ultraje; ni asimismo ha de poder ejecutarse represalia de ningun órden contra la guarnicion de tierra y mar, por algun pretendido motivo de haber las mismas tropas, ú otras españolas, dependientes del gobierno que esta plaza reconoce, faltado al cumplimiento de anteriores capitulaciones ó tratados. — *Concedido.*

Pardon
de desertores
y emigrados.

ART. 7. Deberán ser perdonados los desertores del ejército sitiador y emigrados de Buenos Aires, y ha de quedar á su arbitrio seguir á la guarnicion, ó restituirse al ejército, y á dicha ciudad ú otra de su antigua residencia actualmente dependiente del gobierno de ella. Ó bien deberá permitirse la salida del buque que elijá el señor capitan general, sin ser registrado, ó reconocido, para la Península ú otro punto dependiente de su gobierno, franqueándole los viveres de que necesite y exija para su navegacion, que serán pagos al mes de su arribo á la Península. — *Concedido al tenor de su primera parte hasta el punto y transaccion; igualmente la segunda parte si les acomodase irse.*

Permiso de retirarse
á Maldonado
la guarnicion.

ART. 8. Á toda la guarnicion de tierra y mar se le ha de permitir retirarse á Maldonado con banderas desplegadas, tambor batiente, todo su armamento y cuatro piezas con sus montajes, avantrenes y carros correspondientes, cien tiros respectivamente de cada arma, y diez granadas cada granadero, facilitándole en aquel puerto los buques y viveres necesarios para dirigirse á la Península, ú otro punto que se acuerde, ó bien han de proporcionarse á dicha guarnicion los buques y viveres expresados para embarcarse en este puerto dentro del término que se asigne, y dirigirse á España. — *Suspendido para consultar al señor capitan general sobre el medio término que podrá tomarse quedando las armas, despues de concedidos todos los honores de la guerra de que trata este artículo, en depósito dentro de la plaza, hasta que al mes ó ántes se embarque con ellas la guarnicion, y serán custo-*

diadas hasta
nacion.

ART. 9. Q
de sus resp
esclavos, ca
personas ó

ART. 10.
nacion para
regular del
dos meses
este puerto
libres pasap
restituirse á

ART. 11.
barcarse set
de la plaza
oficial, ó so
les concede
para su tra
el precio co
dido, no se
cuenta del
alguno por

ART. 12.
los hospital
dejar en la
guarnicion

ART. 13.
este conve
y por este
condicion d
su parte of
los prisione

ART. 14.
de salir, ó
ni ménos

diados hasta este momento por una guardia de su actual guarnicion.

1814.

ART. 9. Que igualmente todos los oficiales y soldados, á mas de sus respectivas armas, sacarán su ropa, alhajas, dinero, esclavos, caballos, libros, papeles, y cuanto pertenezca á sus personas ó compañías. — *Concedido en todas sus partes.*

Otro permiso que se otorga á los oficiales y soldados.

ART. 10. Los buques, víveres, y demas que necesite la guarnicion para su transporte, han de facilitarse por el flete y precio regular del país, debiendo hacerse el pago en la Peninsula á los dos meses de su arribo, y restituido que sean dichos buques á este puerto, ó cumplido todo lo pactado, se han de conceder libres pasaportes á los rehenes de la guarnicion para seguirla, ó restituirse á su domicilio. — *Concedido.*

Concesion de pasaportes á los rehenes.

ART. 11. Los enfermos de la guarnicion que no puedan embarcarse serán alimentados y curados en los hospitales militares de la plaza mediante al tanto al día que se estipule por cada oficial, ó soldado enfermo ó convaleciente, y á los que sanen se les concederá pasaporte, y la embarcacion y víveres necesarios para su transporte, que serán satisfechos en la Peninsula por el precio corriente de este país en el plazo ya indicado. — *Concedido, no solo, sino igualmente se ofrece que serán curados de cuenta del Estado ó gobierno de Buenos Aires, sin reintegro alguno por parte de la nacion á que todos correspondemos.*

Sobre los enfermos de la guarnicion.

ART. 12. Con arreglo al número de enfermos que queden en los hospitales, estará en el arbitrio del señor capitán general el dejar en la plaza dos ó tres oficiales y algunos sarjentos de la guarnicion para su asistencia y cuidado. — *Concedido.*

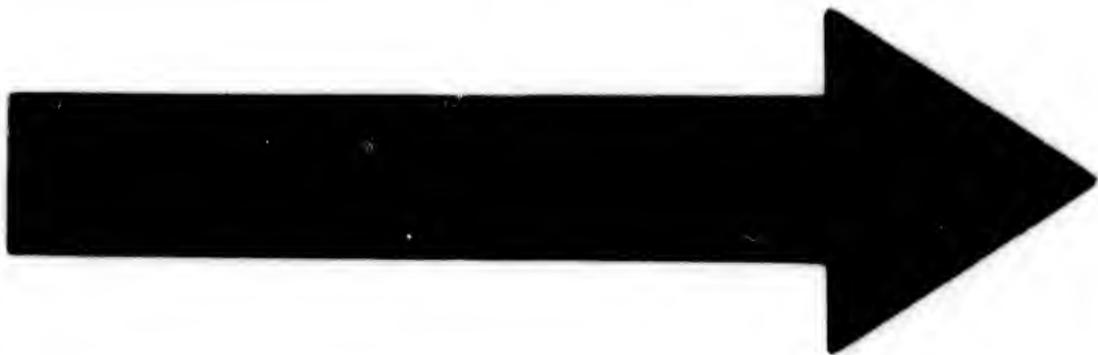
14.

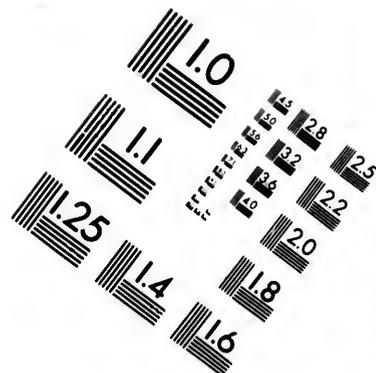
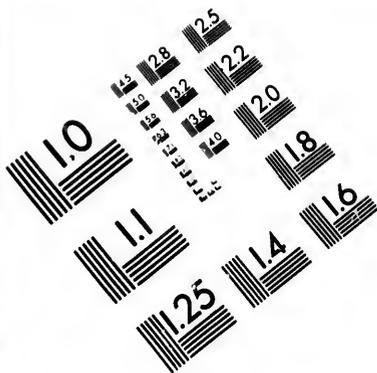
ART. 13. Deberán ponerse en libertad luego que se verifique este convenio, y sea firmado, los prisioneros hechos á la plaza, y por este á sus sitiadores de tierra y mar. — *Concedido con la condicion de consultarse al señor capitán general sobre el que por su parte oficie con el general Pezuela para el mútuo canje de todos los prisioneros de ambos ejércitos.*

Libertad de prisioneros.

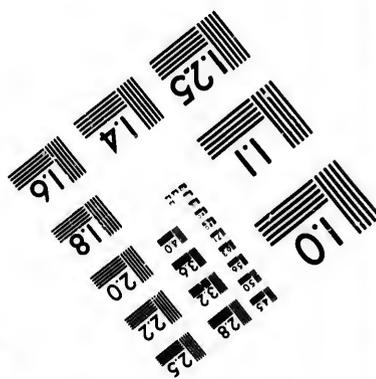
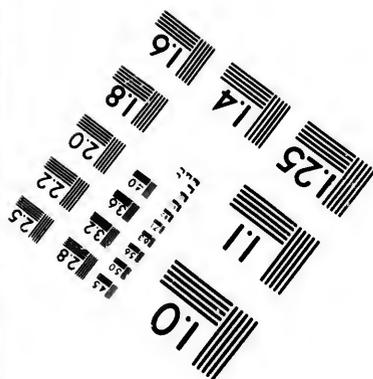
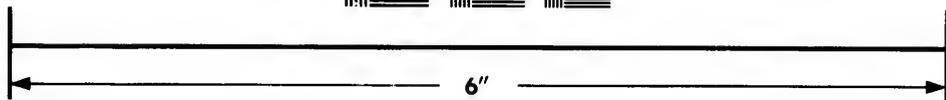
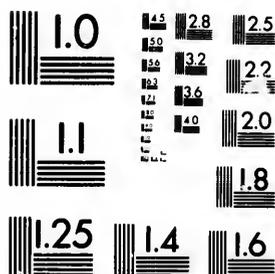
ART. 14. No ha de permitirse á las tropas ó marinería dejar de salir, ó no embarcarse, ú ocultarse para quedarse en tierra, ni ménos podrán admitirse á tomar las armas ó partido en las

Lo que no podrán hacer las tropas.





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14590
(716) 872-4503

0
11
E E E E E
E 28
E 32
E 25
E 22
E 20
E 18
6

11
10
E E E E E
E 28
E 32
E 25
E 22
E 20
E 18

1814. tropas de Buenos Aires. — *Concedido con arreglo al artículo que se extenderá despues de estas proposiciones.*

Direccion
de la guarnicion.

ART. 15. La guarnicion se dirigirá via recta para la Península ó bien con la escala que se estipule ó fuese precisa, sin que en el caso de haber de emprender su navegacion pueda obligársele á verificarla hasta que el tiempo sea favorable, aun cuando se cumpla el término prefijado al efecto. — *Concedido.*

Interpretacion
de las dudas.

ART. 16. Las dudas que puedan ocurrir en este tratado, ó se originen de imprevista ó defectuosa explicacion de sus artículos, se han de entender ó interpretar á favor de la guarnicion. — *Concedido.*

Libertad
en que queda
la corbeta *Mercurio*.

ART. 17. Deberá quedar libre ó fuera de esta convencion la corbeta *Mercurio*, para escoltar por sí al convoy, y transportar al Sr. capitan general y demas jefes de la guarnicion á la Península. bien que debiendo darse á este buque, como á los demas, los víveres de que necesite á ese efecto bajo las mismas condiciones. — *Concedido.*

ART. 18. Si la guarnicion hubiese de ser conducida por tierra á Maldonado, no ha de obligársele á marchar, durante su tránsito, mas que cuatro leguas al dia, ó lo que segun los puntos poblados que haya en el camino se acuerde y sancione como justo y demas conveniencia y utilidad de la misma guarnicion, para no causarle molestias arbitrarias en su viaje, debiendo facilitársele para realizarlo la escolta, carruajes, bagajes y víveres correspondientes para el camino, y subsistencia allí por el precio corriente del país. — *Concedido.*

Oficiales
casados.

ART. 19. Á ningun oficial casado y particularmente á aquellos que lo estén con hijas del país, ó tengan algunos bienes raíces en él, se le obligará á evacuar la plaza con la guarnicion, y será reputado en ella aun prescindiendo de su carácter que ha de respetarse como ciudadano, si le acomodase, ó lo necesita poder permanecer en la misma durante el propio término de un año, á fin de que pueda si le fuese dable vender sus haciendas sin mayor sacrificio por la precipitacion de su marcha; debiendo durante ese tiempo socorrérsele mensualmente con la paga por cuenta del erario nacional. — *Concedido.*

ART. 20.

á este Rio.
társeles en
cios corrien
Península.
por conver
transportes
ilidad de
continuacion

ART. 21

cionales, ca
del contin
puerto lib
tabecidos,
y habiénd
dos, cuand
ó fletamen
la adquisic
biendo efec
Montevideo
á buques ne

ART. 22

berá toma
todo desór
necer la pl
que venga
rán ser efe
el que ins
vecino ó
partes.

ART. 23

cion se ha
quiera esp
deseo intr
tiador dar
vea el pa

ART. 20. Si llegasen buques de guerra con tropas ó sin ellas á este Río, han de quedar libres unos y otras, y han de facilitárseles en este puerto los víveres de que necesitan á los precios corrientes, bajo las mismas condiciones para regresar á la Península, ó dirigirse al punto que sus comandantes tuvieren por conveniente. — *Concedido, debiendo irse despachando los transportes con proporcion á su número para que haya mas facilidad de habilitarlos de lo que necesitan segun se explicará á continuación de estas proposiciones.*

ART. 21. Si los buques que arribasen fuesen mercantes nacionales, cargados de efectos, ó frutos, ya sean peninsulares, ya del continente, americanos, ó sus islas, podrán vender en este puerto libremente sus cargamentos, pagando los derechos establecidos, ó bien remitirlos á Buenos Aires para el propio efecto, y habiéndolo verificado podrán salir, ya en lastre, ya cargados, cuando les convenga para los puertos de sus procedencias, ó destamentos, sin que pueda ponérseles embarazo alguno en la adquisicion de los víveres que necesitan. — *Concedido, debiendo efectuarse en la Península con los buques procedentes de Montevideo y Buenos Aires el pago de los derechos como exigidos á buques nacionales.*

ART. 22. El Sr. comandante general del ejército sitiador deberá tomar cuantas medidas le sean posibles á fin de evitar todo desórden por parte de sus tropas, cuando entren á guarnecer la plaza, ó bien de los paisanos ó vecinos de la campaña que vengan á ella; prohibiendo con graves penas, que deberán ser efectivas y publicadas por medio del respectivo bando, el que insulten de palabra ú obra, ó por escrito, á ningun vecino ó soldado de esta plaza. — *Concedido en todas sus partes.*

ART. 23. Desde el momento que se firme la presente conven- cion se ha de permitir que entren en la plaza francamente cual- quiera especies de comestibles, carbon, leña, y demas que se desee introducir; y el Sr. comandante general del ejército sitiador dará inmediatamente sus disposiciones para que se pro- vea el pan, carne, grasa y demas necesario á las tropas, hos-

1814.

Buques de guerra
llegados á Río.

Medidas
para evitar
desórdenes.

Permiso de llevar
comestibles
á la plaza.

1814.

pitales y vecindario, que se pagarán á los precios corrientes. — *Concedido en todas sus partes.*

Libertad
de los buques
para salir cargados.

ART. 24. — Todos los buques mercantes que se hallen en el puerto anclados, como de pertenencias particulares, tendrán entera libertad para salir cargados, ó en lastre, cuando les acomode, adonde tengan conveniente ó sus mismos fletamentos exijan; no debiendo pagar otros derechos para ejecutarlo que los hasta ahora establecidos. — *Concedido.*

Cuando será
entregada la plaza.

ART. 25. La entrega de la plaza no se verificará hasta dos dias exclusivos despues de firmado el presente convenio, para cuyo exacto cumplimiento dará por su parte el Sr. capitán general cuatro individuos en rehenes, que serán un jefe militar, un regidor, un consiliario del consulado nacional, y un hacendado. — *Concedido.*

Quedan en libertad
los cargamentos
de los buques.

ART. 26. Los cargamentos de todos los buques anclados en el puerto, y procedentes de algmo de Europa ó América, si estuviesen aun á sus bordos en el todo ó parte, deberán igualmente quedar libres, y sus capitanes ó consignatarios en aptitud para venderlos pagando los derechos establecidos al presente en la plaza, con prevencion de que si los hubiesen ya pagado, aun sin haber desembarcado aquellos, no han de deber exigirseles de nuevo. — *Concedido.*

Defensa
de sacar armas,
municiones, etc.

ART. 27. No podrán bajo pretexto ni motivo alguno sacarse de esta plaza ningunas armas, municiones, ó pertrechos de guerra de las que en ella existen, y deberán inventariarse en la forma acostumbrada por los comisarios que se nombren al efecto. — *Concedido para la defensa de cualquiera nacion extranjera.*

Cómo
ha de componerse
la guarnicion.

ART. 28. De las mismas tropas sitiadoras que se posesionen por via de depósito, segun queda dicho, de esta plaza hasta que se decidan en España los puntos que allá deban ventilarse por el medio enunciado, ha de componerse su guarnicion en número de mil y quinientos hombres, bajo las órdenes inmediatas de un gobernador militar, sin que bajo pretexto, motivo alguno, ó pacto anterior, por solemne que sea, pueda el Sr. comandante general del ejército sitiador, ni el actual gobierno de

Buenos A
plaza, ni
cionales.
para ese s
bierno ter
indicado,
exacto de
rior articu
rehenes co
ello bajo la
ministro p
lord. — C
por circun
tivo, se au
niente, ó se
fuese neces
ART. 29.
intereses q
personas a
la Monarqu
garse á los
la calidad
gobierno d
pueda suce
este articul
ART. 30.
cinto Rom
otros pertr
tenga por
rigirse adon
que haya
esta conve
demas ind
nes, han d
esta plaza;
auxilios en

Buenos Aires, ó cualquiera otro que le suceda, entregar la plaza, ni permitir sea guarnecida por ningunas tropas ya nacionales, ya extranjeras, sino que las que ahora se designen para ese servicio han de permanecer hasta que el predicho gobierno termine sus asuntos en la Península por el medio ya indicado, bajo la inteligencia de que para el cumplimiento exacto de este convenio y particularmente de este y del anterior artículo, ha de entregar dicho Sr. comandante general los rehenes correspondientes, y ha de obligarse á responder de todo ello bajo la garantía de S. M. B., y en su representacion de su ministro plenipotenciario en la corte del Janéiro, milord Strangford. — *Concedido, bajo la prevencion de que si fuese necesario por circunstancias de algun acometimiento extranjero ú otro motivo, se aumentará la dicha guarnicion del modo que seu conveniente, ó se disminuirá del número asignado en este artículo si no fuese necesario.*

ART. 29. Deberán ser religiosamente respetados cualesquiera intereses que puedan tener en esta plaza el comercio ú otras personas así de la Península como de cualquiera otro punto de la Monarquía, sin que ahora ni en tiempo alguno pueda obligarse á los tenedores á que los exhiban ó entreguen aun con la calidad de reintegro; bajo la inteligencia de que el actual gobierno de Buenos Aires, ó cualquiera otro que en adelante pueda sucederle, ha de responder de la menor infraccion de este artículo, bajo la garantía ya expresada. — *Concedido.*

ART. 30. Á la division del capitán de navío graduado D. Jacinto Romarate deberán facilitarse los víveres, ó cualquiera otros pertrechos de que pueda necesitar, para evacuar cuando lo tenga por conveniente ó le sea posible el Rio de la Plata, y dirigirse adonde se le ordene por su respectivo jefe, y en el caso que haya sido apresado ántes del momento en que se firme esta convencion, así dicho Sr. Romarate como los oficiales y demas individuos que componian aquella, y tiene á sus órdenes, han de quedar en libertad como parte de la guarnicion de esta plaza; y de consiguiente en estado de seguirla bajo iguales auxilios en la primera ocasion que estime oportuna. — *Conce-*

1814.

Respeto
á los intereses.

Sobre que deben
facilitarse
los víveres.

1814. *dido en la primera parte, y en la segunda debe entenderse como el artículo 13.*

Libertad
del comercio
interior y exterior.

ART. 31. El comercio tanto interior como exterior será libre, y podrá girar con todas las naciones, ínterin Su Majestad no disponga otra cosa, del mismo modo que el de la capital; debiendo nivelarse los derechos que se exijan de los cargamentos extranjeros por las reglas que estén establecidas en la aduana de Buenos Aires, á fin de que cual corresponde haya una exacta igualdad entre ella y la de esta plaza. — *Concedido.*

Inventarios.

ART. 32. Iguales inventarios á los que han de realizarse en el departamento de artillería, se practicarán en el parque de ingenieros, arsenal de marina, hospitales, administraciones de rentas, ú otros ramos pertenecientes á la hacienda nacional por las personas que al efecto se nombraren, bajo las formalidades de práctica, á fin de que por este medio conste en todo tiempo el estado en que queda la plaza. — *Concedido.*

Archivos y papeles.

ART. 33. Los archivos públicos serán respetados; y sus papeles y demas pertenencias quedarán á cargo de las personas que se ocupan en la actualidad de ese servicio, ya sea en calidad de secretarios, escribanos, oficiales, ó escribientes. — *Concedido.*

Cobro de créditos.

ART. 34. El rey, ó la nacion, y la guarnicion de esta plaza, cobrarán de sus vecinos y demas habitantes cualesquiera créditos que tengan contra ellos hasta el dia en que se firme este convenio. — *Concedido, pero no debiendo exigirse con violencia sino cuando buenamente puedan ejecutarlo.*

Bandera.

ART. 35. En la plaza no se arbolará jamas por pretexto ni motivo alguno otra bandera que la nacional. — *Concedido.*

Salva.

ART. 36. Ni por el ejército sitiador, ni por los buques del bloqueo, ó en Buenos Aires, deberá hacerse salva por la entrada en la plaza. — *Concedido.*

Plazo concedido
á la guarnicion.

ART. 37. Á la guarnicion se darán treinta dias de término para prepararse á partir, ó embarcarse, y un mes de socorro, ántes de emprender su navegacion, con que pueda habilitarse para ella, cuyo desembolso quedará á cargo del erario nacional, ó deberá á su tiempo ser reintegrado por este. — *Concedido.*

ART. 38. Esta plaza quedará por el dia en adelante libre y libre de impuestos y derechos de cualquier especie que se hubieren cobrado en Montevideo, los tenidos por perdido.

ART. 39. De los efectos que quedaren en esta plaza de Su Majestad, se entenderá en lo respectivo á los usos y costumbres de aquel Estado, á sus clases y á sus condiciones.

ART. 40. Las viudas y huérfanos de los que murieron en esta plaza, tendrán la misma consideracion que en la capital.

ART. 41. Los partidos de la provincia de Buenos Aires, que se hallaren en el día de la zumbada, quedarán á cargo de D. Pablo de Olivera, jefe pon-

ART. 38. Se restituirá á los vecinos y demas habitantes de esta plaza todas las propiedades que les hayan sido secuestradas por disposiciones del gobierno de Buenos Aires anteriores al dia en que se firme este convenio. — *Se devolverán á sus legítimos dueños todos los bienes raíces de los cuales no se haya enajenado el Estado, haciendo lo mismo con todos los efectos que se hallen en igual caso, pudiendo todos los vecinos y habitantes de Montevideo reivindicar sus fincas por el derecho de tanteo en que los tenedores las hayan comprado : finalmente sobre todo lo enajenado el gobierno de Buenos Aires cuidará indemnizar todo lo perdido ó gastado, cuando y del mejor modo que le sea posible.*

ART. 39. Todos los empleados civiles, políticos y militares de los cuerpos de estas Provincias, y eclesiásticos que quieran quedarse en la plaza, podrán hacerlo hasta la resolucion de Su Majestad ó de la regencia de las Españas, y á mas de mantenerse en la tranquila posesion de sus empleos, disfrutarán sus respectivos sueldos, y serán con ellos socorridos en la forma acostumbrada, pagándoseles el transporte á la Península á aquellos que desde luego quieran retirarse á ella, de cuenta del Estado, y debiendo ser todos tratados con el decoro respectivo á sus clases. — *Concedido, siendo prevencion que con respecto á los que quedan en sus empleos deberá entenderse el deber mantenerlos en ellos, interin por su mala comportacion no se hagan acreedores á ser separados.*

ART. 40. Asimismo se satisfarán sus respectivas pensiones á las viudas que las disfruten, á los inválidos ó retirados, y pobladores que no se hallen en estado de poder seguir á la guarnicion hasta su destino, ó no deban ejecutarlo. — *Concedido.*

ART. 41. El presente convenio ha de ser extensivo en todas sus partes al establecimiento del Cármén del Río Negro en la Costa Patagónica, debiendo estimarse libre, ó fuera de él, tanto los oficiales y tropa existentes en aquel destino, como tambien la zumaca nacional *Carlota* del mando del alférez de fragata D. Pablo Guillen, quien podrá dirigirse con ella transportando aquella á la Península, ú otro punto que se le prevenga por su jefe poniendo en su noticia este tratado. — *Concedido.*

4814.

Restitucion
de propiedades
secuestradas.

Los empleados
que quieran
pueden quedarse
en la plaza.

Satisfaccion
de pensiones
á las viudas,
inválidos, etc.

Extension
de este convenio

1814.

Sobre
los emigrados,
milicianos, etc.,
que se hallan
en Cerro Largo.

ART. 42. Todos los emigrados, milicianos y demas individuos que al presente se hallan reunidos en el Cerro Largo, ó campos del Yaguaron, bajo las inmediatas órdenes del comandante de aquella guardia, deberán asimismo estimarse incluso en este convenio, y disfrutar de cuanto en él queda acordado en los mismos términos que si se hallasen en esta plaza. — *Concedido.*

Montevideo, 20 de junio de 1814.

JUAN DE VÁRGAS. — JOSÉ AZEVEDO.
— MIGUEL A. DE VILARDEBÓ. — JOSÉ
GESTAL. — CÁRLOS DE ALVEAR.

En cada una de las notas marginales hay una rúbrica del comandante general del ejército sitiador don Carlos Alvear.

ARTÍCULO ADICIONAL.

Sobre resolucion
de ciertos puntos
reservada
al capitán general.

Que todos los naturales de estas Provincias, de cualquiera clase que sean, si gustasen quedarse, podrán hacerlo.

Los infrascritos hemos convenido unánimemente en todos los artículos de estas proposiciones al tenor de las notas que se han puesto á sus márgenes y hemos rubricado, debiendo quedar suspensa la resolucion de solos aquellos que se han reservado para consultarse al señor capitán general; sobre los que yo Várgas quedo obligado á volver mañana á las nueve del dia con su resolucion, á fin de quedar de acuerdo acerca de dichos artículos pendientes con el Sr. comandante general del ejército sitiador don Carlos Alvear, siendo prevencion que mañana por la mañana han de entrar víveres de todas clases en la plaza para su socorro, y quedará corriente el punto de los mútuos rehenes que de parte á parte deben entregarse.

Casa de Pérez en el Arroyo Seco, á 20 de junio de 1814.

CÁRLOS DE ALVEAR. — JUAN DE VÁRGAS.
— JOSÉ AZEVEDO. — MIGUEL A. VI-
LARDEBÓ. — JOSÉ GESTAL.

DECRETO CREANDO UN TRIBUNAL DE PRESAS

EN BUENOS AIRES.

Siendo de absoluta necesidad en las presentes circunstancias la existencia de un tribunal privativo que conozca, juzgue y sentencie, conforme á los principios generales del derecho de la guerra y de gentes, y á las disposiciones de nuestras ordenanzas de marina y corso, sobre los apresamientos y detenciones de embarcaciones enemigas ó neutrales que hagan las fuerzas navales del Estado, que actualmente bloquean el puerto de Montevideo, he determinado expedir el presente decreto :

ARTICULO PRIMERO. El conocimiento de los apresamientos y detencion de cualesquiera embarcaciones enemigas ó neutrales por los bajeles de guerra del Estado, ó por corsarios particulares, corresponde privativamente á un tribunal que formarán mi secretario de Estado en el departamento de guerra y marina, como vocal presidente, el consejero de Estado mas antiguo despues de mis secretarios y el auditor general de guerra, actuando con el escribano de marina.

ART. 2º. El tribunal se conformará en sus resoluciones y en la brevedad de los juicios á lo dispuesto por las ordenanzas generales y particulares sobre apresamientos y detenciones, hasta tanto que la asamblea general establezca en la materia las formas y reglas que sean de su soberano beneplácito.

ART. 3º. Las apelaciones de las sentencias del tribunal de presas se harán por ahora á mi persona, como director supremo, y las resoluciones que expida serán asesoradas por mi secretario de Estado en el departamento de gobierno. Los interesados tendrán derecho á interponer un recurso de súplica de mi primera sentencia, que se sustanciará con solo un escrito de cada parte.

ART. 4º. El presente decreto se comunicará en copia á quie-

4814.

Necesidad de un tribunal de presas.

Su creacion ; su jurisdiccion privativa.

Ordenanzas á que debe sujetarse.

Tribunal de alzada.

1814.
Promulgacion
de este decreto.

nes corresponde por mi secretario de Estado y gobierno, y se publicará en la ministerial para que llegue á noticia de todos.
Buenos Aires, 20 de junio de 1814.

GERVASIO ANTONIO DE POSÁDAS.
NICOLAS DE HERRERA.

Es copia : HERRERA.

EL DIRECTOR SUPREMO DEL ESTADO

À LAS TROPAS DE MAR Y TIERRA QUE HAN RENDIDO LA PLAZA DE MONTEVIDEO.

Da gracias
al ejército
por su bravura.

Soldados : todo ha cedido al impulso de vuestro coraje. La escuadra y el ejército de Montevideo han desaparecido delante de vosotros, y la plaza se halla ya en vuestro poder. Gracias os sean dadas, defensores de la libertad. Los hombres perversos que se reían de vuestra constancia, y se gozaban en la esperanza del triunfo de vuestros enemigos están confundidos y temblando. Tan brillantes sucesos han esparcido la alegría en el seno de la patria. Vuestros padres, vuestros hijos y vuestras mujeres se jactan con orgullo de perteneceros. Yo he dedicado una fiesta cívica á vuestras victorias, que deberá celebrarse en todas las Provincias Unidas. Pero no olvideis, amigos, que el pueblo argentino es el hermano de todos los pueblos. Que Montevideo viva sin inquietud, para que la confianza restablezca la union que debe existir entre individuos de una misma familia; que haya un respeto sagrado á las propiedades y á la persona del ciudadano : y que vean las naciones que los soldados del Río de la Plata, fieles á los principios del honor, como invencibles en el campo de la guerra, solo son terribles para los enemigos del orden, de la libertad y de su gobierno.

Buenos Aires, 27 de junio de 1814.

GERVASIO ANTONIO DE POSÁDAS.

OFICIAL

Teng
nicacion
jefe. Po
que han
de las f
á Vuest
nido las
portante
Dios
Mon

Exemo.

AL CO

Amig
Acabo
guez. Es
batalla.
hombres
á las 7
Zapiola;
rios, no

OFICIO DEL COMANDANTE DE ARMAS DE MONTEVIDEO

AL SUPREMO DIRECTOR.

EXCMO. SEÑOR,

Tengo la honra de acompañar á Vuestra Excelencia la comunicacion confidencíal que acabo de recibir del Sr. general en jefe. Por ella se informará Vuestra Excelencia de la derrota que han sufrido los hombres armados del candillo Otorquez, y de las fundadas esperanzas de su total destruccion. Yo felicito á Vuestra Excelencia por el completo resultado que han obtenido las armas del Estado despues de la ocupacion de esta importante plaza.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, junio 26 de 1814.

Excmo. Señor,

JOSÉ DE MÓLDES.

Excmo. director supremo del Estado.

CARTA DEL GENERAL ALVEAR

AL COMANDANTE DE ARMAS DE MONTEVIDEO D. JOSÉ DE MÓLDES.

Amigo : VICTORIA !

Acabo en este momento de derrotar completamente á Otorquez. Este hombre no tuvo valor para esperarme ni presentarme batalla. Cuando llegué al campo de la accion, yo tenia solo 200 hombres : con parlamentos lo estuve entreteniéndolo hasta que á las 7 de la noche me llegó infantería y el teniente coronel Zapiola; y sin perder instantes cargué entónces á los contrarios, no obstante la oscuridad de aquel momento. Ellos han sido

1814.

Sobre derrota
de una partida
armada
de Otorquez.

Parte
de la misma derrota.

1814.

destrozados completamente, y yo he conseguido un número muy considerable de caballadas, boyadas y prisioneros : como es de noche, no podemos saber los muertos que haya habido. Persigo á Otorquez por tres puntos y en tres divisiones : una mandada por Baldenegro, otra por Ortiguera, y la otra mandada por mí. — Pérez instruirá á Vmd. de otros pormenores. — Quiero que con respecto á la importancia de este suceso y á las circunstancias mande Vmd. hacer salva inmediatamente en la plaza por esta accion.

ALVEAR.

Piédras, 9 de la noche del 23 de junio de 1814.

P. D. — Otorquez tenia sobre mil hombres.

PARTE DEL GENERAL DON CÁRLOS ALVEAR

SOBRE LA TOMA DE MONTEVIDEO (1).

EXCMO. SEÑOR,

Toma de posesion
de las fortalezas
de Montevideo.

Aunque por mis anteriores comunicaciones participé á Vuestra Excelencia que esta plaza se habia entregado al ejército de mi mando por capitulacion, no habiendo sido ratificados los articulos propuestos para ella, resultó que el dia 23 del corriente, tomando todas aquellas medidas de precaucion que debió sugerirme la frecuente experiencia de la mala fe de su gobierno, me posesioné de todas sus fortalezas, parques, y demas útiles concernientes al fondo público.

Evacuacion
de la ciudad.
Prision de Vizodet.

Esta oportunidad ocasionada por la malicia ó la debilidad del general enemigo en diferir hasta aquel acto nuestra ratificacion respectiva sobre lo pactado, me proporcionó apoderarme de la ciudad á discrecion ; haciendo que las tropas que la guarnecian

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

saliesen extra-muros, quedando depositadas en la casa de los negros, y panadería de Pérez. Sucesivamente determiné el arresto del general Vigodet con toda oficialidad veterana que existía en ella, apoderándome juntamente de los buques que se hallaban en la bahía y demas pertrechos navales.

Sin embargo, siguiendo invariablemente los principios de humanidad que me caracterizan, y estimulado de la compasion que es capaz de excitar la calamidad á que han quedado reducidos estos infelices habitantes, he dispuesto que no sufran perjuicio alguno en sus propiedades, y que corriendo un velo sobre todos los acontecimientos que ántes de ahora hayan podido promover el fuego de la venganza, vuelvan al centro de sus relaciones, descansando tranquilamente en el seno de sus familias, despues de los sacrificios que han consagrado en vano á su antiguo gobierno. Yo espero pues que Vuestra Excelencia se dignará aprobar mi conducta esencialmente en el interes que tomo por la quietud y fortuna de este vecindario.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Montevideo, junio 30 de 1814.

Excmo. Señor,
CÁRLOS DE ALVEAR.

Excmo. supremo director del Estado.

NOMBRAMIENTO DE D. NICOLAS RODRÍGUEZ PEÑA

EN CALIDAD DE GOBERNADOR DE MONTEVIDEO.

D. NICOLAS RODRÍGUEZ PEÑA, coronel de los ejércitos de la patria, presidente del consejo de Estado, delegado extraordinario de Su Excelencia el director supremo y gobernador político y militar de la provincia de la Banda Oriental del Rio de la Plata, etc., etc.

Por cuanto el director supremo del Estado se ha dignado encargarme el mando de este pueblo junto con el gobierno-

1814.

Garantias.

intendencia de la Banda Oriental del Río de la Plata, y al conferirme este cargo importante, entre la efusion de sus sentimientos paternales por la prosperidad de esta hermosa parte de nuestras Provincias Unidas, Su Excelencia me ha comunicado el papel que irá inserto, cumpliendo con las órdenes que me ha dado de transmitirlo á la inteligencia de estos habitantes, como prueba de sus benéficas ideas, y cuyo tenor es como se sigue :

« HABITANTES DE MONTEVIDEO ,

1814.

Anuncia la partida
de D. Nicolas
Rodríguez Peña
para Montevideo,
en clase
de gobernador.

» Vuestro pueblo dejó de ser el asilo de nuestros enemigos : desde entónces la compasion por vuestras desgracias es el sentimiento que me ocupa. Restituidos al seno de la patria, es preciso haceros sentir á cada paso que ya pertenecéis á vuestros amigos y á vuestros hermanos. Los cuatro años que han corrido manchados con sangre y con horrores desde vuestra fatal separacion, deben agitaros y ponerlos en amarga incertidumbre sobre vuestra suerte. Lo pasado y lo venidero concurren á un tiempo á agravar vuestros males presentes. Los odios, las sospechas, los resentimientos personales, derramándose como un torrente, consumirian la desolacion de vuestras casas ; y la autoridad misma destinada á protegeros serviria alguna vez, sin advertirlo, de instrumento á las venganzas particulares. En tales circunstancias, nada puede ser tan saludable para vosotros, ni tan consolante á mi corazon, como la persona de magistrado, que siendo conocido de todos por sus virtudes cívicas, sepa unir la firmeza con la templanza y la actividad con la prudencia. Pero estas cualidades no serian bastantes á remediar vuestros males, si sus facultades no fuesen tan extendidas, como son grandes y extraordinarias las funciones que debe llenar, ó si una opinion ménos sólida de su patriotismo, ó un conocimiento ménos íntimo de los secretos del gobierno le retrajeran de tomar medidas convenientes por el temor de la desaprobacion pública. Estas consideraciones me decidieron á separar de mi lado al presidente de mi consejo D. Nicolas Rodríguez Peña, coronel de los ejércitos de la patria ; sacrificando en ello mis mas caros

sentimien
naros eu
cierto de
mayor qu
protegeros
esperanza
que torne
restablie
olvido las

» Fortal

Por tan
este por l
acostumb
correspon
mi mando
Dato en

Por ma

En Mo
dente aut
brados ;
ayudante
pañia de
correspon
fuerte de
que yo e

sentimientos. Él va revestido de las mas altas facultades á gobernaros en estas circunstancias difíciles y peligrosas. Yo estoy cierto de que aprobareis esta eleccion; y ella es la prueba mayor que podia daros del ardor con que deseo aliviarnos y protegeros. Á vosotros toca corresponder dignamente á las esperanzas del gobierno. La subordinacion y la obediencia hará que torne á vuestros hogares la paz y la abundancia; y que restablecida la confianza fraternal, queden sepultadas en eterno olvido las pasadas desgracias.

» Fortaleza de Buenos Aires, julio 9 de 1814.

» GERVASIO ANTONIO DE POSADAS. »

Por tanto, y para que llegue á noticia de todos, se publicará este por bando en la forma ordinaria; se fijará en los parajes acostumbrados, y se dará á la prensa, sacándose los ejemplares correspondientes para distribuirlos de oficio en el distrito de mi mando.

Dado en la casa del gobierno de Montevideo, á 19 de julio de 1814.

NICOLAS RODRIGUEZ PEÑA. — MANUEL MORENO,
secretario.

Por mandado de Sus Señorías.

LUCIANO DE LAS CÁSAS, *escribano público de gobierno.*

En Montevideo, á 19 de julio de 1814, se publicó el antecedente auto en forma de bando público, en los lugares acostumbrados; concurriendo á autorizarlo conmigo el escribano, el ayudante de campo D. Ignacio Regueral, escoltado de una compañía de infantería á toque de cajas de guerra y la música correspondiente, quedando fijado un ejemplar á las puertas del fuerte de esta plaza, y lo firmó dicho señor ayudante, de todo lo que yo el escribano doy fe.

IGNACIO REGUERAL. — LUCIANO DE LAS CÁSAS, *escribano público de gobierno.*

COMUNICACION DEL SECRETARIO HERRERA Á PASSO.

SOBRE EL ENVÍO DE UNA MISION Á EUROPA PARA TRATAR CON FERNANDO VII,
Y OBJETOS DE ESTA MISION (1).

1814.

El supremo director
dirige á Pezuela
un diputado.

Reservado. El supremo director despacha al general Pezuela un diputado, expresándole haber cesado los motivos de continuar la guerra entre el gobierno de Lima y el de estas Provincias, despues de ocupado el trono por el Sr. D. Fernando VII; que nosotros nos entenderémos con Su Majestad, á quien dirigirémos oportunamente nuestros diputados, para conciliar nuestros derechos con los que él tiene al reconocimiento de sus vasallos; que anuladas las cortes por Su Majestad (á cuyo fin se le permite copia del derecho de la materia), no existen los principios en que podia fundar la agresion á nuestros territorios, y se le hacen sobre tales bases las mas serias protestas reencargando la responsabilidad ante el trono hasta de la sangre que se derramase por su oposicion á retirarse hasta el Desaguadero, dejando libres los pueblos que correspondian á este vireinato, y que en caso de no hallarse facultado para este procedimiento, lo consulte al virey de Lima, haciendo cesar hasta su respuesta las hostilidades. Todo esto es con el objeto de retardar sus operaciones, paralizar sus movimientos y adelantar nosotros las medidas que tomamos para despedirlo con la fuerza de nuestro territorio, y en todo caso para justificar con un reconocimiento indirecto los derechos del señor D. Fernando. Su Excelencia me ha ordenado se lo comunique á V., como lo verifico para que se insinúe con ese gobierno á efecto de que dé el nuevo paso con el general Gainza, y logre por este medio los mismos fines que nosotros nos hemos propuesto.

Objeto al hacerlo.

Buenos Aires, agosto 24 de 1814.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

NICOLAS DE HERRERA.

Sr. D. Juan José Passo.

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general don B. MITRE.

EXPOSICION QUE HACE EL SEÑOR BRIGADIER
D. CÁRLOS ALVEAR,

GENERAL EN JEFE DEL EJÉRCITO SITIADOR DE MONTEVIDEO,

DE SU CONDUCTA EN LA RENDICION DE ESTA PLAZA,

Vulnerada por las falsas imputaciones de su gobernador D. Gaspar
de Vigodet.

EXCMO. SEÑOR,

Al leer la vehemente acusacion que el mariscal de campo D. Gaspar Vigodet hace á mi conducta en la rendicion de Montevideo, y juntamente la órden suprema de Vuestra Excelencia para que le informe y satisfaga á los cargos que me resultan, apoderándose de mí una sorpresa que no es fácil explicar, quedó por largo tiempo adormecida la razon, y sin ejercicio la obediencia. Sorprendióme la enormidad del crimen, la novedad de la causa y la majestad del tribunal. Porque yo me veo acusado, no de asesinatos, no de robos ó crueldades inusitadas, no de pactos afrentosos, ni de traiciones á la patria; estos delitos, por enormes que sean, injuriando á un hombre, á un pueblo, ó á una provincia, su castigo recae solamente sobre el delincuente; pero la violacion de la fe pública, el perjurio y la felonía agravando á todos los hombres y á las sociedades, hace comun el castigo del criminal, al gobierno que lo tolera y al pueblo que lo ignora. Embarazábame igualmente la novedad de la causa, en la cual se desconocen las formalidades del foro y las costumbres de la milicia, porque en ella un general vencido puede acusar á su vencedor sin exponerse ni á la afrenta de la conviccion, ni á la pena de la temeridad, y porque el fallo de los espectadores precede siempre al pronunciamiento de los jueces. Aterrábame la majestad del tribunal, porque el que quebranta las leyes de la guerra y viola el derecho sagrado de las gentes,

1814.

Motivos que exhibe
para vindicarse.

1814.

queda sujeto al tribunal de las naciones, y al juicio de los soberanos que las rigen. Recelaba tambien de la suficiencia de mis fuerzas para sostener con mi inocencia la gloria del ejército y el honor del gobierno, contra la injusticia de mi acusador sostenido por los últimos esfuerzos de la ignorancia presumida y de la envidia mal contenta.

Pero revolviendo muchas veces en mi imaginacion la historia de mi conducta pública en la última campaña, las razones que la legitiman, y los ejemplos respetables que la autorizan, parecióme tan clara la justicia de mi causa, que para demostrarla, no encuentro otras dificultades que las que opono una justa irritacion á la templanza con que debo defenderme, por el respeto á la autoridad de Vuestra Excelencia y por el decoro de la misma justicia. Y si tanto pudiera en el ánimo de Vuestra Excelencia el nombre de ella apellidado por un enemigo que, sin razones para convencer, se hace tambien indigno de la benevolencia debida á los desgraciados por la acerbidad de su estilo contumelioso, ¿qué no deberé yo prometerme si manifiesto con testimonios incontestables la falsedad de sus imputaciones y la atrocidad de la calumnia? Animado con esta esperanza, probaré primero la vanidad de los cargos que me hacen, y despues la legalidad de mi conducta militar, y los fundamentos que tuve para adoptarla.

Cargos
que se le hacen.

El antiguo gobernador de la plaza de Montevideo (1) reclama como falso é injurioso á su honor el que en oficio de 30 de junio hubiese asegurado á Vuestra Excelencia y publicado en *Gaceta ministerial* de 4 de julio, que la plaza de Montevideo habia sido entregada á discrecion. Me acusa de violacion de la fe pública, y reconviene á Vuestra Excelencia porque condescendió en la publicacion de aquella falsa comunicacion, que le constaba de hecho ser criminal y absurda. Las razones en que funda su reclamacion, y que justifican su queja, se reducen á que los artículos de la capitulacion que propuso por medio de diputados autorizados, fueron concedidos por mí sin variacion sustancial y

(1) Véase la pieza adjunta, n.º 1.º

ratificados su
tante por la
Jacinto de Vá
Cerro, y por
aseguró del c
tar á su palab
cion que hizo
video de 22 c
nos en que h
el embarco d
las capitulaci
guerra, y de
queja luego d
y protesta po
se ha hecho d
garantía ha q

Estas son
encuentran e
deo, su fecha
satisfacer (1).
de este solo h
cedente capit
que publicó
prueba mas c

Los conven
suavizar en
precisas, sien
literal de ell
la injusticia,
ignorancia n
celebran en
mente las ca
que contiene

(1) Véase la
(2) Véase el

ratificados suficientemente. Que esta ratificación me era constante por la certificación verbal del capitán de navío D. Juan Jacinto de Vargas; por la entrega de rehenes y de la fortaleza del Cerro, y por las repetidas veces en que el mismo Vargas me aseguró del carácter del comandante de la plaza, incapaz de faltar á su palabra. Prueba también la ratificación por la publicación que hizo de un extracto del tratado en la *Gaceta* de Montevideo de 22 de junio, por su avenimiento acerca de los términos en que había de ser depositado el armamento y aprestado el embarco de las tropas. Y últimamente asegura que ratificó las capitulaciones en todos los modos que prescribe la ley de la guerra, y de la manera y forma que podía y debía hacerlo. Se queja luego de los malos tratamientos que sufrió en su persona, y protesta por último que informará al rey de la violación que se ha hecho de las capitulaciones; y se quejará á S. M. B., cuya garantía ha quedado desairada y comprometida.

Estas son sustancialmente las razones y las pruebas que se encuentran en el oficio del gobernador de la plaza de Montevideo, su fecha 20 de agosto, á que me manda Vuestra Excelencia satisfacer (1). Todas ellas vienen á tierra con la demostración de este solo hecho: la plaza de Montevideo fué ocupada sin precedente capitulación, pues el único documento relativo á ella que publicó el mismo gobierno en la corte del Brasil, es la prueba más convincente que no ha existido (2).

Los convenios de la guerra adoptados por las naciones para suavizar en lo posible sus calamidades, están sujetos á leyes precisas, siendo tan sagrada su observancia, que solo el tenor literal de ellas es el que caracteriza en estos casos la justicia ó la injusticia, la perfidia ó la legalidad, sin que sean disculpa la ignorancia ni las buenas intenciones. Entre los contratos que se celebran en el curso de las hostilidades, se cuentan principalmente las capitulaciones: estas no son otra cosa que las actas que contienen las condiciones por las cuales una plaza sitiada se

1811.

Descargo
irrefutable:
Montevideo
fué ocupada
sin precedente
capitulacion.

Condiciones
que hacen válida
una capitulacion.

(1) Véase la nota adjunta, nº 2.

(2) Véase el texto de las Proposiciones, pág. 182.

1814.

rinde al enemigo, y reciben su fuerza y validez del poder de los que las celebran, de la forma en que lo hacen y de las ratificaciones.

El gobernador de una plaza no debe traspasar sus poderes.

Aunque debe suponerse que un general y un gobernador de plaza, revestidos naturalmente de todos los poderes necesarios para el ejercicio de sus funciones, tengan el suficiente para concluir una capitulación válida y obligatoria á sus respectivos gobiernos, es preciso advertir que si estos jefes no quieren exceder sus poderes, deben mantenerse exactamente en los términos de sus funciones puramente militares.

Lo que puede ser objeto de una capitulación.

En el ataque y la defensa, en la toma ó en la rendición de una plaza, se trata únicamente de su posesion, y no de la propiedad y del derecho; se trata tambien de la suerte de la guarnicion y de los habitantes. Así los gobernadores pueden pactar sobre la manera con que la plaza será poseida, y el general sitiador prometer la seguridad de los habitantes, la conservacion de la religion, de las franquicias y privilegios. En cuanto á la guarnicion, puede concederle el que salga con armas, bagajes y honores, ó sin ellos, y el gobernador entregarla á discrecion, obligarse á no tomar las armas por tiempo determinado ó durante la guerra; pero si el general sitiador prometiese que su gobierno no se apropiará jamas la plaza conquistada, ó que la restituirá dentro de cierto tiempo, entónces saldria de los límites de su poder, así como el gobernador que en la capitulación intentára enajenar para siempre su plaza, ó prometiera que su guarnicion no tomara jamas las armas, ni aun en otra guerra.

Capitulaciones por poderes.

Cuando los convenios se hacen por medio de diputados, sus poderes suelen ser coartados al arbitrio de sus jefes, y para que sean válidas las capitulaciones, es preciso que se cumplan las condiciones que los limitan.

La forma de una capitulación es requisito esencial.

La forma en que hayan de expresarse las capitulaciones es tambien esencial, porque no pudiendo obligar á ninguno de los contraentes, sino de lo que conste del rigoroso y literal sentido de las capitulaciones, ni considerándose perfeccionadas estas, sino por la aprobacion definitiva de los generales, viene á ser forma necesaria la redaccion en artículos claros y terminantes

para evitar
el mas fuer
iguales, que
único docu
chos que ha

Aun cuan
y extraordi
que será ra
confieren:
expresen en
que si hub
principios
obligatorio
ó de pleno
muli auton
añadir fuer
muy diver
interes de
fortuna pú
cidad ó la
el derecho
nombre ex

Despu
derecho d
conducta
general q
Exceleñe
tanto apa
y felonía
ciales, y
decidan
ficativa
Yo quier
semejant
al gobiern
eran los

para evitar interpretaciones que suele hacer siempre en su favor el mas fuerte. Por esta misma razon deben hacerse dos copias iguales, que firman ambos generales, y que se canjean como el único documento auténtico de las obligaciones y de los derechos que han contraído, y como el último sello del tratado.

Aun cuando los generales estén revestidos de los mas amplios y extraordinarios poderes, suelen contener estos la cláusula de que será ratificado cuanto pactasen por las autoridades que los confieren: siendo este requisito tan esencial que, aunque no se exprese en los poderes, debe suponerse expresado. Es verdad que si hubiera de discurrirse en el derecho de gentes por los principios del derecho civil, un tratado se creeria perfecto y obligatorio desde que fuese firmado en virtud de poder especial ó de plenos poderes, y la ratificacion vendria á ser una fórmula autorizada por la costumbre, que daria autenticidad sin añadir fuerza al contrato; pero el derecho de gentes tiene reglas muy diversas del derecho civil por la magnitud y supremo interes de los objetos. Los soberanos no han querido que la fortuna pública quede abandonada á la infidelidad, á la incapacidad ó la lijereza de los particulares, y por eso se han reservado el derecho de un exámen definitivo sobre cuanto se negocia á su nombre en las materias generales del Estado.

Despues de haber recordado las doctrinas y principio del derecho de gentes, los cuales únicamente pueden justificar la conducta del gobernador de la plaza de Montevideo, y la del general que la sitiaba, yo llamo toda la atencion de Vuestra Excelencia sobre este famoso documento, que se anuncia con tanto aparato y se presenta como el monumento de la perfidia y felonía del general sitiador; yo ruego á las naciones imparciales, y convidó á los mismos generales españoles para que decidan del valor y del carácter legal de esa primera pieza justificativa de mi inocencia y de la temeridad del que me acusa. Yo quiero que pronuncien ¿cuál es la obligacion que un papel semejante, en el estado en que se manifiesta, podria producir al gobernador de la plaza y al general que la sitiaba? ¿cuáles eran los poderes de los que estipulaban, cuáles las cosas á que

1814.

Cláusula
de *rem ratam*
dominium
habiturum.

Los diputados
de Vigodet
no podian estipular
artículos fuera
de las facultades
de este.

1814.

se obligaban, cuál la forma en que lo hacian? El general Vigodet delegó en sus diputados las facultades que naturalmente tenia como un gobernador militar para que tratasen lo concerniente á la rendicion de la plaza, reservándose la ratificacion (1). El general sitiador estaba revestido de amplios poderes para estipular aun en aquellas materias que están fuera de los límites naturales de su empleo militar; pero coartados por la cláusula necesaria de ratificacion (2). Ahora bien, los diputados del general Vigodet ¿podrian estipular legalmente articulo alguno fuera de las facultades de aquel? Y las estipulaciones que hicieran, aun cuando estuviesen dentro de sus poderes, ¿podrian obligarlo ántes de verificada la ratificacion? ¿Y por qué quiso persuadirme el general Vidoget, tan ignorante de mis derechos y de mis deberes que me obligase á la inaccion, cuando él quedará libre para aceptar ó rechazar los artículos del tratado, ó para romper de nuevo las hostilidades? Si entretanto hubiese mejorado la situacion de la plaza, ó empeorado la del ejército sitiador. ¿formalizaria el señor gobernador el proyecto de capitulacion? ¿Lo ratificaria? Pero, lo que es mas, ¿podria, sin exponerse á justos cargos, malograr en este caso sus ventajas, por el temor de ser acusado de perfidia? De ningun modo: un espantajo tan ridículo no asustaria á un antiguo y acreditado militar.

Alvear nunca
hubiera podido
perfeccionar
esos tratados.

Pero demos que las capitulaciones se hubiesen acordado y ratificado por el gobernador de la plaza; ¿eran de tal naturaleza sus artículos, que pudieran ser ratificados por mí, ya sea en virtud de las facultades comunes á todo general, ya en fuerza de los poderes extraordinarios de que estaba revestido? ¿Esa capitulacion se reducía solo á la manera con que habia de ocuparse la plaza, ó se extendía tambien al derecho y á la propiedad de ella? Si lo primero, ciertamente que con la mútua ratificacion de los generales habria quedado perfeccionada. Si lo segundo, ni yo podia ratificarla, ni ella valer ni subsistir hasta la ratificacion de Vuestra Excelencia. Léanse las proposiciones

(1) Véase el pleno poder dado por el general Vigodet, pág. 182.

(2) Véanse los plenos poderes dados al general D. Carlos Alvear, pág. 181.

1, 2, 27 y 28, con las 31, 35 y 36, y se verá que ni como mero general, ni como plenipotenciario pude jamas perfeccionar semejantes tratados.

Si estas capitulaciones aparecen vanas é insubsistentes por los poderes de los estipulantes, y por las cosas estipuladas, no son ménos vanas que ridículas por las formas. ¿ Dónde está la redaccion de lo pedido y acordado en artículos claros, terminantes, definitivos? ¿ Dónde las copias iguales de los tratados firmados y canjeados por los generales? El mismo gobernador confiesa que no se hicieron tales copias cuando dice á Vuestra Excelencia que ha dado una á M. Brown, porque yo me quedé sin ellas, y esto despues de muchos dias de ocupada la plaza.

¿ Se desean aun mas pruebas de la informalidad de este pretendido convenio? Véase el artículo adicional, y la nota que le subsigue. Por el primero se ofrece el capitán de navío Várgas á traer la contestacion de su general acerca de los artículos pendientes, y por una nota dice él mismo que volvió y refiere su última resolucion acerca del alojamiento de la guarnicion y del depósito de la artillería, armamento y municiones en la isla de Rátas. ¿ Quién ignora que un punto tan principal como este en toda capitulacion debe ser clara y distintamente expresado en uno de sus formales artículos? Y ¿ quién desconoce que esa nota informal, rubricada por uno de los oficiales de la plaza, solo puede pasar como una noticia privada y conducente para formar los apuntes preliminares de algun convenio?

¿ Diráse acaso que por el artículo adicional solo quedó suspenso la resolucion de aquellos puntos en que debia consultarse al gobernador de la plaza? Pero la resolucion de las dudas acerca de las proposiciones de Montevideo tenia por objeto la formalizacion de un tratado, el cual no se suponía existente ni obligatorio, sino despues de redactado, firmado y ratificado, segun el tenor de los respectivos poderes, y en la forma establecida por el derecho de gentes.

Mas ¿ para qué detenernos en el análisis de este miserable papel? Basta verlo para conocer lo que vale; y á poco que medite el señor Vigodet, advertirá que no conviene á sus intereses mos-

1814.

Son vanos
y ridiculos
tambien
por las formas

Prueba de ello
es el artículo
adicional.

Objeto
de la resolucion
de las dudas acerca
de las proposiciones
de Montevideo.

Este documento
seria á lo mas
un borrador

1814.
de un proyecto
de capitulacion.

Observancia
de las formas
prescritas
por el derecho
internacional.

Alvear
hace graves
y severos cargos
á Vigodet.

trarlo al rey ni á sus ministros. Porque no es otra cosa que el borrador de un proyecto de capitulaciones, ó, mas exactamente, proposiciones hechas por la plaza de Montevideo, como dice el mismo. Y tantas y tan poderosas causas de nulidad ¿podrian subsanarse por mi simple rúbrica? ¿Y qué vale mi rúbrica sobre aquel papel? Cuando mas, ella podria indicar mi opinion particular ó mis deseos.

Si las simples promesas entre enemigos, ó si el conocimiento privado de la probidad personal de los generales fuese bastante á legalizar sus convenios y á garantir los grandes intereses de los Estados, ¿á qué prescribirese tan rigorosamente la observancia de las formas establecidas por las leyes de las naciones? Leyes segun las cuales deberia ser yo solo responsable delante de Vuestra Excelencia, si por una necia confianza hubiese expuesto el ejército y quizá el Estado á la buena fe de un enemigo, sin mas salvaguardia que la de un papel privado de todas las solemnidades que ellas ordenan.

Y si el carácter particular y los principios conocidos del enemigo hubiesen de suplir por seguridades, ¿podria darme alguna el general Vigodet? Yo sé que Vuestra Excelencia y que los pueblos todos de las Provincias Unidas han formado ya juicio sobre ese particular, pero á las naciones y á los hombres que, distando de nosotros por su localidad y sus relaciones, no pueden saber la historia de nuestros sucesos, es preciso imponerlos de los hechos que caracterizan á este general, de los principios que asoman constantemente en su conducta pública. Es preciso que sepan que el gobernador de la plaza de Montevideo es el mismo que despreciando los respetos de los embajadores español y británico en las negociaciones del mes de abril del presente año, tuvo la poca delicadeza (por no darle otro nombre) de comunicar á un caudillo rebelde y enemigo de todo gobierno los mas importantes secretos del tratado y abusar de las mas altas confianzas en daño de la quietud de los pueblos, y en menoscabo de su propia autoridad; llevado solo de un desenfrenado deseo de dañar, y atizando así la anarquía mas espantosa, cuando estaba convencido de su impotencia para atajar

sus progre
Vigodet es
taba tratar
Otorguez
enviaba se
caucion, q
mis deseos

El gener
junio, ena
cer pasar
tan solemn
aproximaci
que le seg
dia en la n

Y ¿cuál
de este gen
sistema bá
pañoles, y
que han h
rey? Ese s
che un arm
neral Pezu
Salta, gen
generosam
lanente es
sino tamb
sino los qu
ral Belgran
guró desde
gentes : p
silan en M
cuido con
que el vir
lennemen

1) Véase
2º p

sus progresos, y para detener la desolacion del país. El general Vigodet es el mismo que durante un armisticio, cuando aparentaba tratar conmigo de buena fe, mantenía tratos con el caudillo Otorguez (1), lo incitaba con largas y mentidas promesas, y le enviaba socorros de artillería y municiones con tan poca precaucion, que me obligó á romper las hostilidades contra todos mis deseos.

El general Vigodet es el mismo que en la noche del 21 de junio, cuando tenia en su poder ese papel que quiere ahora hacer pasar como capitulaciones, y que incluye en su concepto tan solemnes promesas, envió al oficial La Robla á agitar la aproximacion del bandido Otorguez y de los grupos armados que le seguian, y que se acercaron efectivamente á mi retaguardia en la misma tarde que entraba á posesionarme de la plaza.

Y ¿cuáles son los principios conocidos en la conducta pública de este general? ¿Ni cuáles podrian ser sino los que forman el sistema bárbaro adoptado uniformemente por los generales españoles, y autorizado por los gobiernos turbulentos de España, que han hecho la guerra en América durante la ausencia del rey? Ese sistema, segun el cual quebrantó el general Goyeneche un armisticio de 40 dias celebrado solemnemente, y el general Pezuela infringió una capitulacion firmada y ratificada en Salta, generosamente otorgada en el campo de batalla, y mas generosamente cumplida por el general Belgrano; hecho no solamente escandaloso por la manifiesta violacion de la fe pública, sino tambien por el insulto á la religion. ¿Qué otros principios sino los que manifestó abiertamente el mismo Pezuela al general Belgrano, cuando despues de la batalla de Ayouna le aseguró desde Potosí, que no podian celebrarse tratados con insurgentes: principios segun los cuales los generales españoles fusilaron en Méjico y en Carácas los prisioneros de guerra, publicando como hazañas estos actos de barbarie; principios por los que el virey de Lima, Abascal, acaba de violar un tratado solemnemente celebrado con el gobierno de Chile, sin detenerse

Lo exhibe como
un hombre
sin principios
y aun bárbaro

1) Véase la nota adjunta, n. 6.

1814.

mucho ni en la formalidad de las estipulaciones ni en la garantía de la Gran Bretaña interpuesta por el comodoro Hilliar; principios por los que él mismo mandó asesinar á los infelices magistrados de Quito bajo una solemne promesa, en que tuvieron la debilidad de confiar? ; Serie de atentados y de perfidias, que reconocerá todo el mundo, y que conocian bien los mismos diputados de Vigodet, cuando entre sus proposiciones no olvidaron la de que no se hiciesen represalias, por motivo de que las tropas de la guarnicion ú otras dependientes del mismo gobierno hubiesen faltado al cumplimiento de anteriores capitulaciones ó tratados.

Si aun en una guerra extranjera y en los casos comunes yo no podia, sin crimen, admitir mas garantías que las que presta un tratado solemne segun las leyes establecidas por las naciones, ¿ sería prudente que en una guerra civil, despues de una conducta y unos ejemplos como los que llevo referidos, me fiase de los mensajes del capitán Várgas, y de las promesas de su general, y que olvidase las garantías legales, que siendo tan inviolables entre las naciones, todavía eran insuficientes para este género de enemigos?

La conducta
que con este
observó prueba
que aquel
no fué violador
de la fe pública.

Pero á los hechos y á los argumentos poderosos con que he probado la nulidad de las capitulaciones, quiero añadir una reflexión. Si yo fuese un perjuro violador de la fe pública, ¿ qué objeto podia tener dando, como di, al gobernador de Montevideo libertad y pronto trasporte para Europa? ¿ Sería tan imprudente que quisiera hacer gala de mi delito, enviando al general agraviado para que lo publicase en todas partes? Mas cuando así fuese, ¿ entendería tan mal Vuestra Excelencia los intereses del Estado, y cuidaría tan poco del crédito público, que no procurase al ménos ocultarlo por algun tiempo por los medios que tenia en su mano? ¿ Faltarían pretextos legales para no cumplir con las capitulaciones? ¿ No podría suspenderse su cumplimiento hasta que el general Pezuela cumpliera el tratado de Salta? ¿ La falta del cumplimiento de lo estipulado acerca de la escuadrilla de Romarate y fuerte del Cerro Largo, no darian un pretexto? Y cuando faltasen estos, ¿ no podia haberle ar-

rancado
rior del
municac
ménos c
se le dió
navio D
conferen
con el o

Yo cr
presenta
de los p
nes, ora
neral sit

Y ¿ qu
de estas
de Mont
que pres
trega de
ridad de
los trata
por el e
defectos
pretendi
dan subs
la entre
cion alg
que no e
estratag
que no e
deo de g
autoriza
y para e
existian
cado, e
cente al
de Mont

rancado sus documentos y papeles, no podia relogarlo al interior del país, y ponerlo en dura prision ó privado de toda comunicacion? No podia.... Todo podria hacerse en este caso, ménos dar libertad al gobernador de Montevideo. Pero no solo se le dió libertad, sino que tuvo cuidado de darla al capitán de navio D. Juan de Várgas y á D. José Gestal, diputados en las conferencias, á quienes obligué á acompañar á su gobernador, con el objeto de que expusieran cuanto habia pasado.

Yo creo haber probado el ningun valor del documento que se presenta por el gobernador Vigodet, ya se considere la calidad de los poderes, ora se atienda á la naturaleza de las estipulaciones, ora á la informalidad de la acta, ya á la conducta del general sitiado, ya á los procedimientos del general sitiador.

Y ¿qué razones se suponen capaces de desvanecer la solidez de estas pruebas; ó con qué fundamento asegura el gobernador de Montevideo que ratificó las capitulaciones de todos los modos que prescriben las leyes de la guerra? ¿Será acaso por la entrega de los rehenes? Pero estos se dan muchas veces en seguridad de las personas que estipulan, y no para autenticidad de los tratados: y nada es tan frecuente como entregarse rehenes por el cumplimiento de tratados que luego resultan nulos por defectos mucho ménos esenciales que los que aparecen de las pretendidas capitulaciones, sin que aquellas formalidades puedan subsanarla. ¿Será la entrega de la fortaleza del Cerro? Pero la entrega de la fortaleza sin haberse perfeccionado estipulacion alguna podria ser ó efecto de una extremada necesidad, que no dejaba tiempo para capitular, ó de una bien concertada estratagema, y nunca pasaria por ratificacion de un tratado que no existia. ¿Será la publicacion de la *Gaceta* de Montevideo de 22 de junio? Mas aquella fué una relacion informal sin autorizacion alguna, publicada en circunstancias de un motin y para contener al populacho; y ella misma prueba que no existian capitulaciones, porque en tal caso se hubiesen publicado, como que era este un medio mas fácil, mas conducente al objeto, y mas digno de la circunspeccion del gobierno de Montevideo que la relacion, con que quiso acallar la multi-

1814.

Alvar deja
comprobado
lo que se propuso

Nada prueba
en favor
de Vigodet
la entrega
de rehenes.

Ni de la fortaleza
del Cerro.

Ni la publicacion
de la *Gaceta*
de Montevideo.

1814.

Ni sus protestas
é invectivas.Ni el mensaje
del coronel
Olemborg.Única estipulación
que no necesitaba
de ratificación.No podía existir
la garantía
de la Gran Bretaña
sin previa
capitulación.

tud, á no ser que pretendiera salir del apuro sin comprometerse.

Las protestas que hace de su buena fe y honradez personal, todo lo que refiere como dicho y repetido por el capitán de navío Vargas, y las invectivas que aglomera contra mí, ni son pruebas, ni añaden un átomo de autenticidad al papel de proposiciones. ¿Será últimamente una prueba de la perfección de las capitulaciones el mensaje del coronel Olemborg, y las contestaciones que refiere en su oficio de 28 de junio? Pero es absolutamente falso que yo hubiese dado tales órdenes al coronel Olemborg, y espero que Vuestra Excelencia le mande certificar sobre el hecho. Es por otra parte inverosímil, en primer lugar, porque en los mismos días publiqué en la plaza su entrega á discreción; en segundo lugar, porque en tal caso no habria tomado un pretexto tan fútil, teniendo otros muchos honestos y mas razonables. ¿ Á qué fin dar por pretexto la falta de aprobación de Vuestra Excelencia en un punto cabalmente en que no era necesaria?

Yo, como general, podia estipular sobre la suerte de la guarnición, y cuanto conviniera y ratificára acerca de ello con el gobernador, sería subsistente y valedero. No así en los demas artículos que ha citado, los cuales no podian subsistir sin la ratificación de Vuestra Excelencia, atendida su naturaleza y calidad de mis poderes. Por último, el oficio (1) que con fecha de 6 de julio, ocho dias despues de este suceso, me escribió el mismo general Vigodet, prueba que habia mudado de parecer, ó que ántes escribió con demasiado acaloramiento.

¿Traeré á consideración la garantía de la Gran Bretaña, que se supone despreciada? Pero si no ha existido el tratado, ¿cómo puede subsistir la garantía? Además, el Sr. Vigodet no puede ignorar que, para que exista, debe preceder un compromiso por parte del garante, ó de quien lo represente legítimamente: lo cual no sucedió en las transacciones de Montevideo; por consiguiente, ni se ha faltado al honor debido á S. M. B., ni se halla comprometido á sostener los caprichos ó los descuidos de

(1) Véase la nota adjunta, nº 7.

no gobernador que no supo, ó que no quiso cumplir con sus deberes.

Réstame ahora probar la legalidad de mi conducta militar, y los fundamentos que tuve para adoptarla. Yo debía estar siempre en precaucion contra los ardidcs permitidos por las leyes de la guerra. ó contra las infidencias que suelen ser comunes, y no parecerian ser extrañas, atendidas la conducta y opiniones de los generales enemigos. Era asimismo de mi primera obligacion sacar de las circunstancias el partido posible aprovechándome de la debilidad del enemigo, de su afliccion y de su desordenido.

¿ Á qué atribuir la conducta extravagante y poco circunspecta del gobernador de la plaza? ¿ Sería de creer que un general tan acreditado, que tantos oficiales de conocida instruccion y talentos ignorasen los primeros elementos del derecho de gentes, ó que descuidasen las formalidades que prescribe? Formalidades tanto mas necesarias, cuanto que en el estado de hostilidades y de agresion, en que sobran deseos de ofender, y pretextos para cohonestar las ofensas. solo su rigorosa y formal observancia es el punto que demarca las facultades del vencedor y las inmunidades del vencido.

Por otra parte, un general debe prever todos los casos posibles; la confianza imprudente y la perfidia son igualmente reprehensibles; solo la observancia de las leyes de la guerra puede salvar su honor en los diversos sucesos de la fortuna militar. Mi ejército se hallaba situado entro la plaza y un grupo numeroso de bandidos que poseían la campaña, y obraban de concierto con el general Vigodet: la guarnicion de la plaza y sus habitantes armados componian una fuerza excedente á la de mi mando, y desde el momento en que, mudando de posicion, pudiesen ponerse en contacto con aquellos, quedarian provistos de víveres y de caballos y en aptitud de obligarme á capitular ó reembarcarme, perdiendo todas las ventajas de la campaña y dejándoles una preponderancia que jamas habian podido esperar. ¿ Sería pues imposible que un general hábil, como suponía yo á mi enemigo, arbitrara una estratagemá semejante para

1814.

Alvear entra
á sustener
su conducta
militar.

Situacion
de su ejército.

1814.

salir del conflicto, aprovechándose de mi imprecaucion y halagando mis deseos con la idea lisonjera de la posesion de la plaza? Pero no solo era imposible sino muy probable. El general Vigodet mantenía un oficial de su guarnicion tratando con Otorguez y dirigiendo sus movimientos, y pocos dias ántes le habian enviado socorros de artillería y municiones : tambien se hallaba reunido á aquel caudillo el capitan de navío D. Jacinto Romarate, con una division de buques de guerra y de tropa de desembarco. Estas fuerzas debian acercarse á marchas forzadas á mi campamento, y estar sobre él, como estuvieron el dia en que fué evacuada la plaza. La guarnicion salía con sus armas y municiones y 4 piezas de artillería, dejando en la ciudad un pueblo inquieto y enemigo, que iba á ocupar casi enteramente mi atención y la de mis jefes. Entretanto el general Vigodet nada habia formalizado, y estaba en libertad para ratificar ó alterar los tratados segun la mudanza de sus circunstancias, ¿ y yo reposaria en la confianza que afectaba, tanto mas sospechosa quanto que era repentina y extraña? Si el gobernador de la plaza hubiese intentado y logrado felizmente este ardid, ¿ no recibiria hoy los mayores elogios de los mismos que declaman con tanto ardor contra la violacion que suponen hecha á la fe pública? ¿ Qué valor darian entónces á ese miserable documento, cuya autenticidad reclaman tan esforzadamente? No hay qué dudarle : mi candidez sería el objeto de la risa, y de la diversion insultante de estos graves y escrupulosos caballeros. Pero lo que es aun mas importante, los pueblos acusarian á Vuestra Excelencia justamente de haber fiado á manos pueriles su gloria, su seguridad y sus mas grandes intereses, sin que pudiera excusarme ni la imposibilidad del caso ni la buena conciencia del general Vigodet.

Me dio
con que
se propuso asegurar
un éxito feliz
y salvar
su honor.

En tan delicadas circunstancias me propuse asegurar un éxito feliz y salvar el honor del Estado y mi buen nombre por un manejo sagaz y permitido en las leyes de la guerra. Por las inteligencias que mantenía en la plaza estaba cierto de que debía rendirse forzosamente dentro de un número determinado de dias, siempre que conservase mis posiciones. Al gobernador no

le quedaba
con que m
ó una es
cuerpos
sobre mí.
el primer
los desco
creí mas
intencion
gloria sól
y con mi
irritacion
á que po
peracion
mente. E
en las últ
ciones, ó
desconfia
los cuales
usar de

Si el g
motivos
me habi
Si obrab
ventajas
fe y con
capitulad
cuyo cas
tulacion
de que
el térmi
rores de
mi carác
de mis
brazos.
Vues

le quedaban sino dos caminos que tentar; ó una salida general con que me obligára á levantar el sitio despues de una batalla; ó una estratagema que le pusiera en comunicacion con los cuerpos de la campaña, y le diera una decidida superioridad sobre mí. Aunque la idea de una victoria que creía segura en el primer caso, debía lisonjear mi ambicion y era el objeto de los deseos mas ardientes de mis tropas y oficiales, evitarla, lo creí mas conforme á los verdaderos intereses del país, á las intenciones de Vuestra Excelencia y á los principios de una gloria sólida. Al efecto, me propuse inspirar, con mis palabras y con mis obras, ideas pacíficas y generosas que calmasen la irritacion de los ánimos, y evitasen los extremos y calamidades á que podrian reducirse los habitantes de la plaza, por la desesperacion ó por el terror que se les habia inspirado constantemente. En las varias diputaciones de la plaza, y especialmente en las últimas conferencias que produjeron el papel de proposiciones, disimulé cuidadosamente los motivos que tenia de desconfianza, y despues de haberles manifestado mis poderes, los cuales conserva originales el señor Vigodet, juzgué que podia usar de reticencias permitidas á todo negociador.

Si el general Vigodet procedia de mala fe, como tenia justos motivos de sospechar, entónces con mi disimulo y precauciones me habia puesto en aptitud de vencerlo con sus mismas armas. Si obraba por ignorancia ó debilidad, yo no debía malograr las ventajas que ellas me daban. Por último, si procedia de buena fe y con conocimiento de sus deberes, él debía formalizar las capitulaciones, ratificarlas y exigir de mí esta formalidad; en cuyo caso pensaba hacerle reflexionar sobre el tenor de la capitulacion, advirtiéndole, cuando él no lo previniese, la necesidad de que Vuestra Excelencia la ratificase. Entretanto, debia llegar el término preciso en que la falta total de víveres y los horrores del hambre, unidos á la idea que ya tenian formada de mi carácter, de la generosidad de mis oficiales y de la disciplina de mis tropas, decidieran á los sitiadores á arrojarse en mis brazos.

Vuestra Excelencia sabe que para este momento habia pen-

Cualquiera
que fuese
la conducta
de Vi. o let.
quedaba justificada
la de Alvear.

1814.

Esto habia
pensado conceder
una capitulacion.

Pero se lo impidió
la conducta
de Vigodet.

Alvear determinó
tomar la plaza.

Lo realizó
el 22 de junio.
Terrible situacion
para él.

sado conceder una capitulacion honrosa á la plaza, llevado de mi particular inclinacion hácia la persona del gobernador, mi antiguo compañero de armas, y á su distinguida oficialidad, sin hablar del benemérito pueblo de Montevideo, del cual no me consideraba conquistador, como se dice, sino libertador.

Pero la conducta inconcebible del general Vigodet lo dispuso de otro modo. Yo esperé en vano la formalizacion del tratado, la ratificacion definitiva, y las copias firmadas, que debian canjearse respectivamente. Yo insinué al capitán Várgas la necesidad de formalizar las capitulaciones, y solo recibí abundantes protestas de sinceridad y buena fe. Y á la verdad, no podia combinar la indolencia con que se miraban unas formalidades tan esenciales : el allanamiento á la entrega de la plaza, y las inteligencias con el caudillo Otorguez.

En esta incertidumbre determiné apoderarme de la plaza y arrostrar los peligros á que me exponia por la falta de capitulacion, persuadido de que estos los eludiria con precaucion y vigilancia, y que seria mucha mayor la gloria del ejército, si se excusaban por este medio los males y desastres que de este modo serian inevitables.

El dia 22 de junio me posesioné de la fortaleza del Cerro, y el dia 23 entré en la plaza, á las 4 de la tarde. No puedo olvidar las inquietudes que oprimian mi espíritu en aquel dia. Un ejército, casi tan numeroso como el mio, desfilaba á ponerse en comunicacion con la caballeria enemiga, que corria los campos. Yo entraba en una ciudad en confusion, llena de hombres fanáticos y apaciguado apénas un motin. La noche me seguia de inmediato, y el rebelde Otorguez tocaba mi retaguardia. La seguridad del ejército, la gloria de nuestras armas, todo pendia de mi propia prudencia, de mi precaucion y del valor de mis tropas; ningun juramento, ningun tratado habia ligado las manos del enemigo; nada sino un feliz suceso podia salvarme de la censura de aquellos que solo juzgan por los resultados. Mi principal objeto debió ser en circunstancias tan difíciles soporar los espíritus, y evitar estudiosamente cuanto fuese capaz de despertar en los enemigos la idea de que eran conocidos sus

engaños,
mis procl
este plan

Aquella
de seguri
de que Ot
aciones
Saliendo
hora á ir
en el car
prisioner
para el c
anochece
enterame
por mas
me daban
migo y n

Esta c
resultado
mas liso
sino alab
no solo l
tambien
no los ca

Ni se
bres de
que se e
la guerra
subsiste
suminist
yo escog
nica, qu

Ochoo
á Alcira
de 1707
debían e

engaños, ó bien aprovechados sus descuidos. Así, mis oficios, mis proclamas, mis órdenes, todo debió ser consecuente con este plan necesario.

Aquella noche y el dia siguiente me ocupé de las providencias de seguridad. Á las tres de la mañana del dia 23, tuve noticias de que Otorquez estaba en las Piédras, y que mantenía comunicaciones con el campamento de prisioneros del Arroyo Seco. Saliendo silenciosamente de la plaza, me dirigí á aquella misma hora á informarme de lo que pasaba: encontré efectivamente en el campo un capitán de Otorquez detenido por los mismos prisioneros, y se me entregó una carta que habia conducido para el comandante. Dí inmediatamente mis disposiciones, y al anochecer me arrojé sobre el enemigo, lo desbaraté y dispersé enteramente. Volví á la plaza, y creí que ya no debia demorar por mas tiempo las medidas que dictaba la prudencia, y á que me daban derecho las leyes de la guerra, la desgracia del enemigo y mi fortuna.

Esta conducta, que acabo de referir sencillamente, y cuyos resultados han correspondido á los deseos y á las esperanzas mas lisonjeras, es no solo conforme al derecho de las naciones, sino alabada comunmente en la historia de la milicia. Porque no solo la fuerza y el terror son los medios de vencer, sino tambien la astucia y el engaño, siempre que la perfidia ó el dolo no los caractericen.

Ni se crea que han mudado estas opiniones con las costumbres de los pueblos, ó con la ilustracion del siglo, porque hoy que se conocen reglas ciertas y determinadas para conducirse en la guerra, y que las naciones se jactan de hacerla con honor, subsisten del mismo modo. Y para evitar citas y ejemplos que suministra abundantemente la historia de todos los tiempos, yo escogeré dos, tomándolos de las naciones española y británica, que nos tocan mas de inmediato.

Ochocientos Ingleses, que en la guerra de Sucesion guarnecian á Alcira, se rindieron por una solemne capitulacion en el año de 1707 al ejército del rey Felipe: segun ella, los Españoles debian escoltar la guarnicion hasta Lérida; el objeto principal

1814.

Inteligencia
entre Otorquez
y los prisioneros
de Arroyo Seco.

La conducta
de Alvear
fué arreglada
á las leyes
de la guerra.

Vé la historia
de todos
los tiempos.

Hechos licitos
que la justifican.

1811.

de los Ingleses era reforzar aquella plaza, que estaba escasa de infantería; y los Españoles, que querian sitiaria, se aprovecharon de la poca atencion de aquellos en la redaccion de los artículos, é hicieron conducir la guarnicion de modo que tardaron tres meses para llegar á Lérída, cuando bastaban quince dias, y encontraron sitiada la plaza. El marques de Santa Cruz, que refiere este hecho, dice que no se puede culpar á los Españoles la ignorancia de sus enemigos, y que ellos no estaban obligados á ejecutar bien lo que los Ingleses habian pedido mal.

El otro ejemplar, tambien lo tenemos reciente en la toma de esta ciudad por las tropas de Su Majestad Británica al mando del célebre general Berresford, en 27 de junio de 1806. Á la intimacion que hizo desde el puente de Barrácas contestó el gobernador enviando unas capitulaciones formadas legalmente y firmadas, las cuales aceptó *in voce* Berresford, ofreciendo bajo su palabra de honor firmarlas luego que estuviese en la plaza. Entró el mismo dia, se apoderó de la fortaleza, y no les dió valor alguno, como que no estaban perfeccionadas; y que habiendo entrado á su riesgo, y sobre el error ó aturdimiento de sus enemigos, no se juzgó obligado á perder las ventajas que estas circunstancias le dieron en favor de su nacion.

Los ardides
y las estratagemas
están autorizados
por las leyes
de la guerra.

Pero estas opiniones y estas leyes están fundadas en una razon bien manifiesta; que siendo las violencias, las muertes y los estragos lícitos en la guerra, solo en cuanto conducen necesariamente á un fin justo, deben ser lícitos y laudables los ardides, los engaños y estratagemas que excusan aquellos males, en lo que se consulta la humanidad y la equidad natural. Si estos principios deben reglar las operaciones de un general en una guerra extranjera, ¿ con cuánta mas razon en una guerra civil, en que los males son comunes á los vencedores y á los vencidos; y en la cual deben excusarse los rigores no solo por amor á la humanidad, sino por amor á la patria? Y si es digno de alabanza el que ahorra la sangre de sus enemigos, ¿ cuánto mas es el que conserva la de sus hermanos?

Corolarios.

Queda pues demostrado que tuve justos motivos para creer no solo posible, sino muy probable un engaño de parte del

enemigo :
mi condu
guerra, pu
perjurio ,
miento de
no solo de
de su igno
laudable y
ménos sen
reses de u

Y ¿ cuál
de mis tro
deracion y
han confun
jeros. Difi
templanza
leyes milit
los hombr
guerras co
zos del sol
cias al ven
deracion d
vocada cor
personales
dudosa ó
propia, po
bienes y p
humano y
de saña y
y las diser
los soldad
grada que
la natural
amotinada
ravillosos
llar el grito

enemigo : es igualmente manifiesto que la cautela y disimulo de mi conducta fueron legítimos y permitidos por las leyes de la guerra, pues no traían violacion del derecho de las gentes, ni perjurio , ni felonía. He demostrado tambien que en cumplimiento de mis deberes, debí sacar todas las ventajas posibles no solo de mis fuerzas, sino de la delibilidad de mi eneemigo y de su ignorancia. Por último , que este modo de proceder es laudable y glorioso, porque conduce á un fin justo por medios ménos sensibles á la humanidad y mas convenientes á los intereses de uno y otro partido.

Y ¿ cuál fué mi conducta con respecto á los vencidos, cuál la de mis tropas, cuál la de los paisanos que las seguian ? Su moderacion y su generosidad han sobrepasado toda expectacion, han confundido á los enemigos, y han asombrado á los extranjeros. Dificilmente presentará la historia un ejemplo igual de templanza en la victoria ; y los mas severos maestros de las leyes militares jamas han creído que ellas pudiesen conducir á los hombres á tal extremo de obediencia. Porque si en las guerras comunes, en que la ley mueve frecuentemente los brazos del soldado, sin excitar su enojo, se permiten algunas licencias al vencedor, ¿ qué elogios serán dignos de la virtuosa moderacion del ejército de mi mando en la presente guerra, provocada con agresiones sin ejemplo, con agravios y con afrentas personales ? En que los soldados peleaban no por la justicia dudosa ó poco conocida de un gabinete, sino por la libertad propia, por su honra, por su vida, por sus familias, por sus bienes y por todo cuanto puede herir mas vivamente el corazon humano y sublevar sus pasiones. Y en que todos los motivos de saña y de venganza que lleva consigo la guerra extranjera y las disensiones civiles obraban reunidos sobre el corazon de los soldados vencedores. Y ¿ qué ley, qué obligacion, por sagrada que fuese, podria ser poderosa á contener el impulso de la naturaleza, y el ímpetu irresistible de todas las pasiones amotinadas ? Ninguna ciertamente ; nadie esperó jamas tan maravillosos efectos de las leyes humanas. Solo la virtud pudo acallar el grito de la venganza. Solo ella pudo presentar ese espectáculo

1814.

Conducta
de Alvear
con los vencidos.

1814

En la toma
de la plaza
no hubo exceso
alguno.

Conducta generosa
de Alvear
para con Vigodet

sublime, que llenó de asombro á los amigos y á los enemigos.

En la ocupacion de Montevideo no hubo un solo exceso, ni de aquellos que suelen ser inevitables en el tránsito de tropas amigas ó en las guarniciones pacíficas de las plazas. Los paisanos, que no estaban contenidos por las severas leyes de la milicia, al entrar en su antigua patria, no desplegaron otros sentimientos que los que pudo excitar la vista de los amigos, que sobrevivieron á tantas desgracias, la memoria de los que perecieron en ellas, el recuerdo de sus males pasados y la satisfaccion de verlos terminar gloriosamente. En ninguna parte se habrá visto mas brillantemente realizado el principio político que Vuestra Excelencia procura inspirar á sus generales, esto es, que los ejemplos de generosidad y clemencia con los enemigos son tanto mas necesarios á la educación del pueblo americano, cuanto son pestilentes los ejemplos de perfidia y de ferocidad, que ellos suministran en su conducta pública.

Tan grato como ha sido á mi corazon el recordar las virtudes de mis compatriotas en la ocupacion de Montevideo, es insufrible y penosa la necesidad en que me pone el Sr. general Vigodet de publicar los particulares beneficios que le tengo hechos, y que hubiera guardado en profundo silencio, si no me compeliere á la defensa con la injusticia de sus quejas. ¿Qué vió en mí que desdijera de los principios de educación y generosidad con que siempre procuré distinguirme? ¿Olvidé alguna vez, ni aun insultado, los sentimientos de amistad, ó falté al respeto que merece la desgracia? Vuestra Excelencia sabe que me anticipé á concederle libertad y á facilitarle transporte con que pudiera regresar cómoda y decorosamente á Europa, y que me interesé vivamente para que fuese aprobada esta determinacion. Cuando la ley inexcusable del deber me obligó á separarle de la plaza, no omití cosa alguna de las que estuvieron en mi mano para suavizar esta medida de precaucion. Él fué acompañado por un teniente coronel á bordo de la capitana de su escuadra, donde le trató su comandante de un modo digno de su conocida generosidad. Su persona y sus papeles fueron sagrados; estuvo siempre asistido de sus edecanes, y en per-

fecta libe
de todo g

Pero á
ciones co
jetos los
dia ocasio
bastante
ducta per
que podr
del asilo
marme ta
parte á su

Si desp
que he v
juramento
las del h
espectable
dado con
quiera qu
patria esp
y á la se
charia la
dar; dej
murieron
habria de
Vuestra
sin ejem

Mas si
manifest
gal y col
que fué l
recaiga s
que hab
tuviera
tras. Y p
un injun

fecta libertad para recibir los consuelos y las comunicaciones de todo género de personas.

Pero ¿qué mas? No solo quise libertarle de las mortificaciones consiguientes al estado de prisionero á que quedaban sujetos los demas oficiales, sino que procuré prevenir las que podia ocasionarle su desgracia ante la misma nacion. He dicho lo bastante para probar la injusticia con que se queja de mi conducta personal el gobernador de Montevideo, y la razon con que podría reconvenirle por el abuso que hace de la libertad y del asilo que me debe, para lacerar mi buen nombre, y difamarme tan atrocemente. Pero quiero abandonar mi causa en esta parte á su propio corazon y al juicio de los hombres de bien.

Si despues de haber oido mi defensa, cree Vuestra Excelencia que he violado un tratado solemne, que he faltado á la fe del juramento, al derecho de las gentes, á las leyes de la guerra y á las del honor, es preciso que sea castigado de un modo tan espectable como corresponde á la gravedad del delito, al escándalo con que se ha perpetrado y á sus consecuencias. Cualesquiera que sean mis servicios hechos, y los que aun pueda la patria esperar de mí, debo ser sacrificado al crédito del gobierno y á la seguridad de los pueblos. Una perfidia como esta mancharia la gloria del ejército inmortal que tuvo el honor de mandar; dejaria oscurecidas é inútiles las hazañas de los que murieron gloriosamente bajo las murallas de Montevideo, y habria destruido de un golpe los trabajos de muchos años. Vuestra Excelencia pues debe castigarme con una severidad sin ejemplo, y nada será capaz de detenerle.

Mas si he probado que no existieron capitulaciones; si he manifestado á Vuestra Excelencia que mi conducta ha sido legal y conforme á las leyes de la guerra; si puede persuadirse que fué laudable por su objeto y por sus medios, forzoso es que recaiga sobre él solo la vergüenza del vencimiento, y la afrenta que habrian sufrido las armas españolas bajo su mano, si no estuviera compensada con la gloria que han adquirido las nuestras. Y puesto que el general Vigodet ha querido hacer pública un injuria tan acrioz, ruego á Vuestra Excelencia no lleve á mal

1814.

Conclusion.

1814.

que imprima y circule copias de esta mi exposicion con los documentos oficiales á que se refiere. Por lo demas, yo espero que Vuestra Excelencia y cuantos vieren este escrito me disculparán si alguna vez he traspasado los límites que señala el respeto á la autoridad y el decoro de la justicia; pues en la necesidad de defenderme contra un ataque tan rudo é inesperado, pudo alguna vez el dolor del ultraje deslizar la pluma, donde no quisiera mi moderacion y sufrimiento.

Buenos Aires, noviembre 29 de 1814.

Excmo. Señor,
CÁRLOS ALVEAR.

NOTAS ADJUNTAS Á LA EXPOSICION DEL GENERAL
ALVEAR.

Nº 1º.

PROTESTA DEL CAPITAN GENERAL VIGODET.

EXCMO. SEÑOR,

Generalidades
contra Alvear.

Aunque tenga la desventaja de que á mis exposiciones, por mas razonables y justas que sean, no se les dé el lugar que deben tener segun la justicia, la razon y aun el futuro bienestar que esos pueblos requieren, yo seria responsable no solo al rey nuestro señor, á la nacion de que dependemos, al benemérito pueblo de Montevideo y á las tropas que han estado bajo mis órdenes, sino á todas las naciones, si fuese un frio espectador de la falsedad con que D. Carlos Alvear ha asegurado á Vuestra Excelencia, en oficio de 30 de junio, inserto en la *Gaceta* de esa ciudad de 4 de julio, que se habia apoderado de la plaza de Montevideo á discrecion. Falsedad que no cubrirá jamas su falta de fe pública, y que atraerá no pequeñas consecuencias, si Vuestra Excelencia, que se gloria de ser justo, no procura impedir sus efectos.

Yo no
nocios
guerra
estos m
y daria
grar mi
ha como
los pueb
les en su
tarla sin
únicame
condesc
nicacion

Los a
sieron
tancial,
obtuvier
para que
que deb
capitan
se lo hiz
los reh
fortaleza
que fue
fició á A
cumplin
desde e
dome la
de no l
anterio
vear, e
Várgas
mis ofi
de un
presa a
dinaria

Yo no quiero redargüir á Alvear de su impostura por los conocidos principios del derecho sagrado de gentes, del de la guerra y aun de la educacion individual, porque, atropellados estos maliciosamente y estudiadamente, invertiria sin fruto el tiempo y daria mayor importancia á la calumnia con que piensa denigrar mi reputacion. Esta no puede mancillarla el crimen que ha cometido Alvear, tal vez desconocido hasta ahora en todos los pueblos civilizados. Los hombres de honor siempre son fieles en su palabra, y los hombres públicos no pueden quebrantarla sin atraerse la odiosidad de todos sus semejantes. Quiero únicamente hacer á Vuestra Excelencia una protesta por la condescendencia que ha tenido en publicar aquella falsa comunicacion, constándole de hecho que era criminal y absurda.

Los artículos de la capitulacion que á mi nombre le propusieron mis diputados, y que no recibieron una variacion sustancial, sino que fueron absolutamente concedidos segun pedia, obtuvieron por mi parte toda la ratificacion que era necesaria para que Alvear se certificara de mi buena fe, y de la exactitud que debía esperar en el cumplimiento de cuanto se pactase. El capitán de navío graduado de la real armada D. Juan de Várgas se lo hizo así saber, y yo tuve la deferencia de enviarle no solo los rehenes que me pidió, sí que tambien le hice entregar la fortaleza del Cerro, para alejar todo motivo de sospecha aunque fuera infundada; el mismo capitán de navío Várgas certificó á Alvear repetidas veces que yo era incapaz de dejar de cumplir lo prevenido, y para darle una prueba me escribió desde el cuartel general del ejército sitiador una carta pidiéndome la orden y rehenes de que he hecho mencion, sin embargo de no haberse pactado la entrega de la fortaleza del Cerro con anterioridad á la plaza. Yo, que no presuní la felonía de Alvear, consiguiente á mis principios, accedí á la indicacion de Várgas, para que Alvear reposara seguro en mis palabras y en mis oficiales comunicaciones. Ratifiqué ademas la capitulacion de un modo público y solemne, haciendo saber de mi orden expresa al benemérito pueblo de Montevideo, por la *Gaceta extraordinaria* del 22 de junio, que habia celebrado la dicha capitula-

1814.

Los artículos de capitulacion fueron concedidos por este.

Entrega de rehenes y de una fortaleza.

Vigdet ratificó la capitulacion.

1814.

cion para entregar la plaza al gobierno que Vuestra Excelencia representa, bajo los artículos que en extracto se contienen en ella; ratifiqué la capitulación conviniendo en toda forma, y con la mas escrupulosa legalidad en cuanto se me propuso acerca del tiempo y en el modo con que debian embarcarse mis tropas, aceptando la propuesta que hizo Alvear de que el armamento sería custodiado en la isla de Rátas miéntras tanto que se alistaban las embarcaciones; ratifiqué por fin la capitulación de todos los modos que prescribe la ley de la guerra, y en la manera y forma que debia hacerlo; y que si Alvear supiera velar sobre su opinion, no hubiera sido capaz de irrogarme una injuria que, aunque nominal, no deja de herir mi delicadeza y honor.

Cargos
contra Alvear

Vuestra Excelencia, que sabe apreciar este, y respetar la verdad y la virtud de los hombres públicos, no debe mirar con indiferencia el medio indecoroso con que D. Carlos Alvear ha querido cubrir la felonía que acaba de ejecutar, para prevenir á su favor la opinion pública y hacer á su salvo las trasgresiones del derecho de las naciones con que ha señalado el primer paso de su mando militar. Yo, en medio de mi desgracia, á que me condenó mi situacion, me glorió de haber dado un testimonio inequívoco del modo con que siempre se comportan los jefes militares. Jamas aprendí á engañar, y me abochornaría si una sola vez hubiera dejado de cumplir lo que hubiese ofrecido. Alvear, que ha tenido valor de levantarme el testimonio inperdonable de que hace referencia su oficio del 30, debió meditar que se hallaba ligado al cumplimiento de la capitulación, ya por el juramento que hizo, aceptando el artículo preliminar, ya por su rúbrica en cada unos de los artículos, y ya en fin por el modo solemne y público con que firmó todo el convenio con mis diputados. Alvear debia tener presente que reconvenido varias veces por el capitán de navío Várgas sobre la inobservancia de algunos de los artículos del tratado, no reclamó jamas su nulidad, sino que dió órdenes para que se cumplieran. Alvear habia convenido con el mismo Várgas de que se darían á la prensa luego que se desembarazase de las atenciones que le ha-

bian ob
en la no
mi pers
siguient
mas ext
ambas p
se halla
infiel á
nes, cua
name
hombre

Yo te
cada un
nuestro
y S. M.
lencia, a
mado ig
ciario ce

Para c
fe de Al
á D. Jua
mitieran
para aen
plir lo p
debía te
rehenes
mismo c
cia esa c
Debo añ
Olembes
relencia
que trat
cho bau
navío D
hiciera
atrevide

bian obligado á salir de la plaza despues de ocuparla; y aun en la noche que cometió el atentado de arrestarme atropellando mi persona con engañifas pueriles, ofreció á Várgas que al dia siguiente se publicaria la capitulacion, con el objeto de informar mas extensamente al pueblo de cuanto se habia convenido por ambas partes para su seguridad y decoro. Empero Alvear, que se hallaba comprometido por todos los términos de la ley, fué infiel á su palabra, á sus juramentos y á las públicas atestaciones, cuando vió que le era fácil desarmar mis tropas, aprisionarme á mí, y burlarse de lo mas sagrado que liga á los hombres.

Yo tengo en mi poder la capitulacion que Alvear rubricó en cada uno de sus artículos, y firmó al fin del convenio; el rey nuestro señor será informado del atropello é infracciones de ella, y S. M. B., á quien Alvear, por los poderes de Vuestra Excelencia, admitió por garante de lo que se estipulára, será informado igualmente así como lo ha sido su ministro plenipotenciario cerca de esta corte, el excmo. señor lord Strangford.

Para convencer á Vuestra Excelencia de la indisculpable mala fe de Alvear, basta que Vuestra Excelencia lea el oficio que pasó á D. Juan de Várgas, pidiendo diera yo orden para que se le remitieran los rehenes. Ese documento es suficiente por sí mismo para acreditar la obligacion en que se hallaba Alvear de cumplir lo pactado; una vez que, para asegurar mas la certeza que debia tener de mi exactitud, mandé á su cuartel general los rehenes en el modo que posteriormente al oficio convino con el mismo capitán de navío Várgas. Yo incluyo á Vuestra Excelencia esa copia como testimonio del injusto proceder de Alvear. Debo añadir á Vuestra Excelencia que comisionado el baron de Olenberg por su jefe para que me hiciera saber que Vuestra Excelencia habia aprobado toda la capitulacion, salvo los artículos que trataban del embarque de las tropas á España, me hizo dicho baron la anterior exposicion en presencia del capitán de navío D. Juan de Várgas, pidiendo yo al baron, que Alvear me hiciera aquella comunicacion por escrito. ¿Cómo pues se ha atrevido despues á asegurar que se habia apoderado de la plaza

1813.

El ministro plenipotenciario de S. M. B. fué informado de la infidelidad de Alvear.

El oficio que pasó este á D. Juan de Várgas, convence de su mala fe.

1814.

Protesta
de perjuicios
que hace Vigodet.

á discrecion? Un delito, Señor Excmo., no se cubre con otro mayor. Si Alvear se atrevió á quebrantar la capitulacion, no por eso debia haber reduplicado su malicia con una impostura que nadie se la podrá creer.

Aun cuando Vuestra Excelencia, ménos informado de estos acontecimientos, porque Alvear, ni aun se quedó con la copia de la capitulacion: que ya estaba certificada, hubiera podido dudar de alguno de estos hechos, no me es dable creer que no conociera la imputacion falsa que se me hacía, en la cual ha de peligrar mas el honor de Vuestra Excelencia que el mio propio. Obligado á defender este en lo posible por ahora, he estimado justo hacer á Vuestra Excelencia aquellas observaciones para protestarle, como de hecho le protesto, cualesquiera clase de perjuicios que puedan seguirse de la creencia y publicacion del citado oficio de Alvear, bien sea contra los habitantes de Montevideo, bien contra los jefes, oficiales y tropas que estuvieron bajo mis órdenes, y que indebidamente son tratados como prisioneros. En nombre del rey nuestro señor, hago á Vuestra Excelencia responsable de todas y cada una de las infracciones de la capitulacion, de la cual di copia á Mr. William Brown, ya que Alvear por ignorancia ó por malicia quedaba sin ella.

Confía en la justicia
del supremo
director.

Cuando escribí á Vuestra Excelencia mi carta particular del 16, no habia visto la *Gaceta* que ha precisado mi reclamacion. Yo espero mucho del tino político de Vuestra Excelencia, y su sabiduría y deseos hácia el bienestar de esos pueblos me hacen confiar que Vuestra Excelencia, penetrado de la justicia con que reclamo oficialmente la observancia de lo pactado, ni dejará defraudadas mis esperanzas, ni dará lugar á que el rey nuestro señor, S. M. B. y todas las naciones amigas tomen sobre sí la vindicacion del ultraje que se ha inferido, no á mi solo, sino á las armas españolas y á los fieles vasallos del rey.

Los últimos acontecimientos de Europa han variado absolutamente todas las cosas; ya se halla en el trono nuestro amado monarca; ya terminó la guerra; ya ha quedado la Monarquía libre y gozosa en sus triunfos; y finalmente ya los Españoles de ambos mundos súbditos de un mismo rey no pueden man-

tener
Vuest
cido y
perar
oficial
Monar
modo
tido q
Rés
sabidu
obrar
tados
Dios
Rio d
Exem

COMUN

El a
su car
cumpli
de aye
el celo
hacer,
recibir
person
y Alba
conoció
adhier
capita
Dios
Guar
Señe

tener entre sí divisiones que tengan ni aun apariencia de razon. Vuestra Excelencia, como yo y todos los Españoles, ha reconocido y jurado al señor D. Fernando VII. S. M. C. no puede esperar que Vuestra Excelencia trate como prisioneros á los jefes, oficiales de sus ejércitos, ni ménos que á un pueblo fiel de la Monarquía se le considere como un pueblo conquistado en el modo que ha entendido Alvear, y Vuestra Excelencia ha permitido que se publique.

Réstame decir á Vuestra Excelencia que, persuadido de su sabiduria y amor á sus conciudadanos, no recelo que dejará de obrar muy distintamente de lo que esperan los hombres exaltados y poco reflexivos.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Río de Janéiro, 20 de agosto de 1814.

GASPAR VIGODET.

Excmo. supremo director de Buenos Aires.

1814.

Conclusion.

Nº 4.

COMUNICACION DEL GENERAL ALVEAR Á D. JUAN DE VÁRGAS.

El acreditado honor con que el jefe de esta plaza ha señalado su carrera militar, aparta toda desconfianza sobre el puntual cumplimiento de los artículos solemnemente convenidos el dia de ayer; mas para proceder con aquella exactitud que demanda el celo público en la provision de víveres que desde hoy debo hacer, es de necesidad que cuando se me remita la orden para recibir el castillo del Cerro, vengam tambien en rehenes las personas de los señores coroneles de los regimientos de *Lorca* y *Albuera*, D. Jaime Illa y D. Cristóval Salvañac. Yo espero que conociendo Vuestra Señoría la importancia de esta medida se adhiera á ella, y exija al efecto la competente orden del señor capitán general.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Cuartel general en el Miguelete, junio 21 de 1814.

CÁRLOS DE ALVEAR.

Señor D. Juan de Vargas.

Exige rehenes.

1814.

Nº 2.

OFICIO DEL SUPREMO DIRECTOR AL GENERAL ALVEAR.

Pide informes.

De órden del supremo director incluyo á Vuestra Señoría la reclamacion que ha hecho desde el Rio Janéiro el mariscal de campo D. Gaspar Vigodet, gobernador que fué de la plaza de Montevideo, para que impuesto de ella le informe circunstanciadamente acerca de la conducta militar y política que observó Vuestra Señoría en la rendicion de aquella plaza, por ser así conveniente al honor del gobierno y al decoro del Estado. Tengo la honra de comunicarlo á Vuestra Señoría para su mas exacto y puntual cumplimiento.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, noviembre 5 de 1814.

FRANCISCO JAVIER DE VIANA.

Señor brigadier D. Carlos Alvear.

Nº 3.

NOTA DE D. JUAN DE VÁRGAS.

Alojamiento
de las tropas
antes de partir
para España.

Con referencia á los artículos ocho y diez y ocho, acordé con D. Carlos Alvear el 21 del mismo junio, á conformidad de lo que la noche anterior se me previno por el señor capitán general D. Gaspar Vigodet, que despues de que la plaza fuese evacuada la mañana del 23 por las tropas de su guarnicion, se alojasen estas, hasta su embarco para trasportarse á España, en las casas de la compañía de Filipinas, Pérez, isla de Rátas y demas de extramúros que fuesen necesarias; como tambien las cuatro piezas, armamento y municiones de que trata el primero de los artículos citados, se depositasen en dicha isla hasta que, estando prontos los trasportes que habiau de conducir la guarnicion á la Península, se pudiesen trasladar á ellos.

JUAN DE VÁRGAS.

N.º 6.

PARTICIPACION DEL AYUNTAMIENTO AL GENERAL ALVEAR.

Por oficio del 3 del corriente mes, avisó el señor D. Gaspar Vigodet, capitán general que fué de estas provincias, á este ayuntamiento que habia nombrado por uno de sus diputados á D. Francisco Moran, síndico procurador general de esta ciudad, para tratar con D. Fernando Otorguez los convenios que aquel se reservó proponerle; y aunque Vuestra Señoría ha de estar impuesta de semejante determinacion y de otras de igual naturaleza, porque regularmente se las habrá comunicado el referido D. Gaspar Vigodet, la delicadeza de sentimientos uniformes de los miembros de esta corporacion, y el exacto cumplimiento del juramento de fidelidad que prestó ante Vuestra Señoría, no pueden prescindir de manifestarle este asunto, y al mismo tiempo se interesa el cabildo para que la bondad de Vuestra Señoría disponga lo conveniente á fin de que los bienes y la familia del citado Moran sean respetados y conservados sin detrimento alguno en esta ciudad: prometiendo, como promete á Vuestra Señoría este cuerpo municipal, que en caso de recibir alguna correspondencia de Moran, de Otorguez ó de cualquiera de sus allegados, sin proceder á su apertura, se pasará inmediatamente á las superiores manos de Vuestra Señoría para su inteligencia y gobierno.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Sala capitular de Montevideo, junio 25 de 1814.

MIGUEL ANTONIO VILARDEBÓ. — JUAN VIDAL Y VALLE.

— MANUEL MASCULINO. — ANTONIO GABITO. — BERNABÉ ALCOSTA. — RAMON DOBAL. — FÉLIX SÁENZ.

— Licenciado PASCUAL ARANCHO. — ANTONIO

AJELLO. — MANUEL DE SANTELÍCES. — NICOLAS FER-

NÁNDEZ MIRANDA.

Señor D. Carlos Alvear, general en jefe del ejército del

Este de las Provincias Unidas del Río de la Plata.

1814.
Sobre haber
sido Moran
nombrado
diputado.

VEAR.

Señoría la
ariscal de
plaza de
instancia-
e observó
or ser así
do. Tengo
nas exacto

VIANA.

acordé con
nidad de lo
tan general
e evacuada
se alojasen
ña, en las
as y demas
a las cuatro
mero de los
ue, estando
uaracion á

VÁRGAS.

N.º 7.

OFICIO DEL GENERAL VIGODET.

1814.

Dos oficios
para Don Jacinto
Romarate.

En consecuencia del oficio que Vuestra Señoría se sirvió dirigirme el 4 del que corre, y de lo que le ofrecí esta mañana por medio de su primer ayudante de campo D. Ignacio Alvarez, acompañó á Vuestra Señoría adjuntos á este los dos que me hizo indicacion para el capitán de navío graduado D. Jacinto Romarate, y el capitán de dragones D. Domingo Fernández, á los fines correspondientes.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Á bordo de la fragata *Hércules*, en el puerto de Montevideo, á 6 de julio de 1814.

GASPAR VIGODET.

Señor general en jefe del ejército de Buenos Aires, D. Carlos Alvear.



Renuncia
Se pide
objeto o
davia.
terra. —
— Caid
nados
proyect
Disiden
inacior
Sipe : s
Rondea
cabildo

El dir
teriores.
sivas inf
para su
ideas ni
pública,
litar. Ac

(1) Véa
73, 116,

PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1815.



PARTE HISTÓRICA (1).

Renuncia de Posádas; Alvear, director supremo, y su situacion crítica. — Se pide la proteccion de la Inglaterra. — Envío de comisionados á Europa: objeto de su mision. — Nuevo director. — Desaliento de Belgrano y Rivadavia. — Situacion de la Europa. — Tratado entre la España y la Inglaterra. — Dificultades de los comisionados en Europa. — Plan de Sarratea. — Caída de Napoleon y pacto de familia. — Conferencia de los comisionados con el conde de Cabarrus; desencanto de aquellos. — Nuevo proyecto: derrota de Waterloo y sus consecuencias para la América. — Disidencia entre los comisionados y su separacion. — Rondeau sale de la inaccion: sorpresa del *Puesto de Marques*. — Batalla malograda de Sipe-Sipe: sus consecuencias. — Caída de Alvear. — Junta de observacion. — Rondeau director. — Tribunales revolucionarios. — Convocacion de un cabildo abierto. — Renuncia de Rondeau; González Balcarce, director.

1815.

El director Posádas, en presencia de algunas dificultades interiores, renunció el mando el 9 de enero de 1815; y por exclusivas influencias de la logia y la asamblea fué nombrado Alvear para sucederle. De este modo, el nuevo director supremo, sin ideas ni plan preconcebido, y en completa pugna con la opinion pública, solo pensó en dar á su poder la base de un partido militar. Además, las tropas argentinas se vieron obligadas á eva-

Renuncia el mando
el director Posádas.
Alvear
le reemplaza.

(1) Véase la parte histórica de los años 1808 y siguientes, tomo I, pág. 73, 116, 145 y 272, y tomo II, pág. 5, 104 y 153.

1815

Falsa posicion
del segundo.Dos notas:
su objeto.
Comisionado
confidencial
en Rio Janéiro.Impotencia
de los
Provincias Unidas
para gobernarse
autónómicamente
segun la 1ª nota.

cuar la plaza de Montevideo, dejándola á disposicion de Artigas, que tambien se declaró contra el nuevo director supremo.

Tal órden de cosas era violento, y Alvear lo comprendia : — en presencia de las dificultades que él mismo habia agrava- do, llegó á desesperar del éxito de la revolucion, declarando á los pueblos impotentes para conquistar su independenciam. Á los quince dias de haber subido al mando (el 25 de enero de 1815) firmaba de acuerdo con la mayoría de su consejo de Estado dos notas escritas por su ministro D. Nicolas Herrera, poniendo las Provincias Unidas del Rio de la Plata á disposicion del gobierno británico, y pidiéndole las salvase á pesar suyo de la perdicion á que marchaban. Asimismo nombró á Garcia de comisionado confidencial en la corte de Rio Janéiro, al parecer para coope- rar á los trabajos de Rivadavia y de Belgrano, pero en reali- dad para negociar con lord Strangford la alianza ó el protectorado de la Inglaterra (1).

En la primera de aquellas notas, dirigida al ministro de rela- ciones exteriores de la Gran Bretaña, el director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, despues de hacer una tristísima pintura, que no carecia de verdad, de su estado físico y moral, las declaraba inhábiles « para gobernarse por sí mis- » mas, y que necesitaban una mano exterior que las dirigiese » y contuviese en la esfera del orden, ántes que se precipita- » sen en los horrores de la anarquía. » Partiendo de esta base, decia : « Estas provincias desean pertenecer á la Gran Bretaña. » recibir sus leyes, obedecer su gobierno, y vivir bajo su in- » flujo poderoso. Ellas se abandonan sin condicion alguna á la » generosidad y buena fe del pueblo ingles, y yo estoy resuelto » á sostener tan justa solicitud para librarlas de los males que » las afligen. » Y terminaba : « Es necesario se aprovechen los » momentos, que vengan tropas que impongan á los genios » discolos, y un jefe plenamente autorizado que empiece á dar » al país las formas que sean de su benepláeito, del rey y de » la nacion, á cuyos efectos espero que Vuestra Excelencia me

(1) Véanse los documentos.

» dará sus avisos con la reserva y prontitud que conviene para
» preparar oportunamente la ejecución. »

La otra nota era dirigida á lord Strangford, y en ella le decia :
« Ha sido necesaria toda la prudencia política y ascendiente del
» gobierno actual, para apagar la irritacion que ha causado en
» la masa de estos habitantes el envío de diputados al rey. La
» sola idea de composicion con los Españoles los exalta hasta
» el fanatismo, y todos juran en público y en secreto morir
» ántes que sujetarse á la metrópoli. En estas circunstancias,
» solo la generosa nacion británica puede poner un remedio efi-
» caz á tantos males, acogiendo en sus brazos á estas provin-
» cias, que obedecerán su gobierno y recibirán sus leyes con
» placer, porque conocen que es el único medio de evitar la
» destruccion del país, á que están dispuestos ántes que volver
» á la antigua servidumbre, y esperan de la sabiduría de esa
» nacion una existencia pacífica y dichosa. La Inglaterra ha pro-
» tegido la libertad de los negros en la costa de África, impi-
» diendo con la fuerza el comercio de esclavatura á sus mas ín-
» timos aliados; no puede abandonar á su suerte á los habitan-
» tes del Rio de la Plata en el acto mismo en que se arrojan en
» sus brazos generosos. »

Don Manuel José García, portador de ambos pliegos cerrados, guardó el dirigido á lord Strangford, dando copia de él á los comisionados, y entregó á Rivadavia el dirigido al ministerio inglés. García resolvió no entregar la nota de Alvear, limitándose á pedir una conferencia á lord Strangford, en la que le manifestó que las colonias españolas, al declararse contra la metrópoli, habian contado con el apoyo de la Inglaterra, « que
» habia dado vida y libertad á la Europa, sin ser detenida por
» la grandeza de los sacrificios, ni por la magnitud de los pro-
» tegidos; que si ella no podía levantarse, á pesar de esto, en
» favor de las colonias españolas, si circunstancias desgraciadas
» para ellas las destinaban á ser víctimas de sus esfuerzos ge-
» nerosos y de su credulidad, las Provincias Unidas, sin acusar
» mas que á su fortuna, tomarian el partido que el tiempo les
» dejaba. Que procediendo las Provincias Unidas sobre prin-

1815.

Contenido
de la segunda
á lord Strangford.

Conferencia
de García con este,
su objeto.

1815.

» cipios uniformes de política, habían resuelto no proceder en
 » este último lance sin anunciarle su resolución, para que si
 » los pueblos llegasen á ceder á sus desgracias, no olvidase la
 » nación británica que las Provincias Unidas del Rio de la Plata,
 » abandonadas á sí mismas, defendieron sus derechos hasta
 » el extremo, sin desmentir los principios adoptados con res-
 » pecto á la Inglaterra. »

La dominación
de la España
misma era preferible
á la situación
del país.

Amenazadora y terrible era la anarquía que devoraba los
pueblos argentinos, en términos que muchos hombres pensa-
dores y buenos patriotas desesperaban del porvenir. Nada de
extraño, pues, tenía que el mismo García dijese á lord Strang-
ford en su conferencia : — « Todo es mejor que la anarquía;
» y aun el mismo gobierno español, después de ejercitar sus
» venganzas y de agobiar al país con su yugo de hierro, de-
» jaría alguna esperanza mas de prosperidad que las pasiones
» desencadenadas de pueblos en anarquía (1). »

Partida
de los comisionados
de Rio Janeiro
para Europa.

Pronto conocieron los comisionados que no debían contar con
la Gran Bretaña en la lucha de las colonias contra la metrópoli,
pues lord Strangford tenía instrucciones de su gobierno para
obrar de acuerdo con la España en su guerra con la América.
El 15 de marzo partieron de Rio Janeiro para Lóndres, en donde
encontraron á D. Manuel de Sarratea, agente del gobierno ar-
gentino en Europa.

Instrucciones
que contenían
los pliegos cerrados.

Al llegar á Lóndres, los comisionados abrieron los pliegos
cerrados que llevaban, y dentro de ellos encontraron sus di-
plomas y las instrucciones particulares, en las que se les pre-
venía debían obrar de acuerdo con Sarratea, pasando Rivada-
via á España, y permaneciendo Belgrano en Lóndres, con el
carácter de agente confidencial, juntamente con Sarratea. Poco
tiempo después recibieron la noticia de la caída de Alvear, pro-
ducida por un movimiento revolucionario en la capital, y la
elección para nuevo director supremo hecha en la persona del
coronel D. Ignacio Alvarez y Tomas, pariente de Belgrano.

Nuevo director.

Profunda fué la melancolía que se apoderó de los ilustres

(1) Véase la *Historia de Belgrano*, por el general don J. MITRE; Buenos Aires, 1859.

patriotas Belgrano y Rivadavia, al saber la noticia del nuevo cambio, concibiendo que daría por resultado trastornar el plan excogitado. Sucedió á ellos lo que á Miranda y otros eminentes capitanes en Venezuela y otros puntos de la América, á saber, que viendo sucumbir los intereses mas caros de la sociedad á los embates de la mas desenfrenada olocracia, concibieron serias dudas respecto á la posibilidad de establecer la república sobre bases sólidas y permanentes.

La caída de Napoleon y la vuelta de Fernando VII al trono venian á complicar la situacion respecto de las potencias extranjeras, y á colocar la revolucion en una falsa posicion. Esas circunstancias obligaban á los revolucionarios ó á declarar la independencia, ó á negociar con el rey, al cual no habian cesado de reconocer, creyéndole destronado para siempre. Sin coraje para lo primero, aunque resueltos á no volver á someterse al antiguo yugo, los hombres que estaban al frente del gobierno de las Provincias Unidas se decidieron por un término medio, que sin definir precisamente la situacion, tendia al primer resultado, reservándose adoptar otra combinacion si el no era asequible.

De aquí provino que el directorio mandase la enunciada mision cerca del gobierno británico, al mismo tiempo que del gobierno español, fijándose con tal objeto, como se ha dicho, en Rivadavia y Belgrano.

Desalentados estos en Europa por los sucesos ocurridos en la patria lejana, solo pensaron en asegurar á todo trance la independencia de las Provincias Unidas. Animados de tan noble deseo, se persuadieron de que solo podrian obtener este resultado haciendo concesiones á las ideas monárquicas.

No podia ser mas desfavorable la situacion de la Europa á la realizacion del encargo que llevaban Rivadavia y Belgrano, que en los momentos de su llegada. Á consecuencia de haber abandonado Napoleon su retiro de la isla de Elba á fines de febrero, y de haberse vuelto á ceñir, el 20 de marzo, la corona que hacia poco habia abdicado en presencia de las fuerzas aliadas posesionadas de Paris, la Europa entera se habia puesto en armas otra

1815.

Desaliento
de Belgrano
y Rivadavia.Circunstancias
que complicaban
la situacion.

Alternativa.

Término medio
que se adoptó.Resolucion
de Belgrano
y Rivadavia.La situacion
de la Europa
era desfavorable
á sus propósitos.

1815.

La Inglaterra
no favoreció
la causa
de las colonias.

vez, invocando el principio de la legitimidad. La Inglaterra era, como siempre, el alma de esta nueva coalición, y su causa, identificada con la de los reyes contra los pueblos, le imponía el deber de adoptar una política distinta de la que hasta entonces había seguido respecto de la emancipación de las colonias americanas.

Aliada á la España, comprometida con los reyes, y dispuesta á sacrificar todo interés lejano á las ventajas que pudiese obtener en Europa, la Inglaterra debía hallarse poco dispuesta á reconocer la independencia de las colonias españolas, y mucho ménos bajo la forma republicana, á la cual era abiertamente hostil.

Tratado de comercio
que celebró
con la España.

Pero no eran estos los únicos obstáculos con que los comisionados tenían que luchar para decidir á la Gran Bretaña en su favor. Esta nación, que durante el cautiverio de Fernando se había mantenido neutral entre la metrópoli española y sus colonias, aparentando mediar entre ellas y las cortes reunidas en Cádiz, sacando las mayores ventajas posibles para su comercio, no trepidó un momento en sacrificar estas ventajas á las que le brindaba la vuelta de Fernando VII, el cual, agradecido á la potencia que le devolvía el trono de sus mayores, nada podía negarle. En consecuencia, el día 5 de julio de 1814, se firmó en Madrid un tratado entre la España y la Inglaterra, en que se estipulaba, que « en el caso de que el comercio con las posesiones españolas de América fuese abierto á las naciones » extranjeras, Su Majestad Católica prometía que la Gran Bretaña sería admitida á comerciar con dichas posesiones á la par » de la nación mas favorecida. » Poco despnes (el 28 de agosto del mismo año), se firmaban entre ambas potencias tres artículos adicionales al anterior tratado; estipulándose en uno de ellos, que « deseando Su Majestad Británica que las discordias » que se habían suscitado en los dominios de Su Majestad Católica en América cesasen enteramente, y que los súbditos de » estas provincias volviesen á la obediencia de su legítimo soberano, se comprometía (la Inglaterra) á tomar las medidas mas » eficaces para impedir que sus súbditos proporcionasen armas.

municiones ú otro artículo de guerra, de cualquier género que fuese, á los insurgentes de América.»

Tan convencidos quedaron los comisionados de que nada tenían que esperar de la Inglaterra, que Belgrano dijo en su informe autógrafa sobre esta mision: « Nos acercamos á personas que podian instruirnos, y hallamos á todos conformes en que la alianza de los soberanos era la mas estrecha que tal vez habian presentado los siglos; que las miras de todos era sostener la legitimidad, y que no habia que pensar en que tuviesen cabida las ideas de republicanism; que, ademas, habian venido por el órden de los sucesos y experiencia de veinte y cinco años en Francia á reducirse á las de monarquía constitucional, teniendo ya este gobierno por el único, y presentando para sostenerlo el ejemplo de la Inglaterra.»

Este estado de cosas no era absolutamente incompatible con el reconocimiento de la independiencia de las colonias españolas, siempre que Fernando VII se prestase á constituir en ellas una ó mas monarquías independientes, coronando á un príncipe que contase con el beneplácito de las potencias aliadas. Esto era hacer en América lo mismo que el congreso de Viena se proponia hacer en Europa, modificando la geografia política de las casas reinantes. Esta idea empezaba ya á germinar en algunas cabezas, y contaba prosélitos, aun entre los partidarios del principio legitimista. Así, dice Belgrano en su precitado informe:

« El acelerar el reconocimiento de nuestra existencia política, ó mejor diré, el realizar esta, pende del modo en que se negocie con la España, para que ella sea la primera en reconocerla; porque el que la Inglaterra ó cualquiera potencia lo haga, miéntras las cosas permanezcan como están en Europa, es del todo imposible, y no hay que esperarlo jamas, siendo contra todos los principios que rigen á los soberanos, y que han proclamado del modo mas enérgico, y sostendrán con los mayores esfuerzos, habiéndoles llegado su época.»

En vista de estas consideraciones resolvieron los dos comisionados, que Rivadavia debia pasar á España á negociar con Fernando VII, sobre la base imprescindible del reconocimiento

1815.

Los comisionados pierden toda esperanza.

Los aliados no estaban distantes de sostener un príncipe en las colonias.

Informe de Belgrano referente á esto

Plan de Sarrautea: reduciase á coronar al príncipe D. Fr. de Paula.

1815.

de la independencia que aquellas los prescribían; quedando Belgrano y Sarratea en Londres para disponer al gobierno inglés en favor del plan que se ajustase. Comunicado este propósito á Sarratea, les dijo que de ningún modo debía pasar Rivadavia á España, pues tenia entre manos un plan de la mas alta importancia, que debía dar por resultado el reconocimiento de la independencia americana, aun por las mismas potencias que podrian hacerle oposicion. Entónces les manifestó que habia enviado un agente cerca del rey Cárlos IV, á la sazón residente en Roma con su familia, con el objeto de recabar de esta corte desterrada su aquiescencia para coronar en Buenos Aires al príncipe D. Francisco de Paula, hijo del monarca destronado.

Necesidad
de nuevas
explicaciones.

Para comprender el alcance de este plan y los objetos que tuvieron en vista los que lo aceptaron, se hace necesario entrar en nuevas explicaciones respecto del estado de la política de la Europa en aquella época.

Los aliados
reconocian
á Cárlos IV
como legítimo
soberano.

Los soberanos coligados contra Napoleon habian desconocido siempre la validez de la abdicacion y de las renunciás de Cárlos IV en Aranjuez y en Bayona, considerándolas como el resultado de la coaccion ejercida por aquel. Por consecuencia, miéntras Napoleon fuese dueño de la Francia, no podian dejar de reconocer en Cárlos IV al legítimo soberano de España y de sus Indias.

Cambio de cosas
con la caída
de Napoleon.

Después de la primera caída de Napoleon, la situación no era la misma. Posesionado Fernando VII del trono español, asegurado del apoyo de la Inglaterra, y sin que ningun interes moviese á los soberanos de la coalicion á apoyar á Cárlos IV contra su hijo, comprendió el monarca caido que no le quedaba sino resignarse á su destino; y en consecuencia, el 14 de enero de 1815, firmó en forma de declaracion una especie de pacto de familia, por el cual cedia la corona de España en favor de su hijo, bajo la condicion de que se le asegurase una pensión de doce millones de reales al año; conservando durante su vida y la de su esposa, el título y las prerogativas reales como sagradas y anexas á sus personas en cualquier punto donde residiesen.

Declaracion
que firmó
Cárlos IV,
ó sea el pacto
llamado
de familia.

Este pacto, ratificado por Fernando el 4 de marzo, es decir.

cuando N
fante sob
tancia par
de aquel
niento vo
nuevo vig
dos respe
pacto de l
con esas
principio
de recono
Indias, pe
tales circ
» Cárlos I
» soberan
» constitu
» absolut
» hacer q
» soberan
» tentativ
» la inde
» los gob
» término

Esta id
rando que
sus gobier
ellos era i
quia inde
nase del
imposible
por el nu
los grand
maduro d
continuar
He aqu
Rivadavia

cuando Napoleon de regreso de la isla de Elba marchaba triunfante sobre la capital de su imperio, perdía mucho de su importancia para los soberanos coligados en presencia de la reaparición de aquel grande hombre en la escena del mundo. Este acontecimiento volvía á colocar á Cárlos IV en situacion ventajosa, dando nuevo vigor á las declaraciones anteriores hechas por sus aliados respecto de su abdicacion y sus renunciaciones, de las que el pacto de familia no era sino un resultado. Para ser consecuente con esas declaraciones, y para mantener en todo su vigor el principio de la legitimidad por ellos proclamado, no podian dejar de reconocer en Cárlos IV el legitimo soberano de España y sus Indias, por temor de que se echase en brazos de Napoleon. En tales circunstancias, decian los comisionados: « Obtener de » Cárlos IV una declaracion espontánea, hecha en virtud de su » soberanía, por la que separe á la América de la España, » constituyéndola en dos ó mas monarquías constitucionales, » absolutamente independientes, poniendo en ellas á sus hijos; » hacer que el mismo Cárlos IV comunique esa resolucion á los » soberanos de Europa, y les pida que le apoyen contra toda » tentativa de su hijo Fernando VII, es conseguir de un golpe » la independenciam de la América, neutralizar la hostilidad de » los gobiernos absolutos contra ella, y poner por el hecho un » término á la guerra. »

Esta idea fué un rayo de luz para los comisionados. Considerando que en el estado de la Europa nada tenian que esperar de sus gobiernos; que el reconocimiento de la independenciam por ellos era imposible bajo la forma republicana; que una monarquía independiente no sería reconocida sino en tanto que emanase del principio de la legitimidad; que esto era difícil, si no imposible, obtenerlo del monarca reinante en España; y que por el nuevo camino que se les abria podian conciliarse todos los grandes objetos de su mision, — resolvieron, despues de maduro exámen, adoptar el plan propuesto por Sarratea, y continuar la negociacion entablada con Cárlos IV.

Hé aquí las razones de Belgrano al decidirse á cooperar con Rivadavia al plan de Sarratea: « Reflexionamos sobre la materia

1813

Batallas
Fernando VII.

Nueva situacion
en favor
de Cárlos IV.

Feliz idea
de los
comisionados.

Adoptan el plan
de Sarratea.

Razones y poderosos
motivos
para ello.

1815.

» con aquel pulso y madurez que exigía; observamos por una
» parte el estado en que habíamos dejado las Provincias, y el
» de los gobiernos que las regian; las disposiciones de la corte
» de España para traer la guerra á nuestros países; la frialdad
» del gobierno ingles, ó no sé si me atreva á decir enemigo de
» nosotros y de todos los demas gobiernos de América; el inte-
» res que manifestaba el resto de las potencias (incluyendo aun
» á los Estados Unidos de América), en que nos conservemos
» unidos á la España, con el designio de poder balancear el po-
» der marítimo de la Inglaterra, aprovechándose de su misma
» indiferencia á favorecernos, ó porque no está en sus cálculos
» de ventaja respecto del continente europeo, ó porque en él
» ha obrado por ideas enteramente contrarias, ó porque cree
» tal vez que somos capaces de sostenernos por nosotros mis-
» mos contra el gobierno español, y que demasiado hace con
» no ayudarlo. Observamos la reaccion que se obraría en la fa-
» milia de España con este hecho; como se le cruzarían sus
» ideas en contra de la América con él, pudiendo nosotros
» apoyar el proyecto en el derecho que nos asistía de escoger
» al infante, lo mismo que habian hecho los Españoles esco-
» giendo á Fernando, y despojando á su padre del reino; que
» nombrando el padre á su hijo, el predicho infante, por su
» sucesor en las Provincias del Rio de la Plata, se declararia pre-
» cisamente el gobierno ingles por el pensamiento, así porque
» era nuestro y consiguiente á los principios porque obra en
» sus transacciones políticas en el continente de Europa, como
» porque entónces no teniendo disculpa para con su nacion
» que está empeñada en nuestra independenciam, y se empeñaria
» mas viendo que la imitábamos en su clase de gobierno, se ve-
» ría precisado á seguir sus votos; que entónces habríamos lle-
» gado á aspirar, y plantificar la legitimidad de sus sucesores;
» con lo que obligáramos á hacer callar no solo á las potencias
» en contra nuestra, inclusa la de nuestra vecindad, quien pen-
» sábamos podia obligarse por enlace de una de las hijas con
» el infante, para que nos favoreciese; teniendo por último y
» lo mas principal en vista, que así desterráramos la guerra de

» nue
» tod
» ran
» que
» al fi
» ella
» Eur
» igua
» man
» sen
» circu
» que
» vam
» todo
» obrá
» tanc
» buir
» dora
» solvi
» todo
» Para
» dos tu
» confesi
» quisier
» este el
» bre que
» padre,
» proseri
» hombr
» del pri
» formó
» reyes
» niencia
» de su l
» acogido
» rablem

» nuestro suelo; que habria una persona en quien se reuniesen
 » todas las miras sin despertar celos entre quienes se conside-
 » ran iguales, lo que siempre trae pasos retrógrados á la causa
 » que sostenemos con la continua variacion de gobierno, y que
 » al fin por este medio conseguíamos la independencia, y que
 » ella fuese reconocida con los mayores elogios, puesto que en
 » Europa no hay quien no deteste el furor republicano; é
 » igualmente establecer un gobierno sobre bases sólidas y per-
 » manentes segun la voluntad de los pueblos en quien estuvie-
 » sen deslindadas las facultades de los poderes, conforme á las
 » circunstancias, carácter, principios, educacion y demas ideas
 » que predominan, y que la experiencia de cinco años que lle-
 » vamos de revolucion nos han enseñado. Considerado, pues,
 » todo esto, y teniendo presente que de restituírnos no solo
 » obráramos contra lo que la razon dictaba en tales circuns-
 » tancias, como único medio á nuestra patria, sino que se atri-
 » buiria despues á nuestra resistencia su pérdida, y la prepon-
 » derancia de la causa de los reyes sobre los pueblos, nos re-
 » solvimos á entrar en el proyecto, á favorecerle y prestarle
 » todos los auxilios que de nuestra parte estuviesen.»

Para dar su aquiescencia al plan de Sarratea, los comisiona-
 dos tuvieron que *interpretar latamente las instrucciones*, segun
 confesion del mismo Belgrano; pero ántes de comprometerse
 quisieron tener una conferencia con el agente de Sarratea. Era
 este el conde de Cabarrus, hijo del personaje del mismo nom-
 bre que ilustró el reinado de Cárlos III, y que, muy inferior á su
 padre, no pasaba de ser un hábil intrigante. Hallábase á la sazón
 proserito por Fernando VII, por haber sido uno de los gentiles
 hombres del rey José Bonaparte, habiendo sido ántes partidario
 del príncipe de la Paz en la época de su valimiento. Él les in-
 formó que habia tenido varias conferencias secretas con los
 reyes padres en Roma, y que habiéndoles indicado la conve-
 niencia de erigir un reino independiente en América en favor
 de su hijo, la reina María Luisa y el príncipe de la Paz habian
 acogido la idea con entusiasmo, manifestándose Cárlos IV favo-
 rablemente dispuesto, aunque no completamente decidido:

1815.

Conferencia
 de los comisionados
 con el agente
 de Sarratea,
 el conde
 de Cabarrus.

Este les manifiesta
 la buena
 disposición
 de Cárlos IV.

1815.

añadiendo que la reina habia dicho, « que quisiese ó no el rey, » el príncipe se pondria en marcha luego que el conde volviese » con proposiciones formales. » Que por lo tanto, no dudaba que si esas proposiciones se hacian por los comisionados, se arribaria á un arreglo definitivo; insinuando, por último, que el príncipe de la Paz le habia indicado la necesidad que tendria de que se pusiesen algunos fondos á su disposicion, con el objeto de trasladarse á Inglaterra, y evadir la persecucion que creía consiguiente á la desaparicion del infante.

Instrucciones dadas
al conde
por los
comisionados.

Belgrano y Rivadavia, con el noble propósito de emancipar la América y establecer en ella un régimen liberal, se ocuparon en redactar los documentos de que el conde debia ser portador. Las instrucciones que le dieron, aunque llenas de prevenciones pueriles y concesiones que comprometian algun tanto su dignidad, manifiestan que los comisionados ni desesperaban de la independencia de la América, ni estaban dispuestos á sacrificar su libertad en cambio de un trono.

« Si contra lo que es de desear — decian en ellas — vaciase Su Majestad (Cárlos IV), ó manifestase deseos de desviarse del plan propuesto para llevarlo á efecto, alterando algunas de las partes esenciales que lo constituyen, el conde se halla muy particularmente encargado de emplear cuantos medios sugiere la persuasion para convencer de la necesidad de conformarse con los medios adoptados para su ejecucion. La conciencia de Su Majestad debe quietarse con la consideracion de que la medida que adopta no causa desmembracion de los dominios de la corona, porque esta es inevitable ya. Cuando el gobierno de España no puede conservar en la obediencia provincias que poco ántes lo estaban, porque el fuego de la disidencia se extiende con la voracidad del volcan. ¿ puede considerarse practicable nueva conquista en aquel vasto continente? Y aun cuando quisiera admitirse, por un momento, que la España posee los tesoros y flotas necesarios para repetir aquel envío sucesivo de tropas que requiere una empresa tan vasta, y que esta guerra se emprendiese bajo los auspicios mas favorables, ¿ el último ejemplar de

Imposibilidad
de subyugar
la América.

» Esp
» supe
» cuar
» la p
» un p
» ocas
» Peni
» siqui
» por
» al m
» la gu
» jas s
» será
» paña
» Á cor
manifie
» La m
» ficam
» respe
» cer c
» de un
» les p
» de un
» con l
» paña.
» ses, s
» dar u
» del h
» la ún
» mida
» por n
» En e
» bia ser
» reseña
» ascende
» ocho m

» España no ministra un ejemplo práctico de la dificultad insuperable para un ejército, de subyugar una nación entera cuando tiene que contender con toda ella? Considérese, pues, la perspectiva con que entraria la España en la conquista de un país cuyas tropas no han dejado de triunfar, ni en una sola ocasión, sobre las que ha hecho pasar allí el gobierno de la Península; donde cinco mil hombres de línea no han podido siquiera defender la plaza de Montevideo, sostenida además por una escuadrilla de buques mayores y menores, y cuando al mismo tiempo el gobierno de Buenos Aires ha sostenido la guerra á quinientas leguas de la capital, y obtenido ventajas sobre las tropas del virey de Lima. Este empeño sin duda será ruinoso, y el obstinarse en él quizá mortal para la España. »

Á continuacion de estos conceptos se leen estos otros, que manifiestan su desencanto respecto del porvenir de la América :

« La medida de que se trata, considerada ya política, ya filosóficamente, no ofrece sino resultados favorables para los países respecto de quienes refluye mas directamente. Tales son hacer cesar un consumo estéril de sangre y todos los estragos de una guerra civil; poner un dique á la desmoralizacion de los pueblos, y retroceso que es consiguiente á la civilizacion de un país naciente; salvar la dignidad de la corona ajada con las doctrinas y declaraciones del gobierno popular de España, cuyo funesto ejemplo habria cundido en nuestros países, sin el empeño sostenido de sus gobiernos en impedirlo; dar un testimonio público á la lealtad de aquel hemisferio, y del humano y paternal designio de Su Majestad en adoptar la única medida que puede salvar á los pueblos de las calamidades de la anarquía á que van caminando, si continúan por mas tiempo entregados á sí mismos. »

En el Memorial dirigido á Carlos IV, y de que el conde debia ser portador, sirviéndole de credencial, presentaban una reseña histórica de la revolucion argentina, y despues de hacer ascender las fuerzas de Buenos Aires á once mil veteranos, ocho mil voluntarios de infantería y catorce mil hombres de

1815.

Hecho
que lo comprueba.

Desencanto
de los
comisionados
respecto al porvenir
de la América.

Reseña
que contenia
el Memorial dirigido
á Carlos IV.

1815.

caballería, con 200 piezas de artillería, sin contar las del Perú, del ejército de los Andes y las del Estado Oriental, protestaban desconocer la revolución de Aranjuez, que había elevado á Fernando VII al trono; pidiéndole á él, como al soberano legítimo, cediese en favor de su hijo el dominio y soberanía de las Provincias del Rio de la Plata, erigiéndolas en reino independiente, sobre las bases de la constitucion que al efecto le proponian, y que previamente debía jurar.

El proyecto de la constitucion de Belgrano era imitacion de la inglesa.

Nuevo reino que establecia, y su organizacion.

El proyecto de constitucion, redactado por Belgrano, era á imitacion de la constitucion inglesa, y constaba de siete secciones, en cada una de las cuales establecia brevemente las reglas y principios fundamentales de la proyectada monarquía siempre sobre la base indeclinable de la independencia y la libertad. Por esa constitucion se establecia el nuevo reino con la denominacion de *Reino Unido de la Plata, Perú y Chile*; se declaraba la inviolabilidad del monarca; se instituía una nobleza sin privilegios, y á la que todos los individuos podian optar; se organizaba el cuerpo legislativo en dos cámaras, una de nobles, y otra de diputados con la plenitud de facultades que son propias á un país libre; se estatuíó sobre la responsabilidad de los ministros, sin cuya firma ningun acto del rey era válido; se sancionaba la independencia del poder judicial, sus garantías y responsabilidad, terminando con varias declaraciones generales, una de las cuales decia así: — « Á mas del reparto proporcionado y uniforme de todos los cargos y servicios del Estado, de la opcion de todos á la nobleza, empleos y dignidades, y del comun concurso y sujecion á la ley, la nacion gozará con derecho de propiedad inalienable, la libertad de culto y de conciencia, la libertad de imprenta, la inviolabilidad de las propiedades y seguridad individual, en los términos que clara y distintamente acuerde el poder legislativo (1). »

Cabarrus era portador de otros proyectos de tratado.

Ademas de estos documentos, el emisario era portador de los proyectos de tratado, ó mas bien contratos, firmados por los tres comisionados y con el sello de la legacion. Por uno de

(1) Véase el Memorial, pág. 259.

ellos se aseguraba á Carlos IV, « que en el caso de que la corte » de Madrid, resentida por la institucion de un reino en las » Provincias del Rio de la Plata, y cesion consiguiente á su hijo » el infante D. Francisco de Paula, retirase ó suspendiese las » asignaciones que le estaban acordadas, sería inmediatamente » asistido con una suma igual en dinero efectivo, sufragándose » á la reina las mismas asignaciones por via de viudedad. »

Por el otro se aseguraba al príncipe de la Paz, « en justo re- » conocimiento de los buenos y relevantes servicios para con » las Provincias del Rio de la Plata, la pension anual de un » infante de Castilla (cien mil duros al año) durante toda su » vida, y con el juro de heredad para él y sus sucesores habi- » dos y por haber. »

Munido de estas instrucciones y documentos, y bien provisto del dinero necesario, salió el conde de Cabarrus de Lóndres á fines de junio, y llegó á Roma en circunstancias en que la Europa se hallaba bajo la impresion de la batalla de Waterloo, ocurrida el 18 del mismo mes (1815). Este acontecimiento hacia fallar el plan por su base. Privado Carlos IV del apoyo de la Francia, con el cual contaba en caso necesario, si era desatendido por los reyes de la coalicion, y caido Napoleon, cuya presencia le era sumamente útil para inclinar á los aliados en su favor, de esperarse era que el destronado rey se negase á dar el avanzado paso que se le proponia y que debía comprometerle ante la corte de España, de la cual dependia su subsistencia. Así sucedió. Temeroso de su hijo, mejor apoyado que él despues de Waterloo; no contando por consecuencia con ser atendido por los soberanos coligados; y, á lo que se cree, aconsejado por su confesor, que era agente de Fernando VII, declaró terminantemente que su conciencia le mandaba no hacer nada que no fuese favorable al rey de España, que tanto tino había mostrado para gobernar (1).

1815.

Garantía que daban á Carlos IV.

Aseguraban una pension al príncipe de la Paz.

Situacion de la Europa al llegar á Roma el conde de Cabarrus.

Declaracion de Carlos IV.

(1) De una carta de Rivadavia á D. Manuel José Garcia, de 2 de octubre de 1815, extractamos el siguiente párrafo: « Al recibo de esta ya habrá V. visto cuán rápida fué la nueva situacion de Europa, á que alude en sus

1815.

Aborta el proyecto
de monarquía.

Así abortó el primer proyecto de fundar una monarquía en América. En vano Cabarrus, apoyado por Sarratea, procuró continuarlo, proponiendo robar al infante. Belgrano y Sarratea se opusieron á ello, y fueron de opinion que inmediatamente se hiciese volver al conde, á que diese cuenta de su comision.

Sobre dar cuenta
de todo
al gobierno.

Rivadavia y Belgrano manifestaron á Sarratea que era necesario formalizar todos los documentos para dar al gobierno una cuenta franca y detallada de todos sus pasos. Sarratea fué de opinion contraria, indicando que debia decirse al gobierno, que su intencion solo habia sido traer al infante á Lóndres, y esperar allí sus órdenes, lo que era contrario á la verdad y no podia consentir la rigidez de Rivadavia, ni la probidad de Belgrano. El regreso de Cabarrus á Lóndres vino á producir una ruptura abierta entre ellos. Esta fué la segunda disidencia que estalló entre los comisionados.

Disidencia
entre los
comisionados.

Negociacion
indirecta
de Rivadavia
en Madrid.

Belgrano habia tomado sobre su responsabilidad el hacer que Rivadavia permaneciese en Europa, continuando una negociacion indirecta que habia abierto en la corte de Madrid, por medio de su embajador en Lóndres, á pesar de órdenes del gobierno que disponian su regreso. Al dar cuenta de esta resolucion decia al gobierno: « He tenido presente que exigia el interes de la patria, para que se llevase adelante nuestra primera decision apuntada, que quedase D. Bernardino Rivadavia, de quien nunca haré los bastantes elogios, por los conocimientos que le asisten, por su carácter firme para sostener nuestros derechos, por su conducta honrada y económica; porque conoce nuestra actual situacion, cerciorado de que ha adquirido el

Cuenta dada
sobre esto
al gobierno.

- » esperanzas: nosotros no habíamos perdido momentos, y hubiéramos sacado
- » una ventaja superior á todas sus esperanzas; pero la derrota de Napoleon
- » frustró todos los efectos de un plan que para nosotros y en *nuestras cir-*
- » *cunstancias* podia llamarse cabal; y sobre esto, quedo sin fondos para mi
- » subsistencia, en virtud de haberse consumido en la indicada negociacion.
- » — No crea V. que he desmayado: muy luego he empezado á obrar solo,
- » é insistiendo en el mismo plan *en lo sustancial*, he tomado otro rumbo. En
- » consecuencia de él, debia pasar á Francia y esperaba contestacion en
- » breve de la carta de Madrid, etc. » (MITRE, Col. de Mss. de Garcia.)

» conce
» que s
» cuand
» entret
» ponga
» riosa

Belgra
1815, pa
la patria
esperanz
segundo
los prim

El eje
diendo s
situó en
destinad
guardia.
avanzad
repentin
sionero,
entabló
concebi
modo e
neros.

En el
en activ
veía pró
regimien
pos se f
arreglos
que hub
caballer
del Mar
lista.

Alarn
el cent

» concepto que se merece y aun superioridad sobre el conducto
 » que se le ha presentado para con la corte de España, de que
 » cuando ménos se puede evitar el envío de una expedicion, y
 » entretener el tiempo á fin de que el país se fortalezca y dis-
 » ponga á adquirirse el concepto en toda Europa por una glo-
 » riosa defensa, si se le atacára. »

Belgrano y Rivadavia se separaron el 15 de noviembre de 1815, para no volverse á ver en la vida. El primero regresaba á la patria, dejando á la Europa presa de la santa alianza, y sin esperanza de que reconociera la independencia americana; y el segundo quedaba luchando, solo, en favor de la América, contra los primeros potentados del mundo.

El ejército al mando de Rondeau, falto de todo, y no pudiendo subsistir mas tiempo en la inaccion, salió de Jujuí, y se situó en Humahuaca. El general D. Martín Rodríguez, que estaba destinado á ser gobernador de Cháreas, era jefe de la vanguardia. Quiso un dia hacer un reconocimiento de los puestos avanzados; llegó hasta el *Tejar* con una escolta; y cargado repentinamente por fuerzas del mando de Olañeta, quedó prisionero, con casi todos los que lo acompañaban. Rodríguez entabló una negociacion con el general Pezuela, haciéndole concebir esperanzas favorables á la causa del rey; y de este modo consiguió ser canjeado por dos jefes españoles prisioneros.

En el mes de abril resolvió al fin el general Rondeau poner en actividad el ejército, para salvarlo de la disolucion á que lo veía próximo. Los prisioneros de Montevideo incorporados á los regimientos n.º 2 y 9 fueron enviados á Salta, y de ambos cuerpos se formó el 9 á las órdenes de Pagola. Hechos algunos otros arreglos, se abrió la campaña con el único hecho de armas feliz que hubo en toda ella. El general Cruz con los cazadores y la caballería sorprendió al enemigo el 14 de abril en el *Puesto del Marques* y exterminó el mejor cuerpo de caballería realista.

Alarmado el general Pezuela con este suceso, retrocedió hácia el centro de sus recursos. Rondeau, por su parte, avanzó y

1815.

Separacion
de Belgrano
y Rivadavia.

Rondeau sale
de la inaccion
y se situó
en Humahuaca.

Rodríguez
prisionero
es canjeado
por dos jefes
realistas.

Los regimientos
2 y 9 marchan
para Salta.

Sorpresa
del *Puesto
del Marques*.

Ocupacion
de Potosí.

1815. ocupó á Potosí; Rodríguez pasó á tomar posesion de su gobierno de Chuquisaca, y el ejército se puso en contacto con los patriotas organizados por el coronel Arenáles en Cochabamba, y por Camargo en Chayanta.

Funesta campaña
de Sipe-Sipe.

El general Rondeau se proveyó en Potosí de todo lo que su ejército necesitaba. Se apoderó de fuertes cantidades de dinero, con las cuales dió dos pagas á las tropas; y despues de detenerse allí cuatro meses (fatales para la disciplina del soldado), abrió el 31 de agosto la funesta campaña de *Sipe-Sipe*.

Derrota
de Rodríguez
en *Venta y Media*.

Al principio de ella el enemigo retrocedió, y Rondeau se situó en Chayanta. El general Rodríguez volvió á tomar el mando de la vanguardia, y el 30 de octubre emprendió una sorpresa sobre la del enemigo, que estaba en *Venta y Media*. La operacion fué mal conducida; Rodríguez se encontró al amanecer rodeado por dos batallones enemigos; los cuales, rompiendo el fuego de improviso sobre los suyos, los pusieron en la necesidad de retirarse en derrota. Este encuentro costó al ejército la pérdida de la mitad del batallon de cazadores, y al jefe de la expedicion la de su crédito militar, de tal manera que tuvo que retirarse para no volver mas á él.

Pezuela toma
la ofensiva.

Entonado con aquella ventaja, y habiendo recibido refuerzos de consideracion, Pezuela tomó la ofensiva; y Rondeau tuvo que dirigirse á Cochabamba, buscando una nueva base de operaciones, y tratando de dar tiempo á que le llegáran los regimientos n^{os} 2 y 3, que habian salido de Buenos Aires á principios de agosto á las órdenes del general French. Pero Pezuela lo buscó con empeño, y el 28 de noviembre le cortó el paso en las alturas de *Sipe-Sipe*. Rondeau se preparó á la batalla, que era ya inevitable, y esta tuvo lugar el dia siguiente. Una orden dada á mal tiempo, ó mal ejecutada, introdujo el desórden en el ala derecha de los patriotas; y á pesar de la tenacidad con que lucharon los regimientos 7 y 9, y de la bizarría con que los granaderos á caballo cargaron varias veces sobre la infanteria enemiga, el ejército se puso en completa derrota. El regimiento n^o 7 quedó casi todo en el campo de batalla, y los demas cuerpos fueron deshechos. Rondeau se replegó á Chuquisaca, con

Batalla malagrada
de Sipe-Sipe.

pocos e
donde
allí se

El e

Ala

N^o

N^o

Gr

Ala

N^o

N^o

Dr

Re

N^o

Desp

netrar

rosos

que los

los ha

minas

en 18

dejado

protec

indep

Ent

cion e

maron

del di

su an

y por

fin la

zacion

(1)

pocos dispersos, siguió sin tardanza su retirada hasta Jujui, en donde encontró las fuerzas de refresco del general French, y allí se detuvo.

El ejército que se batió en *Sipe-Sipe* se componia así :

<i>Ala derecha,</i>	Mayor general,	F. de la Cruz.
Nº 4,	Coronel,	Forest.
Nº 9,	—	Pagola.
Granaderos á caballo,	Comandante,	J. R. Rójas.
<i>Ala izquierda,</i>	Coronel,	Zelaya.
Nº 7,	Comandante,	C. Vidal.
Nº 12,	—	La Riva.
Dragones,	—	D. Balcarce.
<i>Reserva,</i>	Coronel,	H. Quintana.
Nº 6,	—	Zelada.

1815.

Ejército patriota
que se batió
en Sipe-Sipe.

Después de esta derrota el ejército argentino no volvió á penetrar en las provincias del Alto Perú. Algunos caudillos valerosos mantuvieron, sin embargo, la guerra apoyados en el odio que los indígenas del Perú tenían por los que desde la conquista los habian sujetado al trato mas inhumano en el trabajo de las minas; pero cuando la victoria se pronunció definitivamente en 1824 por la causa de la América, aquellos pueblos habian dejado de pertenecer de hecho á la Union Argentina, y bajo la proteccion del general Bolívar, se constituyeron en nacion independiente (1).

Consecuencias
de esa derrota.

Entretanto el 45 de abril de 1815 habia estallado una revolucion en la ciudad de Buenos Aires: los cuerpos civicos se armaron, y el cabildo se puso á su frente proclamando la caida del director y la disolucion de la asamblea. Aunque Alvear, por su ambicion estéril y egoista, por su falta de ideas en el mando, y por sus medidas violentas, merecia su caida, representaba al fin la sombra del gobierno nacional, los principios de la civilizacion, y era al fin el caudillo de la unidad política y social,

Movimiento
revolucionario
del 15 de abril.
Caída de Alvear.

(1) Véase la *Historia Argentina*, por D. LUIS DOMINGUEZ, pág. 378-382.

1815.

que se oponia á la irrupcion de la barbarie y á los progresos de la disolucion. El movimiento que lo derribó, aunque aspirando á ensanchar la libertad y á destruir un órden de cosas que no se fundaba ni en la conveniencia, ni en la justicia, se hizo indigno de triunfar, por sus tendencias reaccionarias y por el uso inhábil y vergonzoso que hizo de su triunfo.

Guía
de la asamblea
del año 1813.
El estido reasumió
el mando.

En las ruinas del directorio cayó envuelta la asamblea del año trece: el cabildo reasumió el mando y la representacion política del pueblo, continuando las tradiciones coloniales que debian desnaturalizar y desacreditar las instituciones municipales en el Rio de la Plata. Del seno de esta corporacion asi constituida, brotó sin embargo una idea nueva, que reaccionaba contra la teoría de la representacion popular de los cabildos, ordenando, por bando del 18 de abril, que se crease una *junta de observacion*, elegida por la masa de la poblacion de Buenos Aires, y proclamando el principio del sufragio universal; imponiendo al mismo tiempo al gobierno que se estableciera el deber de convocar inmediatamente un congreso nacional, dando nueva base á la eleccion de los diputados.

Junta
de observacion.

Sobre convocatoria
de un congreso.

De la junta de observacion nació el famoso *estatuto provisional* de 5 de mayo de 1815, en el cual se consagró la doctrina de elevar la junta de observacion á la categoría de motor sin contrapeso en la máquina política. Bajo su tutela fué colocado el poder ejecutivo, cuya autoridad fué confiada al general D. José Rondeau con el título de director supremo, y en su ausencia se nombró para reemplazarle interinamente al coronel D. Ignacio Alvarez.

Estatuto
provisional.

Rondeau
nombrado
director.
Y de interino
Don Ignacio
Alvarez.

Este y Artigas
entran en arreglos.

El nuevo director y Artigas entraron en arreglos, pero ningun resultado dieron las dos tentativas que con tal objeto tuvieron lugar. Sabido es que al caudillo oriental obedecian las provincias del Entre-Rios, Corriéntes y Banda Oriental, y que Santa Fe y Córdoba estaban sometidas á su influencia.

Reconocimiento
del nuevo
director.

Córdoba y Santa Fe volvieron á ingresar en los pueblos de la Union. Los demas de esta, usando de la libertad que se les habia dejado, — de aceptar ó no el *estatuto provisional*, — reconocian el nuevo directorio, desconociendo al mismo tiempo

la potest
anomalía
movimie
Aires acc

Bajo l
militar e
narios, -
único ob
sino la p
caídos.
reacion

Habien
de obser
director
condicio
apelar al
que trab
convocó
renovan
no habia
era una
desde qu
constitui
conserva

Esta j
en ella s
pueblo so
ban en
resolvie
que á es
efecto s
encarga
de las r
convoca
campo;
que vel

la potestad de la junta de observacion; resultando de esto la anomalia de que el gobierno nacional se viese reatado en su movimiento por un poder que solo la provincia de Buenos Aires aceptaba.

Bajo la denominacion de *comision civil de justicia y comision militar ejecutiva*, se habian organizado dos tribunales revolucionarios, — creacion monstruosa inspirada por el odio, y cuyo único objeto era, no la persecucion de los enemigos exteriores, sino la persecucion de las opiniones disidentes de los patriotas caidos. Estos tribunales correspondieron á la mente de su creacion.

Habiendo surgido antagonismo entre el directorio y la junta de observacion, porque esta le usurpaba sus atribuciones, el director tuvo que resignarse por algun tiempo á la oprobiosa condicion á que se veía reducido; pero por fin se decidió á apelar al pueblo, pidiendo la reforma del estatuto en la parte que trababa la accion legitima del poder ejecutivo. Á este fin convocó un cabildo abierto en union de todas las corporaciones, renovando asi la tradicion colonial que las asambleas legislativas no habian podido hacer olvidar. Esta convocatoria al pueblo era una verdadera revolucion provocada por el mismo gobierno, desde que se atacaba por su base la existencia de los poderes constituidos, y se libraba á los azares de una junta popular su conservacion ó destruccion.

Esta junta tuvo lugar el día 13 de febrero del año siguiente: en ella se acordó por unanimidad un plebiscito á nombre del *pueblo soberano*. Por él se declaraba que las autoridades quedaban en el lleno de su poder, hasta que la asamblea popular resolviese si debía procederse ó no á la reforma del estatuto; que á esto únicamente se contrajese la asamblea; que para el efecto se nombrase una comision de su seno, la cual quedaria encargada de presentar el proyecto de reforma; que la sancion de las reformas debía considerarse en una asamblea á que se convocaria igualmente con anticipacion á los habitantes del campo; y por último, que se constituyese otra comision para que velase sobre la seguridad individual durante la crisis, recla-

1815.

Desconocimiento de la junta de observacion.

Tribunales revolucionarios.

Antagonismo entre el directorio y la junta de observacion.

Convocatoria de un cabildo abierto.

Junta popular. Un plebiscito.

1815. mando del poder ejecutivo el cumplimiento de las leyes, en el caso de transgredirlas.

Renuncia
del director.
Lo reemplaza
el general
Don A. González
Balcarce.

Profundamente agitada para entónces la capital por las facciones que pululaban al rededor del gobierno, el director supremo se vió en la necesidad de resignar el mando, y la junta de observacion nombró, para sucederlo, al general D. Antonio González Balcarce, hombre íntegro y de carácter rígido.

DOCUMENTOS

RELATIVOS AL PROYECTO DE D. CÁRLOS ALVEAR PARA PONER LAS PROVINCIAS UNIDAS BAJO LA DEPENDENCIA DE LA INGLATERRA, Y NEGOCIACIONES QUE FUERON SU CONSECUENCIA.

(Mss. originales). (1).

OFICIO DIRIGIDO Á LORD STRANGFORD

POR D. CÁRLOS ALVEAR.

Imposibilidad
de gobernarse
por sí mismas
las Provincias.

Muy señor mio : D. Manuel García, consejero de Estado, instruirá á Vuestra Excelencia de mis últimos designios con respecto á la pacificacion y futura suerte de estas provincias. Cinco años de repetidas experiencias han hecho ver de un modo indudable á todos los hombres de juicio y opinion, que este país no está en edad ni en estado de gobernarse por sí mismo, y que necesita una mano exterior que lo dirija y contenga en la esfera del orden, ántes que se precipite en los horrores de la anarquía. Pero tambien ha hecho conocer el tiempo la imposibilidad de que vuelvan á la antigua dominacion, porque el odio á los Españoles, que ha excitado su orgullo y opresion desde el tiempo de la conquista, ha subido de punto con los sucesos y

(1) Tomado de la *Historia de Belgrano*, por el general don B. MITRE.

desengaños de su fiereza durante la revolucion. Ha sido necesaria toda la prudencia politica y ascendiente del gobierno actual para apagar la irritacion que ha causado en la masa de estos habitantes el envío de diputados al rey. La sola idea de composicion con los Españoles los exalta hasta el fanatismo, y todos jurarán en público y en secreto morir ántes que sujetarse á la metrópoli. En estas circunstancias solamente la generosa nacion británica puede poner un remedio eficaz á tantos males, acogiendo en sus brazos á estas provincias, que obedecerán su gobierno, y recibirán sus leyes con el mayor placer, porque conocen que es el único medio de evitar la destruccion del país, á que están dispuestos ántes que volver á la antigua servidumbre, y esperar de la sabiduría de esa nacion una existencia pacífica y dichosa.

Yo no dudo asegurar á Vuestra Excelencia sobre mi palabra de honor, que este es el voto y el objeto de las esperanzas de todos los hombres sensatos, que son los que forman la opinion real de los pueblos; y si alguna idea puede lisonjearme en el mando que obtengo, no es otra que la de poder concurrir con la autoridad y el poder á la realizacion de esta medida toda vez que se acepte por la Gran Bretaña.

Sin entrar en los arcanos de la política del gabinete ingles, yo he llegado á persuadirme que el proyecto no ofrece grandes embarazos en su ejecucion. La disposicion de estas provincias es la mas favorable, y su opinion está apoyada en la necesidad y en la conveniencia, que son los estímulos mas fuertes del corazón humano.

Por lo tocante á la nacion inglesa, no creo que puede presentarse otro inconveniente que aquel que ofrece la delicadeza del decoro nacional por las consideraciones de todos á la alianza y relaciones con el rey de España. Pero yo no veo que este sentimiento de pundonor haya de preferirse al grande interes que puede prometerse la Inglaterra de la posesion exclusiva de este continente, y á la gloria de evitar la destruccion de una parte tan considerable del Nuevo Mundo, especialmente si reflexiona que la resistencia á nuestra solicitud, tan léjos de asegurar á los

1815.

Solicita
la proteccion
del gobierno
británico.

Esos son los deseos
y votos
de los hombres
sensatos.

No ofrece
grandes embarazos
el proyecto.

Único inconveniente
que puede ofrecerse
á la nacion inglesa.

LAS PROVINCIAS
QUE FUERON

D

o de Estado,
guinos con res-
vincias. Cinco
de un modo
ion, que este
por sí mismo.
contenga en
horrores de la
po la imposi-
orque el odio
sion desde el
los sucesos y

B. MITRE.

1815. Españoles la reconquista de estos países, no haria mas que autorizar una guerra civil interminable, que lo haria inútil para la metrópoli en perjuicio de todas las naciones europeas. La Inglaterra, que ha protegido la libertad de los negros en la costa de África, impidiendo con la fuerza el comercio de esclavatura á sus mas íntimos aliados, no puede abandonar á su suerte á los habitantes del Rio de la Plata, en el acto mismo en que se arrojan en sus brazos generosos.

Sentimiento
que experimentaria
Alvear
en el caso
de una repulsa.

Crea Vuestra Excelencia que yo tendria el mayor sentimiento, si una repulsa pusiese á estos pueblos en los bordes de la desesperacion, porque veo hasta qué punto llegarían sus desgracias, y la dificultad de contenerlas, cuando el desórden haya hecho ineficaz todo remedio. Pero yo estoy muy distante de imaginarlo, porque conozco que la posesion de estos países no es estorbo á la Inglaterra para expresar sus sentimientos de adhesion á la España, en mejor oportunidad, y cuando el estado de los negocios no presenta los resultados funestos que tratan de evitarse.

Suplica sea oido
su enviado.

Yo deseo que Vuestra Excelencia se digne escuchar á mi enviado, acordar con él lo que Vuestra Excelencia juzgue conducente, y manifestarme sus sentimientos, en la inteligencia que estoy dispuesto á dar todas las pruebas de sinceridad de esta comunicacion, y tomar de consuno las raedidas que sean necesarias para realizar el proyecto, si en el concepto de Vuestra Excelencia puede encontrar una acogida feliz en el ánimo del rey y la nacion.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, enero 23 de 1815.

CÁRLOS DE ALVEAR.

Excmo. señor vizconde Strangford, embajador
de S. M. B. en la corte del Brasil.

CONFERENCIA ENTRE D. MANUEL JOSÉ GARCÍA
Y LORD STRANGFORD

EN RIO JANÉIRO.

EXCMO. SEÑOR,

Tengo la honra de cumplir con los deseos de Vuestra Excelencia repitiendo en este escrito sustancialmente cuanto dije en la conferencia de ayer, de conformidad con mis instrucciones.

Dijete entónces á Vuestra Excelencia que la disolucion del gobierno español y la situacion peligrosa de la Península habian obligado á las colonias del Rio de la Plata en el año de 1810 á ponerse en seguridad contra las pretensiones de la nueva dinastía de Napoleon, en caso de afirmarse en el trono de España, determinándose además á hacer una reforma completa de los abusos é injusticias de la metrópoli, ó á separarse enteramente de ella si así lo exigiesen las circunstancias. Cuando la necesidad forzó á este paso á las colonias, contaron estas principalmente con el auxilio de la Gran Bretaña, que desde el ministerio de Mr. Pitt se habia mostrado interesada en la libertad mercantil del Rio de la Plata : que hizo despues tan continuas tentativas por los años de 1806 y 1807, y que sin embargo se preparaba á otra en 1808. Los gobiernos provisionales de Buenos Aires se han sostenido en la expectacion de que S. M. B., cediendo á los ruegos de estas oprimidas colonias, quisiese indicarles su destino. Largo tiempo han sufrido teniendo presentes los compromisos de la alianza contraida con España, y la conveniencia de contemporalizar con sus gobiernos populares. Pero ha llegado el momento en que es ya imposible mantenerse en incertidumbre, sin exponer el país á sus últimas desgracias. La guerra si-gue con el furor propio de las disensiones civiles, ha secado las fuentes de la riqueza pública, y el hábito de ella ha mudado poco á poco el genio de las provincias haciéndolas indóciles al

1815.

Reproduce
los deseos
manifestados
en la conferencia
del 26.

Causas
que influyeron
para independizarse
de la España.

Las colonias
contaron
con el auxilio
de la Gran Bretaña.

Lamentable
situacion
de las Provincias
del Rio de la Plata.

1815. gobierno general, y cual únicamente habia podido conservar hasta ahora el orden, y dado lugar á un sistema mediano de administracion. Quizá habríamos puesto fin á la guerra, entendiéndonos directamente con la España, que nada quiere oír por medio de la Gran Bretaña, tocante á las colonias; pero siempre se ha preferido la consecuencia en unos mismos principios, arrojando todos los riesgos, hasta donde la prudencia humana pudiera presentarlos superables; y esto sin embargo del silencio que ha guardado S. M. B. á todas las insinuaciones de las colonias españolas. Por otra parte, la conducta de España, y su estado presente, les dan á estas un derecho para huir de una venganza insensata, y de un gobierno incapaz de proteger.

Conveniencia
de adoptar
un partido
que refrene
las pasiones.

Consideraciones que llevaron los pueblos del Río de la Plata á los últimos extremos, y que convertirán este hermoso país en un desierto espantoso, si la Inglaterra lo deja abandonado á sí mismo, y se niega á sus reclamaciones. Pero el honor mismo del gobierno exige que detenga en lo posible el torrente de las pasiones, y lo obliga á tomar un partido mas conveniente que el que dicta la desesperacion. Todo es mejor que la anarquía; y aun el mismo gobierno español, despues de ejercitar sus venganzas, y de agravar al país con su yugo de hierro, dejaria alguna esperanza mas de prosperidad que las pasiones desencadenadas de pueblos en anarquía. Una sola palabra de la Gran Bretaña bastaria á hacer la felicidad de mil pueblos y abriria una escena gloriosa al nombre ingles, y consolante para la humanidad entera. Pero si la nacion grande que á tanta costa ha dado vida y libertad á la Europa, sin ser detenida ni por la grandeza de los sacrificios, ni por la ingratitud de los protegidos, no puede levantarse ahora en favor de las colonias españolas; si circunstancias solo desgraciadas para ellas las destinan á ser víctimas de sus esfuerzos generosos y de su credulidad, entónces las Provincias del Río de la Plata, sin acusar mas que á su fortuna, tomarán aquel partido que el tiempo les deja. Ellas han procedido hasta aquí sobre principios uniformes de política, y quieren tambien en este último lance no proceder sin anunciar

á Vuest
y despu
me liso
me en
la nacio
donada
tremo;
vez ado
amistad
Entr
Fel
Exemo.
dinar

« Seg
parece
Madrid
sus pro
conduc
sus pro
colonia
mejor
alguna
Solo es
sostene
« Ubi
le com
proyec
agosto
« Ex
julio, q
habia

á Vuestra Excelencia su resolucion. Á esto he sido yo enviado, y despues de cumplir exactamente con el objeto de mi mision, me lisonjeo de poder esperar que si alguna vez los pueblos que me envian llegaren á ceder á sus desgracias, no podrá olvidar la nacion británica que las Provincias del Rio de la Plata, abandonadas á sí mismas, defendieron sus derechos hasta el extremo; y que no habiendo desmentido los principios que una vez adoptaron con respecto á la Inglaterra, merecieron bien su amistad, aunque no tuvieron la fortuna de conseguirla.

Entretanto, Milord, tengo el honor, etc.

Febrero 27 de 1815.

MANUEL P. GARCIA.

Excmo. señor vizconde Strangford, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario de S. M. B.

REFERENCIAS Á ESTE OBJETO,

EN COMUNICACION OFICIAL FECHA 25 DE ABRIL DE 1815.

« Segun el tenor de órdenes del gobierno ingles al almirante, parece subsista un convenio entre las cortes de Lóndres y de Madrid (para que los comerciantes ingleses puedan retirarse con sus propiedades), lo cual confirma mis sospechas acerca de la conducta de los Ingleses, atendidos sus principios políticos y sus pretensiones en el congreso de Viena, sobre el sistema de colonias. Juzgo importante este desengaño para la adopcion del mejor partido que resta. He tenido la fortuna de preverlo con alguna anticipacion, y de haber allanado ya muchas dificultades. Solo es de la primera importancia que Vuestra Excelencia se sostenga á todo trance por algun tiempo. »

« Habiendo caido Alvear, Alvarez que le sucedió pidió á Garcia le comunicase lo que existia sobre el plan de las negociaciones proyectadas, y en contestacion dice Garcia con fecha 15 de agosto de 1815:

« Excmo. Señor, por el oficio de Vuestra Excelencia de 10 de julio, quede impuesto de que la variacion de circunstancias lo habia determinado á mudar la resolucion en que se halló al

2º P. — II.

1815.

Convenio
entre las cortes
de Lóndres
y de Madrid.

Alvarez sucedió
á Alvear.

Informe
que aquel pidió
á Garcia
sobre el plan

1815. principio de continuarme en la comision que me habia sido conferida por el antecesor de Vuestra Excelencia.

de las negociaciones proyectadas.

» He dicho á Vuestra Excelencia cuál era el motivo y objeto de ella, entónces ofrecí hacer una relacion menuda, y de las conexiones adquiridas en esta corte. En otras circunstancias podria ser esto útil al gobierno, y á mí de alguna gloria; mas habiendo mudado tanto las cosas, quizá vendria á ser pernicioso á los intereses públicos el dar noticias, que la indiscrecion hara públicas, ó que la malicia teñiria con el colorido de los crímenes. He resuelto pues callar, ó esperar á que el tiempo traiga una ocasion mas favorable. Mis poderes no han sido empleados, ni se ha celebrado tratado de ninguna especie; por esto, nada tengo de que dar cuenta. »

EXTRACTO DE CARTA Á D. MANUEL SARRATEA
SOBRE LO MISMO.

Extracto
de una carta
á Sarratea.

« Me eché á reir (lo confieso) cuando ví el cuidado con que venia V. deslizándose, en su carta del 12 de diciembre, para decirme bonitamente, que habia faltado á la confianza en darle á Rivadavia noticia de las ideas del gobierno, relativamente á los Ingleses, y mucho mas haberle confiado el pliego, etc. ¿ Por qué ha guardado V. su reconvenccion hasta ahora? Pues sepa V. que cuando llegué á esta corte en febrero pasado, me encontré con el señor Salazar, que venia *antè faciem Domini parare vias ejus*, y con él clamores de la famosa expedicion de Murillo.....

» El pliego no podia perjudicar á nadie, pues en el país no se tenian por traicion cualesquiera sacrificio en favor de los Ingleses, y aun la completa sunision, en la alternativa de pertenecer otra vez á España. Tampoco era un secreto, pues lo sabian muchos, y era uno de los objetos ostensibles de mi venida, entre los consejeros íntimos: y últimamente, cualquiera que fuesen las debilidades de Rivadavia, nunca debí creer que cometiese una felonía, durante la prepotencia de Alvear á lo mismo. » (Febrero 5 de 1816.)

MEMO

DUPLICATA
MITA
POR S
INDEP

(Tomad

Este
cien
1810,
Bueno
demos
Americ
peos d
polista
sándol
del go
circula
rando

Las
estado
consejo
Valenc
proclar
el puch
el mis
clama
por los
las ma

MEMORIAL DIRIGIDO AL EX-REY DE ESPAÑA CÁRLOS IV

POR LOS DIPUTADOS DEL GOBIERNO PROVISIONAL DE LAS
PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA,

SUPPLICÁNDOLE Ó QUE SE TRASLADÉ EN PERSONA Á BUENOS AIRES, Ó QUE PERMITA Á SU HIJO DON FRANCISCO DE PAULA LO HAGA ÉL CON OBJETO DE TOMAR POR SÍ MISMO EL GOBIERNO DE LAS DICHAS PROVINCIAS COMO UNA SOBERANÍA INDEPENDIENTE.

(Tomado y traducido del extracto ingles que se encuentra en la obra del Señor PARISH : *Buenos Aires and Provinces of la Plata.*)

Este documento comienza con una narracion de los acontecimientos que motivaron la caida de la autoridad del virey en 1810, y el establecimiento de la primera junta provisional en Buenos Aires; siendo el principal objeto de los memorialistas demostrar que el movimiento en cuestion no fué originado por Americanos, sino por un partido interesado de Españoles europeos de Buenos Aires, íntimamente relacionados con los monopolistas y traficantes políticos de Cádiz, que han estado impulsándolo por mucho tiempo, como un medio para apoderarse del gobierno del país con miras personales, por medio de la circulacion de noticias exageradas de la Península, y preparando el espíritu público para la ruina de la Monarquía.

Las intrigas de ese partido y las desastrosas noticias del estado de los asuntos públicos de España, de las disputas del consejo con la junta central, de las de esta con las de Sevilla, Valencia, la Coruña y las Astúrias, y sus diversos decretos y proclamas, han producido la mayor perplejidad y excitacion en el pueblo de Buenos Aires, respecto á su suerte futura, cuando el mismo virey Cisnéros ocasionó una crisis, dando una proclama en que anunciaba la conquista casi completa de la España por los Franceses y su resolucion de resignar su autoridad en las manos de los representantes del pueblo.

1815.

Origen
de la primera
junta provisional.

Proclama
del virey
y sus efectos.

1815.

Convocacion
de una
junta popular
y su acuerdo.

Con su propia asistencia fué convocada una reunion de las principales personas de Buenos Aires, el 22 de mayo de 1810, en la que se resolvió que la continuacion de su autoridad no era compatible por mas tiempo, bajo las circunstancias existentes, con los intereses del país, y autorizando en consecuencia al cabildo de Buenos Aires para formar una junta de acuerdo con el sentimiento popular, en la que se reuniesen diputados de todos los pueblos y ciudades del vireinato.

Parte que tomaron
en ella
los memorialistas.

En estos procedimientos, como lo manifiesta el documento, los memorialistas de Vuestra Majestad tomaron parte con la mayoría de los que votaron por ellos; pero declaran que los objetos que en aquella ocasion tenian en mira los jefes del partido americano no habian sido bien comprendidos y sí muy mal representados. Ellos estaban limitados á asegurar á su país la mayor suma posible de ventajas y mejoras en aquellas circunstancias. Cualesquiera otras miras, fuera de estas, que notoriamente son el fin y objeto de todas las naciones, los habria privado de la confianza y respeto de sus compatriotas.

Miras
de los Argentinos
con respecto
á sus futuros
destinos.

Cualquiera cosa que se diga en contrario, vuestros memorialistas aseguran que todos los que han administrado los negocios públicos de Buenos Aires, nunca han tenido otras miras con respecto á sus futuros destinos que las siguientes:

Adopcion
de la forma
monárquica.
Dinastia.

1° Que ninguna otra forma sino la monárquica es adecuada á los hábitos del pueblo.

Conservacion
de la integridad
de la monarquía
en un caso
eventual.

2° Que ningun príncipe extranjero puede asegurar la felicidad y prosperidad, como uno de la familia de Vuestra Majestad.

Necesidad
de arreglar
las acusaciones.

3° Que si lo que siempre se ha considerado de los otros arreglos mas ventajosos no puede realizarse, se mantenga todavía la integridad de la Monarquía simultáneamente con una administracion independiente de los asuntos internos de esas provincias, con mas ó ménos latitud, como puede arreglarse por medio de una negociacion en cualquier tratado definitivo.

Con respecto á las acusaciones y reconvencciones hechas por los enemigos de América contra sus jefes, debe admitirse que en muchas ocasiones se han cometido grandes errores, y que han tenido lugar serios desórdenes en las Provincias del Rio de

la Plata. Cada día, en verdad, se hace mas y mas necesario ponerles término por medio de un arreglo satisfactorio y eficaz.

Pero se debe declarar en justicia al gobierno de las Provincias de Buenos Aires, que jamas ha perdido ninguna oportunidad para proponer y aun solicitar la paz, bajo términos razonables. Con ese objeto se ha dirigido repetidas veces al gobierno y á los ministros de Inglaterra, al príncipe regente de Portugal, y á su augusta consorte Doña Carlota, hija de Su Majestad — y á los gobernadores de Montevideo y Lima; — pero el partido español, tanto en Europa como en América, ha rechazado uniformemente y con desprecio toda mediacion. El gobierno de la Península ha considerado degradante oír siquiera la voz de los Americanos.

Las victorias ganadas por las fuerzas de Buenos Aires justamente bastan para demostrar, que esas proposiciones pacíficas no fueron sugeridas por la debilidad, ménos aun por el temor.

El gobierno de Buenos Aires, despues de obtener posesion del escuadron español y de las fortalezas de Montevideo, habia destacado ya una gran fuerza para aumentar las filas de su ejército en el Perú, cuando recibió de su enviado en Lóndres, Don Manuel Sarratea, la noticia de haber entrado en España y tomado posesion del reino el hijo mayor de Su Majestad; al mismo tiempo, el señor Sarratea adelantó copia de una representacion que habia juzgado oportuno dirigirle inmediatamente, por medio de su primer ministro, de parte de las Provincias.

No perdieron tiempo en hacer que ese importante acuerdo fuese conocido de los representantes del pueblo, proponiendo con su concurrencia á los generales reales de Lima y de Chile una suspension de hostilidades durante el resultado de una diputacion que determinaron enviar sin tardanza á la corte de Madrid.

El comandante español del Perú se aprovechó de esa proposicion pacífica, tan solo con el objeto de ganar tiempo para reforzar su ejército, caer entónces, súbitamente y sin noticia, sobre la guarnicion avanzada de nuestras fuerzas, y saquear y destruir una ciudad indefensa. El comandante de las fuerzas españolas

1815.

Deseos de la paz
de parte
de las provincias
de Buenos Aires.
Un plan.

Noticia recibida
por el gobierno
de Buenos Aires.

Proposicion
de un armisticio.

Uso que
de ella hizo
el comandante
español del Perú.

1815.

de Chile fué mas franco en su conducta : contestó desde luego á nuestras proposiciones con un torrente de insultos y de invectivas.

Orden de sojuzgar
por la fuerza
las Provincias
del Rio de la Plata.

Nuestra diputacion se habia embarcado ya para España, con órden de tocar de paso en Rio Janéiro, cuando llegaron noticias de que el príncipe reinante, Fernando, no solo habia rehusado oír siquiera la representacion que ya le habia sido dirigida por Don Manuel Sarratea, nuestro enviado, sino que, sin consideracion á nuestro intento de enviar á España una diputacion formal, de lo cual estaba impuesto, habia ordenado que inmediatamente se preparase una expedicion de 10,000 hombres, para sojuzgar por la fuerza las Provincias del Rio de la Plata, en oposicion directa al tenor de su propio manifiesto (*address*), del 27 de mayo de 1814, á los Americanos.

Conducta hostil
del príncipe
Fernando.

Esta noticia, junto con los manifiestos publicados contra nosotros, no podia dejar duda de la politica hostil que el príncipe habia resuelto adoptar con respecto á los pueblos de esos países ; ademas, nuestros diputados, á su llegada á Rio Janéiro, nos anunciaron la poca esperanza que alimentaban de ningun buen éxito de su mision, segun el tono del *chargé d'affaires* de España en aquella corte. Parecia que ya habia llegado allí un agente de España, encargado de inducir al gobierno del Brasil á que violase los tratados que habia hecho con nosotros, y á cooperar con la expedicion que estaba al despacharse de Cádiz para atacarnos, mientras que el nombramiento de un ejército de individuos para empleos importantes de las provincias — todos Europeos y personas detestadas del pueblo por la parte activa que habian tomado contra la causa americana — contribuía á persuadirnos de que el príncipe que ocupaba el trono de España no deseaba ninguna pacificacion.

Efectos
de esos sucesos.

Esos sucesos, Señor, llevaron á estas provincias al estado en que hoy se hallan.

Actitud
del ejército
del Perú.

El ejército del Perú, desagradado por la moderacion que habíamos manifestado con respecto al enemigo, y por una suspension de hostilidades que los privaba de victorias que esperaban, determinó no ser parte en ningun arreglo con la España.

Sus jefes
la capit
suprem
ter paci
sucedid
talento.
la defe

El re
11,000
teria
comple
Montev
10,000
número
leria y
provinc
Santa
hay 3,

Toda
han ju
nando.
con él
diputa
Majesta
asunto
y al p
como j

Bajo
provinc
repres

« Q
parte
jesta
jamás
tra M
mient

Sus jefes redoblaron las medidas para aumentar sus fuerzas, y la capital de Buenos Aires se agitó del mayor entusiasmo. El supremo director, considerándose incapaz por su edad y carácter pacífico para gobernar en tales circunstancias, resignó, y fué sucedido por un valeroso jóven oficial, lleno de energía y de talento, que, siguiendo el sentimiento popular, se preparó para la defensa mas vigorosa.

El resultado es que Buenos Aires posee ahora un ejército de 11,000 soldados de tropas veteranas, 8,000 voluntarios de infantería, 14,000 de caballería, y mas de 200 piezas de artillería, completamente equipados y dispuestos para el servicio. En Montevideo y los distritos de su territorio hay una fuerza de 10,000 á 12,000 hombres; las tropas de línea del Perú son en número de 8,000 hombres, excluyendo los voluntarios de caballería y los infantes nativos; las fuerzas en activo servicio en las provincias del Perú, Arequipa, Cuzco, la Paz, Cochabamba, Santa Cruz y Chuquisaca son considerables, fuera de las que hay 3,000 mas en la provincia de Cuyo.

Todas esas fuerzas y las poblaciones de esos vastos países han jurado no solamente defenderse contra el príncipe Fernando, sino que jamas reconocerán su gobierno, ni tratarán con él bajo ningunos términos; y vuestros memorialistas, como diputados de ellas, deben declarar, en su nombre, á Vuestra Majestad, con toda la verdad que requiere la importancia del asunto, que su predicha determinacion, con respecto á la España y al príncipe que actualmente la gobierna, es tan irrevocable como justificable.

Bajo estas circunstancias, Señor, es que el pueblo de estas provincias recurre á Su Majestad, y que nosotros, como sus representantes, declaramos á la faz de todas las naciones:

« Que el pueblo de las Provincias del Rio de la Plata no tuvo parte en el movimiento de Aranjuez que indujo á Vuestra Majestad á renunciar sus derechos, y que mucho ménos participó jamas del sentimiento alegado del pueblo español contra Vuestra Majestad; ántes por el contrario, confiesan con agradecimiento los progresos que hicieron bajo el reinado de Vuestra

1815.

Resignacion
del supremo
director.

Ejército
de Buenos Aires.

Ejército
de Montevideo
y del Perú.

Resolucion
de no reconocer
el gobierno
de Fernando.

Declaracion.

Buenos Aires
no tuvo parte
en el movimiento
de Aranjuez.

1815.

Solo Carlos IV
es reconocido
como soberano.

Majestad, y los adelantos hechos en sus leyes y administracion.

» Que siendo notoria la nulidad de la abdicacion de Vuestra Majestad en 1808, como lo protesta Vuestra Majestad contra ella, y no habiéndosele dado ninguna validez subsecuente, como aparece de la circular de Don Fernando del 4 de mayo de 1814, en la que funda sus propios derechos á la ocupacion del trono en solo la predicha renuncia, designándola como un acto voluntario y solemne, en oposicion á la conviccion del mundo entero, vuestros memorialistas protestan y juran que no reconocen ni reconocerán á otro como su legitimo soberano y rey de la Monarquía Española, que á Vuestra Majestad Don Carlos IV, á quien Dios proteja. »

Esta es, Señor, la resolucion de las Provincias del Rio de la Plata, que sus diputades declaran y garantizan en su nombre del modo mas solemne.

Pero considerando las urgentes necesidades del país, — los sentimientos del pueblo con justa causa separado de sus hermanos europeos por su severidad y espíritu hostil, — la edad avanzada y el estado de salud de Vuestra Majestad y de su real señora nuestra reina, y la enorme distancia de mas de 2,000 leguas de viaje maritimo entre nosotros, somos inducidos á someter á Vuestra Majestad, con toda la humildad debida, los únicos medios posibles por los cuales pueden vencerse semejantes dificultades y darse los primeros pasos hácia la restauracion de la paz, honor y prosperidad de los súbditos de Vuestra Majestad.

Juiciosa reflexion.

Nada por cierto daria mayor satisfaccion al pueblo de estas provincias, que poderse regocijar en la presencia de su amado soberano y de los que le rodean, y se han adherido á él con tan leal afecto, que no puede dejar de admirarse; pero si intervienen obstáculos insuperables para impedir lo que constituye el objeto principal de sus deseos y lo que mas conviene á sus intereses, ¿ es una razon para que sean entregados á una guerra de exterminio, ó impelidos á echarse en los brazos de cualquier príncipe? Semejante alternativa nunca puede suponerse sea el deseo de Vuestra Majestad, ni podria tener lugar sin sujetar estos países á los mas fatales resultados. Para alejar

semejante
instruccion
ceda el
Su Maje

Este n
digne co
Paula, c
dole su
cantes s
constitu

Que c
quilidad
porque
por la c
el princ
mente
será tan
á la pr
mentos
capaz d
charlo.
cables,
en caso

Cual
de la i
cable d

Ni e
siones,
él, des
celebra
abando
sacrific
cipe ex
Vuestro
cas, po
halla l

semejantes consecuencias es que vuestros suplicantes tienen instrucciones de recurrir á Vuestra Majestad, para que les conceda el remedio que encarecidamente piden á las plantas de Su Majestad.

Este remedio, Señor, no es otro sino que Vuestra Majestad se digne ceder en favor de vuestro digno hijo, D. Francisco de Paula, el dominio y soberanía de estas provincias, constituyéndole su rey independiente sobre las bases que vuestros suplicantes se disponen á proponer respetuosamente de parte de sus constituyentes.

Que este es el medio mas eficaz de restituir la paz y la tranquilidad al pueblo en cuestion, está probado no tan solamente porque es llamado espontánea y unánimemente, sino tambien por la circunstancia de no estar comprometido de modo alguno el príncipe en cuestion en los acontecimientos que desgraciadamente han causado tanta excitacion en la Península. Que este será tambien el medio para levantar un vasto y rico continente á la prosperidad que le pertenece, hay toda especie de fundamentos para esperarlos de los talentos de un jóven príncipe, capaz de estimar el progreso de la edad presente para aprovecharlo. Últimamente, que estos son los medios mas practicable, legítimos y justos que Vuestra Majestad puede adoptar en caso de semejante exigencia, puede demostrarse plenamente.

Cualquiera otro plan que no separe al pueblo de estos paises de la influencia de la Península, se hallará que es impracticable ó al ménos de muy corta duracion.

Ni el pueblo de España disminuirá sus rencorosas pretensiones, ni es posible que los Americanos tengan confianza en él, despues de haber violado todos los compromisos que han celebrado siempre; no pueden ser engañados por mas tiempo, ó abandonar los derechos que han ganado á costa de muchísimos sacrificios y que han resuelto conservar. Con respecto al príncipe en cuestion, ninguno puede ser mas digno del favor de Vuestra Majestad; es el único que puede reunir nuestras súplicas, por ser el único de la familia de Vuestra Majestad que se halla libre de otros compromisos.

1815.

Substancia
de abdicacion.

Ventaja
que reportaria.

Desventaja
de cualquiera
otro plan.

Imposibilidad
de toda
reconciliacion.

1815

Poderes para dar
el paso indicado.

Los plenos poderes confiados á Vuestra Majestad para dar este paso, aseguran su legalidad. El pueblo de España no ha pactado con él; no tiene derechos sobre los Americanos. El monarca es el único partido con el cual celebraron contratos los colonos de América; de él solo dependen, y él solo es quien los une á la España. La célebre ley de las Indias, que, contra su letra y la uniforme evidencia de la historia, interpretarian los enemigos de la América como un vínculo de union entre el pueblo de estas provincias y España, aun indisoluble por el soberano mismo, exhibe en realidad la mejor prueba del derecho de las Provincias del Rio de la Plata para insistir en su independencia, como la garantizan los poderes legítimos de Vuestra Majestad.

Ley de Indias.

La ley en cuestion es el contrato que el emperador Cárlos V originariamente firmó en Barcelona, el 14 de setiembre de 1519, en favor de los conquistadores y colonos, en cambio de todos los gastos que habian abandonado, y por los servicios en aumentar aquellas posesiones á la corona.

En ella se apoyan
los Americanos
para hacer
su solicitud.

Es indisputable que esa ley es la única que liga personalmente al monarca, y que no tiene relacion con la España; pero el hecho de la enajenación de muchos territorios y ciudades de América, aunque en oposicion á los deseos declarados del pueblo, basta solamente para probar que los monarcas españoles y la España misma nunca consideraron la referida ley como de algun modo válida cuando se oponia á sus reales intereses; y de este principio es que los Americanos solicitan hoy el beneficio.

Obligacion
que contraen
las Provincias
del Rio de la Plata.

El favor, Señor, que pedimos á las plantas de Vuestra Majestad, no solo es el mayor beneficio que puede otorgar Vuestra Majestad á las mencionadas Provincias, sino que puede ser tambien fecundo en inmensas ventajas para la España. Los pueblos de las Provincias del Rio de la Plata están dispuestos á comprometerse solemnemente á que, en todas las relaciones que en lo futuro contraigan, siempre darán la preferencia á sus hermanos europeos. Esto es lo que mas pueden desear, y lo que, en todo lo posible, tienen toda especie de interes en obtener de aquellos países.

Vuestros
adjuntos
han mar
Majestad
implorat
el objeto
extender
millones
de las go

Lón

Al tr
viarlo m
parte. La
vorosos
gun arre
tativa fu
dido, ap
del ex-re
En el
de la Pl
dio de la
Véase
dencia p

Vuestros suplicantes concluyen refiriéndose á los documentos adjuntos, como que comprueben plenamente todo lo que aquí han manifestado ; y prosternándose á las plantas de Vuestra Majestad, en su propio nombre y en el de sus constituyentes, imploran de Vuestra Majestad, como su soberano, les otorgue el objeto de su ardiente súplica, y que Vuestra Majestad se digne extender benignamente su paternal y poderosa proteccion á tres millones de sus mas leales vasallos, y asegure así la felicidad de las generaciones venideras.

Lóndres, mayo 16 de 1815.

Firmado : MANUEL BELGRANO.
BERNARDINO RIVADAVIA.

NOTA.

Al transcribir este documento, ha sido necesario abreviarlo mucho, por no ser ya de interes público su mayor parte. Las porciones dadas son suficientes para probar cuán fervorosos fueron los Americanos en sus esfuerzos para lograr algun arreglo honroso con sus antiguos soberanos. Que esta tentativa fué tan infructuosa como todas las que le habian precedido, apénas puede causar admiracion, considerando la posicion del ex-rey á quien era dirigida.

En el año siguiente (1816) fué cuando las Provincias del Rio de la Plata proclamaron finalmente su independenciam, por medio de la declaracion de Tucuman. (PARISH.)

Véase mas adelante (año 1816) la declaracion de la independenciam por el congreso de Tucuman.

1815.

Conclusion.

Esterilidad
de la súplica.

Fecha
de la independenciam
de Buenos Aires.

TEXTO INGLÉS.

MEMORIAL ADDRESSED TO THE EX-KING OF SPAIN
CHARLES IV,BY THE DEPUTIES OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE PROVINCES
OF THE RIO DE LA PLATA,PRAYING HIM EITHER TO REPAIR IN PERSON TO BUENOS AYRES, OR TO PERMIT
HIS SON, DON FRANCISCO DE PAULA, TO PROCEED THITHER TO TAKE UPON HIM-
SELF THE GOVERNMENT OF THE SAID PROVINCES AS AN INDEPENDENT SO-
VEREIGNTY.

(Abridged from the original.)

1815.

*Origin
of the first
provisional
meeting.*

This document commences with a narrative of the events which led to the overthrow of the viceroy's authority in 1810, and the establishment of the first provisional junta at Buenos Ayres, the first object of the memorialists being to demonstrate that the movement in question did not originate with the Americans, but with an interested party of European Spaniards in Buenos Ayres intimately connected with the monopolists and trading politicians of Cadiz, who had been long looking forward to it as a means of getting the government of the country into their own hands for their own selfish purposes, circulating exaggerated reports from the Peninsula, and preparing the public mind for the downfall of the monarchy.

*Proclamation
of the viceroy
to his subjects.*

The intrigues of this party and the disastrous accounts of the state of public affairs in Spain, of the disputes of the council with the central junta, of those of the latter with the juntas of Seville, Valencia, Corunna, and the Asturias, and their various decrees and proclamations, had produced the greatest perplexity and excitement amongst the people of Buenos Ayres with regard to their own future fate, when the viceroy, Cisneros himself, brought about a crisis by issuing a proclamation an-

nouncing
and his
of the re

With
leading
at which
was no l
the inte
the cabi
the pop
from all

In the
jesty's r
voted fo
ders of
little un
fined to
amelior
views sh
of all na
and res

What
assert t
blic aff
than th

1st. 7

suited t

2nd.

fare an

3rd.

the mo

integrit

neously

affairs

arrange

With

nouncing the almost entire conquest of Spain by the French, and his own resolution to resign his authority into the hands of the representatives of the people.

With his own concurrence a meeting was convoked of the leading personages in Buenos Ayres on the 22nd may, 1810, at which it was resolved that the continuance of his authority was no longer compatible under the existing circumstances with the interests of the country, and empowering in consequence the cabildo of Buenos Ayres to form a junta in accordance with the popular feeling, in which should be assembled of deputies from all the cities and towns of the viceroyalty.

In these proceedings, as the document sets forth, your Majesty's memorialists took part with the majority of those who voted for them; but they declare that the objects which the leaders of the american party had in view at the time have been little understood and grossly misrepresented. They were confined to securing the largest possible amount of advantages and ameliorations for their country under the circumstances. Any views short of those — which are notoriously the end and aim of all nations — would have deprived them of the confidence and respect of their compatriots.

Whatever may be said to the contrary, your memorialists assert that all those who have had the management of the public affairs of Buenos Ayres have never had any other views than the following with regard to a future settlement: —

1st. That no other than a monarchical form of government is suited to the habits of the people.

2nd. That no foreign prince can so well ensure their welfare and prosperity as one of your Majesty's family.

3rd. That if that which has been always deemed of all others the most advantageous arrangement, cannot be realized, the integrity of the monarchy may still be maintained simultaneously with an independent administration of the internal affairs of these provinces, more or less extensive, as may be arranged by negotiation in any final treaty of settlement.

With respect to the accusations and reproaches raised by the

1813.

Convocation
of a popular
meeting
on that account.

Share taken therein
by memorialists.

Object
of the Argentines
touching their
future destinies.

Adopting
monarchical form.

Dynasty.

Preservation
of the integrity
of the monarchy,
in case
of any emergency.

1815.
Necessity
to settle
accusations.

Wishes about
peace from
the Provinces
of Buenos Ayres.
A plan.

News received
by the government
of Buenos Ayres.

Proposing
an armistice.

Use made of
it by the spanish

enemies of America against her leaders, it must be admitted that on many occasions great mistakes have been committed and serious disorders have taken place in the Provinces of the Rio de la Plata. Every day, indeed, renders it more and more necessary to put a stop to them by some satisfactory and efficacious adjustment.

But it is due to the government of the provinces of Buenos Ayres to declare that they have never lost any opportunity to propose, and even to solicit, peace upon reasonable terms. With this object they have repeatedly addressed themselves to the government and ministers of England, to the prince regent of Portugal, and to his august consort Doña Carlota, the daughter of your Majesty — and to the governors of Montevideo and Lima; — but mediation has been uniformly rejected with contempt by the spanish party both in Europe and America. The government of the Peninsula has deemed it degrading even to listen to the voice of the Americans.

The victories gained by the forces of Buenos Ayres are quite sufficient to show that these pacific overtures were not prompted by weakness, still less by fear.

The government of Buenos Ayres, after obtaining possession of the spanish squadron and of the fortress of Montevideo, had already detached a large force to augment the ranks of their army in Peru, when they received from their envoy in London, Don Manuel Sarratea, the news of your Majesty's eldest son having entered Spain and taken possession of the kingdom: at the same time M. Sarratea forwarded the copy of a representation which he had thought proper immediately to address to him, through his first minister, on the part of these provinces.

They lost no time in making known this important intelligence to the representatives of the people, proposing with their concurrence to the royalist generals in Lima and Chile an immediate suspension of hostilities, pending the result of a deputation which they determined forthwith to send to the court at Madrid.

Of this pacific overture the spanish commander in Peru availed himself only to gain time to reinforce his army, and then

to fall
without
comman
his con
of insul

Our
tions to
arrived
fused ex
him by
intention
tion to
immedia
Rio de
address

This
us, con
prince h
countrie
Janeiro,
any suc
spanish
agent fr
vermen
us, and
ded fro
of indivi
peans a
they ha
satisfy n
had no d

These
which th

The a
evinced
hostilitie

to fall upon the advanced guard of our forces suddenly and without notice, and to sack and destroy a defenceless city. The commander of the spanish forces in Chile was more open in his conduct : he answered our overtures at once by a torrent of insults and invectives.

Our deputation had already embarked for Spain with directions to touch on the way at Rio de Janeiro, when intelligence arrived that not only had the reigning prince, Ferdinand, refused even to listen to the representation already addressed to him by Don Manuel Sarratea, our envoy, but, regardless of our intention of which he was informed, to send a formal deputation to Spain, had ordered an expedition of 10,000 men to be immediately prepared to subjugate by force the Provinces of the Rio de la Plata, in direct opposition to the tenor of his own address of the 27th of may, 1814, to the Americans.

This news, together with the manifestoes published against us, could leave no doubt as to the hostile policy which the prince had resolved to adopt with regard to the people of these countries; further, our deputies, upon their arrival at Rio de Janeiro, announced to us the little hope they entertained of any success resulting from their mission from the tone of the spanish *chargé d'affaires* at that court. Already it appeared an agent from Spain had arrived there charged to induce the government of Brazil to violate the treaties they had made with us, and to cooperate with the expedition about to be despatched from Cadiz to attack us, whilst the appointment of a host of individuals to important offices in the provinces — all Europeans and persons detested by the people for the active part they had taken against the american cause — contributed to satisfy us that the prince who occupied the throne of Spain had no desire whatever for a pacification.

These events, Sire, threw these provinces into the state in which they now are.

The army of Peru, dissatisfied by the moderation we had evinced with regard to the enemy, and with a suspension of hostilities which deprived them of victories in prospect, deter-

1815

commandor
of the Peru

Order
to subjugate
by force
the Provinces
of Rio de la Plata.

Hostile conduct
of prince Fernando.

Effect
of those successful
undertakings.

Attitude
of the peruvian
army.

1815.

Retirement
of the supreme
director.

mined not to be parties to any adjustment with Spain whatever. Their chiefs redoubled their exertions to increase their forces, and the capital of Buenos Ayres was agitated by the greatest enthusiasm. The supreme director, deeming himself from his age and pacific character unfit to command under such circumstances, resigned, and was succeeded by a spirited young officer full of energy and talent, who, following the popular feeling, prepared for the most vigorous defence.

Buenos Ayrian
army.

The result is, that Buenos Ayres now possesses an army of 11,000 veteran troops, 8,000 volunteers of infantry, 14,000 of cavalry, and more than 200 pieces of artillery, completely equipped and ready for service. In Montevideo and its country districts there is a force of from 10,000 to 12,000 men; the troops of the line of Peru number 8,000 men, exclusive of the volunteer cavalry and native infantry; the forces in active service in the provinces of Peru, Arequipa, Cuzco, La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, and Chuquisaca, are considerable, besides which there are 3,000 more in the province of Cayo.

Montevidean
and peruvian
armies.

Resolution
not to recognise
the government
of Fernando.

The whole of these forces and the populations of these vast countries have sworn not only to defend themselves against prince Ferdinand, but also that they will never acknowledge his government or treat with him on any terms; and your memorialists, as their deputies, must in their name declare to your Majesty, with all that truth which the importance of the subject demands, that their aforesaid determination, with regard both to Spain and the prince who now rules over her, is as irrevocable as it is justifiable.

Declaration.

It is under these circumstances, Sire, that the people of these provinces appeal to your Majesty, and that we as their representatives in the face of all nations declare: —

Buenos Ayres
had no share
in the Aranjuez
movement.

« That the people of the Provinces of the Rio de la Plata had no part in the movement at Aranjuez which led to your Majesty's renunciation of your Majesty's rights, much less have they ever shared in any degree in the alleged feeling of the spanish people against your Majesty's royal person; on the contrary, they gratefully acknowledge the progress they made

under y
into the

» Tha
notoriou
by no s
appears

1814, w
the thro
it as a v
of the w
they do
sovereig
Majesty

This,
Plata, w
in the m

But c
feelings

» pear
Advanced
royal lad

2,000 lea
all due
means w
steps tak
perity to

Not hir

of these
their bel

who hav
cannot l
prevent t

that best
be given

selves in

native ca

under your Majesty's reign and the improvements introduced into their laws and administration.

» That the nullity of your Majesty's abdication in 1808 being notorious, as well as your Majesty's protest against it, and that by no subsequent act has any validity been given to it, as appears by the circular of Don Ferdinand of the 4th of may, 1814, wherein he founds his own rights to the occupation of the throne upon the aforesaid renunciation alone, designating it as a voluntary and solemn act, in opposition to the conviction of the whole world, your memorialists protest and swear that they do not and will not recognize any other as their legitimate sovereign and as king of the spanish monarchy than your Majesty Don Carlos IV, whom God protect. »

This, Sire, is the resolution of the Provinces of the Rio de la Plata, which their deputies declare and guarantee in their name in the most solemn manner.

But considering the pressing wants of the country, the feelings of the people with good cause alienated from their European brethren by their severity and hostile spirit, the advanced age and state of health of your Majesty and of your royal lady our queen, and the enormous distance of more than 2,000 leagues of sea voyage between us, we are induced with all due humility to submit to your Majesty the only possible means whereby such difficulties can be overcome and the first steps taken towards the restoration of peace, honour, and prosperity to your Majesty's subjects.

Nothing assuredly could give more satisfaction to the people of these provinces than to be able to rejoice in the presence of their beloved sovereign and of those who surround him, and who have adhered to him with a loyal devotion which they cannot but admire; but if insuperable obstacles interfere to prevent this, which is the first object of their wishes, as well as that best suited to their interests, is it a reason why they are to be given up to a war of extermination, or driven to throw themselves into the arms of some foreign prince? Such an alternative can never be supposed to be your Majesty's wish, neither

1815.

Carlos IV alone
is recognised
as sovereign.

Judicious reflection.

1815.

could it take place without entailing upon these countries the most fatal results. It is to avert such consequences that your memorialists are instructed to appeal to your Majesty to grant them the remedy they earnestly pray for at your Majesty's hands.

*Solicitude about
abdication.*

That remedy, Sire, is no other than that your Majesty be pleased to cede in favour of your worthy son, Don Francisco de Paula, the dominion and sovereignty over these provinces, constituting him their independent king upon the basis which your memorialists on the part of their constituents are respectfully prepared to propose.

Its advantages.

That this is the most effectual means of restoring peace and quiet to the people in question is proved not only by their spontaneously and unanimously calling for it, but by the circumstance of the prince in question being in no manner compromised in the events which unfortunately have caused so much excitement in the Peninsula. That it will also be the means of raising a vast and rich continent to the prosperity which pertains to it, there is every ground to hope from the talents of a young prince capable of estimating the progress of the present age and to profit by it. Lastly, that this is the most feasible, legitimate, and just means which your Majesty can adopt in a case of such exigency can be fully demonstrated.

*Disadvantages
of any other plan.*

Any other plan which does not separate the people of these countries from the influence of the Peninsula will be found either impracticable or at least be of very short duration.

*Impossibility
of any
reconciliation.*

Neither will the people of Spain on their part abate their rancorous pretensions, nor is it possible for the Americans to trust them after they have violated every agreement they have ever made with them; they can no longer be deceived or give up those rights which they have gained with so many sacrifices and are determined to maintain. With regard to the prince in question, no one can be more worthy the favour of your Majesty; he is the only one who can meet our requirements, as he is the only one of your Majesty's family who is free from other engagements.

The
ensur
no rig
with
alone
them
contra
enem
ween
by th
the ri
their
power

The
les V
1519,
ricas,
for the

It is
person
the al
though
alone
herself
when
that th

The
Majesty
upon t
advant
de la P
tions th
europe
they e
countri
You

The full powers vested in your Majesty to take this step ensure its legality. The people of Spain have no contract with no rights over those of America. The monarch is the only party with whom the settlers in America formed contracts; on him alone they are dependent, and he alone it is who connects them with Spain. The celebrated law of the Indies, which, contrary to its letter and the uniform evidence of history, the enemies of America would interpret into a bond of union between the people of these countries and Spain, indissoluble even by the sovereign himself, furnishes in reality the best proof of the right of the Provinces of the Rio de la Plata to insist upon their independence as well as of your Majesty's legitimate powers to grant it.

The law in question is the contract which the emperor Charles V originally signed at Barcelona on the 14th september, 1519, in favour of the conquistadores and settlers in the Americas, in return for all the expenses they had been put to, and for their services in adding those possessions to the Crown.

It is indisputable that this law is only binding on the monarch personally, and has no reference to Spain; but the fact of the alienation of many territories and cities in America, although in opposition to the declared wishes of the people, is alone sufficient to prove that the spanish monarchs and Spain herself never considered the law referred to as of any validity when opposed to their real interests; and it is of this principle that the Americans now demand the benefit.

The favour, Sire, which we pray for at the hands of your Majesty is not only the greatest benefit your Majesty can confer upon the provinces aforesaid, but may be productive of immense advantage to Spain also. The people of the Provinces of the Rio de la Plata are ready solemnly to engage that in all future relations they may contract they will ever give a preference to their european brethren. This is the most they can desire, and all they can possibly have any interest in obtaining from those countries.

Your memorialists conclude by referring to the documents

1815.

Power to give
the above
permission.

Indian law.

The Americans
rely on it
in order to
display
their solicitude.

Obligation
contracted
by the Provinces
of Rio de la Plata.

Conclusion.

1815.

annexed as fully proving the truth of all they have here set forth; and casting themselves at your Majesty's feet, in their own name and on behalf of their constituents implore your Majesty as their sovereign to grant the object of this their earnest request, and that your Majesty will graciously be pleased to extend your paternal and powerful protection to three millions of your most loyal vassals, and thereby ensure the happiness of generations to come.

London, 16th may, 1815.

(Signed) MANUEL BELGRANO.

BERNARDINO RIVADAVIA.

NOTE.

Accuracy
of the request.

This document has been necessarily very much curtailed in transcribing it, the greater part of it being no longer of any public interest. The portions given are sufficient to prove how earnest were the Americans in their endeavours to bring about some honourable arrangement with their old sovereigns. That this attempt proved as fruitless as the many others which had preceded it, can hardly be wondered at, considering the position of the ex-king to whom it was addressed.

Date
of the
independency
of Buenos Ayres.

It was in the year following (1816) that the Provinces of the Rio de la Plata finally proclaimed their independence by the declaration of Tucuman.

INSTRUCCIONES DADAS AL CONDE DE CABARRUS.

Sobre liquidacion
de la testamentaria
del conde
de Cabarrus.

El conde de Cabarrus, que por la segunda vez se dirige á la corte de Sus Majestades, no deberá perder de vista que su viaje anterior á Italia en el mes de febrero próximo pasado y regreso á esta capital ha debido alarmar las sospechas de algunos. Así, para evitar el que puedan aproximarse al verdadero objeto que lo ha motivado, puesto que el segundo á que actualmente se

prepara debe aumentarlas considerablemente, el Sr. conde deberá fijar, en cuanto le sea posible, la idea de que algunas cuentas pendientes de la testamentaria de su finado padre con algunas casas de Holanda le ponen en la necesidad de promover su liquidacion y finiquito. Que despues de su viaje á Italia no ha podido regresar á Francia como lo exigia el estado de un arbitramiento con la casa de...., que estaba en víspera de concluirse, previendo la imposibilidad de volver á salir una vez empezada la guerra. Y últimamente, procurará el expresado señor conde ser muy consecuente con esta idea en todas sus conversaciones, á fin de que produzca el efecto que se desea en aquellos que pueden observarle cuidadosamente.

La naturaleza de los papeles y documentos de que es portador el mismo conde habla sobradamente por sí sola, para que se considere por demas recomendar en este lugar el empleo de cuantas precauciones puedan dictar la sagacidad y la prudencia, para la custodia y fiel entrega. Pero no puede dejarse de recordar la estrecha vigilancia que la corte de Madrid ha ejercido sobre Sus Majestades durante su residencia en Roma, y el extremo á que ha llegado este empeño, para advertir al conde de que las actuales novedades de Europa es muy natural que le obliguen á redoblar sus esfuerzos, y que esta circunstancia exige el que sea doblemente circunspecto y precavido en sus sesiones y entrevistas con la familia real. Su segunda aparicion no puede dejar de alarmar al embajador de España y á la familia de Sus Majestades, que puede considerarse como una policia de este, puesto que está sobornada para espiar y dar cuenta de cuanto pasa en el interior del palacio. Procurará el señor conde, por consiguiente, que su permanencia al lado de Sus Majestades sea lo mas corta posible. Removerá cualesquiera duda que pueda suscitarse sobre los pormenores del plan que va á ejecutarse; impondrá á Sus Majestades de la naturaleza de él, y de la marcha que ha de seguirse en su ejecucion, y se preparará á disponer lo conveniente, del modo que se explicará mas adelante, para no volver hasta el momento en que de hecho debe procederse á la ejecucion. El conde protestará, en este caso, que se propone

1815.

Recomendacion
de precauciones

1815.

visitar alguna que otra capital de Alemania, ínterin le llegan algunos documentos de España que ha pedido, y son absolutamente necesarios para las liquidaciones pendientes en Holanda.

De alejar ellos.

El conde puede aprovecharse de los dias que permanezca en el paraje donde residan Sus Majestades para desarmar las sospechas y aun los celos que puede inspirar su buena acogida en el ánimo de aquellos de la familia que debe suponerse han de estar muy á la mira. El general San Martin puede considerarse como uno de los enemigos mas peligrosos; y tanto á este como á cualesquiera otro de la misma conscripcion será muy del caso que el señor conde procure soporarlos, no solo evitando muy particularmente ponerse á la distancia de ellos, sino haciéndoles una corte asídua. Se iniciará del modo mas propio para grabarles la idea de que trabaja en reconciliarse con la corte de España, y que tiene muy fundadas esperanzas de conseguirlo. Que á este intento no solo ha renunciado el volver á Francia, miéntras no se varíe su dinastía, sino que se ha resuelto preferir cualquiera otra residencia á la de Lóndres mismo. Que esta última capital va siendo cada dia mas peligrosa para todo el que se halle en circunstancias parecidas á las del conde, por haberse hecho el centro de los descontentos de España é insurgentes de América. Últimamente, que está resuelto á no contraer nuevos compromisos, y que solo aspira á volver á su casa, y gozar de los placeres domésticos de ella. Si á esto se agrega el que el señor conde (aunque esto le sea un tanto mortificante) deja traslucir que cuenta con el favor de ellos y el influjo de sus amigos en España, para conseguir el único objeto que lo ocupa, es mas que probable que logre disipar sus sospechas y atribuyan todos sus pasos al expresado desígnio de recomendarse á la gracia del gobierno español.

De remover
las dudas
que puedan renacer
en el ánimo
de S. M.

Aunque las consideraciones que detuvieron á Su Majestad en no empeñar su real palabra ántes de asegurarse, por una madura reflexion, de que la traslacion de Su Alteza Real á ocupar un trono en la América del Sud no estaba en contradiccion con los preceptos de su conciencia, ni con los de una sana política, deben considerarse satisfechos desde el momento que

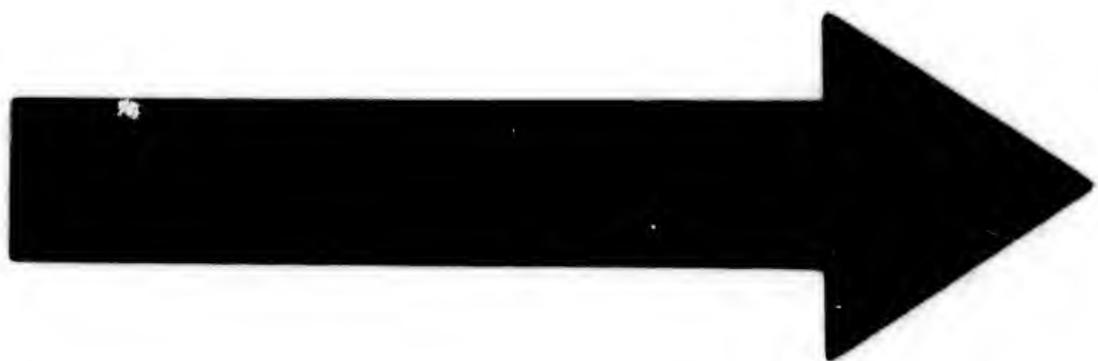
ha consentido Su Majestad en adoptar la medida; sin embargo, el señor conde deberá aplicarse muy particularmente á remover cualquiera duda que de nuevo pudiera renacer en el real ánimo de Su Majestad. La lectura del Memorial de los señores diputados, y de los demas documentos que lo acompañan, son mas que suficientes para convencer de la legalidad y política que justifican la medida de que se trata. Pero si, contra lo que es de desear, vacilase Su Majestad, ó manifestase deseos de desviarse del plan propuesto, para llevarlo á efecto, alterando alguna de las partes esenciales que lo constituyen, el conde se halla muy puntualmente encargado de emplear cuantos medios sugiere la persuasion, para convencer, tanto á Sus Majestades como á cualquiera otra persona de las que puedan concurrir en este negocio, de la necesidad de conformarse con los medios adoptados para su ejecucion.

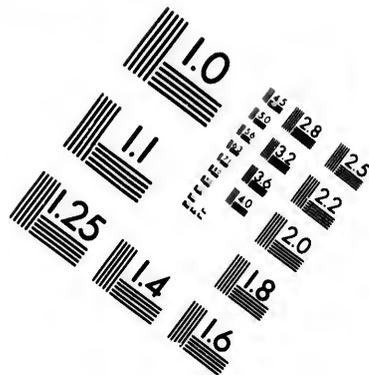
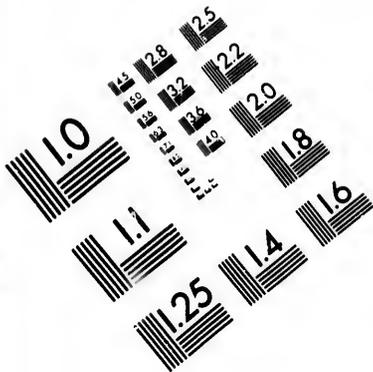
La conciencia de Su Majestad debe aquietarse con la consideracion de que la medida que adopta no causa una desmembracion de los dominios de la corona, porque esta es inevitable ya. Que aunque cuando esto no fuese así, el objeto á que se dirige fructificaria por sí solo una desmembracion, puesto que Su Majestad posee el derecho de hacerlo, como lo ha verificado él mismo y varios de sus antecesores en otras circunstancias, para dar establecimiento á un miembro de la familia real. En todos los tratados celebrados por Su Majestad, desde su primera abdicacion de Aranjuez, no ha renunciado al derecho inajenable de reparar los daños de una mala administracion de reino. Aunque la primera renuncia no hubiese sido el efecto de la sublevacion mas escandalosa, y que los tratados posteriores no adoleciesen de un vicio semejante, cual es la falta de libertad en que se ha hallado Su Majestad cuando le han sido arrancados, y que en una palabra, sus derechos no se hallasen tan expeditos como lo están, la España no debe ocuparse tanto del derecho que alega á la posesion de aquellos países, como de los medios que posee para hacerlos valer. Cuando el gobierno de España no puede conservar en la obediencia á las Provincias que poco ántes lo estaban, porque el fuego de la disidencia se extiende con la vo-

1815.

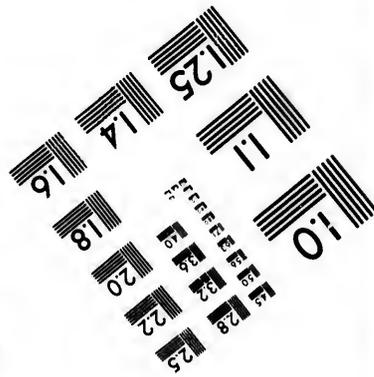
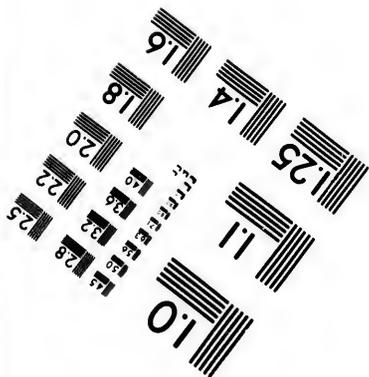
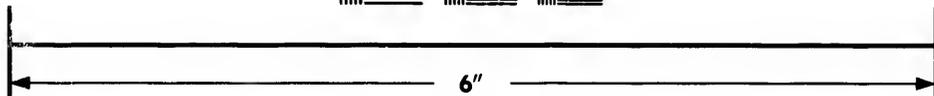
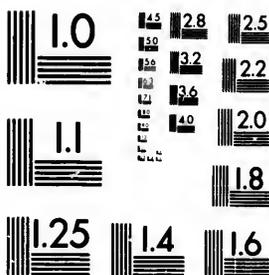
El plan no causa desmembracion de los dominios de la corona.

Imposibilidad de una nueva conquista.





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25

26
27
28
29
30
31
32

1815.

racidad de un volcan, ¿puede considerarse practicable una nueva conquista en aquel vasto continente? Y aun cuando quisiera admitirse por un momento que la España posee los tesoros y flotas necesarios para repetir aquel envío sucesivo de tropas que requiere una empresa tan vasta, y que esta guerra se emprendiese bajo los auspicios mas favorables, el último ejemplar de España nos ministra un ejemplo práctico de la dificultad insuperable para un ejército de subyugar una nacion entera cuando tiene que contender con toda ella. Considérese, pues, la perspectiva con que entraria la España en la conquista de un país cuyas tropas no han dejado de triunfar ni una sola ocasion de las que ha hecho pasar allí el gobierno de la Península. Donde cinco mil hombres de línea no han podido siquiera defender la plaza de Montevideo. sostenida ademas por una escuadrilla de buques mayores y menores, y cuando al mismo tiempo el gobierno de Buenos Aires ha sostenido la guerra á quinientas leguas de la capital, y obtenido tambien ventajas sobre el ejército del virey de Lima. Este emeño sin duda será ruinoso; y el obstinarse en él, quizá mortal para la España, por lo que, el apartarla de él, es salvarla de los extravios de su gobierno.

• Caso de ser posible,
sus resultados
serian precarios.

Admitase, por un momento, que el sistema de una nueva conquista produjese el resultado que se desea, los frutos que resultan durarian solo lo que tardase en verse la España empeñada en una guerra con cualquier potencia marítima. En tanto pueden las Provincias de América combatir por sí solas con el poder de la Península, puede no mezclarse la intervencion extranjera; pero si diesen señales de recurrir á él, entónces es mas que verosímil que recibirian una ayuda mas ó ménos eficaz. Actualmente acaban de recibir en las Provincias de Venezuela un socorro de municiones de boca y guerra de los Estados Unidos.

Por tanto, la medida de que se trata, considerada ya política, ya filosóficamente, no ofrece sino resultados tan favorables para los países respecto de quienes refluye mas inmediatamente (sin exceptuar la España misma) como honoríficos á Su Majestad.

Tales
los es
lizacio
vilizac
ajada
popula
nuestr
imped
sallos
de Su
aquell
camina
mos. E
título
hechos
Pero
dos po
de sus
medid
señor
neces
Ater
de Ma
negoci
ticiam
quien
lo mis
justific
viese d
lo que
cha op
el secr
por el
gocios
bradar
ocurrir

Tales son, hacer cesar un consumo estéril de sangre, y todos los estragos de una guerra civil; poner un dique á la desmoralizacion de los pueblos, y retroceso que es consiguiente á la civilizacion de un país naciente; salvar la dignidad de la corona, ajada con las doctrinas y declaraciones públicas del gobierno popular de España, cuyo funesto ejemplo hubiera cundido en nuestros países, sin el empeño sostenido de sus gobiernos en impedirlo; dar un testimonio público á la lealtad de los vasallos de aquel hemisferio, y del humano y fraternal designio de Su Majestad en adoptar la única medida que puede salvar aquellos pueblos de las calamidades de la anarquía á que van caminando, si continúan por mas tiempo entregados á sí mismos. Ese uso del influjo real dará á Su Majestad sin duda mas título á la admiracion de la Europa culta, que cualquiera de los hechos mas gloriosos de su reinado.

Pero los deseos que ha indicado el conde, como manifestados por Su Majestad ó por la persona que influye en la direccion de sus negocios, de asegurar á todo evento la ejecucion de la medida, interesando en ella á este gobierno, exige el que dicho señor analice este punto, demostrando al mismo tiempo lo innecesario é impracticable del objeto.

Atendidas las relaciones existentes entre este y el gabinete de Madrid, no puede darse al primero conocimiento de este negocio, sin comprometerlo. Y aspirar á que se ingiera subrepticamente en los negocios domésticos de aquella nacion, con quien mantiene relaciones de amistad y de comun interes, sería lo mismo que exigir la infraccion de un principio que no podria justificar, aun respecto de la mas indiferente, como no estuviere con ella en guerra abierta. Pero en el presente caso, todo lo que puede desearse es que no tome parte activa en cruzar dicha operacion, aun cuando extrajudicialmente liegase á penetrar el secreto de ella; y este riesgo está garantido competentemente por el mismo principio de no serle dado el ingerirse en los negocios interiores de la familia real de España. Esta razon es sobradamente fuerte por sí sola, para que se considere excusado ocurrir á otras muchas que pudieran agregarse, dirigidas á re-

1815.

Necesidad
de analizar
este punto.

Formenores
sobre esto.

1815.

mover todo temor de que este gobierno se mezcle en obstruir directa ni indirectamente la operacion de que se trata.

Pero como la insinuacion relativa á interesar en ella á la Francia, es la única cosa que pudiera comprometer dicho negocio, es muy necesario que el señor conde éntre en los pormenores de este pensamiento, para demostrar los graves inconvenientes que necesariamente produciria su adopcion.

Mas pormenores.

Es de absoluta necesidad que esta cuestion no se agite fuera de los límites de la familia real, porque si una vez admite Su Majestad el rey padre la intervencion de una potencia extranjera, es consiguiente que el hijo use de la reciproca. La corte de Madrid no puede poner á esta en sus intereses, sino en cuanto aparezca que la obra de fundar un trono independiente en la América del Sud se ha emprendido bajo los auspicios de la Francia, y que esta nacion aspira á gozar de un influjo dominante en aquellos países. Y así como en el primer caso, que se ha examinado ántes, no podria justificar este ministerio el introducirse en los asuntos domésticos de la nacion y real familia de que se trata, en el segundo urgido por la España á prestarle auxilio competente ó adecuado para neutralizar el influjo de la Francia, de la cual se haria parecer á Su Majestad el rey padre como un instrumento pasivo, no podria justificar su indiferencia. Últimamente, en el primer caso, ni posee el derecho, ni un interes en infringirle; y en el segundo, no solo le asiste este, sino el interes supremo de disputar el influjo dominante á la nacion rival y enemiga suya actualmente.

Se prescinde de unas contingencias.

Prescindiendo de las contingencias de que depende el que la Francia adquiera un influjo dominante en el continente, si efectivamente lo lograra, siempre produciria un efecto favorable, aun cuando se haya evitado contraer el compromiso prematuro de interesarla en este negocio. Lo producirá sin duda tanto mayor, cuanto es natural que el gobierno español ceda todo lo posible, para evitar que se ocurra á dicho expediente; y en una palabra, esta debe considerarse como arma que será mas poderosa, amenazando con ella que empleándola de hecho. La España tiene experiencia muy reciente de los males que ha

acarreado de la na
Los mis
la cabez
y es nat
cias de
verse en

Su M
nuevo t
tud que
confianz
de mas
videncia

La co
ministro
que per
falta de
America
Su Maje
deracion
minister
pontáne
Sr. infan
tenga á l

El señ
ejeecutad
lado de
tras se
por base
Majestad
nómica

El cor
el efecto
Sin dud
pueden
tualmen

acarreado la intervencion extranjera en los asuntos domésticos de la nacion, promovida por el primogénito de Su Majestad. Los mismos que precipitaron al jóven príncipe, se hallan hoy á la cabeza de los ramos de la administracion pública del Estado, y es natural que tengan muy presentes las funestas consecuencias de su imprevision política, para evitar á toda costa envolverse en los mismos lazos que ántes.

Su Majestad el rey padre, evitando este escollo, dará un nuevo testimonio de madurez política y guardará aquella actitud que dice mejor que ninguna otra con la majestad: tal es la confianza y seguridad que de hecho manifiesta en no necesitar de mas influjo que el suyo propio, para hacer efectivas sus providencias.

La consecuencia natural de esta conducta debe ser que el ministro español se sienta amenazado por la nacion misma á que pertenece, y cuando la España no pueda explicarse por falta de estímulo ó de libertad para ello, debe temer que los Americanos lo hagan al ménos, y se pronuncien en favor de Su Majestad como que se hallan ménos coartados. Esta consideracion, que es demasiado obvia para que pueda ocultarse al ministerio de España, debe docilizarlo á concurrir franca y espontáneamente, no solo á la medida adoptada, con respecto al Sr. infante, sino á las demas particulares que Su Majestad tenga á bien establecer por bases de un tratado ulterior.

El señor conde hará presente á Sus Majestades que despues de ejecutado el embarque del Sr. infante, Sarratea se trasladará al lado de Sus Majestades para continuar residiendo en él, mientras se negocie un tratado con la corte de España, que tenga por base la conformidad con la medida, y las demas que Sus Majestades tengan á bien establecer con respecto á la parte económica de su real casa y familia.

El conde, al trasmitir dicha noticia, puede insinuarse sobre el efecto que debe producir en el gabinete de Madrid este paso. Sin duda será mirado (y con razon), ó como un preliminar al que pueden dar los diputados de otros puntos de América que actualmente se hallan en Europa, ó como un ejemplo que puede

1815.

La intervencion
extranjera
causó males
á la España.

Consideracion
que debe decidir
al ministro
á concurrir
á la medida
adoptada.

Lo que hará
presente
el conde
á SS. MM.

Probabilidad
de que la España
se preste
á adoptar
un temperamento
conciliador.

1815.

despertar á aquellas provincias que no los han mandado aun. En este caso fácilmente se concibe que la corte de España se prestará sin mucha repugnancia á adoptar cualquier temperamento que concilie el objeto, muy interesante para ella, de evitar que Su Majestad el rey padre dé mayor latitud á su influjo.

Punto
á que debe atender
el conde
con particularidad.

Como de los informes del señor conde resulta que al regreso á esta de su primera mision, se pensó en que lo liciese con Su Alteza el señor príncipe de la Paz, tanto para concluir aquí definitivamente los términos en que debia realizarse el pensamiento propuesto á Su Majestad, como para poner su persona al abrigo de cualquier riesgo que pudiera amenazarla con este motivo, y como quiera que este paso hubiera producido serios inconvenientes, ó cuando ménos, aumentado las dificultades en la ejecucion del plan propuesto, se hace preciso que el Sr. conde se aplique muy particularmente á evitar que se lleve á efecto este mismo pensamiento, si volviese á ocurrir por segunda vez.

Cómo será
considerada
la separacion
de Su Alteza.

La separacion precipitada de Su Alteza del lado de la familia real no puede ser considerada sino como una fuga, y, de consiguiente, el acto que la motiva tiene un carácter de criminalidad: prescindiendo del punto de vista en que aparecerian en este caso Sus Majestades, el mismo príncipe de la Paz, y cuantos hayan concurrido á la ejecucion de la medida, el contagio de obrepticia y fraudulenta que arrastraria consigo minaria la obra de un trono naciente, que mas que otro necesita del prestigio de la majestad y de la confianza universal sobre la solidez de sus cimientos. Así que este paso, á mas de dar un golpe terrible al negocio principal que lo motiva, destruye el derecho sobre que se funda la obligacion de subsanar á Su Alteza los daños que puedan resultarle del resentimiento de la corte de España. Este riesgo personal, mas ó ménos próximo, es, por decirlo así, el capital con que Su Alteza entra en este negocio; y asegurar desde el momento, y sin correr riesgo, una independenciam personal y pecuniaria, es destruir el único principio que justifica aquella obligacion.

Para conciliar el objeto de que Sus Majestades conserven la

independencia necesaria, y participen de la misma seguridad todos los que pertenecen á su real familia, el señor conde se halla particularmente encargado de repetir la súplica anteriormente hecha, de que prefieran para su residencia un punto de los dominios de la casa de Austria á cualquiera otra. Habiendo manifestado los inconvenientes de ocurrir en este negocio á la intervencion del gobierno de Francia, claro es que participaria del mismo todo aquello que haga nacer fundadas sospechas de que se ha mezclado un influjo directo ó tal vez secreto; lo cual es muy de temer que así suceda, si Sus Majestades residiesen en cualquier destino de la jurisdiccion de Francia.

No se divisa la mas remota probabilidad de que un gobierno como el de la casa de Austria se precipite al extremo de dar un escándalo á la Europa, atropellando los derechos mas sagrados de la hospitalidad, y haciendo uso de su autoridad, como lo ha hecho la corte de Roma, obligando á separar de su lado á Sus Majestades á uno de sus fieles servidores. Y si se tienen presentes las distintas relaciones de aquel gobierno con el de España, comparadas con las que existen entre este y el de Roma, es preciso convenir en que no hay objeto que pueda compensar á la casa de Austria, de llevar su deferencia hasta el extremo de hacer un sacrificio tamaño de su dignidad.

El poder especial con que por separado se autoriza al señor conde para concluir con Sus Majestades un convenio relativo á los subsidios pecuniarios le servirá al mismo tiempo de instruccion competente sobre el modo como debe proceder en este asunto. Á lo que nada hay que añadir sino que no hallándose preparados de antemano, ni los señores diputados, ni Sarratea, para ejecutar una operacion como la de que se trata, y exigiendo esta desembolsos de consideracion para llevarla á efecto con aquella propiedad que es indispensable, los dichos se ven en la necesidad de apurar cuantos arbitrios estén á sus alcances para conciliar un objeto tan preferente. Esta razon explica suficientemente el que no se hallen aptos para contraer mas obligaciones que aquellas á que puedan hacer frente despues que se haya logrado el fruto de que se trata, que para que no sea im-

1813.

Súplica
que debe repetir
el conde.

Instruccion
sobre subsidios
pecuniarios.

1815.

perfecta, exige se dediquen á él cuantos medios tengan disponibles.

Precauciones
que deben tomarse
en la separacion
y embarque
de SS. MM.

Resta solo exponer cómo debe ejecutarse la separacion del señor infante del lado de Sus Majestades, y su embarque en un puerto del continente con destino á otro de esta isla; recomendando muy especialmente al señor conde la seguridad, prontitud y secreto, tan necesarios no solo para que esta operacion pueda efectuarse sin tropiezo alguno, sino para que el misterio que la acompañe produzca los efectos ulteriores que deben influir en los últimos resultados de este negocio con la corte de España.

Cómo deberá
salir el infante.

El señor infante deberá salir con solo un gentilhombre y un ayuda de cámara, con el carácter de incógnito y el título de conde de y el objeto ostensible de viajar por el norte de Europa; su equipaje deberá ser muy portátil, su modo de caminar de poco boato, y no deberá contener aquellos uniformes, cruces, ni cosa que avise el carácter de la persona á quien pertenece. La persona indicada para ser el gentilhombre de Su Alteza es el señor conde, porque de este modo se conciliarán todos los objetos, y mas particularmente se evitará la necesidad de poner á ningun otro mas en el secreto.

No debe detenerse
el conde al lado
de SS. MM.

Se ha dicho en otro lugar que el expresado señor conde debe detenerse lo ménos posible al lado de Sus Majestades, para que su demora no suscite sospechas ó celos entre los de la familia real; lo que se le recomienda de nuevo en este, porque á mas de conciliar dicho objeto con su ausencia, debe aprovecharse de ella para disponer lo conveniente al viaje de Su Alteza cuando llegue el caso de que lo emprenda.

Instruccion dada
al conde
de dirigirse
á Alemania.

Así que, luego que dicho señor conde haya satisfecho á Sus Majestades de cualesquiera particulares que exijan sus explicaciones y obtenido la conformidad de Sus Majestades para la ejecucion del todo de dicho plan, tanto en la parte formal que abrazan el rescripto y carta constitucional, como en la práctica relativa al modo como ha de efectuarse la traslacion de Su Alteza á aquellos dominios en su viaje continental y marítimo. el señor conde se dirigirá con el pretexto ostensible que se ha dicho á hacer tiempo en alguno ó algunos parajes de Alemania

que se consideren dignos de ser visitados. Su primera diligencia, en este caso, será pasarme noticia por duplicado y por distintas vias bajo cubierta de los señores Hullet, etc., 28, Austin Frias, de que su amigo D. N. Durand se dispone á pasar á esta capital á asuntos mercantiles, y que lo atienda cuando llegue en aquello que penda de mi arbitrio. Esta noticia se recibirá como el indicante de que todo queda arreglado definitivamente; y en su consecuencia se procederá aquí á hacer los preparativos necesarios.

Á su despedida de la familia real, el conde dejará acordado el que á su tiempo comunicará la noticia correspondiente, para que á su recibo lo manden llamar para encargarle la persona de Su Alteza en el viaje del norte de Alemania; y el señor conde dará este paso luego que haya llamado á Mr. Durand, acordado el punto en que debe permanecer y calculado con la aproximacion posible el tiempo para que se verifique á las cuatro semanas poco mas ó ménos de recibida la noticia preventiva, respecto á que es el tiempo que se juzga suficiente para hacer los preparativos necesarios.

Desde el momento en que el señor conde salga del lado de Sus Majestades con Su Alteza el señor infante, debe propender á ahorrar cuanto tiempo le sea posible, para que se verifique su viaje al puerto escogido para su embarque. El señor conde no deberá perder de vista un momento que su inmediacion al lado de Su Alteza ha de alarmar necesariamente á los ministros y embajadores del gobierno español; y que así que trasluzca que no está en el continente, deben atinar muy pronto que en su desaparicion tiene intervencion el conde, y las relaciones que se le han notado aquí con los diputados y agentes de América dejan poca duda de que en efecto se haya embarcado para aquellos dominios. Por tanto, se hace preciso obrar de modo que cuando lleguen dichos agentes de España á alarmarse y observar de cerca, no solo esté muy adelantada esta operacion, sino que haya dejado tan poco rastro que no puedan atinar con la direccion que ha llevado.

Por tanto, conviene que el señor conde emplee todo el tiempo

1815.

Lo que dejará
á su despedida
de la familia real.

Circunstancias
que debe tener
presentes.

1815.

necesario para acordar lo conveniente con Mr. Durand, ó aquel que comprenda dejar pasar para que se reciba aquí la noticia preventiva con la anticipacion explicada fuera del lado de Sus Majestades. Y cuando vuelva á él, para encargarse de la persona de Su Alteza, sea para partir sin retardo; y desde aquel momento aprovechar el tiempo con la economía que se ha recomendado.

Preferencia
de Bremen
para embarcar
á S. A.

El puerto de Bremen se ha preferido para el embarque de Su Alteza con destino á uno de esta isla, por ser libre y donde hay ménos formalidades para la entrada y salida de él. En él se encontrará recomendado Mr. Durand á la casa de J.-C. Heeren y C^{ia}, y llevará ademas una carta de introduccion para que pueda entregársela á tiempo oportuno; dicha casa estará encargada de auxiliarlo en cuanto pueda ocurrirle para su mas pronto embarque.

Puntos
en que puede
reunirse el conde
con Mr. Durand.

Munich, Nuremberg, Staolaufort y cualesquiera otros que como los indicados sean el punto de reunion de varios caminos. son los mas á propósito para que en el que parezca al conde mejor indicado se reuna con Mr. Durand. En uno de ellos es en donde simultáneamente debe despachar al señor conde, al ayuda de cámara de Su Alteza, á la residencia de Sus Majestades á disponer del acomodo y embalaje de algun mas equipaje, y aguardar órdenes de la direccion que debe seguir con él; y el señor infante, con solo Mr. Durand, que le servirá de ayuda de cámara, saldrá para Bremen, comprendido en un pasaporte, que al efecto debe tener Mr. Durand de antemano y con un nombre de particular sin título alguno.

Lo que debe
aquel recomendar
á este.

El señor conde deberá recomendar á Mr. Durand que aproveche todo el tiempo posible; y que si á su llegada á Bremen observase que puede tardar mas de tres ó cuatro dias la salida de un buque mercante de los que llegan aquí casi semanalmente, que remueva la dificultad pagando ó comprometiéndose á pagar un premio adicional, á mas de los pasajes acostumbrados. Será igualmente oportuno que, á mas de hacer Mr. Durand su viaje directo á Bremen, si se verificase que en esta direccion no se pasa por algun punto de aquellos en que coinciden varios cami-

nos, P
alguno
forma
pueblo
nomb
Aires,

El s
su ayu
ha pu
otro p
ó agen

Lón

DE

D. M
Belgra
Provin
señor,
del jus
reino d
infante

Pro
que en
medid
nes qu
será in
biere
que du
á cum

1815.

nos, procure, aunque sea á costa de algun rodeo, atravesar por alguno que reuna aqué la circunstancia. Mr. Durand sabe las formalidades de costumbre al arribo de extranjeros en estos pueblos; solo deberá recordársele que el señor infante, con el nombre que tenga en el pasaporte, éntre como natural de Buenos Aires, y que se dirija á aquel destino.

El señor conde, despues de cuidar muy particularmente que su ayuda de cámara no se haya apercibido de que Su Alteza se ha puesto en camino con Mr. Durand, se dirigirá á Hanóver ú otro punto populoso, donde no pueda ser observado de ministros ó agentes del gobierno de España.

Lóndres, 16 de mayo de 1815.

Es copia : MANUEL DE SARRATEA.

DECLARACION DE LOS COMISIONADOS DE BUENOS AIRES

ASEGUANDO UNAS ASIGNACIONES AL REY D. CÁRLOS IV.

D. Manuel Sarratea, D. Bernardino Rivadavia y D. Manuel Belgrano, plenamente facultados por el supremo gobierno de las Provincias del Rio de la Plata para tratar con el rey nuestro señor, el señor D. Cárlos IV (que Dios guarde), á fin de conseguir del justo y piadoso ánimo de Su Majestad la institucion de un reino en aquellas Provincias, y cesion de él al serenísimo señor infante D. Francisco de Paula, en toda y la mas necesaria forma,

Prólogo

Prometemos y juramos, á nombre de nuestros comitentes, que en el caso que la corte de Madrid, resentida por tan justa medida, retire ó suspenda, en parte ó en todo, las asignaciones que están acordadas al rey nuestro señor D. Cárlos IV, será inmediatamente asistido con la suma igual que se le hubiere negado, ó suspendido, en dinero efectivo, por el tiempo que durase la suspension, ó resistencia de la mencionada corte á cumplir en esta parte sus obligaciones.

Aseguran
unas asignaciones
á Cárlos IV.

1815.

Y tambien
á la reina
por via
de viudedad.

En igual forma nos obligamos á que, en caso de fallecimiento del rey nuestro señor D. Carlos IV (que Dios no permita), se sufragarán á la reina nuestra señora doña María Luísa de Borbon las mismas asignaciones por via de viudedad, durante toda su vida.

Y, á fin de que la prefijada obligacion sea reconocida por el gobierno y la representacion de las Provincias del Rio de la Plata, y el príncipe que en ellas sea constituido, extendemos cuatro ejemplares del mismo tenor, tres de los cuales se remitirán á nuestro rey y señor; para que dignándose admitir este testimonio de nuestro reconocimiento, quiera devolvernos dos de ellos con su real aceptacion para los fines indicados; quedando el cuarto en nuestro archivo, firmados y sellados con el sello de las Provincias del Rio de la Plata, en Lóndres, á diez y seis de mayo de mil ochocientos y quince.

MANUEL DE SARRATEA. — BERNARDINO
RIVADAVIA. — MANUEL BELGRANO.

DECLARACION DE LOS COMISIONADOS DE BUENOS AIRES

CONCEDIENDO PENSION AL PRÍNCIPE DE LA PAZ.

Proclamo.

D. Manuel Sarratea, D. Bernardino Rivadavia y D. Manuel Belgrano, plenamente facultados por el supremo gobierno de las Provincias del Rio de la Plata para tratar con el rey nuestro señor, el señor D. Carlos IV (que Dios guarde) y todos los de su real familia, á fin de conseguir del justo y poderoso ánimo de Su Majestad la institucion de un reino en aquellas Provincias. y cesion de él al serenísimo infante D. Francisco de Paula, etc..

Pension concedida
al príncipe
de la Paz.

Por el presente declaramos en todo y en la mas bastante forma: que en justo reconocimiento de los buenos servicios para con las mencionadas Provincias del serenísimo señor príncipe de la Paz. hemos acordado á S. A. S. la pension anual

ABIERTA

El 15
rectorio

de un infante de Castilla, ó lo que es lo mismo, la cantidad de cien mil duros al año, durante toda su vida, y con el juro de heredad para él y sus sucesores habidos y por haber.

En consecuencia nos obligamos, en igual forma, á que luego que los dipntados D. Manuel Belgrano y D. Bernardino Rivadavia llegemos al Rio de la Plata con el serenísimo señor infante D. Francisco de Paula, se librarán todas las disposiciones necesarias para que se abra un crédito, donde y á satisfaccion de S. A. S. el señor príncipe de la Paz, á fin de que pueda percibir con oportunidad y sin perjuicios la pension acordada, por tercios segun la costumbre de las tesorerías de América.

Y á fin de que la citada pension sea reconocida y ratificada por el gobierno y representacion de las Provincias del Rio de la Plata, y necesariamente por el príncipe que sea en ellas constituido, extendemos cuatro ejemplares del mismo tenor, tres de los cuales se remitirán al serenísimo señor príncipe de la Paz, para que puesta su aceptacion en dos de ellos, nos los devuelva á los fines indicados, quedándose con el tercero para su resguardo, y el cuarto que deberá registrarse en nuestro archivo, firmados y sellados con el sello de las Provincias del Rio de la Plata, en Lóndres, á diez y seis de mayo de mil ochocientos y quince.

MANUEL DE SARRATEA. — BERNARDINO
RIVADAVIA. — MANUEL BELGRANO.

NEGOCIACION

ABIERTA POR EL GOBIERNO DE BUENOS AIRES CON EL JEFE DE LOS
ORIENTALES D. JOSÉ ARTIGAS EN 1815.

El 15 de abril de 1815 fué derrocado en Buenos Aires el directorio ejecutivo, de que habia tomado posesion en 10 de

1815.

Disposiciones
para abrir
un crédito.

1815.

Política
de la administración
que reemplazó
el general Alvear.

enero de aquel mismo año el general D. Carlos María de Alvear.

Proscrito el director y disuelto el congreso general de las Provincias Unidas que le había elegido, la administración que le reemplazó aspiró á establecer relaciones pacíficas y amistosas con el general D. José de Artigas, que no solo había sustraído á la provincia Oriental de la comunidad argentina, sino que extendiendo la influencia de su sistema y de su persona á Corrientes, Entre-Ríos, Santa Fe y Córdoba, colocaba en aflijente situación al gobierno de Buenos Aires.

El director D. Gervasio Antonio Posádas y su inmediato sucesor y continuador el general Alvear habían adoptado respecto al jefe oriental una política de represión severa.

Decretos
de Posádas
y Alvear
contra Artigas
quemados
por el cabildo
de Buenos Aires.

Por decretos solemnes le habían despojado de sus empleos, — declarado infame, — colocado fuera de la ley y de la patria, — provocado su persecución como deber cívico de todo ciudadano, — y ofrecido un premio de seis mil pesos al que se apoderase de su persona y la entregase viva ó muerta.

Por las armas habían emprendido, aunque inútilmente, sujetar á la provincia Oriental y aniquilar á su candillo.

La nueva administración ensayó una política diametralmente contraria.

El cabildo de Buenos Aires, que en los primeros momentos se apoderó del movimiento contra Alvear, mandó quemar en la plaza pública, por mano de verdugo, los decretos fulminados contra Artigas.

Partidarios
de Alvear presos.

Los principales partidarios de Alvear estaban presos, y de entre ellos se eligieron seis de los jefes — algunos Orientales — que mas habían incurrido en el odio de Artigas por su adhesión al gobierno de Buenos Aires, y se remitieron espontáneamente á su venganza, cargados de cadenas y con un proceso que cobonestase lo que le pluguiera hacer de sus personas.

Artigas rechazó el horrible presente y los devolvió á Buenos Aires.

Negociación
de la paz.

Bajo estos auspicios se despachó una comisión para negociar la paz con el general Artigas, sobre la base de la independencia de la provincia Oriental.

Los documentos de esta negociacion son los que ahora publicamos (1).

1815.

OFICIO DE LOS COMISIONADOS DEL GOBIERNO DE BUENOS AIRES.

EXCMO. SEÑOR,

Incluimõs á Vuestra Excelencia copias de las proposiciones que nos ha ofrecido el jefe de los Orientales como base de la conciliacion; y de las hechas con el mismo objeto por nuestra parte. Muy buena acogida, bellas palabras y ofrecimientos lisonjeros ántes de empezar nuestras conferencias, mucha frialdad, dificultades y desconfianzas al formalizar los tratados, tal ha sido la conducta de aquel señor general. Casi excediendo nuestras facultades por amor de la concordia, determinamos el auxilio comprendido en el art. 4º de nuestras propuestas, á darle mil fusiles de contado y quinientos mas segun las remesas que viniesen, los doce cañones de campaña que pedia, treinta de grueso calibre para las fortificaciones y murallas de Montevideo, algunos sables y municiones correspondientes al armamento que se le ofrecia, sin contar con otros auxilios que se le proporcionarian segun la exigencia de las circunstancias.

Se acompaña copia de las proposiciones.

Todos nuestros esfuerzos para inspirar la paz no tuvieron otra respuesta sino que no habia esperanzas de conciliacion: tan triste es el resultado, excmo. Sr., de las negociaciones que Vuestra Excelencia quiso confiar á nuestro celo. Verbalmente hemos instruido á Vuestra Excelencia de otros pormenores, y de todo nos queda el sentimiento de no haber podido servir á nuestra patria sino con nuestros buenos deseos.

Resultado estéril de la comision.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Junio 20 de 1815.

Excmo. Señor

BLAS JOSÉ DE PICO.

DR. FRANCISCO BRUNO DE RIVAROLA.

(1) ANDRÉS LAMAS, *Biblioteca del Comercio del Plata.*

TRATADO DE CONCORDIA

ENTRE EL CIUDADANO JEFE DE LOS ORIENTALES Y EL EXCMO. GOBIERNO
DE BUENOS AIRES,

PROPUESTO POR EL GENERAL D. JOSÉ DE ARTÍGAS.

1815.

Reconocimiento
de la convencion
de! Uruguay.

ART. 1. Será reconocida la convencion de la provincia Oriental del Uruguay, establecida en acta del congreso del 5 de abril de 1813 del tenor siguiente : — La Banda Oriental del Uruguay entra en el rol para formar el Estado denominado Provincias Unidas del Rio de la Plata. Su pacto con las demas provincias es el de una alianza ofensiva y defensiva. Toda provincia tiene igual dignidad é iguales privilegios y derechos, y cada una renunciará el proyecto de su lugar á otra. La Banda Oriental del Uruguay está en el pleno goce de toda su libertad y derechos, pero queda sujeta desde ahora á la constitucion que organice el congreso general del Estado, legalmente reunido, teniendo por base la libertad.

Pertenencias
de cada provincia
al entrar
en la revolucion.

2. Se reconocerá que al comenzarse la revolucion general cada pueblo, cada provincia entraba en ella mirando como propio cuanto le pertenecia en aquel acto, y que podrá desprenderse y enajenarse de cualquier porcion en auxilio de las demas provincias, segun las exigencias de cada una de ellas.

Sobre tropas
de Buenos Aires.

3. Se reconocerá que la introduccion de tropas de Buenos Aires en la Banda Oriental del Uruguay jamas fué con el objeto, ni bajo el sistema de conquista.

Cierta pertenencia
del Uruguay.

4. Consiguientemente será reconocido como perteneciente á la provincia Oriental del Uruguay cuanto extrajo de ella el gobierno anterior.

Devolucion
de articulos
de guerra.

5. De lo extraido se devolverán tres mil fusiles, de ellos mil y quinientos de contado, mil sables, doce piezas de artillería de campaña, de á dos, cuatro y seis. Se coronará la plaza con todas las piezas de muralla que precisa, debiendo ser de bronce la mayor parte de ellas. El servicio competente para todas y cada una de ellas, nueve lanchas cañoneras, armadas y listas de

todo, pólvora suelta, cartuchos de cañon y fusil á bala, cincuenta y cinco mil piedras de chispa, morteros y obuses, la mitad de los que se trajeron, bombas y granadas, todo con lo preciso para su servicio. La imprenta.

6. Reconocerá la caja de Buenos Aires la deuda de doscientos mil pesos en favor de la provincia Oriental del Uruguay, por las cantidades extraidas de ella pertenecientes á propiedades de Españoles en Europa; cuya suma debe ser satisfecha en el preciso término de dos años, admitiendo para ayudar la facilitacion de este pago la mitad de los derechos que los buques de los puertos de la provincia Oriental del Uruguay deben pagar en Buenos Aires.

7. Se auxiliará con instrumentos de labranza á los labradores de la provincia Oriental del Uruguay en la forma bastante á resarcir al ménos en una 5ª parte los grandes perjuicios que han sufrido.

8. Queda por el artículo anterior satisfecho el vecindario que quedó sin documentarse de las cantidades de trigo y número de ganados con que proveyó á la subsistencia del ejército auxiliador desde la 1ª hasta la última campaña.

9. Todo lo demas que perteneciese á la provincia Oriental del Uruguay de lo extraido quedará en clase de depósito en Buenos Aires, para auxiliar con ello á las demas provincias con precisa intervencion de la dicha provincia y á ella misma segun sus urgencias ulteriores.

10. Será particularmente protegido el comercio de la provincia Oriental con Buenos Aires.

11. La artillería de muralla que se pide y lo preciso para el servicio de ella será conducido directamente á Montevideo á costa de la caja de Buenos Aires, y la artillería de campaña, sables, fusiles, y los otros demas artículos de guerra pedidos vendrán á costa de la indicada caja á este puerto de Paisandú.

12. Se admitirá por el gobierno de Buenos Aires un sistema equitativo para indemnizar á Montevideo de la contribucion enorme que se le hizo sufrir despues de haber sido ocupado por el ejército auxiliador.

1815.

Deuda que reconoce Buenos Aires.

Perjuicios que á esta se resarcen.

Satisfaccion hecha á un vecindario.

Lo que quedará en depósito en Buenos Aires.

Proteccion del comercio.

Artículos de guerra

Indemnizacion á Montevideo.

1815.
Cómo quedan
ciertas provincias
y pueblos.

13. Las provincias y pueblos comprendidos desde la margen oriental del Paraná hasta la occidental quedan en la forma inclusa en el primer artículo de este tratado, como igualmente las provincias de Santa Fe y Córdoba, hasta que voluntariamente quieran separarse de la protección de la provincia Oriental del Uruguay y dirección del jefe de los Orientales.

Sobre
ratificaciones.

14. Los trece artículos precedentes serán ratificados dentro de 9 días por el exemo. gobernador de Buenos Aires.

Cuartel general, 16 de junio de 1815.

JOSÉ ARTIGAS.

TRATADO DE PAZ Y AMISTAD

PROPUESTO POR LOS DIPUTADOS DE BUENOS AIRES, ENVIADOS A TRATAR CON
PLENOS PODERES CERCA DE LA PERSONA DEL GENERAL DE LOS ORIENTALES
D. JOSÉ ARTIGAS.

Independencia
de la
Banda Oriental.

ART. 1. Buenos Aires reconoce la independencia de la Banda Oriental del Uruguay, renunciando los derechos que por el antiguo régimen le pertenecian.

Paz y amistad.

2. Habrá paz y amistad eterna entre las provincias contratantes, por haber ya desaparecido los motivos de discordia. Se echará un velo sobre todo lo pasado, y será un deber de ambos gobiernos castigar con rigor á los que quisiesen hacer valer sus venganzas ó resentimientos particulares, ya sean muchos ó un individuo solo.

Indemnizacion
que no podrá pedir
Buenos Aires.

3. Jamas podrá pedir la provincia de Buenos Aires indemnizacion, bajo ningun pretexto, de los cinco millones y mas pesos que gastó en la toma de Montevideo. Ni la Oriental podrá formarle cargo á la de Buenos Aires de los auxilios que le haya franqueado.

Compromiso
reciproco
de auxiliarse.

4. Bajo de estas justas y equitativas bases, Buenos Aires se compromete á auxiliar á la provincia Oriental con todo cuanto esté en su resorte para llevar adelante la guerra contra los Espa-

ñoles, contando Buenos Aires con la recíproca de la Oriental.

5. Las provincias de Corrientes y Entre-Ríos quedan en libertad de elegirse ó ponerse bajo la proteccion del gobierno que gusten.

6. Se devolverán recíprocamente los prisioneros que se hayan hecho en la última guerra.

7. Siendo de opinion los mejores militares de América que las fortalezas en ellas son mas bien opuestas á sus intereses que propias para su conservacion por razones muy obvias, se propone que, si no es contra los intereses de la provincia Oriental, se demuelan las murallas de Montevideo por convenir así á los intereses generales de la nacion.

8. Las personas, propiedades y comercio de todos los pueblos é individuos de las respectivas provincias serán altamente protegidas por ambos gobiernos.

9. Bajo el supuesto que todo lo pasado ha de olvidarse, ningun ciudadano podrá ser perseguido ni encausado por sus opiniones anteriores, ni por los escritos ó servicios hechos ántes de la presente transaccion, y todos los que se hallaren en arresto ó confiscacion serán restituidos á su libertad sin la menor demora.

10. Todos los emigrados que por estas diferencias hubiesen abandonado sus casas y haberes, siempre que vuelvan á ellas les serán restituidas sin causarles extorsion.

11. Todos los buques que hayan sido apresados ó detenidos por los jefes orientales ó sus dependencias despues de la evacuacion de Montevideo por las tropas de Buenos Aires, serán restituidos á sus dueños.

12. Se hará un tratado de comercio por comisionados que se nombren de ambas provincias para el efecto, en el que arreglándose los principales ramos de él causen el engrandecimiento de ambas provincias.

13. Por ahora pagarán solamente un 4 % sobre los principales los efectos y frutos que se extraigan de provincia á provincia, debiendo verificarse el pago en el puerto en que se haga la extraccion.

1815.

Autonomia
de dos provincias.

Prisioneros.

Demolicion
de murallas
en Montevideo.

Garantias.

Olvido
de lo pasado.

Restitucion
de haberes
á los emigrados.

Restitucion
de buques.

Tratado
de comercio.

Pago de un 4
por 100.

1815.

14. Que el anterior artículo será comprensivo á las provincias de Entre-Ríos y Corrientes.

15. Los artículos acordados serán ratificados en el preciso término de 15 dias.

Paisandú, junio 17 de 1815.

BLAS JOSÉ PIGO. — FRANCISCO BRUNO
DE RIVAROLA.



Triste si
quica
por la
ciales
una e
toma
prisio
su go
fructu
Rebel
Vélez
denci
gobie
Repú
ganiz
— Me
tidos
del c
Belgr
nes.

Al c
grano

(1) V
73, 116

las provincias

en el preciso

NGISCO BRUNO

PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA.

AÑO 1816.



PARTE HISTÓRICA (1).

Triste situación en que Belgrano encuentra á su país : sus ideas monárquicas. — Popularidad de los principios de Tomas Payne. — San Martín opina por la monarquía. — Thompson marcha á Estados Unidos á buscar oficiales: Beauchef, Miller, etc. — Proyecto de conscripcion — Armamento de una escuadrilla : partida de Brown para el Pacífico. — Ataque del Callao : toma de la *Candelaria* y *Consecuencia*. — Se dirige á Guayaquil : Brown prisionero. — Canje de prisioneros. — Partida para Barbada; escrúpulos de su gobernador. — Salida para Antioja : piratería inglesa. — Reclamos infructuosos de Brown en Londres. — Reunion del congreso de Tucuman. — Rebelion de Martín Güemes : Caparros en la Rioja. — Rebelion de Díaz Vélez. — Puyrredon director supremo. — Declaratoria de la independencia ; bandera nacional. — Diversidad de opiniones sobre la forma de gobierno. — Domina el principio monárquico. — Triunfo definitivo de la República. — Anuncio de una expedicion portuguesa. — Puyrredon organiza su ministerio. — Terquedad de Artigas : derrota de India Muerta. — Montevideo se entrega á los Portugueses. — Fermentacion de los partidos en Buenos Aires : medidas tomadas por el gobierno. — Traslacion del congreso de Tucuman á Buenos Aires. — Justas apreciaciones sobre Belgrano y San Martín : comunicacion de este último pidiendo instrucciones.

1816.

Al comenzar el año de 1816 llegó el honrado general Belgrano á Buenos Aires y se apresuró á dar cuenta al gobierno

Triste situación
en que Belgrano
encuentra
á su país.

(1) Véase la parte histórica de los años 1808 y siguientes , tomo I^o, pág. 73, 116, 145 y 272, y tomo II, pág. 5, 104, 153 y 231.

1816.

del resultado ingrato de su mision(1). La escena política, dice el general Mitre, habia cambiado completamente durante su ausencia : las facciones eran mas turbulentas, los males se habian agravado ; la division de las ideas era completa ; los ejércitos derrotados ó en embrion, apénas cubrian las fronteras ; el elemento semi-bárbaro se habia sobrepuesto en el interior á la influencia de los hombres de principios, y sin embargo, á pesar de todo esto, la libertad habia dado pasos gigantescos, y un nuevo órden de cosas parecia próximo á surgir de aquel caos de desórden, de odio, de derrotas, de luchas intestinas, de teorías mal comprendidas, de principios mal aplicados, de hechos no bien apreciados, y de ambiciones legítimas ó bastardas, que se personificaban en pueblos ó en individuos.

Carta
de Belgrano
á Rivadavia.

Belgrano, en presencia de esta agitacion ordenada, en medio del desquicio aparente, corregido por el buen sentido del pueblo, volvió á sentir renacer su antigua fe y á juzgar con mas equidad y mas elevacion los hombres y las cosas de la revolucion. Con motivo de estos sucesos escribia el 20 de febrero á Rivadavia : « El pueblo ha estado herizado de armas, y ni un » solo papirotazo he oido que se haya dado ; tuvieron sus se- » siones, y todo lo resolvieron amigablemente como hermanos. » Creo que hay muy pocos que no deseen lo mejor, y por esto » son las cuestiones, y cuando parece que van á devorarse, » basta que uno hable con juicio, aunque no tenga la voz de » un Estentor, para que todos le oigan. Siempre será una eterna » gloria para nuestro país esa deferencia á la razon. »

Los actos posteriores del pueblo no hicieron sino justificar este juicio : desistiendo finalmente de proceder por sí á la reforma del estatuto, y remitiendo su resolucion al congreso próximo á reunirse, como á « la única autoridad competente » para decidir sobre el vigor de una constitucion calculada » para regir todo el Estado. »

Belgrano persiste
en sus ideas
monárquicas.

Á pesar de estas lecciones prácticas, que enseñaban á Belgrano que las democracias no obstante sus inconvenientes tie-

(1) Véanse esos documentos mas adelante.

nen en sí mismas sus correctivos; que bajo todas las formas de gobierno existe en las sociedades humanas un principio conservador inmortal, y que los males que él se había exagerado no eran tan difíciles de curar, á pesar de esto, persistió en sus ideas monárquicas, combinando planes ilusorios de organización, y escribiendo al dictador Francia y al caudillo Artigas, los dos enemigos mas peligrosos del orden, de la libertad y de la unidad nacional, pretendiendo conquistarlos á sus ideas. El espectáculo de la constitucion inglesa, en que se combina la libertad, la dignidad del hombre, la grandeza del pueblo con las formas monárquicas, lo habia impresionado profundamente, y desde entónces este fué su bello ideal, como ántes lo habia sido la patria de Washington, en la que veía bajo otro punto de vista un espléndido reflejo de las instituciones inglesas.

Afirmado en estas ideas por los pensadores fatigados, que buscaban como ella libertad en el orden sin acertar con el verdadero camino, escribia á los pocos dias de llegar á Buenos Aires: « Es casi general la opinion de la monarquía constitucio-
 » nal. Han perdido casi totalmente el campo los del republica-
 » nismo. Nuestra opinion cunde, y ya no hay embarazo en ha-
 » blar, ni aun escribir acerca de ella. » Segun él, la única disidencia consistia en la eleccion de la dinastía. « Nuestro pen-
 » samiento cunde, escribia á Rivadavia el 20 de febrero,
 » agrada á todos, convencidos de que es el único remedio que
 » hay para la union: se dividen las opiniones entre los Incas y
 » Borbones. Tengo para mí que en el congreso se tratará la
 » materia. » Y sin embargo, á pesar de lo generalizada que estaban en aquella época las ideas monárquicas entre los hombres mas eminentes de la revolucion, jamas el sentimiento republicano habia sido mas fuerte, jamas las nociones del pueblo sobre la organizacion de una democracia habian sido mas correctas, pues hasta las multitudes que no alcanzaban á comprender sus teorías, tenian el instinto de lo mejor, aunque se extraviasen en cuanto á los medios de alcanzarlo.

Los principios del libro de Tomas Payne eran populares en la juventud, y la *Crónica argentina*, órgano de las ideas demo-

1816.

Palabras
de Belgianno
sobre el estado
de la opinion.

Popularidad
de los principios
de Tomas Payne.

1816.

cráticas, se encargaba de comentar estas palabras de un célebre publicista: « No puede haber monarquía sin despotismo. » Pero como una prueba de la tolerancia de las opiniones en aquella época, y de la aceptación que merecian las ideas de Belgrano en una parte de la sociedad, el *Censor*, periódico que participaba de las mismas creencias de la *Crónica*, se encargaba de dar publicidad á una carta escrita por Belgrano, en que desenvolviendo su teoría, abogaba calorosamente por el establecimiento de una monarquía constitucional, sobre las bases de la constitucion inglesa, y la restauracion de la dinastía de los Incas.

Opinion
sobre los gobiernos
que se habian
sucedido.

« ¿ Será posible, decia en este escrito, que despues de » seis años de revolucion aun no se haya fijado la opinion » acerca del sistema de gobierno que nos es mas conveniente? » ¿ En qué especie de gobierno hemos vivido despues de la recu- » peracion de nuestros derechos en 1810, á que tan injusta- » mente se da el titulo de insurreccion? No hemos conocido » mas que el despotismo bajo los gobernadores y vireyes, y » bajo las juntas, los trinnviro y directores; pero sin el orden » que en aquel proporciona el temor, y con todo el compuesto » de las ideas tan bellamente pintadas por los escritores de la » nacion que alborotó el mundo, para darle el ejemplo de los » tristes resultados de que todos somos testigos, y á que vamos » marehando con la mayor aceleracion. »

De estas premisas, que no carecian de verdad, deducia sus consecuencias, pretendiendo probar que la monarquía constitucional era á la vez que un gobierno racional, el mas adecuado á las costumbres y aun á las preocupaciones de la América. deducciones falsas, que mezcladas con argumentos extravagantes sobre la legitimidad de la dinastía americana de los Incas. harian dudar de su recto juicio, si no hubiesen sido efectivamente estas las ideas de la mayoría de los hombres pensadores de aquella época.

Ideas
de la mayoría
en esa época.

Los Americanos de entónces, en odio á la España y á los Españoles, se consideraban descendientes de las razas indígenas, sin recordar la sangre española que corria por sus venas; y en sus

procla
manes
los pa
tuían
republ
¿ Qué
época?
En c
titucio
á él;
consid
el esta
como
para c
mas fá
gurar
en el r
sil. As
la casa
organi
rodean
import
nacion

(1) E
Martín
» me a
» el efe
» sentin
» y por
» hace

(2) E
D. Gre
por el i
nárquic

Á fin
immort
regimio
bros de

proclamas, en himnos patrios, invocaban con entusiasmo los manes de Manco Capac, de Montezuma y de Atahualpa, como á los padres y protectores de la raza americana. Los Incas constituían en aquella época la mitología de la revolucion, y aun los republicanos creían en ella como en una religion verdadera. ¿Qué extraño es que Belgrano participase de las ideas de su época?

En cuanto al establecimiento de un sistema monárquico constitucional, agrega el general Mitre, San Martin no era antipático á él; y aunque republicano por inclinacion y por principios (1), consideraba muy difícil y poco fructífero, ya que no imposible, el establecimiento de un orden democrático; porque pensaba, como Belgrano, que faltaban elementos sociales y materiales para constituir una república, y que con una monarquía era mas fácil consolidar el orden, fundar la independencia y asegurar la libertad, conquistando por el hecho alianzas poderosas en el mando, y neutralizando á la vez el antagonismo del Brasil. Así es que no estaba distante de aceptar la restauracion de la casa de los Incas; pero no como un fin, sino como un medio, organizando bajo sus auspicios una regencia unipersonal, que rodeando á la autoridad de mas facultades y de mas prestigio, no importase la innovacion otra cosa, sino el cambiar la dominacion de director supremo por la de regente del reino (2).

(1) En una carta que original poseemos en nuestro archivo, decia San Martin á Godoy Cruz, de fecha 24 de mayo de 1816: « Si yo fuese diputado, me aventuraria á hacer al congreso las siguientes observaciones, y para el efecto haria mi introduccion de este modo, propio de mis verdaderos sentimientos: **SOBERANO SEÑOR, un Americano republicano por principios y por inclinacion, pero que sacrifica este mismo por el bien de su patria, hace al congreso presente, etc., etc.** » (MITRE.)

(2) El hecho siguiente, que nos ha sido referido por el venerable patriota D. Gregorio Gómez, en el cual tomó parte, corrobora el juicio emitido por el ilustrado autor de la *Historia de Belgrano* en cuanto á las ideas monárquicas de San Martin.

Á fines del año 1812 el Sr. D. Antonio José Escalada, despues suegro del inmortal general San Martin, daba en su casa un gran banquete al jefe del regimiento de los granaderos de á caballo, y al cual asistieron los miembros del gobierno y los personajes mas caracterizados de la revolucion;

1816.

A San Martin
no era antipático
la monarquía.

Ideas
de San Martin.

1816.
San Martín
y Belgrano
influyen
para la declaración
de la
Independencia.

Así, en uno de los momentos mas solemnes de la historia argentina, San Martín y Belgrano se hallaron al lado del congreso de Tucumán, inoculándole su espíritu, excitándolo á declarar la independencia, prestándole el apoyo de su nombre y de su espada, y participando de las mismas ideas políticas; con la diferencia de que en Belgrano, las convicciones monarquistas eran hijas del sentimiento, y en San Martín eran producto de la reflexion. ¡ Singular fenómeno! Estos dos hombres, que tan mal comprendian entónces la opinion dominante de la mayoría en cuanto á la forma de gobierno, fueron las dos robustas columnas en que se apoyó el congreso de Tucumán, los verdaderos autores de la independencia argentina, y los que con sus victorias posteriores hicieron posible su declaratoria y obligaron al mundo á reconocerla como un hecho incontestable. Sus ideas personales, que ninguna influencia tuvieron en el giro de la política interna, y que ellos jamas procuraron hacer predominar por otros medios que los de la propaganda parcial, se han convertido en polvo, como esos adornos de mar-

entre estos se distinguian los señores San Martín, Belgrano, Rivadavia, Puyrredon, Zapiola, Murguindo, Alvear, Anchoris, Monteagudo, Gómez (D. Valentín), Passo, etc.

Al servirse los postres, San Martín se levantó é invitó á los concurrentes para que le acompañaran á brindar por que todos los buenos patriotas, uniendo sus esfuerzos, concurriesen resueltamente al establecimiento de una monarquía constitucional, como base indispensable para asegurar la independencia y consolidar un orden de cosas estable y adecuado á la educacion del pueblo cuyos hábitos y tradiciones de tres siglos le imponian esa forma de gobierno como la única salvadora; el coronel San Martín terminó demostrando elocuentemente la absoluta falta en que se encontraban las antiguas colonias hispano-americanas de los elementos mas necesarios para fundar, con algun éxito, el sistema democrático, adoptado por nuestros hermanos del Norte.

El Sr. Rivadavia, con ese entusiasmo de los primeros años, con ese amor á la libertad que la grandiosa obra del inmortal Washington habia inspirado á los corazones americanos, contestó al coronel San Martín rechazando enérgicamente su proyectada monarquía, increpándole falta de patriotismo, y sosteniendo con todo el ardor de su pasion la posibilidad de arraigar las instituciones democráticas en el suelo argentino. La irritacion que ese pensamiento produjo en el ánimo del ilustre patriota llegó á tales proporciones que ame-

fil de
tallad
tiva d
la his
moná
esta f
los ac
fueron
deros
Dur
gener
tomad
olvida
escua
buque
causan
didas
Con

nazó á
adversa
Las
vaba q
grano,
Montea
por las
en toda
digno
Gómez
todo lo
simpat
Belg
quía en
de den
tres añ
Europa
cuanto
fuerte
una m
de los

fil de las estatuas antiguas, mientras el mármol en que estaban talladas sus nobles formas, han resistido á la accion destructiva del tiempo. Solo los que están en los secretos íntimos de la historia, saben que San Martín y Belgrano profesaron ideas monárquicas, y que algunas veces aconsejaron la adopcion de esta forma de gobierno, sin pretender torcer el curso natural de los acontecimientos; pero lo que nadie ignora, es que ellos fueron los ilustres padres de la República Argentina, y los verdaderos autores de su independencia.

Durante el gobierno del general Alvarez empezó á organizar el general San Martín el ejército de los Andes, y entre las medidas tomadas con relacion á la guerra de la independencia, no debe olvidarse la del curso marítimo á que destinó los buques de la escuadra que no fueron vendidos. El coronel Brown con tres buques fué mandado al Pacífico, otros al Atlántico, y todos causaron serios cuidados á la marina española y notables pérdidas á su comercio.

Como los sucesos de armas habian demostrado la falta que el

nazó á San Martín con una botella de agua, la cual habria lanzado sobre su adversario sin el brazo de Alvear que le contuvo.

Las opiniones de los concurrentes se dividieron, pero fácilmente se observaba que la mayoría apoyaba á San Martín. Entre estos se hacian notar Belgrano, Murguiondo, Alvear, Zapiola, Anchoris y Puyrredon. En cuanto á Monteagudo, Passo y Gómez (D. Valentín), se pronunciaron calorosamente por las ideas desarrolladas por Rivadavia. Muy luego se hizo trascendental en toda la ciudad de Buenos Aires lo ocurrido en el banquete dado por el digno patriota Escalada, y segun nos lo asegura el mismo Sr. D. Gregorio Gómez (quien á los 84 años de edad conserva la memoria en toda su lucidez), todo lo mas ilustrado é inteligente de la sociedad porteña acogió con viva simpatía el proyecto de monarquía constitucional propuesto por San Martín.

Belgrano y San Martín conservaron siempre su fe; para ellos la monarquía era una necesidad de existencia, como tendremos ocasion mas adelante de demostrarlo con documentos irrecusables. Rivadavia se habia convertido tres años despues, vencido por la experiencia de los hechos. Su misión á Europa el año 1815 suministra pruebas evidentes de su arrepentimiento. En cuanto á Monteagudo, sus escritos y la tradicion prueban que fué la mas fuerte columna en que se apoyaron los proyectos de San Martín para fundar una monarquía constitucional é independiente en el Perú, bajo la dinastía de los Borbones españoles, rechazada por el virey La Serna.

1816.

Ambos profesaron ideas monárquicas

Parte de la escuadra es destinada para corso.

1816.
Thompson marcha
para los
Estados Unidos
en busca
de oficiales.

Beauchef, Brayer,
O'Brien
Miller y Cramer.

Fracasa
el proyecto
de conscripcion.

Se propone
introducir
la navegacion
á vapor.

Buenos Aires
se empeña
en emancipar
el continente.

ejército tenía de buenos oficiales, fué enviado en enero de 1816 el coronel D. Martin Thompson á Estados Unidos á promover la venida de los que quedaban sin empleo en Europa á consecuencia de la paz general. Esta mision tenia tambien por objeto solicitar el apoyo de aquel país, ofreciendo ventajas comerciales superiores á las que gozaban los Ingleses. Esta demanda era en realidad extemporánea, y el gobierno americano se limitó á mandar dos años despues una comision para examinar el estado del país. Algunos oficiales, ó que se decian tales, vinieron; pero, con excepcion del Frances Beauchef, los demas no sirvieron sino de estorbo. Por esta misma época y por otros conductos, llegaron otros oficiales extranjeros de mérito, á quienes debe el país buenos servicios, como Brayer, O'Brien, Miller y Cramer (1).

El director Alvarez hizo la primera tentativa de establecer el sistema de conscripcion para la remonta del ejército, sobre la base del uno por ciento de la poblacion masculina; esta medida fué rechazada entónces por la junta de observacion; despues la adoptó el congreso.

Es digno de recogerse tambien por la historia el hecho de haber solicitado en ese tiempo una compañía extranjera un privilegio para introducir la navegacion á vapor, aplicándola á los rios interiores como habia empezado á practicarse en Estados Unidos; las disensiones internas malograron por entónces este progreso (2).

Terminada la campaña de Montevideo, el directorio de las Provincias Unidas se empeñó en promover la emancipacion política del continente. Los Españoles eran dueños de la inmensa costa del Pacifico. Chile, esa ciudadela de América, sostenía el yugo de Osorio, su inepto prócansul. El Perú acataba á

(1) El envío de la escuadra al Pacifico y la venida de muchos oficiales franceses y norte-americanos fueron promovidos por D. José Miguel Carrera, y los emigrados chilenos que le acompañaron. La escadrilla de Brown se componia del *Hércules*, propiedad suya; la corbeta *Halcon* y bergantín *Trinidad*, del gobierno argentino; y el *Uribe*, propiedad de un presbítero chileno que se embarcó en él y pereció al doblar el cabo de Hornos.

(2) Véase la *Historia Argentina*, por D. Luis DOMÍNGUEZ, pág. 387-8.

su virey y gemia bajo el peso de un ejército de mas de 20,000 hombres. Colombia, alternativamente presa de tiranos ó redimida por sus afamados capitanes, no afianzó su suerte hasta mas tarde.

El gobierno de Buenos Aires se propuso armar una escuadrilla para que operase en el Pacifico, y formábase ya el ejército que, mandado por el general San Martin, atravesó los Andes y conquistó la independencja de dos grandes secciones de la América.

Brown ajustó honorablemente con el gobierno sus servicios en sosten de la causa americana; y en setiembre de 1815 izó su gallardete en el *Hércules*; su hermano Miguel mandaba el *Trinidad*, bergantín de 16 cañones y ciento treinta hombres. Los emigrados chilenos, como se ha dicho, auxiliaron con una goleta.

La navegacion hasta pasar el cabo de Hórnos nada presentó de notable; pero obligado por los vientos y las mareas á entrar en el estrecho de Magallanes, el bergantín *Trinidad* hubo de naufragar muchas veces en las costas y peligrosas caletas de aquellos parajes. En este infausto derrotero tocó en la Tierra del Fuego, la bahía Temor y el cabo Piléres. En fin se reunió al *Hércules* en la isla de Mocha, acompañado de una goleta que habia apresado precedente de Lima á Chile, y del corsario *Halcon*, que llegaba de Buenos Aires. Los buques se dirigieron á Valparaiso, ménos el *Hércules*, que se encaminó á la isla de Juan Fernández en el archipiélago de Chiloé, para libertar á los patriotas confinados en aquel presidio. Pero nuevos contratiempos le impelieron hasta el Callao, apresando en esa ruta un buque precedente de Guayaquil, el cual conducia al teniente coronel granadino Banégas, prisionero y con grillos. El 14 de enero de 1816 se le unieron el *Trinidad* y el *Halcon*. El 16 fué apresado el bergantín *San Pablo*, el 18 tomó un pailebot, echando á pique un bergantín; el 21 se apoderó de un místico, y el 23 fondeó la expedicion en el puerto del Callao, defendido por una de las mejores fortalezas del Nuevo Mundo. Brown inmediatamente tripula algunos botes con sus mejores marineros y tropa y los destina al ataque, que no se verificó,

1816.

Su estado en esta época.

Armamento de una escuadrilla: su objeto.

Brown es nombrado jefe de ella.

Pasaje del cabo de Hórnos.

El *Halcon*

Isla de Juan Fernández.

El teniente coronel Banégas.

La expedicion fondea en el Callao.

enero de 1816
 as á promover
 ropa á conse-
 ien por objeto
 as comerciales
 demanda era
 no se limitó á
 ainar el estado
 inieron; pero,
 sirvieron sino
 conductos, lle-
 ienes debe el
 er y Cramer (4).
 e establecer el
 rcito, sobre la
 a; esta medida
 on; despues la
 ia el hecho de
 extranjera un
 , aplicándola á
 icarse en Esta-
 n por entónes
 rectorio de las
 a emancipacion
 eños de la in-
 América, sopor-
 Perú acataba á
 muchos oficiales
 José Miguel Car-
 scadrilla de Brown
 Halcon y bergantín
 de un presbítero
 de Hórnos.
 , pág. 387-8.

1816

Primer ataque.

Pérdida
de la fragata
española
Fuerte Hermosa.

Toma
de la *Candelaria*
y de la
Consecuencia.

La expedición
se hace á la vela
para Guayaquil.

Llegada
á ese puerto.

Toma del fuerte
Punta de Piedras.

Toma
de otro fuerte:
saqueo
de la ciudad.

porque se separaron en medio de la oscuridad de la noche. El enemigo habia colocado una batería en la playa desde que observó los buques argentinos; y al día siguiente las embarcaciones mayores y varias lanchas armadas hicieron sobre ellos un fuego sostenido, pero poco certero. Empeñóse un combate que se prolongó la mitad de un día. La fragata española *Fuerte Hermosa* fué echada á pique, y muchos buques de la misma nacionalidad quedaron estropeados. Entregado el Callao al terror y al asombro de tamaño esfuerzo, tres veces se sucedieron los ataques. El jefe de la plaza llegó á ofrecer cien pesos á cada hombre que montase unos lanchones planos que aprestó al comercio. El bloqueo se prolongó quince días mas, y en ese intervalo fueron apresadas á la vista de la plaza, y de su enfurecida guarnicion, la *Candelaria* y la *Consecuencia*, que traia de Cádiz un rico cargamento y pasajeros de nota, entre ellos al brigadier D. Juan Manuel Mendiburu.

Entretanto el jefe de Nueva Granada, que como hemos dicho fué libertado por Brown, y que habia salido de Guayaquil el mes ántes, daba esperanzas de la rendicion de aquel puerto, pues habian marchado sus tropas para Quito. La expedición se dió á la vela, dejando en la isla de Mortajado los prisioneros para su mayor seguridad con los víveres correspondientes.

El 3 y 7 de febrero fueron tomados dos bergantines, fondeando el convoy, el 8, en una isla á la entrada del rio Guayaquil.

Resuelto el ataque en esa misma noche y trasbordado Brown al *Trinidad*, escogió la mejor gente para asaltar el fuerte *Punta de Piedras*, coronado por doce piezas de á 24 y 18. Aquellas baterías son destruidas, quedan clavados y desmontados los cañones y Brown se dirige sobre la ciudad.

En los suburbios se habia situado una fuerte batería, pero los enemigos fueron desalojados de ella. Un oficial con un bote del bergantin y el de la goleta del convoy desembarcaron y clavaron la artillería, pero en vez de regresar inmediatamente á sus buques, empezaron á saquear la ciudad.

No quedaba por vencer sino una última batería de cuatro ca-

ñones de á 24. El bergantín estaba ya sobre ella casi á tiro de pistola, y el enemigo habia armado la bandera, cuando un incidente tan natural como imprevisto cambió en un momento el triunfo en cautiverio. El bergantín, privado de sus botes, que se habian demorado en tierra, queda varado por una repentina bajamar. Entónces fué fácilmente abordado, y su cubierta quedó empapada en la sangre de los combatientes. Brown se arroja al agua con dos marineros exponiéndose á que lo devorasen los caimanes, de que el rio estaba plagado, para refugiarse en la goleta. Sus dos compañeros, alcanzados por el plomo enemigo, espiraron. Brown no puede vencer la corriente y vuelve al bergantín en medio de una lluvia de balas. Asímbra de su presencia y de su audacia el enemigo. Toma Brown una mecha encendida, y precipitándose á la santabárbara, jura hacer volar el buque si él y cuantos estaban á bordo no son tratados como prisioneros de guerra. Así lo prometió solemnemente el gobernador espantado, y entónces nuestro comandante se entrega. Brown entró en Guayaquil envuelto en la bandera de la patria por todo ropaje, pues habia perdido sus efectos. Verdad es que el mismo gobernador, reducido prontamente á términos mas corteses y humanos, le vistió con su propia ropa á pesar de tener corpulencia doblemente mayor que la de su nuevo protegido. Este mismo, expuesto en los primeros momentos á todos los furores de la plebe ó de la autoridad española, se sienta ese mismo dia en la mesa del gobernador y es objeto de la fina cortesía del obispo.

Entretanto los demas buques del convoy que habian quedado en Puna, se presentan al dia siguiente en línea de ataque sobre Guayaquil, para vengar la desgracia de su jefe. El enemigo, que habia celebrado con engreimiento un inesperado favor de la fortuna, se ve obligado á capitular recelando tambien una sublevacion en la ciudad. Van y vienen los parlamentos de la plaza, y al fin estipuló un convenio por el cual Brown y los prisioneros fueron puestos en libertad, entregándose por nuestra parte la *Candelaria*, cuatro buques con los cargamentos y los prisioneros, y la cor-

1816.

Repentina bajamar;
el bergantín
queda varado.

Heteroismo
de Brown.

Brown prisionero
en casa
del gobernador.

Capitulacion.

Canje
de prisioneros.

1816.

Avaricia
del capitán
del *Halcon*.

respondencia de Cádiz tomada en la fragata *Consecuencia* (1).

Dejando á Guayaquil, hizo Brown ruta á las costas de Chile. Suscítale entónces dificultades la avaricia de uno de sus compañeros en esta expedición. El capitán del *Halcon* pidió decididamente su parte en las presas, declarando que no pasaría mas el cabo de Hórnos. Dirigióse, pues, Brown á una de las islas de Galápagos, y adjudicó uno de los buques apresados, ava-

(1) Véase cómo refiere esos mismos sucesos el mas imparcial é ilustrado de los historiadores españoles, general Camba, así como los esfuerzos heroicos hechos por el bravo marino argentino :

« Recibióse en Potosí el 26 de febrero el correo de Lima, y por él la noticia de quedar bloqueado el puerto del Callao por cuatro buques de guerra, pertenecientes á Buenos Aires, al mando del Ingles Brown. Esta escuadra se armó y preparó en el Rio de la Plata, despues de la pérdida de la española, que auxiliaba poderosamente la defensa de Montevideo. Y nótese que cuando en 1813 la guarnición de esta plaza, aunque compuesta de 6,000 hombres, entre ellos 4,000 veteranos, no podía dar un paso por tierra que no fuese marcado con pérdidas y quebrantos, como dice Torrente, « seguía la marina, » continúa, ejerciendo una decidida superioridad, y era la única fuerza que » podía hostigar con fruto á los rebeldes. Valiéndose de esta ventaja, no » habia punto de la costa que pudiera sustraerse á su poder, y el número » de sus triunfos se contaba por el de sus empresas, sin que hubiera tenido » mas contraste que en el desembarco de 250 hombres, verificado en el » mes de febrero en las inmediaciones de San Lorenzo. » Esto no obstante, al año siguiente de 1814, despues de referir el citado historiador las diversas facciones que dividian á los revolucionarios, dice : « Sin embargo de tan horrorosa discordia, iban tomando bastante incremento las » tropas de la capital (Buenos Aires) y su marina. Mandada esta por el » Ingles Brown, bien provista de todos los pertrechos guerreros proporcionados por este aventurero y por sus paisanos, atacan la escuadra realista » y la vencen en 16 de mayo. Faltando á los sitiados este único recurso que » les quedaba para proveerse de viveres, caen en el mayor desaliento; y to- » mando al mismo tiempo los negocios un aspecto mas serio por la parte » de tierra, se rinde finalmente (Montevideo) y se pierde con aquella plaza » el paladion de la autoridad real en la América meridional. »

Tan extraordinaria fortuna puso al gobierno de Buenos Aires en estado de destinar al mar Pacífico la escuadra que al principio del presente año de 1816 se presentó en la boca del puerto del Callao, durante cuyo bloqueo, aunque de corta duracion, tuvo Brown la suerte de apresar dos fragatas mercantes, la *Consecuencia*, procedente de la Península, y la *Candelaria*, de Chile. En la primera, ricamente cargada, fueron prisioneros varios pasajeros y entre ellos el brigadier D. Juan Manuel de Mendiburu, nombrado gober-

luado en treinta mil fuertes, al reclamante, quien de allí partió, según noticias de aquel tiempo, á Filipinas.

La expedición siguió hácia el puerto de San Buenaventura, para proveerse de víveres, que le hacian gran falta, y reparar el bergantín *Halcon*. Anclados los buques en un espacioso y seguro amarradero, fueron despachados el cirujano, que era Inglés, y el jefe granadino, de que hemos hablado, á Cali y Po-

1816.

Puerto de San Buenaventura.

nador de Guayaquil por Su Majestad, los cuales todos debieron poco después su libertad al temerario arrojo del enemigo. El virey de Lima supo en marzo de 1815 el apresto y destino de esta escuadra al mando de Brown, como él mismo confiesa en la relación de su gobierno. Parecía imposible que los independientes de Buenos Aires se hubiesen decidido á semejante empresa, á no contar sobre seguro con la variación de destino del ejército expedicionario del mando del general Morillo, *cuya noticia tuvieron con anticipación, pues debiendo oponer fuerzas á aquellas fuerzas, no hubieran debilitado los que debían obrar sobre el agua*. De aquí concluía el virey: « que sus agentes (los de Buenos Aires) en Europa penetraron el misterio del destino de las tropas para comunicarlo á sus comitentes con la mayor anticipación, y que ha sido tan útil á los revolucionarios como perjudicial á este virreinato. »

La primera noticia que se tuvo en Lima de que una escuadra enemiga cruzaba entre las islas de las Hormigas y el Callao, aunque sin dejarse ver de tierra, la comunicó el subdelegado de Chancay con referencia á los prisioneros, que venciendo gravísimos peligros habían logrado escaparse de dichas islas y aportar en una lancha á dicha costa. El virey expidió inmediatamente las órdenes oportunas para la vigilancia y posible defensa de la costa, reforzó las observaciones de caballería del país con destacamentos de los escuadrones de húsares y dragones peninsulares, aumentó la guarnición de los fuertes del Callao con tropa de Estremadura, mandó que los buques surtos en el puerto se acoderasen de la manera mas conveniente á juicio del jefe de apostadero; apostó una goleta correo en las islas de San Gallan y el falucho de rentas á sotavento del puerto para dar avisos, y finalmente apeló al acreditado patriotismo del consulado para un armamento especial *en circunstancias que la marina no podía prestar auxilio alguno* porque carecía de fuerzas, y la real hacienda no se hallaba en estado *de emprender erogación por pequeña que fuese*.

Dos días después de recibida la expresada noticia, es decir, el 21 de enero, á las tres y media de la tarde, los cuatro buques enemigos se avistaron como 4 leguas al oeste del Callao con banderas largas. El virey repitió sus prevenciones y muy particularmente á los buques que se hallaban en el puerto, con el fin de precaver que pudiesen ser incendiados por sorpresa, como tal vez fué la intención de Brown. Este atrevido marino atacó en efecto con cinco

1816.

Pérdida
del *Halcon*.Contrariedades
causadas
por la demora
del cirujano.

payan, en busca de auxilios, y para anunciar á las autoridades patriotas el arribo de una fuerza amiga. Mas allí se tumbó el *Halcon*, y lo peor es que al dia siguiente dió bordaje sobre el transporte que guardaba el escaso repuesto de víveres, echando todo á pique. El *Halcon* fué abandonado enteramente.

Cuarenta y un dia largos y tristísimos pasó Brown en esa bahía de San Buenaventura, cuyo nombre parecia una amarga

ó seis botes armados la bahia cerca de los cuatro de la mañana del dia siguiente 22, sosteniendo el ataque con una fragata y un bergantin; pero fué bravamente repelido por un lanchon y nuestros botes tambien armados. Repitieron los enemigos su empeño en la noche del 27 de enero bajo la proteccion de uno de sus buques mayores á la vela, mas despues de un largo fuego de cañon y de fusil fueron tambien rechazados con la pérdida de 29 hombres muertos, considerable número de heridos y no pocas probables averías en el buque que mas sostuvo el fuego.

« Con un descalabro semejante, dice el virey, y con el temor de que las fuerzas sutiles del puerto se empleasen contra su escuadrilla, pues á su vista se trabajaba de dia y noche en su apresto, igualmente que en el de los buques del comercio, dieron la vela despues de algunas presas que la casualidad les proporcionó en la boca del mismo puerto, y á las que no pudo alcanzar el recurso de las embarcaciones apostadas en los puntos de recalada; pero no fué sin fruto esta medida que libró al navio de la compañía de Filipinas, nombrado *San Fernando*, cuyo valioso cargamento procedente de Panamá era de sumo interes para este comercio.

» Hasta el 6 de febrero no pudieron evacuarse en el Callao los aprestos de la armadilla compuesta de sus buques con la fuerza de 126 piezas de cañon, 980 libras proporcionados á sus portes y 980 hombres de tripulacion y guarnicion, incluso los artilleros é infantes que se consideraron necesarios para su auxilio, quedando por fuerza sutil para defender el puerto cuatro lanchas cañoneras, un lanchon con un cañon de á 18 y la lancha de la fragata *Piedra* con uno de á 12, y ademas de los botes de fuerza de su dotacion los del comercio que se hallaban en estado de rendir provecho ó hacer algun servicio en la bahia.

Habiendo desaparecido la escuadra enemiga del Callao, y á pesar de que las probabilidades inclinaban á creer que hubiese hecho rumbo al norte, el consulado despachó la armadilla de su armamento hácia el Sur, dándola las instrucciones á que habia de sujetarse. Á los pocos dias de haberse hecho á la mar estos buques, se recibió parte de que los enemigos se habian avistado sobre la costa de Tumbes, y fué preciso despachar un alcance á nuestra armadilla para que, retrocediendo al Callao, pudiera luego seguir en demanda de la de Brown. Este mas arrojado que prudente entró en el rio de Guayaquil, dice el virey, con un bergantin y una goleta, y rindiendo la bateria de

ironía de su estado y del de su gente. La falta de alimentos y el clima habian originado el desaliento y las enfermedades. El cirujano no parecia. Sabíase entretanto que el general Morillo avanzaba rápidamente sobre esa parte de la costa. Decidió entonces Brown hacerse á la vela, sufriendo la pesadumbre de abandonar á su fiel amigo el médico de la expedicion, y despues de pagados los individuos de los buques y de permitir que se

1816.

Partida.

• *Punta de Piédras* por su cortísima guarnicion y falta de municiones, subió hasta ponerse frente al fuerte de San Carlos. Allí sufrió el bergantín á tiro de fusil pérdida considerable en su tripulacion, y obligado por el fuego de una partida de 50 hombres de infantería, y otra con que fué socorrida aquella, baró el buque rindiéndose á las armas del rey con el principal jefe de los piratas que se hallaba á su bordo. Á los cinco dias se presentó el resto de la expedicion batiéndose con el fuerte de la Cruz, que se habia formalizado por la actividad del coronel Bejarano en paraje avanzado mas de 900 varas al de San Carlos.

• El acertado fuego de esta batería hizo fondear á la fragata fuera del tiro, á repararse de los daños que habia recibido en el casco y arboladura, y convencido el enemigo de la imposibilidad de vencer este punto, desistió de su empresa y pasó á tratar con el gobernador sobre el canje del general de aquella escuadrilla con los prisioneros que traía á bordo, hechos en el puerto del Callao, y que venian de pasajeros desde Cádiz en la fragata *Consecuencia*. Nadie dudaba, segun este, que sería desechada semejante proposicion porque siendo ventajosa la situacion del gobernador de Guayaquil, era este el caso forzoso de dictar la ley á los piratas. Á pesar de todo, la sorpresa del público, del comercio y la de este gobierno fueron grandísimas al ver concedida en todas sus partes la transaccion propuesta por el enemigo, devolviéndolo al caudillo principal, alma de la empresa, para continuar sus hostilidades en toda la extension del Pacífico.

Vuelto Brown al mando de su escuadra, á consecuencia del canje de prisioneros acordado por el gobernador de Guayaquil, hizo rumbo hácia la costa de Panamá, miéntras los buques armados españoles se hallaban en la de Chile. Á haber contado el virey del Perú con fuerzas navales competentes, ó no se hubiera realizado esa atrevida expedicion, ó habria sido el enemigo prontamente perseguido y acaso provechosamente escarmentado. El puerto del Callao era, por su posicion central, el mas propio y adecuado para mantener en él el armamento marítimo que las circunstancias reclamaban; pero esta necesidad reconocida y representada al gobierno supremo por todos los jefes superiores del país, no pudo nunca llegar á ser útilmente satisfecha, y aun quiso nuestra desgracia que los buques de guerra españoles que pasaron

1816.

quedasen los que se lo pidieron, se lanzó de nuevo al mar con hombres enfermos, y sin recursos ni esperanzas.

Las islas Malvinas.

Al doblar el cabo de Hórnos, cuyas tempestades ya habian estremecido sus embarcaciones, estalló á bordo un incendio que logro apagarse por la misericordia divina. Un huracan arrojó despues al *Hércules* sobre Puerto Egmont en las Malvinas, y de aquella latitud no se resolvió el comandante á dirigirse al Rio de la Plata, pues acababa de ser informado por el bergantín *Fanny*, procedente de Montevideo, que se aguardaban del Brasil fuerzas de mar y tierra para sofocar la revolucion en el antiguo vireinato de Buenos Aires. Así que despues de consultar la opinion de sus oficiales en un consejo á que los convocó, quedó decidido que se recalase bajo otra bandera en el puerto de Pernambuco. Así se efectuó y siguió desde allí con rumbo á la isla de Barbada, una de las pequeñas Antillas, consultando la ventaja de entrar en una buena rada y de ser aquel un país

Llegada á Barbada.

neutral donde esperaba hospitalidad para su gente. El veinte y cinco de octubre fondeó frente de Bridge Town; pero la circunstancia de haber habido dos meses ántes una sublevacion de esclavos, habia hecho tomar al gobierno local de aquella colonia británica particulares precauciones. El *Hércules* fué escrupulosamente observado, llevado á tierra Brown é intimidado por el gobernador de que saliese para otro cualquier puerto. Segunda vez fué detenido el *Hércules* por un buque de guerra de Su Majestad Británica, y de nuevo puesto en franquía, hasta que salió por fin con rumbo á la isla de Antigoa.

Escrúpulos
da su gobernador.Salida
para Antigoa.

Piratería inglesa.

Inducíalo á ir á ese puerto el consejo del comandante de un buque ingles, que se dirigia al mismo destino. Con pérvido artificio, indigno de la lealtad inglesa, logró este oficial apoderarse en esta travesía del errante bajel con los valores que llevaba, y del jefe, á quien habia logrado engañar. Lamentable es recor-

al Pacífico viniesen á aumentar el poder naval de los independientes de la manera que se irá viendo.

(Véase *Memorias para la historia de las armas españolas en el Perú*, por el general CAMBA, tomo I, pág. 198-199.)

dar que
la ciuda
mente
grave e
Apeló e
compañ
ingles e
terra no
suplant
de Ant
justos r
ruina d

En m
se reun
era par
mas re
miento
hizo po

En l
con las
minaba
ciudad
Gorriti
fray C
Bárros
Serran
D. Tou
Manue

Aun
de los
cion, e
dades
diputa

(A) V
argenti

dar que todos los individuos fueron confinados á doce millas de la ciudad, en la bahía de San Juan, donde murieron miserablemente tres oficiales y muchos marineros. Allí sufrió Brown una grave enfermedad, que lo tuvo á las puertas de la muerte. Apeló enérgicamente del pirático procedimiento de que él y sus compañeros habian sido víctimas. Sin embargo, el almirantazgo inglés declaró el buque y su carga buena presa, pues la Inglaterra no reconocia aun la existencia de los gobiernos que habian suplantado en América el dominio de la metrópoli. Brown pasó de Antioya á Lóndres, donde promovió durante un año sus justos reclamos, en medio de los conflictos, consiguientes á la ruina de su fortuna y á la disminucion de su crédito (1).

En medio de la difícil situacion que alcanzaba la República, se reunió el congreso de Tucuman, el dia 24 de marzo, el cual era para los pueblos argentinos la última áncora echada en lo mas recio de la tempestad. Este congreso fué hijo del movimiento revolucionario que derribó á Alvear, y su convocacion se hizo por un bando del cabildo de Buenos Aires.

En la composicion de esa asamblea, que abrió sus sesiones con las dos terceras partes de sus miembros presentes, predominaban los elementos legista y clerical. En su seno figuraban ciudadanos muy dignos é ilustres, entre otros: D. José Ignacio Gorriti, D. Antonio Sáenz, fray Justo de Santa María de Oro, fray Cayetano Rodríguez, el padre D. Pedro Ignacio Castro Barros, los doctores D. Juan José Passo y D. José Mariano Serrano, D. Pedro Medrano, D. Francisco Narciso Laprida, D. Tomas Godoy Cruz, D. Eduardo Pérez Búlnes, D. Tomas Manuel Anchorena y varios otros.

Aunque todos los miembros del congreso estaban animados de los mejores deseos de poner término á los males de la situacion, empezáronse muy luego á diseñar en su seno tres entidades colectivas, que hacian augurar próximas divisiones. Los diputados de Buenos Aires constituían la seccion que tenia

(1) Véase la biografía del almirante Brown, en la *Galería de celebridades argentinas*, por José Tomas Guido, pág. 132-134.

1816.

Enfermedad de Brown.

Declaracion del almirantazgo inglés.

Su arribo á Lóndres.

Reunion del congreso de Tucuman.

Algunos de sus ilustres diputados.

Tres entidades colectivas de su seno.

1816

levantado el pendon del *centralismo*, en oposicion á los diputados de las provincias, que se inclinaban al federalismo. La tercera entidad se formaba de los diputados del Alto Perú, elegidos por los emigrados que se habian refugiado en Tucuman, Salta y Jujuí, despues de la derrota de Ayouna. Sin embargo, estos tres partidos tenian un propósito comun, y era trasladar el asiento del gobierno al interior del Perú, restableciendo, si era posible, la antigua monarquía de los Incas.

Rebelion
de Martin Güémes.

Como el congreso asumia una representacion soberana, se consideraba no con el derecho, si no en el deber, de ejercer facultades administrativas y económicas. Por esta razon, sus trabajos fueron al principio paralizados, primeramente por la abierta rebelion en que estaba D. Martin Güémes, gobernador de Salta, que terminó felizmente en el mes de abril por un avenimiento, á consecuencia del cual, aquel caudillo, á la cabeza de los gauchos salteños, fué en adelante el brazo fuerte que contuvo al ejército realista, cuya vanguardia avanzó hasta Jujuí. Despues estalló, el 13 de abril, una sedicion en la Rioja, encabezada por un oficial Caparros, que proclamaba los mismos principios de Artigas; el congreso envió contra los amotinados al teniente coronel Heredia, y la tranquilidad quedó restablecida.

Sedicion
y suasion
de Caparros
en la Rioja.

Rebelion
de Díaz Vélez.

En seguida tuvo lugar la rebelion de Díaz Vélez; el congreso tuvo que acudir allí por medio de su comisionado Carro; y como este suceso afectaba de un modo mas grave la suerte del país, procedió inmediatamente á hacer el nombramiento del director propietario.

D. Juan Martin
Puyrredon
director supremo.

Uno de los primeros actos del congreso fué pues nombrar para director supremo del Estado á D. Juan Martin Puyrredon; y para obviar los inconvenientes que nacia de la coexistencia de dos directores supremos, el congreso acordó se previniese á Balcarce, que mientras el electo no se apersonase en la capital, circunscribiese su autoridad á los límites de la provincia de Buenos Aires, obedeciendo las órdenes del nuevamente electo.

Cesacion
de D. A. Balcarce
en el mando.

En este año tuvieron lugar, en la capital, algunos sucesos bastante importantes, que cambiaron la faz política de los asun-

tos. El
D. An
para r
Franci
llegaba

En r
la altu
nuevo

á su m

la tier

lo únic

pueblo

de la i

clamó

Reunio

puso á

hada e

llenaba

mulada

interro

Unio

Españ

contes

la just

o van

en me

sencia

Hé a

AC

« E

Tuenn
y seis
vincias

tos. El cabildo y la junta de observacion intimaron al director D. Antonio G. Balcarce su cesacion en el mando, y nombraron para reemplazarle una comision gubernativa compuesta de D. Francisco Antonio Escalada y D. Miguel de Irigóyen, mientras llegaba el director nombrado.

En medio de tantas dificultades el congreso supo elevarse á la altura de la situacion, dando nueva vida á la revolucion y nuevo ser á la República por un acto vigoroso, que hará honor á su memoria, mientras el nombre argentino no desaparezca de la tierra; acto que aconsejaba la misma prudencia, porque era lo único que el congreso podia mandar, por ser lo único que los pueblos estaban dispuestos á obedecer. Tal fué la declaratoria de la independenciam. En efecto, el congreso de Tucuman proclamó á la faz del mundo la existencia de una nueva nacion. Reunido en su sala de sesiones, el dia 9 de julio de 1816, se puso á discusion la cuestion de la independenciam del país, señalada en el programa de sus trabajos; un pueblo numeroso llenaba la barra, y D. Narciso Laprida presidia la sesion. Formulada por el secretario la proposicion que debia votarse, interrogó á los diputados: *¿Si querian que las provincias de la Union fuesen una nacion libre é independiente de los reyes de España?* Todos á la vez, poniéndose espontáneamente en pié, contestaron por aclamacion que, « Sí, llenos del santo ardor de la justicia, » segun las palabras del acta, « y uno á uno sucesivamente reiteraron su voto por la independenciam del país, » en medio de los aplausos y de los vítores del pueblo, que presenciaba aquel acto memorable.

Hé aquí el texto de ese documento notable :

ACTA DE LA INDEPENDENCIA DE LAS PROVINCIAS UNIDAS
DEL RIO DE LA PLATA.

« En la benemérita y muy digna ciudad de San Miguel del Tucuman, á nueve dias del mes de julio de mil ochocientos diez y seis, terminada la sesion ordinaria, el congreso de las Provincias Unidas continuó sus anteriores discusiones sobre el

1816.

Comision
que lo reemplazó
provisoriamente.

Declaratoria
de la
independencia.

1816.

grande, augusto y sagrado objeto de la independencia de los pueblos que la forman.

Sentimiento
general
en favor
de la emancipacion.

» Era universal, constante y decidido el clamor del territorio entero por su emancipacion solemne del poder despótico de los reyes de España; los representantes sin embargo consagraron á tan arduo asunto toda la profundidad de sus talentos, la rectitud de sus intenciones é intereses que demanda la sancion de la suerte suya, pueblos representados y posteridad. Á su turno fueron preguntados : ¿ Si querian que las Provincias de la Union fuesen una nacion libre é independiente de los reyes de España y su metrópoli ? Aclamaron primero llenos del santo ardor de la justicia, y uno á uno reiteraron sucesivamente su unánime y espontáneo decidido voto por la independencia del pais, fijando en su virtud la determinacion siguiente :

Declaracion
solemne
de la
independencia.

» Nos los representantes de las Provincias Unidas de Sud-América, reunidos en congreso general, invocando al Eterno que preside al universo, en el nombre y por la autoridad de los pueblos que representamos, protestando al Cielo, á las naciones y hombres todos del globo la justicia que regla nuestros votos : declaramos solemnemente á la faz de la tierra, que es voluntad unánime é indubitable de estas Provincias romper los violentos vínculos que las ligaban á los reyes de España, recuperar los derechos de que fueron despojadas, é investirse del alto carácter de una nacion libre é independiente del rey Fernando VII. sus sucesores y metrópoli. Quedan en consecuencia de hecho y de derecho con amplio y pleno poder para darse las formas que exige la justicia, é impere el cúmulo de sus actuales circunstancias. Todas y cada una de ellas así lo publican, declaran y ratifican, comprometiéndose por nuestro medio al cumplimiento y sosten de esta su voluntad, bajo el seguro y garantía de sus vidas, haberes y fama.

Se manda
publicar.

» Comuníquese á quienes corresponda para su publicacion, y en obsequio del respeto que se debe á las naciones, detállense en un manifiesto los gravísimos fundamentos impulsivos de esta solemne declaracion.

» Dada en la sala de sesiones, firmada de nuestra mano,

sellado
diputado

sellada con el sello del congreso, y refrendada por nuestros diputados secretarios.

1816.

- » FRANCISCO NARCISO DE LAPRIDA, presidente y diputado por San Juan.
- » MARIANO BOEDO, vice-presidente y diputado por Salta.
- » DR. ANTONIO SÁENZ, diputado por Buenos Aires.
- » DR. JOSÉ DARREGUÉIRA, diputado por Buenos Aires.
- » FRAY CAYETANO JOSÉ RODRÍGUEZ, diputado por Buenos Aires.
- » DR. PEDRO MEDRANO, diputado por Buenos Aires.
- » DR. MANUEL ANTONIO ACEVEDO, diputado por Catamarca.
- » DR. JOSÉ IGNACIO GORRITI, diputado por Salta.
- » DR. JOSÉ ANDRES DE MELO, diputado por Chichas.
- » DR. TEODORO SÁNCHEZ DE BUSTAMANTE, diputado por la ciudad de Jujui y su territorio.
- » EDUARDO PÉREZ BÚLNEZ, diputado por Córdoba.
- » TOMAS GODOY CRUZ, diputado por Mendoza.
- » DR. PEDRO MIGUEL ARAOZ, diputado por la capital de Tucuman.
- » DR. ESTEBAN AGUSTIN GAZCON, diputado por la provincia de Buenos Aires.
- » PEDRO LEON GALLO, diputado por Santiago del Estero.
- » PEDRO FRANCISCO DE URIARTE, diputado por Santiago del Estero.
- » PEDRO IGNACIO RIVERA, diputado por Mizque.
- » DR. MARIANO SÁNCHEZ DE LORIA, diputado por Chárcas.
- » DR. JOSÉ SEVERO MALABIA, diputado por Chárcas.
- » DR. PEDRO IGNACIO CASTRO BÁRROS, diputado por la Rioja.
- » LIC. JERÓNIMO SALGUERO DE CABRERA Y CABRERA, diputado por Córdoba.
- » DR. JOSÉ COLÓMBRES, diputado por Catamarca.
- » DR. JOSÉ IGNACIO TOMAS, diputado por Tucuman.

1816.

- » FRAY JUSTO DE SANTA MARÍA DE ORO , diputado por San Juan.
- » JOSÉ ANTONIO CABRERA, diputado por Córdoba.
- » DR. JUAN AGUSTIN MAZA, diputado por Mendoza.
- » DR. TOMAS MANUEL DE ANGHORENA, diputado por Buenos Aires.
- » JOSÉ MARIANO SERRANO, diputado por Cháracas, secretario.
- » JUAN JOSÉ PASSO, diputado por Buenos Aires, secretario. »

La jura solemne.

El 21 se juró solemnemente la independencia en la sala de sesiones del congreso, con asistencia de todas las autoridades civiles y militares de Tucuman, protestando todos ante Dios y la patria, *promover y defender la libertad de las Provincias Unidas y su independencia del rey de España, sus sucesores y metrópoli, y de toda otra dominacion extranjera*, prometiendo sostener este juramento *hasta con la vida, haberes y fama*.

Resolucion sobre la bandera nacional.

El 25 de julio, por mocion del diputado de Buenos Aires, Gazcon, fué sancionada la siguiente ley: « Elevadas las Provincias Unidas en Sud-América al rango de una nacion, » despues de la declaratoria de su independencia, será su particular distintivo la bandera celeste y blanca, de que se ha » usado hasta el presente, y se usará en la sucesivo exclusivamente en los ejércitos, buques y fortalezas, en clase de » bandera menor, ínterin, decretada al término de la presente » discusion la forma de gobierno mas conveniente al territorio, » se fijen conforme á ella los jeroglíficos de la bandera nacional » mayor. »

Discusion sobre forma de gobierno.

Procediéndose en congreso á adoptar la forma de gobierno que era conveniente adoptar, hizo una mocion el diputado Acevedo, para que desde luego se diese principio á la discusion sobre la materia, pronunciándose por su parte en favor de la *monarquía temperada*, proclamando la dinastía de los Incas, y designando la ciudad del Cuzco como el asiento de la proyectada monarquía. Esta mocion fué aprobada, y para proveer al inte-

rinato y dar al gobierno una norma para proceder, se acordó que mientras que no se sancionase el nuevo reglamento, se rigiera por el estatuto provincial de 1813, que debía considerarse vigente.

El asunto de forma de gobierno dió lugar á una notable y larga discusion, en que cada cual expuso sus opiniones como le plugo.

Conociendo el congreso las ideas de Belgrano, y deseando ser instruido por él acerca de las disposiciones de los gabinetes europeos respecto de la revolucion americana, acordó oírle en sesion secreta, y al efecto se reunió en el salon de sus sesiones el día 6 de julio de 1816. Belgrano se presentó ante la asamblea, y despues de contestar á algunas preguntas que se le hicieron, tomó la palabra, y en un largo y sentido discurso (en que pintando el estado tristísimo del país, expuso la disposicion de la Europa respecto de la América y desenvolvió con franqueza su profesion de fe monárquica), dijo entre otras cosas: « Aunque » la revolucion de América en su origen mereció un alto con- » cepto de los poderes de Europa, por la marcha majestuosa » con que se inició, su declinacion en el desórden y anarquía » continuada, por tan dilatado tiempo, ha servido de obstáculo » á la proteccion, que sin ella se habria logrado; asi es que en » el dia debemos contarnos reducidos á nuestras propias fuerzas. » Ademas ha acaecido una mutacion completa de ideas en la » Europa, en lo relativo á la forma de gobierno. Asi como el » espíritu general de las naciones, en años anteriores, era repu- » blicanizarlo todo, en el día se trata de monarquizarlo todo. » La nacion inglesa, con el grandor y majestad á que se ha » elevado, mas que por sus armas y riquezas, por la excelencia » de su constitucion monárquico-constitucional, ha estimulado » á las demas á seguir su ejemplo. La Francia lo ha adoptado. » El rey de Prusia, por sí mismo y estando en el pleno goce de » su poder despótico, ha hecho una revolucion en su reino, y » sujetádose á bases constitucionales idénticas á las de la » nacion inglesa, habiendo practicado otro tanto las demas » naciones. Conforme á estos principios, en mi concepto, la » forma de gobierno mas conveniente para estas provincias sería

1816.

Acuerdo.

Diversidad
de opiniones.

1816.

» la de una monarquía temperada, llamando la dinastía de los
 » Incas por la justicia que en sí envuelve la restitucion de esta
 » casa, tan inicuamente despojada del trono ; á cuya sola noti-
 » cia estallará el entusiasmo general de los habitantes del inte-
 » rior (1). » Habló en seguida del poder de la España, compa-
 » rándolo con el de las Provincias Unidas, indicando los medios
 » que estas podian desenvolver para triunfar en la lucha ;
 » manifestó cuáles eran las miras del Brasil respecto del Rio de
 » la Plata, y elevándose á otro órden de consideraciones, con-
 » cluyó exhortando á los diputados á declarar la independencia
 » en nombre de los pueblos, adoptando la forma monárquica,
 » como la única que en lo presente podia hacer aceptable aquella
 » por las demas naciones, y colocando para lo futuro, bajo la
 » salvaguardia de un órden de cosas estable, la paz y la libertad
 » de las provincias, desunidas por la anarquía y deshonradas por
 » sus excesos. Su palabra era sencilla y elocuente, y su acento
 » conmovedor ; al terminar su discurso, su rostro estaba hume-
 » decido por las lágrimas, y su auditorio lloraba con él, conven-
 » cido por sus razones y cautivado por su sinceridad (2).

La palabra de fray Justo Santa María de Oro fué una de las pocas protestas que se levantaron en el congreso contra la adopcion de la forma monárquica, en cuyo favor se expresaron varios otros diputados.

Resistencia
 que opuso
 la autoridad
 de Buenos Aires
 al establecimiento
 de la monarquía.

Miéntas se discutía en el congreso la forma de gobierno, el gobernador intendente de Buenos Aires publicaba en el *Censor* una imprecacion enérgica contra el círculo monarquista. « Toda

(1) Actas secretas del congreso de Tucuman (Ms.), del archivo de la sala de representantes. En el apéndice se publicará íntegro el acta que contiene un extracto del discurso de Belgrano, documento totalmente desconocido hasta el presente. (Véase la *Historia de Belgrano*, por el general MITRE.)

(2) En una carta que Belgrano escribía á Rivadavia desde Tucuman, con fecha 8 de octubre de 1816, le decia entre otras cosas : « Al día siguiente » de mi arribo á esta, el congreso me llamó á una sesion secreta, y me hizo » varias preguntas. Yo hablé, me exalté, lloré é hicé llorar á todos al con- » siderar la situacion infeliz del país. Les hablé de la monarquía constitu- » cional, con la representacion soberana de la casa de los Incas ; todos » adoptaron la idea. » (Ms. Mitre.)

» idea de gobierno monárquico, decia, me parece mal aplicada
 » al caso nuestro. ¿ Qué ventajas van á lograr por establecer
 » un déspota que ya hemos despedazado, haciendo la guerra á
 » nuestros mismos padres y hermanos? No pueden los hom-
 » bres sufrir el gobierno de un paisano suyo, de un particular
 » que ocupa la silla por muy pocos momentos, ¿ y sufrirán la
 » dominacion perpétua de un tirano? ¿ Qué ventajas traeria al
 » Estado una testa coronada, aunque sea bajo una constitucion?
 » La guerra no cesaria en un punto..., y está engañado el que
 » traeria millones para sostener la monarquía..... Las cenizas
 » de los héroes que han derramado su sangre en defensa de
 » nuestra gloriosa independencia, se levantarían sobre noso-
 » tros, y sus tristes ecos martirizarían eternamente nuestras
 » conciencias. »

El congreso de Tucuman, creado por los instintos federales de la época, conmovido por ellos al tiempo de su instalacion, abiertamente partidario de la monarquía mas tarde, acabó por acertar instintivamente con el camino de la salvacion, entrando de lleno en el órden republicano, y proclamando abiertamente la unidad de régimen para todos los pueblos que componian la nacion. Se ocupó, desde luego, en hacer un reglamento provisional para el gobierno del Estado, acordando se procediese sin perjuicio de esta á redactar una constitucion que sirviese de base de discusion al congreso, para afirmar la independencia sobre bases sólidas, colocándola bajo la salvaguardia de los grandes principios que la revolucion se habia propuesto hacer triunfar.

Pocos dias despues de recibida en la capital la noticia de haber declarado el congreso la independencia de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, « la comision gubernativa, al anunciarlo al público, expidió el siguiente decreto : Como este dia,
 » amargo para los tiranos, parecido en cierto modo á aquel en
 » que Cortés quemó sus naves con magnánima resolucion para
 » no dejar á sus compañeros otro recurso que en la victoria, va
 » á arrebatár las demostraciones mas puras de alegría de parte
 » de los ciudadanos elevados al fin á la gloria de pertenecer á

1816.

El congreso
 acordó
 se redactase
 una constitucion.

Decreto
 de la comision
 gubernativa
 de la capital
 al recibir el aviso
 de la declaratoria
 de la
 independencia.

1816.

» un Estado libre, no permitiendo la estrechez del presente
 » momento el proceder con toda la pompa debida á celebrar la
 » majestad de tan memorable suceso, el gobierno hace saber
 » que, desde esta noche, se iluminará por diez dias el palacio de
 » su residencia, y lo mismo ejecutará el excmo. ayuntamiento
 » en sus casas consistoriales, dejando al arbitrio de los habi-
 » tantes de esta insigne ciudad el patentizar su complacencia
 » por iguales demostraciones, ó por medios de aquellos signos
 » que anuncian su actual satisfaccion, ínterin con el tiempo
 » debido se preparan las fiestas que corresponden á este instante
 » feliz, sin olvidar el tributar á la provincia las mas sentidas
 » gracias. »

Anuncio
 de una expedicion
 portuguesa.

Esta declaracion, y el anuncio de la expedicion portuguesa, que se creía vendria atacar á Buenos Aires, calmaron la agitacion de los espíritus; el sentimiento público se concentró desde el momento en la defensa del país.

Resistencia
 en la capital
 al nombramiento
 de Puyrredon.

El nombramiento del señor Puyrredon de supremo director encontró, sin embargo, alguna resistencia en la capital. El coronel Dorrego, y aun el mismo director interino, intentaron oponerse á su recibimiento; pero contando Puyrredon con el ejército del Perú y con el general San Martin, pudo confiar en el buen sentido público para consolidar su autoridad y restablecer el orden perturbado. Despues de acordar con el congreso que el general Belgrano reemplazaria á Rondeau (1), el director

(1) El general Camba refiere la situacion en que se encontraban entónces los ejércitos beligerantes en el Alto Perú del modo siguiente :

El brigadier Olañeta, comandante general de la vanguardia, continuaba al sur de Potosí la persecucion de los enemigos derrotados en Viluma, cuando en 4 de enero dió parte de que, segun las noticias recibidas, Rondeau habia reunido en Tupiza sobre 1,000 hombres y aparentaba detenerse, haciendo al efecto preparar cuarteles; mas que sabedor de la direccion de la vanguardia española, habia cesado de alucinar á los incautos poniéndose en retirada para Suipacha, aunque dejando 250 hombres de observacion en la angostura de Salo. Olañeta empezó á maniobrar con habilidad para sorprender este destacamento, y lo consiguió tan completamente pocos dias despues que, ademas de causar á los contrarios la pérdida de algunos muertos, hizo 74 prisioneros y cogió 70 fusiles, 50 lanzas, 200 caballerías, tres cajones

se puso en marcha para Buenos Aires, á donde llegó el 29 de julio. Una porcion distinguida de ciudadanos salió á recibirlo á tres leguas de distancia, y desde su entrada pareció la capital como que salia de una angustiosa pesadilla. El director, ántes de organizar su ministerio, encargó las secretarías de gobierno y hacienda á D. Manuel Obligado, que habia desempeñado la segunda en los directorios de Alvarez y Balcarce. Obligado se retiró enfermo en setiembre, y el ministerio se organizó definitivamente así : D. Vicente López, secretario de gobierno, D. J. Domingo Trillo, de hacienda, y el coronel D. Juan F. Terrada, de guerra.

La actitud asumida por Artigas como jefe de los Orientales, ejerciendo sobre Montevideo y su campaña una dictadura absoluta y extendiendo su dominio sobre Entre Rios y Santa Fe, era la primera dificultad con que tenia que luchar el nuevo director.

El director Puyredon tentó desde luego la via de la negociacion, incitándolo á enviar diputados al congreso reunido en Tucuman con motivo de la declaratoria de la independencia que acababa de publicarse. Era tiempo perdido ; Artigas invocando la

de municiones y cantidad de comestibles, que se distribuyeron á los batallones de cazadores y partidarios. Con este nuevo contratiempo prosiguió Rondeau replegándose sobre Jujui, y Olañeta ocupó á Suipacha y Libilibi. El general en jefe reforzó las fuerzas de la vanguardia con el primer regimiento que mandaba por este tiempo D. Antonio Maria Alvarez, ascendido á brigadier en los campos de Viluma, á quien se le encargó la persecucion de los dispersos de Rondeau y de las facciones que molestaban los valles de Santa Eleua, Ingahuasi y Culpina. Cerca de la hacienda que lleva este nombre, cuyo terreno es á propósito para el arma de caballería, le esperaba el valiente comandante La Madrid con un escuadron y una numerosa indiada, que capitaneaba el caudillo Camárgos. Aquí se trabó un combate obstinado el 31 de enero, en el que se consumieron bastantes municiones, cuando no se contaba con mas repuesto que el de las cartucheras, descuido verdaderamente sensible. La situacion de Alvarez era delicada : con enemigos fuertes que combatir, á que por la reunion progresiva de Indios alzados habia de aumentar su número, sin víveres y escaso de municiones, adoptó la determinacion de replegarse sobre Cinti, por el camino mas corto que le ofrecia la profunda y escarpada quebrada de Uturnungo, lo que verificó sosteniendo repetidos y temerarios choques el 2 y 3 de febrero, con alguna pérdida, aunque

1816.

Organizacion del ministerio.

Actitud asumida por Artigas.

Indútiles negociaciones con Artigas.

1816.

Composicion
y movimiento
del ejército
portugues.

Despachos
de Puyrredon
y objeto de ellos.

federacion queria en realidad la independenciam absoluta, para extender hipócritamente, bajo la promesa de una libertad sin freno, su dominacion personal sobre las otras provincias litorales.

Entretanto la expedicion portuguesa que se habia anunciado estaba efectivamente en marcha sobre la Banda Oriental. Componíase principalmente de una parte del ejército portugues, que con el nombre de *voluntarios reales* habia hecho las recientes campañas de la Península. La mandaba el teniente general Carlos Federico Lecor, poco despues baron de la Laguna; y las fuerzas de mar que la convoyaban, el conde de Viana. Esta expedicion, compuesta de 4,830 hombres, se reunió en la isla de Santa Catalina en el mes de junio; pasó á Rio Grande, donde se le incorporaron las tropas y milicias de la provincia de San Pedro, y en seguida marchó hácia la frontera.

El director Puyrredon envió al teniente coronel Vedia con despachos para el cabildo de Montevideo, para Artigas y para el jefe portugues, incitando á los primeros á entrar de nuevo y lealmente en la union, para defenderse contra el enemigo comun (1); y al último protestando contra la violacion

debió ser mayor la de los enemigos. Estos engreidos persiguieron á los nuestros hasta el mismo pueblo de Cinti, y pocos dias despues entró Alvarez en Santiago de Cotagaita para repararse de armamento, de calzado y de municiones, desde donde marchó luego á acantonarse en Moraya y Mójos.

El general Rondeau se halló en Jujú con el jefe French y como 1,000 hombres de los 2,000 remitidos de Buenos Aires en su socorro, porque habia experimentado en la marcha la desercion que se deja inferir. La aversion al servicio militar era general en los naturales de América. Así, pues, y aun contando con los *gauchos* de Güémes, muy buenos para hacer la guerra en su propia provincia, y con la reunion de algunos dispersos mas de los de la derrota de Viluma, no podia Rondeau reunir fuerza suficiente para sostenerse en Jujú, caso de que el ejército vencedor avanzára, pero servia de garantía á los independientes la reconocida circunstancia de que los jefes españoles no estimaban conveniente la invasion de Salta sin todos los medios necesarios para continuar la ofensiva con ventaja, despues de dejar aseguradas las provincias de retaguardia cuyo sentir era acertado.

(Véanse las *Memorias de las armas españolas en el Perú*, por CAMBA, pág. 191 y 192.)

(1) Véanse los documentos.

del armisticio del año 1812, y previniéndole que detuviera sus marchas. Hé aquí el texto de la nota dirigida por el director al general del ejército de S. M. F. :

« Ilmo. y Exemo. Sr. — Desde que por la voluntad soberana de las Provincias Unidas de Sud-América, reunidas en congreso, me hallo encargado de la direccion del Estado, no puedo ser espectador impasible del menor peligro que amague la inmunidad de los derechos que les pertenecen. Mucho há que avisos fidedignos de la corte del Rio Janéiro y otros puntos de Europa me han dado á saber los preparativos de una expedicion militar de tropas portuguesas dispuestas á tomar posesion del territorio oriental del Rio de la Plata. Su acantonamiento en la isla de Santa Catalina y su traslacion al Rio Grande, en órden de campaña, no dejaba lugar á vacilar sobre la certidumbre de aquella exposicion; y los anuncios indicantes del origen misterioso de tales movimientos, despues de haberse estrechado íntimamente las relaciones de España y Portugal, arrojaban sospechas vehementes de duplicidad en las medidas preventivas de las tropas del mando de V. E.

» Sin embargo, la buena inteligencia observada hasta aquí entre este gobierno y S. M. F., la liberalidad de su respetable administracion, y la fe del armisticio celebrado el 26 de mayo de 1812 por el supremo poder de las Provincias Unidas del Rio de la Plata y el enviado de S. M. F., teniente coronel D. Juan Rademaker, inspiraban una confianza racional en la solidez del convenio; y reducido por mi parte á evitar todo acto peligroso á la amistad reinante entre ambos Estados, me tomé treguas para que los movimientos sucesivos de Vuestra Excelencia rasgasen el velo que parecia disfrazaba las intenciones de su corte.

» El ataque del fuerte de Santa Teresa por una division portuguesa, la incursion de otra sobre el Cerro Largo, y el arribo de la escuadra de la misma nacion al fuerte de Maldonado, manifiestan con evidencia irresistible que el plan presentido de hostilidades comienza á desplegarse, forzando las fronteras del Estado Oriental, á pesar de la preservacion de los respectivos limites del territorio garantido por el armisticio, especialmente

1816.

Anuncio
de la expedicion
de tropas
portuguesas.

Conducta prudente
de Poyrredon.

Hechos hostiles
de los Portugueses.

soluta, para
libertad sin
las litorales.
a anunciado
ental. Com-
portugues,
las recién-
nte general
guna; y las
a. Esta ex-
en la isla de
nde, donde
ncia de San

Vedia con
figas y para
entrar de
ntra el ene-
a violacion

on á los nues-
ó Alvarez en
o y de muni-
lójos.

como 1,000
o, porque ha-
c. La aversion
pues, y aun
guerra en su
los de la der-
ra sostenerse
a de garantía
españoles no
os necesarios
adas las pro-

por CAMBA,

1816.

en el artículo 3º, sin que precediese aun el cumplimiento de lo prescrito en el artículo 2º; y cuando el gobierno de estas Provincias ha observado escrupulosamente lo estipulado en todas sus partes; cuando la disidencia accidental en que quiera suponerse una y otra Banda no debilita el enlace comun de ambos pueblos á la defensa de su libertad; cuando los compromisos recíprocos en las pretensiones de la América identifican los principios y término de los esfuerzos de los dos territorios, apenas ocurrirá medio ni para desfigurar la agresion, ni para calmar la alarma general que ha concitado en las Provincias de Estado.

Exige al general
portugues
manifesto
su resolucion
terminante.

» En medio de tan sensible compromiso á que precipitan las operaciones militares de Vuestra Excelencia fuera de las líneas de las fronteras portuguesas, considerándole con instrucciones suficientes de su corte para explicar el motivo y objeto de la infraccion del armisticio, bajo cuya seguridad se hallaba comprendido el territorio oriental, espero se sirva Vuestra Excelencia manifestar terminantemente su resolucion, para ajustar segun ella mis decretos, y satisfacer el zelo de los pueblos, que, decididos á sostener con firmeza la independenciam que han proclamado, se creen provocados injustamente á la guerra por una nacion cuya amistad han cultivado y no responderán de los males eversivos de un rompimiento. Á fin de evitarlo, requiero de Vuestra Excelencia que desde luego disponga suspenda el ejército portugues las marchas, y retrograde á sus límites, pues su naturaleza hostil ejecuta los medios de una cooperacion vigorosa á la heroica defensa á que se disponen los habitantes de la Banda Oriental.

» Al intento es que dirijo á Vuestra Excelencia esta comunicacion por conducto del coronel de caballería D. Nicolas de Vedia, encargado de volver con la contestacion, quien me prometo recibirá de Vuestra Excelencia la favorable acogida que en iguales casos han merecido en el Estado los caballeros oficiales de Portugal.

» Dios guarde á Vuest a Excelencia muchos años.

» Palacio del gobierno en Buenos Aires, á 31 de octubre de 1816.

» JUAN MARTIN DE PUYRREDON. »

Artigas, que desde el anuncio de la invasion portuguesa se habia preparado á resistirla, haciendo un levantamiento en masa de todo el país, y acercando todas sus brigadas á la frontera, miró con desconfianza la invitacion del director; y el general Lecor negó á este su personería para intervenir en los negocios de una provincia que se habia separado de la Union; declarando, al mismo tiempo, que la entrada del ejército portu- gues no era con miras de conquista, sino con las de pacificar aquel país, cuya anarquía comprometia seriamente la tranquilidad del vecino imperio.

Hé aqui la respuesta del general Lecor al director Puyrre- don :

« Ilustrísimo y Excmo. Señor : — Tomado en consideracion cuanto Vuestra Excelencia me comunica en su oficio de 31 del mes de octubre próximo pasado, que me fué entregado por el Ilmo. Sr. coronel Vedia en el dia 24 del corriente mes de noviembre, puedo asegurar á Vuestra Excelencia que mis mar- chas solo se dirigen á separar de la frontera del reino del Brasil el gérmen del desórden, y á ocupar un país que se halla entrea- gado á la anarquía.

» Esta sábia y necesaria medida en ningun sentido puede inspirar desconfianza á ese gobierno, cuando ella es practicada en un terreno ya declarado independiente de la parte occidental.

» Se han guardado escrupulosamente los articulos del ar- misticio concluido en 26 de mayo de 1812 que ha mantenido la amistad entre los dos países : y siendo hostilizado, tomaré medidas de precaucion hasta que reciba nuevas órdenes de mi rey y señor.

» La proclama que remito á Vuestra Excelencia inclusa le hará conocer igualmente el espíritu con que vengo mandado por mi soberano á este desgraciado país.

» Yo continúo mis marchas, que solo pueden ser suspen- didas por órden del rey mi señor; y en breve y de mas cerca tendré mejor ocasion de poder manifestar á Vuestra Excelencia cuán de buena fe son mis operaciones militares.

1816.

Conducta
de Artigas
y del general Lecor.

Observancia
del armisticio
de 1812.

Envío
de una proclama.

Continuacion
de sus marchas.

1816.

» Agradezco á Vuestra Excelencia la ocasion que me ha proporcionado de tener la satisfaccion de conocer al Ilmo. Sr. coronel Vedia.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia.

» Cuartel general en el Paso de San Miguel, 27 de noviembre de 1816.

» Excmo. Señor,

» CÁRLOS FEDERICO LECOR, *teniente general.* »

Derrota
de *India Muerta*.

El ejército portuguez penetró en el territorio oriental en dos divisiones, venciendo en todas partes los obstáculos, relativamente débiles, que le oponian las fuerzas de Artigas. La que entró por el lado del mar, derrotó á D. Fructuoso Rivera en la *India Muerta* (1), el 19 de noviembre de 1816; la que se dirigió por el Uruguay, al mando del general Curado, dispersó la montonera de Artigas en el *Arroyo Catolan* el 4 de enero siguiente. Cuando Artigas reconoció la inminencia del peligro, autorizó á su delegado Barréiro, para entrar en arreglos con Buenos Aires, evidentemente con la única mira de obtener los auxilios que necesitaba. El delegado nombró para esta comision á D. J. J. Duran y D. J. F. Giró, y estos firmaron el 8 de diciembre en Buenos Aires la siguiente acta de reconocimiento de la autoridad nacional é incorporacion á las Provincias Unidas:

Acta
de incorporacion
de la
Provincia Oriental
á la nacion.

Consignacion
de credenciales.

« En la ciudad de Buenos Aires, á ocho de diciembre de mil ochocientos diez y seis, hallándose reunidos en la sala del gobierno el excmo. supremo director del Estado, la honorable junta de observacion, excmo. cabildo y comision militar de guerra, se personaron los señores alcalde de primer voto de la ciudad de Montevideo D. Juan José Duran, y el regidor D. Juan Giró, en diputacion del señor delegado del jefe de los Orientales D. José Artigas, y el excmo. cabildo de dicha ciudad, quienes presentaron las credenciales y comunicaciones oficiales con que venian autorizados ampliamente para tratar con este

(1) Véase mas adelante el parte de la batalla.

supremo gobierno por el territorio de la Banda Oriental del Rio de la Plata, y examinadas se encontraron suficientes.

1816.

» En su virtud, precedida la discension que una materia tan interesante al bien general demandaba, quedaron acordados por el excmo. señor director y diputacion de Montevideo los articulos siguientes :

» Que el territorio de la Banda Oriental del Rio de la Plata jurará obediencia al soberano congreso y al supremo director del Estado en la misma forma que las demas provincias ;

Juramento de obediencia.

» Que igualmente jurará la independendencia que el soberano congreso ha proclamado, enarbolando el pabellon de las Provincias Unidas, y enviando inmediatamente á aquella augusta corporacion los diputados que segun su poblacion le corresponda.

Juramento de la independendencia.

» En consecuencia de esta estipulacion, el gobierno supremo por su parte queda en facilitarle todos los auxilios que le sean dables y necesite para su defensa.

» Y para perpétua constancia de este acto, en que se versa una materia de tan elevada importancia, lo firmaron en dicho dia, mes y año de la fecha, refrendándose por el infrascrito secretario en el departamento de gobierno.

» JUAN MARTIN DE PUTRREDON. — JUAN JOSÉ DURAN.

— JUAN F. GIRÓ. — VICENTE LÓPEZ, *secretario*. »

Artigas desaprobó la conducta de sus diputados. El director mandó entónces suspender los elementos de guerra que estaban ya aprontándose para marchar en su auxilio.

Artigas lo desaprobó.

La division principal portuguesa siguió lentamente y hostilizada por las guerrillas de Rivera hácia Montevideo; y el 20 de enero de 1817, hizo su entrada en la ciudad el general Lecor, conducido bajo de palio por el cabildo. Este acto de sumision no se hizo sin protesta de parte del partido patriota; pero los cabildantes, cansados de tres años de desquicio y de violencias, y temiendo mas á Artigas que á los Portugueses, no retrocedieron por eso; ántes, al contrario, pocos dias despues acordaron en sesion secreta mandar cerca de D. Juan VI (que

Montevideo se entrega á los Portugueses.

1816. era ya rey de Portugal y del Brasil) una diputacion pidiendo la incorporacion de la provincia á sus dominios. El gobierno portugués tuvo que postergarla, por consideraciones á la política de equilibrio que las grandes potencias europeas se habian comprometido á establecer y conservar.

Estado
de la República
A ceuso de Artigas.

Tal fué la obra de Artigas en su pais natal. Su propaganda desquiciadora no fué ménos fatal en las demas provincias de la Union. Hemos visto ya á Güemes en Salta, imponiendo la ley al general Rondeau, y á Caparros levantándose en la Rioja, en nombre de los derechos inalienables de los pueblos. No bien extinguido el incendio en esos puntos, estallaba en Córdoba y Santiago del Estero, precisamente en los momentos en que el congreso consagraba sus desvelos á la discusion de la ley fundamental (1).

El 19 de noviembre, el nuevo gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata dirigió la siguiente comunicacion al jefe supremo de Venezuela :

Generalidades.

« Excelentísimo Señor : Por mas que el esfuerzo del despotismo y la ignorancia procure confundir la forma de los héroes, ella corre de region en region, arrebatando en todas partes el respeto y la admiracion de los hombres. La invicta Venezuela, sembrada de escombros y cadáveres, se presentaba como un monumento solitario para recordar á la América el precio de la libertad y la fuerza del bárbaro español; y la sangre derramada sobre el pavimento de aquella República parecia renovar la memoria de un pueblo magnánimo é incorruptible consumido por la fatalidad. Pero el Eterno conserva á ciertos genios para consuelo de la humanidad afligida, y V. E. ha sido destinado para vengar las injurias de los inocentes, para dar nueva vida á su patria, y para ofrecer á todas las naciones el inagotable poder de una alma grande, consagrada al bien de sus semejantes.

» En vano la procacidad del Europeo suspicaz y temeroso intenta disfrazar con un velo denso la grandeza de la resolucion

(1) Véase la *Historia argentina*, por Luis DOMÍNGUEZ, pág. 416 á 420.

de V. E. La América y el Mundo Viejo saben ya que bajo su influjo Venezuela renace de sus propias cenizas, siempre ilustre y gloriosa, y que sus opresores uncidos al carro del triunfo de V. E. expian los crímenes con que han manchado el suelo colombiano.

» Un accidente feliz me ha proporcionado el placer de instruirme del noble ardimiento con que V. E. ha emprendido la libertad de la Costa Firme, de los mas notables progresos de la fuerza de su mando, y la singular satisfaccion de transmitirle en los adjuntos impresos varias comunicaciones referentes á los tiranos de Cartagena, Carácas y otros pueblos de América, apresados en buques españoles por los corsarios de mi dependencia. Ellos pueden ser útiles instrumentos para reglar la conducta de V. E. al paso que empeñadas estas Provincias en igual contienda que la que dignamente sostiene, sabrán aprovechar el fruto de tan elocuentes lecciones.

» Mientras tanto no pudiendo prescindir los habitantes de esta parte del continente americano del tierno interes con que miran los triunfos de sus hermanos, han manifestado en la efusion de su júbilo el profundo sentimiento de admiracion y gratitud á las virtudes públicas de V. E. y las de sus compañeros de armas.

» Reciba pues V. E. sus votos eficaces por la gloria y acierto de su empresa, sírvase admitir igualmente mi reconocimiento, é interin llega ocasion favorable de reiterar á V. E. mi respeto, espero que la unidad de causa que anima á ambos ángulos de la América, contribuirá á franquear la hospitalidad y acogida que reclamen en el territorio de V. E. los ciudadanos pertenecientes á las Provincias Unidas de Sud-América, cuya suprema direccion me está encargada, como me honraré en dispensarla liberalmente á los súbditos de V. E.

» Dios guarde á V. E. muchos años.

» Palacio del gobierno en Buenos Aires, á 19 de noviembre de 1816, año 7º de la libertad.

» JUAN MARTIN DE PUYRREDON (1). »

(1) Véase la repuesta del general Bolívar en el tomo siguiente, año 1817.

1816.

Transmision
de unos impresos
españoles.

Sentimientos
de los pueblos
argentinos.

Felicitaciones.

1816.

Al mismo tiempo, el supremo director de las Provincias Unidas del Rio de la Plata proclamaba á los generosos habitantes de Tierra Firme en Sud-América, en los términos siguientes:

Parabienes
que da el pueblo
argentino
al de Venezuela.

« Compatriotas y amigos : Hasta ahora hemos carecido de ocasiones en que poder testificaros la parte que hemos tomado en vuestras desgracias , y en vuestras antiguas y recientes glorias; pero siendo una misma nuestra causa, no podeis dudar que hayamos mirado el éxito de vuestros nobles esfuerzos con el mismo interes que nos inspira nuestro propio destino. Moradores de un mismo continente, víctimas de unos mismos ultrajes , y compañeros de unos mismos peligros , no ha podido la distancia, ni la diversidad de la fortuna , hacer que no sean tambien unos mismos los sentimientos que nos animan , y que dejemos de dividirnos indistintamente el dolor en los contrastes , y la gloria de los triunfos. Recibid , pues , á nombre de los pueblos que tengo el honor de presidir , la expresion sincera de sus ardientes votos por la prosperidad de vuestros sucesos, y los plácemes que os dan por el nuevo esplendor con que hoy se divaga por el orbe la fama de vuestros ilustres hechos. Ningun homenaje puede seros mas apreciable , pues que el mérito de los elogios se ha de estimar por los efectos ingenuos de quienes los tributan. Hacemos alarde de que nadie podrá disputarnos el honor de ser los mas interesados en vuestra dicha ni de admirar mas la constancia que os ha hecho superar todos los obstáculos que se opusieron á vuestro heroico brio. Esperamos recibir bien pronto la fausta nueva de que habeis arrojado de vuestro suelo á los tiranos . lavando con su sangre la nota afrentosa de haber estado tanto tiempo sometidos al imperio de unos monstruos. Llegará el dia en que coronados de laureles, vayan á unirse nuestras armas triunfantes , llevando desde los extremos del continente austral el centro oscuro donde mora, como en sus últimas trincheras, el despotismo agonizante, la paz, la fraternidad y la libertad : objetos adorados de tantos anhelos y de tantos trabajos.

» Compatriotas de Tierra Firme, que el pronto cumplimiento de tan venturosos presagios, y los esfuerzos decididos que empleemos en realizarlos, sean el mas seguro garante de nuestra amistad, y que cuantas veces tengamos el inexplicable gozo de saludarnos, celebremos esta dicha dando nuevas é inmortales dias de gloria á nuestra patria.

» Buenos Aires, noviembre 19 de 1816

» JUAN MARTIN DE PUYRREDON. »

La invasion portuguesa puso en gran fermentacion á los partidos en Buenos Aires. Por una parte se decia que los proscritos en Rio Janéiro la habian promovido; por otra que el mismo director estaba en connivencia con los invasores. Esta última imputacion no tenia mas fundamento que la política contemporizadora que el director habia adoptado, obligado por la necesidad y con muy maduro acuerdo. En primer lugar Artigas no consentia en la intervencion de Buenos Aires, segun se ha visto ya. En segundo lugar la entrada del ejército portugues, temporalmente tolerada por el director, le dejaba en actitud de atender á los ejércitos del Perú y de Chile, á cuyas armas estaba confiada la suerte de la nacion. Ademas la Banda Oriental podia mantener la lucha con sus propios recursos por algun tiempo, y finalmente el rey de Portugal tenia que respetar los derechos que no habia renunciado el de España á aquel territorio, y que las potencias aliadas le garantian.

No apreciando debidamente esta política, los patriotas que estaban fuera de los negocios, levantaron el grito de traicion; y el director tuvo que adoptar medidas vigorosas de represion. En el mes de febrero de 1817 fueron deportados á Baltimore, en los Estados Unidos, el Dr. Chielana, el Dr. Agrelo, D. Manuel Moreno, los coroneles French, Pagola y Valdenegro, y algunas otras personas; Saavedra, que habia regresado de su destierro, y otros, fueron detenidos ó alejados de la capital temporalmente. Estas medidas, que por el momento restablecian la tranquilidad pública, aumentaban por otra parte el número de

1816.

Fermentacion
de los partidos
en Buenos Aires.

Deportacion
á Baltimore
de varios
ciudadanos.

1816.

Traslacion
del congreso
de Tucuman
á Buenos Aires.

descontentos y preparaban el gérmen de conmociones mas profundas.

Desde el mes de setiembre el congreso habia resuelto trasladarse de Tucuman á Buenos Aires. Su permanencia léjos de la capital, donde residia el poder ejecutivo, ocasionaba inconvenientes á cada paso. El director hizo presente al congreso que su separacion de la capital era uno de los mayores riesgos para la causa pública (1). El estado de anarquía en que estaban las provincias de Santa Fe, Córdoba y Santiago, dejaba cortadas las relaciones entre los dos altos poderes del Estado. « Por otra » parte, decia el congreso en el manifiesto que dió con ese motivo (2), Buenos Aires es el pueblo de los recursos; » y agregaba que de allí debian sacarse los que reclamaba el ejército que se estaba organizando en Mendoza, y el que estaba acantonado en Tucuman. El congreso cerró sus trabajos en aquella ciudad el 17 de enero de 1817, y los diputados se pusieron en camino para la capital.

El general Belgrano volvió á ponerse á la cabeza del ejército del Alto Perú.

Cualidades
de Belgrano.

« Aunque las derrotas de Ayouma y Vilcapujio hubiesen eclipsado la estrella del vencedor de Tucuman y Salta, dice el brillante escritor general Mitre al terminar su Historia, los pueblos veian siempre en él la personificacion mas completa de la revolucion argentina. Iniciador de la independencia comercial y política; promotor de la revolucion; autor de la bandera nacional, y últimamente sostenedor del nuevo orden de cosas, las grandes ideas y los grandes intereses á que habia consagrado su vida triunfaban al fin, y como Turenna, podia morir tranquilo en medio de su victoria. La independencia era ya un hecho indestructible, y la bandera que la simbolizaba iba á ser paseada en triunfo por toda la América del Sur, sostenido por el robusto brazo de San Martin. San Martin es el nuevo combatiente que

(1) *Redactor*, nº 19.

(2) Fue escrito por el presbítero D. Felipe Antonio Iriarte, diputado por Chárcas.

baja á la palestra á continuar con mas grandeza y con mas acierto la tarea encomendada á Belgrano. Este, reducido á la condicion de entidad negativa en cuanto á la propaganda exterior, contrae sus esfuerzos á dominar el desórden interior, lucha con ese desórden, lo paraliza, miéntras San Martín triunfa mas allá de las fronteras, despliega en este teatro nuevas calidades y nuevas virtudes que complementa su fisonomía moral. Los sucesos de esta nueva faz de su vida nos conducirán naturalmente á dar una idea de los movimientos internos que se operaban fuera del recinto del congreso, y de la conflagracion á que ellos dieron origen, reduciendo á la República Argentina al último estado de postracion y de miseria, precisamente en los momentos en que mas grande se presentaba ante el mundo, redimiendo pueblos esclavizados y llevando sus armas triunfantes hasta la línea del Ecuador. Esta disolucion interna contrarrestada por la perseverancia de Belgrano, en presencia del desenvolvimiento espléndido de la revolucion argentina, generalizada por toda la América por los esfuerzos de San Martín, es el espectáculo mas interesante que puede ofrecerse á las miradas de la posteridad, el momento mas solemne de su historia, el punto de partida de las grandes luchas de principios, que han ensangrentado á los pueblos del Rio de la Plata. Sin la inteligencia de esta época, la historia seria un pálido reflejo de la realidad, porque la lucha de la independencia, en que se combate contra la España, no es sino una faz de la revolucion. La verdadera revolucion, la revolucion que conmueve á la sociedad, que tiende á dominarla, y fija sus destinos para lo futuro, se continúa entre los mismos pueblos revolucionarios, despedazándose entre sí. Unos combaten por la federacion, acaudillados por Artigas, personificacion genuina de los instintos brutales de las multitudes. Otros resisten, y contienen el incendio, dirigidos por Belgrano, dando tiempo á la independencia para consolidarse en lo presente, y á la libertad vigor para triunfar en lo futuro. Belgrano va á presentar su tercera faz. Despues de haber reasumido la época colonial, como revolucionario pacífico; despues de reasumir la época de la indepen-

1816.

San Martín
continúa la obra
de Belgrano.

Justas apreciaciones
del general Mitre
sobre los ilustres
generales Belgrano
y San Martín.

1816.

dencia, como su promotor y como su apóstol armado, va á reasumir tambien la revolucion social, en la que tambien tiene su rol conspicuo. Por el momento su gran rol histórico ha terminado (1). »

Comunicacion
de San Martin.

En fin, el 22 de diciembre el general San Martin dirigió al director supremo la siguiente comunicacion, acompañada de la notable correspondencia cambiada con el capitán general y presidente de Chile, D. Francisco Marcó del Pont, y pedia con tal motivo instrucciones especiales :

Pide instrucciones
respecto
á su conducta
con Marcó.

« Excmo. Señor, es inseparable la justa indignacion de la lectura de los documentos que tengo el honor de elevar á Vuestra Excelencia. Á mi urbana comunicacion nº 1, remisoría del acta de nuestra declaracion de independencía, vuelve Marcó la atrevida, incivil y grosera contestacion del nº 2. Son Españoles, y por ello aunque debe obrar nuestro desprecio, tambien excitar nuestra venganza, á lo ménos en retaliacion de sus crueles procedimientos. Ya protestan en *Gaceta* ministerial del 13, nº 106, tratar al miserable que de los nuestros cayere en sus manos con separacion de las leyes, y á arbitrio de su sanguinaria barbarie. Lo acaban así de ejecutar en cuatro ilustres victimas como anuncia la *Gaceta* del 10, nº 105. Á presencia de tales insultos espero se digne Vuestra Excelencia prevenirme la conducta que con estos caribes debo observar, teniendo presente que por un rasgo de política y huir de represalias no he mandado fusilar á multitud de espías, que les he sorprendido, de que algunos existen con sus causas pendientes. Vuestra Excelencia me dictará cómo debo regirme en lo sucesivo.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

» Cuartel general de Mendoza, diciembre 22 de 1816.

» JOSÉ DE SAN MARTIN. »

Nº 1.

Acta
sobre declaracion
de la independencía.

« Consecuente á órdenes de mi gobierno, tengo el honor de acompañar á Vuestra Señoría para su conocimiento un ejemplar del acta celebrada por el soberano congreso na-

(1) Véase la *Historia de Belgrano*, por el general MITRE, t. II, p. 350-429.

cional de estas Provincias, declarando nuestra independencia.

» El pliego se conduce á Vuestra Señoría por mi ayudante de campo, sarjento mayor D. José Antonio Alvarez Condarco.

» Dios guardé á Vuestra Señoría muchos años.

» Cuartel general de Mendoza, diciembre 2 de 1816.

» JOSÉ DE SAN MARTIN.

» Sr. capitan general y presidente de Chile, D. F. Marcó del Pont. »

1816.

Nº 2.

« He puesto en ejercicio toda mi urbanidad y moderacion para no devolver á Vuestra Señoría su carta de 2 del corriente y acta del congreso de Córdoba, que acompaña para mi conocimiento, tanto por ser el complemento del mas detestable crimen, cuanto por tenerlo anticipado en correspondencia pública del Janéiro, y no ser asunto oficial. Así estimo por frivolo y especioso este motivo para la venida de su parlamentario: esto me obliga á manifestar á Vuestra Exceclencia que *cualquiera otro de igual clase no merecerá la inviolabilidad y atencion con que dejo regresar al de esta mision*, y que puede Vuestra Señoría prevenir á su gobierno de Buenos Aires, de cuya órden me dice ha dado este paso, que la contestacion de su pretendida independencia será tan decisiva por las armas del rey y por el poder de España, como la de otros países rebeldes de América ya *subyugados*; sirviendo igualmente á Vuestra Señoría de inteligencia que no he podido dejar de condenar ese monumento de la perfidia y traicion á ser quemado por mano del verdugo en la plaza pública, á presencia de las valientes y fieles tropas de mi mando, que llenas de indignacion y entusiasmo han jurado en el acto con repetidas aclamaciones de *Viva el rey!* vengar el horroroso insulto hecho á su soberanía, á imitacion de lo que han ejecutado sus hermanos de armas en otros puntos de América, segun deducirá Vuestra Señoría de los impresos que acompaño.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

» Santiago de Chile, 13 de diciembre de 1816.

» FRANCISCO MARCÓ DEL PONT.

» Señor D. José de San Martin. »

Amenazas
contra
la inviolabilidad
de un
parlamentario.

armado, va á
tambien tiene
histórico ha

tin dirigió al
pañada de la
general y pre-
pedia con tal

cion de la lec-
var á Vuestra
isoria del acta
Marcó la atre-
Españoles. y
tambien excitar
cruelles proce-
del 13, nº 106.
sus manos con
maria barbarie.
víctimas como
de tales insult-
ne la conducta
p presente que
o he mandado
lido, de que al-
stra Exceclencia

os.
1816.
SAN MARTIN. »

engo el honor
nacimiento un
congreso na-

t. II, p. 350-329.

DOCUMENTOS.

PROYECTO DE CORONACION DEL INFANTE D. FRANCISCO
DE PAULA

COMO REY DE LAS PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA.

(Mss. originales.)

INSTRUCCIONES DADAS AL GENERAL BELGRANO

EL 10 DE DICIEMBRE DE 1814.

1816.
Exigencia
del feliz éxito
de la comision
encargada
á Belgrano
y Rivadavia.

Como el exacto desempeño y éxito feliz de la comision encargada á Vuestra Señoría y á D. Bernardino Rivadavia exige que dividan su atencion para gestionar con igual destreza en las cortes de Madrid y Lóndres, segun el semblante que presenten los tratados en la primera, se hace preciso que dirigiéndose á ella solo su socio, fije Vuestra Señoría en esa su residencia para aprovechar las circunstancias, y sacar todo el partido posible de las noticias y comunicaciones que deberá hacer aquel á Vuestra Señoría desde Madrid; quedando siempre expedito en un caso imprevisto y desgraciado que haga desaparecer toda esperanza de conciliacion por parte del monarca, para adoptar medidas y entablar pretensiones de acuerdo en todo con D. Manuel de Sarratea, á efecto de proporcionar las mejores ventajas y la pacificacion de estas provincias sobre bases sólidas y permanentes. En su consecuencia, y considerando que el viaje y permanencia en España de D. Bernardino Rivadavia debe ponerlo en la necesidad de causar mayores gastos, he determinado que lleve consigo las dos terceras partes de los fondos destinados á la comision, quedando Vuestra Señoría con lo restante para su subsistencia, miéntras que le llegan los socorros pecuniarios que trataré de hacer poner en manos de Vuestra Señoría, con

la calidad de remitir las dos terceras partes al expresado D. Bernardino Rivadavia durante su existencia en España.

1816.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, diciembre 10 de 1814.

GERVASIO ANTONIO DE POSÁDAS.

Al brigadier D. Manuel Belgrano.

CUENTA QUE DA DE SU MISION EL GENERAL BELGRANO.

RELACION DE MIS PASOS Y OCURRENCIAS DE MI VIAJE AL BRASIL É INGLATERRA, EXTENDIDA DE ÓRDEN VERBAL DEL EXC^o. SR. SUPREMO DIRECTOR INTERINO.

Á consecuencia del nombramiento del director D. Gervasio Posádas que hizo en mí, confiándome instrucciones y otros papeles que debian gobernarme, á la vez que á D. Bernardino Rivadavia, en la diputacion para ante la corte del Brasil y la de España, hice mis diligencias para hallarme pronto á salir de esta en el momento que se me avisase.

El dia 18 de diciembre de 1814 por la tarde, el capitán de puerto D. Martin Thompson pasó á mi casa á decirme que el viento era bueno y el buque iba á salir; inmediatamente me reuní á Rivadavia, y pasamos á despedirnos del expresado director: en seguida fuimos á bordo, y allí me entregó el nominado Thompson un pliego rotulado á Rivadavia y á mí; lo abrí y me hallé con un oficio del Sr. Herrera, que incluía otros pliegos con la prevencion de abrirse en Lóndres.

Sobre unos pliegos
que le entregó
el Sr. Thompson.

Llegados á Rio Janéiro, dimos todos los pasos que se nos habia encargado por el gobierno, de que debe estar instruido por nuestras comunicaciones de oficio y las particulares de Rivadavia dirigidas á dicho Sr. Herrera hasta los últimos momentos de nuestra salida.

Llegada
á Rio Janéiro.

Esta se verificó el 16 de marzo y llegamos á Falmouth el 7 de mayo; desde allí escribí á D. Manuel Sarratea, y el 14 entra-

Salido.

1816.

Instruccion
de quedar
en Lóndres
y de proceder
de acuerdo
con Sarratea.

Manifestacion
de esto.

Indicacion
de un proyecto.

Noticias
que Belgrano
y Rivadavia
procuraron saber
al desembarcar.

mos en Lóndres; tuve el gusto de verlo y saludarlo únicamente, sin entrar en mas conversacion con él, por hallarme bastante indispuesto y verme precisado á ponerme en cama.

Al dia siguiente abrimos el pliego que traíamos y dejo apuntado, y en él hallé un oficio para mí, con varios diplomas, en el que se me manda quedar en Lóndres y obrar todo de acuerdo con Sarratea, y se me decia que mi compañero debía pasar á Madrid, para quien venia otro oficio y diploma que no ví.

Sarratea vino, se le impuso y manifestó que habia asuntos de otra importancia y que de ningun modo debía ir alguno á España; que habíamos llegado lo mas á propósito que podia ser, segun que ya habia hablado con Rivadavia la noche anterior.

En seguida nos condujo á la casa de los señores Flullet, Hera y compañía, á entregar nuestras recomendaciones, y por un modo imprevisto hizo que pudiese en manos de aquellos señores las letras que llevábamos contra la de Wigmare, que goza de altas consideraciones en Lóndres: yo me resistia, pero Rivadavia me expuso que convenia al honor del pais, y al momento depuse mi resistencia, que no se llegó á percibir.

Cuando íbamos á la nominada casa, me indicó el proyecto que habia entablado y de que habia instruido la noche anterior á Rivadavia, para ver si conseguia que el infante D. Francisco de Paula viniese á esta; que estaba de vuelta de ver á los reyes padres y príncipe de la Paz el conde de Cabarrus, á quien habia escogido para agente de este negocio, y que vendria á hablarnos de la entrevista y conversaciones que habia tenido con los expresados personajes, por las cuales decia Sarratea que todos están dispuestos, y nos presentó la cosa de modo tan fácil de verificarse, que solo faltaba que nosotros entrásemos en el pensamiento.

Habíamos procurado Rivadavia y yo desde que nos desembarcámos, ya con la noticia de hallarse Napoleon en Francia, que fué el saludo que se nos hizo por el primer hombre que entró á bordo en el puerto de Falmouth, saber el estado de Europa, instruirnos del resultado del congreso de Viena, de las miras de los soberanos, de la sólida alianza y del Estado de la

Francia con respecto á Napoleon, y aspirábamos llegar á Londres para instruirnos todavia mas á fondo de lo que suministraban los papeles públicos, sin embargo que nada callan.

En efecto nos acercamos á personas que podrian instruirnos, y hallamos conformes á todos en que la alianza de los soberanos era la mas estrecha que tal vez habian presentado los siglos; que las miras de todos ellos era sostener la legitimidad, y que no habia que pensar en que tuviesen cabida las ideas del republicanismo; que ademas habia venido por el órden de los sucesos y experiencias de veinte y cinco años en Francia á reducirse á las de monarquía constitucional, teniendo ya este gobierno por el único, y presentando para sostenerlo el ejemplo de la Inglaterra.

À los diez dias se nos presentó el conde de Cabarrus á instruirnos del pormenor de sus conversaciones con el rey, la reina y príncipe de la Paz, para conseguir que el infante ya dicho viniese á esta, que habia hallado en los últimos las disposiciones mas favorables, y que en el primero, aunque no una decision, al ménos una predisposicion á consentir, deteniéndole su conciencia para dar su consentimiento, y que para convenirse debia consultar la materia; que el asunto habia quedado en tales términos, respecto á tener que irse los reyes y su corte, porque Murat, rey de Nápoles, avanzaba y trataba de refugiarse en los Estados de Alemania; que ahora con nuestra venida se daba nuevo apoyo al pensamiento; puesto que la representacion tenia otro carácter, y que al fin se verificaria lo que le habia dicho la reina, de que, quisiera ó no el rey, el jóven se pondria en marcha luego que el conde volviese con las seguridades que nosotros le podíamos dar, sin embargo de que el príncipe de la Paz se habia insinuado ó por el favor del gobierno ingles ó por el de Napoleon, para llevar adelante esta empresa; añadiendo que este queria que se le pusiesen fondos para trasladarse inmediatamente á Inglaterra y tener cómo vivir en ella, pues en el momento que se supiese la salida del infante lo perseguirian por el influjo de la corte de España.

Bien se ve aquí la contradiccion de lo que nos habia signifi-

1816.

Pasos al efecto.

El conde
de Cabarrus.
Pormenores
que da.

1816.

Contradiccion
que se nota.

cado Sarratea, y entrando al pormenor del asunto halló Rivadavia, á quien en sus instrucciones reservadas se le trata particularmente de este punto; y yo ví que no habia mas que una iniciativa sin carácter de formalidad alguna en todo lo que habia hecho, pues se reducian á que el conde de Cabarrus fuese á verse con los reyes padres y príncipe, y que les manifestase que las Provincias del Río de la Plata recibirian con gusto al nominado infante.

Reflexiones
sobre el estado
en que habian
quedado
las Provincias
del Río de la Plata.

Nosotros tratamos de reflexionar sobre la materia con aquel pulso y madurez que exigia: observamos, por una parte, el estado en que habíamos dejado las Provincias Unidas y el de los gobernantes que las regian, y las disposiciones de la corte de España para traernos la guerra á nosotros, que por un efecto solo de la Providencia, se variaron en la expedicion de Morillo; la frialdad del gobierno ingles, ó no sé si me atreva á decir, enemiga con nosotros, y todos los demas gobiernos de América; el interes que manifestaban el resto de las potencias, incluyendo los Estados Unidos de la América, en que nos conservásemos unidos á la España, con el desigño de poder balancear el poder marítimo de la Inglaterra, aprovechándose de su misma indiferencia á favorecernos, ó porque no está en sus cálculos de ventajas respecto al continente europeo, ó porque en él ha obrado por ideas enteramente contrarias, ó porque cree tal vez que somos capaces de sostenernos por nosotros mismos contra el gobierno español, y que demasiado hace con no ayudarlo. Observamos la reaccion que se obraria en la familia de España con este hecho, cómo se le cruzarian sus ideas en contra de la América con él, pudiendo nosotros apoyar el proyecto en el derecho que nos asistia de escoger este infante, lo mismo que habian hecho los Españoles escogiendo á Fernando, y despojándolo á su padre del reino; que nombrando el padre á su hijo, el predicho infante, por su sucesor en las Provincias del Río de la Plata, se declararia precisamente el gobierno ingles por el pensamiento; así porque era nuestro, y consiguiente á los principios por que obra en sus transacciones políticas con el continente de la Europa, como porque entónces, no teniendo dis-

Sobre lo mismo.

culpa para con su nacion, que está empeñada en nuestra independencia, y se empeñaria mas, viendo que la imitábamos en su clase de soberano, se veria precisado á seguir sus votos, que entónces habríamos llegado á aspirar y plantificar la legitimidad de los sucesores, en lo que obligábamos á hacer callar no solo las potencias en contra nuestra, incluso la de nuestra vecindad, quien pensábamos podia obligarse por enlaace de una de las hijas con el infante para que nos favoreciese, teniendo por último y lo mas principal en vista, que así desterráramos la guerra de nuestro suelo; que habria una persona en quien se reuniesen todas las miras, sin despertar celos entre quienes consideran iguales, que siempre traen pasos retrógrados á la causa que sostenemos con la continua variacion de gobierno, y que al fin por este medio conseguiríamos la independencia, y que ella fuera reconocida con los mayores elogios, puesto que en Europa, como ya dejé apuntado, no hay quien no deteste el furor republicano, é igualmente establecer un gobierno con bases sólidas y permanentes, segun la voluntad de los pueblos, en quien estuviesen deslindadas las facultades de los poderes, conforme á sus circunstancias, carácter, principios, educacion y demas ideas que predominan, y que la experiencia de cinco y mas años que llevamos de revolucion nos han enseñado. Considerado, pues, todo esto, y teniendo tambien presente que resistirnos era obrar no solo contra lo que la razon dictaba en las circunstancias como único remedio á nuestra patria, sino que se atribuiria despues á nuestra resistencia su pérdida, considerando igualmente las instrucciones que gobernaban á Rivadavia, y las que tanto á él como á mí se dirigian de hacer lo que pudiéramos por ellas, y este era el único arbitrio que se presentaba mas análogo para llevarlas, como se convencerá cualquiera que conozca el estado de la Europa desde marzo de 1814 y las preponderancias de la causa de los reyes sobre los pueblos, desde la primera abdicacion de Napoleon, nos resolvimos á entrar en el proyecto, á favorecerlo y prestarle todos los auxilios que de nuestra parte estuviesen, hasta el término de habernos hecho cargo de parte de los gastos que se habian

1816.

Consideraciones
habidas
en monte.

Resolucion
de entrar
en el proyecto.

1816.

causado en el primer viaje del conde de Cabarrus; procurando que se guardase en la materia el sigilo que ella requería, pues aspirábamos á que el tal infante fuese á Lóndres y traerlo sin que se llegase á penetrar, hasta que se supiera hallarse en esta, con las miras que referiré y que no son de fiarse á la pluma.

Rivadavia
fué el director
del asunto.

Fué consiguiente á esto que D. Bernardino Rivadavia tratase de metodizar el plan, darle existencia de un modo sólido y ponerse todo tan en órden que, á haber querido el rey, nada tenía que hacer sino firmar; enseñó á Sarratea cómo había de extender las instrucciones que todos tres formamos, y cómo se había de dirigir en su presentacion al rey; en una palabra, Rivadavia fué el director del asunto como perfectamente instruido en nuestros sucesos y en atencion á los conocimientos que posee y al pulso y tino que le acompaña, quedándome á mi solo el ser escribiente del todo.

Conducta
del conde
tocante á intereses.

Mientras se arreglaban los papeles que debía llevar el conde, advertimos en él cierta conducta impropia en cuanto á intereses, en que inculcaba Sarratea, haciéndonos concebir ideas poco ventajosas, y aun de algunas lijerezas por la mucha importancia que daba á los grandes conocimientos y talentos del príncipe de la Paz, tanto que Rivadavia propuso que se echase mano de D. José Olaguer, que había ido á Lóndres para pasar á esta, así porque conocimos en él despejo y talento suficiente para la comision, cuanto porque habiendo sido paje del rey, podría lograr la introduccion que necesitábamos, agregándose á todo la gran circunstancia de ser hijo de nuestra patria; pero Sarratea se empeñó en que había de ir el conde, y al fin á este se le dió la representacion n.º 1 con documentos é instrucciones, con las cuales iba un capítulo reservado, para en el caso de haber muerto Carlos IV, segun se había anunciado en los papeles públicos. Las instrucciones no las he podido recobrar de Sarratea, no obstante las repetidas instancias que he hecho para obtenerlas, que forman una correspondencia desde el n.º 2 hasta el 15 que acompaño, y solo sí el artículo reservado n.º 16.

Fecha en que salió
el conde.

Salió el conde á fines de junio; porque así Rivadavia como yo tratábamos de ver el resultado de la batalla que se esperaba

y que al fin tuvo lugar el 18 en Waterloo, tan en contra de la causa de los pueblos, y viajó hasta encontrarse con los reyes padres, en Soza, en donde se halló con todo el teatro cambiado: solo puedo presentar una copia número 17 de una de sus cartas que habia sacado Rivadavia, pues Sarratea, como se verá por su carta á mí, número 18, no ha querido franqueármelas para sacar copia, ni dárme las él.

Por lo que oí á este, insistiendo Rivadavia por las cartas para que trajese copia, su doctrina, verdaderamente singular, era de que nunca las presentaria ni aun al gobierno; pues este debia creerle sobre su palabra, y que si no tenia confianza en él, que nombrase otro: no sé hasta qué punto la llevará, y si el gobierno tomará en esta parte los conocimientos por su correspondencia.

El conde, que se vió con un éxito tan contrario á lo que nos habia prometido, y que en verdad nosotros no esperábamos, escribió que se proponia robar al infante para traerlo: proyecto descabellado, si es que lo hubo, y no fué empresa para lo que despues se verá: inmediatamente le dijimos á Sarratea que se le mandase venir: no hubo cosa que no se le ocurriese á este para degradarlo y para hacernos concebir las ideas de su mal manejo; diciéndonos que sin duda queria hacerse de todo el dinero librado para el objeto: en una palabra, nada de cuanto hay de malo dejó de atribuirle.

Miéntas iba la órden, le ocurrió á Rivadavia que luego que viniese el conde deberia poner sus cartas en oficios para presentarlos al gobierno, por cuanto aquellas hablaban de cosas impropias que nunca debian llevarse sino al conocimiento de los hombres de su confianza y acostumbrados á igual crápula; Sarratea, entónces, no hizo resistencia.

Entretanto, convenimos en que este vendria igualmente que yo á dar cuenta de todo é impusiese: como mi carácter jamas me permitia andar con engaños, y sé que la verdad en medio de las contradicciones tarde ó temprano aparece, le oí, y esperé que hubiera ocasion para hallarnos juntos con Rivadavia: no tardó mucho en verificarse esto, porque siempre estaba en casa á almorzar y comer en nuestra mesa con toda la deferencia y

1816.

Idea de robarse
al príncipe.

Pensamiento
que le ocurrió
á Rivadavia.

Punto en que todos
conviniéron.

1816.

confianza que de nuestra parte eran imaginables; porque teniendo en consideracion que siempre las reuniones de diferentes sugetos á un mismo objeto producen desavenencias, nosotros hemos querido ceder en todo; así es que le hemos complacido en cuanto á Lóndres por el desprecio con que trataba á nuestros gobernantes y á lo general de nuestros compatriotas que tienen algun ascendiente y nombre en el país; por la ostentacion que le habíamos visto hacer de profesar principios enteramente opuestos para hacerse lugar entre gentes que de nada pueden servir á nuestra causa, igualmente por evitar el sacrificio de los fondos del Estado con sus gastos descabellados, sin provecho alguno de aquel; pues no tenia una sola relacion con los ministros de Inglaterra, ni sus adherentes; en una palabra, convencido del concepto que ya tenia entre los que habíanle mandado á nuestra salida de esta y habían encargado á Rivadavia particularmente que viese el medio mas honesto de hacerlo volver, lo que yo creía, séame permitido decir mi engaño, que era mas bien obra de la rivalidad que de la razon.

No se debía decir
al gobierno
la intencion
de robarse
el infante.

Esperando el regreso de Cabarrus, sucedió que fuese yo una mañana á visitarlo, y hablando de nuestra venida, me propuso que no debería decir al gobierno, dando cuenta de mis pasos y procedimientos, que nuestra intencion era traer al infante, sino tenerlo en Lóndres hasta que el gobierno resolviese y que D. Bernardino Rivadavia quedase para continuar el negocio, si las circunstancias lo permitian, y sobre todo para seguir una relacion con el gobierno de España, que lo entretuviese y separase de ideas de expedicion, respecto á los conocimientos de Rivadavia, á su carácter, al concepto que habia adquirido con la persona intermedia en la materia, al opuesto de la que tiene Sarratea en España por su descabellada conducta y que él mismo confesó que nadie querría tratar con él, bastando que oyesen su nombre para no darle crédito: tuvimos tambien en mira separarlo de haber estado de nuestra parte, y D. Bernardino Rivadavia aun franquéandole intereses de su propiedad.

Bien pronto se presentó la ocasion en aquel mismo día, y en

su pres
diatam
Sarrate
aquel r
siguió
misma
disponi
cipio in
que sin
parecia
era ind
de la r
preciso
mano.

Lleg
nos ha
sobre
haber
rarse o
pezó á
vino á
de su
tos po
por úl
vinies
infant

Á p
casa,
sero,
mi m
he ap
con q
indisp
expus
conve
le po

su presencia manifestó á Rivadavia la proposicion que inmediatamente desechó como ajena de la verdad, y entónces Sarratea repuso que si no se hacia aquello, él se separaba desde aquel momento de todo, pero quedó cortada la conversacion y siguió continuando su concurrencia á nuestra casa, con las mismas confianzas y deferencias en el trato de nuestra parte, disponiendo, segun decia, su viaje para esta, que desde el principio indicó lo haria por sí mismo, y no en mi compañía; lo que sin embargo de que yo le advertí de la desviacion que me parecia impropia, dejé á un lado sin insistir, pues tambien me era indiferente viajar solo ó acompañado; pues para dar parte de la negociacion como habíamos convenido, para nada me era preciso, debiendo todo ejecutarlo con los documentos en la mano.

Llegó por fin el conde de Cabarrus, y Sarratea, que tanto nos habia hablado en contra suya, que decia lo reconvendria sobre los hechos de tomar dinero de nuestros banqueros, de haber intentado un paso ridículo con solo el objeto de apoderarse de los fondos que se habian destinado para el objeto, empezó á variar en su conducta hácia nosotros: el mismo conde vino á visitarnos y darnos noticia del resultado de su mision, de su capricho de robar al infante; de la cortedad de sus gastos por la baratura del continente con respecto á Inglaterra, y por último que habian sobrado algunas libras: y que luego que viniese un tal Durand, que debia haber servido para conducir al infante, así que se nombrase el rey, presentaria la cuenta.

Á poco dias de esto, Sarratea se apareció una mañana en casa, conforme á su costumbre, pero con un aire bronco y grosero, y tratándole Rivadavia de las cartas del conde, puesto que mi marcha se acercaba, se produjo en los términos que ántes he apuntado, el que ni al gobierno las presentaria; Rivadavia, con quien era la conversacion, pues yo me hallaba bastante indispuerto, tanto que mis dolores no me permitian hablar, le expuso, con toda la moderacion que lleva la razon consigo, lo conveniente, y que ¿de dónde habia sacado que al gobierno se le podia satisfacer con relaciones? Que era de obligacion pre-

1816.

Proposicion
hecha á Rivadavia.
Lo que replicó
Sarratea.

Llegada
de Cabarrus.

Sarratea.

1816.

sentar los documentos que acreditaban aquellas ; la repuesta fué decir : Á mí no me convence V. ; mándeme V. con su criado los papeles que tiene aquí, que yo le enviaré los que tenga en casa, y salióse sin la contestacion.

Pormenores.

Desde aquel dia dejó de venir á comer con nosotros y se ausentó de nuestra compañía ; sin embargo uno en que me hallaba algo mejor, y me habia decidido á salir á paseo, mi compañero habia ido á visitarlo y yo fui á buscarlo, porque debíamos ir juntos, y cuadró fuese con uno que parece no queria recibir y se me negó por el criado ; á la noche siguiente, vino á mi casa á darme satisfaccion, estuvimos hablando amigablemente, y como en reserva me dijo : que tocando en Gibraltar y en Madrid, pensaba venir á esta : se despidió, y siguió su sistema de no venir á almorzar ni comer, como lo habia estado haciendo meses consecutivos.

Mala impresion.

Nos hallábamos sin saber á qué atribuir esta mutacion, y por cierto que no me cabia en la cabeza una conducta tal, despues de tantas confianzas y favores que se le habian dispensado, y en particular por Rivadavia, pues á mí no me dejaban mis males entrar en tertulia ni comunicacion tan dilatada.

Cuenta
no objetada.

Pero acercándose mi marcha y no teniendo ni la cuenta ofrecida de Cabarrus, ni los papeles que debia presentar, le escribí pidiéndola para ajustar con los banqueros ; me la mandó, con el núm. 5, del que saqué copia núm. 6, y le contesté con el núm. 4, á que contestó con el núm. 6 diciéndome que nada tenia que objetar : entónces le pasé el núm. 7, y fui á los dos dias á su casa á visitarle y pedirle los papeles que interesaban, y exponerle que ¿ cómo me habia dicho que no tenia qué objetar á la tal cuenta ? Entónces me respondió que á él no se le mandaban órdenes, y que por deferencia hácia mí me daría un extracto de los papeles ; que las instrucciones no se le podian recoger al conde, que ¿ cómo no se habia de haber quedado este, en vista dél artículo reservado ? que ya le habia hablado sobre las cuentas. Mi contestacion fué : que yo no le habia pasado órdenes, que le habia pedido lo que era de mi deber con toda la atencion, segun mis cartas lo indican ; que las instruc-

ciones podian y debian recogerse, concluido el negocio ; pues, como nos habiamos convenido, debian recogerse todos los papeles de la mano del conde, luego que llegase, para que no quedase rastro alguno, y que por ellos no se viniese á traicionar en un negocio que cerraba la puerta á toda negociacion con la corte de España, y que me enseñase el artículo reservado para hacerle ver que no daba al conde facultad para quedarse mas de lo preciso, y que para mí no era hombre de bien el que presentaba cuentas como él, sin un documento que las justificase, y que le habia hecho aquellas reflexiones, para que tratase de ponerse á cubierto, pues que habia de dar cuenta al gobierno y con documentos hasta el último medio que se hubiese gastado del Estado, que entónces era pobre y necesitaba de todo recurso, y no era regular mirar con indiferencia sus intereses. Me dijo que me contestaria al dia siguiente, y que yo no veia claro en la materia, indicándome sentimientos contra Rivadavia con palabras enfáticas, de que colegí de que todo era obra de su conducta y aspiraba á buscar medios de dorarla.

El resultado de mi carta de reflexiones sobre la cuenta del conde de Cabarrus fué hallarme con este en casa de los banqueros, adonde fui á pedir nuestras cuentas para dejarlo todo finiquitado, por lo que hacia á mí, y que allí me dijese que á mi carta contestaria á D. Manuel Sarratea, y á mí pasaria á pedirne explicaciones sobre ella á mi casa, á lo que le contesté que el dia que quisiese, y por doñde se ve, que Sarratea léjos de valerse de mis reflexiones, que dudo no parecerán sociales á cualquiera que las lea, fué y las puso en manos de Cabarrus, para fomentar el escándalo á que se condujo, y que añadiré pruebas que califiquen mi contexto de un modo indudable.

Pasaron dos ó tres dias de mi expresada entrevista con el conde, cuando la mañana del 2 de noviembre me encontré con una cita suya, y en su consecuencia fui al punto designado llevando en mi compañía á D. Mariano Miller sin que supiese el objeto que me conducia : cumplida la hora de la cita me regresaba á mi casa, y encontramos al conde con D. José Olaguer ; le dije al verlo que la hora se habia pasado, y queriendo apartarlo

1816.

Resultado
de unas reflexiones
sobre la cuenta
de Cabarrus.

Cita
de Belgrano
con el conde.

1816.

para hablarle de su singularidad, se empeñó en publicar su objeto, que era reducido á que le diese satisfaccion de la predicha carta escrita á D. Manuel Sarratea, á que le contesté que esta carta no era escrita á él; y que si le ofendian las reflexiones de ella, no era yo quien le hacía la ofensa, sino quien se la habia enseñado: no queriendo darle otra satisfaccion, seguia acalorándose la disputa; y entónces Olaguer le dijo que hasta alli habia venido como un amigo suyo; y volviéndose á mí me protestó á nombre de todos los Americanos de cualquier paso que diese, y me presentó la carta núm. 18 de D. Bernardino Rivadavia; la leí, y considerando la trascendencia que traería la publicidad del hecho, viendo tambien que su padrino se le habia vuelto en contra, me despedí.

Conferencia
privada
de Belgrano
y Rivadavia.

Al regreso á mi casa, dije á Rivadavia habia recibido su carta; entónces él me significó que habia atinado con el objeto del papel de Cabarrus, y deducia que todo era obra de Sarratea, como yo mismo me he convencido: sin duda este, no teniendo que decir de mí, queria tener un motivo del concepto que felizmente merezco en Inglaterra. El hecho es que él le dió la carta al conde; que fué sabedor de todos sus pasos, que era su consultor y á todas horas estaban juntos; por último, que le proporcionó hasta las pistolas por medio de su crédito, dándole un papel para que las fuese á recibir de casa del armero, donde el mismo Sarratea las habia hecho preparar; hecho que solo puede ser obra del corazon mas inicuo, que no reparando en los medios, aspira á la perdicion de un hombre honrado, que no le ha dado el mas mínimo motivo de queja: me faltaba esto que sufrir de los hombres que han venido de Europa, no cabiendo en la sociedad por sus vicios, á buscar suerte en mi patria y modo de vivir, para conducirla poco ménos que á su disolucion, aprovechándose de lo que pudiera caer en sus manos.

Miller y Olaguer
pueden rendir
declaraciones.

Pasados algunos días le escribí los números 9 y 11, contestó con el número 12, y concluí mi correspondencia con el número 13, en la madrugada del día de mi salida de Lóndres. El gobierno juzgue de todo lo que hallare conveniente, en vista de

la luz que arrojan los documentos que presento, tomando acerca de este hecho, si gusta, las declaraciones que pueden dar D. Mariano Miller y D. José Olaguer, que felizmente se hallan aquí; y decidirá si un sugeto de su clase puede tener comisiones en país extranjero.

Por lo que ya he visto y observado mas de cerca, por el conocimiento en que estoy de sus adherentes, del mal concepto que tiene en la corte de España; teniendo ademas presente que exigia el interes de la patria que se llevase adelante nuestra primera decision apuntada, de que quedase D. Bernardino Rivadavia, de quien nunca haré los bastantes elogios por los conocimientos que le asisten, como ya lo he dicho, por su carácter firme para sostener nuestros derechos, por su conducta honrada y económica, porque conoce nuestra actual situacion; cerciorado de que ha adquirido el concepto que se merece y aun superioridad sobre el conducto que se le ha presentado para con la corte de España, de modo que cuando ménos se puede evitar el envío de una expedicion, y entretener el tiempo á fin de que el país se fortifique mas, y disponga á adquirirse el concepto en toda Europa por una gloriosa defensa si se le atacára; le protesté en la mas bastante forma de que sería responsable de los perjuicios que se originasen si no cumple con la órden de retirarse de allí que ambos recibimos; tomando á mi cargo todas las responsabilidades de la clase de cumplimiento de ella, en atencion á que el gobierno no podia estar al cabo de estos por menores, ni lo estaba, ni era posible lo estuviese del estado político de la Europa cuando la expidió, como lo supongo desengañado despues que sabe los sucesos resultantes de la batalla de Waterloo y que sus esperanzas han ido por tierra, segun ha colegido de la razon en que se funda nuestro regreso: en consecuencia, le pasé la adjunta que aparece con el número 19.

Debo hacer el honor debido á Rivadavia, que no obstante los motivos que le impulsaban á regresar, los perjuicios que sabia se le causaban por los que, aprovechándose de su ausencia, le fomentaban pleitos, los intereses que ha perdido, y sin embargo

1816.

Elogios
á Rivadavia.

Protesta.

Decision
de Rivadavia
á hacer
un sacrificio.

1816.

de la escasez en que queda, por la arbitrariedad del conde de Cabarrus, apoyada por Sarratea, prevalido del secreto de una negociacion de tanto tamaño, se ha decidido por el bien de la causa á hacer un sacrificio que el gobierno podrá graduar.

Se determinó
que pasase
á Francia.

Así es que determinamos pasase á Francia, para donde tambien debia marchar el conducto hablado, así porque es un país mas barato para poder vivir, como porque se ponía fuera de la corte de Inglaterra, donde sin embargo de que ella nada hace á nuestro favor, ni es capaz de hacer mientras tenga ventajas por nuestra parte, se le miraría con desconfianza por el gabinete español: á mas de que por relaciones que ha adquirido con Urquijo y algunos con Manza y con un Ojarril que tienen íntima amistad con Cebállos, hoy primer ministro de España y del primer favor de Fernando, y en cuyos secretos de gobierno se hallan, se puede entretener el tiempo, mientras recibe las instrucciones del gobierno de cómo debe manejarse, no haciendo otra cosa entretanto que oír y referirse á sus resoluciones; procurando llevar el asunto al gran objeto que nos hemos propuesto y de que instruiré verbalmente.

Importancia
de Paris
por ser el centro
de todas
las relaciones
políticas.

Se agrega á esto que hoy Paris es el centro de todas las relaciones políticas y donde se ventilan y acuerdan los medios de sostener la legitimidad de los soberanos; no importa que se sacrifiquen los derechos de los pueblos; y es de necesidad estar á la mira para poder alcanzar lo que se piensa ó trate, con respecto á nosotros, que con mas particularidad que cualquiera otra parte de la América llamemos la atencion, observando que hay un órden aun en medio de los extravíos, errores y pasiones que hasta ahora mas que nuestros enemigos ha contrastado nuestro camino.

Una resolucion
que tomó Belgrano.

Como esto podria cruzarse por la conducta que ha manifestado Sarratea, pues en el momento en que recibió el pliego del gobierno, porque se le manda continuar allí, salió á propalarlo diciendo que ya no teníamos representacion alguna, que él era el único que tenia los poderes, y enseñó el pliego á personas que lo publicasen, una de ellas el conde de Cabarrus, que se lo dijo á Olaguer; como esto, pues, repito, podria traer perjuicios

á las relaciones entabladas de Rivadavia, yo hice entender que este se hallaba con poderes é instrucciones que Sarratea ignoraba é ignoraria siempre, y he dado un carácter misterioso para atajar aquel mal, en la firme suposicion de que el gobierno me hará justicia impuesto de los motivos, y sostendrá esta medida á que me condujo el mejor servicio de la causa y el verdadero interes de la patria en las actuales circunstancias, que deben mirarse con toda la atencion imaginable ; pues el acelerar el reconocimiento de nuestra existencia política, ó mejor diré, de realizar esta, pende del modo con que se negocie con la España, porque ella sea la primera á reconocerla, porque el que Inglaterra ó cualquiera otra potencia lo haga, mientras las cosas permanezcan como las he dejado en Europa, es del todo imposible. y no hay que esperarlo jamas, siendo contra todos los principios que rigen á los soberanos y han proclamado del modo mas enérgico y sostendrán con los mayores esfuerzos habiéndoles llegado su época.

Buenos Aires, 3 de febrero de 1816.

MANUEL BELGRANO.

BANDO DEL DIRECTOR

SOBRE REPRESALIAS Á EJERCER CONTRA LOS CHILENOS.

Siendo notorio por los papeles públicos venidos últimamente de Chile haberse establecido en aquel reino una comision autorizada por su gobierno para secuestrar las propiedades pertenecientes á individuos de las Provincias Unidas ; y hallándose por consiguiente este gobierno en aptitud de usar del justo derecho de represalia, he venido en ordenar lo siguiente :

Todo negociante, almacenero, tendero, pulpero, consignatario, ó comisionista, ó de cualquier modo encargado, ó habilitado por interes propio, ó ajeno, y toda persona que por resulta de

1816.

Importancia
del modo
de negociar
con la España.

Represalias
contra los Chilenos.

1816.

compras, ó cualquier otro contrato, tuviere en su poder, ó en poder de otro, aquí, ó en otro paraje, dineros, ó especie de todo género pertenecientes á sugetos de Chile y territorio de la obediencia de su gobierno, deberán precisamente hacer manifestacion jurada de ellos ante la comision especial de bienes extraños, residente en una de las piezas del tribunal de cuentas, dentro del perentorio término de cuarenta y ocho horas contadas desde la publicacion de este bando; y si no lo verificaren, y se le descubriere alguna pertenencia no manifestada, se le confiscará irremisiblemente la mitad de sus bienes propios, é insurreta en las penas de expatriacion, y privacion de todos los derechos de ciudadano, y demas que dispensa el suelo, y la proteccion del gobierno del país: bajo el seguro concepto de que aquellas propiedades que fueren pertenecientes á individuos americanos, ó europeos, decididos por la causa de la libertad, calificándose esta circunstancia por la exposicion de personas de carácter y demas informes ó conocimientos que puedan haber la comision ó este gobierno, se declararán en el acto libres del secuestro.

Todos los que debieren por cualquiera causa á sugetos de Chile lo manifestarán dentro del mismo término, y bajo las mismas penas, sin proceder á hacer pago alguno; en la inteligencia de que con los que manifiesten se tendrán regulares consideraciones para que en los enteros no sufran extorsiones en sus fortunas propias.

Todos los escribanos darán dentro de ocho dias razon de todas las escrituras, documentos de obligaciones, contratos y deudas relativos á las procedencias expresadas, pena de privacion de oficio y multa arbitraria no efectuándolo; y todo sugeto, ó persona privada, que sabiéndolo no lo denunciare, sufrirá multa considerable, y penas al arbitrio de este gobierno.

Todo el que pasado el mencionado término denunciare caudal, accion, ó deuda de las antedichas pertenencias no manifestadas por los interesados obligados, accionistas, ó deudores, percibirá la tercera parte de lo que se descubra.

Y para que llegue á noticia de todos, se publicará por bando

en la forma acostumbrada, fijándose ejemplares impresos dentro de una hora de la publicacion en cada manzana dentro de la traza de la ciudad, y entregándose á cada alcalde de barrio otro para que inmediatamente disponga que todos sus tenientes, cada cual en su manzana, ó en su defecto otro individuo de ella, la recorran é intimen á cada uno de los vecinos de casas y cuartos el bando publicado, indicándoles los lugares donde se hayan fijado los impresos, para que se impongan de su contenido, sin que les disculpe despues alegacion de ignorancia por falta de noticia é instruccion, que es fecho en Buenos Aires á veinte de febrero de mil ochocientos diez y seis.

IGNACIO ALVAREZ.

MANUEL OBLIGADO, *secretario*.

MEMORIA

PRESENTADA AL SUPREMO GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA EN 1816

POR EL CIUDADANO TOMAS GUIDO (1).

NOTICIA HISTÓRICA.

El célebre congreso argentino que en el año de 1816 se hallaba reunido en la ciudad de Tucuman, y que con heróico denuedo declaró la independenciam de la República Argentina del dominio de los reyes de España y de sus sucesores, sin arredrarse por verla amenazada por los ejércitos españoles, triunfantes en el Alto Perú, en Chile y otros puntos, y cuando empezaba á enardecerse la guerra civil en las provincias litorales, confió el poder

Payredon
nombrado
de director
supremo.

(1) Publicada en la *Revista del Paraná*.

1816.

ejecutivo de la nacion al ilustrado general D. Juan Martin de Puyrredon, con el título de director supremo.

Preparativos
de guerra.

No bien este benemérito jefe, residente en aquella época en la ciudad de Salta, entró en el ejercicio pleno de su autoridad, se apresuró á acumular elementos de guerra con que emprender una nueva campaña contra las fuerzas dependientes del virey de Lima, vencedoras del ejército argentino en las batallas del Desagüadero, Vilcapujio, Ayouma y Sipe-Sipe.

Delegacion
de facultades
en el general
Balcarce.

Para obtener cuanto ántes el director supremo los mas poderosos medios de invasion al Perú, delegó amplias facultades en el virtuoso general D. Antonio González Balcarce, con el título de director interino, residente en la antigua capital de Buenos Aires, y se ocupó con ahinco en las medidas mas eficaces para conjurar el peligro inminente á que una acerba fortuna habia precipitado á la patria.

Disposicion
de los pueblos
argentinos
á invadir
el Perú.

La opinion dominante en el soberano congreso, la de la numerosa emigracion de patriotas peruanos, refugiados en las provincias de Jujuí, Salta, Tucuman y otras, se pronunciaba calorosamente por que se probase de nuevo la suerte de las armas con la inmediata invasion á las altas provincias del Perú, que componen hoy el Estado de Bolivia, las cuales se encontraban avasalladas por el enemigo comun, que en amago constante sobre la frontera infundia un continuo recelo de un ataque rápido, que pusiese en conflicto los pueblos mas cercanos y perturbase al mismo tiempo los importantes trabajos del congreso.

Preparativos
de nueva
campana.

El director supremo, estimulado por el pronunciamiento comun de los pueblos mas próximos al teatro de la guerra y por la perseverante insistencia de los emigrados que anhelaban volver á sus hogares, se decidió calorosamente á emprender una nueva campaña para arrancar las provincias del poder de un enemigo ávido de dominacion y de venganza, y ordenó perentoriamente al director interino despachase á Tucuman, á marchas forzadas, toda la tropa de línea que hubiese disponible y el material de guerra indispensable para arrojar de Potosí, Cochabamba, La Plata y La Paz, las fuertes columnas españolas dominadoras de aquel inmenso territorio.

El director interino general Balcarce se afaná desde luego en secundar el pensamiento del supremo poder ejecutivo; expidió sus órdenes sin pérdida de tiempo para la ejecucion de la voluntad superior; mandó aprestar y cargar artículos de parque, y ordenó la inmediata marcha del batallon de granaderos de infantería y de otros cuerpos en direccion á Tucuman.

Partieron, en efecto, desde Buenos Aires fuertes convoyes, y continuaron los aprestos pedidos por el supremo director, decididamente resuelto á un vigoroso esfuerzo por la libertad del Alto Perú.

Mientras el director interino general Balcarce secundaba desde la capital el pensamiento del directorio, no aparecia medida alguna para proteger las provincias de Cuyo, amenazadas desde Chile por el ejército realista á las órdenes del general Mareó.

La seguridad de aquella importante seccion de la República confiábase solamente al ferviente patriotismo de sus hijos, y á la pericia de su gobernador, entónces el coronel mayor D. José de San Martin. Pero este ínclito jefe no cesaba de hacer conocer á la suprema autoridad, que los recursos débiles de una sola provincia, empobrecida por sus incesantes sacrificios á la seguridad de la nacion, no bastarian á poner obstáculos insuperables á las fuerzas españolas acantonadas en la falda occidental de la Cordillera de los Andes, si emprendiesen una invasion súbita sobre Mendoza.

Con el clamor general elevado desde el congreso de Tucuman y con la pretension firme de la emigracion peruana coincidía la mas clara decision popular en Buenos Aires y en el litoral á favor de la realizacion de una nueva campaña sobre el Alto Perú.

En los unos porque se hallaban dominados de un anhelo entusiasta por obtener una reparacion condigna de pasados reveses, con la destruccion de enemigos comunes; y en los otros, especialmente entre militares de alto rango, por rivalidad de ambiciones no satisfechas, y encelados al mismo tiempo contra el influjo y renombre del esclarecido caudillo que man-

1816.

Desamparo
de las provincias
de Cuyo.

Disposicion
en favor
de la nueva
campaña.

1816.

daba en Mendoza, y cuya superioridad de genio é inteligencia ganaba rápidamente la confianza general de los pueblos.

Tal era la situacion del país á mediados de 1816. Era llegado el momento en que la independencia ó la esclavitud de la patria estaba irremisiblemente pendiente del acierto ó error de las operaciones de una guerra, inevitable ya contra un enemigo poderoso, que favorecido por la fortuna engrosaba su número.

Dificultad
de elegir
el campo
del combate.

La eleccion del campo de combate en que iba á decidirse por un duelo á muerte el destino de la República Argentina, presentaba á su gobierno el árduo problema cuya solucion fijaria la suerte de las generaciones futuras.

Las mas importantes tareas del ministerio de la guerra estaban en aquellas circunstancias confiadas al oficial mayor del departamento, teniente coronel graduado D. Tomas Guido.

Las relaciones personales é íntimas de este jefe con el general San Martin y con los demas comandantes que se hallaban al frente de las columnas destinadas á guardar las fronteras, y las ventajas de su posicion oficial para proverse de informes detallados con que conocer y definir exactamente la importancia de las respectivas posiciones de los beligerantes y de los elementos disponibles por ambas partes, facilitábanle medios eficaces para la concepcion de un plan de guerra con éxito favorable á los intereses de la República.

El oficial mayor habia sido tambien testigo en los años de 1812 y 1813, á las inmediatas órdenes del general D. Francisco A. Ortiz de Ocampo, de los estragos causados en el Alto Perú por el desastroso desenlace de las memorables campañas dirigidas por el ilustre general Belgrano.

Proposicion
del señor Guido
de que se
abandona
la campaña
al Perú.

El señor Guido, dominado por la profunda conviccion que le suministraban precedentes ajenos del conocimiento y del estudio del directorio, é inspirado por el mas elevado sentimiento patriótico, resolvióse á arrostrar el imponente sufragio universal del país y la resolucion misma tomada por el ejecutivo, proponiendo se abandonase la campaña al Perú, y se decidiese el portentoso paso de los Andes, demostrando con la Memoria que á continuacion publicamos la inminencia de una funesta caída

de la República, si la primera resolución del directorio continuase prevaleciendo.

Con placer reproducimos este inolvidable documento, como un testimonio solemne de uno de los trances mas críticos de la República y del origen mas puro de las espléndidas victorias que embellecen nuestros anales, y que han dejado por sublime resultado la fundacion de tres grandes repúblicas americanas, cuyos hijos encontraron entre los Argentinos la mas generosa oblation de sus fatigas y de su sangre, para completar juntos la grandiosa obra de la emancipacion del Nuevo Mundo.

El autor de la Memoria no desmayó ante el grito público que se levantaba impetuoso desde las mas altas regiones hasta las mas humildes, para que el directorio prefiriese la entrada de un ejército al Alto Perú al arduo empeño de atravesar los Andes, y, con el lenguaje de los guarismos y con la exposicion de hipótesis fundadas en hechos consumados, demostró á su gobierno la indeclinable alternativa en que le colocaban los sucesos, ó de que sucumbiese la República al yugo colonial, si una nueva derrota del ejército patrio en el Alto Perú consumia sus últimas fuerzas, *ó intentar apoderarse de Chile como de la gigantesca ciudadela de América, levantada por la naturaleza entre el mar Pacífico y los Andes.*

Despues de examinada la Memoria, de deplorar es que resuelto el gobierno que la tomó por norma á realizar el colosal pensamiento de escalar los Andes, hubiese carecido de medios ó de nervio, para mandar trasladar al Pacífico, como lo proponia el autor de la Memoria, los buques de guerra de la patria y los numerosos corsarios esparcidos en el Océano. Esta operacion simultánea, trazada con admirable prevision en la Memoria, resulta ser la única parte del plan que quedó pendiente, y por falta de esa fuerza marítima sobre las costas de Chile y del Perú, exigida en aquel documento, se retardó dos años mas, despues de los espléndidos triunfos de Chacabuco y Máipo, la expedicion libertadora al suelo de los Incas.

Recibida la Memoria del oficial mayor por el director interino general Balcarce, é ilustrada por nociones verbales del autor, el

1816.

Su Memoria.

Alternativa
que esta contiene.

El gobierno
se decidió
por el segundo
extremo,
y desistió
de la campaña.

1816.

director aceptó con calor el pensamiento, y por un expreso extraordinario despachó á marchas rápidas tan grave exposicion, para que, llegada á manos del magistrado supremo de la nacion, juzgase y decidiese sobre su contenido; y no bien el general Puyredon la examinó con detenimiento, comprendió su alcance, acogió con ardor el nuevo plan estratégico desenvuelto por el oficial mayor Guido, comunicó al directorio delegado *haber desistido de la campaña al Alto Perú, y resolvió que las tropas argentinas pasasen los Andes.*

El director interino mandó desde luego regresar los convoyes que habian ya partido de Buenos Aires, y una parte de las tropas en marcha para Tucuman cambió de rumbo hácia Mendoza, y la ejecucion del plan de la Memoria fué confiada al bravo general San Martin, quien sobrepujo las esperanzas de su gobierno y de la patria, legó á la historia argentina las brillantes hazañas con que salvó heróicamente la libertad de Chile y del Perú. llevando las armas de la República hasta Quito, é inmortalizó la fama de su país, conduciendo sus huestes de victoria en victoria, hasta dejar asegurado el triunfo de la gran causa americana.

MEMORIA DEL SEÑOR D. TOMAS GUIDO.

EXCMO. SEÑOR,

Generalidades.

Cuando, tres meses há, desempeñaba provisoriamente el ministerio de la guerra, creí de mi deber presentar al gobierno las razones que me impelian á meditar y resolver sobre la restauracion del reino de Chile; pero acontecimientos complicados me aconsejaron no dar un paso estéril, miéntas que una ocasion mas favorable no ofreciese lugar á mis ideas.

La presencia de nuevos peligros viene á sacarme de mi irresolucion, y aunque desnudo de aquel carácter, me atrevo, como un ciudadano amante de la prosperidad de mi patria, á exten-

der las
men de

El go
cios con
la renta
espíritu
la exter
tales el
el desti
tuna, i
contras
ses de a

Por r
nos que
los tal
justa en
en el p
tenerla
tienda,
los que

Á la
mada te
alejaba
cito juz
enemig
cido y
opulen

Mas
Bonapa
cia, el
movien
el equi

Des
Mundo
corte
de la

der las siguientes observaciones, sujetándolas al ilustrado examen de Vuestra Excelencia.

1816.

El gobierno nunca calculará con acierto el éxito de los negocios confiados á su administracion, sin examinar el estado de la renta, el número y disciplina de su ejército, el progreso del espíritu público, la fuerza de los enemigos que debe combatir y la extension de recursos para la continuacion de la guerra. Sin tales elementos todo proyecto es vano ó cuando ménos ineficaz, el destino del país quedará librado á las vicisitudes de la fortuna, no podrá organizarse un sistema estable, y el menor contraste bastaría para derrocar un edificio levantado sobre bases de arena.

Por una fatalidad inexplicable la mayor parte de los gobiernos que se han sucedido desde el 25 de mayo de 1810, animados tal vez por la esperanza de que la causa de la América, justa en sus principios y seductora por su porvenir, encenderia en el pecho de los Americanos un entusiasmo activo para sostenerla, fiaron ciegamente al tiempo el término feliz de la contienda, sin tener en vista ó tomar en cuenta otros enemigos que los que la América abrigaba en su seno.

Á la verdad, esclavizada la Península desde 1808, y abrumada toda ella por el inmenso poder del emperador Napoleon, alejábese toda esperanza de su independenciam, si es que era lícito juzgar por la debilidad de la España, y por la pujanza de sus enemigos, ó discernir entre los recursos de un país empobrecido y los inmensos arbitrios de un imperio en el zénit de su opulencia.

Situacion
de la Península
española
en 1808.

Mas la última coalicion de la Europa en 1814, la caída de Bonaparte, la restauracion de los Borbones al trono de la Francia, el triunfo de la España, y el regreso del rey Fernando, conmovieron los intereses de todas las potencias, é hicieron perder el equilibrio entre las colonias y su metrópoli.

Desequilibrio
entre las colonias
y su metrópoli.

Desde entónces se vieron nacer nuevos peligros para el Nuevo Mundo, y la opinion, el orgullo y el espíritu de venganza de la corte de España gravitaron enormemente contra los intereses de la América.

1816.

Ensayos
del gobierno
español
en 1815.

En efecto, la expedición de *diez mil* hombres, mandada por Fernando VII á la Costa Firme; la de *dos mil quinientos* al estrecho de Panamá, y los repuestos de armas y municiones del virey Abascal fueron los primeros ensayos del gobierno español en el año pasado de 1815.

Necesidad
de tener
un congreso.

Desde entónces urgió atender con seriedad á nuestros asuntos, calcular los recursos, ganar tiempo y tomar una actitud imponente, para resistir á los embates de nuestros enemigos. — Desde entónces se hizo mas necesario reunir un congreso, dar forma á un gobierno central, aumentar el ejército, acopiar armamentos, fijar un sistema de rentas, declarar nuestra independencia y acometer á las fuerzas realistas que ocupaban importantes provincias de nuestro territorio.

Obstáculos
que han detenido
la marcha
nacional.

Desgraciadamente las convulsiones domésticas, la guerra civil, los tumultos militares, la dislocacion de las provincias, y las oscilaciones de la capital, han absorbido la atención de todos los gobiernos y de todos los pueblos, han detenido en su carrera la causa nacional, y han esterilizado los grandes medios con que nos brinda nuestra localidad. Hemos perdido veinte y tres meses sin ganar un palmo de terreno, miéntras los enemigos han creado nuevas fuerzas y locupletádose con nuestros despojos.

La derrota
de Sipe-Sipe
puso en peligro
la libertad.

Aquietadas por fin nuestras desavenencias á mediados del año próximo anterior, la esperanza pública quedaba pendiente de la campaña del ejército auxiliar del Perú, como que el resultado ventajoso de sus armas fijaría el destino de las Provincias Unidas del Río de la Plata; pero un fatal desengaño trastornó los mejores deseos, y la derrota del ejército patrio en Sipe-Sipe, arrastrando al Estado á la crisis mas peligrosa, dejó vacilante la libertad del país.

Tres puntos
para
las combinaciones
militares.

Invoco en este momento la atención de Vuestra Excelencia, para que se sirva traer á su consideracion tres puntos graves é indispensables para la solidez de las combinaciones militares.

- 1º La fuerza reglada con que se cuenta para seguir la guerra.
- 2º La de los enemigos que tiene á su frente.
- 3º Cuáles sean los medios mas eficaces para combatirlos.

Tal cual fuese la idea que he formado respecto á estas bases, la transmitiré á Vuestra Excelencia, porque creo le habilitará para resolver con exactitud y para ejecutar con firmeza.

Despues de haber quedado en poder del enemigo las cuatro provincias del Alto Perú y la mayor parte del armamento de cuatro mil hombres, artillería y parque respectivo, se han salvado apénas varios piquetes al mando del general D. José Rondean; los que suman *mil quinientos* hombres de las tres armas, á los que, unidas las divisiones del coronel mayor D. Domingo French, el regimiento de dragones y el batallon de infantería número 10, en marcha, pueden subir al número de 2,500.

En la capital existen de guarnicion un batallon de artillería, el de infantería número 8 y otro de granaderos con la fuerza de *dos mil doscientos* hombres en su totalidad, incluidos los piquetes que se hallan en campaña, dentro del territorio de la provincia, y *mil setecientos setenta y tres* en las fronteras de Mendoza; ascendiendo todo el ejército de línea de las Provincias Unidas á *seis mil cuatrocientos setenta y tres* hombres, divididos en las clases siguientes: 1,260 artilleros, 1,000 de caballería, 4,273 de infantería, situados en cuatro diferentes puntos sobre una línea de mas de quinientas leguas.

Las milicias de caballería de las provincias de abajo, inclusa la de Buenos Aires, componen el total de 29,000 hombres inamovibles por su desorganizacion actual. — En estas no van enumeradas las de Córdoba, Salta y la Rioja, pues que difícilmente puede contarse con ellas, por la emancipacion en que se hallan aquellos pueblos de la capital.

Es verdad que reunidas las de las provincias de Entre-Rios, Corriéntes y la Banda Oriental, la masa del ejército engrosaría con cerca de 4,000 hombres de línea, y mas de 10,000 de milicias regladas. Pero la excision política que existe entre el territorio occidental y aquellos pueblos neutraliza su concurso y da lugar á considerarlos como Estados independientes, de tal modo extraviados por pasiones mal dirigidas, que mas bien inspiran temor que confianza. De manera que deben excluirse del poder existente para vencer á los enemigos exteriores, reduciéndose

Fuerzas
con que no debe
contarse.

1816.

Posiciones
del ejército
del general Pezuela.

Parques
que tienen
establecidos.

Ejército
de Chile.

nuestra fuerza á la que va detallada en los párrafos anteriores.

En medio de esta nulidad militar, el ejército de línea al mando del general Pezuela, en número de seis mil hombres aguerridos, ocupa las cuatro provincias mas ricas y pobladas de nuestro Estado. Sus tropas victoriosas, presididas por un jefe de reputacion y de conocimientos aventajados, acechan por el norte nuestra República. Ellas están sostenidas por un gobierno constituido, tranquilas y con los numerosos recursos de noventa y seis provincias sujetas á la dominacion del virey Abascal.

En varios puntos de su línea de comunicacion se hallan establecidos parques de reserva y depósitos de tropa en instruccion. De las provincias de Chuquisaca, Potosí, Cochabamba y La Paz extrae el enemigo los auxilios que le ofrece un país conquistado. Puno, Arequipa y toda la costa occidental, aun sin el auxilio de Chile, facilitan víveres y dinero. — Las milicias regladas bajo el sistema antiguo del vireinato de Lima reemplazan los regimientos en campaña. — Su armamento, municiones y artillería son superabundantes. — Y por último, las violencias de los tiranos alcanzan lo que no consigue la moderacion de nuestros gobiernos, ni suple frecuentemente el amor á la libertad.

Tal es á mi entender el bosquejo exacto de la situacion de Pezuela en el interior: situacion cuyo ascendiente es menester contener en tiempo, bajo un orden diverso que hasta aquí, ántes que esta hidra tome cuerpo, ántes que apure nuestra debilidad con las fuerzas que vaya aglomerando, y ántes que traspase los límites á que desde ahora debe sujetársele.

Por otra parte, el ejército de 3,500 hombres remido en Chile flanquea por el Sud nuestras provincias, con la ventaja de conservar comunicaciones directas por mar y tierra con el virey de Lima y con las tropas del general Pezuela. — De lo que se deduce que, montando las dos divisiones del ejército enemigo al número de 9,500 hombres, excede en la totalidad al de las Provincias Unidas en 3,027 plazas; pero considerando la fuerza que cada ejército tiene á su frente, resulta, que constando el

auxi
mil
gulo
doza
dado

De
pales
tirlos
cehar
de 18

conce
les ha

Por
con q
núme

un té
una d
gresiv

la gu
tercer
de los

Es
pierde
much

ó la p
poco t
temor

el ene
ligros

No
la que
dos, -

dad d
de la
se hu
dada

auxiliar del Perú de 2,500 hombres y el del enemigo de seis mil (6,000), la diferencia es de 3,500 hombres en aquel ángulo, y comparada respectivamente la de los ejércitos de Mendoza y Chile, el excedente de los enemigos es de 1,727 soldados.

De suerte que somos acometidos por los dos flancos principales, con duplo número de tropas que las destinadas á resistirlos, sin comprender las milicias de caballería de que puede echar mano en Chile el general Marcó : milicias que en el año de 1810 ascendían á treinta mil hombres, en una poblacion concentrada donde el valor, robustez y agilidad de los naturales, les habilita para diferentes objetos de campaña.

Por consiguiente, queda demostrado : que el ejército enemigo con que deben lidiar las Provincias Unidas es muy superior en número, moral y recursos al que existe actualmente, y que por un término justo de comparacion, el país está ya reducido á una defensiva peligrosa, siendo de esperar la disminucion progresiva de nuestra fuerza, si no se varía pronto el sistema de la guerra. — Cual sería mas realizable, útil y necesario es el tercer objeto de esta nota, y en mi opinion debe ser el primero de los anhelos del gobierno.

Es indudable que todo ejército, despues de una derrota, pierde absolutamente su moralidad; el soldado conserva por mucho tiempo el espectáculo horrible de la batalla. La muerte ó la prision de sus camaradas, las persecuciones que sufre y el poco fruto de sus fatigas anteriores, todo conspira á infundirle temor ó desaliento, y en cada paso que se le obliga á dar sobre el enemigo, ve un funesto presente rodeado de inminentes peligros.

No es otra la impresion que deja en la tropa un contraste, de la que no pocas veces participan aun los oficiales mas aguerridos. — De aquí es que el gran Federico, calculando la debilidad del corazon humano, enseñaba á sus oficiales aprovecharse de la victoria, ántes que el enemigo volviese del pavor en que se hunde despues de ser batido. — Esta máxima está fundada en la naturaleza del hombre, cuyo valor se mide casi

1816.

El ejército
enemigo
es mucho mayor
que el
de las
Provincias Unidas.

Reflexiones
sobre la disciplina
militar.

1816.

Su aplicación
al ejército auxiliar
del Perú.

siempre en razón directa del desprecio que hace de sus rivales.

Bajo este punto de vista debe juzgarse del ejército auxiliar del Perú, después de cuatro derrotas consecutivas; después de una campaña de seis años, en que ha luchado sin fruto con un enemigo tenaz, con la aspereza de los caminos, con el rigor del clima y con las costumbres y preocupaciones de los naturales del Perú.

Desde el momento en que se quiera abrir la campaña, el soldado obedecerá con zozobra, y la fuerza moral del ejército patrio perderá de vigor, por los grados en que se aumente la del enemigo.

Por más que se encarezca la preponderancia de nuestras armas, las tropas no pueden olvidar una serie de sucesos funestos, y este recuerdo les sigue como una sombra en cada una de sus acciones. Toda otra conjetura sería tan gratuita como contraria á la experiencia y á la naturaleza.

Á esta circunstancia se une la indisciplina en que casi siempre ha estado el ejército del Perú: la falta de unidad en sus jefes, el descrédito que arrastra un general batido, y el largo tiempo que es preciso emplear en organizar una fuerza ventajosamente, para poder avanzar con alguna probabilidad de victoria.

El desaliento en que han caído los pueblos del Perú bajo fuertes y repetidos golpes, no puede prometer un apoyo valioso contra los enemigos; y sería temerario emprender nuevamente sobre las Provincias del Alto Perú, con la perspectiva de socorros quiméricos y probabilidades semejantes á las que nos han animado ántes de las batallas del Desaguadero, Vilcapujio, Ayouna y Sipe-Sipe.

Tropas y recursos
necesarios
para emprender
una campaña
contra el Perú.

Sin un ejército de 8,000 hombres de línea, con buena disciplina, con un cuerpo de ingenieros, artillería y buenos oficiales, no debe emprenderse de frente contra el ejército de Lima, á no ser que se quiera correr el riesgo de perder para siempre la libertad del país.

Para elevar la fuerza á este número y formar soldados, se requieren cuando ménos diez y ocho meses, sobre las fechas de

los t
mun
tales
La
mien
no pu
No
sibilia
el sis
traha
lidade
tra E
los in
canale
sirve
ment
Dun
bles p
eneun
altas,
rechut
forzad
2 de
fecha
Pue
de las
estas
Tanto
del ga
conqu
Ent
de die
mas l
habita
branta
rán u

los últimos estados, con cuantiosos auxilios de armamento, municiones, caballadas, monturas, forrajes, vestuarios, hospitales y otros mil considerables útiles de campaña.

La suma necesaria, durante este período, para el mantenimiento de la tropa, trasportes, enganchamientos, reclutas, etc., no puede bajar de un millon de pesos.

No me detendré en manifestar á Vuestra Excelencia la imposibilidad de adquirir igual cantidad para aquel solo objeto, bajo el sistema actual de la administracion. Tampoco enumeraré las trabas que presentan para la organizacion del ejército las rivalidades, apénas sofocadas en Salta. Pero baste recordar á Vuestra Excelencia que las repetidas exacciones, la irregularidad de los impuestos y la estagnacion del giro han obstruido todos los canales de la riqueza pública, y no queda franco sino el que sirve para agotar las fortunas privadas, y aniquilar infaliblemente los capitales.

Durante los diez y ocho meses que presupongo indispensables para la reorganizacion del ejército auxiliar del Perú, el enemigo, sobre el pié de fuerza que sostiene en las provincias altas, puede elevarlas, al ménos, al número de *ocho mil hombres*, reclutados de las cuatro provincias que domina: debe ser reforzado con parte de los *dos mil quinientos* hombres con que el 2 de noviembre zarpó de Cádiz el virey Venégas, los que á la fecha deben haber llegado á Lima.

Puede tambien ese mismo ejército ser auxiliado con algunas de las tropas expedicionarias del general Morillo, navegando estas á Panamá y bajando á Lima por la costa de Guayaquil. Tanto mas es de recelarse, cuanto que ha entrado en las miras del gabinete español, y que se ha hecho practicable por la reconquista de Cartagena.

Entónces el ejército del Alto Perú puede presentar una masa de diez ó doce mil hombres, suficiente para inutilizar nuestros mas heróicos esfuerzos en defensa de aquellos pueblos. Sus habitantes, agobiados por la calamidad y sin esperanza de quebrantar sus cadenas, abrazarán la ley del conquistador, formarán una causa con él, y se derramarán como un torrente sobre

1816.

Dificultades para obtenerlos.

Guarismo á que el enemigo puede elevar sus fuerzas.

Auxilios que puede recibir.

1816. las provincias bajas de Salta, Tucuman y Córdoba. Una ojeada pasajera sobre el sistema con que se ha sujetado á Carácas, Quito y Cartagena, descubrirá la evidente demostracion de este cálculo.

Temores respecto
de la España.

Pudiera suceder que en igual término, noticiosa la España de las disensiones interiores que nos devoran, de la rivalidad de Artigas contra la capital, ó por combinacion con la corte del Brasil, se desprendiese de cuatro mil hombres, destinados á ocupar un punto de la Banda Oriental, desde el cual llame la atencion á Buenos Aires, le inhabilite para prestar socorros al resto de las provincias, y le aumente sus conflictos hasta el momento de obrar de acuerdo con la fuerza que nos acometa por el corazon de los pueblos.

Miéntas tanto, debemos suponer que el ejército opresor de Chile será reemplazado con un duplo de su fuerza actual, y que tendrá disponible en el año siguiente un total de *seis mil* hombres, así por los refuerzos que debe recibir de Lima, como por los batallones que se organizarán con los naturales del reino.

Situación
á que puede
ser reducida
Buenos Aires.

Dueño que fuese el ejército español de las provincias de Salta y Tucuman, es en mi opinion indispensable que el general del de Chile caiga sobre la provincia de Mendoza; y no pudiendo la guarnicion de aquella frontera oponer una resistencia feliz á seis mil hombres que la acometan, es moralmente cierto que sería arrollada, y Buenos Aires estrechado en sus relaciones y recursos y reducido á solo la provincia.

¿ Cuáles serian en el supuesto caso los medios de nuestra conservacion y defensa? ¿ Cuál el término de nuestra gloriosa contienda?... ; Quisiera apartar mi imaginacion de esos dias melancólicos que presiento, para no ser atormentado con la perspectiva de la desolacion de mi patria!

Por lo que á mí toca, yo habria cumplido con los deberes de un Americano, sacrificándome por la libertad; pero llevaria mi dolor hasta el sepulcro, si me viese envuelto en las ruinas de mi país, por la inercia é irresolucion del gobierno, y por no haber prevenido á tiempo los males que aun es posible evitar sin grandes peligros.

Concluyo pues que considero impolitico y ruinoso continuar la guerra ofensiva con el ejército auxiliar del Perú; que es forzoso adoptar resoluciones prontas y enérgicas para desconcertar el plan de los enemigos, y que si no ganamos instantes, tal vez no haya tiempo para conjurar la tormenta que nos amenaza.

Al intento manifestaré á Vuestra Excelencia mi opinion, tal cual la he formado, por comparacion, entre nuestros recursos y los de los enemigos, y los puntos que respectivamente sostienen los beligerantes.

La ocupacion del reino de Chile es el objeto principal que á mi juicio debe proponerse el gobierno, á todo trance y á expensas de todo sacrificio.

Primero : porque es el único flanco por donde el enemigo se presenta mas débil.

Segundo : porque es el camino mas corto, fácil y seguro, para libertar las provincias del Alto Perú.

Tercero : porque la restauracion de la libertad en aquel país puede consolidar la emancipacion de la América, bajo el sistema que aconsejen ulteriores acontecimientos. Voy á la demostracion.

Es fuera de duda que la primera invasion sobre Chile se ejecutó en 1811 por el general Gainza, con poco mas de seiscientos hombres, la mayor parte Chilotes; que sucesivamente se engrosó esta columna con los naturales de Concepcion, y que se concluyó la conquista con 2,500 hombres, entre los cuales figuraba solamente el batallon de Talavera.

En el curso de la campaña no ocurrieron sino pequeños encuentros con ejércitos indisciplinados, ó por mejor decir con reuniones de hombres sin concierto, cuya débil resistencia no dió lugar á agnerrir las tropas. De consiguiente la base del ejército que hoy oprime á Chile se compone, en mas de dos tercios, de tropas bisonas, nacidas y formadas en aquel territorio; así es que las dos compañías auxiliares de estas provincias, comandadas por el coronel mayor D. Márcos Balcaree, pasearon á su salvo en el año de 1813, y escarmentaron en diversas acciones á cuadruplicado número de enemigos.

1816.

Es ruinoso
continuar
la guerra ofensiva.

Debe ocuparse
el reino de Chile.

La mayor parte
de las tropas
de Chile
son bisonas.

1816.

Los generales Osorio y Marcó, aunque han elevado el ejército á tres mil y quinientos hombres, no han podido darle un espíritu de moralidad, que es el alma de las operaciones militares; los oficiales no han sido formados en la escuela de la guerra, y los soldados son arrastrados de sus hogares para servir á un amo que habian visto vilipendiado y desacreditado en todos los ángulos de su suelo.

El nombre de rey no puede ser en Chile un ídolo que inspire terror y humillacion, cuando la voz de la libertad ha penetrado hasta el seno de la cabaña mas oculta, y cuando por el espacio de cuatro años los gobiernos revolucionarios se han afanado en infundir en las masas odio y execracion al nombre español.

Estado moral
del pueblo chileno.

Pero suponiendo que las costumbres y habitudes antiguas prevaleciesen en el corazon del pueblo chileno, el hombre, por insensible que sea, se resiente de los agravios materiales. El nuevo sistema de contribuciones adoptado por el general Marcó gravita sobre todas las clases de la sociedad. El artesano, el jornalero, el pastor y el menestral son obligados á disminuir el alimento de sus hijos, para pagar un tributo que no conocian ántes.

Las tropelias, los insultos y las prisiones son la consecuencia infalible de los impuestos violentos y excesivos. El abominable órden feudal vuelve á revivir, y la parte del pueblo denominado plebe ve desaparecer de golpe los derechos que principiá á gozar, cuando cayó el poder colonial.

La dislocacion de las familias indígenas, la ruina de las fortunas sostenidas ántes por el comercio con estas provincias, la sorda sugestion de los patriotas, las relaciones de amistad y parentesco de gran parte de la poblacion chilena con los emigrados de aquel país, la circulacion de nuestros diarios y la conducta insolente y procaz de los magistrados españoles, forman un incentivo poderoso á la irritacion del pueblo de Chile contra sus enemigos: todo lo cual debe entrar como un poder real en el cálculo del gobierno sobre aquel país.

Comunicaciones
de los agentes
en Chile.

Para comprobar la exactitud de mi deducion, sirvase Vuestra Excelencia pasar la vista por las comunicaciones de nuestros

agentes en Chile y de varios vecinos respetables, en todo el año de 1815 y en los meses que corren del presente. Ellos suministrarán abundante material para establecer que en ningún ángulo del Estado el enemigo es tan débil por las circunstancias activas que concurren á su destruccion.

Quiero permitir que la opresion de la tiranía haya enervado en los Chilenos hasta las facultades intelectuales, que el terror predomine, y que sirvan con abatimiento á su señor; sería temeridad presumir permaneciesen en actitud tan humillante, si despertase en ellos la esperanza fundada de sacudir el yugo, si viesen vacilar á sus opresores por el asalto de las fuerzas de las Provincias Unidas. Entónces pasarian tal vez al extremo de indignacion que excitan la venganza, el orgullo y las pasiones reprimidas.

Sobre la evidencia de estos principios, y en el concepto de que el general Marcó eleve su fuerza al número de 4,500 hombres disponibles, presumo podriamos prepararnos ventajosamente para nuestra campaña del modo siguiente :

El ejército acantonado actualmente en Mendoza asciende, segun el último estado de abril, á 4,773 plazas, y remontado con el 2º batallon del número 11, debe sumar con la recluta de los demas cuerpos 2,200 hombres en setiembre siguiente.

Opino, por tanto, que á principios de junio el regimiento número 8, con 800 plazas, debe marchar á la provincia de Mendoza, seguido de 300 artilleros, que sirvan á su vez de fusileros; — que el 2º batallon de granaderos, con 200 hombres de Santiago y 300 de la jurisdiccion de Córdoba ó San Luis, se trasladen á la citada provincia; — que se forme en ella un cuadro de los emigrados y aventureros; — que se organicen cuadros de los oficiales sobrantes; — y que se remitan 4,500 fusiles de repuesto, fuera del armamento de los batallones, cuatro piezas de artillería volante, y los demas auxilios que solicite el gobernador intendente de Cuyo.

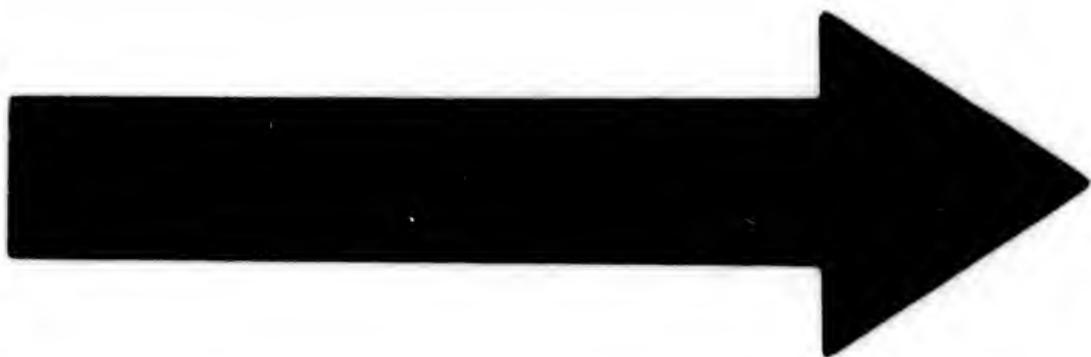
Miéntas tanto deben librarse órdenes perentorias al general en jefe del ejército auxiliar del Perú, para que reconcentrando y aumentando su ejército, se sitúe á la defensiva formando re-

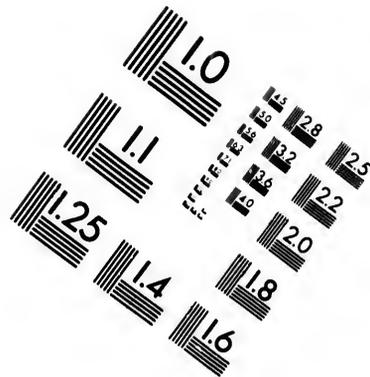
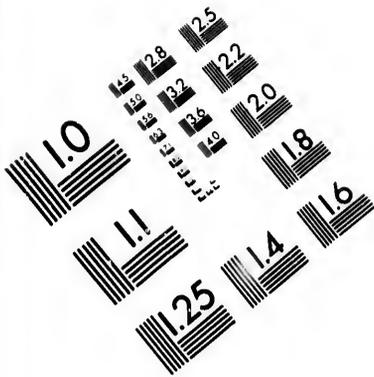
1816.

Hipótesis.

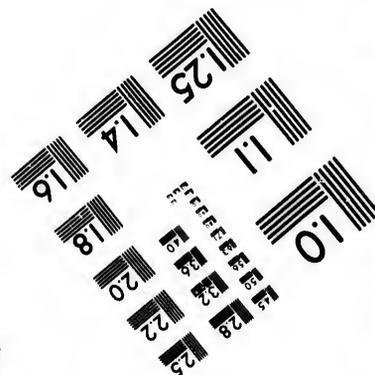
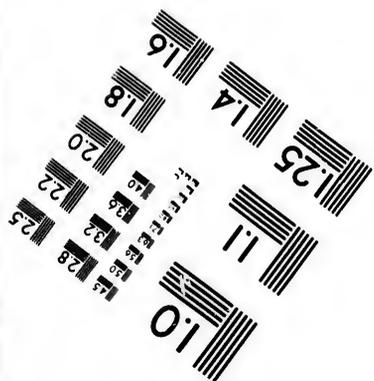
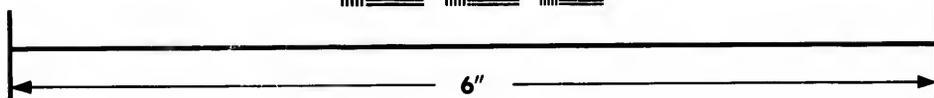
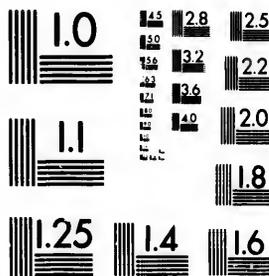
Modo de prepararse á la campaña.

Operaciones que debe practicar el ejército auxiliar de Per





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

1.5 28
1.6 32
1.8 22
2.0 20
2.5

1.0
1.1
1.2
1.3
1.4

1816.

ductos, atrincheramientos, cortaduras y cuantas precauciones sugiera el arte de la guerra, para asegurar una posición impenetrable, frente á la principal avenida hácia las provincias de abajo.

Que anime sin embargo el mismo general á los pueblos interiores á la continuación de hostilidades á retaguardia del enemigo; — que les facilite armas y oficiales, si fuese necesario, para la guerra de montaña; — que procure dar impulso á la organización de milicias de Salta y Tucuman; pero que si improvisamente cargase el enemigo con tal ímpetu que le obligase á abandonar la línea, se repliegue á Tucuman con el ejército unido, continuando por medio de las provincias interiores la ventajosa guerra que facilita la topografía del terreno, y que en la última provincia se fortifique nuevamente, en el supuesto de no presentar nunca una batalla decisiva, á ménos que causas irresistibles le estrechasen á sostenerla.

Previas estas medidas, puede moverse de Mendoza á principios de noviembre un ejército de 4,000 hombres, entre ellos 600 de caballería, para abrir la campaña sobre Chile, dejando guardada la dicha provincia de Mendoza por los cuerpos de milicias disciplinadas, y por baterías situadas en las avenidas de los Pátos, Uspallata y Portillo.

El camino militar del ejército, el dinero para comisaría, el número y calidad de los jefes de division y el armamento de repuesto puede calcularse por el plan ofensivo y defensivo que prefiriere el general.

Jefes y dinero
necesarios.

En mi opinión bastan dos jefes para la infantería, uno de caballería y un mayor general, y para la caja del ejército *sesenta mil* pesos, mitad de cuya suma ofreció el gobernador intendente de Cuyo en 29 de febrero, recolectada de los vecinos de aquella provincia, para no exasperar á los vecinos de Chile con exacciones violentas al principio de la campaña.

Operaciones
por mar.

Como probablemente los comerciantes europeos procurarían salvar sus propiedades al amago de una invasión, es indispensable apoderarse del mar para obrar en combinación con las fuerzas de tierra y evitar la emigración de los Españoles.

Al efecto se habilitarian cuatro buques mayores ó mas, por cuenta del Estado, dirigidos por oficiales de confianza, que diesen á la vela el 15 de setiembre, con el repuesto de mil fusiles á su bordo, y con órdenes de cruzar sobre el puerto de Coquimbo, que debe ser sorprendido por tierra, como primer ensayo de las tropas expedicionarias para abrirse la comunicacion.

Esta operacion no presenta dificultad seria, así por las noticias que el gobierno tiene del plan de defensa á que se dispone Mareó, como porque los principales hacendados de aquella provincia se han ofrecido voluntariamente á facilitar la sorpresa; y por lo que hace al equipo de los buques, cualquiera sacrificio sería menor que la importancia de su concurso.

Para multiplicar las fuerzas marítimas, debe proponerse desde luego al comercio de esta capital la habilitacion de corsarios particulares, bajo privilegios lisonjeros, dejando libres de todo derecho las presas que hicieren en el mar Pacifico, renunciando el gobierno á toda parte que le cupiese por los reglamentos de corso, y ofreciendo un premio al que hostilice con suceso alguno á los buques de guerra de los enemigos. De este modo parece presumible que se aumentase la escuadrilla sobre la costa occidental, quedando así cortada por agua la comunicacion de Chile con el vireinato de Lima.

Desde que se acuerde la salida de la expedicion, deben enviarse emisarios secretos á las provincias de Santiago y Concepcion, sostenidos con liberalidad, á fin de introducir cartas á personas de crédito, esparcir proclamas á los naturales y á las tropas del rey, avivar la esperanza de los patriotas, propagar especies que fomenten la desconfianza mútua entre los jefes enemigos, promover la desercion, y formar un partido, que contando con la proteccion de la fuerza invasora, comience á preparar recursos para las tropas de la patria.

Adoptadas con celeridad y firmeza las medidas que dejo indicadas, creo evidente que el ejército destinado á la restauracion de Chile contará ántes de dos meses de su ingreso en aquel país con el número de seis mil hombres, y en cinco meses de operaciones, miéntras las Cordilleras permanecen abiertas, sobra

1816.

Habilitacion
de corsarios.

Envío
de emisarios
secretos
á Santiago
y Concepcion.

Probabilidad
de buen suceso.

1816.

tiempo para conmovier todo el Estado y reducir al enemigo al recinto que elija para su defensa, inclinándose entónces el presagio moral de la victoria en favor de los libertadores.

El ejército
puede replegarse
sobre Coquimbo
en caso necesario.

Si por las vicisitudes de la guerra ocurriese un contraste, despues de cerradas las Cordilleras, que debe prevenirse dando una accion general, cuando mas en marzo del año siguiente, el ejército puede replegarse á la provincia de Coquimbo, manteniendo la comunicacion con los buques, ó á la de Concepcion, fomentando siempre la guerra de montaña.

En un país quebrado, con desfiladeros impracticables, abundante de víveres, y con los mil fusiles y sus respectivas municiones, que supongo en los buques, puede muy bien hacerse la guerra con el auxilio de los naturales.

Caso
de ser derrotado
el enemigo.

Si el enemigo fuese derrotado, se ofrece á mi imaginacion el cuadro mas halagüeño y glorioso de nuestra revolucion. — Paso por alto las reformas que son consiguientes y la política preferible para el establecimiento en Chile de un sistema liberal, conforme á la voluntad de los pueblos; este sería un objeto de exámen mas detenido y reflexivo. Contraigo mi atencion á la libertad de las provincias altas del Perú.

Operaciones
sobre el Perú.

En el momento de posesionarse de Chile, debe el general preparar una expedicion de *quinientos* hombres, dos piezas de artillería con su correspondiente dotacion, y dos mil fusiles, depositados á bordo de los buques, para desembarcar en el puerto de Moquegua, con el fin de insurreccionar toda la costa de Tacna, la provincia de Puno, Cuzco y Arequipa, y de auxiliar los esfuerzos patrióticos de los naturales. La noticia sola de la victoria de Chile bastaria para inflamar el espíritu enconado de aquellos pueblos; y su alzamiento, sostenido por las tropas y el armamento que jamas consiguieron, pondria en consternacion al ejército de Pezuela.

Dado este golpe, los auxilios debian expedirse por medio de los buques nacionales, así para dar pábulo á la guerra á retaguardia del enemigo, como para conservar bajo los auspicios de la patria el mercado de aquellas provincias para el consumo de los frutos de Chile.

Dejo á la reflexion de Vuestra Excelencia cuál sería entónces la suerte del ejército de Pezuela. Sin comunicacion con su metrópoli, sin los refuerzos de Chile, y flanqueado en todos sus costados, debemos, cuando ménos, suponer que se replegase para abrirse camino á sus espaldas; que regresase á sofocar la revolucion del Cuzco, y que abandonase forzosamente nuestras provincias.

Tal es la ocasion en que el ejército auxiliar del Perú á las órdenes del general Belgrano debe marchar de frente, y poner á cubierto los pueblos de una nueva invasion, bajo diferente sistema militar que el que se ha observado hasta aquí: quedando demostrado el segundo motivo que nos impele á procurar la libertad de Chile.

Cuando mis reflexiones no alcanzasen á persuadir de la necesidad y de la utilidad de la restauracion de aquel Estado, una leve meditacion sobre el abatimiento de nuestros recursos pecuniarios, la decadencia del espíritu nacional, la divergencia de nuestras opiniones, la estagnacion del giro mercantil, y el último conflicto con que nos amagan los preparativos de los Portugueses, convencerá profundamente de que, bajo la alternativa de perecer en la inaccion, ó de correr el riesgo de buscar en Chile un baluarte á nuestra independencia, es urgente y obligatorio elegir el único camino que nos queda ménos espinoso.

El numerario influye en la conservacion del cuerpo político lo que la sangre en la del cuerpo humano. La falta de su circulacion suspende la vida, como la de la moneda paraliza la accion simultánea de todo lo que vivifica la existencia política.

Las inquietudes y desasosiegos que preceden al término de la vida del hombre, se sienten en las convulsiones y choques de los ciudadanos luego que se entorpece el flujo y reflujo del numerario. Revoluciones que han reducido á escombros ciudades opulentas, trajeron su origen de la sola estagnacion de la moneda. Es por lo tanto inevitable facilitar su movimiento y ponerla en equilibrio con las necesidades del Estado.

Muy pocos conocieron la influencia de Chile sobre nuestras rentas y especulaciones mercantiles, hasta que una funesta

1816.

¿Cuál será entónces la situacion de Pezuela?

Marcha del ejército auxiliar del Perú.

Poderosos motivos para procurar la libertad de Chile.

1816.

Influencia
de Chile
sobre la situación
económica
de las
Provincias Unidas.

experiencia ha roto el velo de la ignorancia y la preocupación.

Dos veces perdimos las minas del Perú desde 1810 á 1814 : en cuyo año Chile volvió al poder de sus antiguos dominadores : y en este período se sostuvieron numerosos ejércitos, se invirtieron cuantiosas sumas, sin que la miseria affligiera á todas las clases de la sociedad como en el dia.

Cerca de dos tercios del dinero amonedado en Chile se transportaba anualmente á nuestras provincias, en cambio de los artículos que exportaban para su consumo. Los capitalistas multiplicaban en aquel Estado las expediciones luerativas para satisfacer con sus productos los pechos y contribuciones á que los sujetaba la guerra. Si por esta causa no progresaban las fortunas de los comerciantes, se conservaban de un modo ventajoso al gobierno y á la sociedad, sostenidas por cerca de dos millones de pesos circulantes en manos industriosas.

Despues de haber sido esclavizado aquel país, y cuando el contraste de Sipe-Sipe nos privó, por tercera vez, de la posesion del Perú, nuevos empréstitos, gabelas y confiscaciones no han alcanzado á cubrir la mitad de nuestras erogaciones indispensables.

El déficit se aumenta al par de los peligros que nos cercan ; los establecimientos mas necesarios caen en ruina ; el giro mercantil se reduce al consumo lento de cuatro provincias miserables ; la extraccion de moneda para el extranjero no cesa ; el ejército está desnudo é impago ; los empleados públicos indotados, y el horizonte cubierto por todas partes de una densa nube que viene á descargar sobre nosotros.

De la penuria que oprime á todas las familias nace naturalmente el disgusto y la maledicencia contra el gobierno, y de aquí las oscilaciones continuas de los pueblos. Era preciso suponer un grado de ilustracion y de heroismo incompatibles con la política colonial, bajo que ha vegetado la América trescientos años, para admitir que subsistiese inalterable la llama de la libertad á pesar de los contratiempos de la suerte. El hombre se afecta de sus comodidades como de sus hijos ; y todo plan

que no se basa en la conveniencia comun, se descuaderna por sí mismo.

Tan graves como son los males que se experimentan, debe ser activo su remedio. Estrechados como estamos á un círculo pequeño de relaciones y recursos, el edificio levantado sobre millares de cadáveres de nuestros compatriotas puede desaparecer rápidamente.

Al gobierno corresponde obrar en la presente crisis con un espíritu fuerte y emprendedor. La libertad de Chile, abriendo nuevos canales al comercio, avivará el espíritu público, reanimará la esperanza comun, proporcionará medios para reorganizar el ejército, dando consistencia á la causa gloriosa de la América... ¡Pluguese al Cielo que las Provincias Unidas, penetradas de la importancia de la restauracion de aquel reino, cooperasen generosamente para conseguirla!

Analizada mas nuestra situacion con respecto á los peligros exteriores, se descubre fácilmente un nuevo y poderoso motivo para empeñar á Vuestra Excelencia á emprender sobre Chile.

El acantonamiento de tropas del Brasil en la isla de Santa Catalina y fronteras del Sud hasta el número de *diez mil* hombres, las noticias positivas de los refuerzos que vienen de Lisboa, la elevacion de aquellos dominios al estado monárquico, y la permanencia de la casa de Braganza en nuestro continente, forman un misterioso conjunto en que no es fácil discernir las ultteriores miras de la corte de Rio Janéiro.

Concédase que se hayan rescindido los nuevos pactos de familia iniciados el año pasado, á virtud del enlace pretendido por el rey Fernando con la princesa portuguesa Luisa; que la comunidad antigua de intereses de Portugal y España no baste á inspirar desconfianzas, y que el príncipe D. Juan se resista á concurrir con aquella nacion para sujetar sus colonias.

¿Quién asegura que las aspiraciones de este soberano se circunscriban á la seguridad de su territorio?... ¿quién se atreve á lisonjearse de poder penetrar en la profundidad de la política británica, á cuyas miras puede interesar la extension en América del imperio de los Portugueses, y el acudir eficazmente á la

Cómo debe obrar
el gobierno
en la
presente crisis.

Ciertos supuestos.

1816. realizacion de este designio?... y ¿quién no teme el éxito de la contienda con un enemigo que, ocupando las puertas de nuestro territorio, puede forzarlas, cuando nos considere mas débiles y consternados?

Podria exponer reflexiones muy serias sobre este delicado negocio si no recelase ultrapasarse los límites de esta Memoria. Pero fácil es comprender cuáles serian nuestros conflictos, si por no prevenirlos á tiempo, despreciáramos las medidas que aseguran nuestro porvenir.

El gobierno sabria contener en sus límites á aquella potencia, por medios que sugiere la conveniencia de uno y de otro país, apoderándonos inmediatamente de un punto impenetrable.

Importancia
de la posesion
de Chile.

La posesion de Chile es capaz por su situacion y recursos de imprimir un carácter respetable á nuestras estipulaciones y garantías. Los defensores de la patria contarían en aquel país con un asilo permanente, y nuestra independencia nacional no vacilaria en la incertidumbre de sucesos pendientes de la caprichosa fortuna.

La consolidacion del gobierno se interesa no poco en la libertad de Chile.

La mayor parte de las revoluciones contra las autoridades constituidas han sido, cuando ménos, apoyadas por las tropas de línea, y de la voluntad de sus jefes ha dependido, por muchos años, la existencia de los primeros magistrados de la nacion.

No es mi ánimo combatir por ahora, ni sincerar semejantes procedimientos: tarea sería esta sin otro resultado que el de renovar un dolor irremediable, pero, conocida la principal causa de que han dimanado nuestros trastornos, deben prevenirse sus fatales efectos.

Su alianza
con las
Provincias Unidas.

Una federacion ó alianza debe prevalecer entre las Provincias Unidas y el Estado de Chile, si lográsemos su emancipacion.

En este caso, la mitad al ménos de los batallones que se organizasen en uno y otro país, debian cambiarse recíprocamente, y en igualdad de número, sin perder estas tropas la dependencia de sus respectivos gobiernos. Así los jefes, no teniendo que

esperar
sostenia
sórdido
dimient
patria.

Figur
bilitado
opinion
teana y
las Prov
español
rantes
raria un
quistad
los line
arte, op

Un t
dena de
por pá
Indios
intento

Los l
de las
el influ
tes de
garia á
1640 c

El re
lizados
cuaren
raman
nes, ec
tes de
once p
islas;
produc

esperar ó temer de los respectivos magistrados cuya autoridad sostenian, la intriga y corrupcion serian ménos frecuentes, y el sordido interes no procuraria ser satisfecho á costa de los sacudimientos fundamentales que han comprometido la causa de la patria.

Figurémonos el extremo mas lamentable. Puede ser que debilitados por la guerra intestina, por el choque frecuente de las opiniones y de los intereses de los pueblos, por la falta de sistema y concierto en nuestro orden político, llegue dia en que las Provincias del Rio de la Plata sucumban bajo la dominacion española, y que los ciudadanos virtuosos tengan que seguir errantes como los viajeros perdidos. La posesion de Chile aseguraria un amparo benéfico á los que escapasen del yugo del conquistador. Los inmensos muros de la naturaleza que señalan los lindes de aquel reino, mejorados por el trabajo y por el arte, opondrian un obstáculo insuperable á nuestros enemigos.

Un territorio de 472 leguas norte á sud, cercado de una cadena de cerros escarpados coronados de nieve, interceptado por páramos desiertos y límite de doce poderosas tribus de Indios bárbaros, constituye la defensa mas vigorosa contra todo intento de parte de los conquistadores.

Los habitantes de Chile, alicionados en la escuela práctica de las desgracias, y apoyados en nuestros esfuerzos, resistirian el influjo de pasiones mezquinas. Sean cuales fuesen los embates de los Españoles, el tiempo y nuestra constancia les obligaria á aceptar una paz vergonzosa, cual la que suscribieron en 1640 con los valientes Araucanos.

El reino de Chile, poblado de un millon de habitantes civilizados; con diez y nueve ciudades principales; regado de cuarenta y dos rios y cinco lagos é infinitos arroyos que se derraman para fertilizar inmensos valles; regular en sus estaciones, con un temperamento benigno; adornado de veinte montes de árboles seculares de maderas selectas; favorecido por once puertos sobre la costa del mar Pacifico; rodeado de ocho islas; abundante en frutos de toda especie; feracísimo en la produccion del lino y cáñamo; cubierto de ganado lanar y caba-

1816.

Sus ventajas

Chile geográfica
y políticamente
considerada.

1816.

llar ; matizado por muchas y riquísimas minas de oro, plata, cobre y otros metales y piedras de la primera calidad ; pingüe de cuanto es necesario á la comodidad y al regalo de la vida, ostenta á la vista del genio ménos observador la region mas fértil, rica y abundante de toda la América.

Por último, Chile, regido por una constitucion liberal, bajo un gobierno prudente, activo y moderado, sea cual fuere la sutileza y perseverancia del gabinete español, haria desaparecer de estas regiones en el curso de pocos años el bárbaro sistema colonial, asegurando para siempre la independencia de la América meridional.

Conclusion.

Con las antecedentes observaciones, creo haber manifestado á Vuestra Excelencia los motivos poderosos que nos impelen á la restauracion del Estado de Chile, con preferencia á otras empresas ménos útiles y mas arriesgadas.

Si mis ideas no han llegado á la evidencia de una demostracion, ni producido el convencimiento, dígnese Vuestra Excelencia corregir con su genio fecundo los errores en que abunde, y admitir bajo su proteccion los pensamientos inspirados por el deseo mas ardiente de la felicidad de mis conciudadanos.

¡ Sea yo tan feliz que este corto homenaje que tributo á mi adorada patria, refluya algun dia en la inmunidad eterna de los derechos imprescriptibles del Nuevo Mundo!

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, 20 de mayo de 1816.

TOMAS GUIDO (1).

Excmo. señor director supremo de las Provincias
Unidas del Rio de la Plata.

(1) La Memoria precedente fué presentada por su autor al señor general D. Antonio González Balcarce, director delegado de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, quien la remitió por un posta al director supremo propietario general D. Juan Martín de Puyredon, situado entónces en Salta para preparar los elementos de una nueva campaña contra el ejército del rey, que ocupaba las cuatro provincias altas del Perú, á saber : la Paz, Cochabamba, la Plata y Potosí.

La Memoria causó un cambio de sistema en la guerra de la independen-

NOTA DIRIGIDA POR EL DIRECTOR DELEGADO,

GENERAL D. ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE,

AL PROPIETARIO GENERAL D. JUAN MARTIN DE PUYYREDON.

EXCMO. SEÑOR.

Luego que recibí la respetable orden de Vuestra Excelencia de 3 del corriente para que dispusiese la marcha del regimiento de granaderos de infantería con su coronel á la cabeza, libré á este jefe la correspondiente al cumplimiento de la suprema resolución, y mandé se preparasen los trasportes y útiles respectivos, á fin de acelerar su salida en los términos que Vuestra Excelencia se sirve indicarme. Sin embargo, en deber de la confianza con que la patria y Vuestra Excelencia se han servido honrarme, no puedo ménos de representarle el fatal resultado que presiento de esta medida contra el interés nacional bajo las consideraciones siguientes :

Por una experiencia constante se ha observado, que á pesar de la vigilancia mas celosa, los regimientos que han marchado de la capital al interior, han perdido, al ménos, un tercio de su fuerza, en la penosa y dilatada carrera de su tránsito ; no obstante los socorros y prevenciones tomados para animar el espíritu de las tropas, y que el aspecto político del país prometiera mejores esperanzas.

Los cuerpos mas lucidos y disciplinados han desaparecido casi, durante las marchas hácia el ejército auxiliar del Perú ; los campos han quedado sembrados de hombres inútiles y perjudiciales al orden de la sociedad, contra los cuales claman

cia, y preferida por consecuencia la campaña de Chile, se cambiaron para su realizacion las comunicaciones oficiales que se copian á continuacion entre los señores Puyredon y Balcarce, dirigiendo el primero al autor de la Memoria la carta que tambien se copia.

1816.

Tristo
resentimiento
respecto
á la marcha
de un regimiento.

Malos resultados
en iguales casos.

1816.

simultáneamente todos los pueblos ; y el tesoro público ha sido agotado en remesas de tropas infructuosamente.

Despues que la campaña del Perú no ha producido en seis años sino fatigas y trabajos, el nombre solo de aquel destino infunde en la tropa un terror pánico, sin que el castigo ó el halago bastase á contener deserciones escandalosas, luego que un regimiento entiende que se le manda al ejército del interior. Sirvase Vuestra Excelencia tomar noticia de las bajas que han sufrido las divisiones de los números 2. 3 y 16 por aquel motivo, y será justificada mi deduceion.

Mal estado
del regimiento.

El regimiento de granaderos de infantería, uniendo las compañías que tiene en campaña en el territorio de la provincia, apénas revistará *quinientos* hombres, de los que la mitad son reclutas. Esta circunstancia hará mas inevitable la desercion, y despues de cuantiosos desembolsos para su habilitacion y transporte, es muy probable tuviese en su marcha la suerte de los demas cuerpos, y que Vuestra Excelencia recuerde demasiado tarde un sacrificio tan estéril como ruinoso.

No es ménos notable la trascendencia de la citada resolucion á otras combinaciones eversivas de la crisis actual del Estado.

Sobre preparativos
para la expedicion.

Las noticias adquiridas de los agentes sostenidos en Chile, la mayor debilidad de los enemigos en aquel país, el entusiasmo de la provincia de Mendoza, la suma importancia de la adquisicion de aquel reino, y la influencia de su destino sobre el de las provincias del Alto Perú, me impulsaron desde mi ingreso provisional á la magistratura á proveer al ejército de lo necesario para remontarse y prepararse á la expedicion que debe emprenderse en la próxima primavera.

Con este objeto dispuse varias remesas de armamento, municiones, artillería, vestuario y otros útiles de guerra indispensables para la campaña ; pero como su ejecucion quedaba pendiente de nuevos refuerzos de tropas de la capital, viene á paralizarse esta combinacion con la marcha del regimiento de granaderos de infantería, y por consiguiente á inutilizarse la expedicion de Chile, á ménos que Buenos Aires hubiese de sostenerse únicamente con la fuerza cívica , ó que Vuestra Exce-

lencia haya reputado de ménos preferencia aquella empresa.

Si Buenos Aires quedase sostenido en tal caso por su milicia nacional, presiento un desenlace ominoso en las miras del jefe de los Orientales.

Cualesquiera que sean las estipulaciones sancionadas solemnemente para conciliar una paz estable entre ambos territorios, dejarán lugar á la interpretacion arbitraria del general Artigas, luego que falte el antemural de sus proyectos, y luego que la intriga y sugestion de sus prosélitos encuentre el obstáculo de la fuerza de la línea, que hasta aquí ha sofocado las maquinaciones mas ruinosas.

Aun no se ha concluido una transaccion preliminar despues del último suceso del general Viamont, y la conducta de Artigas presenta en cada paso la duplicidad que atestigua la historia de su vida pública.

Los diputados habilitados para tratar por parte del gobierno, municipalidad y junta de observacion con aquel jefe, han juzgado todos los resortes de la política, relativos á la recíproca confianza, y hasta la fecha, sus trabajos, aunque halagüeños, no disipan el temor de una nueva guerra civil.

Si Vuestra Excelencia hubiese creído conveniente posponer la restauracion del reino de Chile á la campaña del Perú, permítame recomiende á su suprema consideracion las reflexiones contenidas en la Memoria del señor oficial mayor del ministerio de la guerra D. Tomas Guido, que tengo el honor de incluirle, igualmente que la copia de la última declaracion del gobernador intendente de Cuyo. Estos documentos podrian ilustrar á Vuestra Excelencia en un asunto de tanta gravedad.

Yo uniria á aquellos datos algunos motivos en apoyo de la interesante expedicion á Chile; mas los reservo, por considerar suficientes los que van expuestos en la dicha Memoria. Por fin, meditado el asunto con reflexion, concibo indispensable para la libertad de las provincias altas del Perú la restauracion de aquel país.

Sobre estos principios: combinado el medio de llenar las intenciones de Vuestra Excelencia con la seguridad de este punto

1816.

Falsa posicion
de Buenos Aires.Resultado
de tratos
con Artigas.Recomiéndase
la Memoria
de Guido.

1816.

y para el progreso de las medidas que van indicadas, juzgo sería mas útil y preferible á la marcha del regimiento de granaderos de infantería el que se remitiese de esta capital el número de armamentos y vestuarios para la reorganizacion de un cuerpo reclutado en esas provincias, á cuyo fin propenderia con toda la rapidez y empeño que exigen los peligros del Estado.

Resolucion
sobre el interes
general
de la nacion.

Mas en el concepto de que la antecedente explanacion no contribuirá á demorar un punto la marcha del citado regimiento, espero que Vuestra Excelencia, en vista de esta nota, se sirva resolver lo que estime mas conveniente al interes general de la nacion, comunicándome sus órdenes, que obedeceré puntualmente y que podrian llegar ántes de la salida de aquel, si Vuestra Excelencia me contesta por posta.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, marzo 31 de 1816.

ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE.

Excmo. supremo director de las Provincias Unidas
del Río de la Plata.

CONTESTACION DEL SUPREMO DIRECTOR

D. JUAN MARTIN DE PUYRREDON

Á SU DELEGADO GENERAL D. ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE.

Conviene
en ciertas
consideraciones.

Las consideraciones que Vuestra Excelencia me expone en su *reservada* de 31 de mayo son de una verdad incontestable, y ellas apoyadas en los conocimientos que prestan las declaraciones que Vuestra Excelencia me incluyó sobre el estado actual de Chile, y en las juiciosas reflexiones que indica la *Memoria*, que tambien me acompaña, del oficial mayor de esa secretaria de la guerra, D. Tomas Guido, persuaden de un modo

irresistible á la preferente dedicacion de los esfuerzos del gobierno para la realizacion de la expedicion á Chile.

Así es que nada podrá hacerme variar de la firme resolucion en que estoy de dar todo el lleno á esta interesante empresa ; y por eso es mi orden á Vuestra Excelencia de esta misma fecha para que continúe y active todos los aprestos necesarios *en conformidad al plan detallado en la expresada Memoria, que ha merecido mi entera aprobacion*, sin perjuicio de aquellas alteraciones ó adiciones que Vuestra Excelencia encuentre adecuadas á su mayor perfeccion.

La expedicion de Chile no debe efectuarse con ménos de cuatro mil hombres de línea de toda arma para atravesar la Cordillera.

Por las últimas comunicaciones he visto que el ejército de Mendoza no llega á *mil ochocientos* hombres en la actualidad, y que para todo setiembre, apénas podrá subir la fuerza á *dos mil trescientos*.

Es pues de necesidad reforzarlos con nuestros regimientos veteranos, porque el corto tiempo que queda hasta la apertura de la Cordillera, no da lugar á la formacion de nuevas tropas.

Resuelta la expedicion, debe aprovecharse la primera estacion oportuna, para no dar lugar á que desmaye la opinion pública en aquellos lugares, con cuya fuerza contamos, ni á que el enemigo, sacando fruto de nuestras demoras, se refuerce y afirme.

En vista de todo esto, si el regimiento de granaderos de infantería hubiese salido de esa capital, como lo supongo, á virtud de mi orden anterior, al efecto dispondrá Vuestra Excelencia sin pérdida de tiempo que varíe la direccion que se le ha ordenado, y se encamine á la ciudad de Mendoza, á las órdenes de aquel gobernador intendente.

Pero si por algun accidente no se ha movido aun de esa capital, y Vuestra Excelencia ve que sea mas conveniente que en su lugar vaya el número 8, por hallarse con mayor fuerza, dispóngalo así, sin pérdida de tiempo, á fin de que tengan las tropas el suficiente descanso ántes de entrar en los Ándes.

1816.

Consecuencias de estas.

Sobre la expedicion de Chile.

Que se encamine á Mendoza el regimiento de granaderos.

TA.
adas, juzgo se-
niente de grana-
pital el número
n de un cuerpo
deria con toda
Estado.

explanacion no
ado regimiento,
a nota, se sirva
es general de la
leceré puntual-
la de aquel, si

OS.
BALCARCE.

CTOR
BALCARCE.

ne expone en su
incontestable, y
stan las declara-
re el estado ac-
he indica la Me-
l mayor de esa
uden de un modo

1816.

Dos regimientos
mas.

Como uno de estos regimientos no es bastante para completar el total de la fuerza que debe operar sobre Chile, puede Vuestra Excelencia mandar que salgan los dos, sin que lo detengan los temores que me indica en su citado oficio reservado, porque lo único que debe fijar nuestra atencion, es el peligro de alguna expedicion peninsular, que por ahora está muy lejos de intentarse contra esta parte de la América.

La respetable fuerza cívica de esa capital y la numerosa caballería de nuestra campaña, alentadas sobre la confianza de un gobierno justo y liberal, son mas que suficiente antemural contra las pretensiones y tentativas de los Orientales, sobre que Vuestra Excelencia funda sus recelos.

Sobre envío
de la fuerza
veterana
á Chile.

Repito, pues, que esta y ninguna otra consideracion de igual calidad debe retraer á Vuestra Excelencia de destinar y mandar salir toda fuerza veterana que esté en esa capital y sea necesaria para asegurar la empresa de Chile, á la cual, en nuestra actual debilidad, debo empeñar todos mis esfuerzos y conatos, porque con su feliz éxito se desconcierta el plan de operaciones conocido de nuestros enemigos, se abre un manantial de riquezas á nuestro sosten, se aumenta nuestro poder físico con los numerosos y robustos brazos de Chile, y cobra un nuevo poder y respeto nuestra opinion exterior.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Tucuman, junio 24 de 1816.

JUAN MARTIN DE PUTRREDON.

Excmo. supremo director interino.

CARTA DEL GENERAL PUYRREDON

Á D. TOMAS GUIDO, AUTOR DE LA MEMORIA,

CUYAS IDEAS MANDA EJECUTAR PARA REALIZAR LA EXPEDICION DEL EJÉRCITO ARGENTINO Á CHILE.

Tucuman, junio 24 de 1816.

SEÑOR D. TOMAS GUIDO.

Apreciable paisano y amigo: he visto con mucha satisfaccion

la Memoria que me ha pasado el señor director interino sobre la importancia de la empresa sobre Chile. Ella hace á V. un honor singular y lo acerca mas á la estimacion de los amigos del país, y muy particularmente á la mia, que hará siempre mirar con consideracion los eficaces esmeros de V. por nuestra comun felicidad.

Estoy reconocido á la felicitacion que V. me envia por el peligroso destino en que me ha colocado la confianza de los pueblos. Yo aseguro á V. que es ya fatal á mi sosiego, y que solo me presenta la funesta esperanza de un porvenir desgraciado. — Sin embargo seguiré inalterable por el camino de mis deberes, y no desconfiaré de un éxito feliz, mientras tenga en mi sosten el auxilio de los conocimientos de los buenos, entre quienes cuenta á V. con sumo aprecio, su siempre afectísimo paisano y amigo Q. B. S. M.

JUAN MARTIN DE PUYPREDON.

1816.

Le demuestra
gran satisfaccion
por su Memoria.

INSTRUCCIONES DEL GOBIERNO DE SU MAJESTAD
FIDELÍSIMA

PARA LA OCUPACION Y GOBIERNO DEL TERRITORIO ORIENTAL DEL URUGUAY.

INSTRUCCIONES DE SU MAJESTAD EL REY D. JUAN VI.

ILMO. Y EXCMO. SEÑOR.

Habiendo sido servido Su Majestad mandar ocupar la plaza de Montevideo con el territorio de este lado del Uruguay y formar de él una capitania con gobierno separado é interino, en cuanto conviniese á la seguridad de sus fronteras, y teniendo en consecuencia á esta real determinacion nombrado á Vuestra Excelencia para gobernador y capitán general y encargado tambien de las operaciones militares necesarias á la ocupacion de

1816.

los dichos territorios y plazas, y del establecimiento de dicho gobierno; es Su Majestad servido que Vuestra Excelencia siga las instrucciones abajo trascritas, que le servirán de norma; dejando á Vuestra Excelencia libertad para proceder como conviniere en los casos ocurrientes y que no fueren en ellas prevenidos, ó por su naturaleza no admitieren recurrir á Su Majestad y esperar su real resolucion.

Division
de voluntarios
que se pone
á su disposicion.

ART. 1. La division de voluntarios reales del rey que se halla embarcada con todas las municiones de boca y guerra necesarias para el fin á que es destinada, queda á la disposicion de Vuestra Excelencia, y con ella hará viaje á Santa Catalina, no solo para juntársele parte de la division que allí está, mas para servir de primer punto de reunion de los buques de guerra y transportes.

Embarque
del cuerpo
de artillería.

2. Luego que Vuestra Excelencia llegáre á Santa Catalina, hará sin pérdida de tiempo embarcar el cuerpo de artillería perteneciente á la division (si aun no estuviese en la Charrúa, que partió para ese fin), y embarcará aquella parte de caballería que fuere necesaria para acompañar la division, ya dividiéndola por los buques, si ellos pudieren recibirla, ó desembarcando alguna parte de infantería y sustituyéndola con la parte de caballería que quisiese llevar ya consigo.

Cuándo
debe hacerse
á la vela.

3. En el caso de no estar aun prontas las zumacas y bergantines, que deben llevar al Rio Grande el resto de la caballería que no debe ir con la expedicion, pero que ha de dirigirse á dicho puerto como está ordenado, Vuestra Excelencia hará aprontar los medios de transporte para ese fin, combinándose con el gobernador de Santa Catalina; este arranchamiento no servirá de motivo á Vuestra Excelencia para demorar la expedicion; dejará para eso un oficial á quien dará sus órdenes á este respecto, y lo encargará de la pronta ejecucion, debiendo Vuestra Excelencia hacerse á la vela inmediatamente que tuviese embarcada la caballería que le debe acompañar así como la artillería, dejando Vuestra Excelencia en Santa Catalina la parte de infantería que va en los buques *Tristz* y *Félix*, si no tuviese inmediatamente transportes, y dando las disposiciones

para que se le unan cuanto ántes, y tomando para eso las zumaras necesarias, ó haciéndolas trasportar en la fragata ó en otro buque luego que hayan desembarcado la gente que llevan.

1816.

4. Vuestra Excelencia dejará establecido por ahora, en Santa Catalina, el hospital lijo de la division, y en él los enfermos que por la gravedad de sus enfermedades no pudiesen ser asistidos á bordo; pero formará uno ambulante que acompañará la division, el cual será organizado de manera que pueda dividirse en dos ó tres, si necesario fuese.

Hospital.

5. Para que no haya embarazo en la salida de la expedicion del puerto de Santa Catalina, lleva orden el comandante de los trasportes para fondear fuera del puerto, ó en aquella parte en que mejor y mas conveniente fuere para la prontitud del viaje.

Sobre los puntos para fondear.

6. La caballería que, conforme las órdenes expedidas, debe embarcar para el Rio Grande, irá sucesivamente en las zumaras que se fueren aprontando sin que unas esperen por las otras, lo que Vuestra Excelencia recomendará mucho al oficial que quedase encargado de hacerlas expedir.

Trasporte de la caballería.

7. Vuestra Excelencia hará marchar con la division la tesorería que está en Santa Catalina y la hará embarcar en los buques de guerra que mas conviniese.

Tesorería de Santa Catalina.

8. La division saldrá de Santa Catalina, con la brevedad recomendada ya, y su punto de reunion será en la boca del Rio de la Plata, en el punto de Maldonado, ó en algun otro de la costa del Rio de la Plata que Vuestra Excelencia escogiese, y en que las circunstancias del mar lo permitan.

Punto de la division.

9. Luego que Vuestra Excelencia llegáre, hará desembarcar aquella porcion de tropa que fuese posible, y la establecerá y cubrirá con atrincheramientos, si juzgase necesario, forneciéndola de bastimento para algunos dias, á fin de proteger el desembarco de toda la tropa y las municiones de boca y guerra, de que se deberá hacer un depósito provisional, debiendo los otros bastimentos quedar á bordo mientras que no desembarque toda la tropa.

Desembarco de parte de la tropa.

10. Despues que Vuestra Excelencia tuviere la division en tierra, procurará comunicarse con el cuerpo que del Rio Grande

1816.

El general
debe ponerse
en comunicacion
con un cuerpo
de tropa.

se mandó marchar por Santa Teresa (como Vuestra Excelencia verá de la copia de las órdenes expedidas al capitán general); á fin de tener su comunicacion franca con aquella capitania, dirigiendo ademas sus operaciones de tal manera que no se aparte del punto principal de ataque, que es Montevideo, quedando por eso libre á Vuestra Excelencia marchar en derechura á Montevideo, aunque no tuviere la comunicacion franca con el Rio Grande, si así juzgase mas útil para el fin de rendir dicha plaza.

Bastimentos
y municiones.

11. Siendo el desembarco hecho en Maldonado ó sus inmediaciones, como queda dicho, Vuestra Excelencia hará seguir los bastimentos y municiones que juzgáre conveniente en las embarcaciones pequeñas hasta aquel punto, en las inmediaciones de Montevideo, que juzgase mas conveniente, á donde irá tambien alguna parte de la tropa, como le pareciere útil, á fin de evitar un gran número de carros, que no será fácil de hallar inmediatamente.

Punto para
el desembarque.

12. Aunque el punto de Maldonado parece á propósito para el desembarque de tropas y especialmente por ser impracticable que el navío pase mas adelante, quiere Su Majestad que Vuestra Excelencia no quede enteramente ligado á hacerlo en este punto, y solo le previene de que convendría ocuparlo con un cuerpo, dejando siempre al arbitrio de Vuestra Excelencia el lugar del desembarque, conforme las informaciones que Vuestra Excelencia tuviese, con tal que sea en la márgen del Rio de la Plata.

El arribo
debe ser
á Santa Catalina.

13. Como puede acontecer que en el momento en que la expedicion llegase al Rio de la Plata, no haya oportunidad de hacer en el momento el desembarque por motivos de mal tiempo, ha ordenado Su Majestad al comandante de los trasportes que se conserve á la vela en disposicion tal, que pueda aprovechar la primera ocasion que el tiempo diere para efectuarlo, quedándole absolutamente prohibido el arribar á otro puerto que no sea el de Santa Catalina.

Sobre atacar
y rendir
á Montevideo.

14. Con las disposiciones que quedan dichas y las otras que Vuestra Excelencia juzgase útiles, y que de ningun modo se aparten de estas, atacará Vuestra Excelencia la plaza de Mon-

tevideo y la rendirá, haciendo en ella arbolar la bandera portuguesa; para este fin podrá Vuestra Excelencia tambien servirse de algunos de los buques de guerra que empleará como conviniere al bien de la expedicion.

15. Como la ocupacion de la plaza de Montevideo puede ser por diferentes medios, manda Su Majestad prevenir á Vuestra Excelencia que aconteciendo abrir dicha plaza sus puertas luego que fuese intimada ó sin hacer resistencia, ofreciendo para eso artículos de capitulacion, ó entregándose sin ello á la disposicion de Su Majestad, puede prometer la seguridad de las personas y propiedades á todos los habitantes sin restriccion, la conservacion de las patentes y sueldos de la tarifa portuguesa al gobernador, oficiales de la plaza y tropa, con la promesa de los empleos en el servicio de Su Majestad cuando fuere tiempo : y así cualquiera otra condicion que no se oponga á lo que va adelante ordenado ; pero no conservando ni unos ni otros dentro de la plaza, si Vuestra Excelencia juzgase que allí sean perjudiciales, pero declarando Vuestra Excelencia que el armamento, pertrechos y fondos pertenecientes al gobierno serán entregados á los comisarios que para este fin se nombrarán de una y otra parte, é igualmente para la recepcion del archivo, y que las rentas públicas serán administradas debajo del mando de Vuestra Excelencia.

Sucediendo, empero, que la plaza de Montevideo haga resistencia, Vuestra Excelencia regulará las condiciones de la capitulacion con atencion á la mayor ó la menor resistencia que hubiese hecho, al interes que Vuestra Excelencia tuviese en abreviar la rendicion y la pérdida que podria experimentar continuando la plaza á resistirse, quedando á Vuestra Excelencia libre el conceder cualquiera capitulacion en que no entren las condiciones siguientes : 1^a se podrán remover los habitantes para fuera de la provincia; 2^a se ha de trasportar la tropa á cualquier lugar por cuenta del gobierno portugues; 3^a se ha de entregar la plaza á otro cualquier gobierno, cualquiera que sean las condiciones ó circunstancias que se puedan pensar para ahora ó para lo venidero.

1816.

Puntos
de capitulacion,
caso de que
la plaza
no resista.

En caso
que resista.

1816.

Debe evitarse
el saqueo.

Pero en el caso en que la plaza se defienda hasta ser tomada por asalto, Vuestra Excelencia evitará cuanto pudiese el saqueo de los soldados, sustituyendo este por una contribucion de guerra, que la dividirá luego por la tropa, y lo mismo hará en todos los otros lugares cuyos habitantes se pusieren en defensa.

Lo que deberá
hacer
el general
despues de tomada
la plaza.

16. Luego que Vuestra Excelencia hubiese tomado la plaza de Montevideo, establecerá en ella los almacenes y mandará á Santa Catalina una ó mas embarcaciones de las de los transportes y que pertenezca á la corona, para conducir á ella los enfermos, efectos del hospital, y todo lo que allí hubiere perteneciente á la division. Cuidará de reparar la plaza de sus ruinas, y le dará un gobernador interino, que será su inmediato en el cuerpo de la division : nombrará un mayor de plaza, un ayudante, un comandante de artillería, otro empleado en el tren, y á todos conservará los mismos sueldos que tienen por los lugares y ejercicios que ocupan ahora en la division ó en el cuerpo donde fueren sacados, á mas de las ventajas que competan á tales lugares.

Como por la ocupacion de la plaza de Montevideo quedan seguras las tropas de la division, Vuestra Excelencia luego que la rindiere, despedirá el navío *Vasco de Gama*, la fragata *Fénix* y buques fletados, dejando para el servicio de la provincia y para ayudar á Vuestra Excelencia por el Rio de la Plata y Uruguay los bergantines y embarcaciones lijeras que se pusieron en lista separada.

Hará
las expediciones
que juzgue
convenientes.

Aunque la plaza de Montevideo sea el punto capital y la principal seguridad de la provincia, Vuestra Excelencia despues de ocuparla hará todas las expediciones que juzgare convenientes, hasta expeler al enemigo de la márgen derecha del Uruguay, y asegurará la izquierda de este mismo rio, con los puntos que convinieren, especialmente el de la Colonia del Sacramento, teniendo Vuestra Excelencia cuidado de no aumentarlas tanto, que le falte despues una fuerza reunida y suficiente para hacerse respetar y repeler cualquier ataque.

Para que Vuestra Excelencia pueda extensamente ejecutar

todo cuanto queda dicho, tiene Vuestra Excelencia tambien á su disposicion las tropas de la provincia del Rio Grande, como consta de las ya citadas instrucciones, debiendo Vuestra Excelencia comunicarse con el capitan general de la dicha provincia, pedirle los auxilios que necesitase, tanto en tropas como en efectos, y conservar con él una recíproca correspondencia sobre semejantes materias y otras del servicio de Su Majestad.

Como en las sobredichas instrucciones se ordena que en el caso de necesidad se manden tambien algunas milicias en socorro de esa provincia, Vuestra Excelencia despedirá estas luego que las circunstancias lo permitiesen, y conservará en esa provincia la legion de San Pablo, el regimiento de Santa Catalina y la compañía de artillería á caballo, luego que ella fuese puesta á disposicion de Vuestra Excelencia, sirviéndose de ella para ocupar los puntos que juzgáre necesarios y para los movimientos que hubiese de hacer, como si fuese parte de la division, pero considerándola como destacada de las provincias á que originariamente pertenecen.

Como por la adquisicion de la provincia y territorio de Montevideo queda solo la frontera del Rio Grande reducida á Misiones con la parte de la márgen del Uruguay que hasta ahora estaba en la dependencia de dicha capitania, Vuestra Excelencia tendrá atencion en asegurar el punto de contacto de las dos provincias en la márgen del rio, de modo que la del Rio Grande no pueda ser atacada de reves, lo que deberá igualmente hacer esta relativamente á la de Montevideo.

Los límites de la provincia nuevamente establecida con los del Rio Grande están determinados en las instrucciones que fueron al capitan general de aquella provincia, como Vuestra Excelencia verá tambien en la copia de ellas.

Del comisariado.

Vuestra Excelencia ordenará al auditor, encargado de la reparticion de víveres, que reciba de los buques en el desembarque los géneros que en ellos van destinados para el sustento de las tropas, pase conocimiento á cada comisario ó encargado de

1816.

Qué fuerzas
despedirá
y cuáles
conservará.

Precauciones
contra un ataque.

Límites
entre
dos provincias.

Lo que ordenará
Lecor
al auditor.

1816.

la cantidad de cada género que reciba en tierra, para llevarse en cuenta á los dichos comisarios, é igualmente remita á la secretaría de Estado de la marina una relacion de los dichos géneros, con distincion de los buques de donde los recibe.

Igualmente ordenará al dicho auditor, encargado de los víveres, que siga el reglamento de comisariado del ejército de Portugal, tanto para la distribucion de los dichos víveres como de los otros que hubiere de aprontar y distribuir, quedando en la inteligencia de que cada dos meses debe remitir una cuenta al real erario de esta corte de la cantidad de los géneros que existen, de las contribuciones hechas, del precio que costaron, etc., y en tal forma que se conozca la disposicion que se hizo, lo que existe, y lo que se debe á la tropa ó particulares por las compras.

Sobre ganado.

Como es probable que en la ocupacion de la provincia haya muchas presas de ganado, Vuestra Excelencia aplicará al comisariado las que se hicieren en este género ó en otros; pero hará comprar y pagarse á dinero y prontamente todo aquel ganado ó víveres que los vecinos trajesen voluntariamente á vender al ejército ó aquel que el dicho comisario ajustase, declarando á dónde deben ir á recibir el dinero, prohibiendo muy expresamente que se tomen por fuerza y sin necesidad á los vecinos pacíficos, y que no tomaren el partido contrario; y dará las salvaguardias competentes á aquellos que las pidieren, jurando ellos luego de no dar favor ni auxilio al enemigo.

Artillería y municiones.

Artículos
de guerra
que recibirá.

Vuestra Excelencia hará recibir por cuenta toda la artillería, municiones y pertrechos que van en los buques destinados á la expedicion, y hará dar conocimiento en forma á cada buque de lo que entregase, quedando Vuestra Excelencia en la inteligencia de que puede sacar de lo que perteneciese á los buques de guerra, á cuyo comandante se pasa orden para ponerlo á su disposicion; y para lo que nombrará persona competente, á cuyo cargo quedará despues, y hará de todo una relacion que remitirá á la secretaría de Estado de los negocios de la guerra;

é igualmente hará recibir por inventario la artillería y municiones que halláre en Montevideo, y las entregará al oficial ó persona encargada del tren.

1816.

Luego que Vuestra Excelencia ocupase Montevideo, establecerá allí un tren para hacerse en él los reparos de armas y pertrechos, etc., que fueren necesarios, y tomará á jornal los operarios que fueren precisos, venciendo los jornales que se arbitren.

Tren para la reparacion de armas.

Administracion.

Vuestra Excelencia conservará el cabildo con el número de empleados que es de costumbre, así como los alcaldes con las mismas incumbencias que siempre tuvieron; el gobernador de la plaza será el presidente del cabildo, é igualmente conservará los otros cabildos, que hubiere en sus diferentes poblaciones, siendo presididos en la misma forma que fueron siempre.

Conservar el cabildo.

Las elecciones de las personas que deben servir en los cabildos serán hechas por los mismos individuos que hasta ahora tengan este derecho: la confirmacion de ellas pertenecerá á Vuestra Excelencia, así como de negarla á aquellos que tuviesen defecto, aunque electos sean; pero en este caso ordenará Vuestra Excelencia al cabildo que hizo la eleccion que nombre otro, en lugar del que fué excluido, que Vuestra Excelencia aprobará estando en las circunstancias debidas.

Eleccion de sus miembros.

Tanto al cabildo de Montevideo como á cada uno de los otros quedará perteneciendo el gobierno municipal de las villas y distritos que perteneciese á cada uno, y así la parte de la policia que tuvieron antiguamente.

Gobierno municipal de las villas y distritos.

El gobernador de la plaza y alcaldes continuarán en las mismas funciones que les pertenecian, sean jurídicas ó criminales, con apelacion en los casos en que fuese permitida por las leyes para la cámara de apelaciones, de que abajo se tratará.

El gobernador de la plaza.

Las leyes y costumbres del gobierno interior del cabildo, así como la administracion de la parte de hacienda de la ciudad que hasta ahora le pertenecia por ley, quedarán conservadas, y el cabildo con la misma responsabilidad.

Leyes y costumbres.

1816.

*Aduanas y rentas reales.*Cómo serán
administradas.

Las aduanas serán administradas de la misma manera que hasta ahora lo fueron, y sin alteracion en el número de empleados; pero se admitirán al despacho todas las haciendas, sin restriccion alguna de calidad ó de nacion, y lo mismo se observará relativamente á la salida de géneros ó efectos, sin que haya preferencias algunas; serán igualmente admitidos al despacho los buques de todas naciones.

Rentas reales.

Todas las rentas reales que acostumbran rematarse, continuarán á ser administradas en la misma forma. El gobernador de la plaza será intendente de hacienda de la provincia, el cual se arreglará en su ejercicio por el reglamento de los intendentes, y juzgará en primera instancia las causas que por el mismo reglamento le pertenecieron, dando recurso para la cámara de apelaciones á aquellas que no fuesen de su alzada.

Todos los fondos de la hacienda real excedentes de los gastos de su administracion y sueldos de los empleados serán remitidos á la tesorería general de la tropa, ó aplicados al pago de ella.

Vuestra Excelencia hará al fin del presente año, y sucesivamente todos los años, extraer una cuenta corriente de las rentas de hacienda real por clases y de los gastos de la administracion y otras tambien por clases, que remitirá al real erario de esta corte y otra igual á la secretaría de Estado de los negocios del reino, para ser presentada á Su Majestad, y en ella se explicará lo que se pasó por balance á la tesorería general.

*Cámara de apelaciones.*Cámara
de alzada.

En la sobredicha cámara de apelaciones se juzgarán definitivamente todas las causas, sean de hacienda real ó de partes, ó sean criminales, que allí vinieren por apelacion en la forma de las leyes establecidas en el país, de tal manera que los juzgados puedan quedar definitivamente decididos con tres sentencias: primera por ante los alcaldes, intendente de la provincia, regi-

dores ó cualquiera que tenga jurisdiccion para juzgar en primera instancia; segunda y tercera en la cámara de apelaciones.

1816.

Las sentencias allí pronunciadas serán mandadas ejecutar por Vuestra Excelencia si la cantidad sobre que versaren no excediese de veinticinco mil pesos, ó si fueren sobre honra y crédito de familias ó individuos, y las tres sentencias fueren uniformes; pero sucediendo que ellas sean diversas, esto es, una á favor y dos en contra, y por la inversa, Vuestra Excelencia, dará recurso á las partes para Su Majestad, que se servirá mandarlos decidir sumariamente por el parecer de aquellas personas á quien se digne confiar semejantes negocios, ó como fuere servido.

Tres sentencias
uniformes
causan ejecutoria.

No siéndolo,
no recurre
á S. M.

La cámara de apelaciones será compuesta de dos diputados que serán letrados; de dos hombres buenos del país, que tengan sus asesores escogidos por ellos y de que queden responsables; de un relator que servirá tambien de escribano sin voto, y Vuestra Excelencia será el presidente como capitán general.

Jueces
de la cámara.

Los negocios que se tratáren en la cámara de apelaciones serán mandados á un fiscal, que no será cargo fijo; la cámara mandará oír á aquella persona que le pareciere en cada uno de los negocios, lo que podrá hacer particularmente ó como mejor juzgase, á fin de que el fiscal pueda seguramente dar su opinion ó hacer el oficio que toca á este cargo.

Fiscal
sin cargo fijo.

Á mas de las personas arriba nombradas para la administración, nombrará Vuestra Excelencia un procurador de la corona, que será oído en todas las materias en que puede haber perjuicio para la corona ó utilidad, y esto tanto en las primeras instancias como en la cámara de apelaciones, reglándose en todo por las leyes establecidas.

Procurador
de la corona.

Como es indispensable que la cámara de apelaciones, y otras incumbencias que son del capitán general, no queden paradas, cuando Vuestra Excelencia saliere de la plaza á tal distancia que no pueda presidir la dicha cámara, ó por muchos días, el gobernador de la plaza, como segundo de Vuestra Excelencia, presidirá en ese caso la dicha cámara para que ella continúe en sus ocupaciones, pero pasando ántes la presidencia del cabildo al

Presidencia
de la cámara.

1816.

oficial inmediato en graduacion el dicho gobernador: este expedirá tambien en semejantes casos todos aquellos negocios que fueren de pronta necesidad, y que solo en la plaza se puedan expedir, dando de todo cuenta á Vuestra Excelencia y no tomando la referida autoridad sin que Vuestra Excelencia lo ordene.

Los apuntamientos que van juntos á estas instrucciones darán á Vuestra Excelencia mas claridad sobre los objetos de que se trata, y servirán de norma para la eleccion de personas, y tambien para diversos arreglos (arranchamientos) que Vuestra Excelencia hará siempre segun las leyes del país.

Conservacion
de antiguas
costumbres.

Aunque Su Majestad manda seguir los usos del país y tambien sus leyes, debe Vuestra Excelencia advertir, que todos los actos que se acostumbraban á pasar en nombre del rey, deben ser pasados á nombre de nuestro soberano, y sus armas deben igualmente ser puestas en aquellos en que se ponian antiguamente las de España; mas no mudando Vuestra Excelencia por ahora aquellas que estuviesen en lugares públicos, sean pintadas ó de piedra.

Sueldos
de los empleados.

Vuestra Excelencia conservará los sueldos de los empleados en la administracion en la misma forma que les compete, y arbitrará para los empleados en la cámara de apelaciones los que les pareciese justo, reglándose por los usos del país, mas haciéndolo de tal manera que Su Majestad pueda ántes aumentarlos sin inconveniente.

Tesorería.

Pago
de gastos
militares.

La tesorería general de las tropas pagará todos los gastos militares, conforme están establecidos, y todos los gastos extraordinarios serán pagados por ella con orden de Vuestra Excelencia, entrando los de fortificaciones, tren de artillería, intendencia de víveres y trasportes, hospitales, y aun los de marina que Vuestra Excelencia creyese conveniente, y de la misma forma los de espías; pero siendo necesario para cada uno de aquellos que no están en ley orden expresa de Vuestra Excelencia, y pudiendo Vuestra Excelencia proceder á todos los

exámenes que juzgase convenientes en la dicha tesorería, para que en ella se proceda con la regularidad que conviene á la hacienda real.

1816.

La tesorería será obligada á dar (de dos en dos meses) á Vuestra Excelencia un mapa ó cuenta corriente del gasto que hizo, separando en clases, sueldos de cuerpos, sueldos de estado mayor, gastos de fortificaciones, etc., declarando el sueldo; comparándola con los estados y apuntando separadamente las deudas que la tesorería no hubiese pagado (lo puede hacer liquidando siempre las cuentas con los cuerpos y reparticiones), sucediendo que haya falta de dinero: esta cuenta será duplicada, y una será remitida por Vuestra Excelencia al erario y la otra á la secretaria de negocios extranjeros y de guerra.

Cuenta corriente de gastos.

Comportamiento con los habitantes.

Su Majestad recomienda á Vuestra Excelencia la mas estricta disciplina en las tropas que estuvieren á sus órdenes, sean de la division ó de otros cualesquier cuerpos, y que procure por todos los medios posibles adquirir los ánimos de los pueblos para el servicio de Su Majestad.

Disciplina militar.

Las cuestiones ó principios políticos que cada uno de los vecinos de la provincia tuvo hasta ahora, deben ser indiferentes á Vuestra Excelencia, y sí le pueden servir de regla para conocer su carácter, combinándolo con el procedimiento que les observáre.

Vuestra Excelencia protegerá cuanto le sea posible y conviniere con el bien de los pueblos á los párrocos, y los indacirá con destreza á tomar el partido de Su Majestad y á esparcir semejantes opiniones por sus parroquianos, sin mezclarse en lo que perteneciese á este ramo mas de lo que convenga para facilitar el culto divino, sin usar de la fuerza; protegiendo en todo las justicias de ordinario en aquellos casos en que las leyes lo permitan, exceptuando lo que dice relacion al segundo oficio, si allí aun existieren comisarios á los cuales Vuestra Excelencia no protegerá.

Proteccion á los párrocos.

Por lo que pertenece á diezmos, seguirá Vuestra Excelencia lo

Diezmos.

1816.

que se practicó despues de la separacion de Montevideo de Buenos Aires, en la certeza de que los diezmos pertenecen al rey, y solo pertenecen á los eclesiásticos aquellas pensiones que el rey concedió, así como otras obras pías.

Comercio.

Proteccion
al comercio.

Puesto que ya arriba queda determinado que se admitan en Montevideo los buques de todas las naciones, y se les permita despacho de las haciendas, es Su Majestad servido ordenar que Vuestra Excelencia proteja cuanto fuese posible este ramo de felicidad pública, y que siendo necesario establecer alguna aduana en Maldonado ó la Colonia, lo pueda hacer, quedando dependientes de la de Montevideo, siguiendo el mismo método, y oyendo al efecto al cuerpo de comercio.

Gobierno interior
del comercio.

Para el gobierno interior del comercio, Vuestra Excelencia seguirá el mismo método que se estableció en la ocasion de la separacion de la plaza de Montevideo de Buenos Aires, conservando Vuestra Excelencia el consulado. Pero las causas provenientes del comercio serán tambien juzgadas en la cámara de apelaciones.

Comportamiento con Artigas y admision de Españoles en las tropas.

Condiciones
para tratar
con Artigas.

Aunque Vuestra Excelencia tiene toda la fuerza suficiente para batir al déspota Artigas, y reducirlo á la última extremidad sin necesidad de darle cuartel, así como á su cuerpo, conviniendo con todo dar siempre pruebas de humanidad en los casos en que no perjudican al sosiego público, Vuestra Excelencia podrá tratar con Artigas, si él lo pretendiese, bajo las siguientes condiciones. Que se disolverá el cuerpo de que es jefe. Que vendrá á residir al Rio Janéiro, ó á aquel lugar que Su Majestad permitiere. Que entregará las armas y municiones que tuviese; y con estas condiciones podrá Vuestra Excelencia afianzarle un sueldo que no exceda el de coronel de infantería portuguesa, con la permission de poder vender las propiedades y bienes que fueren legitimamente suyos.

Por lo que pertenece al cuerpo de tropas de Artigas, Vuestra

Excelencia disolviéndolas podrá admitir de los soldados que las componen, así como de los demas que quisieren sentar plaza voluntariamente en las tropas de su comando, á aquellos que le pareciese pueden ser admitidos sin perjuicio, y que por la exactitud de la disciplina podrán reducirse á la sujecion militar.

Vuestra Excelencia podrá igualmente admitir de cadetes, tanto en la division como en los otros cuerpos portugueses, todos aquellos jóvenes pertenecientes á familias de Montevideo que estuviesen en el caso de ser admitidos.

Igualmente se previene á Vuestra Excelencia que debe conservar los cuerpos de milicias de las provincias, sin esmerarse mucho por ahora en su disciplina, á fin de no mortificar los hombres y conservando sus privilegios.

Relacion con Buenos Aires y otras potencias.

Vuestra Excelencia conservará con el gobierno de Buenos Aires la mas estricta neutralidad en la forma de las convenciones, no mezclándose en forma alguna en sus negocios interiores; y en el caso de serle pedida alguna explicacion sobre el objeto de su comision, hará entender que no ha de pasar á la otra márgen del Rio de la Plata, haciendo ademas todas las explicaciones con reserva y delicadeza.

Sucediendo el caso de que el gobierno de Buenos Aires se ofrezca á ayudar á Vuestra Excelencia en su comision con tropa ó embarcaciones, Vuestra Excelencia las rehusará absolutamente, y de la misma manera que no admitirá tropas, de cualquier nacion que sean, en el territorio que queda á sus órdenes; y aconteciendo presentársele, responderá con firmeza que no lo permite sin orden expresa de su corte.

Últimamente Su Majestad manda repetir á Vuestra Excelencia que el objeto de su comision se reduce á ocupar Montevideo y el territorio de esta parte del Rio de la Plata, con la mayor brevedad posible, segun las instrucciones de arriba, quedando libre á Vuestra Excelencia dirigirse inmediatamente á Montevideo, ó á la playa de Santa Rosa, para hacer el desembarque en el Buceo, si lo juzgase mas conveniente, como las últimas

1816.

Admision de soldados de las tropas de Artigas.

Admision de cadetes.

Cuerpos de milicias.

Neutralidad respecto á Buenos Aires.

Rehusará cualquier auxilio que le ofrezca.

Á lo que se reduce la comision del general Lecor.

1816.

informaciones lo indican; lo que todo participo á Vuestra Excelencia para que así lo eecute.

Dios guarde á Vuestra Excelencia.

Palacio del Río de Janéiro, junio 4 de 1816.

MARQUES DE AGUIAR.

Señor Cárlos Federico Lecor.

PROCLAMA DEL CABILDO GOBERNADOR DE MONTEVIDEO

ANUNCIANDO LOS PREPARATIVOS DE UNA EXPEDICION PORTUGUESA.

Habitantes de la Banda Oriental :

Excitación
del amor patrio
de los
Montevideanos.

El gobierno de Montevideo, empeñado en sostener vuestra libertad é independencia, tiene el placer de hablaros hoy para anunciaros los preparativos de una expedicion portuguesa, que por cartas contextes del Río Janéiro se destinaba para invadirnos.

Esta noticia, que solo puede causar temores en las almas débiles y apocadas, debe hacer renacer en vosotros el amor á la libertad, aquel ardor y santo entusiasmo por su defensa, que siempre fué precursor de vuestras victorias. La accion militar que se os prepara apénas merecerá contarse entre los triunfos que ya habeis conseguido. Acostumbrados á presentaros y vencer tropas mercenarias, á despreciar los peligros, á aborrecer la tiranía, á desplegar vuestro valor con los que atentan á vuestros derechos sagrados, ¿ qué impresion puede hacer os esa miserable expedicion de extranjeros esclavos? Ellos van á ser víctimas de su orgullo, si os resolveis á tomar las armas. La patria os llama, y todos debeis correr á ellas : en vuestras manos deposita hoy el bienestar de nuestros hijos, de nuestras familias y de nosotros mismos : de ellas depende nuestra libertad, ó esclavitud perpétua : corred pues todos los que no os halleis alis-tados, y os sentis heridos del fuego santo de la libertad, á re-

cibir las órdenes de este gobierno; él os será compañero en los peligros, y participe de vuestros sucesos prósperos ó adversos.

1816.

Sala capitular del gobierno de Montevideo, junio 22 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN DE MEDINA. — FELIPE GARCÍA. — AGUSTIN ESTRADA. — JOAQUIN SUÁREZ. — SANTIAGO SIERRA. — JUAN F. GIRÓ. — LORENZO J. PÉREZ. — J. TRAPANI. — JERÓNIMO PIO BIANQUI. — PEDRO MARÍA TAVEYRO, *secretario*.

SESION SECRETA DEL CONGRESO DE TUCUMAN.

EL DIA 6 DE JULIO DE 1816,

EN QUE SE TRATA DEL PROYECTO DE MONARQUÍA PROPUESTO POR BELGRANO.

Reunidos los señores diputados (1) en la sala del congreso, á las nueve de la mañana, con asistencia de los que se anotan al márgen, despues de discutidos y acordados los puntos que constan del acta pública de este dia, el general D. Manuel Belgrano en virtud de las órdenes que se le comunicaron en el anterior aviso, está presente, ó introducido en la sala, y tomando asiento en ella en el lugar que le fué señalado, el señor presidente le hizo entender que la soberanía le habia llamado para que sus exposiciones sobre el estado actual de la Europa, ideas que reinaban en ella, concepto que ante las naciones de aquella parte del globo se habia formado de la revolucion de las Provincias Unidas, y esperanza que estas podian tener de su proteccion; de todo lo cual lo creía ilustrado despues del desempeño de la

Belgrano toma
asiento
en el congreso.

(1) Asistieron á esa sesion los siguientes señores: Presidente, vice-presidente, Serrano, Paso, Anchorena, Sáens, Darragueira, Rivera, Acevedo, Gorriti, Pacheco, Búlnes, Bustamante, Araoz, Medrano, Godoy, Maza, Uviarte, Oro, Gazcon, Malacia, Gallo, Soria, Salguero, Castro, James y Cabrera.

1816.

comision á que fué destinado, pudieran orientarla mas extensamente de tan interesantes objetos, estando advertido que en el seno del congreso habia una comision que entiende exclusivamente en asuntos de relaciones exteriores, y que no debian hacer exposiciones, ó contestar de un modo capaz de mudar idea de ellos, y exponer el secreto, en cuya conformidad contestando á las preguntas que se le hicieron por varios señores diputados, el citado general expuso todo lo que sigue :

Exposicion
que hizo
al cuerpo.

Que no se podia
lograr la proteccion
europea,
por el estado
anárquico
de la América.

Primero, que aunque la revolucion de América en sus principios por la marcha majestuosa con que empezó habia merecido un alto concepto entre los poderes de Europa, su declinacion en el desórden y anarquía continuada por tan dilatado tiempo, habia servido de obstáculo á la proteccion que sin ella se habia logrado de dichos poderes, diciéndonos en el dia contar reducidos á nuestras propias fuerzas.

Que habia
un cambio
de ideas
en Europa,
tocante á la forma
de gobierno.

Segundo, que habia acaecido una mutacion completa de ideas en la Europa en lo respectivo á forma de gobierno; que como el espíritu general de las naciones en años anteriores era republicano todo, en el dia se trataba de monarquizarlo todo; que la nacion inglesa con el grandor y majestad á que se ha elevado, no por sus armas y riquezas, sino por una constitucion de monarquía temperada, habia estimulado las demas á seguir su ejemplo; que la Francia la habia adoptado; que el rey de Prusia por sí mismo, y estando en el goce de un poder despótico, habia hecho una revolucion en su reinado, y sujetádose á bases constitucionales iguales á las de la nacion inglesa, y que esto mismo habian practicado otras naciones.

Que la forma
de gobierno
mas conveniente
era la monarquía
temperada.

Tercero, que conforme á estos principios, en su concepto la forma de gobierno mas conveniente para estas Provincias seria la de una monarquía temperada, llamando la dinastia de los Incas por la justicia que en sí envuelve la restitution de esta casa, tan inicuaamente despojada del trono por una sangrienta revolucion que se evitaria para en lo sucesivo con esta declaracion, y el entusiasmo general de que se poseerian los habitantes del interior, con solo la noticia de un paso para ellos tan lisonjero, y otras varias razones que expuso.

Cuarto, que el poder de España en la actualidad era demasiado débil é impotente, por la ruina general á que la habian reducido las armas francesas, dispendios que la devoraban, y poca probabilidad de que el gabinete inglés le auxiliase para subyugarlos, siempre que de nuestra parte cesasen los desórdenes que hasta el presente nos han devorado; pero que al fin siempre tenia mas poder que nosotros, y debíamos poner todo conato en robustecer nuestros ejércitos.

Quinto, que la venida de tropas portuguesas al Brasil no era efecto de combinacion de aquel gabinete con la España, pues que la casa de Braganza jamas podria olvidar la cooperacion de la España á la entrada de los Franceses en Lisboa, y desgracias que ha sentido por ella; que enviado Salazar por el gabinete español cerca de Su Majestad Fidelísima para pedir temporalmente, y mientras se subyugaban estas provincias, la posesion de la isla de Santa Catalina, habia recibido una terminante negativa, y solo se le habian ofrecido los auxilios que el derecho de gentes exigiere; que el verdadero motivo de la venida de esas tropas era precaver la infeccion del territorio del Brasil; que el carácter del rey D. Juan era sumamente pacífico y enemigo de conquista, y que estas provincias no debian temer movimientos de aquellas fuerzas contra ellas; que á él se le habia prometido en aquella corte observar exactamente el armisticio mientras el gobierno de las Provincias Unidas no faltase por su parte, y que así se habia permitido, á pesar de reclamaciones del enviado español, la libre entrada y salida de aquel reino á los hijos de estas provincias. Despues de todo lo cual y evacuadas otras preguntas que se hicieron por algunos de los Sres. diputados, y se omiten por ménos interesantes, se retiró de la sala y terminó la sesion.

FRANCISCO NARCISO LAPRIDA, *presidente.*

— MANUEL BOEDO, *vice-presidente.* —

JOSÉ MARIANO SERRANO, *diputado secretario.*

1816.

Que el poder
de la España
estaba debilitado.

Sobre la venida
de tropas
portuguesas
al Brasil.

MANIFIESTO

SOBRE LA TRASLACION DEL SOBERANO CONGRESO Á BUENOS AIRES.

1816.
Lucubraciones
del congreso.

PUEBLOS HERÓICOS DE LA UNION : Desde que os dignasteis confiar á nuestras luces el sagrado depósito de la representacion nacional, la delicada combinacion de los implicados asuntos que envuelve ha sido el sublime objeto de nuestros asiduos desvelos. Tomar las medidas mas eficaces para romper la agobiante cadena de la esclavitud, aplicar todos aquellos esfuerzos conducentes á la dislocacion de los planes agresores, inflamar el vigor y la energía del hombre que no nació para esclavizarse, dirigir con orden vuestros pasos al pináculo augusto de la libertad, grabar en el corazon sensible del Americano las esenciales virtudes de cordialidad recíproca, inviolable union y amable concordia, uniformar el espíritu público de la nacion; conciliar los intereses particulares de las provincias con la prosperidad general del país, elevar sobre fundamentos sólidos el magnífico edificio de nuestra feliz emancipacion; calcular en medio de obstáculos casi insuperables arbitrios para poner bajo de un pie respetable los ejércitos de la patria, sostenerlos con decoro y que se cultive su táctica y ñdisciplina hasta el último grado de perfeccion; finalmente introducir en el corazon mismo de la nacion el noble sentimiento de olvidar su propia fortuna, y declarar guerra implacable al egoismo exterminador para aspirar solo á la gloria singular de no existir, ó ser eternamente libres.

Ved ahí, pueblos, el gran negocio á que consagran vuestros representantes en el soberano congreso sus conocimientos, su meditacion y su estudio. Este del Tucuman, que observa atento nuestra conducta, que cubre diariamente la barra de la sala, que presencia la dignidad decorosa con que se han propuesto, discutido y resuelto hasta aquí los asuntos, ha podido transmitirnos aquella misma confianza que ha debido inspirarles nuestra actividad y nuestro esmero.

Á pesar de todo, obstáculos insuperables martirizando nuestro espíritu adormecen las deliberaciones de la autoridad. La distancia de Buenos Aires, donde reside el supremo poder ejecutivo, la situacion actual poco favorable de los pueblos intermedios, nos reducen á un estado de aislamiento que impiden examinar de cerca los peligros, precaver los males, dar actividad á los recursos y combinar el órden interior del Estado con las atenciones exteriores que demanda la conveniencia y seguridad. Por esto es que la necesidad y curso mismo de los sucesos van á constituir á aquel pueblo numeroso y perspicaz expectador inmediato de nuestras tareas constantes. Cuando la pureza y rectitud apoyan la autoridad suprema, á nadie teme, y se complace altamente al ver multiplicarse los testigos de la seriedad de sus francas intenciones.

Ya está sancionada la translacion provisional del soberano congreso á la ciudad de Buenos Aires. Pueblos, léjos de vosotros preocupaciones seductivas. Creed á unos hombres inflamados del ardiente zelo por vuestros derechos recíprocos, imparcialmente dirigidos del mas puro amor á todos sus semejantes. Creed á unos hombres que aprecian su existencia, porque solo quieren vivir para vosotros y para la patria. Creed que esta resolucion únicamente ha sido obra de la conveniencia universal, y de una profunda meditacion de muchos dias. No ignoramos la aspiracion general de las provincias en esta parte. Los diputados respectivamente lo han significado, apuntando que tal vez la translacion del congreso á Buenos Aires excitaria un sentimiento desagradable en los ánimos ó muy delicados, ó demasiado zelosos de la inviolabilidad de sus derechos. Pero la necesidad insta, los recursos se agotan, y la preferente salvacion del país, levantando un eco descompasado, reclama el remedio á costa de los mas grandes sacrificios.

La anarquía y arbitrariedad descubren ya en nuestro suelo sus miras destructoras. La expedicion portuguesa se aproxima á Maldonado. La Banda Oriental procede por sí, é insistiendo en su separacion se priva de las ventajas que podria proporcionarle la unidad con los demas pueblos. Santa Fe se obstina en

1816.

Embarazos
que entorpecen
la marcha
de la autoridad.

Traslacion
del congreso.

Grave situacion
de las provincias.

1816. sus pretensiones, y sus convulsiones intestinas le hacen sentir la falta de una autoridad central. El Paraguay se aísla, y reducido al círculo de su territorio se presenta como un simple espectador de la suerte de las provincias hermanas.

Corolario. Á presencia, pues, de unos hechos tan constantes y notorios, ¿ podréis dejar de comprender ser de necesidad imperiosa la inmediacion del poder representativo al ejecutivo para deliberar de acuerdo las rápidas combinaciones que dictan las reglas de prudencia, precaucion y seguridad?

Necesidad
de auxiliar
á Buenos Aires.

Por otra parte : Buenos Aires es el pueblo de los recursos. Nuestra actual constitucion apura con exigencia por una viva y pronta actividad en proporecionarlos. La infernal conspiracion del tirano entretiene uno de nuestros ejércitos en Mendoza. Es de necesidad auxiliarle. El valeroso que tenemos á la vista en el mejor órden y subordinacion clama por vestuarios, dinero y demas artículos que necesita para sostenerse, equiparse y ponerse en estado de perseguir hasta las mismas puertas del infierno á esa confederacion fanática de viles esclavos. El agresor del Perú se halla á las puertas de Jujuí. Y aunque nos asiste fundada confianza de que si avanza equivocando sus cálculos, sería para abrir por sus propias manos el sepulcro á la tiranía, sin embargo la historia de los sucesos nos enseña que todo Estado debe ponerse siempre á cubierto del mas remoto peligro.

Aislados, como estamos en este punto, distante trescientas leguas de Buenos Aires, ¿ sería fácil expedirnos con la conveniente oportunidad que demanda toda esta acumulacion de gravísimas atenciones? Tened presente que las órdenes y pliegos de la mayor importancia están expuestos á la interceptacion del indiscreto voluntarioso. No ha faltado mano atrevida que perpetrase semejante atentado. Actualmente se halla empleada una comision que trata de descubrir al temerario delincuente.

Expresion
de sentimientos.

Pueblos constantes y heróicos del Perú, convenceos que solo tan poderosos y justificados motivos serian capaces de alejarnos con el mas violento dolor de vosotros. *No mudamos de asiento cuando no mudamos de intencion.* En todas partes maldecirémos la mano opresora que os tiraniza. En todas partes lágrimas

abundantes fluirán de nuestros ojos al contemplaros envueltos en los horrorosos estragos á que os ha conducido la suerte ingrata del destino. En todas partes repetiremos el terrible decreto de perseguir á esos verdugos furiosos. Juramos á la faz del Cielo y sobre las aras sacrosantas de la patria su exterminio y execracion. En todas partes sereis nuestros hermanos, nuestros amigos, y el mas digno objeto de nuestra amorosa ternura. Al momento que el tiempo y las circunstancias nos abran las puertas, volaremos á vuestra aproximacion. El lugar del congreso será siempre el mas conforme á vuestro remedio, á vuestro consuelo y á vuestros intereses. Estos son nuestros sentimientos, estos nuestros votos y esta nuestra resolucion, que os manifestamos en prueba de la paternal consideracion que nos mereceis.

Sala del congreso en Tucuman, á 2 de octubre de 1816.

FELIPE ANTONIO DE IRIARTE, *diputado presidente.*

JOSÉ AGUSTIN MOLINA, *pro-secretario.*

OFICIO DEL CORONEL MAYOR DON JOSÉ SAN MARTIN.

CAPITAN GENERAL DE PROVINCIA Y EN JEFE DEL EJÉRCITO DE LOS ÁNDES,

AL SR. DIRECTOR DEL ESTADO,

SOBRE LAS VIRTUDES CÍVICAS DEL PUEBLO DE CUYO (1).

Un justo homenaje al virtuoso patriotismo de los habitantes de esta provincia me lleva á interrumpir la bien ocupada atencion de Vuestra Excelencia presentándole en globo sus servicios.

Dos años há que paralizado su comercio han decrecido en proporecion su industria y fondos desde la ocupacion de Chile

Patriotismo
de los ciudadanos
de Mendoza.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires* del año 1816.

1816.

por los Peninsulares. Pero como si la falta de recursos le diera mas valentía y firmeza en apurarlos, ninguno han omitido saliendo á cada paso de la comun esfera.

Formacion
de un ejército.

Admira en efecto que un país de mediana poblacion, sin erario público, sin comercio, ni grandes capitalistas, falto de maderas, pieles, lanas, ganados en mucha parte y de otras infinitas primeras materias y artículos bien importantes, haya podido elevar de su mismo seno un ejército de tres mil hombres, despojándose hasta de sus esclavos, únicos brazos para su agricultura, ocurrir á sus pagas y subsistencia, y á la de mas de mil emigrados; fomentar los establecimientos de maestranza elaboratorios de salitre y pólvora, armerías, parque, sala de armas, batan, cuarteles, campamento, erogar mas de tres mil caballos, siete mil mulas, innumerables cabezas de ganado vacuno; en fin, para decirlo de una vez, dar cuantos auxilios son imaginables, y que no han venido de esa capital para la creacion, progresos y sosten del ejército de los Andes.

Servicios
de las milicias.

No haré mérito del continuado servicio de todas sus milicias en destacamentos de Cordillera, guarniciones y otras muchas fatigas: tampoco de la tarea infatigable é indotada de sus artistas en los obrajes del Estado. En una palabra, las fortunas particulares cuasi son del público: la mayor parte del vecindario solo piensa en prodigar sus bienes á la comun conservacion.

Virtudes del pueblo
de Cuyo.

La América es libre, Excmo. Señor: sus feroces rivales temblarán deslumbrados al destello de virtudes tan sólidas. Calcularán por ellas fácilmente el poder unido de toda la nacion. Por lo que á mi respecta, contentarme con elevar á Vuestra Excelencia sincopadas, aunque genuinamente, las que adornan al pueblo de Cuyo, seguro de que el supremo gobierno del Estado hará de sus habitantes el digno aprecio que de justicia se merece.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Mendoza, octubre 21 de 1816.

Excmo. Señor,

JOSÉ DE SAN MARTIN.

Excmo. Señor supremo director del Estado.

DOCUMENTOS

PERTENECIENTES Á LAS NEGOCIACIONES DE LAS AUTORIDADES DE MONTEVIDEO CON LAS DE BUENOS AIRES, CON MOTIVO DE LA INVASION PORTUGUESA EN 1816 (1).

OFICIO DEL EXCMO. SEÑOR DIRECTOR

AL SEÑOR DELEGADO DEL JEFE DE LOS ORIENTALES.

Cerciorado por varios conductos extrajudiciales que el ejército portugués avanza fuera de sus fronteras en actitud hostil por diferentes puntos con direccion á esa plaza, y que la escuadra ha tomado ya puerto en Maldonado para obrar en combinacion contra esa Banda, me ha parecido justo y urgente reclamar de la agresion, á cuyo intento marcha el coronel de caballería D. Nicolas de Vedia, conduciendo pliegos para el general portugués y para el jefe de los Orientales, D. José Artigas.

La comision es urgente, y su fin conspira á la libertad sagrada de la América: yo me prometo que Vuestra Señoría franqueará sin demora á aquel oficial los auxilios necesarios para su traslacion y seguridad por tierra á los campos de ambos generales, permitiendo igualmente que la goleta de guerra nacional la *Dolores* permanezca en el puerto hasta el regreso del coronel Vedia, á fin de que á su bordo vuelva con la contestacion á esta capital.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Buenos Aires, noviembre 2 de 1816.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON. — J. FLORENCIO TERRADA,
secretario.

Señor delegado del jefe de los Orientales D. Miguel Barréiro.

(1) Estos documentos son tomados de la *Biblioteca del Comercio del Plata*, publicada en Montevideo por el señor D. ANDRES LAMAS, el año de 1850, tomo IV, p. 283 y siguientes.

1816.

Se reclama
contra una agresion
portuguesa.

AL EXCMO. CABILDO DE MONTEVIDEO.

1816.

Sobre lo mismo.

La injusta agresion del ejército portugues sobre el territorio Oriental, y el amago de que especialmente se ve amenazada esa plaza, rasgando el velo de los proyectos hostiles de la nacion limítrofe, me ha puesto en el caso de dejar la actitud de expectacion en que me he mantenido, miéntras el acantonamiento de las tropas portuguesas se disfrazaba con diversas y contradictorias especies. La suerte de unos pueblos que tan heroicamente han sostenido su libertad, y cuyos principios coinciden con el gran objeto de la revolucion de la América, no me puede ser indiferente, cuando sus sacrificios merecen la gratitud de todas las provincias en seis años continuados de guerra, y cuando la influencia de los sucesos mas ó ménos felices arrastran la conveniencia ó desgracia del Estado.

Mucho tiempo há que hubiera requerido al general portugues sobre su conducta militar, si el silencio profundo del general D. José Artigas no hubiera contribuido á mantener el misterio acerca de los pasos de los invasores, que hasta aquí se han descubierto solo por vias indirectas é incapaces para fijar el juicio del gobierno; pero el peligro de ese benemérito vecindario y su campaña reclama ya mi particular atencion, y en auxilio de los derechos que les pertenecen, hago con esta fecha al general D. Federico Lecor la insinuacion que le acompaño en copia con el número 1, é incluyo del mismo modo al jefe de los Orientales general D. José Artigas con el número 2. Por el contenido de ambos documentos juzgará Vuestra Excelencia el interes que me tomo en la libertad general y la sinceridad de mis votos por la seguridad de esos recomendables habitantes. Léjos siempre de mí una política suspicaz; crea Vuestra Excelencia que obraré en tono firme y consecuente en cuanto sea relativo á la independenciam de la patria, y á la deseada unidad que apetezco entre ambos territorios.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

1816.

Buenos Aires, noviembre 1º de 1816.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON. — JUAN FLORENCIO
TERRADA.

Excmo. cabildo, justicia y regimiento de Montevideo.

AL JEFE DE LOS ORIENTALES.

Mientras los Portugueses conservaban el acantonamiento de sus tropas dentro de los límites de sus fronteras, he considerado político y conveniente guardar silencio sobre las intenciones en aquellos que por diversas vías se me ha anunciado dispuestos á tomar posesion de ese territorio, así para evitar por mi parte todo motivo de un rompimiento, como por descubrir entretanto el origen y objeto de sus movimientos militares; pero, informado, aunque sin los avisos oficiales de Vuestra Excelencia, que eran de apeteer, que el ejército portugues traspasando los límites de sus fronteras, avanza sobre el campo de la Banda Oriental con direccion á Montevideo, y que la escuadra de aquella nacion ha tomado ya el puerto de Maldonado, he creido de mi deber hacer al general Lecor la intimacion que comprende la adjunta copia. Á este objeto marcha el coronel de caballería D. Nicolas de Vedia, y espero que Vuestra Excelencia pase los auxilios que necesite para su trasporte y regreso que debe verificar por tierra hasta Montevideo. La sinceridad de mis votos por la prosperidad de esa campaña, no ménos que por la independencia de nuestra amada patria, me impelen á tomar interes en la suerte de las armas de Vuestra Excelencia, como que sus resultados tienden al bien ó al mal de las Provincias que presido. ; Ojalá que estos momentos de peligro fueran los primeros de una cordial reconciliacion entre los pueblos identificados en los principios y objetos de la revolucion de la

Sobre lo mismo.

Parte el coronel
D. Nicolas de Vedia
á hacer
una intimacion
al general Lecor.

1816.

América, y que el esfuerzo nuestro conspirase á destruir los proyectos de agresion de todo tirano usurpador.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Buenos Aires, noviembre 1º de 1816.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON. — JUAN FLORENCIO
TERRADA, *secretario*.

Excmo. señor general de los Orientales D. José Artigas.

MIGUEL BARRÉIRO,

CIUDADANO DELEGADO DEL JEFE DE LOS ORIENTALES EN MONTEVIDEO Y GOBERNADOR
INTENDENTE DE LA PROVINCIA,

Credenciales
dadas
á dos miembros
del cabildo.

Por cuanto importa á la causa pública poner en accion todos los medios conducentes á garantir su defensa, y contándose entre ellos enviar una diputacion cerca del gobierno supremo de las Provincias Unidas de Sud-América, para que con la brevedad posible solicite los auxilios que reclaman las actuales urgencias de esta provincia, injustamente invadida por la nacion portuguesa. Por tanto faculto ámpliamente y sin limitacion alguna por la presente á los Sres. del excmo. cabildo de esta ciudad D. Juan José Duran, alcalde de primer voto, y D. Juan Giró, regidor defensor de menores, para que en mi nombre y representacion traten, estipulen y convengan con aquel dicho supremo gobierno cuanto concierna al mencionado objeto y sus incidentes. En cuya virtud les doy esta, que debe servirles de credencial bastante, firmada en Montevideo á seis dias del mes de diciembre del año mil ochocientos diez y seis.

MIGUEL BARRÉIRO.

EL SENOR BARRÉIRO AL DIRECTOR SUPREMO.

EXCMO. SEÑOR,

He recibido el oficio de Vuestra Excelencia de 2 del corriente

con copia del que en igual fecha dirige al excmo. cabildo de esta ciudad. Por su tenor advierto que al despacho de estos pliegos no habian aun llegado á manos de Vuestra Excelencia los míos data 30 del pasado. Sin embargo, á esta hora considero ya disipados en gran parte los motivos en que apoya Vuestra Excelencia sus quejas. La franqueza que respira aquella mi comunicacion, las sinceras ofertas que en ella hago, y las garantías que prometo, siempre que se preste Vuestra Excelencia de un modo eficaz á hacer causa comun con esta provincia contra el ejército portugues que la invade, son pruebas nada equívocas que habrán convencido cuán distante estoy de pensar en otra cosa que en la union. Cualesquiera que sean las medidas * que se haya visto en la necesidad de adoptar el jefe de los Orientales, deben reputarse nacidas en circunstancias que ignorando la reclamacion que Vuestra Excelencia habia hecho al general portugues por medio del coronel Vedia, observaba con dolor que iban trascurros tres meses desde la ocupacion de nuestro territorio por las fuerzas enemigas, sin que ese supremo gobierno hubiese indicado la menor apariencia de decidirse en favor nuestro, á pesar de las empeñosas gestiones que al intento hizo esta municipalidad por medio de su comisionado Dr. Victorio García, no dignándose Vuestra Excelencia remitir el menor auxilio de los que se pedian, y, lo que es mas notable, ni aun contestar al oficio que aquella corporacion le dirigió. Tambien observaba que derramándose la sangre de los Orientales en continuos combates con el ejército portugues, Vuestra Excelencia mantenía sus relaciones de paz y comercio con aquella nacion, permitiendo tremolase su bandera ominosa en el Rio de la Plata y puertos de la Banda Setentrional, y se paseasen aquellos extranjeros con toda seguridad en las plazas y calles de Buenos Aires, facilitando á sus paisanos frecuentes y exactas noticias de cuanto ocurre en lo interior de nuestro país. — Estas y otras muchas razones que omito (á la verdad no despreciables para el criterio de Vuestra Excelencia y de cualquier hombre imparcial) son las que incitaron al general D. José Artigas á la adopcion de aquellas medidas, razones que con dis-

1816.

El señor Barrón
manifiesta
sus propósitos
de combatir
contra
el enemigo comun.

1816.

gusto recuerdo, obligado solo de la necesidad en que Vuestra Excelencia me pone de vindicar el honor de mi jefe, y sobre que aseguro echaré desde luego un denso velo, porque penetrado de la misma máxima que Vuestra Excelencia pronuncia, esto es, que la union es la salvadora única de nuestra libertad, estoy dispuesto á hacer por ella todos los sacrificios que sean conducentes á tan sagrado objeto. — La diputacion que el excmo. cabildo, en union con este gobierno, dirige á Vuestra Excelencia, explicará mas ámpliamente estas sanas ideas, en que están conformes todos los habitantes de estas provincias, desde el general hasta el último ciudadano; y yo juro á Vuestra Excelencia, en nombre de mi jefe, será restablecida muy en breve la confianza y mas sincera amistad, cual corresponde entre pueblos hermanos, se removerán los motivos que recientemente han turbado nuestra próxima reconciliacion, y reunidos nuestros nuevos esfuerzos con la actividad y energía que exige el actual conflicto de las circunstancias, podemos ya contar por infalible el triunfo contra el enemigo comun. Por la goleta *Fortuna*, que sin sufrir la menor detencion en este puerto ha regresado ya á esa, Vuestra Excelencia habrá tenido las únicas noticias que aquí habia del coronel Vedía. Posteriormente á la salida de este buque, nada se ha sabido de aquel oficial. — Tengo el honor de reiterar á Vuestra Excelencia mi mas respetuosa consideracion.

Montevideo, 6 de diciembre de 1816.

MIGUEL BARRÉIRO.

Excmo. supremo director de las Provincias de Sud-América.

CARTA DE BARRÉIRO Á D. J. M. DE PUYRREDON.

SEÑOR D. JUAN MARTIN PUYRREDON :

arréiro
excita nuevamente
á Puyrredon
á la defensa comun.

Mi honorable paisano, ¿ es posible que tengamos que emplear todavía tiempo en contestaciones? Yo no sé qué poder expresar á V. para penetrarle de la sinceridad de mis pasos. La conve-

niencia general grita por remover todo obstáculo. Nuestra salvacion está vinculada exactamente á la actividad, y es preciso que aprovechemos hasta los minutos. Yo le juro á V. por mi honor, que he sentido infinito tener que escribirle ese tan largo oficio; pero como V. en el suyo me pide explicaciones sobre la circular de mi general, yo me he visto en la precision de hacerlo. ¡Qué quiere V. ! Hay la fatalidad de mil complicaciones. V., es verdad, ha dirigido su intimacion á los Portugueses; pero es preciso tambien confesar que ha sido muchísimo despues de la agresion de ellos. Cuando D. Victorio García salió con los pliegos del cabildo de esta ciudad, ya estaban ocupados Santa Teresa y el Cerro Largo. V. mantenía el mayor silencio. Sucedieron los lances de Santa Fe. D. José Artigas recibió partes que debian necesariamente exaltarle. Á V. se le dijo de alguna pólvora remitida á aquella ciudad. Debe V. estar seguro que en nuestro cuartel general habia sobradísima para proveer á tan corta remesa, sin haber contado con lo que V. remitió. Yo habia enviado de aquí mas de ciento cincuenta quintales. Sucesivamente fueron fomentándose las sospechas. La distancia agrandaba los motivos. Entró la seriedad y empezó á hacerse mérito de todo; así es que pesó muchísimo en la balanza de las desconfianzas el hecho de conservar V. la continuacion franca del comercio portugues. Pero, Señor, es preciso siempre entrar en este por qué de cosas, y no atenernos á lo material de ellas. En el fondo, debe V. estar persuadido que nuestra desunion es un motivo de sentimiento general, y que apuran mucho los momentos de restablecer la concordia. La defensa comun es lo que debe inspirarnos en esta ocasion. Ahoguemos cuanto pueda influir en atrasarla. Este es el interes de todos, y la suprema ley á que hemos de estar. Exija V., todo está hecho. Para evitar demoras, ahí va una diputacion formal. No perdamos un instante, y veamos de una vez garantido el fruto de tantos trabajos. Yo ruego á V. por la voz sagrada de la patria, que en un día quede todo allanado. Tengamos presente cuán demasiada es por sí misma la demora que presenta la distancia, unida á la inconstancia de los vientos. Cualquier tardanza débase á causas

1816.

que no están en manos del hombre, y para todo lo demas echemos mano de toda nuestra virtud patriótica. Tenga V. la bondad de admitir de nuevo mis mas afectuosos y constantes votos, confiándome entre sus mas fieles amigos.

MIGUEL BARRÉIRO.

Montevideo, 6 de diciembre de 1816.

EL CABILDO DE MONTEVIDEO AL DIRECTOR SUPREMO.

Instrucciones
dadas
á una comision
para trazar
cualquier
desavenencia.

Desgraciadamente nos vemos envueltos en desconfianzas mútuas, que retardan é impiden el curso de medidas combinadas y oportunas á sacudir la servidumbre de un extranjero, que trabaja en nuestra ruina comun. Vuestra Excelencia, en un oficio de 2 del corriente, recopila varios motivos, y especialmente la circular de 16 del pasado del general D. José Artigas, para demostrar los fundamentos de una justa sospecha. La falta de ella, anterior á la comision del mayor general Vedia, igualmente que los datos sobre que se apoya, destruyen cualquiera otra idea que no sea una desconfianza sobre las operaciones de Vuestra Excelencia relativa á los Portugueses: estas hicieron creer á nuestro general un empeño de Vuestra Excelencia en nuestro aniquilamiento, ó una total indiferencia por nuestra suerte; y aquellos causaron en Vuestra Excelencia una incertidumbre de su patriotismo, sin que sea probable ni asegurar lo primero, ni sospechar lo segundo. En este triste estado vemos continuarse nuestra desunion, y el enemigo aprovecharse de las ventajas que ella la proporciona, de suerte que entretenidos en depurar cada uno las intenciones del otro, olvidamos el objeto general de la salvacion del país, sino es que haciendo un esfuerzo nos empeñemos en demostrar la rectitud de nuestras intenciones. La guerra es comun, y la defensa debe serlo en la misma forma. Por estos principios, deseando concordar las opiniones que bajo diversas apariencias están en choque con los intereses generales, hemos acordado, á fin de cortar de raíz todos motivos de desconfianza, y conso-

lizar nuestra union tan deseada, enviar en comision al señor alcalde de primer voto, ciudadano Juan José Duran, y señor regidor ciudadano D. Juan Giró, á quienes por el presente damos poderes bastantes nuestros, y los llevarán del señor delegado del jefe de los Orientales, con instrucciones necesarias para tranzar cualquiera desavenencia, y tratar de los medios condu- á la salvacion de la patria. Á esta fecha estará en esa el buque de guerra que Vuestra Excelencia reclama, y el sarjento mayor D. Juan José Cáceres, quien habrá instruido á Vuestra Excelencia del destino del mayor general D. Nicolas de Vedia, que aun no ha regresado ni le esperamos por esta ciudad, segun las noticias mas seguras que hemos tenido.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Sala capitular de Montevideo, diciembre 6 de 1816.

JUAN DE MEDINA. — FELIPE GARCÍA. — AGUSTIN
ESTRADA. — JOAQUIN SUÁREZ. — SANTIAGO SIERRA.
— LORENZO JUSTINIANO PÉREZ. — PEDRO MARÍA
TAVÉIRO, *secretario*.

Excmo. supremo director de las Provincias
Unidas del Río de la Plata.

LOS COMISIONADOS DE MONTEVIDEO

AL DELEGADO Y AL EXCMO. CABILDO.

I.

EXCMO. SEÑOR,

Tenemos el honor de indicar á Vuestra Excelencia que en este mismo dia han quedado concluidos los ajustes con el señor director, y en esta misma noche quedarán firmados los tratados que cimentan la union. Un tan feliz resultado ha sido celebrado con el gozo general del pueblo y salva de artillería. Para mañana nos reservamos el comunicar á Vuestra Excelencia los referidos tratados, y por ahora baste decir á Vuestra Excelencia que á un

Los comisionados
anuncian
haber sido firmado
el pacto
que enlenta
la union.

1816. mismo tiempo empezarán á marchar 1,000 hombres, 200 quintales de pólvora, incluidos 100,000 cartuchos de fusil, 1,000 fusiles, 8 cañones de bronce calibre mayor, y algunos de tren con varias lanchas para las familias que gustasen salir.

Dios, etc.

Buenos Aires, diciembre 8 de 1816.

Firmado : JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

II.

EXCMO. SEÑOR,

Se solicita
su aprobacion.

La comision tuvo ayer el placer de anunciar á Vuestra Excelencia por oficio la firma del pacto estipulado con este supremo gobierno y la provincia oriental de nuestra representacion, y hoy le tiene de incluirlo á Vuestra Excelencia, esperando sea de su aprobacion y á la posible brevedad ratificado; en su virtud es que van á caminar los auxilios que tenemos indicados á Vuestra Excelencia con la promesa de que sucesivamente se irán remitiendo hasta donde lleguen los alcances de este gobierno. Nos será muy lisonjero el haber llenado en nuestra comision los votos de Vuestra Excelencia, los del señor general y los de la provincia toda, como igualmente nos será el que Vuestra Excelencia se sirva comunicárnoslo en contestacion. Sea Vuestra Excelencia seguro que no se presentó otro arbitrio para conseguir la proteccion de este gobierno, á favor de nuestra provincia, y en estas circunstancias, y el inminente riesgo que la amenaza con la invasion de las tropas portuguesas, hemos creído un deber no trepidar en su conclusion. Por el oficio de ayer dijo esta comision á Vuestra Excelencia la buena acogida que habia hallado así en el gobierno como en el pueblo, y el júbilo general que se habia demostrado por la union, y ahora tiene el honor de repetirlo. Nuestro regreso será luego que los referidos auxilios hubiesen salido.

Dios, etc.

Buenos Aires, diciembre 9 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

III.

EXCMO. SEÑOR,

Por las comunicaciones anteriores, remitidas por el edecan del supremo director y ciudadano Bartolomé Hidalgo, sería Vuestra Excelencia instruido del resultado de las sesiones habidas en reunion de autoridades, y mas detalladamente por la nota del convenio que en copia incluimos.

La remision de auxilios no ha sido con aquella rapidez análoga á nuestros votos y á nuestros precisos avisos, porque ni el tiempo, ni el necesario apresto lo han permitido; pero su feliz adelantamiento nos da márgen para asegurar á Vuestra Excelencia que no se retardará la recepcion de ellos en esa plaza.

En esta misma ocasion oficia la suprema autoridad á Vuestra Excelencia, segun por ella misma somos instruidos, con el objeto de que el mando político de esa plaza resida en el excmo. cabildo, y que para el cuerpo militar se elija por el mismo ayuntamiento un jefe que presida, lo que hemos creido oportuno indicar.

Dios guarde, etc.

Buenos Aires, diciembre 10 de 1816.

Firmados : JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

EL CABILDO DE MONTEVIDEO Á LA COMISION CONCILIADORA.

Llenos del júbilo que inspiran los grandes acontecimientos que influyen sobre el destino de los pueblos, deseábamos ver el arribo de los auxilios ofrecidos como negocio del primer momento, ántes bien que las diversas lanchas llegadas con el solo fin de trasportar las familias á esa capital. Confiamos en el zeloso empeño de VV. SS. para activar este paso cuanto sea dable, y los demas conducentes á llevar al término deseado la remision de ellos. No obstante lo cual, tanto para facilitar las

1816.

Sobre la remision
de auxilios.

Se exige actividad
en hacerla.

1816.

explicaciones necesarias sobre los artículos del acta que nos incluye en oficio de 9, y demas que nos comunica en el de fecha 8, cuanto para instruir á VV. SS. del juicio y opinion que hayan causado á este consejo, marcha inmediatamente comisionado por el excmo. señor delegado y este cabildo el ciudadano Victorio García, quien prestará á esa comision los conocimientos necesarios sobre el objeto de su mision.

Dios guarde á VV. SS. muchos años.

Sala capitular de Montevideo, diciembre 13 de 1816.

JUAN DE MEDINA. — FELIPE GARCÍA. —
AGUSTIN ESTRADA. — JOAQUIN SUÁREZ.
— SANTIAGO SIERRA. — LORENZO J.
PÉREZ. — JERÓNIMO PIO BIANQUI. —
PEDRO MARÍA TAVÉIRO, *secretario*.

Muy honorable comision conciliadora.

LOS COMISIONADOS DE MONTEVIDEO AL DELEGADO.

EXCMO. SEÑOR,

Se propone
la suspension
de las hostilidades
mientras se envia
una embajada
al Brasil.

Despues de nuestras últimas notas, hemos sido convocados á nuevas sesiones con Su Exccencia el director del Estado y principales corporaciones, con el preciso objeto de examinar el interesante punto de declarar la guerra á los Portugueses, y despues de oidos los pareceres de los concurrentes y discutida la materia, ha sido resuelto que una vez que de hecho está abierta la guerra con aquella potencia, por medio de los auxilios que se prestan, y el concurso de fuerzas de ambos continentes para la resistencia general, se suspenda por ahora la declaracion solemne de estilo ínterin se remite una nueva legacion al general Lecor, instruyéndole del nuevo acontecimiento político, y exigiendo de él que una vez haber cesado el poderoso motivo indicado en su contestacion á este supremo gobierno para invadir el territorio oriental, suspenda sus marchas, retire sus fuerzas á la línea divisoria, por ser así conforme á las órdenes

apuntadas de su príncipe, ó bien así lo verifique por el espacio de tres meses en la línea que se demarque, interin se remite una embajada cerca de la corte del Brasil que ajuste unas transacciones generales; bajo el supuesto que esta medida solo es adoptada por ver si se consigue aletargar al enemigo, y tomamos tiempo para fortalecer con mas desahogo ese punto; pero que si él no accede á esta pretension, la guerra será sobre el momento publicada del modo mas solemne.

Quinientos fusiles, parte de las municiones y pólvora con 300 hombres deben caminar hoy con direccion á ese puerto, y el resto del auxilio se dirigirá á la Colonia, consultando en esta division la seguridad del todo, por lo que se hace necesario que Vuestra Excelencia gire sus órdenes correspondientes hácia ese punto y carrera del tránsito.

Dios, etc.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN F. GIRÓ.

LOS COMISIONADOS AL DELEGADO.

EXCMO. SEÑOR,

Ninguna contestacion hemos recibido de Vuestra Excelencia á nuestros pliegos de 8 y 9 del presente, no obstante que somos instruidos con sorpresa de las notables ocurrencias que les subsiguieron. Vuestra Excelencia no se ha dignado aprobar el acta del 8. Sin que entremos en la cuestion de si esto es sin razon ó con ella, pero lo que toca la raya de lo increíble es que Vuestra Excelencia presentase haberse excedido los comisionados. Vuestra Excelencia debe de recordar el tenor de las credenciales con que fuimos habilitados ó instrucciones verbales, y verá que no ha podido ser mas ajustada nuestra conducta. Si tan criminal imputacion hubiese de servir á la salvacion de la patria, hay en nosotros suficientes virtudes para soportarla; pero cuando ella labra inmediatamente su sepulcro, excede de todo punto su invencion.

El resultado de estas políticas tramoyas ha venido á ser, que

Los comisionados
protestan
que no excedieron
sus poderes.

1816.

Se quejan
de la desaprobacion
del acta
que celebraron.

en el mismo día destinado para el embarque de las tropas que debian conducirse á esa plaza para su auxilio, y en la víspera de dar la vela el convoy, se recibiesen los pliegos de Vuestra Excelencia desaprobatorios de la expresada acta, con otras indicaciones, que no pudieron ménos de exaltar los ánimos. Sobre el momento se expidieron órdenes para suspender el embarque de las tropas, y retencion del convoy, y convocada nueva junta, se oyó allí la exposicion del intérprete de Vuestra Excelencia el Sr. D. Victorio Garcia, y con ello y pareceres de los vocales sabemos quedó resuelto no prestar el menor auxilio sin la sancion del acta.

Trastornos
consiguientes
á la desaprobacion
del acta.

Segun se ha expedido el nuevo diputado, nada sustancialmente agrega su exposicion al tenor y espíritu del acta, pues por ella solo era obligacion reconocer al congreso y supremo poder, en cuanto concierna á los negocios generales del Estado, reservándose la administracion interior y económica de la provincia, y todo á lo que á ella subsigue, al resorte y capacidad de sí misma; de suerte que por este tenor el arreglo interior no hubiera sufrido la menor innovacion. Tan cierto es esto, que se hallaba ya nombrado el coronel mayor D. Márcos Balcarce, oficial del mayor crédito, tanto en sus conocimientos militares como política comportacion, para pasar con las tropas á esa Banda, pero en clase de 2º del Sr. general D. José Artigas. Al fin, Sr. delegado, todo ha sufrido el mayor trastorno en un momento, y aquel placer general que reinaba en todos y de mil modos se procuraba civilizar, se ha convertido súbitamente en furor y en un encono inapagable. La patria iba á recibir nueva vida, pero esta en su misma cuna desapareció. De nada somos responsables cuando hemos procedido en mera comision.

Dios guarde, etc.

Buenos Aires, diciembre 19 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

EL CABILDO DE MONTEVIDEO Á LA COMISION.

1816.

Los particulares que indican VV. SS. en su honorable comunicacion fecha 19 del corriente, aunque admitidos en su concepto como otros tantos motivos desagradantes al carácter de esa comision, si pueden padecer esta rebaja en un momento, no se hallan en su fondo dirigidos á otro fin que al eminente desempeño de que forma el encargo de VV. SS. Jamas imaginó este consejo que la mision del diputado García, en sus términos respectivos, fuese vista como una contradiccion, ni pudiese desdorar la confianza depositada en los primeros comisionados sobre un objeto idéntico. Era preciso que para modificar ó ilustrar las relaciones que llevaron aquellos, se nombrase un sugeto con la capacidad necesaria á conciliar estos extremos. Para ello fué indispensable el envío de D. Victorio García, sin serlo el suspender las interesantes funciones de VV. SS. concentradas á igual resultado. La presura del embarque de aquel impidió absolutamente recibiese las instrucciones competentes de este cabildo para la comision; sin embargo que creimos fundadamente las llevase del señor delegado. Ahora, para subsanar aquel defecto involuntario, acompañamos á VV. SS. copia autorizada del oficio que se dirige al excmo. supremo director, el cual suministrará á VV. SS. los conocimientos bastantes en la materia. Por lo demas, tan satisfecha como VV. SS. estuvo y se halla esta corporacion de la rectitud y del celoso esmero que les han conducido en todos los pasos de la negociacion. Este honor y la alta confianza que invistieron VV. SS. refluyen inmediatamente en el ayuntamiento, como parte de su organizacion, y esto mismo deberá ser el juicio mas seguro con que, deponiendo VV. SS. sus primeras indicaciones, descansen sostenidos sobre su acendrada opinion. El cabildo cree que ella servirá eficazmente á reanimar los desvelos de VV. SS. por la pronta asecuracion de las justas pretensiones encomendadas. ¡ Ojalá fuera decoroso y conforme á las prerogativas públi-

1816. cas sancionar todos los actos, sin renunciar á su dignidad!
Dios guarde á VV. SS. muchos años.

Sala capitular de Montevideo, diciembre 26 de 1816.

JUAN DE MEDINA. — FELIPE GARCÍA. —
AGUSTIN ESTRADA. — JOAQUIN SUÁREZ.
— LORENZO JUSTINIANO PÉREZ. — JE-
RÓNIMO PIO BIANQUI. — PEDRO MARÍA
TAVÉIRO, *secretario*.

Muy honorable comision conciliadora.

EL SEÑOR BARRÉIRO Á LOS COMISIONADOS.

Motivos que hubo
para no aprobar
el acta.

Á una misma hora he recibido tres comunicaciones de Vuestras Señorías, la una datada en este mes, sin fecha del dia, otra del 10, y otra del 19, todas conducidas por un mismo sugeto. Sin embargo de esta casualidad, podríamos fijar mejor nuestro juicio sobre las intenciones de ese gobierno, á no haber la circunstancia de que la llegada de mi último enviado á esa capital fué despues de muchos dias de haberse publicado el acta, dejados pasar sin verificar la necesarísima remision de los auxilios. Por lo demas, yo he desaprobado el acta, porque he debido hacerlo. No me es posible comprender euál de mis instrucciones, ni los poderes extendidos, hayan podido influir en Vuestras Señorías para entrar á firmarla. Este indulgente cabildo y yo tenemos una representacion subalterna en la provincia, y cualesquiera que fuesen las facultades con que hubiésemos investido á Vuestras Señorías, nunca podian tener otro carácter que ese. Entre tanto, sean Vuestras Señorías seguros que esto no rebaja en un ápice el buen concepto de Vuestras Señorías. Todos estamos bien convencidos de la intencion recta con que han procedido, completamente persuadidos de que siendo tanto de su interes la salvacion de esta provincia, jamas tendria ni aun pensamiento de entrar en empeños que contrariasen tal objeto. Si Vuestras Señorías se hallan con todos los convencimientos, para creer que

ese director no procederá á auxiliarnos sin la ratificacion del acta, pueden Vuestras Señorías dedicar sus esfuerzos á hallar con toda prontitud los medios de facilitar la compra por cuenta de esta caja, al ménos de quinientos fusiles, y cuanta pólvora y fornituras puedan hallarse, y regresar inmediatamente. No me parece sea preciso recomendar á Vuestras Señorías de nuevo la brevedad, estando convencido de su eficacia.

Tengo el honor de reiterar á Vuestras Señorías la mejor consideracion.

Montevideo, diciembre 27 de 1816.

MIGUEL BARRÉIRO.

Á los Sres. diputados D. Juan José Duran y D. Juan Francisco Giró.

LOS COMISIONADOS AL DELEGADO.

Esta comision ha recibido la honorable comunicacion de Vuestra Excelencia datada en 27 del corriente, limitada á acusar el recibo de algunas de sus comunicaciones é instase sobre los auxilios para esa plaza, pedidos á este gobierno. Ella ademas abraza particulares cuestiones que no creyéndolas la comision de primordial importancia difiere su contestacion á ocasion mas oportuna, contrayéndose por ahora únicamente á los que digan á la salvacion de la provincia, principal objeto de sus tareas y desvelos. En consecuencia participa á Vuestra Excelencia su apersonamiento al supremo director, y por resultado de la conferencia que se tuvo, no solamente se convino la remision en todo el dia de mañana de auxilios que constan de la adjunta nota á la Colonia, para evitar sean presa de enemigo, y en cuyo dia, sino que al siguiente, partan por mar á la Purificacion, y de allí adonde se encuentre nuestro general, los Sres. D. Márcos Salcedo y D. Victorio García, con el objeto de hacerle proposiciones y de inclinar su ánimo á una transaccion de las desavenencias sobre bases adaptables á las presentes circunstancias. Vuestra Excelencia conocerá el valor de esta me-

1816.

Instase
por los auxilios

Se ofrece
no omitir diligencia
alguna en la compra
de fusiles.

1816.

dida y los buenos efectos que puede producir, por lo que sería deseable le escribiese al intento. En cuanto á la compra de fusiles y municiones que insinúa Vuestra Excelencia, sea cierto que no se omitirá diligencia alguna para conseguirlo, y para el caso de hallarse se hace tan necesaria la indicacion de Vuestra Excelencia del órden que sea mas conveniente y deba guardarse en el giro de los libramientos contra la caja de esa provincia, como el punto á donde deban dirigirse dichos artículos.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Diciembre 30 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

LOS COMISIONADOS AL CABILDO DE MONTEVIDEO.

Auxilios
que saldrían
para la Colonia.

Los varios particulares que indica Vuestra Excelencia en su honorable comunicacion de 26 del que rige, piden ~~o~~as tiempo del que permite la salida del buque conductor para su contestacion, y así por este principio como por considerarlos de un órden secundario en las presentes circunstancias, omite por ahora esta comision el discurrir acerca de ellos, para contraerse á participar á Vuestra Excelencia que á virtud de una conferencia tenida con el supremo director, posterior al recibo del pliego que se acusa, se ha concordado que en todo el dia de mañana salgan para la Colonia 300 fusiles, igual número de fornituras, 30,000 cartuchos, 2 piezas de campaña y la competente dotacion de los tiros á bala, y 100 á metralla. Asimismo es conveniente el que al siguiente dia marchen por mar á verse con nuestro general los Sres. D. Márcos Salcedo y D. Victorio Garcia, con el objeto de proponerle bases de union y defensa de la provincia, análogas al grado de desunion en que se hallan ambos territorios. — La suerte quiera que dicha mision tenga los mejores resultados, y que socorrida nuestra provincia como pide el conflicto y lo ofrece este gobierno, logremos exterminar á los enemigos comunes de nuestra suspirada libertad. — Crea

Vuestra Excelencia que estos son nuestros votos y deseos; como asimismo que no perderemos oportunidad que se presente de realizar la compra de armamento que el Sr. delegado nos encarga en su última comunicacion.

Por un olvido natural no se remitió á Vuestra Excelencia con la última comunicacion copia del oficio que en igual fecha se dirigió al Sr. delegado, para que impuesto Vuestra Excelencia por él, obrase en eso á los fines que pueda convenir; pero se hará en otra ocasion.

Diciembre 30 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN F. GIRÓ.

LOS COMISIONADOS AL GENERAL ARTÍGAS.

I.

EXCMO. SEÑOR,

En los momentos de afliccion y de apuro en que se ha visto la plaza de Montevideo en estos últimos dias despues de la desgraciada jornada en que los esfuerzos del bravo y acreditado comandante Rivero, en virtud de circunstancias de que Vuestra Excelencia habrá sido oportunamente instruido, no pudieron contener las marchas de considerables divisiones portuguesas sobre el punto de Maldonado, ocupacion de este y contacto comunicativo del ejército de tierra con la escuadra enemiga, y despues de haber sido intimada la rendicion de la plaza por el general invasor D. Carlos Federico Lecor, privados de todo género de recursos para establecer la defensa de la única en nuestro territorio y principal fortaleza en ambas márgenes del Río, desesperados en su consecuencia de poder salvarla, cayese presa del enemigo, cuyos fatales resultados no se ocultan á la detenida penetracion de Vuestra Excelencia, se adoptó por vuestro delegado señor Miguel Barréiro, con acuerdo del exemo. cabildo, invitar al gobierno de Buenos Aires, para que bajo cualesquiera pactos y estipulaciones se decidiese al auxilio de la

Referen
al general Artigas
todo lo ocurrido.

1816

plaza, y por este medio permaneciese siempre tan interesante punto en el catálogo de las posesiones libres de América.

Para preparar lo favorable de tamaños resultados, fueron enviados por vuestro delegado en calidad de conductores de pliegos para el supremo director y agentes sin bastante autorizacion en distintas ocasiones, los ciudadanos Francisco Bausa y Bartolomé Hidalgo. Como corriese el tiempo, y las circunstancias fuesen apurantes por momentos segun los instantáneos avisos que se recibian. á fin de dar el mas conveniente impulso á la negociacion, se resolvió nombrar una comision respetable que, investida con todas las formalidades de estilo, pudiese acordar y concluir con las autoridades de Buenos Aires cualquiera transaccion que asegurase el proyecto. La nominacion recayó sobre nuestras personas, y se nos hizo sobre el momento caminar á este destino con las credenciales que acompañamos á Vuestra Excelencia bajo del núm. 1 y 2.

Á nuestro arribo, que fué el 8 del corriente en la mañana, fuimos recibidos por el señor director con las mayores demostraciones de cariño, y á la una de dicho dia anunció al pueblo la artillería y repiques de campanas nuestra union. Para la noche fueron convocadas todas las corporaciones y jefes militares para la fortaleza, á cuya reunion incorporados despues de leidas nuestras credenciales, y abierto el objeto de nuestra mision, se concluyó el acta designado con el número 3, bajo cuyo convenio se obligó Su Excelencia á remitir á Montevideo todo género de auxilios, y sobre el momento se giraron las órdenes conducentes al apresto de armamento, municiones y tropa, que debe por instantes salir segun se nos ha indicado: por lo pronto pasarán mil soldados, otros tantos fusiles y las municiones bastantes.

Por estos medios es que Su Excelencia el director se ha puesto de hecho en relaciones hostiles con el enemigo comun, pues tomando una parte activa en la defensa del país, ha hecho desaparecer aquellos fundados escrúpulos que han tenido agitado el ánimo de Vuestra Excelencia. Si se han suspendido por ahora aquellas formalidades exteriores con que todas las na-

ciones del mundo acostumbran declararse enemigas de las que ofenden la razon, se encuentra en la respuesta evasiva del general Lecor al mayor general D. Nicolas de Vedia, enviado de este gobierno cerca de su persona, requiriéndole sobre los motivos de su invasion sobre el territorio oriental, y al mismo tiempo para que retrocediese á su línea. Ella se fundó en que esa provincia se hallaba desenlazada del rol de las demas de la Union, y que su vecindad en el estado en que se hallaba, no convenia en manera alguna á su soberano; pero que con respecto al gobierno de Buenos Aires y provincias que dependen de él, debia guardar la mas estrecha armonia, segun las instrucciones terminantes con que se hallaba. Bajo de este supuesto se le requiere de nuevo con la ocurrencia del dia, para que hallándose ya la provincia Oriental en el catálogo de las que debe respetar, lo verifique sobre el momento, ó al ménos suspenda sus marchas por el espacio de tres meses, ínterin envia un comisionado á la corte del Brasil, que requiera y trance las diferencias; en el concepto de que á negarse á esta medida el general enemigo, la guerra le será declarada con toda solemnidad. Entretanto el director se propone, por unos arbitrios que nacen de sus mismas comunicaciones, tomarse aquel tiempo que sea bastante para fortificar la plaza, y asegurarla mas en su defensa.

Nosotros, en virtud de nuestra comision, creemos de deber no defraudar las esperanzas de Vuestra Excelencia en las noticias que le sean útiles é interesantes; creemos tambien que Vuestra Excelencia no puede dudar de nuestra honradez, ó incansantes votos por la salvacion y engrandecimiento de nuestro país, y así es que es de nuestro deber asegurar á Vuestra Excelencia la mas bella disposicion en lo general de este pueblo y supremo jefe, segun constantes demostraciones recibidas, para salvar una union que sea indisoluble entre ambos territorios. Los reveses y contrastes á que se han sujetado estas Provincias por el largo período de siete años, han producido unos convencimientos de que se carecian en épocas anteriores, y estamos próximos á asegurar á Vuestra Excelencia que la

1816.

buena fe ha empezado á renacer donde ántes se desconocía.
Dios guarde, etc.

Buenos Aires, diciembre 13 de 1815.

Firmado : JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

II.

EXCMO. SEÑOR,

Narracion
sobre
el mismo asunto.

Las ocurrencias subsecuentes á nuestra comunicacion de 13 del corriente en que tuvimos el honor de instruir á Vuestra Excelencia del objeto, facultades y término de nuestra legacion cerca de este supremo gobierno, en sí mismas y en sus relaciones aparecen tan ominosas, que debieran arrancarse de la serie de los acontecimientos humanos, ó sepultarse para siempre en la tenebrosa noche del olvido, purgando de esta suerte á la especie humana de tan indecorosas manchas, aniquilando en lo posible el cuerpo de su oprobio, y presentando á la mas remota posteridad el catálogo de nuestros bizarros hechos sin aquel fétido olor que arrojan de sí la maquinacion y la intriga. Se ha dicho, y con sobrado fundamento, que la historia de los Orientales era la de los héroes, y si bien un concepto tan avanzado encontraba todo su apoyo en la magnanimidad de sus empresas, constancia en los sufrimientos y religiosidad en sus pactos, desgraciadamente hoy se descubre una brecha accesible ya á los tiros de la rivalidad y del partido, por cuyo conducto pueden ser socavados los cimientos de nuestra opinion.

Sí, Señor Excmo. : hay sucesos que no pueden recordarse sin horror, y tal es la baja trama que vuestro delegado ha tejido, ó para derribar nuestro buen nombre, lo que no conseguirá jamas su mas estudiado empeño, por ser sus fundamentos de una estabilidad antigua y no sujeta á las vicisitudes del tiempo, ó por solo el placer de manifestarse capcioso, inconstante y arbitrario. No es el resentimiento quien nos arranca esta produccion, sino la gloria de nuestro mismo suelo, y la justa vindicacion de nuestro ultrajado honor, única vida de la criatura racional y principal patrimonio que podemos dejar en herencia

á nuestros hijos. La conciencia es el garante mas seguro de las acciones del hombre, ella hace de juez y de acusador, é ínterin no reclama, la serenidad y la calma reinan en el espíritu y se asoman al semblante; de su conducta privada solo responde ante el tribunal divino, de la pública ante el de los hombres, por la decencia debida al órden y mútuo respeto en la sociedad. Así es que si nosotros no consultáramos mas que nuestras relaciones individuales, hubiéramos satisfactoriamente enmudecido en la materia, pero habiendo ocupado por eleccion pública en el presente año un lugar preferente en el cuerpo político, y resultando los incidentes de que nos quejamos de una comision interesante cerca de un gobierno extraño, pero autorizada con solemnidades de que hay pocos ejemplos en nuestra provincia, se nos ha puesto en la precision de satisfacer al primer jefe de nuestro Estado, y ostentarle inculpables nuestros procedimientos.

Ya hemos dicho á Vuestra Excelencia que reposábamos tranquilos en el regazo de nuestras familias, en la quietud de nuestros hogares, y en la sagrada ocupacion á que nos habia vinculado la patria, cuando instruido vuestro delegado de los desgraciados eventos de noviembre de Santa Teresa, concibió el proyecto de remitir una diputacion á Buenos Aires, el cual comunicado al excmo. ayuntamiento se realizó recayendo la nominacion sobre nuestras personas. ¡ Pluguiera al Cielo mas ántes no haber nacido que encontrarnos víctimas de la credulidad! En seguida atropellando todos los instantes, y salvando cuanto inconveniente pudiera ofrecerse, se nos habilitó con la credencial del 6 de diciembre, de que hemos remitido copia á Vuestra Excelencia, obligándonosos á hacer de todo el mas pronto abandono para servir á la madre patria en sus conflictos. ¡ Deleitabile y lisonjera satisfaccion debiera acompañarnos, si los pasos hubieran sido marcados por la buena fe!

La empresa á que se nos sujetaba era árdua, y de un carácter de singular delicadeza. Así es que no obstante la amplitud é ilimitacion de nuestros poderes, se quisieron recibir explicaciones mas directas de boca del mismo delegado, vuestro vice-

1816.

Se recuerdan
los desgraciados
eventos
de Santa Teresa.

1816.

regente en aquel pueblo. Con este objeto, habiendo pasado el mismo á mi habitacion y objetándole yo á Duran mis dificultades sobre el allanamiento de Vuestra Excelencia á los mismos pactos, que despues se estamparon en el acta del 8 del corriente, fui contestado de hallarse Vuestra Excelencia avenido á cualquiera partido, por duro que fuese, con tal que redirriese la plaza de caer en poder de los Portugueses, cuya pérdida se creía casi inevitable. Sin ser del caso por ahora referir otras exposiciones de vuestro delegado poco reverentes á la representacion de Vuestra Excelencia.

Asegurados así por vuestro inmediato órgano, ¿qué razon tendríamos para trepidar? El sistema misterioso con que él hasta entónces se habia conducido sin participar al cabildo ni el lleno de sus facultades, ni el menor contenido de las altas disposiciones de Vuestra Excelencia, haciendo en un todo un cuerpo aislado, nos tenia privados del menor conocimiento de las miras ulteriores de Vuestra Excelencia, y era preciso mirar sus indicaciones como sentencias de un oráculo. Varias veces se habia murmurado, pero en secreto (porque al claro hubiera sido peligroso), y con religioso respeto esta conducta, sin que fuese asequible la baliza por donde rebasar el banco de nuestras incertidumbres. Todo el mundo deseaba con ansias conocer la voluntad de su protector y de su jefe, sin arbitrio capaz para su logro, y así se lloraba en el silencio lo que no se podia remediar. Crea Vuestra Excelencia ser esta la exposicion sincera de la verdad, y que en ello tenemos la asistencia de conocimientos no solo como ciudadanos, sino tambien por la representacion de magistrados que hemos investido.

Si á mas de lo expuesto, Vuestra Excelencia nos permite recordarle obrar en el archivo del exemo. cabildo una orden preventiva de Vuestra Excelencia para en los casos árduos estar á la decision del delegado, nosotros habrémos desempeñado nuestro deber nivelando nuestras tareas por sus declaraciones.

Conducidos á Buenos Aires, bajo de estos principios, encontramos al gobierno y demas individuos que habian de componer

la gran junta en donde se debían ventilar nuestras gestiones, penetrados de la idea del reconocimiento de la Banda Oriental al congreso nacional y sus consecuentes decisiones, por haberlos así persuadido los agentes de vuestro delegado, nuestros precursores Bausa é Hidalgo, con arreglo á sus mandatos. Por manera que habiendo en virtud de las ofertas de estos exigido al director un allanamiento escriturado, solo aguardaba su perfeccion para remitir los auxilios. Y aquí es de observar, para mas completa inteligencia de los hechos, que no fuimos nosotros los primeros instrumentos por donde se manifestó el delegado conforme y sumiso.

Con presencia de todo lo obrado, y no siendo asequibles en el estado actual de las cosas los auxilios en otra forma que la acordada, llegó el caso de usar de la amplitud é ilimitacion de nuestras facultades, con las demas instrucciones privadas, y en su virtud sancionar el acta del acordando igualmente por una estipulacion secreta la permanencia de Vuestra Excelencia y demas jefes orientales en sus mismos privilegios, distinciones y rangos.

Sobre el momento marchó á Montevideo un edecan de Su Excelencia el director, comunicando á aquellas autoridades el resultado de las transacciones, y empezó á agitarse el apresto de municiones, armamento y tropa que debía caminar, cuando en el mismo dia en que debía dar la vela el convoy, regresa aquel acompañado de D. Victorio García, en calidad de enviado para explanar la mente de aquel gobierno; y desde luego somos cerciorados de que vuestro delegado no solo se ha denegado á ratificar las capitulaciones, sino que se ha avanzado á calificar de excedida nuestra conducta, con otras adiciones que no dejan de mortificar nuestra delicadeza y nuestra notoria honradez.

Nosotros confesamos á Vuestra Excelencia que nos son incomprendibles los misterios del delegado, ni encontramos barómetro por donde penetrar sus intenciones. Nos es demasiado sensible la ridícula burla que se ha pretendido hacer de nosotros y el duro compromiso á que se nos ha arrojado. Que vuestro delegado hubiera revocado su primera voluntad, era incon-

Los comisionados se vieron en el caso de hacer uso de sus amplias facultades.

Desaprobacion de las transacciones.

1816.

secuencia notoria, pero al fin era hombre, y nada tendria de milagroso; pero que para salvar del apuro haya ocurrido al miserable efugio de llamarnos excedidos en nuestra comision, esto apénas puede tolerarse, Señor Excmo., y exorbita las pretensiones de todo el que no está iniciado en el manejo de la intriga.

Fueron plenamente autorizados para celebrarlas.

Pero esperamos á ver cómo se sostiene esa censura contra los sinceros y robustos fundamentos que la destruyen. Hemos dicho á Vuestra. Excelencia, y lo repetimos por lo mas sagrado que se conoce, que fuimos habilitados expresamente para el caso del reconocimiento por vuestro delegado, y al mismo tiempo indicamos que lo fueron sus enviados en distintas ocasiones, segun ellos se manifestaron á este gobierno y á otras mil personas mas. ¿ Y será fácil persuadirse que todos incurriéramos en un mismo exceso, ó tuviésemos una mala inteligencia de las palabras del delegado? ¿ Será siempre preferible su solo testimonio á tan diversas atestaciones?

Cláusulas de las credenciales al efecto.

Perc á no ser que nos burlemos del espíritu obvio y sencilla inteligencia de las palabras, los documentos que citamos descubren bien al claro nuestro propósito. Sea el 1º la credencial del mismo delegado de que hemos remitido copia á Vuestra Excelencia. ¿ Qué importan aquellas cláusulas de su parte dispositiva : *Por tanto, faculto ampliamente y sin limitacion alguna por la presente á los Sres. del excmo. cabildo de esta ciudad, D. Juan José Duran, alcalde de primer voto, y D. Juan Giró, regidor defensor de menores, para que en mi nombre y representacion traten, estipulen y convengan con aquel dicho supremo gobierno cuanto concierna al mencionado objeto y sus incidentes, sino el lleno de facultades para proporcionar los auxilios á la plaza bajo cualesquiera forma y condiciones que quisieran prestarse?* Porque á la verdad, si en nuestras facultades habia restricciones, como ahora pretende suponer el delegado, habria de consiguiente limitacion; y en este caso, ¿ qué importaban aquellas expresiones *sin limitacion alguna?* La misma inconsecuencia en que se implica el delegado es el mas convincente argumento de la rectitud de nuestros procedimientos.

El 2º documento nos lo ofrece su carta familiar á este director datada en 6 del corriente, de la que hemos obtenido una copia autorizada, una vez que se nos reduce á estos compromisos, y de la que acompañamos á Vuestra Excelencia un ejemplar. Allí habrá de notar Vuestra Excelencia estas enfáticas expresiones *Exija V. : todo está hecho*. ¿ Habrá, Señor Excmo., quién pueda dudar del valor real de estas palabras? Ellas envuelven á cualquiera vista este concepto : por nada nos detengamos, si V. exige para prestarnos los auxilios que solicitamos el reconocimiento al soberano congreso, á su representacion y á todos los demas particulares; todo lo que despues expresó el acta es hecho, esto es, á todo nos conformamos. Esto es lo que podia exigir el director, y claro es que no dejaria de haerlo poniéndolo con tanta franqueza en su albedrío, y con todo se dice : *todo está hecho*. Pues si esta ha sido la expresion del delegado, de tantos modos manifestada, ¿ cómo es que ahora se atribuye á exceso nuestro el haber acordado como mandatarios suyos aquello mismo á que se prestaba franco? ¿ ni cómo podrá dudarse de nuestra expresa habilitacion para obrar en esta forma?

Si vuestro delegado habia recibido de Vuestra Excelencia instrucciones para este negociado, ó no, no era de nuestro privativo resorte examinarlo. Vuestra Excelencia nos habia fijado la regla de proceder en los negocios arduos, escuchando la voz de vuestro inmediato representante, y esta nos bastaba. Si hubo exceso de su parte, él debe responder á Vuestra Excelencia sin que se haga refluir sobre nosotros el defecto.

Pudiera acaso decirse que el haberse prodigado aquellas facultades no habia sido con ánimo serio y formal de prestarse á lo acordado, sino una mera trama, ó mas bien una intriga, para hacer con ella esperar demasiado al director, y extraerle los auxilios de que carecia la plaza, y despues de haberlo conseguido verse libre del compromiso á trueque de cualquiera fruslería. Sea enhorabuena : pero á mas de que esta conducta no guarda la menor analogía con la noble y sostenida de Vuestra Excelencia que jamas ha permitido someterse á contradicciones, á pesar de las repetidísimas ocasiones que se le han

1816.

Una carta privada
por el mismo tenor.

Reflexiones
de los comisionados
para justificar
su conducta.

1816.

franqueado al efecto, ya esto sería confesar lo mismo que se nos niega. Sería esto á mas la felonía mas inaudita, y la traición mas remarcable contra nuestras personas, porque habiendo estas de ser al último las sacrificadas, no era dable sin la menor depravacion de intenciones habernos ingerido en la trama sin una clara noticia y expreso convencimiento, en cuyo caso nos hallaríamos en aptitud de confesar sin rubor nuestra insuficiencia para unos manejos á que no estábamos acostumbrados.

Á mas de que, ¿ á quién pudiera jamas persuadirse que unos vecinos honrados abandonasen sus casas, sus comodidades y sus familias, prévia una eleccion en que no tuvieron la menor influencia, para entregarse á unos excesos de que no debian reportar la menor utilidad? Porque á la verdad ¿ qué pudiera ofrecernos el director de Buenos Aires, especialmente á la época de miseria en que se halla este Estado, un trueque de nuestros oscuros é irregulares manejos, que fuese capaz á compensar las fortunas de que hacíamos dejacion? Los hombres generalmente se mueven conservando su sano sentir por alguna razon de interes y conveniencia; con que no apareciendo esta, ántes al contrario desventajas y perjuicios, no es de creer la evasion del señor delegado.

Fuera de esto, ¿ qué habríamos avanzado nosotros con acordar sin facultades los artículos del acta? ¿ Ellos por sí mismos, y desde incontinenti habrían de producir su efecto? ¿ No sería siempre necesaria para su estabilidad y firmeza la ratihabicion de Vuestra Excelencia, ó al ménos del señor delegado, segun el grado de facultades con que Vuestra Excelencia le hubiere condecorado? Pues si estos serian requisitos indispensables, ¿ á quién puede caber que avanzásemos hoy sin ninguna esperanza de éxito lo que mañana sería destruido? Es preciso persuadirse que vuestro delegado se hallaba bien humorado, cuando echó mano de tan pobre subterfugio, ó que algun espíritu de venganza debió animarle para sin la menor consideracion atropellar indecentemente nuestras personas.

Nosotros vivimos persuadidos que á la presente hora el delegado, por huir el cuerpo á justísimas reconvenciones, nos habrá

pintado ante el juicio de Vuestra Excelencia del modo y en la forma mas criminal. Pero la obra de las ilusiones es de muy corta duracion; inmediatamente la verdad despliega su carácter, y así estamos satisfechos que á la luz de tan claros convencimientos como ofrecemos á Vuestra Excelencia en esta exposicion apologética, nuestra conducta será intachable, y nuestro honor quedará sin mancha. Si en ella se advirtiere alguna que otra expresion acompañada de rigidez y dureza, rogamos á Vuestra Excelencia se penetre de nuestra injuria, y del ataque directo que sufre nuestra fama y buen nombre, por cuya conservacion inmarcesible hemos trabajado todo el periodo de nuestra vida.

Buenos Aires, diciembre 20 de 1816.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN FRANCISCO GIRÓ.

N. B. — Los documentos á que este oficio se refiere son la carta credencial, la nota oficial y la carta confidencial del señor delegado Barréiro, que dejamos registradas en las páginas 416 y 418 de este tomo.

EL GENERAL ARTÍGAS Á LOS COMISIONADOS.

Por precisos que fuesen los momentos del conflicto, por plenos que hayan sido los poderes que VV. SS. revestian en su diputacion, nunca debieron creerse bastantes á sellar los intereses de tantos pueblos sin su expreso consentimiento. Yo mismo no bastaria á realizarlos sin este requisito, ¿ y VV. SS. con mano serena han firmado el acta publicada por ese gobierno en 8 del presente? Es preciso ó suponer á VV. SS. extrajeros en la historia de nuestros sucesos, ó creerlos ménos interesados en conservar lo sagrado de nuestros derechos, para suscribirse á unos pactos que envilecen el mérito de nuestra justicia, y cubren de ignominia la sangre de sus defensores.

No confundamos la sinceridad de las intenciones con el error en los cálculos : partamos de un mismo principio en las ideas :

Cargo moral
hecho
á los comisionados.

1816.
 Cuál debió
 ser el punto
 céntrico
 de los negocios.

convengamos en que VV. SS. fueron diputados de buena fe por mi delegado, y que igual confianza inspiraba aquel gobierno en su recibimiento, ¿sería dable ni decente que el supremo director se ocupase en otro objeto que el de franquear auxilios como lo exigía el apuro de los instantes? Cualquiera otro resultado era impertinente á la causa comun. Este debió ser el punto céntrico de los negocios y de la disputa de VV. SS.

Si retrovertimos al órden de las antiguas complicaciones y desconfianzas, ¿por qué se pretende acriminar la conducta de mi delegado, apareciendo tan rastrera la de ese gobierno? VV. SS. convienen conmigo en la nulidad del acta sin las ratificaciones precisas, y deben convencerse igualmente que la rapidez en mandarla imprimir y circular sin aquel requisito, era ostentar un triunfo que está reservado á otros afanes. Él y VV. SS. no ignoran mi respuesta á las proposiciones de agosto último, dirigidas con los auxilios recibidos. Ella debió tenerse muy presente en estas gestiones para no mancillar mi delicadeza. El jefe de los Orientales ha manifestado en todos tiempos que ama demasiado su patria para sacrificar este rico patrimonio de los Orientales al bajo precio de la necesidad. Por fortuna la presente no es tan extrema que pueda ligarnos á un tal compromiso. Tengan VV. SS. la bondad de repetirlo en mi nombre á ese gobierno, y asegurarle mi poca satisfaccion en la liberalidad de sus ideas con la mezquindad de sus sentimientos.

Cesacion
 de la comision.

En consecuencia, VV. SS. han cesado de su comision, y si les place pueden retirarse á Montevideo. Allí podrán efectuarse las justificaciones competentes, y ojalá que los resultados de su comision condigan á los de su conocida honradez.

Tengo el honor de saludar á Vuestras Señorías y reiterarles mis mas cordiales afectos.

Campo volante delante de Santa Ana, 26 de diciembre de 1816.

JOSÉ ARTIGAS.

Á los señores diputados de Montevideo.

LOS COMISIONADOS AL GENERAL ARTIGAS.

EXCMO. SEÑOR,

No habiéndose propuesto esta diputacion otro objeto en su nota de 20 del último diciembre que instruir á Vuestra Excelencia de un modo directo en el pormenor de sus operaciones durante el período de su duracion, y justificarse á la vista de Vuestra Excelencia como supremo jefe de la provincia, ó mas ántes manifestar la rectitud de sus procedimientos en medio de la complicacion de sucesos en que habia sido envuelta la negociacion, creía haberlo logrado de un modo concluyente por méritos de su genuina exposicion y documentos que le instruían, cuando recibe la comunicacion de Vuestra Excelencia, fecha 26 del mismo, desde su campo volante delante de Santa Ana, y en ella pintada la displicencia de Vuestra Excelencia por las ocurrencias de que habia sido seguida nuestra mision. Un incidente tal nada mas viene á sernos que una nueva comprobacion de la fatalidad del hado que influye sobre nuestras personas y del irresistible peso con que arrastran las circunstancias.

Nosotros convenimos con Vuestra Excelencia que, en los mas precisos momentos de conflicto, no debiesen prodigarse unos poderes, bastantes á sellar los intereses de tantos pueblos sin su expreso convencimiento, y por el mismo contexto de nuestra instruccion tocará Vuestra Excelencia que no luyó de nuestros alcances el poderío de tan justa reflexion ; pero emanando nuestro encargo de las mismas manos de vuestro delegado, es de su resorte satisfacer las arregladas reconveniones de Vuestra Excelencia. Hemos demostrado el estado de incertidumbre en que ha vivido la municipalidad y resto del vecindario en virtud de la aislada conducta del delegado, y así no debe ser extrañable que aunque no pudiésemos ser extranjeros á la historia de nuestros sucesos, lo fuéramos al ménos al órden de planes que se hubiese podido fijar Vuestra Excelencia, segun la diversidad de ocurrencias en que pudiera hallarse la provincia, en los que presu-

1816.

Los comisionados
justifican
su proceder.

1816.

míamos iniciados á vuestro representante, y llegado el caso de conducirnos en una ardua empresa, lo era tambien el de estar á sus inmediatas disposiciones, por repugnantes que pareciesen, cumpliendo de esta suerte los expresos encargos de Vuestra Excelencia.

Por lo que á nosotros toca, no creemos, Señor Excmo., deber reducir el exámen á si los términos de la negociacion fuesen poco decorosos á la provincia, y si cubriesen de ignominia la sangre de sus defensores; esto era privativo del representante, y caso de avanzarnos á ello, no solo usurparíamos sus funciones, sino que nos creeríamos infractores de las superiores órdenes de Vuestra Excelencia. Así es que la cuestion solamente debe reducirse á si la diputacion ha excedido los límites de sus poderes, ó si ha obrado con arreglo á ellos, y nosotros no dudamos haber convencido el último extremo de esta disyuntiva. En una palabra, para proceder sin confusion en esta importante materia, es indispensable fijar la debida distincion entre los actos privativos del delegado, y los respectivos á la diputacion. Á aquel pertenece observar las órdenes con que se halle de Vuestra Excelencia, medir las circunstancias, aplicar las superiores resoluciones á los casos, y á esta solo corresponde reglarse por la pauta que se le ministre y obrar con su inmediata dependencia.

Á lo que segun
ellos debe reducirse
la cuestion.

Dicen que no hubo
error
en los cálculos.

Partiendo de este mismo principio no acertamos con ese error en los cálculos que Vuestra Excelencia insinúa. Hemos dicho que no es de nuestro resorte el calcular, sino el obedecer. Cuando nosotros hemos acriminado la conducta de vuestro delegado, no ha sido por eso preciso inclinarse á sincerar la del gobierno de Buenos Aires. No es del caso, y nos sobran como á Vuestra Excelencia testimonios para discurrir. Y crea Vuestra Excelencia que ni aun hubiésemos torado la de aquel, si no estuviese á ella estrictamente vinculada nuestra vindicacion. Convenimos con Vuestra Excelencia ostentarse reprehensible y ambiciosa la de este gobierno en la impresion y circulacion del acta sin la indispensable sustancialidad de ser sellada por la ratihabicion de Vuestra Excelencia.

Por último, segun Vuestra Excelencia lo ordena, tenemos por cesada nuestra comision; y estamos prontos á regresar á nuestro pueblo luego que evacuemos la compra de algunos útiles de guerra que con fecha 27 del pasado nos comisionó vuestro delegado.

Dios guarde, etc.

Buenos Aires, enero 3 de 1817.

JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN F. GIRÓ.

Igualmente impondrán á Vuestra Excelencia los señores enviados ciudadanos D. Márcos Salcedo y D. Victorio García de los auxilios remitidos por este gobierno con direccion á la Colonia.

DECRETO

ABOLIENDO LOS DICTADOS REALES (1).

DEPARTAMENTO DE LA GUERRA.

No siendo conforme al sistema político de estas provincias, á la dignidad de la suprema autoridad de la nacion, ni al decoro de los magistrados nacionales, que en los asuntos que en ellas se versan, civiles, políticos y militares, se usen como se usan con frecuencia en citas las voces de *El rey nuestro señor*, — *Su Majestad Católica*, — *Real orden*, y otras diametralmente opuestas á nuestra absoluta independencia de los reyes de España, sus sucesores y metrópoli, he venido en resolver y resuelvo que mientras no se publica un nuevo código militar para los ejércitos de las Provincias Unidas de Sud-América, se omitan en lo sucesivo por los juzgados militares aquellos dictados en casos de citas, y se refieran solo en extracto y sustancialmente por quienes corresponde las ordenanzas, reglamentos, pragmáticas,

Los dictados
reales
son opuestos
á la independencia.

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1816.

Tienen
por concluida
su comision.

1816. leyes, órdenes y demas que estén en práctica, y sean adoptables en las circunstancias actuales del país, sin transcribirlas literalmente, como providencias ajustadas por la autoridad de un monarca de quien no pende la nacion, y cuyo dominio ha proscrito.

Comuníquese á la inspeccion general para su inteligencia y circulacion respectiva: transcribase á la comision militar permanente, al auditor general y particular del ejército, á los gobernadores intendentes de las Provincias interiores, é imprímase en la *Gaceta* de esta capital.

Buenos Aires, noviembre 12 de 1816.

PUYRREDON. — JUAN FLORENCIO TERRADA, *secretario*.

DECRETO

CONTRA LOS QUE REHUSEN TOMAR SERVICIO EN LOS CUERPOS CÍVICOS.

Penas contra los
que rehusen tomar
servicio
en los cuerpos
cívicos.

Aunque la idea lisonjera que me acompaña de la nobleza de sentimientos en los dignos hijos de esta capital que han jurado y proclamado su independenciam con los demas pueblos hermanos de la union, no me permiten dudar de la firmeza y heróica resolucion con que se han comprometido á sostener el edificio augusto de la libertad, persuadido sin embargo este gobierno que algunos de los Americanos existentes en la capital mirando con fria indiferencia el cuadro halagüeño que ha trazado el destino, é insensibles al eco de la razon y de la justicia, se retraen por un egoismo criminal y bajo pretextos ridículos de tomar parte en las glorias que nos esperan en el período de nuestra lucha contra cualquier tirano que osáre invadirnos, he venido en resolver que todo individuo de la clase indicada que, siendo hábil para la guerra, no se presente á alistarse y tomar las armas en los cuerpos cívicos, siempre que la seguridad del país reclame el auxilio comun, sea declarado traidor á la nacion y

como tal confiscados sus bienes y sujeto al último rigor de las leyes que merezca el enemigo mas obstinado de la libertad, teniendo entendido que el gobierno será inexorable en la persecucion de aquellos que, ingratos al suelo á que deben el ser, prefieren el agrado de los tiranos de su patria al aprecio de sus conciudadanos y al honor de sostener los justos derechos de la América.

1816.

Transcribese al gobernador intendente de esta provincia, é imprimase en la *Gaceta* de esta capital.

Buenos Aires, noviembre 13 de 1816.

PUYRREDON. — JUAN FLORENCIO TERRADA, *secretario*.

DECRETO

DANDO EXTENSION Á LAS HOSTILIDADES MARÍTIMAS.

Buenos Aires, noviembre 18 de 1816.

La guerra sangrienta que el rey D. Fernando VII, desde su restitucion al trono de sus padres, ha continuado por medio de tiranos contra todos los pueblos del Nuevo Mundo que han reclamado su inmunidad natural, exige las medidas de retaliacion que permite el derecho de gentes, y hacer sentir á la nacion española las consecuencias de la bárbara obstinacion de su monarca fascinado por ministros corrompidos contra el justo clamor de los Americanos injuriados. La humanidad insultada por los crueles agentes de la corte de Madrid, y la infraccion de las leyes divinas y humanas que ha garantido hasta aquí la devastacion y el incendio ejecutados por jefes españoles en todos los ángulos de la América, que desgraciadamente han llegado á pisar, justificarian en el concepto de todo el orbe cualquiera golpe derivado de la represalia; pero huyendo de manchar los principios santos en que descansa la emancipacion de las Provincias Unidas del Sud con determinaciones indignas de la ilustracion del siglo,

Necesidad
de extension
á las hostilidades.

1816.

tratando de ajustar mis pasos al sistema de guerra que está en uso entre naciones civilizadas, y convencido de los progresos adquiridos por los corsarios de los gobiernos libres de América, he resuelto dar la extension conveniente á las hostilidades en la mar y hacer mas expectables los perjuicios que el rey D. Fernando, en su decreto de 8 de febrero del año corriente, confiesa haberse ya inferido contra sus vasallos por esta clase de guerra, sosteniéndola vigorosamente mientras que la España no reconozca la independencia proclamada por el congreso soberano del Estado, de cuya direccion y seguridad me hallo encargado; y á efecto de interceptar la navegacion y comercio de uno y otro país por la oposicion de las fuerzas navales habilitadas en forma regular de cuenta de la nacion, ó armadores particulares, mando que sin perjuicio de las ordenanzas generales de la materia, y las adiciones que rigen hasta el dia, se continúe en lo sucesivo el corso contra los súbditos de Fernando VII y sus propiedades, con arreglo á los artículos siguientes:

Concesion
de patentes
de corso.

ART. 1º. El gobierno concederá patente de corso á todo individuo que solicite armar algun buque contra la bandera española, previa la fianza que estime conveniente ante la comandancia general de marina.

2º Los oficiales de los buques de corso quedan bajo la proteccion de las leyes del Estado, y gozarán, aunque sean extranjeros, de los privilegios é inmunidades que cualquier ciudadano americano mientras permanezcan en servicio.

3º Los armadores están facultados para celebrar las contratas que les agraden con la oficialidad y tripulacion de los corsarios, con tal que no contengan cláusulas que estén en oposicion con los decretos é instrucciones del gobierno.

4º Se franquearán de los almacenes del Estado los cañones, fusiles, pólvora y municiones que faltaren á los armadores para el completo de la habilitacion del corsario, con cargo de devolver concluido el corso los artículos suplidos con el demérito y consumo que hubiesen sufrido durante la navegacion por objetos del servicio.

5º Los corsarios serán visitados al tiempo de su salida por

una comision de la comandancia general de marina, la cual les leerá las leyes penales, de que pondrá constancia en la nota de visita, y se entregará una copia de ellas á los comandantes para que sean leidas á la tripulacion cada ocho dias, y si se habilitasen en puertos amigos, ó neutrales, serán visitados por los cónsules ó agentes del gobierno, conforme á sus particulares instrucciones.

6º Los capitanes estarán autorizados para poner en la mar á bordo de los buques neutrales el oficial ó marinero que tuviese mala comportacion por embriaguez, cobardía, robos, ó sedicion, y no en otro caso; pero debe ser por convenio con el capitan del buque neutral, del cual traerá un certificado, que entregará en el departamento general de marina con el sumario que corresponde, y la carta de ciudadano del país ú otro despacho que tuviere el expulso. Este perderá en favor del armador y la tripulacion las partes de presa que le cupieren, declarado por tal reo el individuo transbordado.

7º Los efectos, caldos y demas artículos de consumo del país que se introduzcan procedentes de cargamentos de presas deberán ser liquidados por la aduana como cualesquier otro cargamento de comercio, incluyéndose todos los ramos ajenos, y del total de derechos que resulten se rebajará la 3ª parte en beneficio de los apresadores.

8º Toda presa será remitida á los puertos del Estado para ser condenada por los trámites legales y de uso en semejantes casos; pero si ocurriere alguna circunstancia extraordinaria que le embaraze, usará el comandante del corsario de todo arbitrio, consultando su seguridad, y reservando los documentos justificativos, que presentará á su tiempo al tribunal competente.

9º La plata y oro amonedado, piña ó barra, satisfará al Estado un seis por ciento en compensacion del beneficio que se dispensa en los artículos 4º y 7º y por ser capital procedente de apresamiento, debiendo ser precisamente manifestados.

10. La plata ú oro elaborado en alhajas de lujo pagarán á su introduccion los mismos derechos que otro cualquier efecto comercial, segun el aforo particular que sufran.

1816.

Caso
de remuneracion
á los corsarios

11. Los corsarios que tomasen al enemigo comunicaciones interesantes, ú oficiales de rango, etc., ó hicieren al enemigo otra hostilidad semejante, serán agraciados de un modo digno de la generosidad del gobierno, y en proporeion á la importancia del servicio que hubieren prestado.

12. El gobierno promete un premio á todo corsario que haga presa de transporte enemigo con tropas, municiones ó útiles de guerra, dirigidos á hostilizar los países libres de América, ó reforzar algun punto de los dominios españoles, el cual se regulará segun el caso y circunstancias, graduándole con arreglo al contenido de la presa.

Destruccion
de buques
apresados.

13. Los comandantes de los corsarios destinados á destruir el comercio español, sin ser crueles en el tratamiento de los prisioneros, incendiarán y destruirán todo buque enemigo de alta mar, que por su poco valor no quisieren conducir apresado, y se prohíbe á dichos comandantes, bajo las penas que hubiere lugar, la libertad de devolver por pretexto alguno ni dejar en poder de los enemigos embarcacion alguna de la clase indicada, reputándose como una hostilidad al país cualesquiera gracia de esta naturaleza.

14. El gobierno no es responsable al cumplimiento del art. 7º, cap. 1º, de la ordenanza de curso del año 1801.

15. Los buques apresados serán libres de derechos, y pagarán solo los correspondientes al puerto.

16. Los artículos de guerra apresados serán libres de derechos: si el gobierno los necesitase, los tomará por un diez por ciento ménos de sus precios en el mercado.

Derechos
sobre los negros
apresados.

17. Los negros apresados serán remitidos á nuestros puertos, y el gobierno pagará cincuenta pesos por cada uno de los que sean útiles para las armas de doce años á cuarenta inclusive, con solo el cargo de servir cuatro años en el ejército excediendo aquella edad, bajando de la doce, ó si fuesen inútiles en la de servicio, serán absolutamente libres, y el gobierno los distribuirá á tutela: sobre el valor de los primeros no se cobrará ningun derecho.

18. Los negros apresados que no se puedan introducir en

nuestros puertos por su bloqueo, inutilidad del buque, etc., serán remitidos á puertos de las naciones libres de América, y entregados allí á la disposicion de aquellos gobiernos, con la precisa calidad de no poder ser vendidos como esclavos, bajo las penas de ser excluidos los contraventores de todo privilegio, sean cuantos fuesen sus servicios, y del amparo de las leyes de un país que detesta la esclavitud, y ha prohibido el cruel comercio de la esclavatura.

19. Mi secretario de Estado en el departamento general de guerra y marina queda encargado de la ejecucion del presente decreto, que se comunicará á quienes corresponde imprimiéndose para el uso de los corsarios.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON. — JUAN FLORENCIO TERRADA, *secretario*.

COMUNICACION OFICIAL

RELATIVA Á LA AGRESION DE LOS PORTUGUESES (1).

Persuadido el gobierno supremo del Estado que al confiarle los pueblos la direccion de sus negocios descansarian tranquilos en la rectitud de sus intenciones y en el ardiente zelo que consagra á su prosperidad, á la conservacion de sus derechos y á su gloria, no ha creído hasta aquí oportuno publicar los documentos que acreditan no haber mirado la invasion de la nacion linitrofe con indiferencia. Esperaba Su Excelsencia el regreso del coronel de caballería D. Nicolas Vedia para manifestar á un mismo tiempo los pasos que creyó deber dar en este negocio, y el resultado que habian tenido; y es de presumir que no haya quienes con miras bien intencionadas desconozcan que el gobierno tendria presente justas consideraciones de

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires* del 1º de diciembre 1816.

1816.

Remision
de negros
á América.

Objeto
de la convocacion
del cabildo
y alcaldes
de cuartel.

1816.

política para adoptar esta conducta. No ha hecho Su Excelencia misterio en el particular ; ántes bien el día 19 del mes próximo pasado convocó al excelentísimo cabildo y alcaldes de cuartel con el solo objeto de imponerles de la comision conferida al expresado coronel, y de la resolucion en que estaba de sostener la integridad del territorio de las Provincias denominadas del Rio de la Plata contra cualesquiera tentativas de las potencias extranjeras. Por este medio creyó Su Excelencia combinar el que se hiciesen públicas sus medidas, satisfaciendo el anhelo y fijando la expectacion de nuestros compatriotas, y el que no se imprimiesen para llenar los fines que se habia propuesto. Pero en estos tiempos dificiles, de todo se hace mérito para siniestras interpretaciones, y es indispensable quitar á los espíritus inquietos este pretexto de minar la opinion, cuando por otra parte no es sino muy satisfactorio á Su Excelencia el ofrecer á sus ciudadanos públicos testimonios del cumplimiento de sus deberes.

Las comunicaciones á las autoridades de Montevideo han sido recibidas con encarecidas demostraciones de aplauso y regocijo, y es de esperar que tengan una aceptacion favorable las dirigidas al general del ejército invasor. En caso contrario, nuestro interes y nuestro honor se considerarán con un nuevo motivo de empeñar todos los esfuerzos para acreditar en esta lid á que tan injustamente serémos provocados, que nuestro valor y nuestra constancia no se disminuyen porque se multipliquen los peligros.

PARTE DE LA BATALLA DE LA INDIA MUERTA.

Objeto
del documento
que sigue.

Dicen los Portugueses que las tropas patrióticas de la Banda Oriental *no pueden resistir á fuerzas organizadas* ; y esta es una de las razones en que tambien fundan su agresion. Para contradecirla, es muy oportuno el documento que se traslada á

continuacion, y que siendo producido por la parte contraria, no se alega por nosotros sino en lo favorable.

1816.

(GACETA DE BUENOS AIRES.)

Copia de la carta que dirigió al teniente general D. Manuel Marques Sousa su hijo el mayor D. Manuel Sousa, instruyéndole de la accion dada en la India Muerta el 19 de noviembre de 1816.

Ilmo. y Exemo. Señor, mi apreciado y muy respetado padre: como ya informé á Vuestra Excelencia en 17 del corriente, marchó la division de la vanguardia y dos compañías de cazadores de la segunda brigada con direccion al Saco del Alférez, en procura de la division enemiga; habiendo primeramente avanzado la primera brigada y transportes al paso del Conejo, y la otra ha quedado emboscada en el paso de Castillos y casa de D. Francisco Peláyes, hasta la noche que se dió principio á la marcha.

Marcha
de la vanguardia.

El 18 amanecemos cerca de la casa de D. Antonio Sousa, y ya encontramos partidas enemigas que empezaron á retirarse haciendo las mas vivas diligencias para reconocer nuestra fuerza, la que siempre se procuró ocultar, persiguiendo los espías, y nos fortificamos en la casa de D. Manuel Santos Costa, de la India Muerta. En el 10 continuamos la marcha, y pasamos el arroyo; desde entónces encontramos partidas, y empezamos á sufrir el tiroteo de sus cazadores montados: seguimos á ocupar la posicion del puesto de la estancia de la vieja Velázquez, y entónces se retiraron para el otro lado de Manuel Patricio, para donde marchamos, é hicimos alto y se mandó matar ganado para que comiese la tropa: estábamos ocupados en esto, cuando el ejército fué inquietado por sus cazadores; y á las once y media principiamos á descubrir su columna, que marchaba á tomarnos la retaguardia: inmediatamente tomamos las armas, y retrogradamos á tomar posicion, y en cuanto pasábamos un grande pantano, el enemigo ocupó la que le convenia: dejamos el paso cubierto por una compañía de cazadores, para

Principio
del tiroteo.

1816.

Combate.

que las partidas, que nos habian ido llamando, que se hallaban reunidas, no nos cortasen por la retaguardia : nuestro orden de batalla fué el siguiente : los dos escuadrones de voluntarios reales del rey en el flanco derecho ; el de San Pablo y milicias en el izquierdo ; 4 compañías de granaderos y un obus en el centro , y 3 compañías de cazadores divididas en los intervalos de los escuadrones y granaderos ; faltaban aun algunos minutos para el medio dia , cuando sus cazadores montados rompieron el fuego, haciendo un tiroteo infernal , el que era correspondido por nuestra parte, avanzando en el mismo orden ; pero pretendiendo el enemigo cercarnos por el flanco derecho, fué cargado por uno de los escuadrones de la division, el cual fué envuelto no solo por la fuerza que pretendia cercarnos, sino tambien por su reserva ; lo cual obligó á retirarse el escuadron con una grande pérdida : entónces fué mandado el otro á apoyarlo, y uno y otro se vieron envueltos : por nuestra pérdida puede Vuestra Excelencia calcular la resistencia del enemigo, que solo despues de mucha sangre cedió á la bravura de los escuadrones ; retirándose á su derecha y centro colocado en la casa de la vieja Velázquez, en cuyos cercados se emboscaron algunas compañías de negros, é hicieron un fuego horroroso á los dichos escuadrones.

Fuga
del enemigo.

La izquierda, que tuve yo la honra de mandar, aunque no sufrió tamaña carga, no dejó de tocarle una gran parte : primeramente, sufrimos una porcion de tiros de artillería, de los que fué herido levemente el sarjento mayor José Pedro Galvan, y varios caballos muertos ; luego despues, como la compañía que habia quedado cubriendo el paso de la retaguardia nos quedaba ya á grande distancia, pretendió el enemigo cortarla ; mandé la mitad de mi escuadron de la izquierda á apoyarla ; pero siendo este muy luego cargado por una grande fuerza, púsose en retirada, y como yo viese que se aproximaban ya á su retaguardia, avancé yo con el otro medio escuadron, y luego que se vió apoyado el que venia en retirada, volvió sobre el enemigo, y lo cargamos hasta obligarlo á pasar el pantano, en cuya carga murió un soldado, y fueron baleados tres mas, y

muchos caballos : escapé no sé cómo de tres que denodadamente me vinieron á atacar al frente mismo de mi escuadron, y yendo á descargar un golpe sobre uno que me perseguía, senti un gran golpe en mi brazo y hombro derecho ; miré, y noté que era un oficial que iba ya á segundarme otro sablazo ; me desvié al punto, y luego me dirigí sobre él, mas al mismo tiempo me ví acometido de dos mas con lanzas : mas felizmente ya habian venido en mi auxilio oficiales y soldados de mi escuadron, y tuve la felicidad de que como tenia levantado el brazo, cuando recibí el sablazo, me llevó solo la manga de la casaca, embotándose en ella aquel, y así es que solo recibí un fuerte verdugon ; como á este tiempo me apoyaron ya los cazadores, continué á perseguirlos hasta arrojarlos de la posicion en que se habian reunido y obligarlos á pasar el rio, en cuya costa se volvieron á reunir ; de ella sufrí un fuego vivísimo, que mató alguna gente, y muchos caballos, habiendo yo tenido tres heridos : sucesivamente hubieran perecido muchos soldados de infantería, si los cazadores no se me reunen tan pronto con algunas compañías de granaderos y á marcha forzada no hubiésemos avanzado de nuevo, dando al enemigo tres descargas cerradas, con las que se le obligó á ponerse en fuga, y á ocultarse por el monte alguna de su infantería.

La caballería de la division no solo por tener cansados los caballos, sino tambien por cubrir la retaguardia, quedó junto á la casa del puesto de Velázquez. Finalmente, despues de cuatro horas y media de un fuego horrible, conseguimos la derrota del enemigo ; habiéndole tomado una pieza de bronce de calibre de á 3, algunas armas y 30 prisioneros entre blancos y negros.

Nuestra pérdida fué considerable ; en el número de los muertos se hallan el mayor Duerte y el alférez de granaderos Cruci, estando mortalmente heridos el teniente coronel Tovar y el capitán Peréira de infantería : calculó que la fuerza del enemigo llegaria á 4,700 hombres de infantería y caballería.

Despues de concluida la accion nos pusimos en retirada ; y ayer á la noche llegamos al campamento, donde fué recibido el

Pérdidas
del enemigo.

Id. de las de Sousa.

1816. general por la tropa con vivas : hoy tenemos órden para marchar mañana, y tal vez podamos llegar á Rocha.

Campamento de Chafalote, 21 de noviembre de 1816.

MANUEL MARQUES SOUSA.

PROCLAMA

DEL GENERAL DEL EJÉRCITO PORTUGUES EN LA BANDA ORIENTAL.

CÁRLOS FEDERICO LECOR, teniente general de los ejércitos de Su Majestad Fidelísima, general en jefe de las tropas destinadas á la pacificacion de la márgen izquierda del Rio de la Plata, comendador de las órdenes de San Benito de Avis y de la Torre y Espada, etc., etc.

Contra
la opresion
de Artigas.

Pueblos de la márgen izquierda del Rio de la Plata : Los repetidos insultos que el caudillo Artigas ha hecho á los habitantes pacíficos de vuestro país y á los del Rio Grande, la prohibicion absoluta de comunicacion entre vuestros paisanos y los Portugueses de la frontera, y últimamente la disposicion hostil en que colocó sus tropas, dirigiéndolas á las inmediaciones del Rio Pardo, son hechos muy públicos, y mas que suficientes para probar las intenciones de aquel caudillo, y para demostrar con evidencia, que ni entre vosotros puede haber estabilidad de gobierno, ni seguridad en los dominios portugueses, mientras él os oprima. Un caudillo que apropiándose vuestra fuerza armada, os arrastró con ella á seguir sus opiniones; un caudillo cuyo comportamiento ha sido hostil y equívoco, ménos en lo que toca á sus intereses particulares, no puede hacer la fortuna de vuestro país, ni vuestros vecinos pueden fiarse en sus relaciones políticas. Terminemos pues, habitantes de la provincia de Montevideo, un estado de incertidumbre que arruina vuestro país, é inquieta la frontera del reino de Brasil. Para evitar tantos males, soy yo mandado por mi soberano con las tropas que veis y otras que las siguen. Ellas, empero, no marchan á conquistaros, ni á arruinar vuestras propiedades;

Su verdadera
mision.

bien al contrario, su único objeto es el de sujetar al enemigo, libraros de la opresion, restablecer vuestra tranquilidad, abolir las contribuciones extraordinarias que se os hubieren impuesto, y tratar á todos con blandura, á excepcion, solamente, de aquellos que osasen perturbar de aquí en adelante el sosiego público.

Habitantes, que amais los intereses de vuestro país, permaneced tranquilos en vuestras casas. Confiad en las promesas que os hago en nombre de mi soberano; él me constituye jefe de un gobierno interino en esta provincia; y yo protesto, por el honor de un antiguo oficial, y de vasallo fiel, que voy á cumplir escrupulosamente las órdenes que recibí del mismo augusto señor, y que todas se dirigen á vuestra felicidad.

CÁRLOS FEDERICO LECOR, *comandante en jefe.*

1816.

Protesta
que la cumplirá.



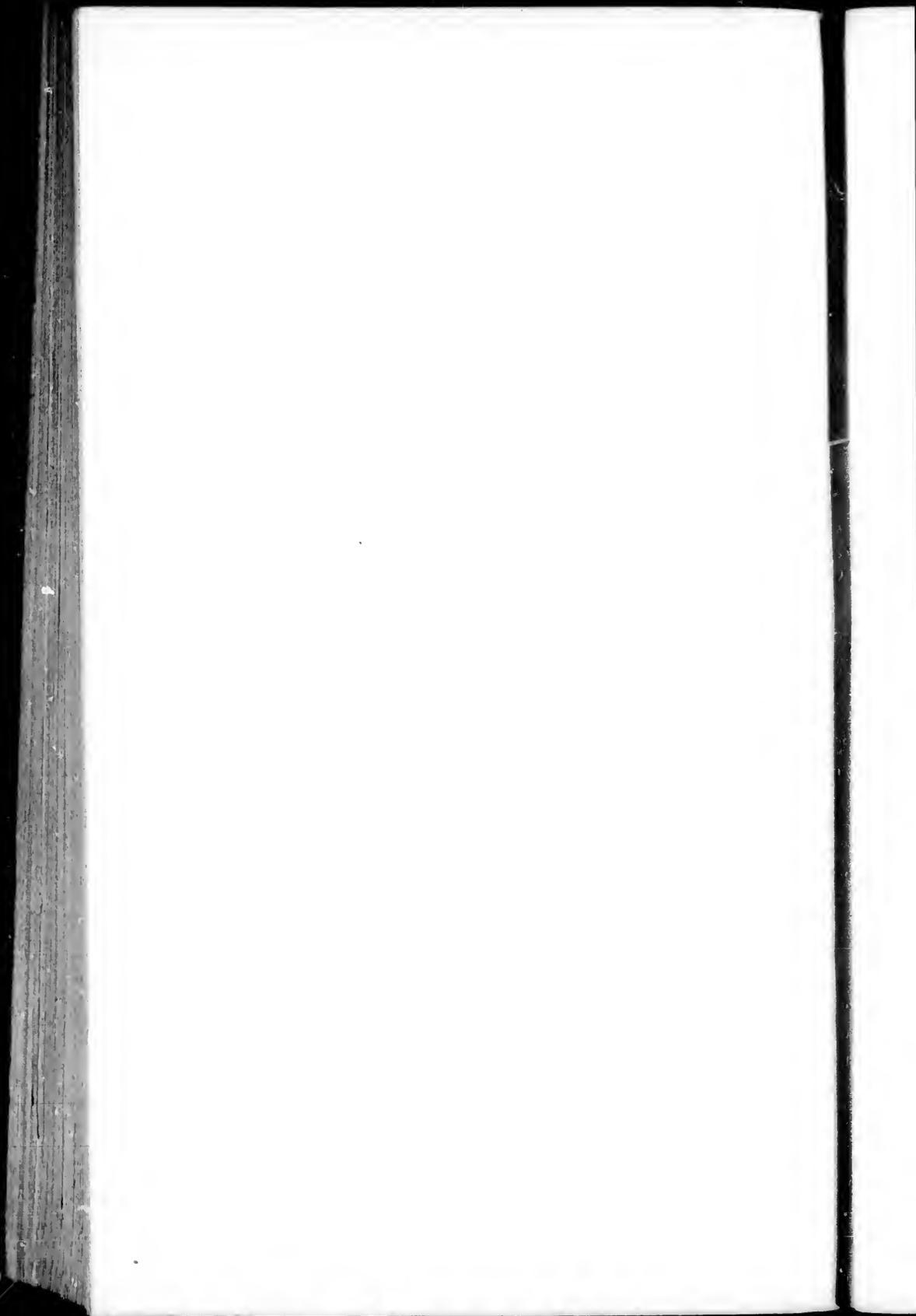


TABLE DU SECOND VOLUME.



PROVINCES DU RIO DE LA PLATA.

ANNÉE 1812.

	Pages.
PARTIE HISTORIQUE. Sérieuse complication. — Réaction sous la direction d'Alzaga : son plan. — Rademaker, envoyé du Brésil, arrive à Buénos-Ayres; armistice signé le 27 mai; Rademaker ordonne l'évacuation de Montévidéo. — La conjuration du 1 ^{er} juillet avorte. — Exécution du conspirateur Alzaga. — La situation politique s'aggrave. — Bataille de Tucuman et ses grands résultats. — Nécessité d'une assemblée constituante. — Cause excitante de la révolution du 8 octobre. — Formation d'un triumvirat ou nouveau gouvernement. — Le nouveau gouvernement envoie des secours à Belgrano. — Transaction proposée par Goyeneche. — Lettre de Belgrano. — Réponse de Goyeneche. — Position des deux armées à la fin de l'année 1812.	5
Documents relatifs à la nomination de Belgrano comme général en chef de l'armée auxiliaire du Haut-Pérou :	
27 févr. Extrait de la dépêche du gouvernement nommant Belgrano.	12
Instructions réservées.	12
Instructions communiquées à Puyredon et à Belgrano.	13
Documents relatifs aux combinaisons militaires arrê-	

	Pages.
tées en 1811 et 1812 entre la cour du Brésil et les troupes espagnoles du Haut-Pérou :	
23 nov. (1811). Dépêche de la princesse Charlotte au général Goyeneche	14
1 ^{er} déc. (1811). Ordre du comte de Linhares au général Souza.	15
20 févr. Dépêche du général Souza au général Goyeneche.	16
Fragment des instructions de D. Cornelio Saavédra à son mandataire (en 1814) contenant des renseignements sur les projets d'indépendance et de couronnement de la princesse Charlotte à Buénos-Ayres avant la révolution.	17
Documents relatifs à l'origine de la cocarde et du drapeau argentins :	
13 fév. Dépêche de Belgrano au gouvernement, proposant l'adoption d'une cocarde, et décret du gouvernement y relatif	20
27 févr. Dépêche du général Belgrano annonçant qu'il a arboré le nouveau drapeau	22
Proclamation de Belgrano jointe à sa dépêche .	23
29 mars. Dépêche du général Puyrredon sur le même sujet.	21
29 mai. Dépêche du général Belgrano rendant compte au gouvernement de la célébration du second anniversaire du 25 mai, pendant laquelle il a fait bénir le drapeau bleu et blanc et y a fait prêter serment de fidélité	23
25 mai. Proclamation dont il est fait mention dans la dépêche précédente	26
25 juin. Réponse du gouvernement à la dépêche de Belgrano, reproduisant la réponse par laquelle on l'avait blâmé d'avoir arboré le drapeau bleu et blanc	27
18 juillet. Réplique de Belgrano à la dépêche qui précède .	29
Renseignements envoyés par le général Belgrano relativement à Cochabamba :	
17 avril. Lettre de Belgrano au gouvernement	31
— Seconde lettre.	32
— Troisième lettre	32
— Quatrième lettre	34
16 avril. Lettre du général Belgrano à l'évêque de Salta .	35
— Lettre du même au préfet de Salta	35
19 févr. Lettre du général Goyeneche au vice-roi de Lima.	36

TABLE.

461

Pages.
t les
géral
. . . 14
uza. 15
che. 16
ra à
gne-
ron-
yres
. . . 17
du
ppo-
du
. . . 20
qu'il
. . . 22
he . 23
ème
. . . 24
apte
oud
il a
fait
. . . 25
de-
. . . 26
Bel-
elle
eau
27
e . 29
re-
. . . 31
. . . 32
. . . 32
. . . 34
. . . 35
. . . 35
a. 36

	Pages.
Extraits de plusieurs lettres du même à son frère et à son père.	40
13 mai. Décret sur la prohibition de l'introduction des esclaves.	41
1 ^{er} janv. Dépêche du gouvernement au capitaine général de Montévidéo sur la réalisation des agressions portu- gaises	42
6 janv. Dépêche du capitaine général de Montévidéo au gou- vernement	44
13 janv. Dépêche du gouvernement au capitaine général de Montévidéo.	46
27 mai. Réception de l'envoyé extraordinaire de Portugal, D. Juan de Rademaker, par le gouvernement	51
27 mai. Armistice conclu entre le gouvernement des Provinces- Unies et l'envoyé du prince régent de Portugal.	53
13 sept. Note officielle qui sert de ratification à l'armistice.	54
16 juill. Dépêche du président Sarratúa au gouvernement	55
9 juillet. Dépêche du même au général de l'armée portugaise.	56
11 juill. Réponse du général portugais	57
16 juill. Autre dépêche du président Sarratúa au gouverne- ment.	57
13 juill. Avis officiel de la retraite des Portugais	58
Lettres de la princesse Charlotte de Bourbon, adres- sées de Rio de Janeiro à son secrétaire, D. José Présas, à Cadix	59
Lettre de D. José Présas à la princesse Charlotte	62
Correspondance enlevée aux ennemis dans la glo- rieuse affaire de Tucuman :	
10 août. Lettre du vice-roi Abascal au général Goye- neche.	70
8 sept. Lettre de Goyeneche à Tristan	73
11 sept. Autre lettre de Goyeneche à Tristan	75
28 août. Dépêche du gouvernement au gouverneur de Monté- vidéo.	77
— Conditions offertes à Montévidéo	80
4 sept. Réponse du général Vigodet	81
28 août. Dépêche du gouvernement au conseil municipal de Montévidéo.	83
4 sept. Réponse du conseil municipal de Montévidéo	84
Bases de conciliation proposées aux cortès par les commissaires anglais pour la pacification des colo- nies espagnoles	87
13 sept. Dépêche de lord Strangford au gouvernement	88

	Pages.
29 sept. Rapport du général Belgrano sur la bataille de Tucuman et sur les événements qui l'avaient précédée.	89
24 sept. Dépêche du major général Tristan	96
24 sept. Réponse de Diaz Vélez	96
25 sept. Dépêche du général Belgrano au major général Tristan	97
25 sept. Réponse de Tristan	98
2 oct. Dépêche du général Belgrano au gouvernement	99
28 sept. Dépêche du gouverneur intérimaire de Salta au général Belgrano	99
15 janv. (1813). Proclamation du général Belgrano publiant le rapport de Tristan sur la bataille de Tucuman.	100

ANNÉE 1813.

PARTIE HISTORIQUE. Mouvement de l'armée patriote : Nouvelle de la victoire du Cerrito. — Assemblée générale constituante. — Belgrano et son armée marchent sur Salta. — Bataille de Salta. — Tristan capitule. — Un armistice est concédé à Goyeneche. — Déroute de Vilcapujio. — Responsabilité de Belgrano. — Désastre d'Ayouma. — Ordre de procéder à une instruction judiciaire contre Belgrano 104

20 févr. Convention conclue entre le général Belgrano et le colonel de la Héra, à la Tablada de Salta, pour la capitulation de l'armée du général Tristan 107

27 févr. Rapport officiel sur la victoire remportée par l'armée patriote sur l'armée de Lima près du val de Gallinato 109

18 avril. Lettre du général Belgrano au D^r Chiclana sur la capitulation de Salta et sur d'autres points intéressants. Extraits de l'instruction formée contre Belgrano à propos des déroutes de Vilcapujio et d'Ayouma 119

30 sept. Mémoire présenté au congrès du Paraguay par le D^r Nicolas de Herrera, commissaire du gouvernement de Buenos-Ayres 131

Dépêche accompagnant ce Mémoire 150

ANNÉE 1814.

PARTIE HISTORIQUE. Concentration du pouvoir dans les mains d'un directeur suprême : Posadas. — Influence de la loge de Lautaro.

Pages.	Pages.
	— Aspect de l'Amérique. — Proposition d'un armistice général.
	— San-Martin va rejoindre l'armée du Pérou. — Rébellion d'Artigas. — Création d'une escadre : Brown. — Prise de Martin-Garcia. — Alvéar continue le siège de Montévidéo. — Insuccès de la négociation confiée à Gomez y Echevarria. — Combat naval. — Déroute des royalistes. — Capitulation de Montévidéo. — Artigas se met en marche; résultat de son mouvement. — D. Nicolas Rodriguez Peña, gouverneur de Montévidéo. — San-Martin, gouverneur de Cuyo. — Politique du roi Ferdinand VII. — L'anarchie. — Sarraitéa au Brésil et en Angleterre. — Rivadavia et Belgrano en Europe : leurs instructions 153
	Documents sur la capitulation de Montévidéo :
	1 ^{er} mai. Proclamation du directeur suprême des Provinces-Unies. 166
	12 avril. Bases de pacification proposées par le gouvernement de Montévidéo 169
	19 mai. Rapport du colonel D. Guillaume Brown, commandant en chef des forces maritimes des Provinces-Unies. 171
	18 mai. Dépêche du général Vigodet au commandant général Brown, dans le but d'ouvrir des négociations. 174
	19 mai. Réponse du commandant Brown. 176
	3 juin. Etat des officiers et de l'armement pris par l'escadre de Buénos-Ayres. 176
	20 juin. Dépêche du colonel D. Carlos de Alvéar, général en chef de l'armée faisant le siège de Montévidéo, au directeur suprême. 178
	22 juin. Seconde dépêche du même. 178
	23 juin. Troisième dépêche du même. 179
	23 juin. Proclamation d'Alvéar aux habitants de Montévidéo. 180
	28 mai. Pleins-pouvoirs conférés au général Alvéar par le gouvernement des Provinces-Unies. 181
	20 juin. Plein-pouvoir donné par le général Vigodet à ses commissaires. 182
	20 juin. Propositions faites par les députés de Montévidéo au général Alvéar pour la remise de la place, signées par Alvéar. 182
	20 juin. Décret créant un tribunal des prises à Buénos-Ayres. 193
	27 juin. Proclamation du directeur suprême aux troupes de mer et de terre. 194

	Pages.
26 juin. Dépêche du commandant d'armes de Montévidéo au directeur suprême.	195
25 juin. Lettre du général Alvéar au commandant d'armes.	195
30 juin. Rapport du général Alvéar sur la prise de Montévidéo.	196
9 juill. Nomination de D. Nicolas Rodriguez Peña, en qualité de gouverneur de Montévidéo.	197
24 août. Communication du secrétaire Herrera à Passo, sur l'envoi d'une mission en Europe pour traiter avec Ferdinand VII.	200
29 nov. Exposition que fait le général Alvéar de sa conduite dans la reddition de Montévidéo.	201
Notes jointes à cette exposition :	
20 août. Protestation du général Vigodet	222
21 juin. Communication d'Alvéar à D. Juan de Vargas	227
5 nov. Dépêche du directeur suprême au général Alvéar.	228
	Note de D. Juan de Vargas 228
25 juin. Communication du conseil municipal au général Alvéar.	229
6 juill. Dépêche du général Vigodet	230

ANNÉE 1815.

PARTIE HISTORIQUE. Démission de Posadas : Alvéar directeur suprême et sa situation critique. — Il demande la protection de l'Angleterre. — Envoi de commissaires en Europe : objet de leur mission. — Nouveau directeur. — Découragement de Belgrano et de Rivadavia. — Situation de l'Europe. — Traité entre l'Espagne et l'Angleterre. — Difficultés que rencontrent les commissaires en Europe. — Plan de Sarratúa. — Chute de Napoléon et pacte de famille. — Conférence des commissaires avec le comte Calaruss; leur désenchantement. — Nouveau projet : déroute de Waterloo et ses conséquences pour l'Amérique. — Dissidence entre les commissaires et leur séparation. — Rondeau sort de l'inaction : surprise du *Puesto de Marqués*. — Bataille malheureuse de Sipe-Sipe : ses conséquences. — Chute d'Alvéar. — Junte d'observation. — Rondeau directeur. — Tribunaux révolutionnaires. — Convocation d'une assemblée municipale publique. — Démission de Rondeau; Gonzalez Balcarce, directeur. 231

Documents relatifs au projet de D. Carlos Alvéar de placer les Provinces-Unies sous la dépendance de l'Angleterre :

TABLE.

465

	Pages.
23 janv.	Dépêche adressée à lord Strangford par Alvéar 252
27 févr.	Conférence entre D. Manuel José Garcia et lord Strangford 255
28 avr.	Extraits relatifs au même sujet 257
5 févr.	Extrait d'une lettre à D. Mamel Sarratúa sur le même point 258
10 mai.	Mémoire adressé à l'ex-roi d'Espagne Charles IV par les députés du gouvernement provisoire des Provinces du Rio de la Plata, par lequel ils le supplient qu'il se transporte en personne à Buénos-Ayres, ou qu'il permette à son fils D. François de Paule de s'y rendre et de prendre lui-même le gouvernement de ces provinces comme une souveraineté indépendante. 259
	Texte anglais de ce Mémoire. 268
16 mai.	Instructions données au comte de Cabarrus. 276
—	Déclaration des commissaires assurant une pension au roi Charles IV. 289
—	Déclaration des mêmes concédant une pension au prince de la Paix. 290
	Négociation ouverte par le gouvernement de Buénos-Ayres avec le chef des Orientaux D. José Artigas. 291
20 juin.	Dépêche des commissaires de Buénos-Ayres 293
16 juin.	Traité de concorde proposé par Artigas. 294
16 juin.	Traité de paix et d'amitié proposé par les députés de Buénos-Ayres 296

PROVINCES-UNIES DU RIO DE LA PLATA.

ANNÉE 1816.

PARTIE HISTORIQUE. Triste situation dans laquelle Belgrano retrouve son pays : ses idées monarchiques. — Popularité des principes de Thomas Payne. — San-Martin opine pour la monarchie — Thompson est envoyé aux Etats-Unis pour chercher des officiers : Beauchef, Miller, etc. — Projet de conscription. — Armement d'une escadrille : départ de Brown pour le Pacifique. — Attaque du Callao : prise de la *Candelaria* et de la *Conseguencia*. — Il se dirige sur Guayaquil :

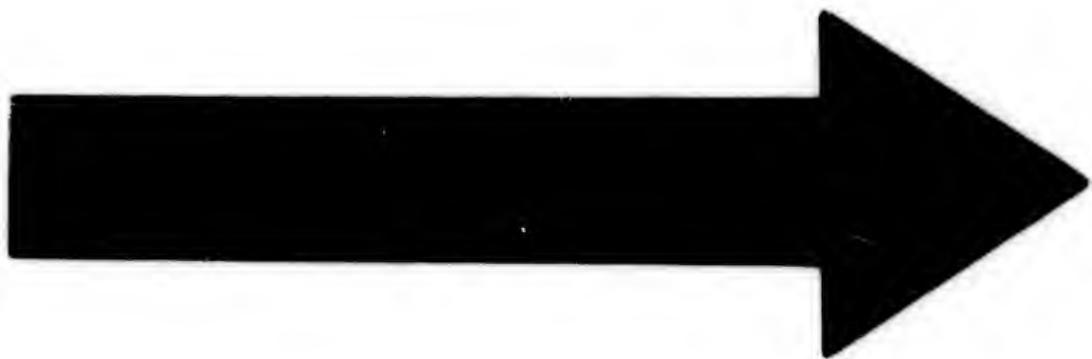
Brown prisonnier. — Echange de prisonniers. — Départ pour la Barbade; scrupules du gouverneur. — Départ pour Antioa; piraterie anglaise. — Réclamations infructueuses de Brown à Londres. — Réunion du congrès de Tucuman. — Rébellion de Martin Guémes : Caparros à la Rioja. — Rébellion de Diaz Vélez. — Puyrredon directeur suprême. — Déclaration de l'indépendance; drapeau national. — Diversité d'opinions sur la forme du gouvernement. — Le principe monarchique domine. — Triomphe définitif de la république. — Annonce d'une expédition portugaise. — Puyrredon organise son ministère. — Obstination d'Artigas; déroute d' <i>India muerta</i> . — Montévidéo se livre aux Portugais. — Fermentation des partis à Buénos-Ayres : mesures prises par le gouvernement. — Translation du congrès de Tucuman à Buénos-Ayres. — Justes appréciations sur Belgrano et San-Martin : communication de ce dernier demandant des instructions.	299
Documents relatifs au projet de couronnement de l'enfant don François de Paule comme roi des Provinces du Rio de la Plata :	
10 déc. (1814). Instructions données au général Belgrano.	340
3 févr. Compte-rendu de sa mission par le général Belgrano.	344
20 févr. Ordonnance du directeur sur les représailles à exercer contre les Chiliens.	355
Mémoire présenté au gouvernement par don Thomas Guido sur la campagne projetée dans le Haut-Pérou, à laquelle il propose de substituer l'occupation du royaume du Chili :	
Notice historique.	357
20 mai. Mémoire de don Thomas Guido.	362
31 mars. Note du général Balcarce au directeur suprême Puyrredon.	383
24 juin. Réponse du directeur suprême.	386
26 juin. Lettre du général Puyrredon à don Thomas Guido.	388
4 juin. Instructions du gouvernement portugais pour l'occupation et l'administration du territoire oriental de l'Uruguay.	389
22 juin. Proclamation du conseil municipal gouvernant la ville de Montévidéo, annonçant les préparatifs d'une expédition portugaise.	404
6 juill. Séance secrète du congrès de Tucuman, dans laquelle	

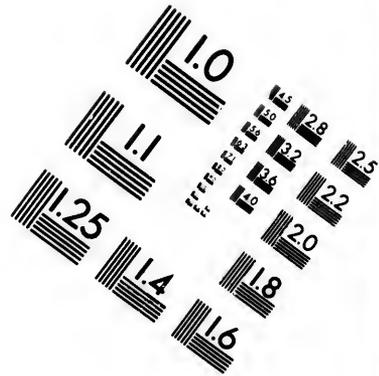
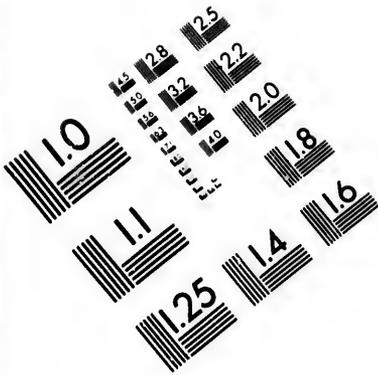
TABLE.

467

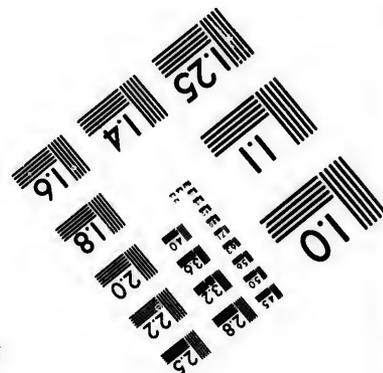
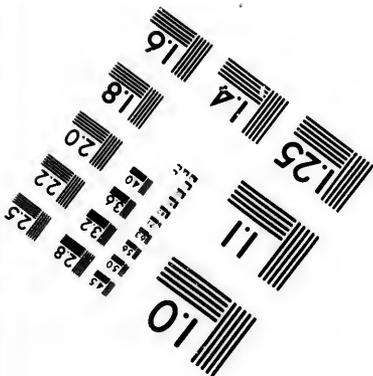
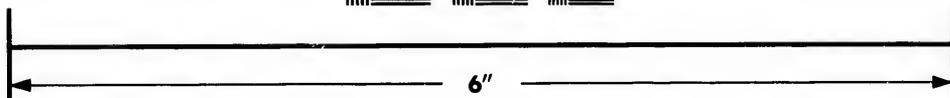
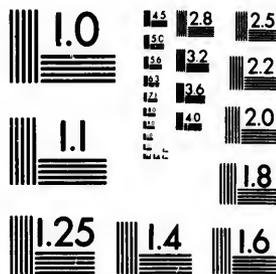
Pages.
 épart
 pour
 euses
 n. —
 llion
 ation
 ions
 aïque
 once
 inis-
 a. —
 des
 erne-
 yres.
 com-
 . . . 299
 e l'in-
 rinces
 no. . . 340
 néral
 . . . 341
 rcer
 . . . 355
 omas
 llaut-
 cupa-
 . . . 337
 . . . 362
 èrme
 . . . 383
 . . . 386
 omas
 . . . 388
 occu-
 ental
 . . . 389
 a ville
 expé-
 . . . 404
 quelle

	Pages.
il est traité du projet de monarchie proposé par Belgrano	405
9 juill. Acte d'indépendance des Provinces-Unies du Rio de la Plata	317
25 juill. Résolution sur le drapeau national.	320
2 oct. Manifeste sur la translation du congrès souverain à Buénos-Ayres.	408
Dépêche du général San-Martin au directeur de l'Etat, sur les vertus civiques du peuple de Cuyo.	411
31 oct. Lettre du directeur suprême au général de l'armée portugaise.	327
27 nov. Réponse du général Lecor.	329
Documents relatifs aux négociations des autorités de Buénos-Ayres avec celles de Montévidéo, à propos de l'invasion portugaise :	
2 nov. Dépêche du directeur suprême à D. Miguel Barréiro, délégué du chef des Orientaux.	413
1 ^{er} nov. Dépêche du même au conseil municipal de Montévidéo.	414
1 ^{er} nov. Dépêche du même au chef des Orientaux.	415
6 déc. Lettres de créance données par Barréiro à deux membres du conseil municipal.	416
6 déc. Dépêche de Barréiro au directeur suprême.	416
6 déc. Lettre de Barréiro à D. J.-M. de Puyredon.	418
6 déc. Le conseil municipal de Montévidéo au directeur suprême.	420
8 déc. Les commissaires de Montévidéo au délégué et au conseil municipal.	421
8 déc. Acte d'incorporation du territoire de la Bande Orientale aux Provinces-Unies.	330
9 déc. Autre dépêche des commissaires	422
10 déc. Troisième dépêche des mêmes.	423
13 déc. Le conseil municipal à la commission de conciliation.	423
Les commissaires au délégué.	424
19 déc. Autre dépêche des commissaires	425
26 déc. Le conseil municipal de Montévidéo à la commission.	427
27 déc. Barréiro aux commissaires.	428
30 déc. Les commissaires au délégué.	429
30 déc. Les commissaires au conseil municipal.	430
13 déc. Les commissaires au général Artigas.	431





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

1.5 2.8
2.0 3.2
3.6 4.0
4.5 5.0
5.6 6.3
7.1 8.0
9.0 10.0

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20

	Pages.
20 déc. Autre dépêche des mêmes.	434
26 déc. Le général Artigas aux commissaires.	441
3 janv. (1817). Les commissaires au général Artigas	443
12 nov. Décret abolissant les titres royaux.	445
13 nov. Décret contre ceux qui refusent de prendre du service dans les corps civiques.	446
18 nov. Décret donnant de l'extension aux hostilités maritimes. Communication officielle relative à l'agression des Portugais.	447 451
19 nov. Communication du gouvernement des Provinces- Unies au chef suprême de Vénézuéla.	332
19 nov. Proclamation du directeur suprême aux habitants de la Terre-Ferme.	334
19 nov. Rapport sur la bataille de la <i>India muerta</i> , par le major D. Manuel Sousa.	452
Proclamation du général de l'armée portugaise dans la Bande Orientale.	456
22 déc. Communication du général San-Martin au directeur suprême.	338
2 déc. Dépêche du général San-Martin au capitaine général et président du Chili, D. F. Marcó del Pont	338
13 déc. Réponse de D. F. Marcó del Pont	339

FIN DU TOME DEUXIÈME.

	Pages.
. . .	434
. . .	441
. . .	443
. . .	445
service	
. . .	446
titimes.	447
on des	
. . .	451
vinces-	
. . .	332
ants de	
. . .	334
par le	
. . .	452
e dans	
. . .	456
recteur	
. . .	338
général	
. . .	338
. . .	339

